



**HAL**  
open science

## Cacophonies d'empire

Juliette Cadiot, Dominique Arel, Larissa Zakharova

► **To cite this version:**

Juliette Cadiot, Dominique Arel, Larissa Zakharova. Cacophonies d'empire: Russes et Soviétiques face au multilinguisme. CNRS editions, pp.368, 2010. halshs-00694751

**HAL Id: halshs-00694751**

**<https://shs.hal.science/halshs-00694751>**

Submitted on 6 May 2012

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Cacophonie d'empire**  
**Russes et Soviétiques face au multilinguisme**

Sous la direction de  
**Juliette Cadiot**  
**Dominique Arel**  
**Larissa Zakharova**

**Juin**  
**2009**



## Table des matières

Remerciements..... x

Notes sur la transcription ..... x

Introduction: Le gouvernement des langues. Russes, Soviétiques et leurs héritiers  
face au multilinguisme, Dominique Arel et Juliette Cadiot..... x

### Première partie: La Russie impériale

Identité et allégeance dans la politique linguistique de l'Empire russe  
dans les territoires périphériques occidentaux au cours de la seconde moitié  
du XIX<sup>e</sup> siècle, Alexei Miller ..... 5

Entre identité culturelle et identité religieuse : l'échec de la russification des offices  
religieux catholiques dans les provinces biélorusses (1860-1880), Mikhail Dolbilov .... 25

Langue ukrainienne et projet de science nationale : les étapes d'une légitimation  
académique (fin des années 1880, début des années 1920), Aleksandr Dmitriev ..... 47

### Deuxième partie: La construction soviétique

À grands pas vers le russe : l'égalité des langues dans les années 1920,  
Juliette Cadiot ..... 68

Consensus, différends et obstacles pratiques dans l'organisation de l'enseignement  
primaire en ukrainien et en biélorusse (1920-1927), Caroline Gauthier ..... 89

Une langue minoritaire élevée en langue d'État : le tatar en Crimée soviétique  
(1921-1941), Grégory Dufaud ..... 109

Un cas d'étude de la politique soviétique en matière de langues dans les républiques  
orientales : transformations et adaptations de la langue des Juifs de Boukhara  
(1917-1938), Zeev Levin ..... 129

### **Troisième partie : Les années d'après-guerre**

À la recherche des cadres nationaux: La langue d'instruction en Carélie  
en tant qu'instrument de discrimination positive (1945-1964), Larissa Zakharova ..... 149

La langue des enfants soviétiques: Langues, éducation et société en Volga-Oural  
(de 1938 aux années soixante), Xavier Le Torrivelec ..... 169

### **Quatrième partie: Le post-soviétisme**

Orthographe et identité : le rôle des médias dans l'échec de la réforme orthographique  
de l'ukrainien de 2001, Volodymyr Kulyk ..... 193

Encadrer le pluralisme ethnique: La mission ambiguë des écoles ethno-culturelles  
à Moscou, Françoise Daucé ..... 211

Déclin du russe et politiques linguistiques en Géorgie indépendante postsoviétique,  
Silvia Serrano ..... 230

Tableaux et cartes ..... x

Glossaire ..... 253

Bibliographie ..... 257

Index ..... x

**Alexei Miller**

Institut d'information scientifique en sciences sociales de l'Académie des sciences de Russie, Moscou,  
et Central European University, Budapest, millera@ceu.hu.

## **Identité et allégeance dans la politique linguistique de l'Empire russe dans les territoires périphériques occidentaux au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle**

Dans un État hétérogène sur le plan linguistique, et d'autant plus sous le régime de l'Empire, la réglementation de l'usage des différentes langues au sein des administrations, des institutions judiciaires et du système éducatif est incontournable. Outre les dispositions réglementaires « habituelles » visant avant tout, du moins du point de vue des pouvoirs publics, à assurer le bon fonctionnement des organes du pouvoir et du système éducatif, il existe également d'autres interventions de l'État dans le domaine linguistique, dont l'objectif premier est davantage de toucher directement à des questions d'identité et d'allégeance.

La langue est l'un des principaux constituants du sentiment d'appartenance ethnique. Les lettres comme l'alphabet représentent des symboles chargés de sens qui ont bien souvent joué, et jouent encore un rôle clé dans la construction de l'identité<sup>1</sup>. On ne s'étonnera donc pas que les pouvoirs publics cherchent bien souvent à avoir la main mise sur la langue, l'alphabet et l'orthographe. Et cela n'est pas l'apanage du régime impérial. C'est un phénomène que l'on observe aussi dans les États où le pouvoir cherche à gagner une légitimité nationale. Dans l'Empire, une telle immixtion du pouvoir dans les questions linguistiques vise assez peu souvent à changer radicalement l'identité nationale, c'est-à-dire à provoquer une assimilation, mais plutôt à opérer des « ajustements » ciblés sur l'identité et le processus d'identification. Jusqu'à une période récente, toutefois, l'interdépendance unissant langage et construction de l'identité a été étudiée presque exclusivement dans l'optique du nationalisme et de la formation des nations<sup>2</sup>.

Pour étudier les politiques linguistiques du régime impérial, il est important de distinguer certains facteurs spécifiques. En premier lieu, *sur le territoire de l'Empire apparait une structure particulière d'interrelation entre le centre administratif, siège de la prise de décision, et les communautés des périphéries, dont les sphères linguistiques subissent la réglementation. Cependant, dans presque tous les cas de figures, l'influence n'est pas à sens unique, et s'exerce également des périphéries vers le centre, aussi bien que l'inverse*. Dans les périphéries de l'Ouest de l'Empire de Russie, la vie politique était animée par un grand nombre d'acteurs. Les autorités locales pesaient sur les décisions du

---

<sup>1</sup> Cf. notamment : FISHMAN J. A., « Language and Ethnicity: The View from Within », dans F. COULMAS, *The Handbook of Sociolinguistics*, Cambridge, MA, Blackwell Publishers, 1997, p. 339.

<sup>2</sup> Cf. notamment : BARBOUR S. et C. CARMICHAEL, eds., *Language and Nationalism in Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2000, où le contexte de l'Empire n'est pratiquement pas pris en compte.

centre impérial dans des domaines variés, y compris d'ordre linguistique, parfois en faveur d'une répression plus sévère, parfois, au contraire, en faveur d'un assouplissement des mesures. Les natifs occupant un poste administratif pouvaient par ailleurs se déclarer partisan d'une position aussi bien que de l'autre<sup>3</sup>. Les grands propriétaires terriens ainsi que le clergé toutes confessions confondues, qui formaient les castes traditionnelles de l'élite locale, jouaient également un rôle important, même si celui-ci était en perte de vitesse dans la seconde moitié du XIXe siècle. Même lorsque ces élites locales se trouvaient en situation de conflit avec les autorités centrales, et n'avaient pas accès aux postes administratifs, les communautés locales disposaient de nombreux moyens pour opposer une résistance au pouvoir politique et lui faire connaître son opinion, que ces moyens prennent la forme de protestations loyales ou déloyales, d'opposition légales ou non aux décisions des pouvoirs centraux allant jusqu'à leur sabotage<sup>4</sup>.

Souvent, l'élite locale traditionnelle se démarquait du reste de la population locale par sa culture et sa langue. Quant aux classes non privilégiées, elles n'étaient pas homogènes, elles non plus, et elles présentaient des caractéristiques différentes du point de vue culturel comme linguistique. Ce facteur revêtit une importance significative à mesure que se répandirent les idées nationalistes, et il généra l'apparition dans la région de nouveaux acteurs sociaux ayant bien souvent une vision de l'essence même des groupes ethniques, de leurs problèmes et de leurs intérêts, fondamentalement différente de celle de l'élite traditionnelle polonaise. Cette nouvelle élite régionale, composée par exemple d'intellectuels nationalistes, entrant en conflit avec l'élite traditionnelle, se vit continuellement confrontée à une alternative : devait-elle accepter une alliance avec le pouvoir impérial contre l'élite traditionnelle, ou au contraire se rallier à l'élite traditionnelle contre le centre ? Selon l'époque et le contexte, les réponses apportées ont pu différer. Au sein des communautés locales, nous devons distinguer les différents sous-groupes, leurs divergences d'intérêts et leurs processus d'identification, bien distincts les uns des autres.

Pour décrire et examiner correctement ces différents processus sous le régime impérial, il n'est évidemment pas possible de prendre pour référence l'histoire nationale officielle. Les acteurs ayant une influence sur tel ou tel point ne se résument jamais à seulement deux parties opposées, même si nous nous attachons à ne considérer essentiellement comme seuls acteurs les communautés ethniques individuelles d'une part et le pouvoir impérial d'autre part. L'influence de forces « extérieures » à un groupe ethnique est toujours marginalisée dans l'optique d'une histoire nationale officielle, parce que les récits mythiques nationaux ont toujours pour but de décrire comment « les nations forgent elles-mêmes leur destin ». Au sein même de chaque communauté ethnique, des divergences existent non seulement sur la tactique à adopter dans la lutte pour « la chose nationale », mais aussi dans l'appréhension de la nature-même du groupe ethnique, sa

---

<sup>3</sup> Ainsi, sur le rôle joué par M. Jusefovič et d'autres membres de l'élite de Kiev dans les répressions à l'encontre de la langue ukrainienne, et dans le renforcement de cette répression par rapport aux mesures prévues par le pouvoir central, consultez : MILLER A., *The Ukrainian Question. Russian Nationalism in the 19th Century*, Budapest, Central European University Press, 2003.

<sup>4</sup> Cf. en particulier : WERTH P. W., « From Resistance to Subversion: Imperial Power, Indigenous Opposition and their Entanglement », *Kritika*, vol. 1, 2000, p. 21-43.

légitimité à prétendre au statut de nation à part entière, etc. *Les cas de domination d'un groupe ethnique dans l'histoire nationale officielle sont notamment à observer de près.* Comment se sont formés ce que l'on appelle les « mouvements nationaux », de quelle façon ont évolué leur composition et leur taille, quelles sont les autres stratégies d'identification et d'allégeance dont ont pu faire preuve les représentants d'autres groupes ethno-religieux ?

Afin d'analyser les positions des communautés des périphéries et des mouvements nationaux quant aux questions linguistiques, il convient dans un premier temps de préciser comment ont été opérés les choix d'alphabets, de systèmes orthographiques, de sources d'emprunts lexicaux, et dans quelle mesure ces choix sont liés aux différentes stratégies de construction de l'identité et de l'allégeance. Dans les rapports de force que suscitent ces questions linguistiques, les représentants d'une communauté linguistique donnée sont loin d'être les seuls acteurs influents. D'autres acteurs extérieurs jouent également un rôle : le pouvoir impérial dont dépend la communauté en question, mais aussi les autorités des Empires voisins ainsi que les élites d'autres groupes ethniques de la région. L'étude détaillée de ces questions nécessite, entre autres, d'*accorder une attention particulière, dans les différents groupes ethniques, aux personnalités qui ont pu, pour certaines raisons, proposer d'autres voies possibles, par la suite abandonnées.* Les histoires nationales officielles minimisent l'action de telles personnalités, bien souvent reléguées au rang de renégats, en particulier si les propositions faites revenaient à toucher, de près ou de loin, aux mesures du pouvoir impérial.

Il faut également être extrêmement attentif aux motivations des autorités impériales, ainsi qu'aux débats d'opinion au sein de l'administration, ce dont les histoires nationales officielles ne font pas état. De nombreuses études ont déjà démontré que lors des prises de décision sur une question touchant au sentiment d'appartenance nationale ou sur une question de politique linguistique, l'unanimité n'était jamais la règle parmi les dirigeants de l'Empire. Aujourd'hui, il est généralement admis qu'il n'y a pas eu de politique uniforme et homogène en matière de nationalité dans les régions de l'Empire en général, et dans les territoires occidentaux en particulier<sup>5</sup>. Nous estimons pouvoir aller plus loin que cette considération générale, et, en raisonnant à partir des résultats de recherches menées au cours des dernières années, proposer des explications globales éclairant les mécanismes de prises de décisions en matière de politique linguistique.

L'histoire des territoires occidentaux de l'Empire de Russie<sup>6</sup> ne manque pas d'exemples de mesures de toutes sortes prises par les autorités impériales en matière de politique linguistique, autant de mesures ayant une influence sur les processus

---

<sup>5</sup> Cf. le forum : « Reinterpreting Russification in Late Imperial Russia », *Kritika*, vol. 5, 2004; Miller A., *The Ukrainian Question*.

<sup>6</sup> Nous nous concentrons dans cet article sur la région de l'ouest de l'Empire russe. Il est donc question de la réglementation concernant l'ukrainien, le biélorusse, le lituanien et le polonais. Le royaume de Pologne ainsi que les gouvernements baltes sont évoqués dans le seul but d'aider à la compréhension de la situation de la région de l'Ouest.



d'identification et d'allégeance. Ces dernières années, des travaux extrêmement intéressants ont été publiés sur ce thème<sup>7</sup>.

## Les Provinces de l'Ouest

À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et au début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Empire russe étendit considérablement sa zone d'influence à l'ouest, suite aux partages de la Pologne, et à plusieurs victoires de l'époque napoléonienne. L'hétérogénéité ethnique, religieuse et linguistique des sujets de l'empire se trouva alors fortement accentuée. Ce fut précisément dans ces territoires occidentaux que l'Empire rencontra des problèmes nouveaux, apparus sous l'influence du courant romantique, de la propagation des idées de Herder et de l'émergence du nationalisme.

Jusqu'à l'insurrection des années 1830 et 1831, l'Empire des Romanov tenta de s'appuyer sur les élites locales pour gouverner de manière indirecte. Son immixtion dans les questions linguistiques resta minimale. Le poids de la langue polonaise dans les gouvernements de l'Ouest s'accrut d'ailleurs considérablement après les partages à tel point que l'historien biélorusse Dovnar-Zapol'skiy nomme la période qui s'acheva en 1830 l'Époque de la « polonisation<sup>8</sup> ». Aussi au début du XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque les

---

<sup>7</sup> Il est impossible d'énumérer toutes les publications des dernières années. Nous ne citerons que les principales. Tout d'abord, deux forums apportant un éclairage sur la politique linguistique : « Reinterpreting Russification » (articles de Dolbilov, Staljunas et Kappeler) et le forum « Alfavit, jazyj i nacional'naja identičnost' v rossijskoj imperii », *Ab Imperio*, n°2, 2005 (articles de Remy, Glembotski, Vulpus, Dolbilov, Tokt et Staliunas). De nombreux travaux de Staljunas ont été compilés en une importante monographie : STALJUNAS D., *Making Russians: Meaning and Practice of Russification in Lithuania and Belarus*, Amsterdam, Rodopi, 2007. Voir aussi : STALIUNAS D., « Assimilation or Acculturation? Russian Imperial Policy Toward Lithuanians in the 1860s », *Central and Eastern European Review*, vol. 2, 2008, p. 1-20. Parmi les travaux de M. Dolbilov, citons encore : DOLBILOV M., « Russifying Bureaucracy and the Politics of Jewish Education in the Russian Empire's Northwest Region (1860s-1870s) », *Acta Slavica Iaponica*, vol. 24, 2007, p. 112-43, et la monographie en cours de préparation pour publication *Russkij kraj—Cužaja vera*, Moscou, NLO, 2009. Sur la politique menée envers le lituanien, voir : SUBAČIUS G., « Development of the Cyrillic Orthography for Lithuanian in 1864-1904 », *Lituanus*, vol. 51, 2005, p. 29-55, et WEEKS T. R., « Russification and the Lithuanians, 1863-1905 », *Slavic Review*, vol. 60, 2001, p. 96-114. Sur la politique menée envers le polonais, consultez : USPENSKI B. A., « Nikolaj I i pol'skij jazyk (jazykovaja politika rossijskoj imperii v otnošenii carstva pol'skogo: voprosy grafiki i orfografii) », dans B. A. USPENSKI, *Istoriko-filologičeskie očerki*, Moscou, Jazyki slavjanskoj kul'tury, 2004, p. 123-55, et ZASZTOWT L., *Kresy 1832-1864. Szkolnictwo na ziemiach litewskich i rossijskich dawnej rzeczypospolitej*, Varsovie, Instytut Historii Nauki PAN, 1997. La question de la politique linguistique est abordée en profondeur dans l'ouvrage de VULPIUS R., *Nationalisierung der religion: Russifizierungspolitik und ukrainische nationsbildung 1860-1920*, Wiesbaden, Harrassowitz, 2005. Sur la politique linguistique dans les gouvernements baltes, voir : ČEBOTAREVA B. G., « « Rusifikacija » nemečkoj skoly v pribaltijskich gubernijah (xix v.) », *Voprosy Istorii*, n°12, 2004, p. 41-56, et NAZAROVA E., « Russkij jazyk kak instrument rusifikacii/obrusenija ostzejskogo kraja v politike vlastej i predstavlenijah obščestvennosti rossijskoj imperii: xix vek », *Istoričeskij put' litovskoj pis'mennosti. Sbornik materialov konferencii*, Vilnius, Institut de la langue lituanienne, 2005, p. 260-90.

<sup>8</sup> DOVNAR-ZAPOL'SKIY M. V., *Istorija Belorussii*, Minsk, «Belarus», 2003. Voir également : Zasztovt L., *op. cit.*

autorités, afin d'affermir leur emprise, imposèrent aux juifs de traduire une partie de leurs documents commerciaux rédigés en yiddish dans une langue qui fut plus accessible aux fonctionnaires de l'État, le choix leur fut laissé entre le russe, le polonais et l'allemand, preuve que le pouvoir considérait alors la langue comme un médium, et non comme un instrument de formation de l'identité.

Après l'insurrection des années 1830-1831, ce système de gouvernement indirect a connu son premier dysfonctionnement, dont les conséquences marquèrent à jamais l'histoire de l'Empire. À partir de ce moment, les élites polonaises commencèrent à considérer Saint-Pétersbourg et Moscou comme des autorités peu fiables, voire hostiles, et se mirent par conséquent à voir la Russie comme un ennemi. Après l'insurrection de 1830, les cas d'autonomie régionale comme forme principale d'autorité impériale dans les territoires occidentaux de l'Empire (Bessarabie, Finlande, Royaume de Pologne) disparurent presque complètement.

Immédiatement après l'insurrection, la réaction la plus importante du pouvoir face à cette nouvelle situation fut la mise en œuvre d'un programme par le nouveau ministre de l'Instruction publique, Serguej S. Ouvarov. Dans le cadre de notre analyse de la politique linguistique, ce programme comportait trois points particulièrement importants. *En premier lieu*, le ministre décréta le passage de tous les systèmes d'enseignement supérieur à la langue russe. Pour l'élite polonaise défavorable au régime, cela se traduisit par des mesures sévères : l'Université de Vilnius ainsi que le Collège de Kremenets, dans lesquels dominait le polonais, furent fermés et remplacés par l'Université de Kiev, où l'enseignement fut dispensé en russe. Dans les années 1840, le tsar Nicolas I<sup>er</sup> évoqua même avec ses hauts fonctionnaires la possibilité de retranscrire tous les écrits polonais en cyrillique, mais cette idée se limita à l'impression de quelques ouvrages en cyrillique polonais destinés à la paysannerie<sup>9</sup>. Concernant l'élite allemande des gouvernements baltes, fidèle au régime impérial, cette politique fut incohérente et sans portée significative : pendant de nombreuses décennies, l'Université de Dorpat ainsi que les lycées locaux continuèrent d'enseigner en allemand<sup>10</sup>. *En deuxième lieu*, une faculté d'histoire et de littérature russes fut créée dans chaque université, ce qui reflétait l'intention prudente d'Ouvarov d'utiliser certains éléments d'une politique nationaliste, tout en poussant l'élite traditionnelle des périphéries vers une acculturation, c'est-à-dire vers l'intégration forcée à la langue et de la culture russes ainsi que vers la reconnaissance des capitales de l'Empire en tant que centres névralgiques culturels. Enfin, *en troisième lieu*, essentiellement grâce à la contribution de Nikolaj G. Ustrialov, une nouvelle conception de l'histoire russe fut formulée, et par conséquent une nouvelle représentation du territoire national russe, qui incluait désormais une grande partie des territoires occidentaux de l'Empire. De même, les différents domaines de l'Empire furent classés selon une nouvelle hiérarchie. « La terre russe » engloba dès lors toute la région du Sud-Ouest, et une grande partie de la région du Nord-Ouest ; les Ukrainiens (« Petits Russes ») et les Biélorusses (« Blancs-Russes ») furent considérés comme Russes, ce qui créa inévitablement des divergences inconciliables avec la conception qu'en avaient les

---

<sup>9</sup> Uspenski B. A., op. cit.

<sup>10</sup> Čebotareva B. G., op. cit.

Polonais (les Kresy) comme territoires et populations soumis à la culture polonaise. Comme le souligne Daniel Beauvois, après 1831, l'empire cessa de reconnaître la population paysanne de la région occidentale comme dépendante culturellement de la noblesse polonaise, mais continua néanmoins à estimer qu'elle restait dépendante économiquement des grands propriétaires terriens polonais<sup>11</sup>. Pour la paysannerie, cette évolution se traduisit non pas tant dans la politique linguistique, que dans la politique religieuse, et avant tout par la dissolution de l'Église Uniate (gréco-catholique) dans la région du Nord-Ouest, en 1839. La question de la langue utilisée dans l'enseignement primaire de la population paysanne ne constituait pas un sujet de première importance, ni pour Ouvarov, ni pour aucun de ses successeurs au ministère de l'Instruction jusqu'à la fin des années 1850<sup>12</sup>.

Bien que le spectre du séparatisme de l'Ukraine planât sur Saint-Pétersbourg, en particulier après la révélation au grand jour de la Confrérie de Cyrille et Méthode en 1847, le pouvoir impérial ne s'opposa pratiquement pas au développement de la langue ukrainienne, et ce jusqu'à la fin des années 1850.

Juste après l'accession au trône du tsar Alexandre II, les autorités n'eurent pas de position précise ni de programme d'actions prévu concernant les questions linguistiques. Leur attitude initiale peut être qualifiée de bienveillante envers les différentes initiatives d'édition d'ouvrages et d'enseignement dans les langues locales. La question du statut de la langue ukrainienne dans la Russie impériale, en particulier la question de son éventuel usage dans les écoles primaires, pour la traduction des Saintes Écritures et dans la presse fut activement débattue jusqu'en 1862, sans que le pouvoir central ne s'opposa à aucun moment au cours de cette période ni à l'ouverture d'écoles primaires dispensant un enseignement en ukrainien, ni à la publication d'abécédaires ou de revues littéraires populaires<sup>13</sup>.

Cependant, à la fin des années 1850 et dans la première moitié des années 1860, la réglementation linguistique devint peu à peu un sujet prépondérant aux yeux des autorités, en particulier dans les territoires occidentaux de l'Empire, pour plusieurs raisons.

La guerre de Crimée marqua, entre autres, la fin de l'époque du « concert des puissances » et de la confortable confiance des souverains russes en la puissance et la sécurité de l'Empire<sup>14</sup>. L'insurrection polonaise de 1863-1864, à laquelle la Grande-Bretagne et la France menacèrent d'apporter leur soutien ; l'unification allemande entre 1866 et 1870, qui révéla sous un jour nouveau les relations avec l'élite allemande des gouvernements baltes ; la tension croissante qui s'instaura dans les rapports avec Berlin

---

<sup>11</sup> BEAUVOIS D., *Polacy na Ukraine, 1831-1863*, Paris, Instytut Literacki, 1987, p. 31.

<sup>12</sup> À consulter également sur Ouvarov et ses programmes : MILLER A., *The Romanov Empire and Nationalism*, Budapest, Central European University Press, 2008 (chapitre 5).

<sup>13</sup> Miller A., *The Ukrainian Question*, p. 63-110, et aussi VULPIUS R., « Jazykovaja politika v rossijskoj imperii i ukraïnskij perevod biblii (1860-1906) », *Ab Imperio*, n°2, 2005, p. 191 – 224.

<sup>14</sup> SCHROEDER P. W., *Austria, Great Britain and the Crimean War: The Destruction of the European Concert*, Ithaca, Cornell University Press, 1972, p. 392-427.

et Vienne : tous ces éléments vinrent renforcer de façon significative la menace extérieure perçue par les autorités impériales quant aux territoires occidentaux<sup>15</sup>.

## **L'affranchissement du servage et le début d'une politique des langues**

Mais le facteur le plus important dans l'évolution radicale de la politique du pouvoir relative à l'usage linguistique dans cette seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle fut l'affranchissement des serfs et l'accélération des processus de modernisation dans les années 1860. D'une part, l'empire, qui avait du mal à asseoir son autorité, dut alors renforcer les effectifs de son administration peu nombreuse et peu qualifiée, notamment au niveau des municipalités et des localités, y compris les enseignants<sup>16</sup>. D'autre part, il porta un regard complètement nouveau sur l'identité nationale et l'allégeance de la paysannerie, ainsi que sur les instruments constituant cette identité : la religion, la langue et la politique sociale. La question linguistique prit alors une toute nouvelle dimension : il était urgent de définir la langue utilisée par l'administration régionale, le mode de recrutement des nouveaux fonctionnaires, la langue en usage dans les écoles primaires et secondaires des différentes provinces de l'empire, la langue du culte religieux et celle des livres « pour le peuple », qu'il s'agisse d'abécédaires ou de livres de prières<sup>17</sup>. Dans les années 1860, le pouvoir mita fortement sur un renforcement de la loyauté des paysans lituaniens, biélorusses, ukrainiens et même polonais par le biais d'un certain nombre de réformes de la monarchie en leur faveur<sup>18</sup>.

Nous allons tout d'abord décrire brièvement les mesures prises par les autorités dans le domaine linguistique dans ce nouveau contexte.

Dès 1859, le pouvoir procéda à la première mesure de restriction. Celle-ci concernait l'alphabet. « L'impression des abécédaires comportant des adaptations de l'alphabet polonais à la langue russe » fut interdite. Selon les autorités, le russe intégrait les dialectes ukrainien et biélorusse. Une circulaire de censure fut donc diffusée, précisant qu'il fallait « prendre des mesures pour que les documents rédigés en dialecte petit-russe, et en particulier ceux à destination du petit peuple, soient imprimés exclusivement à

---

<sup>15</sup> Cf. notamment : LOHR E. E., *Nationalizing the Russian Empire: The Campaign Against Enemy Aliens During World War I*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 2003 (chapitre 1), ainsi que: DOLBILOV M. et A. MILLER *Zapadnye okrainy Rossijskoj imperii*, Moscou, NLO, 2006.

<sup>16</sup> Sur le sujet de la pénurie relative de personnel dans l'administration de la Russie impériale, consultez VELYCHENKO S., « The Size of the Imperial Russian Bureaucracy and Army in Comparative Perspective », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, nf., band 49, 2001, p. 346-62.

<sup>17</sup> Dans les années 1850 et le début des années 1860, le nombre d'édition augmenta fortement, et notamment les éditions d'abécédaires, dont les tirages atteignent 4 000 à 5 000 exemplaires. Pour le lituanien, consultez: STALIUNAS D., « Identifikacija, jazyk i alfavit Litovcev v Rossijskoj nacional'noj politike 1860-h godov », *Ab Imperio*, n°2, 2005, p. 231. Pour l'ukrainien, consultez : Miller A., *The Ukrainian Question*.

<sup>18</sup> DOLBILOV M., « Prevratnosti kirillizacii: zapret latinicy i bjurokratičeskaja rusifikacija litovcev v vilenskom general-gubernatorstve v 1864-1882 gg. », *Ab Imperio*, n°2, 2005, p. 272-80.

l'aide des lettres de l'alphabet russe<sup>19</sup>». On peut s'interroger sur les motifs qui poussèrent le pouvoir à prendre cette décision à ce moment précis.

Jusqu'en 1859, la possibilité même de la publication d'un ouvrage ukrainien en alphabet latin dans l'Empire de Russie n'avait jamais été remise en question<sup>20</sup>. C'était également vrai pour le biélorusse. Entre 1855 et 1857, V. Dunin-Marcinkiewicz publia dans l'empire sans être inquiété à aucun moment quatre ouvrages en biélorusse, et en alphabet latin.

Cependant, en 1859, le pouvoir donna l'ordre d'interrompre l'impression de la traduction en biélorusse, et en alphabet latin, du poème d'Adam Mickiewicz « Pan Tadeusz », précisément à cause de l'alphabet utilisé. Le poème « Pan Tadeusz » en lui-même ne fut pas censuré dans l'Empire de Russie. Le pouvoir octroya même une indemnité à Dunin-Marcinkiewicz, parce que ses ouvrages avaient été tirés juste avant la mise en application du décret. Après 1859, il n'était légalement plus possible de publier des livres en biélorusse et en alphabet latin dans l'Empire russe. Cette interdiction ne fut pas levée jusqu'au tournant du XX<sup>e</sup> siècle<sup>21</sup>.

Concernant la langue ukrainienne, ce fut le censeur de Kiev, O. Novickij, qui prit l'initiative d'interdire l'usage de l'alphabet latin pour les publications en ukrainien<sup>22</sup>. Le 14 mars 1859, Novickij adressa une lettre à N.I. Pirogov, curateur du district académique de Kiev<sup>23</sup>, dans laquelle il dénonçait la diffusion dans l'empire de « manuscrits rédigés en ukrainien, mais en lettres polonaises », ainsi que de livres venant de Galicie « écrits en dialecte de Ruthénie rouge, mais également en lettres polonaises ». Pour Novickij, l'événement déclencheur fut certainement la découverte d'un « nouvel alphabet ukrainien », en lettres latines, qui lui avait été présenté en vue de l'obtention d'une autorisation d'impression<sup>24</sup>. Le censeur écrivit à ce propos :

---

<sup>19</sup> RGIA (Rossijskij Gosudarstvennij Istoričeskij Arhiv : Archives historiques d'État de Russie), f. 772 (Direction de la censure du ministère de l'Instruction publique), op. 1, partie 2, d. 4840.

<sup>20</sup> De telles éditions existaient de longue date. On en trouve des exemples dès les années 1850 : *Piu kopy kazok. Napysau Spiridon Ostaszewski dla wesoloho Mira*, Vilnius, Drukiem T. Glucksberga. Księgarnia i typografia szkół biał. naukowego okręgu, 1850.

<sup>21</sup> TOKT S., « Latinica ili kirillica: problema vybora šrifta v beloruskom nacional'nom dviženii vo vtoroj polovine XIX – načale XX veka », *Ab Imperio*, n°2, 2005.

<sup>22</sup> En 1862 et 1863, Novickij joua un rôle important dans la préparation de la circulaire de Valuev interdisant la publication d'ouvrages populaires en dialecte petit russe : ce fut lui qui rédigea le rapport qui servit de fondement à la circulaire de Valuev. C'est à lui que l'on doit la célèbre phrase : « La langue ukrainienne n'a jamais existé, et ne peut pas exister. » Ainsi, on observe qu'un fonctionnaire provincial occupant un poste au bas de l'échelle mais faisant preuve d'initiative, parvient à influencer de façon significative la politique de l'empire sur un point important, ce qui témoigne une fois de plus de l'absence de vision unifiée dans la politique nationale de l'empire.

<sup>23</sup> Responsable de l'instruction pour l'ensemble de l'académie de Kiev

<sup>24</sup> L'abécédaire est cité dans une correspondance du curateur avec le ministère de l'Instruction publique. Cf : TsDIA, f. 707 (Cabinet du curateur de l'académie de Kiev), op. 261, d. 7, l. 3.

« L'affranchissement des serfs aura pour conséquence, selon toute vraisemblance, le développement et le renforcement de l'alphabétisation de ces populations. Les paysans des gouvernements occidentaux ayant accès dans ces régions à des livres écrits en ukrainien uniquement en lettres latines sont naturellement plus enclins à apprendre l'alphabet latin que l'alphabet russe. [...] De par leurs relations avec la population polonaise vivant dans cette région, ils comprennent le polonais et peuvent donc très facilement se tourner vers la lecture de livres polonais, et, à travers elle, être influencés par la culture polonaise, ce qui les éloignera de l'esprit et des orientations de la littérature russe. Enfin, j'ai remarqué qu'en Galicie, [...] la population locale polonaise s'efforce avec opiniâtreté d'introduire auprès des populations de souche russe l'alphabet polonais dans le but de supplanter l'alphabet cyrillique et ainsi d'inhiber, par le biais de la littérature, le patriotisme russe et d'instiller progressivement un sentiment national polonais. De telles tendances peuvent se répandre de la même façon dans nos gouvernements occidentaux [...] si l'on ne se rend pas compte qu'il est nécessaire pour la sauvegarde du sentiment national russe dans les populations russes des provinces de l'ouest de prendre à l'avenir des mesures pour que les ouvrages en langue ukrainienne imprimés en Russie le soient à l'aide de l'alphabet russe, ou, lorsque cela se révèle nécessaire, l'alphabet slavon, et, pour que les ouvrages rédigés en dialecte de Ruthénie rouge, imprimés à l'étranger en lettres polonaises ne puissent pas être importés en grande quantité sur le territoire de l'Empire russe.»<sup>25</sup>

Le 5 mai 1859, Pirogov rédigea un rapport sur la base de ce constat au ministre de l'Instruction publique, le comte E.V. Putjatin. Dès le 30 mai, celui-ci rendit publique la circulaire 1296, par laquelle il officialisait cette interdiction<sup>26</sup>. Des mesures similaires furent prises pour le biélorusse. Le 19 juin 1859, Pirogov donne l'ordre aux organes de censure qu'il dirigeait d'appliquer cette circulaire.

On peut affirmer avec certitude que l'un des facteurs ayant incité l'empire des Romanov à réagir de façon si rapide sur la question de l'alphabet fut lié à des événements extérieurs. En mai 1858, sur ordre du gouverneur des Habsbourg en Galicie, le comte Agenor Gołuhovski, une commission spéciale fut fondée pour la transcription des langues ruthènes de Galicie de l'alphabet cyrillique à l'alphabet latin. Un autre projet de ce type fut mis au point avec l'aval des autorités autrichiennes par le Tchèque I. Iretchek, occupant un poste élevé au sein du ministère de l'Instruction publique d'Autriche<sup>27</sup>. La mise en œuvre de ces deux projets échoua à cause de la résistance farouche dont firent preuve les Ruthènes de Galicie. Irritée par le comportement de l'Autriche au cours de la guerre de Crimée, Saint-Pétersbourg observait avec une attention particulière tous les faits et gestes de Vienne, et sa réaction face à ces « jeux avec l'alphabet » en Galicie ne se fit pas attendre. Des initiatives comparables envers l'édition furent prises dans

---

<sup>25</sup> TsDIA, f. 707 (Cabinet du curateur de l'académie de Kiev), op. 261, d. 7, ll. 1-1v.

<sup>26</sup> TsDIA, f. 707 (Cabinet du curateur de l'académie de Kiev), op. 261, d. 7, ll. 3v, 7-7 v.

<sup>27</sup> MOJSEENKO V., « Pro odnu sprobu latinizaciji ukrajins'kogo pis'ma », *Nezaležnij kul'turologičnij časopis*, n°9, 1997, p. 140 – 47 ; MILLER A. et O. OSTAPČUK « Latinica i kirillica v ukrajinskom nacional'nom diskurse i jazykovej politike Rossijskoj i Gabsburgskoj imperij », *Slavjanovedenie*, n°5, p. 25-48.

l'Empire russe, pour contrebalancer la politique des Polonais et de Vienne dans l'Empire des Habsbourg. Cette lutte autour de l'alphabet représente l'un des aspects du conflit qui se poursuivra tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle sur l'appartenance légitime, en termes de nation et de civilisation, des terres du Royaume de Pologne-Lithuanie, annexées par l'Empire russe.

Dans sa lettre, Novickij énumérait clairement toutes les raisons pour lesquelles le pouvoir avait tout à craindre d'une généralisation de l'usage de l'alphabet polonais pour l'ukrainien et le biélorusse. Il est évident que les événements de Galicie, en 1858 et 1859, ont également joué un rôle. La menace que représentait la volonté des Polonais de « prendre l'initiative d'une formation des masses populaires dans la région du Sud-Ouest afin de développer le patriotisme polonais » pesa fortement dans les débats portant sur la langue de l'enseignement dans la région occidentale<sup>28</sup>.

L'insurrection polonaise de 1863 eut pour effet de hâter non seulement la prise de mesures linguistiques par l'administration dans les territoires occidentaux de l'empire, mais également la cristallisation du projet de « nation panrusse ». Au cours de l'été 1863, une circulaire émise par le ministre de l'Intérieur P.A. Valuev, se voulant une mesure provisoire, interdisait la traduction ukrainienne des Saintes Écritures ainsi que l'usage de l'ukrainien à l'école et pour les publications destinées « au bas-peuple ». Dès ses phases initiales, le projet de nation « panrusse » considéra les différences, notamment linguistiques, existantes entre les populations de la Grande Russie, de la Petite Russie et de la Russie Blanche comme un legs du joug polonais<sup>29</sup>. Dans ce contexte, la Galicie apparut comme le centre d'un projet concurrent au projet russe, tout d'abord polonais, puis devenant au fil du temps de plus en plus ukrainien<sup>30</sup>.

La politique impériale envers la langue ukrainienne a concerné différents niveaux de réglementation du domaine linguistique. Outre l'intention du pouvoir de ne pas permettre une reclassification du statut de la langue et d'écarter l'émancipation littéraire du « dialecte », le pouvoir s'intéressa au système linguistique en tant que tel. La décision prise en 1859 concernant l'interdiction de l'alphabet latin pour le « dialecte de Petite Russie », qui constituait au départ une réaction aux événements de Galicie et aux tentatives des Polonais et des personnalités ukrainiennes et biélorusses pro-polonaises

---

<sup>28</sup> Au cours de l'été 1861, le ministre de l'Instruction publique, Putjatin, écrivit à ce sujet au représentant du Comité de censure, le baron A. P. Nicolaj en faisant référence au ministre de l'Intérieur, Valuev (TsDIA, f. 707, op. 261, d. 7, l. 5).

<sup>29</sup> Cf. notamment, l'analyse de l'ouvrage d'Ustrjalov sur ce sujet par Miller A., *The Romanov Empire* (chapitre 5). C'était un argument idéologique classique. Ainsi, en Espagne, les partisans de l'adoption du castillan comme langue universelle du royaume expliquaient eux-aussi l'usage de plusieurs langues en Espagne par des dominations étrangères. Cf. JOSEPH J. E., *Language and Identity. National, Ethnic, Religious*, New York, Palgrave Macmillan, 2004, p. 104. Ce fut également l'explication avancée par les Allemands pour les différences existant entre l'alsacien et l'allemand.

<sup>30</sup> La circulaire de Valuev cessa en pratique d'être appliquée vers 1869. Cependant, en 1876, des restrictions encore plus fortes furent infligées à l'ukrainien par l'Oukase d'Ems. Pour connaître l'histoire de ce décret, ratifié par Alexandre II dans la ville d'Ems, ainsi que le texte qui le compose, consultez l'ouvrage de Miller A., *The Ukrainian Question*.

pour diffuser l'alphabet latin auprès de la paysannerie des territoires occidentaux, ne constituait qu'une partie d'un vaste éventail de mesures visant à assimiler les peuples slaves de l'ouest de l'empire pour former une seule nation unie.

### **Processus dynamiques de prises de décision**

Peu de temps après la répression de l'insurrection polonaise, en 1865, l'Empire de Russie étendit l'interdiction d'utilisation de l'alphabet latin au lituanien. La comparaison de cette mesure à l'interdiction de son usage pour l'ukrainien et le biélorusse en 1859 permet de mettre en évidence les différences stratégiques dans la définition des objectifs du pouvoir central lors de l'instauration de mesures qui, à première vue, peuvent paraître semblables. L'interdiction portant sur les langues ukrainienne et biélorusse, dès le départ, constituait à la fois une mesure anti-polonaise, et l'un des éléments d'une stratégie d'assimilation. Rappelons que l'interdiction portait sur « l'application de l'alphabet polonais à la langue russe », langue comprenant les dialectes ukrainiens et biélorusses. L'interdiction qui frappa le lituanien, du moins du point de vue de la définition des objectifs, accordait de façon univoque la priorité à la lutte contre l'influence polonaise, et à la stratégie d'acculturation des Lituaniens, tandis que l'assimilation, si tant est qu'elle ait été visée, était loin d'être l'objectif premier. Le but de cette politique, visant avant tout à la dépolonisation est particulièrement clair dans la décision qui consista à interdire l'usage de l'alphabet latin pour le letton, décision prise au même moment. Cette mesure ne concernait pas l'ensemble des Lettons, mais uniquement ceux vivant en Latgale, c'est-à-dire les terres ayant autrefois fait partie de la République des Deux-Nations, mais elle ne concernait pas les gouvernements baltes.

*Ainsi, comment peut-on qualifier les processus de prises de décisions en matière de politique linguistique ?* Examinons les prises de décisions concernant l'ukrainien. L'interdiction portant sur l'utilisation de l'alphabet latin, qui survint en 1859, est le seul exemple pour lequel le processus administratif fonctionna « comme il se devait », c'est-à-dire un fonctionnement rapide et sans discordances internes. Le 14 mars 1859, le censeur kiévien Novicki adressa une lettre au recteur de l'académie de Kiev N.I. Pirogov. Le 5 mai 1859, Pirogov rédigea un rapport à l'intention du ministre de l'Instruction publique E.V. Putjatin, et le 30 mai, Putjatin diffusa une circulaire stipulant l'interdiction. Le 19 juin 1859, Pirogov donna l'ordre aux organes de censure dont il avait la charge d'appliquer l'interdiction. Ainsi, entre le moment où le censeur Novicki formula sa motion et celui où celle-ci fut transposée dans les directives officielles du ministère de l'Instruction publique pour les organes de censure, trois mois seulement s'étaient écoulés.

La diffusion de la circulaire de Valuev sur l'interdiction des publications ukrainiennes « pour le peuple » fut précédée de près d'une année de débat épistolaire entre plusieurs ministères, dont le coup d'envoi fut donné par une lettre du Gouverneur général de la cour impériale B.F. Sivers adressée au ministre de la Guerre, D.A. Miljutine. Plusieurs personnalités prirent part aux échanges : le chef des gendarmes V.A. Dolgorukov, le Haut-procureur du Saint-Synode A.P. Ahmatov et le Gouverneur général de Kiev N.N. Annenkov. Le ministre de l'Instruction A.V. Golovine se prononça



résolument contre une telle interdiction, le ministre de l'Intérieur, P.A. Valuev hésita et subit des pressions, notamment de Kiev, exercées d'une part par les personnalités locales, et d'autre part par le Gouverneur général Annenkov. La politique à adopter envers la langue ukrainienne devint l'objet de débats vifs, voire passionnés, dans la presse. Ces débats eurent une forte influence auprès des hauts fonctionnaires chargés de trancher la question. *Ce fut la première fois que l'opinion publique exerça une influence significative sur l'administration lors de la détermination d'une politique linguistique.* Avec la levée de la censure en 1863 et le développement progressif de la presse comme produit de consommation de masse, ce facteur se renforça. Néanmoins, le statut de cette directive de Valuev, qui avait reçu l'aval du tsar, demeure obscur : on ne sait avec certitude s'il s'agit d'une mesure provisoire ou définitive. La circulaire cessa en pratique d'avoir un effet à la fin des années 1860, mais sans avoir été abolie officiellement<sup>31</sup>.

Le 18 juin 1863, alors que Valuev rendait publique sa circulaire sur les limitations de l'usage de la langue ukrainienne, Alexandre II, sur la base des conclusions du Comité de l'Ouest, ordonna de supprimer l'enseignement du polonais dans les établissements d'État situés dans les régions occidentales. Absents à la réunion du comité lors de la formulation des conclusions, Valuev et le ministre des Affaires étrangères A.M. Gorčakov parvinrent malgré tout à modérer ces dernières au dernier moment<sup>32</sup>.

Ce furent les personnalités ukrainiennes de Kiev animées d'un sentiment anti-ukrainien (N.A. Rigelman, M.V. Jusefovič) qui, en 1875, initièrent la préparation de l'oukase d'Ems. Leurs efforts furent contrés jusqu'à un certain point par le Gouverneur général A.M. Dondukov-Korsakov. L'opposition entre les partisans d'une répression sévère (le chef des gendarmes A.L. Potapov) et ceux d'une approche plus mesurée (le ministre de l'Intérieur A.E. Timašev) se poursuivit jusque dans le cadre de la Conférence spéciale sur la question ukrainienne qui se tint en 1876 à Saint-Pétersbourg. À la toute dernière étape du processus administratif, lors de la présentation des documents établis par la conférence au tsar, Potapov, qui accompagnait ce dernier dans le train qui les conduisait à Ems, parvint à convaincre Alexandre II de ratifier une version très sévère du projet de loi, que la conférence elle-même, sous la présidence de Timašev resté dans la capitale, avait écarté. Tout comme pour la mesure prise en 1863 concernant le polonais, force est de constater que la décision finale avait dépendu de la présence ou de l'absence de certaines personnes au bon moment et au bon endroit<sup>33</sup>. Immédiatement après la ratification de l'oukase d'Ems, Constantin Constantinovič de Russie, le ministre de l'Intérieur Timašev ainsi que son bras-droit, N.A. Lobanov-Rostovskij, tentèrent d'empêcher l'application de certaines dispositions de l'oukase, mais sans succès. En

---

<sup>31</sup> De même, Cf. Miller A., *The Ukrainian Question* (chapitre 4).

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 114.

<sup>33</sup> Au début du XX<sup>e</sup> siècle, lorsqu'il a été question d'abolir un certain nombre de mesures répressives dans le cadre linguistique, les mécanismes de prise de décision n'avaient guère changé : l'administration était toujours aux prises avec des courants contradictoires en son sein, et la victoire de l'un ou de l'autre camp dépendait de l'influence non-officielle de telle ou telle personnalité. Cf. notamment, Vulpius R., « *Jazykovaja politika* », p. 191-224.

1880, les gouverneurs généraux de Kharkov (A.M. Dondukov-Korsakov) et de Kiev (M.I. Čertkov), essayèrent eux aussi de faire retirer certains paragraphes de l'oukase d'Ems. Avec des appuis hauts-placés à Saint-Pétersbourg, leur tentative avait de fortes chances d'aboutir, mais l'assassinat du tsar en mars 1881 entraîna leur défaite.

Des discordances au sein de l'administration impériale entourèrent aussi l'interdiction portant sur l'utilisation de l'alphabet latin ainsi que lors de la définition des lignes directrices de la politique à mener pour le lituanien. En 1864, le Gouverneur général de Vilnius, M.N. Muravev, en dépit d'exhortations à interdire complètement l'alphabet latin pour le lituanien décida de limiter la mesure aux seuls abécédaires. Le successeur de Muravev au poste de gouverneur général, K.P. Kaufman, après avoir hésité et subi des pressions de la part du recteur de l'académie de Vilnius, I.P. Kornilov, ordonna en 1865 l'interdiction de l'alphabet latin pour toutes les publications en lituanien. (Kaufman cacha d'ailleurs le point essentiel de sa mesure au ministre de l'Intérieur, Valuev, en ne lui faisant parvenir qu'une copie partielle du document). Ce ne fut qu'en 1869 que la mesure de Kaufman reçut l'approbation de la direction centrale des publications auprès du ministère de l'Intérieur ; et en 1870, le nouveau Gouverneur général, A.L. Potapov, tenta d'assouplir la mesure d'interdiction, en proposant d'autoriser l'importation d'ouvrages en lituanien, imprimés en alphabet latin à l'étranger<sup>34</sup>. Ici, ce furent les administrations locales qui prirent les décisions et les appliquèrent sans intervention du pouvoir central.

Chacun des gouverneurs généraux de la région du Nord-Ouest (comme d'ailleurs ceux de la région du Sud-Ouest) avait une position qui lui était propre, bien différente de celle de son prédécesseur, sur les questions de politique linguistique. L'avis des fonctionnaires sur l'interdiction à grande échelle de l'alphabet latin pour le lituanien, ainsi que sur celle de l'usage du lituanien dans les écoles dépendit de leur position sur un autre point : il y avait d'une part les fonctionnaires qui estimaient qu'il fallait se limiter à une stratégie de dé-polonisation de la région et d'acculturation des Lituaniens (N. Miljutine, A. Gilfering, S. Mikoutsij, l'archevêque Macaire de Lituanie<sup>35</sup>), et d'autre part ceux qui pensaient que les Lituaniens devaient sans attendre faire l'objet d'un programme de russification visant à les assimiler (I.P. Kornilov, N.N. Novikov). Avec tous ces avis contradictoires sur la question, après l'insurrection polonaise en 1863, les

---

<sup>34</sup> Cf. Staliunas D., « Identifikacija, jazyk i alfavit », p. 225-54 ; Dolbilov M., « Prevratnosti kirillizacii », p. 255-96. Remarquons que Potapov, qui avait fait preuve d'une certaine réserve quant au passage au cyrillique du lituanien en tant que gouverneur général adoptera par la suite une position beaucoup plus intransigeante envers l'ukrainien, lorsqu'il occupera le poste de chef des gendarmes. On peut donc s'interroger sur les raisons qui l'ont poussé à se positionner bien plus clairement en faveur de la russification : a-t-il considéré que les situations du lituanien et de l'ukrainien étaient différentes, et devaient être traitées différemment, ou bien s'agissait t'il simplement d'une manœuvre politique liée à une rivalité avec le ministre de l'Intérieur, Timašev, partisan d'un assouplissement de la répression anti-ukrainienne. Il nous est aujourd'hui impossible de répondre à sa place.

<sup>35</sup> Macaire formulait ainsi l'objectif de la politique linguistique en 1869 : « C'est à nous, les Russes, qu'incombe le devoir, non pas de russiser les Lituaniens, mais de sauvegarder et de construire leur langue, en leur apportant des livres de grammaire et des dictionnaires, contribuant ainsi au maintien de leur sentiment d'appartenance nationale. » Citation tirée de : Staliunas D., « Identifikacija, jazyk i alfavit », p. 240.

autorités recommandèrent explicitement de favoriser dans la voïvodie d'Augustów l'usage de la langue lituanienne dans les écoles et les lycées, donnant ainsi la priorité à la « lutte contre la culture polonaise<sup>36</sup> ».

Dans les années 1860, le rôle des fonctionnaires locaux dans l'élaboration de la politique linguistique et même dans la mise en œuvre de mesures non contrôlées par le pouvoir central prit de l'importance. Cela indique en particulier l'émergence d'une capacité d'initiative et d'une autonomie des administrations locales dans les années 1860-1870. Si dans le cas de la Lituanie, les fonctionnaires locaux orientèrent leurs actions vers un renforcement des pressions encourageant une assimilation, du côté ukrainien, en revanche, la situation fut plus complexe. Le Gouverneur général de Kiev, Dondukov-Korsakov, mena au début des années 1870 une politique « d'approvisionnement » des défenseurs de la culture ukrainienne, sans l'aval du pouvoir central, en leur permettant d'occuper légalement de nombreuses fonctions intéressantes, notamment dans le domaine de l'édition. Ce fut une action d'opposants très hostiles aux fonctionnaires locaux favorables à la culture ukrainienne (parmi lesquels Dondukov-Korsakov) qui sonna le glas de cette politique, en poussant, dans les années 1875-1876 les autorités centrales, jusqu'ici passives, à procéder à de nouvelles répressions.

Le point sur lequel les fonctionnaires se rejoignaient concernant la situation du lituanien, du biélorusse et de l'ukrainien était la lutte contre la culture polonaise, afin de contrer la stratégie d'expansion de la culture polonaise dans la région de l'Ouest, et de réussir à annihiler l'assimilation qui avait pu se produire sous l'effet de l'influence polonaise antérieure. Cependant, en ce qui concerne les Lituaniens, les fonctionnaires se répartissaient en deux catégories : l'une était partisane de l'acculturation des Lituaniens, sans chercher à les assimiler, tandis que l'autre soutenait une stratégie de russification des Lituaniens en vue de leur assimilation. L'ambition d'unir tous les Slaves au sein d'une nation panrusse unique était partagée à la fois par la grande majorité des fonctionnaires et par l'opinion publique russe nationaliste. Parallèlement, un désaccord entre l'administration et la société existait sur les moyens à employer à cette fin : un lissage complet des différences régionales (le modèle « français »), ou bien la formation d'une identité panrusse qui regroupait avec harmonie sous un même dénominateur commun les identités de Petite Russie, Grande Russie et Russie Blanche (comme en Grande-Bretagne)<sup>37</sup>.

## Projets nationaux et intellectuels de Russie

Intéressons-nous à présent au postulat cité ci-dessus, concernant la nécessité de prêter attention aux différentes stratégies et aux acteurs très variés rencontrés dans les

---

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 238.

<sup>37</sup> MILLER A., « Politika vladi i rosijskogo nacionalizmu v ukrajins'komu pitanni – nezroblennij vibir miž 'francuz'skoju' ta 'britan'skoju' strategijeju », dans V. KRAWCHENKO et S. VELYCHENKO, *Rossia et Britannia: Imperiji ta naciji na okrajinah Evropi*, Kharkov, 2001, p. 174-222 (Special'ne vidannja, *Shid-Zahid*, n°4, 2001).

communautés locales. C'est dans le cas de l'Ukraine que l'on observe le schisme le plus visible. Le mouvement national ukrainien, luttant pour l'émancipation de la langue ukrainienne, a toujours rencontré une forte opposition au sein même de l'Ukraine, à la fois de la part de l'élite traditionnelle constituée par la noblesse, et de la part de l'intelligentsia. Dès les années 1850, P. Kuliš se plaignait de ses « pleutres de compatriotes », qui n'osaient pas soutenir les nationalistes ukrainiens en dehors du cercle du journal ukrainien « Osnova ». Au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'un des fers de lance du mouvement ukrainien, E. Čikalenko, décrivait ainsi ses opposants dans son « Journal », qui constitue une source précieuse d'informations pour saisir l'atmosphère et les mécanismes régissant la société ukrainienne de l'époque : « nos compatriotes-ennemis », « ces fourbes qui se nomment eux-mêmes nationalistes russes », « les cents-noirs ukrainiens<sup>38</sup> ».

Dans les pages de son journal, Čikalenko dépeint les personnes faisant partie des milieux intellectuels qu'il a tenté de rallier au mouvement ukrainien. Sur l'un d'eux, il écrit : « Il est certes né à Černigov, mais ayant passé toute sa vie hors d'Ukraine, il a été élevé, comme la plupart des intellectuels ukrainiens, dans l'idée d'une nation panrusse<sup>39</sup>. »

« Il éprouve très certainement un amour sincère pour la condition ukrainienne, mais à l'évidence il ne croit pas à la renaissance de notre nation, il n'y a même jamais songé. Il considère la langue ukrainienne littéraire avec aversion, l'estimant comme une infâme déformation du langage populaire cher à son cœur. Il souhaiterait que cela soit dans ce langage que la presse publie Ševčenko ou Kotljarevs'kyj, et lorsque les mots viendraient à manquer, il préconise d'avoir recours au vocabulaire russe déjà connu<sup>40</sup>. »

Et voici comment Čikalenko résumait la situation en 1909 : « Nos villes ont tellement cherché à imiter Moscou qu'une partie infime de la population porte un quelconque intérêt à la conscience ukrainienne. [...] Tout citoyen moyen qui, pour l'avoir apprise ici ou là, sait parler la langue ukrainienne populaire, ne s'abonnera pas à notre journal, parce qu'il comprendra mieux un journal russe, il y trouvera d'avantage de nouvelles, et ces nouvelles seront plus récentes<sup>41</sup>. »

Outre la scission entre les partisans d'une stratégie d'émancipation linguistique totale et ceux d'une conservation de la langue russe comme langue principale de l'élite cultivée, il existait une opposition entre les militants du mouvement ukrainien de Galicie et de Kiev, autour des questions stratégiques sur la normalisation de la langue et les sources d'emprunt lexicaux.

Bien entendu, dans les milieux lituaniens et lettons, la question de savoir s'il fallait lutter pour l'émancipation linguistique ne provoquait pas un fossé de la même

---

<sup>38</sup> ČIKALENKO E., *Ščodennik*, vol. 1, 1907-1917, Kyjiv, Vydavnyctvo «Tempora», 2004, p. 93, 188, 256.

<sup>39</sup> Au sujet de I. M. Poltoracki, *Ibid.*, p. 319.

<sup>40</sup> Au sujet d'I. D. Janovski, Čikalenko, *Ibid.*, p. 68.

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 47-8.

ampleur qu'en Ukraine. Cependant, parmi les Lituaniens comme les Lettons, il existe des personnes estimant que l'alphabet cyrillique était parfaitement adapté aux langues lituanienne et lettonne, personnes qui œuvraient à leur transcription (I. Sprogis, A. Petkevičius, et d'autres) et qui partageaient le point de vue des fonctionnaires sur l'utilisation de l'alphabet cyrillique comme instrument de dé-polonisation<sup>42</sup>. Le chercheur lituanien G. Subatčius a démontré que le projet de transposition de la langue lituanienne en cyrillique émanait des milieux lituaniens (il a été suggéré aux autorités au début du printemps 1864 par Y. Juška)<sup>43</sup>. Entre 1864 et 1867, de nombreuses personnalités lituaniennes ont activement collaboré avec les autorités à l'élaboration de l'écriture cyrillique de la langue lituanienne et à la publication de livres lituaniens en cyrillique. Deux abécédaires furent notamment imprimés (en 1864 : Mikoutskis et L. Ivinskis ; en 1865 : T. Zilinskis). Ce dernier a connu quatre éditions. Au total, de 1864 à 1871, 28 ouvrages furent édités en lituanien cyrillique. Les militants soutenant ce programme ont même tenté de normaliser la langue et d'unifier les différents dialectes. Subatčius souligne que ces personnes étaient convaincues de l'importance de leur action<sup>44</sup>.

En 1867, l'évêque Valančius lança la production en Prusse Orientale et la contrebande dans l'Empire russe d'ouvrages lituaniens imprimés en alphabet latin. Du fait de l'absence d'une tradition d'écriture du lituanien en alphabet cyrillique, ainsi que des liens étroits unissant le catholicisme à l'alphabet latin, le cyrillique eut du mal à s'implanter dans les milieux lituaniens. Pour Staliunas, l'évêque Valančius, à l'origine plutôt favorable à l'introduction du cyrillique dans l'écriture lituanienne a totalement changé de position au moment où les fonctionnaires de Vilnius, ignorant les recommandations de Gilferding qui préconisait de limiter l'introduction du cyrillique aux livres séculiers, ont décidé de ne pas épargner les ouvrages religieux, et d'amorcer un passage total au cyrillique. Subatčius émet l'hypothèse d'un facteur supplémentaire expliquant les hésitations préalables de Valančius et un certain retard dans l'amorce d'une résistance au cyrillique. En 1867, les autorités se mirent à accorder leur préférence non au système phonétique simple de transcription du lituanien en cyrillique, quelque peu différent du système élaboré par Mikoutski et Zilinskis, mais au système de Y. Kretchinkas, qui s'efforçait de présenter le maximum de similitudes avec la tradition orthographique russe, utilisant les lettres « er » (« ep ») en fin de mot, et même deux lettres du slavon pour transcrire des diphtongues lituaniennes. Pour Subatčius, cette évolution joua un rôle important. Ce revirement d'un système phonétique simple à un autre système plus complexe compliquait inévitablement la mise en place prévue de l'étape initiale du développement de l'alphabétisation<sup>45</sup>. Il fut peut être l'élément déclencheur qui a poussé Valančius à opter pour une stratégie de résistance. Et les terres lituaniennes dépendant de l'autorité prussienne constituaient pour cette résistance une

---

<sup>42</sup> Subačjus G., « Development of the Cyrillic Orthography », p. 29-55; Staliunas D., « Identifikacija, jazyk i alfavit », p. 248-9; LAZDA P., « The Phenomenon of Russophilism in the Development of Latvian Nationalism in the 19<sup>th</sup> Century », dans A. LOIT, *National Movements in the Baltic Countries during the 19<sup>th</sup> Century*, Stockholm, Almqvist & Wiksell, 1985, p. 129-35.

<sup>43</sup> Subačjus G., « Development of the Cyrillic Orthography », p. 31.

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 34.

<sup>45</sup> *Ibid.*, p. 43.

base très pratique. (Soulignons que les Lituaniens de Prusse ont été peu à peu assimilés par les Allemands.)

On peut supposer que les personnes soutenant le passage au cyrillique des écritures lituanienne et lettonne ont été fortement ébranlées dans leurs convictions en constatant la volonté de certains fonctionnaires d'accélérer l'implantation de la langue russe au détriment du lituanien et du letton, l'introduction du cyrillique représentant bel et bien une partie du programme de russification.

Dans une publication récente sur la politique de l'empire dans la région du Nord-Ouest, Darius Staliunas propose, et dans une large mesure met en pratique une stratégie de recherche très précieuse pour l'approfondissement de nos connaissances en matière de politique linguistique. Il s'attache à expliquer les motivations des personnels administratifs de l'empire lors de la prise de décisions en matière de politique nationale, tout en soulignant l'importance de l'étape suivante. Il procède en effet à l'étude minutieuse des documents locaux, pour savoir précisément de quelle manière les différentes décisions ont été appliquées<sup>46</sup>. En matière de politique linguistique, Staliunas montre notamment que les mesures concrètes prises à l'encontre de la langue et de la culture lituaniennes dans les années 1860 et ultérieurement diffèrent sensiblement les unes des autres selon qu'elles concernent les Lituaniens vivant sur le territoire de l'ancien Royaume de Pologne ou bien ceux peuplant la région du Nord-Ouest. Dans le premier cas, les autorités impériales ont suivi une politique cohérente et plutôt efficace de soutien à la culture et à l'identité nationale lituaniennes, qui constituait pour elles un instrument de « lutte contre la culture polonaise ». Il s'agissait non seulement d'étendre l'enseignement du lituanien dans les écoles, d'encourager les publications populaires en lituanien, mais aussi d'accorder des bourses aux étudiants lituaniens les plus méritants pour leur permettre d'aller étudier dans les universités de Moscou et de Saint-Pétersbourg. Staliunas démontre que beaucoup de ces boursiers deviendront de grandes personnalités culturelles et politiques de Lituanie<sup>47</sup>. Selon lui, dans la région du Nord-Ouest en revanche, la politique de « dé-polonisation » devint en pratique une politique de russification.

Aussi, à chaque fois que les mesures concrètes s'éloignent sensiblement de la politique décidée officiellement, il faudrait pour l'historien déterminer quelles sont les raisons d'une telle divergence. Dans certains cas, cela peut s'expliquer par l'obsession de russification dont font preuve les fonctionnaires locaux. (Cette divergence peut également mettre en lumière le fait que les fonctionnaires ont gagné une plus grande autonomie par rapport au pouvoir central et sont exposés à une version d'assimilation agressive du nationalisme russe soutenue par l'opinion publique, qui profite de nouveaux droits d'expression après l'abolition partielle de la censure en 1863). Dans d'autres cas, cela peut témoigner seulement de l'inefficacité de l'administration locale, qui préférerait des mesures et des méthodes « simples » à d'autres plus complexes qui nécessitaient davantage d'efforts et de ressources. Dans tous les cas, Staliunas ouvre une voie de recherche prometteuse pour l'avenir.

---

<sup>46</sup> Staliunas D., *Making Russians*, p. 21.

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 249, et en particulier l'annotation 267, p. 398.

Il serait également utile de s'intéresser aux personnes qui n'ont pas directement été impliquées dans telle ou telle politique linguistique, mais qui ont dû réagir en fonction, en optant pour une certaine stratégie de formation et de construction de carrière. Les mesures visant à imposer le russe comme langue principale d'enseignement dans les écoles primaires et les lycées furent renforcées dans les gouvernements baltes une première fois dans les années 1860, puis à nouveau dans les années 1880. Cela fut en grande partie lié à l'augmentation des tensions dans les relations russo-allemandes. Les résultats de cette politique furent visibles, notamment, dans l'élévation du nombre d'Estoniens occupant une fonction publique à Reval (Tallinn) : de quatre personnes en 1871 (moins de 2 % de l'ensemble des fonctionnaires), leur nombre passa à 442 en 1897 (soit plus de 50 % du total)<sup>48</sup>. Une telle évolution de la situation s'explique principalement par le fait que ce fut au cours de cette période qu'entra dans la vie active la première génération d'Estoniens ayant reçu une formation en russe au lycée et dans des établissements d'enseignement supérieur, et ayant été préparés à faire carrière dans l'administration impériale.

La politique suivie à l'égard des juifs est un autre exemple, encore plus clair, de l'efficacité des mesures d'acculturation des nouvelles « élites de l'enseignement » non issues de la noblesse. Des écoles réservées aux juifs et dispensant un enseignement en russe avaient été fondées sous Ouvarov, au début des années 1840. Jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ces écoles formèrent de très nombreux membres de l'« *intelligentsia* juive russe ». Le fait que cette invitation éclairée à l'assimilation prenne fin, pour les juifs, dans les années 1870, avec la montée de l'antisémitisme moderne, -un antisémitisme racial-, poussa un grand nombre de ces personnes vers le mouvement révolutionnaire. Cela n'ôte rien au fait que les juifs s'étant approprié la langue russe, sans être des « Kaizertreu », étaient pour la grande majorité d'entre eux des « Pushkintreu », c'est-à-dire des inconditionnels de la culture russe qui ont par la suite fait beaucoup pour son développement<sup>49</sup>.

## Conclusion

La plupart des faits cités dans cet article donnent raison à la thèse selon laquelle il est important de détailler la situation des empires voisins pour comprendre le processus de prise de décision en matière de politique linguistique dans l'Empire de Russie, tout comme pour comprendre l'évolution de la situation linguistique en général. Dans les provinces de l'Ouest, le principal antagoniste de l'Empire russe fut le mouvement polonais, qui bénéficia à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle d'une base solide en Galicie, sous la tutelle

---

<sup>48</sup> WOODWORTH B. D., « Those Who Wore the Cap of the Bureaucrat: Multiethnicity and Estonian Tsarist State Officials in Estland Province, 1870-1914 », Rapport sur le congrès international des recherches sur l'Europe orientale, Berlin, juillet 2005; TROÏNITSKI N. A., ed., *Pervaja vseobščaja perepis' naselenija Rossijskoj Imperii 1897 g.*, Saint-Pétersbourg, Nyrkin, 1905, p. 96-7.

<sup>49</sup> Pour plus de détail, Cf. Miller A., *The Romanov Empire* (chapitre 4).

des Habsbourg. Cela était également vrai du mouvement ukrainien. Dans les provinces baltes, la situation se compliqua à mesure que l'Allemagne unifiée se renforçait. La résistance lituanienne à l'introduction du cyrillique trouva également un appui sur les terres de Prusse. Dans la région de la Volga, la politique linguistique de l'empire fut en grande partie conditionnée par la montée en puissance du panturquisme et du panislamisme, par les avancées du projet d'assimilation islamo-tatare, et fut donc directement liée à l'Empire Ottoman vu comme un centre alternatif d'attraction pour les peuples musulmans et turcs. Dans tous ces cas, la politique linguistique ne représente pas uniquement une lutte du pouvoir impérial et du nationalisme russe contre d'autres projets d'assimilation (projets polonais et allemand dans les régions occidentales, projet islamo-tatare dans la région de la Volga), mais bien aussi comme un élément de compétition entre empires voisins. Tous ces phénomènes prirent une vigueur nouvelle au cours de la Première Guerre mondiale<sup>50</sup>.

La façon dont peut être évalué le degré de réussite des politiques linguistiques du pouvoir impérial dans les provinces occidentales dépend en grande partie des critères retenus. Si le projet d'imposer le cyrillique pour le lituanien et le letton a essuyé un échec évident, il n'en va pas de même pour les efforts déployés par les autorités visant à saper l'influence polonaise sur ces langues : ces efforts ont porté leurs fruits, en grande partie parce que cette politique s'est trouvée en résonance avec les aspirations des intellectuels lituaniens et lettons.

Pour le biélorusse et l'ukrainien, langues pour lesquelles l'alphabet latin comme l'alphabet cyrillique font partie de la tradition écrite, la politique impériale a joué un rôle essentiel. En Biélorussie, la question n'a pas été politisée jusqu'à la Première Guerre mondiale. Dans les faits, jusque dans les années 1860, c'était l'alphabet latin qui dominait sans partage, car les éditeurs de littérature biélorusse, y compris d'abécédaires<sup>51</sup>, étaient issus de milieux polonais ou polonisés. Le premier livre biélorusse en cyrillique ne fut publié qu'en 1861, avec le soutien des autorités<sup>52</sup>. Lors de l'insurrection de 1863-1864, les insurgés firent imprimer des tracts destinés aux paysans biélorusses en alphabet

---

<sup>50</sup> Pour en savoir plus sur le système complexe de rapports d'interdépendance et de liens entre les empires continentaux Cf. MILLER A., « The Value and the Limits of Comparative Approach to the History of Contiguous Empires on the European Periphery », dans K. MATSUZATO, *Towards Imperiology: From Empirical Knowledge to Discussing the Russian Empire*, Sapporo, Slavic Research Center, 2007, p. 11-24; Miller A., *The Romanov Empire* (chapitre. 1). Dans cet article, l'auteur a tenté de procéder à des recherches sur des postulats méthodiques, recherches rédigées conjointement avec Oksana Ostapčuk, qui examine la façon dont les différents acteurs interagissent sur le choix entre le cyrillique ou l'alphabet latin pour l'ukrainien dans les empires des Romanov et des Habsbourg. Cf. Miller A. et O. Ostapčuk, « Latinica i kirilica », p. 25-48. (Une version anglaise de l'article, sous le titre "The Latin and Cyrillic Alphabets in Ukrainian National Discourse and in the Language Policy of Empires", apparaît dans KASIANOV G. et P. THER, eds., *A Laboratory of Transnational History: Ukraine and Recent Ukrainian Historiography*, Budapest, Central European University Press, 2009.). Les lecteurs sont invités à évaluer la productivité d'une telle approche.

<sup>51</sup> Au XIX<sup>e</sup> siècle, le premier abécédaire biélorusse fut publié en alphabet roman à Varsovie en 1862 sous le titre « Abécédaire pour les bons enfants catholiques ».

<sup>52</sup> Tokt S., « Latinica ili kirilica: problema vybora šrifta », p. 300.



latin<sup>53</sup>. Après 1905, date à laquelle les intellectuels se virent accorder le droit de choisir librement l'alphabet de leurs publications, beaucoup d'éditions parurent à la fois en cyrillique et en alphabet latin. Le fait que, même avant la révolution, le cyrillique supplanta<sup>54</sup> le latin et devint l'alphabet principal en Biélorussie est en grande partie dû aux politiques impériales en la matière.

En ce qui concerne l'ukrainien, le premier conflit autour de la question de l'alphabet éclata en dehors de l'Empire russe, en Galicie, au milieu des années 1830. Dès lors, le conflit fut idéologisé, et le cyrillique érigé au rang de symbole national anti-polonais. Cependant, la lutte sur cette question fut ravivée en Galicie dans les années 1850, lorsque non seulement les Polonais, mais aussi les Autrichiens tentèrent d'imposer l'alphabet latin comme norme. L'interdiction par les autorités impériales concernant l'usage de l'alphabet latin « pour l'expression de la langue russe » dans l'Empire russe, adoptée en 1859, conforta les partisans du cyrillique dans leurs positions. Dès l'insurrection de 1863-1864, les rebelles polonais reconnurent le rôle prépondérant du cyrillique pour la langue ukrainienne, et, à la différence du comportement adopté envers la paysannerie biélorusse, imprimèrent en cyrillique leurs tracts adressés aux paysans ukrainiens<sup>55</sup>.

En conclusion, on peut dire que la politique impériale a eu, au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, un impact significatif sur la situation linguistique des périphéries occidentales de l'Empire. Elle a permis de faire reculer le polonais et a contribué, à cet égard, à l'émancipation de la langue lituanienne et à la diffusion du russe dans les milieux juifs. Elle a considérablement ralenti l'émancipation de l'ukrainien et du biélorusse, mais n'est cependant pas parvenue à atteindre les principaux objectifs d'assimilation visant les Ukrainiens et les Biélorusses.

---

<sup>53</sup> Miller A. et O. Ostapčuk, « Latinica i kirillica ».

<sup>54</sup> La maison d'édition du principal journal biélorusse « Naša Niva » déclare l'arrêt des publications en roman en 1912. Tokt S., « Latinica ili kirillica: problema vybora šrifta », p. 309.

<sup>55</sup> Miller A. et O. Ostapčuk « Latinica i kirillica ».

## Mihail Dolbilov

Mikhail Dolbilov, Université européenne de Saint-Pétersbourg, mdolbilov@mail.ru.

### **Entre identité culturelle et identité religieuse : l'échec de la russification des offices religieux catholiques dans les provinces biélorusses (1860-1880)**

Le remplacement du polonais par le russe dans l'office dit supplémentaire — célébré en plus du propre de la liturgie latine — du rite catholique romain fit partie de l'ensemble des mesures par lesquelles le pouvoir impérial s'efforça — après le soulèvement de janvier 1863 — de « russiser » ou de russifier différents groupes ethnico-religieux peuplant la partie occidentale de l'Empire (Ukraine de la rive droite [du Dniépr]), Biélorussie, Lituanie). Cette innovation linguistique fut également conçue à l'époque comme entreprise de « dé-polonisation du catholicisme ». L'historiographie traitant de cette question est relativement réduite. Les premières recherches consacrées à la dépolonisation de l'Église catholique considéraient celle-ci comme une action foncièrement répressive visant tout autant le peuple polonais que la religion catholique, et qui s'était heurtée à la résistance des patriotes polonais comme à celle du Saint-Siège<sup>56</sup>. On retrouve en partie la même approche dans l'historiographie biélorusse contemporaine, qui considère la russification de l'office divin (par opposition à une biélorussification de celui-ci) comme un élément faisant partie d'un plan d'assimilation des Biélorusses<sup>57</sup>. Dans les travaux les plus récents, les historiens s'intéressent aux liens qui existent entre le projet de catholicisme en langue russe et la dynamique de la construction de la nation russe. Ils mettent ainsi en évidence l'influence qu'a exercée sur ce projet la divergence entre deux conceptualisations de la « russité », reposant sur une base soit religieuse, soit linguistique. Et ils examinent les rapports contradictoires que les bureaucrates et les intellectuels influents entretenaient à l'imposition du russe dans l'Église catholique<sup>58</sup>.

---

<sup>56</sup> BOUDOU A., *Stolica Święta a Rosja. Stosunki dyplomatyczne między niemi w XIX stuleciu*, vol. 2 : 1848-1883, Cracovie, Kraków Nakł. Wydawnictwa Ksiezy Jezuitó, 1930, p. 413-69; OLSZAMOWSKA-SKAWRONSKA Z., « Tentatives d'introduire la langue russe dans les églises latines de la Pologne orientale (1865-1903) », *Antemurale*, vol. 11, 1967, p. 49-76.

<sup>57</sup> SMOLENCUK A. « Popytki vvedenija russkogo jazyka v katoličeskoe bogosluženie v Minskoj i Vilenskoj diecezijah. 60-70-e gg. XIX v. », *Lietuvių katalikų mokslo akademijos metraštis*, vol. 20, 2002, p. 141-54.

<sup>58</sup> WEEKS T., « Religion and Russification: Russian Language in the Catholic Churches of the 'Northwest Provinces' after 1863 », *Kritika*, vol. 2, 2001, p. 87-100; DOLBILOV M., « Russification and the Bureaucratic Mind in the Russian Empire's Northwestern Region in the 1860s », *Kritika*, vol. 5, 2004, p. 249-58; STALŪNAS D., « Možet li katolik byt' russkim? O vvedenii russkogo jazyka v katoličeskoe bogosluženie v 60-x godah XIX v. », dans P. S. KABYTOV, P. W. WERTH et A. I. MILLER, *Rossijskaja imperija v zarubežnoj istoriografii. Raboty poslednih let. Antologija*, Moscou, Novoe Izdatel'stvo, 2005, p. 570-88.

Aucune tentative n'a cependant été faite à ce jour pour analyser cette expérience dans le contexte de l'opération d'ingénierie religieuse menée par le pouvoir impérial (en ne la considérant pas uniquement sous l'angle des mesures répressives et restrictives). La présente étude repose sur le postulat que, même si l'expression « Empire orthodoxe » représentait un élément constitutif de l'autoreprésentation de la monarchie impériale et du courant de pensée nationaliste, et malgré le statut officiel de religion « dominante » dont bénéficiait l'orthodoxie, dans son fonctionnement quotidien, l'Empire dépendait des pratiques religieuses et de l'institution de la religion en tant que telles, indépendamment de toute confession particulière. La « politique confessionnelle » de l'Empire supposait une tolérance des autorités envers les cultes non orthodoxes, dans la mesure où ceux-ci étaient disposés à se plier au contrôle de l'administration, et où leurs représentants spirituels accomplissaient l'ensemble des fonctions administratives qui leur étaient assignées, acceptant même de temps à autre une ingérence de l'Etat dans la sphère dogmatique<sup>59</sup>.

La politique impériale de tolérance religieuse ne traita pas les différents cultes de façon synchrone : l'élargissement du territoire de l'Empire s'est en effet effectué progressivement, et de nouvelles religions sont entrées dans le champ de vision des autorités tout aussi progressivement. Cette politique subissait dans le même temps diverses mutations, dont les plus importantes étaient dues à la progression de la vision nationaliste du monde. D'une part, les questions que le pouvoir tendait à régler dans ses rapports avec le catholicisme romain dans les années 1860 étaient identiques à celles qui, dans le cas de l'orthodoxie, avaient été traitées dès le XVIII<sup>e</sup> siècle ou le début du XIX<sup>e</sup> siècle (surveillance de l'exercice du culte, du degré de religiosité des fidèles, de l'instruction spirituelle, etc.)<sup>60</sup>. D'autre part, la résolution de ces questions faisait désormais intervenir de nouvelles méthodes, questionnements, paramètres plus à l'unisson des paradigmes culturels de l'époque.

La tentative de russification du culte catholique constitua une innovation et la présente étude en examine la dynamique au niveau du gouvernement de Minsk dans lequel les autorités ont tenté de l'appliquer avec la plus vive insistance dans les années 1870. Pour expliquer l'échec de cette russification de l'Église catholique, nous nous intéresserons aux contradictions propres aux notions de russité/polonité, ainsi qu'à la manière dont les populations locales catholiques, aussi bien parmi le clergé que parmi les simples fidèles issus du peuple, concevaient le lien entre langue du culte et expression de la foi.

---

<sup>59</sup> Cette approche se retrouve dans les travaux : CREWS R., « Empire and the Confessional State: Islam and Religious Politics in Nineteenth-Century Russia », *American Historical Review*, vol. 108, 2003, p. 50-83 ; WERTH P., « Schism Once Removed: Sects, State Authority, and the Meanings of Religious Toleration in Imperial Russia », dans A. MILLER et A. RIEBER, *Imperial Rule*, Budapest, Central European University Press, 2004, p. 85-108.

<sup>60</sup> Pour plus de détails, consulter : DOLBILOV M., « The Russifying Bureaucrats' Vision of Catholicism: The Case of Northwestern krai after 1863 » », dans A. NOWAK, *Russia and Eastern Europe: Applied "Imperiology"/Rosja i Europa Wschodnia: "imperiologia" stosowana*, Cracovie, Arcana, 2006, p. 197-221.

## Katkov et la célébration du culte catholique en russe

Le projet de dépolonisation de l'Église catholique reposait sur la conception, fondamentale chez les nationalistes russes, selon laquelle la majorité de la population paysanne des provinces occidentales, les « kresy » ou confins de l'ancienne *Rzeczpospolita* était « intrinsèquement russe » et se trouvait menacée de polonisation. Apparue dans le discours officiel dès le règne de Nicolas I<sup>er</sup>, cette conception s'était transformée en une doctrine-clé de la stratégie impériale dans cette région suite à deux événements : l'abolition du servage de 1861 et l'insurrection polonaise de janvier 1863. Par ailleurs, ce projet s'appuyait sur l'idée, novatrice dans la Russie des années 1860, que l'orthodoxie et la russité constituaient des critères et des marqueurs d'identité disjoints; partagée par un cercle assez restreint de penseurs, cette vision était activement promue par Mihail N. Katkov.

Dans l'idéal de Katkov, les sujets du puissant tsar réformateur Alexandre II devaient former une communauté supraconfessionnelle unie non seulement par l'allégeance au trône, mais aussi par une langue civile commune. Il considérait la traduction des saintes écritures et des textes liturgiques des cultes non orthodoxes (catholique, réformé, luthérien et juif) comme un moyen essentiel pour que les groupes de population non russophones accèdent à la langue et par là même à la culture russe. L'utilisation de la langue russe sous les voûtes des édifices religieux non orthodoxes (qui avait été interdite en 1848 par une ordonnance ad hoc de Nicolas I<sup>er</sup>, non rendue publique) représentait selon lui un don du Tsar, à l'instar des autres grandes réformes du souverain<sup>61</sup>.

Il était convaincu que l'instauration du russe dans les églises catholiques des provinces occidentales relevait de la plus brûlante des nécessités. Les catholiques de la région, tout particulièrement sur le territoire de l'actuelle Biélorussie, étaient en grande partie des paysans, — ou des membres de la petite noblesse locale partageant un mode de vie proche de celui de la paysannerie — ils avaient pour langue maternelle, selon la terminologie de l'époque, le « parler » biélorusse, qualifié de dialecte du russe<sup>62</sup>. Katkov faisait de l'identité russe des paysans catholiques de ces provinces un postulat, une réalité historique que les prières, hymnes et sermons en polonais empêchaient d'attester. En la matière, les gouverneurs généraux de la Région du Nord-Ouest, K.P. von Kaufman (1865-1866) et A.L. Potapov (1868-1874), partageaient des opinions proches de celles de

---

<sup>61</sup> KATKOV M. N., *Sobranie peredovyh statej « Moskovskih vedomostej » 1869 god.*, Moscou, Izdatel'stvo S. P. Krotkovoï, 1897, p. 523.

<sup>62</sup> Le nombre global « de Biélorusses et de Russes noirs [habitants de la Ruthénie noire, ancienne principauté occupant la partie occidentale de l'actuelle Biélorussie, NdT] » s'élevait à près de 2,9 millions, parmi lesquels on comptait 444 000 catholiques. Environ 170 000 d'entre eux vivaient dans le gouvernement de Minsk. *Atlas narodonaselenija Zapadnorusskogo kraja po ispovedanjam*, Saint-Pétersbourg, Ministerstvo vnutrennih del, 1864.

l'éditeur des « Moskovskie Vedomosti », et leur avis était pris en très grande considération par les plus hauts échelons de la bureaucratie de la capitale<sup>63</sup>.

La campagne menée par Katkov dans la presse pendant plus de six ans contribua à la résolution gouvernementale relative à l'utilisation de la langue russe dans le cadre des cultes non orthodoxes, adoptée le 25 décembre 1869 sous forme d'« injonction impériale ». Selon ledit acte, la célébration de l'office divin en langue russe n'était pas imposée, mais proposée comme un choix laissé à la discrétion des paroissiens. Dans la pratique cependant, et tout particulièrement pour les catholiques du gouvernement de Minsk, l'application du droit ainsi accordé s'accompagna d'une part d'un certain arbitraire de la part des fonctionnaires locaux zélés et même de certains prêtres catholiques, et d'autre part d'une résistance opiniâtre des paroissiens auxquels était imposé un office divin en langue russe. Aveuglé par la simplicité progressiste de sa formule « on peut être à la fois catholique et russe », Katkov n'avait pas prévu un tel résultat.

Dans les rangs de la bureaucratie locale, certains des partisans de Katkov trouvaient même une motivation supplémentaire à cette russification de l'Église catholique, ils considéraient cette mesure comme un précédent en matière de modernisation de la langue des offices religieux. Le choix effectué au final d'instaurer non pas le slavon, mais le russe moderne était aussi sensé délimiter avec netteté les églises catholiques et orthodoxes. Cela permettait aussi de calmer les appréhensions des catholiques quant à une répétition des conversions forcées à la « religion dominante » qui avaient eu lieu dans les années 1860<sup>64</sup>.

### La sollicitude impériale

L'idée selon laquelle l'office divin en langue russe constituait un privilège accordé par le pouvoir avait contribué à ce qu'un consensus soit rapidement trouvé en 1869 entre les membres du Comité spécial de hauts dignitaires nommé par le tsar Alexandre et présidé par le prince P.P. Gagarin<sup>65</sup>. Même si certains auraient préféré que cette mesure ait un caractère contraignant, la formulation déjà évoquée précédemment selon laquelle il s'agissait d'un acte de bonté du tsar impliquait que ce dernier répondait ici à une aspiration volontaire des sujets à utiliser la langue russe dans leurs édifices religieux. Cet aspect compliquait les tentatives de justification de la nécessité d'un recours à des

---

<sup>63</sup> DOLBILOV M. et A. MILLER, eds., *Zapadnye okrainy Rossijskoj imperii*, Moscou, Novoe literaturnoe obozrenie, 2006, p. 236-43.

<sup>64</sup> DOLBILOV M. D., « Perevod na russkij jazyk kak problema konfessional'noj politiki: Depolonizacija katoličeskogo bogoslužbenija na zapade Rossijskoj imperii (1860-1870-e gg.) », dans F. B. USPENSKIJ, *Miscellanea Slavica. Sbornik k 70-letiju Borisa Andreeviča Uspenskogo*, Moscou, Indrik, 2008, p. 409-30; KRAVECKIJ A. G. et A. A. PLETNEVA, *Istorija cerkovnoslavjanskogo jazyka v Rossii (konec XIX – XX v.)*, Moscou, Jazyki ruskoj kultury, 2001, p. 42-61.

<sup>65</sup> Concernant la commission, voir : Boudou A., *op. cit.*, p. 431; STALIŪNAS D. *Making Russians: Meaning and Practice of Russification in Lithuania and Belarus after 1863*, Amsterdam, Rodopi, 2007, p. 174-6.

méthodes coercitives. Le 25 décembre 1869, Alexandre II ratifiait le procès verbal du Comité; la volonté impériale était formulée en ces termes :

« Sa Majesté l'Empereur, mû par sa sollicitude paternelle à l'égard de ses fidèles sujets, sans distinction de confession, et souhaitant que ceux d'entre eux qui considèrent comme leur langue maternelle le russe, dans l'un ou l'autre de ses dialectes, ne soient pas privés du droit d'utiliser celui-ci dans le cadre de leur religion [a autorisé] que, dans les églises ne relevant pas de la religion dominante, les sermons soient prononcés et les prières et offices religieux supplémentaires célébrés en langue russe. »

L'office divin supplémentaire en langue russe était ainsi accordé comme un droit, sans toutefois devenir une obligation. En outre, pour couper court aux interprétations, il était explicitement stipulé que le latin devait absolument demeurer la langue de la liturgie catholique<sup>66</sup>.

Les bureaucrates de Saint-Petersbourg et de Vilnius se rendaient compte des difficultés inhérentes au caractère facultatif de cette mesure. L'injonction du tsar ne relevait pas de la publication formelle adoptée pour les actes législatifs, car l'interdiction de 1848 d'utiliser la langue russe dans les offices religieux, abrogée par cette disposition n'avait pas non plus été promulguée par le pouvoir législatif. Cette attitude n'était pas dictée par un quelconque pédantisme bureaucratique, mais plutôt par un ensemble de considérations politiques. Promulguer l'injonction sous forme de loi, avec une référence précise à l'ordonnance abrogée par le nouveau texte, aurait signifié reconnaître explicitement que le père même de l'empereur régnant avait interdit à des groupes entiers de ses sujets d'utiliser la langue russe pour les besoins de leur religion. Il était à la place suggéré que la décision du monarque soit portée à la connaissance de ses sujets d'une part de façon laconique, et d'autre part, par le biais de l'administration locale et tout particulièrement du ministère de l'Intérieur (MVD). Évidemment, plus qu'aux fidèles de toute autre confession, c'est aux catholiques que la plus grande attention était prêtée. Dans ce cadre, les autorités comptaient avant tout sur une initiative de la part des fidèles<sup>67</sup>.

Par quels moyens exactement convenait-il de « susciter l'initiative » ? Le directeur du Département des affaires spirituelles des cultes étrangers (DDDII), le comte E. K. Sievers, citait comme condition d'instauration du russe le souhait de la majorité des paroissiens « d'entendre dans la même langue les prières et les sermons ». Si une majorité souhaitait un office en russe, elle devait « en faire la requête par le biais des autorités civiles locales », c'est-à-dire en contournant le prêtre dans l'éventualité où il serait opposé à cette innovation. Mais comment l'administration, avec les moyens légaux à sa disposition, pouvait-elle attester et s'assurer du souhait de la majorité des paroissiens ? L'imprécision des directives du MVD était en rapport avec le caractère objectivement limité des pratiques administratives légales au sein de l'Empire et l'insuffisance des

---

<sup>66</sup> Rossijskij Gosudarstvennyi istoričeskii arhiv (RGIA), f. 821, op. 125, d. 277, ll. 138-138v.

<sup>67</sup> RGIA, f. 821, op. 125, d. 277, ll. 129-133v (Doklad Siversa Timaševu ot 19 janvarja 1870 g.).

canaux d'échanges entre les bureaucrates et la population, d'autant plus flagrante lorsque cette communication traitait d'un problème relevant de la sphère religieuse catholique, que les bureaucrates ne connaissaient que de façon tout à fait superficielle.

### **Imposer le russe par la violence**

À partir de 1870, les mesures visant à instaurer le russe comme langue de célébration de l'office catholique se concentrèrent dans le gouvernement de Minsk, se limitant à quelques tentatives sporadiques dans les gouvernements voisins de Vilnius, Vitebsk et Moguilev, tandis que le gouvernement de Grodno fut totalement épargné. En effet, la position de l'Église catholique dans le gouvernement de Minsk était plus vulnérable que dans celles de Vilnius et Grodno, et cette province, contrairement à celles de Moguilev et de Vitebsk, était suffisamment éloignée de la Russie centrale pour que cette expérimentation visant à introduire le russe au sein de l'Église catholique ne risque pas d'exacerber les craintes (souvent paranoïaques) d'une expansion du catholicisme vers l'est. En 1869, le siège épiscopal catholique de Minsk avait été supprimé par un décret impérial, sans l'aval du St Siège<sup>68</sup>; le territoire du diocèse de Minsk fut alors subordonné au prélat administrant le diocèse de Vilnius, Piotr Žilinskij, qui avait été nommé à cette fonction — en dépit du fait que, d'après le droit canon, le chef de ce diocèse restait l'évêque Adam-Stanislas Krasinskij, déporté à Viatka en 1863. Sans la protection d'une autorité canonique, le clergé catholique du gouvernement de Minsk se retrouva ainsi, bon gré mal gré, entraîné dans la sphère d'activité du pouvoir séculier.

Mais il est possible que le principal facteur ait malgré tout été une question de personnalité, avec l'apparition dans le gouvernement de Minsk d'un prêtre plein d'initiative et partageant la conception de Katkov quant à la « dépolonisation du catholicisme ». Il s'agit d'un personnage assez connu dans l'historiographie, Ferdinand Senčikovskij<sup>69</sup>. Alors qu'il était encore simple vicaire dans le village de Blon' (district d'Igumen [aujourd'hui Červen, près de Minsk, NdT]) et professeur de catéchisme, il avait commencé sans autorisation ni des autorités civiles, ni des autorités religieuses, à écrire quelques chants et à diriger des services religieux en russe et en slavon. Remarqué par un haut fonctionnaire du MVD, L.S. Makov, qui possédait un domaine aux environs de son église, Senčikovskij fut promu en 1870 au rang de doyen et directement chargé de deux districts du gouvernement, ceux de Borisov et d'Igumen. C'est alors qu'il présenta au MVD les premières recommandations en faveur d'une instauration centralisée de la langue russe. Il mettait en garde contre le fait que l'accent mis -dans les actions des

---

<sup>68</sup> KAZAČENOK O. A., « Likvidacija Minskoj rimsko-katoličeskoj eparhii v otnošenijah Rossijskoj imperii i Svjatogo prestola: Vtoraja polovina XIX – načalo XX v. », dans A. Ju. BENDIN, *Istoričeskij poisk Belarusi. Al'manah*, Minsk, *Ekonompress*, 2006, p. 182-95.

<sup>69</sup> Voir la biographie apologétique de Senčikovskij : ŽIRKEVIČ A. V., *Iz za ruskogo jazyka (Biografija kanonika Senčikovskogo)*, vols. 1-2, Vilnius, Russkii Pochin, 1911. Dans l'historiographie biélorusse, Cf : STANKIEWICZ A. (orthographe polonaise, préféré Stankevič Adam), *Rodnaja mowa (mova) ū (la lettre de liaison est un u avec un accent circonflexe à l'envers) swiatyniach (s'jatynjax)*, Vilnius, 1929, p. 63; Smolenčuk A., *op. cit.*, p. 144.

autorités- sur la bonne volonté des paroissiens n'allait qu'encourager le sabotage de la langue russe par « les fanatiques et les jésuites », et conseillait de se fier à quelques prêtres loyaux et de leur accorder de pleins pouvoirs. Par ailleurs, Senčikovskij démentait fermement la nécessité que les traductions en russe des prières et des hymnes soient légitimées par Rome<sup>70</sup>.

Les tentatives d'introduction de la langue russe dans l'office catholique se transformèrent en une véritable campagne à l'automne 1870, lorsque Senčikovskij se vit confier par l'émissaire du diocèse de Vilnius la mission, qu'il avait lui-même inspirée, d'accomplir une tournée de visites d'inspection à travers le gouvernement de Minsk. Les évaluations et interprétations qui ont résulté de ce voyage ont fortement influencé la position des protecteurs de Senčikovskij aux plus hauts niveaux de la bureaucratie. En tant qu'inspecteur, il disposait d'un mandat pour célébrer l'office divin en russe dans toutes les églises visitées. Escorté par un chef de police de district ou par un commissaire de police rurale, et même par les adjudants du commandant de la forteresse locale, il a accompli cette tâche avec zèle, sans se donner la peine de se renseigner au préalable si c'était bien le souhait des paroissiens eux-mêmes.

Aussi, bientôt, près de quatre-vingt paroissiens de l'église de Kemečevskij vinrent se plaindre au gouverneur de Minsk que, dès son arrivée dans leur église, Senčikovskij avait de sa propre autorité célébré un office divin en russe et avait exigé de l'archiprêtre Dobkevič qu'il continuât à l'avenir à célébrer celui-ci de la même manière. Ils s'appuyaient dans leur argumentaire sur le principe du libre choix. Pour sa part, Dobkevič relata dans un rapport qu'il avait tenté de respecter l'ordre donné par le doyen, mais que « dès le premier office célébré en langue russe, en présence du commissaire de police rurale, les paroissiens étaient tous sortis aussitôt de l'église », l'y laissant seul avec le bedeau et monsieur le commissaire. Ils déclarèrent que « si dorénavant la nouvelle réforme de l'office divin devait être instaurée dans cette église, plus aucun d'eux n'y remettrait les pieds ». Dans sa réponse à la plainte, Senčikovskij insista pour que Dobkevič continuât à célébrer l'office en russe, sans prêter la moindre attention aux « extravagances de ses brebis égarées » [sic, NdA]; il désigna par ailleurs comme responsables de cette résistance les « propagandistes polono-jésuitiques et les ennemis du gouvernement et de la Russie ». Pour les « moins coupables » de ces « propagandistes », Senčikovskij brandit la menace d'amendes de 100 roubles, tandis que « les meneurs et les principaux rebelles » méritaient des peines de prison, comme « ennemis de la Patrie et du gouvernement légitime<sup>71</sup> ». Au cours du printemps et de l'été 1870, sur des requêtes adressées de sa part au gouverneur de Minsk, quatre prêtres furent mutés dans une nouvelle paroisse, le cinquième fut transféré à la forteresse de Bobrujsk (et donc emprisonnés de facto), tandis qu'un sixième fut envoyé en relégation au monastère de Nesvij<sup>72</sup>.

---

<sup>70</sup> Lietuvos valstybės istorijos archyvas [*Archives historiques nationales de Lituanie*], Vilnius (LVIA), f. 378, BS, 1867, b. 1372, ll. 173-173v; RGIA, f. 821, op. 125, d. 279, ll. 44-48; Žirkevič A. V., *op. cit.*, vol. 1: *Na rodine Belorussii*, p. 168-75.

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. 177-9.

<sup>72</sup> *Ibid.*, p. 188.



Assez peu claire au premier abord, la réaction du MVD à la plainte des paroissiens de Kemečevskij a apporté un appui considérable à Senčikovskij. La prévention des abus du pouvoir des administrateurs locaux préoccupait peu le MVD et la remarque selon laquelle « toutes les mesures doivent être employées afin de faire comprendre de façon adéquate aux catholiques l'autorisation d'utiliser la langue russe<sup>73</sup> » permit au ministère de ne pas contredire formellement le principe de libre choix. Cette injonction fut interprétée par Senčikovskij et ses semblables comme un signe d'encouragement. Que cela ait été intentionnel ou non de la part du MVD, cette directive permit aux propagateurs de la langue russe d'ignorer les protestations des paroissiens. Ils purent présenter ces plaintes comme calomnieuses envers le gouvernement, tentatives de convaincre les catholiques à la fois des manquements de sa politique de tolérance religieuse et de son intention de les convertir de force à l'orthodoxie.

C'est ainsi que l'instauration de la langue russe, proclamée comme un acte foncièrement volontaire et dépendant du souhait des paroissiens, se transforma en une campagne dirigée contre le « fanatisme » catholique. L'obstination à défendre la langue polonaise, le refus d'admettre cette déclaration en apparence si logique selon laquelle un changement de langue de l'office n'entraînait pas à terme un changement de religion, tout cela était qualifié de préjugés, d'une obsession typique des catholiques à l'égard des rites et des formes, mais non pas de l'essence même de la foi. Au cours de son inspection de 1870, Senčikovskij s'efforça, d'après son expression, de « s'attaquer au clergé ». Il présenta aux prêtres un texte à signer par lequel ils acceptaient l'obligation écrite ou prenaient l'« engagement » que l'office supplémentaire dans leur église serait à l'avenir célébré dans « notre langue naturelle, le russe<sup>74</sup> ». L'inspecteur général réussit finalement à collecter près de 25 engagements (le territoire du gouvernement de Minsk comptait une cinquantaine de paroisses au total).

Il serait faux de supposer que tous ceux qui acceptèrent cette innovation le firent sous la contrainte. Même si le russe n'était, pour une écrasante majorité des prêtres catholiques, pas vraiment leur langue « naturelle » et que la célébration d'un office dans cette langue leur était difficile, ils pouvaient penser faire un choix censé en s'associant à Senčikovskij. Le jeune prêtre était bien vu des autorités et connaissait personnellement de hauts fonctionnaires du MVD. L'espoir d'obtenir des avantages matériels a joué son rôle.

Le diktat moral et l'intimidation directe prédominèrent néanmoins et pour certains prêtres, fournir cet engagement a représenté un véritable drame. Senčikovskij était tellement fier des succès remportés qu'il remplissait ses rapports de détails que des personnes moins présomptueuses auraient passés sous silence : dans le village de Glusk, le père Černjak « semblait visiblement préoccupé ». Ce qui expliquait qu'il se soit longuement refusé à fournir son engagement. « Finalement, la situation en arriva au point où il se mit à pleurer, il signa le document et, en présence du commissaire de police rurale, donna sa parole qu'il n'utiliserait dorénavant plus que le latin et le russe<sup>75</sup>. Et

---

<sup>73</sup> *Ibid.*, p. 176-7 (Otnošenje Lobanova-Rostovskogo – pomošniku Vilenskogo general-gubernatora P. R. Bagrationu ot 28 junja 1870 g./

<sup>74</sup> *Ibid.*, p. 181.

<sup>75</sup> *Ibid.*, p. 198, 195-6.

voici comment, quelques années plus tard, le prêtre Ludwig Kulakovskij, vicaire de l'église catholique de Bobrujsk, décrivait cette funeste inspection : « Armé d'un sabre et d'un revolver, le père Senčikovskij escorté par le chef de la police de district, des fonctionnaires de police, des hussards et des gendarmes [...] menait des attaques contre les églises catholiques; et la population catholique, n'y voyant rien de sensé, pleine d'effroi et de désarroi, traitait celui-ci d'antéchrist et les femmes apportaient de l'argent en offrande au carillon afin de chasser ce Satan [...]»<sup>76</sup>. »

En 1870, comme cela a déjà été mentionné précédemment, les catholiques du gouvernement de Minsk ont commencé à adresser aux autorités (aussi bien au gouverneur qu'au MVD) des suppliques demandant à conserver dans leurs églises des offices en polonais. Celles-ci étaient accompagnées de plaintes dénonçant le remplacement forcé du polonais par le russe. On ne saurait nier que les protestations contre l'instauration du russe dans les églises catholiques aient pu être inspirées par des personnes s'identifiant comme Polonais et instrumentalisées au profit d'une mobilisation du patriotisme polonais. Cela ne constitue cependant pas une justification suffisante pour ignorer la composante religieuse des manifestations hostiles à un office divin en russe.

En janvier 1871, le MVD reçut ainsi une requête de paysans de la paroisse de Perčaj (dans le district de Minsk). Les plaignants rapportaient la décision du juge de paix d'instaurer la langue russe dans les offices, décision obtenue à la suite d'un subterfuge. Informé du dépôt de cette plainte, le juge de paix fit arrêter ses signataires, et quand les paysans se présentèrent « avec l'ensemble de la communauté » afin de prendre la défense des victimes : il « se jeta sur [eux] les poings en avant, comme une bête féroce, et arracha les cheveux à plusieurs personnes [...] ». Lorsqu'ils saisirent le MVD, les requérants évitèrent de façon caractéristique de rapporter que la raison de toute cette affaire était en fait l'interdiction du *polonais*. Ils s'appuyaient à la place sur leur attachement aux traditions, au bon vieux temps et à l'ordonnancement coutumier de l'office divin en général<sup>77</sup>.

Les autorités interprétèrent à leur façon cette allusion aux « rites anciens ». Le gouverneur de Minsk expliqua au MVD en septembre 1871 ce qui s'était produit par un malentendu: selon ses dires, les paysans avaient cédé à la crainte que les autorités n'aient l'intention de les convertir à l'orthodoxie, mais après leur avoir fait entendre raison de façon appropriée, ils étaient prêts à accepter l'office divin en russe. Presque au même moment, le MVD recevait une seconde supplique des paroissiens de Perčaj, qui divergeait nettement de la version du gouverneur. Pour n'avoir pas voulu célébrer l'office en russe, l'archiprêtre et son vicaire avaient été envoyés en relégation dans un monastère et l'église catholique était depuis restée fermée. Comme « des hérétiques », cela faisait déjà 5 mois qu'ils rendaient « l'âme sans confession », qu'ils enterraient les morts sans prêtre, et qu'ils baptisaient et mariaient eux-mêmes leurs enfants.

Les paroissiens assimilaient bien la modification des rites à une conversion à une autre religion. Ils rapportaient avec indignation le comportement du doyen du district de

---

<sup>76</sup> RGIA, f. 821, op. 125, d. 285, ll. 7-7v.

<sup>77</sup> RGIA, f. 821, op. 125, d. 280, ll. 171-172v (Prošenie ot janvarja 1871 g.)

Minsk, M. Olehnovič, un des prêtres qui avaient fourni un « engagement » à Senčikovskij. La supplique décrivait le comportement d'Olehnovič comme sacrilège : il avait commencé par envoyer à la sacristie son cocher, qui avait saisi le calice de la Sainte Eucharistie à mains nues pour le sortir de l'armoire, puis « fâché par les remarques des paroissiennes, il avait jeté celui-ci à terre dans un moment de colère, ce dont avaient été témoins la quasi totalité des personnes présentes ». Après cela, Olehnovič, accompagné d'un fonctionnaire de police, avait lui-même roué de coups deux femmes qui l'empêchaient de pénétrer dans l'église pour inspecter le registre des naissances. La population féminine de la paroisse (cette caractéristique du sexe est soulignée dans la requête) avait néanmoins réussi à soustraire le registre à Olehnovič, puis à le chasser de l'église.

En novembre 1871, le ministre de l'Intérieur donna l'ordre d'effectuer une seconde enquête rigoureuse sur cette affaire. Le ministre enjoignait le gouverneur de prendre toutes les mesures pour que « [...] la population catholique romaine locale soit pleinement convaincue que l'instauration de la langue russe est sans rapport avec les aspects dogmatiques de la foi qu'ils confessent », et qu'elle ne devait pas subir « l'influence de personnes malintentionnées qui déforment le sens de cette mesure [...] »<sup>78</sup>. Pourtant, l'assimilation de cette innovation introduite dans les rites à une corruption de la foi ne constituait pas une simple chicanerie, mais elle relevait d'une culture religieuse distincte qui contribuait à la perception que le petit peuple catholique avait de l'office divin.

### **Hymnes et prières : du polonais au russe/biélorusse**

Senčikovskij souhaitait tirer pleinement parti de la liberté d'action qui lui avait été accordée. Sa réaction à une requête reçue en décembre 1871 par le directeur du DDDII, le comte Sievers, en témoigne. Elle émanait des paroissiens de l'église de la Sainte Trinité à Minsk, paroisse dont l'archiprêtre à l'époque était Senčikovskij lui-même. Cette pétition comptait plus de 50 signataires, principalement des nobles, mais également de petits propriétaires terriens roturiers et des bourgeois et elle portait sur le fait que, suite au passage à la langue russe, le contenu de l'office s'était considérablement appauvri : trop peu d'hymnes et de prières avaient été traduits du polonais. Puisque le DDDII se préoccupait justement à ce moment-là de faire traduire un recueil de cantiques<sup>79</sup>, les requérants espéraient être entendus. Senčikovskij rejeta cette plainte en affirmant que « tout ce qui était accompli autrefois continue à l'être à présent, sans la moindre omission, simplement cela n'est plus prononcé en polonais, mais en russe et en latin<sup>80</sup> ».

---

<sup>78</sup> RGIA, f. 821, op. 125, d. 280, ll. 173-5 (Prošenie, polučennoe 30 sentjabrja 1871 g.), et ll. 179-80 (Otnošenje MVD ot nojabrja 1871 g.).

<sup>79</sup> Publié ultérieurement : *Rimsko-katoličeskie cerkovnye pesni*, Saint-Pétersbourg, 1876. Pour plus de détails, consulter : Dolbilov M. D., « Pervod na russkij jazyk », p. 423-6.

<sup>80</sup> Žirkevič A. V., *op. cit.*, vol. 1, p. 271-2 (Ob'jasnenie Senčikovskogo v Vilenskiju rimsko-katoličeskiju konsistoriju ot 21 janvarja 1872 g.).

En réalité, une multitude d'éléments faisaient défaut dans l'office supplémentaire en russe. Et des questions qui paraissaient auparavant « purement techniques » aux yeux des partisans de la russification-telles que l'accessibilité et l'intelligibilité de la nouvelle langue de l'office divin pour les laïcs catholiques, ou la faisabilité même d'une traduction des textes de l'office catholique-devinrent des thèmes dont les organisateurs de cette campagne débattaient dans leur correspondance.

En février – mars 1873, cédant à la pression du DDDII (qui, à son tour, agissait en la matière selon les suggestions de Senčikovskij), le prélat Piotr Žilinskij -qui dirigeait le diocèse catholique de Vilnius- effectua personnellement une inspection de 16 églises catholiques dans le gouvernement de Minsk, dans le but de renforcer ou d'instaurer la célébration de l'office supplémentaire en russe<sup>81</sup>. À cette date, les inconvénients de l'« attaque contre le clergé » menée par Senčikovskij en 1870 étaient évidents : certains des prêtres qui avaient alors fourni à Senčikovskij un « engagement » étaient revenus à l'office en polonais et avaient pour cette raison été écartés de leur paroisse. Faute de trouver un candidat russophone pour les remplacer, les paroissiens restaient sans guide spirituel dans sept églises paroissiales et treize églises secondaires, qui étaient officiellement comptabilisées comme ayant adopté le russe<sup>82</sup>.

Malgré son conformisme, Žilinskij n'avait pas totalement renoncé à rectifier le déroulement des mesures de russification de l'Église catholique. Dans les rapports qu'il adressait régulièrement au directeur du DDDII ainsi qu'au gouverneur de Minsk, il mêlait l'assurance que les fidèles étaient dans leur majorité prêts à accepter l'office divin en russe, à la communication de faits propres à éveiller l'attention des fonctionnaires de Saint-Petersbourg. Dans chacune des églises qu'il visitait, Žilinskij prononçait avant le début de la messe un petit discours pour expliquer aux paroissiens que le passage à la langue russe pour célébrer l'office était une volonté du tsar. Il était de toute évidence pénible pour Žilinskij de devoir, sous la pression venant d'en haut, altérer le sens du décret du 25 décembre 1869 et donner un caractère obligatoire à une mesure spécifiée comme facultative, mais il ne pouvait exprimer son désaccord que de façon indirecte. C'est ainsi que, suite à son inspection de l'église de Nesviž, il transmit au DDDII une requête des paroissiens de la localité. Les catholiques de Nesviž en appelaient à juste titre au principe de libre choix proclamé par le gouvernement lui-même et, contestant les dires du prélat quant à l'injonction impériale relative au changement de langue, ils insistaient sur le lien entre des offices célébrés dans une langue compréhensible et la piété et l'allégeance<sup>83</sup>.

Dans son rapport sur les résultats des inspections, Žilinskij reconnaissait de fait le bien-fondé de l'objection soulevée par les habitants de Nesviž. Il remarquait que nombre de paroissiens opposés au remplacement du polonais par le russe le justifiait par le

---

<sup>81</sup> RGIA, f. 821, op. 125, d. 284, l. 20 (Donesenie Žilinskogo direktoru DDDII È.K. Siversu iz Bobrujska ot 15 marta 1873 g.).

<sup>82</sup> RGIA, f. 821, op. 125, d. 284, ll. 22, 25-27v (Donesenija ot 28 marta i 2 aprilja 1873 g.).

<sup>83</sup> RGIA, f. 821, op. 125, d. 284, ll. 16v, 38v-39 (Donesenie Siversu ot 6 marta 1873 g. i prošenie nesvižskih prihožan).

changement de « l'ordonnancement de l'office<sup>84</sup> ». Il soulevait également la question de l'influence du changement de langue sur le contenu de l'office et du recueil de prières, ainsi que la perception de ceux-ci par les fidèles. Pour sa part, tout en utilisant le russe sous les voûtes des églises catholiques, il s'efforçait d'atténuer l'impression de rupture avec les traditions. Il ne prononçait en russe que l'allocution d'introduction avant la messe et, à la fin de l'office, la prière pour la santé de l'empereur et de la famille impériale. Si l'on en croit son rapport, il a utilisé au moins à une occasion, dans un contexte approprié, sa capacité à parler en biélorusse, dans le village de Kajtanovo<sup>85</sup>.

Senčikovskij, -qui avait assisté à certains des offices célébrés par Žilinskij dans le gouvernement de Minsk- estimait que le russe utilisé par le responsable du diocèse n'était pas digne de ce nom : « [Žilinsky] lisait l'action de grâce [pour la santé de l'empereur] en russe, mais en respectant rigoureusement l'accentuation et la prononciation polonaises des mots, au point que nombre de personnes se demandaient dans quelle langue cette prière était célébrée ». Pire encore, les organistes chantaient au cours de l'office des hymnes en polonais, avec l'assentiment du prélat, ce qui constituait, du point de vue de Senčikovskij, un sabotage direct des directives gouvernementales<sup>86</sup>.

Žilinskij écrivait assez franchement dans ses rapports : « En de nombreux endroits, les paroissiens se plaignirent personnellement [à moi] de ce que, le polonais n'étant plus autorisé, il avait été mis fin d'un seul coup, contre l'usage établi, à tous les chants pieux, lectures de l'Évangile et sermons utilisés dans les églises, que les fidèles avaient assimilés pour la consolation de leur âme; la privation de tout cela laisse dans un état de triste abattement les paroissiens, qui par ailleurs trouvent difficile de devoir se forcer à les apprendre en russe<sup>87</sup>. »

Outre le fait que peu de prières et d'hymnes avaient été traduits en russe, le problème de leur publication et de leur diffusion en masse se posait. Publié en 1871 sous le contrôle du DDDII, le recueil « Cantiques et prières liturgiques de l'Église catholique romaine » [*Rimsko-katoličeskie cerkovnye pesnopenija i molitvy*]<sup>88</sup> n'était édité qu'à 4 000 exemplaires, et était destiné exclusivement à l'intention du clergé et non des laïcs. Après l'interdiction de l'office en polonais au sein de leur église, les laïcs se retrouvèrent privés de l'usage, établi de longue date, qui consistait à lire les oraisons dans le recueil de prières pendant l'office (ou alors ils étaient contraints de continuer à utiliser des recueils de prières en polonais, s'exposant ainsi à une amende).

Par ailleurs, d'après nombre de témoignages, même après 1863, date à laquelle s'est renforcée la tendance officielle à interdire l'usage des langues (« dialectes », selon la terminologie de l'époque) ukrainienne et biélorusse dans la sphère publique, les prêtres catholiques de la Région du Nord-Ouest utilisaient fréquemment le biélorusse dans leurs

---

<sup>84</sup> RGIA, f. 821, op. 125, d. 284, l. 28 (Otnošenje Žilinskogo minskomu gubernatoru ot 2 aprilja 1873 g.).

<sup>85</sup> RGIA, f. 821, op. 125, d. 284, ll. 16-16v (Donesenie Siversu ot 6 marta 1873 g.).

<sup>86</sup> RGIA, f. 821, op. 125, d. 283, ll. 190-190v (Pozdnejšij otzyv Senčikovskogo o revizii Žilinskogo – priložen k pis'mu Senčikovskogo Siversu ot 24 fevralja 1876 g.).

<sup>87</sup> RGIA, f. 821, op. 125, d. 284, l. 27 (Otnošenje minskomu gubernatoru ot 2 aprilja 1873 g.).

<sup>88</sup> *Rimsko-katoličeskie cerkovnye pesnopenija i molitvy*, Saint-Pétersbourg, 1871.

contacts avec leurs ouailles et même pour célébrer l'office. Dans les années 1870, certains fonctionnaires n'y voyaient plus d'acte de sédition, dans la mesure bien sûr où cette pratique ne remettait pas en cause l'idée selon laquelle les Biélorusses constituaient une partie intégrante du peuple russe<sup>89</sup>.

Peu de temps avant que la campagne ne connaisse un déclin, Senčikovskij tira quelques leçons de ses heurts avec les paroissiens. Il reconnut la nécessité de faciliter la réception de l'office en russe par des concessions, notamment sur des pratiques de prières. En décembre 1876, il proposa aux autorités de se charger de la préparation d'une littérature liturgique, destinée au petit peuple catholique local<sup>90</sup>. Et Senčikovskij envisagea alors une biélorussification partielle du recueil d'hymnes et du bréviaire catholiques, en parlant d'une « simplification » et d'un rapprochement avec le langage populaire, tout en évitant l'expression « dialecte biélorusse » qui pouvait renvoyer au séparatisme<sup>91</sup>.

### **La remise en cause progressive de l'imposition du russe**

Vers le milieu des années 1870, le mécontentement d'une partie significative du clergé et des laïcs envers l'office divin en langue russe contraignit les russificateurs à renforcer les fondements institutionnels de leur campagne, sans pour autant les faire renoncer à l'idée générale de la reconnaissance du « peuple » auquel on avait rendu sa langue « natale ». Senčikovskij élaborait un projet de création d'une fonction spécifique d'inspecteur des églises catholiques<sup>92</sup>. Présenté au MVD, son projet reçut l'assentiment du ministère, une instruction instituant lesdits inspecteurs fut ratifiée par Alexandre II le 8 juillet 1876. Au sein du gouvernement de Minsk, deux circonscriptions d'inspection furent créées : la première se composait des districts de Minsk, Borisov, Novogrudok et Igumen, tandis que la seconde (avec Slutsk pour chef-lieu) rassemblait les districts de Bobrujsk, Mozyr, Slutsk, Retchitsa et Pinsk<sup>93</sup>. Senčikovskij fut nommé inspecteur de la première circonscription, la seconde étant quant à elle confiée à Ioann Jurgevič.

En plus de fonctions ordinaires, le principal domaine de compétence qui leur fut attribué était la diffusion de l'office divin et du sermon en langue russe. L'inspecteur était autorisé, au cours de sa tournée d'inspection, à célébrer l'office supplémentaire en russe dans toutes les églises catholiques, y compris celles où celui-ci n'était pas encore pratiqué, et à « donner son avis aux autorités diocésaines et civiles » quant à l'abandon de

---

<sup>89</sup> En 1876, le gouverneur de Vitebsk a fait savoir au MVD que, dans une des paroisses catholiques du district de Lepel', les offices supplémentaires étaient célébrés en « parler biélorusse ». Le gouverneur estimait qu'il s'agissait d'un pas en avant par rapport à une liturgie en polonais. RGIA, f. 821, op. 125, d. 281, l. 164v.

<sup>90</sup> Zirkevič A. V., *op. cit.*, vol. 1, p. 353-4 (Raport Senčikovskogo Čarykovu ot 26 dekabnja 1876 g.).

<sup>91</sup> *Ibid.*, p. 329.

<sup>92</sup> RGIA, f. 821, op. 125, d. 3082, ll. 1-6, 14-15v.

<sup>93</sup> RGIA, f. 821, op. 125, d. 3082, ll. 16-50.

l'office divin en polonais dans le lieu de culte en question. Les instructions adressées aux inspecteurs stipulaient par ailleurs expressément que l'instauration de la langue russe ne devait pas dépendre des réactions des paroissiens<sup>94</sup>.

Sa fonction d'inspecteur avait donné à Senčikovskij une chance d'accroître son influence, mais celle-ci fut rapidement réduite à néant par le Saint-Siège. Après de longues hésitations et tergiversations, le Pape Pie IX définit enfin sa position à l'égard des tentatives des autorités russes visant à instaurer la langue russe dans l'office supplémentaire catholique. Le prince Urusov, chargé d'affaires de la Russie au Vatican, avait informé la Curie romaine en 1876 que la décision de son gouvernement d'instaurer le russe comme langue de l'office divin ne concernerait que les contrées où la majorité de la population catholique faisait partie du « peuple (*narodnost'*) russe » (et non polonais). Cette démarche diplomatique n'eut pas l'effet positif escompté, elle ne fit au contraire qu'exacerber la crainte du St Siège que la russification de l'office ne soit qu'un simple prologue à une conversion ultérieure des catholiques à « la foi russe », le rite grec orthodoxe<sup>95</sup>. La Curie romaine annonça sa position officielle en juillet 1877 : d'une part, était-il possible par principe de remplacer le polonais par le russe sans l'assentiment du Saint-Siège ? et d'autre part, le Saint-Siège avait-il, en ce moment précis, donné son accord à l'instauration du russe ? Dans les deux cas, la réponse était négative<sup>96</sup>. Le clergé de Russie fut informé de cette résolution par des voies secrètes; malgré la barrière de la censure, ces informations filtrèrent même dans la presse<sup>97</sup>.

Après ces événements, les enthousiastes de l'office en russe parmi les catholiques n'enregistrèrent plus aucun succès. Le titre d'inspecteur ne conférait plus aucune influence morale. Ni Senčikovskij, ni Jurgevič ne firent plus la moindre tentative pour persuader les paroissiens d'adopter le russe par le biais de conférences et de sermons. Sitôt un premier office en russe imposé aux fidèles, la référence à d'omniprésents « instigateurs » polonais justifiait à elle seule l'interdiction de la langue polonaise. Pour pouvoir employer les méthodes d'autrefois, il eut été indispensable que l'administration apporte son concours, mais le MVD se méfiait d'une répétition des abus qui avaient eu lieu lors de la campagne d'inspection de Senčikovskij en 1870. Après la déclaration de guerre contre la Turquie en avril 1877, les autorités redoutaient particulièrement que les Polonais profitent des circonstances pour manifester leur mécontentement dans la partie occidentale de l'Empire, et s'efforçaient donc de ne pas leur en donner le prétexte. Ce fut pour cette raison que pas la moindre escorte de policiers ou de gendarmes ne fut accordée aux inspecteurs et, sans cela, il leur était difficile de célébrer ne serait-ce qu'un seul office en russe dans les localités où l'archiprêtre ou les paroissiens ne le souhaitaient pas. En homme non seulement fougueux, mais aussi psychologiquement déséquilibré,

---

<sup>94</sup> RGIA, f. 821, op. 125, d. 3082, ll. 19-19v, 73, 84-92.

<sup>95</sup> RGIA, f. 821, op. 125, d. 293, l. 51 (Istoričeskaja spravka DDDII, 1895 g.).

<sup>96</sup> Smolenčuk A., *op. cit.*, p. 149. Voir aussi : SEROVA O. V., « Vzgljad iz Peterburga na otnošenija so Svjatym prestolom », dans E. S. TOKAREVOI et A. V. JUDINA, *Rossija i Vatikan v konce XIX – pervoj treti XX veka*, Saint-Pétersbourg, Aleteija, 2003, p. 53-6.

<sup>97</sup> Les publications ont été insérées dans « *Cerkovno-obščestvennyi vestnik* » et « *Novoe vremja* ». RGIA, f. 821, op. 125, d. 288, l. 204.

Jurjevič tenta d'interdire de sa propre autorité l'office en polonais dans quelques églises. Le résultat fut tel que, deux ans plus tard, quand il lui fut proposé -suite à son expulsion scandaleuse de la fonction d'inspecteur- de partir comme archiprêtre dans l'une des paroisses de sa connaissance, il déclina l'offre : « [...] je ne peux pas prendre cette charge, justement car dans ces églises, j'ai introduit le russe [...] Mon intérêt pour la cause russe a tellement irrité la population contre moi qu'on dirait des bêtes féroces [...] »<sup>98</sup>. »

Les efforts des inspecteurs se concentrèrent dès lors sur des machinations compliquées et immorales. Leur objectif principal n'était pas tant l'élargissement du cercle des églises catholiques ayant adopté l'office en russe que le transfert des prêtres encore prêts à célébrer l'office en russe vers des paroisses plus lucratives et plus prestigieuses. Vers 1877, un certain nombre de prêtres était convaincu, sur la foi de leur exemple personnel, que l'abandon du polonais était une décision qui coûtait cher : les riches paroissiens refusaient souvent de faire des dons aux églises qui agissaient ainsi. L'indemnité de fonction versée depuis 1872, en plus de leur traitement, aux prêtres russificateurs (entre 150 et 300 roubles par an) ne compensait pas les pertes qui, comme l'assurait Senčikovskij en 1876, pouvaient se monter pour chaque prêtre à « des milliers de roubles »<sup>99</sup>. En mai 1877, les efforts du MVD permirent d'obtenir un décret impérial instaurant une hausse des appointements des prêtres des églises catholiques « russes », de telle sorte que leur traitement de base et l'indemnité devaient représenter au total un montant minimum de 600 roubles par an (mais les budgets correspondants ne furent débloqués qu'en 1878)<sup>100</sup>. Et si l'on songe que la majorité des prêtres n'avait aucune motivation idéologique à mener une activité de russification, surtout dans la situation où le Saint-Siège avait officiellement désapprouvé cette innovation, les inspecteurs ne pouvaient conserver une équipe constante à leurs côtés qu'en fournissant immédiatement à ces prêtres un avantage tangible.

C'est ainsi qu'à la fin de l'année 1876, à l'insu des autorités ecclésiastiques de Vilnius, Senčikovskij retira de son poste le prêtre de la paroisse riche et peuplée de Logojsk (dans le district de Borisov), qui y avait rétabli dès 1874 l'office en polonais, pour l'envoyer « temporairement » en mission dans une paroisse moins lucrative. De façon tout aussi arbitraire, le prêtre Jurjevič, le propre frère de l'inspecteur de Slutsk, fut nommé pour le remplacer, au prétexte de « sauver » la langue russe dans la paroisse de Logojsk. Mais en avril 1877, au cours de l'office pascal, les paroissiens de Logojsk entonnèrent en chœur un hymne polonais. Décontenancé, Jurjevič interrompit l'office et regagna la sacristie, sous les « insultes » bruyantes des fidèles, qui quittèrent ensuite l'église. À la suite d'une autre affaire<sup>101</sup>, Jurjevič dut rapidement être transféré dans une autre paroisse.

---

<sup>98</sup> RGIA, f. 821, op. 125, d. 3083, ll. 24-24v (Donesenie Jurjeviča minskomu gubernatoru Čarykovu ot 16 julja 1879 g.).

<sup>99</sup> RGIA, f. 821, op. 125, d. 283, ll. 184-184v.

<sup>100</sup> RGIA, f. 821, op. 125, d. 295, ll. 29, 49.

<sup>101</sup> Žirkevič A. V., *op. cit.*, vol. 1, p. 379; RGIA, f. 821, op. 125, d. 285, ll. 82-82v (Otnošenje Čarykova – MVD ot 7 aprelja 1877 g.), et ll. 96-97v (Raport Jurjeviča dekanu Piotrovskomu, načalo maja 1877 g.).



À la fin de l'année 1878, aucune église catholique ne s'était ajoutée au nombre de celles où l'office divin en russe avait été établi. Cette liste comptait toujours 21 églises, comme en 1876. Pire encore, à cause du jeu de saute-mouton de postes organisé par Senčikovskij et Jurgevič, quatre d'entre elles se retrouvaient sans prêtre et pas le moindre office, ni service religieux n'y était donc célébré (sur les trente paroisses où l'office était célébré en polonais, six étaient vacantes)<sup>102</sup>. La russification de l'Église catholique paraissait empêtrée dans un cercle vicieux : les conflits avec les paroissiens précipitaient le transfert des prêtres russificateurs vers d'autres paroisses, tandis que la fréquence des mutations de prêtres devenait elle-même le motif de nouveaux conflits.

Senčikovskij expliqua plus tard le fiasco de la dépolonisation de l'Église catholique par des changements de cadres au sein du MVD (en particulier l'ascension de M.T. Loris-Melikov [au poste de ministre] en 1880), qui auraient subitement privé les prêtres russificateurs de la protection du gouvernement. En réalité, le MVD s'était désintéressé de l'expérimentation de Minsk un peu plus tôt. L'arbitraire et les excès des inspecteurs avait au sein de la bureaucratie stimulé la discussion non seulement sur la langue russe dans le catholicisme, mais aussi de sujets plus généraux, comme la corrélation entre la tolérance religieuse et la surveillance étatique des différents cultes, les limites de l'ingérence du pouvoir dans l'exercice du culte religieux, les liens réciproques entre identité nationale et identité religieuse ainsi qu'entre les facteurs d'assimilation séculiers et religieux.

En janvier 1878, la question de la campagne menée dans le gouvernement de Minsk, qui constituait jusque là une affaire interne du MVD, fut inscrite par le ministre en personne à l'ordre du jour du Comité spécial (de la conférence spéciale) établi par l'empereur afin d'étudier les perspectives des relations entre Saint-Pétersbourg et le Vatican<sup>103</sup>. Ce comité était en premier lieu chargé d'examiner le mémorandum adressé en juillet 1877 au chancelier A.M. Gorčakov par le plénipotentiaire de Pie IX, le cardinal Simeoni ; en vingt-cinq points, celui-ci énonçait le point de vue du Saint-Siège sur les persécutions subies par les catholiques dans l'Empire. Au nombre des mesures qui portaient le plus atteintes aux sentiments religieux des catholiques figurait l'instauration forcée du russe dans l'office supplémentaire, et la création de l'institution des inspecteurs<sup>104</sup>.

Un important remaniement au sommet du MVD précéda la convocation du comité. Le comte Sievers, qui avait dirigé pendant plus de vingt ans le Département des affaires spirituelles des cultes étrangers (DDDII), fut remplacé par un fonctionnaire relativement jeune (environ 35 ans), Aleksandr N. Mosolov. Le nouveau directeur, -qui avait dans sa jeunesse partagé les convictions du célèbre M. N. Murav'ev quant à l'absolue nécessité de dépoloniser la périphérie occidentale de l'Empire-, travaillait depuis 1869 au sein du secrétariat particulier du ministre de l'Intérieur. Il s'était ainsi familiarisé, sous différents angles, aux problèmes auxquels la politique impériale était confrontée à la périphérie occidentale, ainsi qu'au dispositif de contrôle des cultes. Mais

---

<sup>102</sup> RGIA, f. 821, op. 125, d. 288, l. 199 (Doklad A.N. Mosolova ot 22 oktjabrja 1878 g.).

<sup>103</sup> Pour les documents de la commission spéciale, voir : RGIA, f. 821, op. 138, d. 19, l. 169 et suivants.

<sup>104</sup> Olszamowska-Skawronska Z., *op. cit.*, p. 72-5.

il s'était progressivement détourné de la conception qu'avait Murav'ev de la russification de cette région, donnant sa préférence à des méthodes plus souples en matière d'administration bureaucratique et de transformation de l'identité de la population locale. Mosolov se targuait d'avoir acquis au cours de sa carrière un regard indépendant sur le rôle du catholicisme romain dans l'Empire russe<sup>105</sup>.

Son voyage d'inspection à Minsk et Vilnius, en octobre 1878, eut une conséquence décisive sur la suppression de l'institution des inspecteurs. Ses rencontres et ses conversations, avec Žilinskij à Vilnius et avec les deux inspecteurs à Minsk, confirmèrent l'impression qui s'était formé au MVD que la russification de l'Église catholique était dans l'impasse. Mosolov fut le premier haut fonctionnaire du MVD en un peu plus de huit ans à mettre en doute l'idée selon laquelle la résistance à la célébration de l'office en russe relevait d'une conspiration. Il soulignait qu'en de nombreuses occasions, ce n'étaient pas des seigneurs polonais ni même des membres de la petite noblesse qui étaient à l'origine des manifestations d'opposition à la réforme, mais « des femmes simples issues de la paysannerie, hostiles à toute sorte d'innovation dans le domaine de l'office divin<sup>106</sup> ».

Comme le formula Mosolov, la principale raison de l'échec de la campagne résidait dans « le total manque de talent et l'arbitraire des deux inspecteurs, ainsi que l'absence chez l'un comme chez l'autre de toute autorité personnelle, hormis le pouvoir qu'ils ont si habilement su s'arroger ». Une fois de plus, Mosolov était le premier au sein du MVD à interpréter l'immoralité des prêtres russificateurs, accablante pour les autorités, autrement que comme un hasard fatidique ou un acte de malignité de la « machination polonaise ». Mosolov remarquait que la nouvelle de la condamnation de l'office divin en russe par un décret du Vatican de 1877, diffusée par différentes voies, avait entraîné « un revirement sensible de l'ensemble du clergé » et achevé de détruire toute sympathie envers l'innovation linguistique. Il soulignait aussi les rapports (bien antérieurs à 1877) entre les prêtres et l'élite polonaise : « [...] dans un contexte d'hostilité des milieux polonais influents [envers l'office divin en russe, NdA] [...] rares étaient les prêtres qui, pensant à leur avenir, osaient rompre leurs liens avec le milieu du clergé et de la noblesse<sup>107</sup>. » Abandonner la célébration de l'office en polonais était plus facile pour les prêtres qui ne pouvaient pas compter sur de bonnes relations avec des membres de la noblesse locale polonaise (ou polonophone) ou ceux qui, pour une raison quelconque, s'efforçaient plus de s'attirer les bonnes grâces des autorités et des nationalistes russes que de préserver leur bonne renommée dans l'opinion des patriotes polonais.

Il n'y avait cependant pas toujours de lien univoque entre le renoncement à l'identité polonaise au profit d'une identité russe et la moralité de la personne concernée. Ainsi, ce n'est pas uniquement son arrivisme qui a incité Senčikovskij à devenir un propagateur de la langue russe, mais également des considérations à caractère idéologique. Quant à Jurgevič, il avait pris le parti du gouvernement dès la répression de

---

<sup>105</sup> Otdel rukopisej Rossijskoj gosudarstvennoj biblioteki (OR RGB), f. 514, op. 1, d. 6, ll. 10v-11v.

<sup>106</sup> RGIA, f. 821, op. 125, d. 288, ll. 200v-201 (Otčet Mosolova Timaševu ot 13 oktjabrja 1878 g.; Pometa Timaševa o pročtenii – 22 oktjabrja 1878 g.).

<sup>107</sup> RGIA, f. 821, op. 125, d. 288, ll., 204-204v, 205-6.

l'insurrection de janvier 1863 (à ses dires, il avait même « fait couler le sang »)<sup>108</sup>. Ces motifs n'étaient certes nullement désintéressés, mais ils n'ont pas à eux seuls prédéterminé la situation de la fin des années 1870, qui a vu les russificateurs se quereller entre eux et se livrer à de minables dénonciations les uns les autres.

Le problème résidait, semble-t-il, dans le fait que Senčikovskij et ses disciples ne pouvaient justement pas — quelque fort que fût leur désir de le faire — « rompre les liens » et s'isoler entièrement de l'environnement hostile à la réforme, afin de se protéger contre la pression morale de celui-ci. Restant des prêtres catholiques, ils s'exposaient à la réprobation d'une partie considérable du clergé, du fait de leur atteinte aux prérogatives des plus hautes autorités ecclésiastiques. Lorsque l'office divin en langue russe a été officiellement déclaré non canonique en 1877, ils se sont retrouvés définitivement relégués au rang de parias au sein du clergé catholique local. Le fait de se percevoir comme des renégats les conduisit à se croire tout permis, et c'est peut-être là qu'il faut chercher en premier lieu l'explication de l'absence de morale et de la débauche d'arbitraire à laquelle les inspecteurs se sont livrés à la fin de la campagne de russification.

Si l'expérience de ses fonctions précédentes aida Mosolov à porter un regard critique sur les activités des inspecteurs, les impressions tirées de son contact direct avec le catholicisme lui donnèrent à leur tour matière à réflexion sur les limites de la réglementation par l'État de la vie religieuse. En comparant ses rapports officiels avec quelques unes de ses notes personnelles rédigées plus tard, on voit bien que ce fonctionnaire atypique et raisonneur n'a pas tout de suite été capable de reconnaître le caractère conventionnel de la frontière entre la foi « intérieure » et le rite « extérieur », ni de repérer les manifestations d'une fervente piété catholique là où elles avaient été réprimées. Dans ses rapports de 1878, il n'inséra pas l'intégralité de ses réflexions inspirées par son inspection. S'étant déclaré, par devoir professionnel, favorable à un soutien de l'office divin en russe, il doutait cependant déjà de la portée de ce remplacement. Il est évident que Mosolov considérait la langue traditionnelle de l'office divin comme un élément relevant des « domaines de la religion et du quotidien » et non de la sphère de la « politique nationale (*narodnaja*) », où la domination de la langue russe devait rester absolue. Mosolov estimait en outre que, tant que les interdictions concernant les rites prises dans les années 1860 ne seraient pas révoquées, le remplacement de la langue polonaise par le russe dans l'office divin catholique serait inévitablement perçu par la population comme une mesure de persécution de la part du gouvernement<sup>109</sup>. Si l'on considère l'extraordinaire inertie du discours bureaucratique en matière de politique religieuse, surtout à propos des rapports avec le catholicisme, il faut reconnaître que la critique de Mosolov des anciennes méthodes de réglementation des cultes constituait un véritable défi conceptuel, malgré l'absence de retombées pratiques immédiates.

## Conclusion

---

<sup>108</sup> RGIA, f. 821, op. 125, d. 3083, ll. 25, 37v.

<sup>109</sup> OR RGB, f. 514, op. 1, d. 6, ll. 9-10 v.

Les mesures visant à instaurer le russe moderne (et non le slavon) comme langue de célébration de l'office supplémentaire catholique avaient été initiées à la fin des années 1860 au nom d'un idéal de tolérance religieuse et de la sollicitude du gouvernement réformateur à l'égard de la conscience religieuse de ses sujets. Ces mesures avaient été favorisées par l'auto-désignation comme meneur de la campagne de russification au niveau local d'un prêtre catholique de Minsk loyal au gouvernement, Ferdinand Senčikovskij; celui-ci fut peut-être le plus actif des alliés catholiques dont aient pu se prévaloir les autorités impériales au cours de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Cependant, suite aux premières manifestations de mécontentement des fidèles, les mesures prirent la nouvelle orientation d'une dépolonisation au sens stricte et se retrouvèrent empoisonnées par de constantes phobies.

L'inquiétude suscitée chez les administrateurs russes à tendance nationaliste par le maintien de la langue polonaise dans l'office divin catholique célébré dans les localités biélorusses n'était pas infondée. Même si, dans les années 1870, le peuple biélorusse restait dans sa majeure partie peu susceptible d'être « polonisé » du fait de son analphabétisme et de sa faible mobilité, mais également à cause du souvenir encore frais dans les mémoires des répressions antipolonaises de la décennie précédente, il était en revanche déjà possible de prévoir que la langue polonaise des prières et des chants d'église pouvait devenir, pour une certaine partie de la population, un facteur de construction nationale à part entière, et un signe d'appartenance à une haute culture nationale. Dans la pratique cependant la lutte pour la dépolonisation de l'Église catholique était dirigée moins par cette sorte de prévisions calmes que par une fixation dogmatique sur « le dernier » refuge de la « *polszczyzna* » [la langue polonaise, NdT] pourtant presque déjà éradiquée dans les provinces de l'ouest.

Jusqu'à la fin des années 1870, la plupart des fonctionnaires qui supervisaient la russification ne se rendaient pas compte que l'instauration du russe dans l'Église catholique -décidée en haut lieu- augmentait la sensibilité des fidèles à la langue de l'office divin. Jusqu'à cela, elle ne représentait pas un choix national essentiel dans l'esprit de la plupart des paroissiens. Si à ce moment-là, la célébration de l'office divin en polonais ne faisait pas de la population biélorusse des Polonais, cela valait-il la peine de risquer de porter atteinte aux sentiments religieux de cette population encore traditionaliste (et ce, alors qu'il existait d'autres outils pour la russification, neutres du point de vue de la religion)? La réponse à cette question est impossible à trouver dans les piles de rapports adressés par Senčikovskij à ses patrons à Minsk et Saint-Pétersbourg. Certains bureaucrates locaux se distinguèrent par leur obstination à imposer le russe aux catholiques. Par la suite, dans les années 1880 et 1890, alors que la campagne de russification avait complètement perdu son impulsion fondatrice, elle s'était pratiquement transformée en une campagne de punition des paroisses dont les fidèles avaient demandé le retour de la langue

polonaise : elles étaient été laissées sans prêtres<sup>110</sup>. Débattant en 1896 d'une proposition de russification de l'Église catholique présentée par le gouverneur de Minsk de l'époque et étonnamment semblable aux recettes employées vingt ans auparavant, le ministre résident de Russie au Vatican, A.P. Izvolskij, concluait : « [Ces mesures] ne sont pas seulement incapables de créer[...] un Biélorusse catholique qui ressente le lien spirituel le rattachant à la patrie russe, mais elles transforment le tranquille fidèle du culte non orthodoxe en un fanatique et un ennemi haineux de la Russie, voire même le privent définitivement de toute apparence chrétienne<sup>111</sup>. »

Outre Izvolskij, comme nous l'avons vu plus haut, il y eut bien d'autres bureaucrates, qui, ne disposant pas de l'influence suffisante pour réviser les conditions de ladite campagne, eurent la possibilité de tirer la leçon de son expérience négative pour poser et contextualiser le problème du rapport entre langue et religion d'une manière nouvelle. En 1895, des experts du DDDII (dont A.N. Mosolov était redevenu directeur un an auparavant) reconnurent dans une note confidentielle que la pratique d'introduction de la langue russe constituait une violence envers la conscience religieuse de la population :

« Il suffit de s'imaginer les perturbations et les scissions que pourrait provoquer parmi les orthodoxes de naissance une demande, même émanant des plus hauts échelons de la hiérarchie ecclésiastique de remplacement du slavon par le russe littéraire dans l'office divin. On peut dire avec certitude qu'une telle innovation se serait heurtée à une résistance beaucoup plus grande que celle qu'a déployée la population biélorusse, dans certaines paroisses catholiques du gouvernement de Minsk, suite au remplacement de la langue polonaise, tout à fait compréhensible pour eux, par la langue Russe<sup>112</sup>. »

De ce point de vue, la tentative d'introduire la langue russe à l'intérieur des églises catholiques, en dépit de toutes les conséquences destructives (et de son caractère infructueux, pour ce qui est de l'assimilation des catholiques biélorusses), a eu des répercussions positives sur la reconsidération graduelle des principes de la politique religieuse. La conscience chèrement acquise du fait que ce genre d'innovation visiblement « extérieure » et étroitement rituelle, comme le changement de la langue des prières et des hymnes représentait en fait une ingérence sensible dans la vie religieuse préparait le terrain à l'abandon des recettes

---

<sup>110</sup> Une sanction analogue fut appliquée en Allemagne au cours du *Kulturkampf* en cas de violation des nombreuses interdictions, mais elle intervenait cependant sur décision d'un tribunal, et non par l'arbitraire d'un fonctionnaire. Entre 1873 et 1884, en Prusse, pas un seul prêtre catholique n'a été nommé pour pourvoir les paroisses vacantes. Voir : ROSS R. J., *The Failure of Bismarck's Kulturkampf: Catholicism and State Power in Imperial Germany, 1871-1887*, Washington, D.C., The Catholic University of America Press, 1998, p. 64-5; SPERBER J., *Popular Catholicism in 19<sup>th</sup> Century Germany*, Princeton, Princeton University Press, 1984, p. 252.

<sup>111</sup> RGIA, f. 821, op. 125, d. 293, l. 116v.

<sup>112</sup> RGIA, f. 821, op. 125, d. 293, ll. 79v-80.

simplificatrices de l'époque des lumières visant à « rationaliser » le sentiment religieux des sujets.



**Aleksandr Dmitriev**

*Novoe literaturnoe obozrenie*, Moscou, dualis@mail.ru

## **Langue ukrainienne et projet de science nationale : les étapes d'une légitimation académique (fin des années 1880, début des années 1920)**

Ce travail interroge les possibilités et les attributs de la langue ukrainienne en tant que « langue de culture et d'enseignement supérieur » dans les gouvernements du Sud-Ouest de l'Empire de Russie, pendant la période de la révolution et de la guerre civile. Dans une moindre mesure, surtout à titre de comparaison, nous nous référerons à la situation de l'Ukraine occidentale<sup>113</sup>. En l'espace de quinze à vingt ans, la langue ukrainienne a plusieurs fois changé radicalement de statut officiel et politique : de langue non admise dans la presse écrite et de « dialecte » strictement réservé à l'usage oral dans la campagne, elle devint la langue d'État obligatoire (sous le Directoire en 1919-1920, puis au cours de « l'ukrainisation » en République Socialiste Soviétique [RSS] d'Ukraine). Les directives de la politique linguistique se trouvaient d'une part au centre de conflits au niveau de l'État ou de groupes nationaux à l'époque, mais elles avaient d'autre part une incidence directe sur le développement des sciences, non seulement sur le territoire de l'Ukraine de la région du Dnipro (Dniepr) mais aussi en Galicie, sous l'autorité de l'Autriche-Hongrie.

Du point de vue de l'Empire russe, la spécificité du petit russe relevait du particularisme régional, elle avait un intérêt ethnographique, mais elle était aussi marquée par une certaine arriération culturelle ainsi que par une menace séparatiste assez lointaine<sup>114</sup>. Au contraire, pour les Ukrainiens, les Biélorusses, et des autres représentants de minorités surtout non-chrétiennes (les *inorodcy*) « qui faisaient leur entrée sur la scène de l'Histoire », les réalités de la diversité locale étaient porteuses d'un renversement potentiel de la prédominance « naturelle » de la langue et de la culture russes. Dans ce contexte, l'État comptait sur l'appareil administratif pour assurer l'hégémonie de la culture russe officielle, en imposant des restrictions aux écoles et la presse locales, etc.

---

<sup>113</sup> Concernant les travaux d'ordre général, nous indiquons à la fois des ouvrages soviétiques (PLIUŠČ P. P., *Istorija ukrajins'koji literaturnoji movi*, Kyjiv, Vyšča škola, 1971) et des ouvrages d'émigrants, anciens militants du mouvement littéraire et culturel des années 1920-1930 en Ukraine soviétique (ČAPLENKO V., *Istorija ukrajins'koji literaturnoji movi (XVII st.-1933)*, New York, 1970 ; Shevelov, George Y., *The Ukrainian Language in the First Half of the Twentieth Century (1900-1941): Its State and Status*. Cambridge, MA: Harvard Ukrainian Research Institute, 1989), ainsi que le recueil d'informations plus connu : KUBAJČUK V., *Hronologija movnih podij v Ukrajinі (Zovnišnja istorija ukrajins'koji movi)*, Kyjiv, K. I. S., 2004.

<sup>114</sup> KAPPELER A., « Mazepincy, malorossy, hohly: ukraincy v ètničeskoj ierarhii Rossijskoj imperii », dans A. I. MILLER, V. F. REPRINCEV et B. N. FLORIA, *Rossija – Ukraina: istorija vzaimootnošenij*, Moscou, Škola « Jazyki russkoj kul'tury », 1997.



## **Le « dialecte petit russe » sort du carcan de l'usage « ethnographique » : Drahomanov, Hrynčenko, Pypin**

Le développement de la culture ukrainienne et l'émergence d'une conscience nationale furent fortement freinés par les mesures prohibitives du gouvernement tsariste, à savoir la circulaire du ministre de l'intérieur Piotr Valuev adressée aux organes de censure, le 18 juin 1863, ainsi que l'Oukase d'Ems ratifié par Alexandre II le 18 mai 1876. Dans les faits, ces mesures interdisaient la publication d'ouvrages et de périodiques en ukrainien, à l'exception des œuvres d'art originales et des travaux ethnographiques ; les pièces de théâtres, l'édition de chansons et l'importation d'ouvrages en ukrainien depuis la Galicie faisaient l'objet d'une surveillance spécifique. Ce document (secret) évoquait ainsi la question de la langue des Petits Russes en affirmant qu' : « il n'a jamais existé de langue ukrainienne, et il ne peut y en avoir » et que « le dialecte [...] dans lequel s'exprime le peuple n'est rien d'autre que la langue russe, mais un russe altéré par l'influence polonaise », « la langue panrusse est comprise aussi bien par les habitants de Petite Russie, que par ceux de Grande Russie. Ils la comprennent même mieux que cette langue prétendument ukrainienne, fabriquée de toutes pièces à leur intention par quelques Ukrainiens, et surtout par des Polonais »<sup>115</sup>. L'influence de la langue et de la culture polonaise en Ukraine de la rive droite, très forte au cours de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, fut considérablement réduite après la répression des insurrections de 1830-1831 et 1863, et la réorganisation de la vie universitaire de Kiev<sup>116</sup>.

La prépondérance du facteur national (plutôt que religieux, par exemple) explique pourquoi le projet de bâtir une science et une culture ukrainiennes fut si intimement lié au rejet du principe de trinité de la nation russe. La thèse de la nation panrusse unique commença à être contestée au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle par les premiers ukrainophiles aux convictions (proto)politiques, issus de la Confrérie de Cyrille et Méthode des années 1840. Jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, même les personnalités les plus radicales du mouvement ukrainien envisageaient rarement un État ukrainien indépendant, et la totale division des Ukrainiens et des Russes (de Grande Russie) en deux peuples totalement distincts. Outre le poète Taras Ševčenko, cette Confrérie comptait parmi ses membres

---

<sup>115</sup> MILLER A. I., « Ukrainiskij vopros » v politike vlastej i russkom obščestvennom mnenii (vtoraja polovina XIX veka), Saint-Pétersbourg, Aleteija, 2000, p. 240–1. Le livre a été traduit en anglais sous le titre *The Ukrainian Question. Russian Nationalism in the 19th Century*, Budapest: Central European University Press, 2003.

<sup>116</sup> HASIMOTO N., « Učebnaja politika Rossijskoj imperii v zapadnyh gubernijah i « pol'skij vopros » (konec XVIII – načalo XIX veka) », dans K. MATSUZATO, *Social'naja transformacija i mežetničeskie otnošenija na Pravoberežnoj Ukraine: 19-načalo 20 vv.*, Moscou, ROSSPEN, 2005, p. 132–74; OSTAPČUK O. A., « Izmenenie gosudarstvennyh granic kak faktor formirovanija jazykovej situacii na Pravoberežnoj Ukraine na rubeže XVIII–XIX vv. », dans L. E. GORIZONTOV, *Regiony i granicy Ukrainy v istoričeskoj retrospective*, Moscou, OOO « Strategija », 2005 (le contenu de l'ensemble du recueil est accessible via le lien suivant : <http://ftp.malorus.org/mnib223-RegionyGranicyUkrainy.djvu>). Cf. le dernier chapitre du livre : BEAUVOIS D., *Pouvoir russe et noblesse polonaise en Ukraine : 1793–1830*, Paris, CNRS éditions, 2003.

l'historien universitaire Mykola Kostomarov et l'écrivain, auteur de romans historiques Panteleimon Kuliš, qui élaborera plus tard le système d'écriture phonétique jetant les fondations de l'orthographe ukrainienne moderne<sup>117</sup>. Dans le contexte extrêmement difficile des années 1880-1890, la tactique « du caméléon », basée sur l'éducation et l'étude du professeur Volodymyr Antonovyč de l'Université de Kiev, se révéla bien plus efficace sur le plan académique que la méthode plus radicale de son collègue Myhajlo Drahomanov, qui dut émigrer en 1876<sup>118</sup>. Tout en préservant une apparente loyauté au gouvernement, Antonovyč, membre correspondant de l'Académie des sciences de Saint-Pétersbourg à partir de 1901, s'appuyant sur une méthode positiviste d'analyse de sources, établit les bases de l'étude en profondeur de l'histoire de la Rus' du sud en tant qu'unité historique particulière ayant une existence antérieure et indépendante de l'avènement de l'État de Moscou<sup>119</sup>. Parmi les étudiants d'Antonovyč, on trouve trois éminents historiens qui professèrent des opinions très diverses et qui vécurent la véritable naissance de l'État ukrainien. Ils furent par ailleurs étroitement liés à la création de la science ukrainienne : le professeur de l'université de Novorossiia (Nouvelle Russie) et opposant à toute forme de séparatisme ukrainien Ivan Lynnyčenko<sup>120</sup>, le professeur et recteur de l'Université de Kharkov, historiographe et maire de Kharkov jusqu'à la révolution Dmytro Bagalej, et enfin, Myhajlo Hruševs'kij<sup>121</sup>, fer de lance de la révolution dans les années 1917-1918, dont le travail était lié aux villes de Lviv et Kiev.

Dans l'Empire russe, le rôle des universités et de l'Académie des sciences (qui étaient des institutions publiques) était bien loin de se résumer à la seule fonction de « courroie de transmission » de la politique officielle. À la différence, par exemple, des institutions scientifiques et universitaires allemandes, ces établissements relativement autonomes et berceaux d'une contestation modérée ne surent pas devenir un moteur de transformation de l'empire (russe) en un État (supra)national (des Grands Russes). Dans ces institutions, l'encouragement fort à l'étude des différences régionales s'est poursuivi en grande partie jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, bien qu'ayant pris la forme nouvelle du positivisme libéral<sup>122</sup>. Dans le projet de constitution d'une science nationale, le nationalisme politique est apparu comme un catalyseur et un point de ralliement des différentes recherches sur la question ukrainienne. Au sein même des institutions impériales, qui furent pourtant les avant-postes de la centralisation et des tendances à

---

<sup>117</sup> MILLER A. et O. A. OSTAPČUK, « Latinica i kirillica v ukrainskom nacional'nom diskurse i jazykovoï politike Rossijskoï i Gabsburgskoj imperij », *Slavjanovedenie*, n°5, 2006, p. 33, 38–9.

<sup>118</sup> KRUGLAŠOV A., *Drama intelektualna: politični ideji Myhajla Drahomanova*, Černivtsi, Prout, 2000.

<sup>119</sup> ULJANOVSKIJ V. I. et V. A. KOROTKIJ, *Volodymyr Antonovyč : obraz na tli epohi*, Kyjiv, Mižnarodna finansova agencija, 1997.

<sup>120</sup> Au sujet des relations entre les disciples d'Antonovyč : TOLOČKO O. P., « Dvi ne zovsim akademični diskusiji (I.A. Lynnyčenko, D.I. Bagalej, M.S. Hruševs'kij) », *Ukrajins'kij arheografičnij šoričnyk*, n.s., n°2, 1993, p. 92–103.

<sup>121</sup> Sur les rapports entre Antonovyč et Hruševs'kij: GYRYČ I., « M. Hruševs'kij ta V. Antonovyč: tvorči kontakti ta suspil'no-politični pohljadi », dans *Akademija pam'jati profesora Volodymyra Antonovyča. Dopovidi ta materjali*, Kyjiv, Institut ukrajins'koï arheohrafiji NAN Ukraini, 1994, p. 133-60.

<sup>122</sup> CADIOT J., « Russia Learns to Write. Slavistics, Politics, and the Struggle to Redefine Empire in the Early 20th Century », *Kritika*, vol. 9, 2008, p. 135-67.

l'unification (y compris les commissions archéologiques et les sociétés historiques), les partisans de la défense de la culture ukrainienne ont paradoxalement toujours conservé une position forte, tant sur les plans historique et philosophique qu'ethnographique<sup>123</sup>.

Plus le mouvement des intellectuels nationalistes prenait de l'ampleur, et l'éducation primaire se répandait, et plus il devenait urgent de trancher la question du choix de la langue de l'enseignement primaire. Dès 1863, Konstantin Ušinskij, lors de son voyage en Suisse, avait décrit de façon très critique l'école « standard » en russe d'un village ukrainien :

« Tout d'abord, cette école n'est pas digne du peuple : avec ses quelques centaines de mots enseignés péniblement, elle est bien loin de cette langue vivante, complète, aux infinies nuances, forgée et éprouvée par son peuple au fil des millénaires. Ensuite, cette école est impuissante. Elle ne permet pas un développement intellectuel des enfants qui soit réellement profitable, dans leur langue maternelle et dans le sentiment national qu'elle reflète. Enfin, cette école est inutile : les enfants oublient bien vite les quelques dizaines de mots russes qu'ils ont pu apprendre à l'école, et avec les mots, les concepts auxquels ils renvoient. La langue et le mode de vie de leur peuple reprennent place dans leur esprit, ils rejettent tous les enseignements de l'école comme parfaitement étrangers. [...] L'alphabétisation en langue de Grande Russie [...] est vouée à disparaître sans laisser de trace dans la campagne ukrainienne<sup>124</sup>. »

Au cours de la seconde moitié des années 1870-80, les premiers débats sérieux autour du statut et des prérogatives de la langue ukrainienne apparurent sur les qualités propres de la langue. Drahomanov mit en garde contre les tentatives des « romantiques » visant à imposer l'enseignement dans la seule langue ukrainienne. Il soulignait que :

« Tant que nous ne disposerons ni de grammaire savante ni de dictionnaire académique dans notre langue, il sera impossible de déterminer si elle est réellement distincte de la langue russe et de la langue de Grande Russie, comme l'est l'italien par rapport au français par exemple [...]. Tant que nous n'aurons pas de tels grammaire et dictionnaire, il nous faudra serrer les dents et rougir de honte, car nous devons nous taire lorsqu'un demi-savant ou un étranger de passage nous raillera en disant que notre langue n'est qu'un jargon artificiel. Mais puisque la nature de notre langue nationale n'est pas définie de façon objective et scientifique, est-ce que le moment est opportun pour que les pouvoirs publics l'imposent à l'enseignement, non seulement dans les écoles primaires, mais aussi dans les universités de Kiev et de Kharkov, comme le réclament piteusement certains « populistes » (*narodovcy*) chez nous et en Galicie? »<sup>125</sup>.

---

<sup>123</sup> Le passage de recherches régionales vers des recherches nationales ne s'opère pas avant les années 1870-1880 : JURBA O., « Teoretični problemi ukrajins'koji arheografiji », *Ukrajina moderna*, n°9, 2005, p. 152–72. Je remercie V. Ryžkovskij pour m'avoir recommandé cet ouvrage essentiel sur le plan méthodologique.

<sup>124</sup> Citation de HRYNČENKO B., « Na bezprosvetnom puti », *Russkoe bogatstvo*, n°10, 1905, p. 1–2.

<sup>125</sup> DRAHOMANOV M. P., « Antrakt z istoriji ukrajinočil'stva », dans M. P. DRAHOMANOV, *Vibrane ("mij zadum zložiti očerk istoriji civilizaciji na Ukrajinii")*, Kyjiv, Libid', 1991, p. 229.

Une quinzaine d'années plus tard, au début des années 1890, la position de Drahomanov fut vivement contestée dans la presse de Galicie par Borys Hrynčenko<sup>126</sup>, écrivain d'Ukraine de la région du Dnipro, futur fondateur du Dictionnaire de la langue ukrainienne, en quatre volumes<sup>127</sup>. Hrynčenko reprochait à Drahomanov d'avoir une attitude excessivement modeste face à la production littéraire «moscovite» : « Le fait qu'en Ukraine russe la langue et la littérature moscovites fassent encore aujourd'hui autorité dans l'enseignement ne nous empêche nullement de développer notre propre littérature indépendante. C'étaient exactement les mêmes rapports qu'entretenaient jadis la littérature et la langue allemandes avec le tchèque, et cela n'a pas empêché les Tchèques de créer leur propre littérature indépendante [...]. De la même façon, la littérature ukrainienne [...] est et restera une littérature indépendante, dans laquelle le peuple ukrainien cherche à exprimer sa vie intellectuelle<sup>128</sup>. » Hrynčenko reconnaissait que la diffusion de la langue ukrainienne constituait un programme à long terme, et que, dans l'attente des Gogol ou des Tolstoï, les belles-lettres ukrainiennes se contentaient des Marlins'kij et des Zotov<sup>129</sup>.

Les partisans sincères de la science ukrainienne vivaient dans une contradiction. Leur propre identification au projet ukrainien découlait d'un choix personnel entre la culture russe, développée et diversifiée mais souvent considérée comme «objectivement dominatrice», et la culture ukrainienne, imparfaite voire pauvre mais indéniablement «sienne».

L'un des principaux protagonistes du dialogue russo-ukrainien dans cette deuxième moitié des années 1880, A. N. Pypin — membre de l'Académie des sciences de Saint-Petersbourg — historien et spécialiste très connu de la culture slave présente un exemple caractéristique de ces débats<sup>130</sup>. D'une part, dans le mensuel libéral « Vestnik Evropy », Pypin fit paraître un bref historique du développement du « petit russe », et examina de façon équilibrée les points de vue existants sur l'origine et les rapports entre les deux peuples (ses sources comprenaient les publications parues en Galicie). D'autre part, il publia dans ce même mensuel une longue critique de l'ouvrage en deux volumes « Istorija literatury rus'koj » du professeur Omelian Ogonovskij (1887-1889), dans laquelle il présenta un argumentaire cohérent contre l'idée que seule la littérature de « la Russie du Sud » aurait bénéficié de l'héritage de la Rus' de Kiev<sup>131</sup>. Pypin refusait de considérer le « provincialisme » de la littérature ukrainienne de l'époque comme la

---

<sup>126</sup> HRYNCENKO B. et M. DRAHOMANOV, *Dialogi pro ukrajins'ku nacional'nu spravu*, Kyjiv, Nacional'na Akademija nauk Ukraïny; Instytut ukrajins'koji arheografii, 1994, p. 95–104 (lettre 9).

<sup>127</sup> L'ouvrage en question est un dictionnaire ukrainien-russe. Il représente la clé de voûte de la culture ukrainienne, au même titre que le dictionnaire de Vladimir Dal' pour la culture russe ou celui des frères Grimm pour l'allemand.

<sup>128</sup> Hrynčenko B. et M. Drahomanov, *op. cit.*, p. 98–9.

<sup>129</sup> *Ibid.*, p. 142.

<sup>130</sup> PYPIN A. N., *Istorija ruskoj ètnografii*, 4 vols., Saint-Petersbourg, Typographie de M. M. Casiulevič, 1890–1892. Le troisième tome de cette édition (1891) est consacré à l'ethnographie ukrainienne. AKSIONOVA E. P., *A. N. Pypin o slavjanstve*, Moscou, Indrik, 2006, p. 383–484.

<sup>131</sup> PYPIN A. N., « Osobaja ruskaja literatura », *Vestnik Evropy*, n°9, 1890, p. 241–74.

conséquence de « l'exploitation » par la Russie du nord, et avançait une explication historique selon laquelle il existait en Russie, à l'usage des Ukrainiens, pour les emplois scientifique et artistique, un très riche matériau en langue russe<sup>132</sup>. Pypin dénonçait chez Ogonovskij sa proximité avec les théories polonaises sur une origine « orientale » de la langue des Grands Russes<sup>133</sup>. En réponse, dans la presse de Lviv, Ogonovskij lui-même et un homme de lettres ukrainien renommé Ivan Nečuj-Levic'kij, vivant dans la région du Dnipro (et qui se cachait sous un nom d'emprunt) reprochèrent à Pypin d'avoir abandonné ses opinions pro-ukrainiennes en faveur des vues officielles<sup>134</sup>.

### **La lutte pour la fondation d'une langue académique ukrainienne : le rôle de la Société Scientifique Ševčenko et la querelle entre Florins'kij et Hruševs'kij**

Dans les années 1890, la propagation légale du mouvement culturel ukrainien fut entravée et celui-ci se déplaça vers la Galicie, sous la domination de l'Autriche Hongrie. Selon l'expression d'Antonovyč, la Galicie devait jouer le rôle de Piémont ukrainien. Et en effet, à partir de 1894, certains cours de l'université de Lviv, où la majeure partie des matières étaient enseignées en polonais depuis les années 1860, furent dispensés en ukrainien (ou pour être exact, en ruthène, selon la terminologie officielle autrichienne ; une langue très proche mais pas complètement identique au « petit russe » parlé par les populations des provinces de la région du Dnipro de l'Empire russe).

Le point charnière de cette institutionnalisation de l'Ukrainien dans le royaume des Habsbourg fut de notre point de vue, la transformation de la Société Ševčenko en une institution de style académique. Fondée à Lviv en 1873, grâce au soutien financier des Ukrainiens de Russie, elle devint une société scientifique presque 20 années plus tard, en 1892. De façon générale, la situation sociale en Galicie favorisait la formation et le maintien sur son territoire d'un mouvement nationaliste ukrainien, opposé aux partisans «de la Moscovie». Prenant systématiquement le contre-pied des modèles d'une société d'édition littéraire, d'un club élitiste politico-culturel et d'une organisation pédagogique, la Société Scientifique Ševčenko visait à la création d'une Académie nationale ukrainienne *locale* sur le territoire austro-hongrois, à l'instar de l'Académie yougoslave

---

<sup>132</sup> PYPIN A. N., « Spor između južanami i severjanami (vopros o maloruskom jazyke) », *Vestnik Evropy*, n°3, 1886, p. 774.

<sup>133</sup> LYSJAK-RUDNYTS'KYJ I., « Francišek Duhins'kij ta jogo vpliv na ukrajins'ku političnu dumku », dans I. LYSJAK-RUDNYTS'KYJ, *Istorični eseji*, vol. 1, Kyjiv, Osnovi, 1994. Publié originellement en anglais, Ivan L. Rudnytsky, "Franciszek Duchinski and His Impact on Ukrainian Political Thought", dans Rudnytsky, *Essays in Modern Ukrainian History*, Edmonton, Canadian Institute of Ukrainian Studies, 1987, p. 187-202.

<sup>134</sup> ŠAPOVAL Ju. H., *I v Ukrajinu svjatilos' te slovo...* L'viv, PAIS, 2003, p. 72-3. Le livre d'Ogonovskij compte en tout six volumes. Il fait référence en tant que recueil d'information jusque dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. NAENKO M. K., *Istorijska ukrajins'kogo literaturoznavstva*, 2<sup>e</sup> ed., Kyjiv, 2001, p. 82-3.

des sciences et des arts de Croatie (1867), et surtout de l'Académie des sciences de Cracovie (1871) et de l'Académie des sciences tchèque (1889), issues de sociétés scientifiques nationales similaires<sup>135</sup>. Tout comme ces institutions, la Société Scientifique Ševčenko bénéficiait de subventions du gouvernement autrichien, et ce fut uniquement suite au manque d'intérêt de la part de celui-ci qu'elle ne réussit pas à obtenir le statut d'académie autonome en 1898. Les dirigeants de la Société Scientifique Ševčenko cherchaient à donner à leur institution un caractère pan-ukrainien, plutôt qu'étroitement galicien. De ce point de vue, l'attribution de statut académique par les autorités autrichiennes aurait pu venir compliquer les contacts déjà limités entre Lviv et les scientifiques de l'Empire russe. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, un système ramifié et bien établi avait été constitué, il permettait les contacts intellectuels entre les militants ukrainiens d'Ukraine russe, de Moscou et de Saint-Pétersbourg d'un côté et les hommes politiques et les intellectuels de Galicie, d'un autre côté. Les journaux publiés à Lviv étaient destinées à être distribuées dans toute l'Ukraine de façon semi-légale (jusqu'en 1905), et comportaient beaucoup d'articles d'ukrainophiles de Kiev, de Saint-Pétersbourg ou du reste de la Russie. Tout ce qui ne pouvait être publié en Russie à cause de la censure était envoyé en Galicie<sup>136</sup>.

La publication, en ukrainien, du principal périodique de la société : « Zapysky Naukovoho tovarystva imeni Ševčenka » (la lettre de la Société Scientifique Ševčenko) fut lancée en 1892. Et au sein de la société, fut créé un statut de membre permanent (ils furent 90 en 1900). Au même moment la création de la bibliothèque et du musée de la société fut initiée, et grâce aux revenus des éditions et aux nombreux dons (notamment d'Ukrainiens vivant en Russie), la Société se constitua une base matérielle solide. La Société Scientifique Ševčenko échangeait ses productions scientifiques avec de nombreuses académies et institutions scientifiques européennes, elle élisait en son sein d'éminents chercheurs étrangers ; aussi l'exigeant philologue Aleksej Šahmatov tenait les publications de la société en haute estime<sup>137</sup>.

La question de la langue de la science revêtit une importance encore plus aiguë au tournant du XX<sup>e</sup> siècle. La communauté universitaire européenne assista alors à des phénomènes de mise en concurrence linguistique en lien avec les mouvements de revendication nationale<sup>138</sup>. Dans l'Empire russe, la défense du statut de la langue russe comme seule et unique langue de la *haute* culture constituait un combat.

---

<sup>135</sup> Pour en savoir plus sur les activités de la Société Scientifique Ševčenko, outre les ouvrages auto-descriptifs de V. Hnatjuk et V. Dorošenko des années 1920 et 1950, consultez le recueil d'articles : KUPČINSKY O., ed., *Z istoriji Naukovogo tovarystva im. Ševčenka: Zbirnik dopovidej i povidomlen' naukovich sesij i konferencij NTŠ u L'vovi, L'viv, Naukove t-vo im. Ševčenka*, 1997.

<sup>136</sup> HADTOKA O. M. et I. V. PASKO, « Do istoriji vidannja ukrajins'kogo perekladu Evangelija v 1906–1911 rr. (listi O. G. Lotoc'kogo do O. O. Šahmatova) », *Arhivi Ukrajinu*, n°1/6, 1999; LOTOTS'KYJ O. G., *Storinki mynulogo*, 2<sup>e</sup> partie, Varsovie, 1933, p. 327–81.

<sup>137</sup> Cf. ce travail de recherche très récent : ZAJCEVA Z. I., *Ukrajins'kij naukovij ruh: institucional'ni aspekti rozvitku (kinec' XIX – počatok XX st.)*, Kyjiv, Kyjivs'kyi nacional'nyi ekonomičnyi universytet, 2006.

<sup>138</sup> Cf. cet article informatif : RASMUSSEN A., « A la recherche d'une langue internationale de la science 1880-1914 », dans R. CHARTIER et P. CORSI, *Sciences et langues en Europe*, Paris, Centre Alexandre Koyré, CID, 1996.

Les événements de 1899 constituèrent une étape importante dans la lutte pour la reconnaissance universitaire de la langue ukrainienne en Russie. Cette année-là, Hruševs'kij et d'autres chercheurs de Galicie et de Bucovine (une autre région appartenant à l'Autriche-Hongrie) souhaitèrent présenter lors du XI<sup>e</sup> congrès d'archéologie à Kiev leurs communications en ukrainien. La demande fit scandale parmi les organisateurs et la direction de l'université de Kiev<sup>139</sup>. Finalement, la permission de lire les communications en ukrainien fut assortie d'un tel arsenal de précautions, que leur présentation même n'aurait eu aucun sens, et les historiens de Galicie refusèrent démonstrativement de participer au congrès.

En lien direct avec cet incident, Timofej Florins'kij (1954-1919), professeur de l'Université de Kiev et membre correspondant de l'Académie des sciences, publia toute une série d'articles dans le « Kievljanin » — un journal populaire de Kiev de sensibilité nationaliste russe — dans lesquels il s'élevait contre l'adoption de l'ukrainien comme langue de la recherche et de l'enseignement supérieur (ces articles furent rassemblés en une brochure rapidement publiée à Kiev et à Saint-Pétersbourg). Florins'kij attaquait sévèrement tous ceux qui tentaient de faire sortir le « dialecte petit russe » d'un usage exclusivement ethnographique et « domestique ». Pour lui, la langue de ses collègues historiens de Galicie était « l'organe d'un certain parti politique et littéraire, qui de plus prône une division culturelle du monde russe, qu'aucun homme russe aimant sincèrement son peuple et souhaitant son développement intellectuel, qu'il soit issu de Grande ou de Petite Russie, ne peut approuver. Enfin [...], cette langue est représentée par une littérature scientifique ridiculement réduite, se distingue par sa nature artificielle et son immaturité, et est méconnue dans le monde scientifique<sup>140</sup>. »

Les paroles de Florins'kij concernant la « trahison » scientifique de Hruševs'kij n'étaient pas seulement une formule rhétorique, elles exprimaient un regret sincère causé par une conception selon laquelle un savant *sérieux* ne pouvait se permettre de se restreindre à un cadre national forcément subordonné et limité :

« Au lieu de mettre à profit sa situation de professeur érudit pour expliquer aux partisans du populisme combien leur entreprise littéraire et leur projet pro-ukrainien sont fantaisistes, artificiels, sans fondement et stériles, le voilà qui s'érige en défenseur de cette cause, qui fermera pour les Petits Russes de Galicie et de Bucovine l'accès à la littérature panrusse, et conduira à leur aliénation envers le reste de la Rus'. Quelles forces mystérieuses et obscures ont bien pu pousser ce jeune savant, qui aurait pu devenir un remarquable représentant de la science russe, à choisir une voie si douteuse pour servir ce peuple ukrainien qui lui est proche, et la patrie qui l'a nourri et élevé?<sup>141</sup> »

---

<sup>139</sup> SITNIK O., « Listi V. Antonovyča do M. Hruševs'kogo », *Ukrajins'kij istorik*, n°1/4, 1993, p. 164–8; PLOKHY S., *Unmaking Imperial Russia: Myhailo Hrushevsky and the Writing of Ukrainian History*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, p. 49–52.

<sup>140</sup> FLORINSKIJ T. D., *Malorusskij jazyk i «ukrajins'ko-rus'kij» literaturnyj separatizm*, Saint-Pétersbourg, Typographie Suvorin, 1900, p. 143.

<sup>141</sup> *Ibid.*, p. 99–100.

Pour Florins'kij, la « langue artificielle » des publications de la Société Scientifique Ševčenko n'était pas acceptable avant tout parce qu'elle représentait une langue *littéraire* parallèle, plutôt qu'un « jargon » parlé au quotidien, venant compléter, et en fin de compte *remplacer* (pour les Ukrainiens de Russie) la langue impériale de Grande Russie déjà existante. En fait, pour Florins'kij, futur fervent partisan de l'Union du peuple russe<sup>142</sup>, il existait dans le paysage culturel petit russe deux langues littéraires : d'une part le polonais, à partir duquel était créée de toutes pièces la langue « bricolée » des scientifiques de Galicie, et d'autre part, une langue plus proche, « maternelle » et originelle, le (pan)russe. Entre ces deux choix, la balance penchait forcément en faveur de cette dernière. Par conséquent, tout intérêt au dialecte petit russe, ou à la littérature locale était considéré avec suspicion, même s'il venait de la part de chercheurs en apparence fidèles au régime, issus de Kiev, de Kharkov ou de Saint-Pétersbourg, tels que Pavlo Žytec'kij<sup>143</sup>, Mykola Sumcov ou Volodymyr Perec.

À la différence de celles de Kiev, les publications officielles et académiques de Saint-Pétersbourg étaient bien disposées envers Hruševs'kij : au cours de l'année 1903, il publia dans « la revue du ministère de l'Instruction publique » un état des lieux très complet des activités de la Société Scientifique Ševčenko, et l'année suivante, il fit paraître avec le concours de Šahmatov<sup>144</sup> (et en ukrainien !) dans la collection « Stat'i po slavjanovedeniju » (Recueil des études slaves) de l'Académie des sciences, un ouvrage qui devint célèbre : « Modèle traditionnel de l'histoire russe, et analyse rationnelle de l'histoire des Slaves orientaux ». Développant l'ancienne idée de Kostomarov (1861), de deux peuples ou deux nations différentes, les Russes du nord (de Grande Russie) et les Russes du sud (Ukrainiens), Hruševs'kij affirmait que les trois branches de la communauté des Slaves orientaux possédaient des droits *égaux* à prétendre à l'héritage de la Russie kiévienne. Dans l'esprit de l'historiographie populiste et de ses nouvelles sympathies politiques (à Lviv, Hruševs'kij s'était assez rapidement rapproché des radicaux, tels que Franko), l'historien rejetait le modèle historique impérial traditionnel selon lequel il existait une continuité de l'État russe de Kiev à Moscou, incarnée par la dynastie des Riourikides. À l'aube du XX<sup>e</sup> siècle, il fut activement soutenu par les ukrainophiles appartenant au cercle de la revue « Kievskaja starina » (1882–1906), l'unique périodique (en russe, censure oblige), qui défendait à cette époque les intérêts de la société civile ukrainienne. A l'instar d'Antonovyč qui soulignait que, contrairement à Florins'kij, il était fier de ces diplômés de l'université qui enseignaient dans les facultés de Belgrade ou de Cracovie<sup>145</sup>. L'opinion de l'éminent dialectologue et linguiste K. P. Myhal'čuk, membre de la Société Scientifique Ševčenko et participant à l'association

---

<sup>142</sup> L'Union du peuple russe (*Soiuz russkogo naroda*) était un mouvement politique russe, conservateur, monarchiste, et nationaliste, constitué à la faveur de la Révolution de 1905.

<sup>143</sup> Sur la première publication traitant de phonétique ukrainienne, Cf. : PLAČYNDA V. P., *Pavlo Hnatovyč Žytec'kij*, Kyjiv, Naukova dumka, 1987.

<sup>144</sup> MAKAROV V. I., « *Takogo ne byst' na Rusi preže...* » *Povest' ob akademike Šahmatove*, Saint-Pétersbourg, Aleteija, 2000, p. 239 (nous partageons l'avis critique de M. Odesskyj quant à ce livre inégal, mais riche en informations : *Novyj mir*, n°8, 2000).

<sup>145</sup> ANTONOVYČ V., *K voprosu o galicko-russkoj literature : po povodu stat'i T. D. Florinskago*, Kyjiv, Tip. Imp. Universiteta sv. Vladimira N. T. Koršak-Novits, 1900, p. 27.



« Staraja Gromada » de Kiev, et étroitement lié avec l'Académie des sciences de Saint-Pétersbourg<sup>146</sup>, se démarquait particulièrement. Et A. N. Pypin critiqua lui aussi la position de Florins'kij dans le mensuel « Vestnik Evropy » (sans pour autant approuver le radicalisme de Hruševs'kij et son intransigeance sur les prérogatives académiques de l'ukrainien).

### L'éclatement de la « trinité », et l'indépendance de la culture ukrainienne

Dans les années 1900, la thèse de « l'artificialité » et de « l'incompréhensibilité » de la langue du périodique scientifique ou de la presse en ukrainien ne constituait pas seulement l'argument formel des partisans d'un empire indivisible. Les fondateurs des normes académiques de l'ukrainien ont bel et bien été confrontés à ces problèmes de construction de la langue, qui se sont d'ailleurs élevés en travers du chemin de nombreux « éveilleurs de nation » de l'Europe orientale et centrale du XIX<sup>e</sup> siècle. Par rapport aux langues déjà parfaitement développées et établies et aux véritables institutions comme le latin et l'allemand des universités (en terres tchèques, hongroises et autres sous l'égide des Habsbourg), leurs tentatives pour fonder leur « propre » science paraissaient de toute évidence empruntées d'une certaine faiblesse, voire d'amateurisme<sup>147</sup>. En outre, leur langue, hissée au rang de langue académique, fourmillant d'emprunts et de néologismes, devait effectivement paraître incompréhensible pour beaucoup de personnes appartenant à la « masse ethnique » majoritairement paysanne, qui pouvaient préférer que leurs enfants reçussent une formation en russe, langue perçue comme plus prometteuse. Ainsi, en Ukraine « russe » de la région du Dniepr, les militants ukrainiens du début du XX<sup>e</sup> siècle trouvaient tout naturel d'utiliser des conventions lexicales et orthographiques, telles qu'elles avaient été appliquées depuis plusieurs décennies dans la presse de Galicie, et dans les publications de la Société Scientifique Ševčenko<sup>148</sup>. Or ces conventions étaient en grande partie fondées sur les particularités de dialectes régionaux, ce qui pouvait également renforcer le sentiment « d'incompréhension » et « d'artifice » pour un habitant moyen de Petite Russie, habitué d'une part à un « créole » parlé (mélange d'ukrainien et de russe) et d'autre part à une langue écrite normalisée, le russe de Grande Russie, utilisé par les autorités, l'école, et la presse locale et pétersbourgeoise. En Galicie également, la normalisation de la langue ukrainienne était débattue avec passion ; les « canons » et les règles établis par la Société Scientifique Ševčenko<sup>149</sup> étaient loin d'avoir été reconnus

---

<sup>146</sup> MYHAL'CUK K., « Čto takoe malorusskaja (južnorusskaja) reč' », *Kievskaja starina*, n°8, 1899, p. 185 et suivantes.

<sup>147</sup> Cf. ces travaux récents sur les régimes politico-linguistiques et pédagogiques de la fin de la monarchie des Habsbourg : JUDSON P. M. et M. L. ROZENBLIT, *Constructing Nationalities in East Central Europe*, New York, Berghahn Books, 2005; JUDSON P. M., *Guardians of the Nation: Activists on the Language Frontiers of Imperial Austria*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 2006.

<sup>148</sup> ŽOVTOBRJUH M. A., *Mova ukrajins'koji periodyčnoji presy (kinec' XIX – počatok XX st.)*, Kyjiv, Naukova dumka, 1970.

<sup>149</sup> GUZAR O. V. « Rol' Naukovoho tovarystva im. Ševčenka u formuvanni edynoho zahal'noukrajins'koho pravopysu. 1900–1929 roki », dans O. KUPČINS'KIJ, *Z istoriji Naukovoho tovarystva im. Ševčenka:*

comme universels. Et au début des années 1910, les principes linguistiques retenus par Hruševs'kij et ses collègues furent vivement critiqués dans la presse par le vénérable I. S. Nečuj-Levyc'kij<sup>150</sup>.

Le Mémoire de l'Académie impériale des sciences, préparé par Feodor Korš et Aleksej Šahmatov fin 1904 a joué un rôle crucial dans les débats politiques et culturels entre 1905 et 1917. Les auteurs de ce mémoire, qui suggéraient la suppression des restrictions de la censure portant sur le petit russe, reconnaissaient que cette langue n'était pas un dialecte du russe, mais une langue slave orientale à part entière, au même titre que le russe<sup>151</sup>. Le 18 février 1905, l'assemblée générale de l'Académie des sciences approuva ce mémoire et demanda à octroyer au peuple ukrainien le droit de « s'exprimer en public et d'imprimer des ouvrages dans sa langue natale »<sup>152</sup>. Depuis 1905, grâce aux efforts de Šahmatov et de Korš, l'Académie des sciences de Saint-Pétersbourg devint pour quelques années, l'un des plus grands centres des études ukrainiennes, avec L'viv, Kiev et Kharkov<sup>153</sup>. Les débats autour de la reconnaissance de l'indépendance de l'ukrainien et de l'abolition de la censure pour les productions en ukrainien offrirent à l'Académie des sciences une occasion pour se pencher à nouveau sur une question posée dès le début des années 1860 : la diffusion à grande échelle d'une traduction ukrainienne des Saintes Écritures à usage populaire<sup>154</sup>.

Dès 1905, Hruševs'kij déplaça l'essentiel de ses activités d'organisation de la recherche à Kiev. Son initiative pour implanter des chaires d'études ukrainiennes dans les universités d'Ukraine fut reçue avec enthousiasme par la communauté étudiante de Kiev. Néanmoins, les cours d'histoire ou d'ethnographie en ukrainien furent dispensés pendant une très courte période, de 1905 à 1907 (N. Sumcov assurait les cours en ukrainien à Kharkov, le frère de Hruševs'kij, Olexandr, à Odessa, et le futur ministre de l'Instruction publique d'Ukraine sous Skoropad'skij, l'homme à l'origine de la fondation de l'Académie des sciences pan-ukrainienne (VUAN), M. Vasylenko, à Kiev), et ne dépassaient généralement pas un semestre par an<sup>155</sup>. Il est évident qu'au vu des conditions

---

*Zbirnyk dopovidej i povidomlen' naukovykh sesij i konferencij NTS u L'vovi*, L'viv, Naukove tovarystvo imeni Ševčenko, 1998, p. 44–68.

<sup>150</sup> ŠEVELOV Ju., *Vnesok Halyčyny u formuvannja ukrajins'koji literaturnoji movi*, L'viv, Naukove tovarystvo im. Ševčenko, 1996. Malheureusement, cet ouvrage plus complet n'est toujours pas accessible : GUZAR O. V., *Pravopysna systema Halyčyny druhoji polovyny XIX – počatku XX st.*, L'viv, Naukove tovarystvo imeni Ševčenko, 1994.

<sup>151</sup> Au sujet de la levée des restrictions sur la langue ukrainienne écrite : Note de l'Académie impériale des sciences. Saint-Pétersbourg, 1910. Dès 1905, cette note était publiée à Lviv.

<sup>152</sup> *Letopis' Rossijskoj Akademii nauk*, t. 4, St-Pétersbourg, Nauka, 2007, p. 95.

<sup>153</sup> DZENDZELIVS'KIJ I. O., « Zahodi Peterburz'koji akademiji nauk šodo vporjadkuvannja ukrajins'koho pravopysu », *Movoznavstvo*, n°1, 1971, p. 68–80.

<sup>154</sup> VULPIUS R., « Jazykovaja politika v Rossijskoj imperii i ukraïnskij perevod Biblii (1860–1906) », *Ab Imperio*, n°2, 2005, p. 196 et suivantes.

<sup>155</sup> KOROTKIJ V. A. et V. I. ULJANOV'S'KIJ, *Alma Mater : Universitet sv. Volodymyra naperedodni ta v dobu ukrajins'koji revoljuciji, 1917-1920. Materjaly, dokumenty, spohady* vol. 1, Kyjiv, "Prajm", 2000, p. 447–535.

imposées par le pouvoir impérial, les universités n'avaient pas la possibilité de devenir les berceaux d'un mouvement scientifique national.

Tout comme en Ukraine occidentale des années 1890, il s'agissait de créer un centre institutionnel indépendant<sup>156</sup>. En 1907, sous l'impulsion de professeurs ukrainiens (les historiens Antonovyč et Lučyc'kij, deux membres correspondants de l'Académie des sciences de Saint-Pétersbourg) et de personnalités ukrainiennes appartenant au cercle de l'ancienne revue « Kievskajia starina », fut créée à Kiev la Société scientifique ukrainienne. A sa tête fut élu Hruševs'kij (toujours désireux de se débarrasser de ce « particularisme de Galicie » qu'on lui reprochait). Hruševs'kij anticipait le cours des événements en insistant sur la nécessité de rompre avec le cadre intellectuel impérial. Il répliquait en cela l'exemple de la Société Scientifique Ševčenko en Galicie, qui fonctionnait indépendamment de Vienne et de l'Académie autrichienne. Il donnait également en exemple les Polonais, qui boycottèrent la littérature et la science de Saint-Pétersbourg et de Moscou<sup>157</sup>.

En 1912, une polémique éclata dans les pages du périodique de référence « Russkaja mysl' » (La pensée russe), entre un partisan d'une culture russophone unique pour tout l'Empire, l'éminent idéologue libéral Piotr Struve (élu académicien à l'Académie des sciences en 1917) et le juriste Bohdan Kistjakovs'kij, qui défendait les droits et les revendications de la culture ukrainienne<sup>158</sup>. Etant donné sa vision du petit russe comme langue « locale », « du terroir », Struve trouvait absurde et inutile de vouloir l'implanter non seulement à l'université, mais aussi dans l'enseignement secondaire, et même, au bout du compte, dans l'enseignement primaire<sup>159</sup>. Il considérait la Petite Russie comme une parmi les régions de la Russie *unie*, au même titre que la Sibérie ou le Nord européen. Cette position de Struve fit l'objet de débats au sein de son propre parti, le Parti constitutionnel démocratique, et fut qualifiée d'opinion strictement personnelle, ne correspondant pas à l'orientation du parti<sup>160</sup>. La revue russophone « Ukrainskaja žizn' » (La vie ukrainienne) publia pour sa part une critique détaillée de l'opinion de Struve,

---

<sup>156</sup> SOHAN P., V. ULJANOV'S'KIJ et S. M. KIRZAEV, *Hruševs'kij i Akademija*, Kyjiv, Institut ukrajins'koji arheografiji NAN Ukraïny, 1993, p. 30–6.

<sup>157</sup> HRUSEV'S'KIJ M., « Ne pora » [1908], dans HRUSEV'S'KIJ M., *Tvori u 50 tomah*, vol. 2, L'viv, Svit, 2005, p. 79.

<sup>158</sup> KISTJAKOV'S'KYJ B. [sous le nom Ukrainec], « K voprosu o samostožatel'noj ukrajinskoj kul'ture: Pis'mo v redakciju », *Russkaja mysl'*, vol. 5, 1911, p. 131–46 ; STRUVE P., « Obščerusskaja kul'tura i ukrajinskij partikularizm. Otvjet ukraincu », *Russkaja mysl'*, vol. 1, 1912, p. 65–86. Cf. au sujet de ce débat : HEUMAN S., *Kistiakovsky: The Struggle for National and Constitutional Rights in the Last Years of Tsarism*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 1998, p. 133–43 ; PIPES R., « Peter Struve and Ukrainian Nationalism », *Harvard Ukrainian Studies*, vols. 3-4, 1979–1980, p. 675 et suivantes.

<sup>159</sup> Struve P., « Obščerusskaja kul'tura i ukrajinskij partikularizm », p. 71, 83.

<sup>160</sup> MIHUTINA I. V., *Ukrajinskij vopros v Rossii (konec XIX – načalo XX veka)*, Moscou, RAN, In-t slavijanovedenija, 2003, p. 127–49 et les articles : BREJNAR S., « Ukraina, Rossija i kadety », dans A. I. DOBKIN et M. Ju. SOROKINA, *In memoriam : istoričeskij sbornik pamjati F. F. Peršenka*, Moscou, Feniks: Atheneum, 1995, p. 350–61 ; BREJNAR S., « Partija kadetov i ukrajinskij vopros (1905 – 1917) », dans *Issledovanija po istorii Ukraïny i Belorussii*, Moscou, Tsentr ukrajinstiki i belorusistiki MGU im M.V. Lomonosova, 1995, p. 89–110.

selon laquelle la culture ukrainienne ne serait pas apte à s'élever au même rang que la culture russe de Grande Russie (en tant que culture *panrusse*)<sup>161</sup>.

Cette revue avait été fondée avec l'appui de la « Société de la culture slave », de Moscou, qui avait été créée par F. Korš fin mars 1908. En 1910-1912, une section ukrainienne fonctionnait en son sein, et ce fut dans le cadre de cette section que la revue « *Ukrainskaja žizn'* » commença à paraître régulièrement.<sup>162</sup> Elle s'adressait au grand public cultivé de la partie impériale de l'Ukraine, de Galicie, de Moscou et de Saint-Pétersbourg. Malgré les restrictions imposées par la censure, elle se distinguait du mensuel « *Kievskaja starina* », qui mettait l'accent sur l'histoire, la culture et le folklore, par la constance de son programme autonomiste.

Elever la langue ukrainienne au statut de norme pédagogique et académique, indépendante de la langue et de la culture russes, se révéla une ambition irréalisable<sup>163</sup>. Pour tout intellectuel de l'Empire, quelle que fût son orientation nationale, à l'exception peut-être des Finnois et des Polonais, la russification demeura une étape incontournable de l'éducation culturelle et académique. L'absence prolongée d'enseignement secondaire dans la langue nationale<sup>164</sup> contribua au fait que la littérature scientifique en ukrainien, en dehors de la philologie, de l'ethnographie et de l'histoire, se résuma à des ouvrages de vulgarisation, plus ou moins amateurs, et à des manuels<sup>165</sup>. Contrairement à la Galicie, en Ukraine « russe », le réseau d'institutions pouvant relayer la science ukrainienne ainsi que les canaux sociaux capables de la soutenir étaient trop faibles et clairsemés. Dans ces conditions, les établissements impériaux, l'Académie des sciences et les universités d'État, continuèrent à jouer le rôle de relais pour le développement de la science

---

<sup>161</sup> NAUMENKO V. [Staryj Ukraineec], « *Ukrajinskij knižnyj jazyk i « obšeruskaja » kul'tura* », *Ukrajinskaja žizn'*, n°1, 1912.

<sup>162</sup> Zajtseva Z. I., *op. cit.*, p. 217—18; IDZO V. C., « « *Ukrajinskaja žizn'* » – kul'turnij, naukovoprosvitnic'kij, političnij organ ukrajinciv Moskvi ta Rosiji 1912–1917 rokiv », dans V. C. IDZO, *Ukrajins'ka diaspora v Rosiji. Istorija, nauka, relihiji*, Lvov, BAK, 2002, p. 94-139; PASAEVA N. M., « *Ukrajinskaja žizn'* » dans *Biblioteka i istorija : sbornik naučnykh trudov. Vypusk 2 & 3*, Moscou, Gosudarstvennaja publičnaja istoričeskaja biblioteka Rossii, 1994, p. 81–101.

<sup>163</sup> Au sujet des raisons et des origines de « l'autorussification » : MILLER A. I., *Imperija Romanovyh i nacionalizm: Èsse po metodologii istoričeskogo issledovanija*, Moscou, NLO, 2006, p. 61–7. Disponible en traduction sous *The Romanov Empire and Nationalism*. Budapest: Central European University Press, 2008. Cf. également : NAZAROVA E. L., « *Latyškaja intelligencija v Rossii* », dans A. O. CUBAR'IAN et al., *Rossija i Baltija : narody i strany : vtoraja polovina XIV-30-e gg. XX v.*, Moscou, Institut vseobščei istorii RAN, 2000, p. 16–33; HALTZEL M., « *Russification in Education* », dans E. C. THADEN et al., *Russification in the Baltic Provinces and Finland 1855–1914*, Princeton, Princeton University Press, 1981, p. 168–79.

<sup>164</sup> La littérature est très abondante sur la question de l'école ukrainienne. Nous ne citons que les travaux d'un militant connu du mouvement pédagogique national, allié de Petlioura, S. Siropolko, déjà publié à l'étranger (SIROPOLKO S., *Istorija osviti na Ukrajinu*, L'viv, Afiša, 2001 (1937)), ainsi que deux ouvrages de généralisation : SUHOMLYNS'KA O. V., *Narysy istoriji ukrajins'koho škil'nyctva. 1905–1933*, Kyjiv, Zapovit, 1996; ZAICENKO I. V., *Problemy ukrajins'koho nacional'noji školi u presi (druha pol. XIX– poč. XX st.)*, L'viv, L'vivs'ka naukova biblioteka im. V. Stefanyka, Naukovo-doslidnyi centr periodyky, 2002.

<sup>165</sup> *Repertuar ukrajins'koho knihi, 1798–1916: Materialy do bibliografiji*, vols. 1–9, L'viv, L'vivs'ka naukova biblioteka im. V. Stefanyka, 1995–2006; ONYŠČENKO, O. S. et al., eds., *Ukrainomovna knyha u fondah Nacional'noji biblioteki Ukrajinu im. V. I. Vernads'koho. 1798–1923*, Kiev, Nacional'na biblioteka Ukrainy im. V. I. Vernads'koho, 2003.

nationale, or dans leur sein, il existait un grand risque de russification et d'assimilation académique.

Les crises de 1905–1907 et surtout de 1917–1920 virent une mobilisation très rapide de millions de personnes, principalement de la campagne ukrainienne, se rassemblant sous des slogans nationalistes. Les intellectuels ukrainophones des zones rurales, occupant des postes assez bas dans l'administration de l'État ou des zemstvos (instituteurs, statisticiens, comptables, etc.) jouèrent un rôle central dans ce processus. L'influence du cercle étroit des « leaders d'opinion » issus des quelques magazines et journaux ukrainiens, autorisés dans l'Empire russe après 1905, en était d'autant plus importante. Et les mérites scientifiques et culturels des fers de lance de l'ukrainophilie se convertirent facilement en un capital politique significatif. La faiblesse du mouvement ukrainien prérévolutionnaire, son insuffisance quantitative et son manque de diffusion dans les campagnes n'empêcha pas le décollage spectaculaire de ce mouvement nationaliste en périodes de crise de l'Empire<sup>166</sup>. Pendant la révolution et à l'époque de la « lutte de libération » pour l'indépendance de l'Ukraine, c'est-à-dire avant 1920, l'engagement radical des intellectuels ukrainiens (des « Ukrainiens avertis » comme on disait alors), fut extrêmement fort<sup>167</sup>, surtout en comparaison avec le parti russe libéral des Cadets, « parti des professeurs » plutôt favorable à l'empire et dont la majorité s'était dès 1917 rangée derrière différents projets de mise au pas du mouvement révolutionnaire.

La strate d'Ukrainiens cultivés se démarquait du groupe encore moins nombreux, et davantage russifiée des enseignants-chercheurs des universités de Kiev, d'Odessa et de Kharkov. Les activités culturelles et publiques de sociétés, d'organisations et de comités à vocation pédagogique et sociale tels que le cercle « Gromada » de Kiev et en particulier le mouvement « Prosvit » (sociétés locales ayant pour but d'instruire le peuple en ukrainien et selon la philosophie nationale) jouèrent un rôle clé dans la constitution et le développement de ce milieu ukrainien. Ce fut précisément de cette catégorie d'« Ukrainiens avertis », modelée par des décennies d'une lente formation dans des conditions politiques extrêmement défavorables, que furent issus la majeure partie des militants politiques des années 1910 et des futurs meneurs de l'ukrainisation des années 1920 (notamment au sein des institutions scientifiques et pédagogiques de l'Ukraine soviétique). Et bien que ce vivier politique fût attaché à des formes de sciences et de savoir plus concrètes et techniques que le milieu académique et universitaire traditionnel de Kiev, ces deux mondes n'évoluèrent pas en totale séparation l'un de l'autre<sup>168</sup>.

---

<sup>166</sup> « Ukraïnskaja i belorusskaja gosudarstvennost' i razvitie nacij v pervoj treti XX v. », Documents de la « table ronde » de l'Institut slave de l'Académie des sciences de Russie, *Belorussija i Ukraina. Istorija i kul'tura. Ežegodnik*, Moscou, Nauka, 2004-5.

<sup>167</sup> KAS'JANOV G., *Ukrajins'ka inteligencija na rubeži XIX–XX stolit'*, Kyjiv, Lybid', 1993.

<sup>168</sup> Les nombreuses sociétés scientifiques et pédagogiques rattachées aux universités, comme celle de Kharkov, ont pu jouer le rôle d'intermédiaires : HAUSMANN G., « Lokale Öffentlichkeit und städtische Herrschaft im Zarenreich: Die ukrainische Stadt Charkiv » dans A. R. HOFMANN et A. V. WENDLAND, *Stadt und Öffentlichkeit in Ostmitteleuropa, 1900–1939. Beiträge zur Entstehung moderner Urbanität zwischen Berlin, Charkiv, Tallinn und Triest*, Stuttgart, Steiner, 2002, p. 224–5; KOLOMIEC' T. V., *Harkivs'ke tovarystvo pošyrennja v narodi hramotnosti (1869–1920 rr.)*, Kharkiv, Firma « Konsum », 1998.

## La première guerre mondiale et l'époque des « guerres de libération » (1914–1920)

Le début de la Première Guerre mondiale marqua le déferlement d'une nouvelle vague de répression à l'encontre du mouvement ukrainien dans l'Empire russe. Les principales organisations dans les gouvernements d'Ukraine furent fermées. De plus, au cours de la première occupation de Lviv et de la Galicie orientale, en 1915, et avant l'offensive Brusilov de 1916, les activités des nombreux établissements culturels et pédagogiques en territoires occupés (y compris la Société Scientifique Ševčenko), furent fortement limitées<sup>169</sup>. Les débats autour des nouvelles attaques anti-ukrainiennes de Struve<sup>170</sup> quittèrent les pages de revues savantes ou les débats à huis clos de certains partis pour s'étaler dans la presse quotidienne<sup>171</sup>. La dernière entreprise importante de Šahmatov et de Korš (qui décéda en 1915), à la veille de la Première Guerre mondiale, fut de composer aux éditions Granat une encyclopédie fondamentale de l'histoire, la culture, la langue et le mode de vie ukrainiens<sup>172</sup>.

Après février 1917, avec le renforcement du pouvoir de la Rada centrale en Ukraine, des écoles ukrainiennes, des lycées et des cours de formation continue ukrainiens pour les enseignants furent ouverts. Parallèlement, l'opposition publique à l'ukrainisation de l'enseignement grandit (manifestations de parents d'élèves, de la presse de droite, etc). À l'université de Kiev, où les cours furent pratiquement arrêtés à partir du printemps 1917, le Conseil de l'Université, de tendance conservatrice, émit le 26 juin une protestation particulière contre « l'ukrainisation forcée de la Russie méridionale », tout à fait dans l'esprit de Florins'kij et de ses condisciples<sup>173</sup>. À côté des actions modérées des ukrainophiles du cercle de la revue « Kievskaja Starina », qui se trouvèrent au printemps 1917 à la tête de l'académie de Kiev (M. Vasylenko, M. Naumenko), un certain nombre d'enseignants ainsi que le secrétaire général de l'Instruction publique de la Rada centrale (de juin 1917 à janvier 1918), Ivan Stešenko, adoptèrent une position bien plus radicale. Dans l'un des projets d'ukrainisation de l'enseignement supérieur (jamais rendu

---

<sup>169</sup> BAHTURINA A. Y., *Okrajny Rossijskoj imperii: gosudarstvennoe upravlenie i nacional'naja politika v gody Pervoj mirovoj vojny (1914–1917 gg.)*, Moscou, ROSSPEN, 2004, p. 148–54, 162–7. Le point de vue des militants ukrainiens loyaux envers la Russie est présenté dans un recueil : *Galičina, Bukovina, Ugorskaja Rus'* (par les collaborateurs de la revue *Ukrainskaja žizn'*), 2<sup>e</sup> éd., Moscou, Zadruga, 1915 (notamment p. 272-6).

<sup>170</sup> STRUVE P. B., « Avstro-germanskoje «ukrainstvo» i russkoje obščestvennoje mnenie », *Birževye vedomosti*, 26 septembre, 1914; STRUVE P. B., « Ukrainskij vopros », *Birževye vedomosti*, 5 novembre, 1914; STRUVE P. B., « Velikaja Rossija i Svjataja Rus' », *Russkaja mysl'*, n° 12, 1914.

<sup>171</sup> Cf. : MILJUKOV P. N., « Ukrainskij vopros i P.B. Struve », *Reč'*, 9 novembre, 1914; KOKOŠKIN F., « Liberalizm i nacionalizm », *Russkie vedomosti*, 9 novembre, 1914.

<sup>172</sup> VOLKOV F. K. et al., *Ukrainskij narod v ego prošlom i nastojašem*, 2 vols., Saint-Pétersbourg, Typographie

« Obščestvennaja pol'za », 1914–1916.

<sup>173</sup> Korotkij V. A. et V. I. Uljanovskij, *op. cit.*, vol. 2. p. 84–6 (cit. p. 86).

publique) de la seconde moitié de 1917, les auteurs déclaraient : « Dorénavant, dans l'enseignement supérieur d'Ukraine, qui n'est pas composée uniquement de minorités ethniques, la langue principale d'enseignement et d'administration devra être l'ukrainien<sup>174</sup>. » Cependant, ces aspirations restèrent au stade de *desiderata* tout au long des « guerres de libération », étant donné que la majorité des enseignants du supérieur étaient attachés sinon aux idées impériales (de tendance libérale ou conservatrice), du moins à la langue russe en tant que leur unique langue de recherche et d'enseignement. De plus, à cette époque, Kharkov et Odessa se trouvaient la plupart du temps sous domination des nationalistes blancs ou des internationalistes rouges, tandis que l'université de Lviv restait sur le territoire contrôlé par les Polonais. Les dispositions prises par le gouvernement de Kiev ne s'appliquaient donc pas partout, et dépendaient des conditions locales. À l'initiative de Vernadskij et de Vasylenko, arrivé à Saint-Pétersbourg pour prendre ses fonctions au sein du ministère de l'Instruction à l'été 1917, le gouvernement provisoire prit la décision de créer et de financer quatre chaires ukrainiennes à l'université de Saint-Vladimir (en histoire, en linguistique, en littérature et en droit)<sup>175</sup>.

Le 24 mars 1918, après la révolution d'octobre, la dissolution de l'Assemblée constituante et la promulgation, le 22 janvier, de l'indépendance de l'Ukraine par le IVE manifeste (*universal*) de la Rada centrale, la Rada émit une loi portant sur la langue nationale. Cette loi et les dispositions afférentes prises par le ministère de l'Intérieur portaient sur la documentation administrative, et prévoyaient également la traduction en ukrainien de toutes les enseignes, vitrines de boutiques et étiquettes de produits. Malgré les lourdes amendes prévues, ces normes ne purent pas être mises réellement en pratique, et furent vivement critiquées par les personnalités ukrainiennes faisant autorité, telles que S. Efremov<sup>176</sup>.

Après le coup du 29 avril 1918, et l'instauration de l'hetmanat de Skoropads'kij (grâce au soutien actif des Allemands, qui contrôlaient une grande partie de l'Ukraine en vertu du traité de Brest-Litovsk), le travail d'organisation d'institutions de recherche indépendantes s'accéléra. Pratiquement tout au long de la période d'existence de l'hetmanat (jusqu'à mi-décembre 1918), la commission chargée de l'enseignement supérieur, présidée par Vernadskij et le ministre Vasylenko a, à plusieurs reprises, débattu des nouvelles écoles supérieures et de la réorganisation des anciennes dans un nouvel esprit. Avant tout, cela concernait l'Université ukrainienne de Kiev, qui existait parallèlement et dans le même bâtiment que l'université « principale » de Saint-Vladimir<sup>177</sup>.

---

<sup>174</sup> *Ibid.*, p. 75.

<sup>175</sup> *Arkhiv novejshej istorii Rossii*, T. 7 : *Žurnaly zasedanij Vremennogo pravitel'stva*, T. 4, Moscou, ROSSPEN, 2003, p. 100 (décret du 19 septembre 1917).

<sup>176</sup> GREČENKO V. A., L. I. BADEEVA et N. A. SOROCAN, « Central'na Rada ta problemi ukrajinizaciji », *Vysnyk Universitetu vnutrišnih sprav*, vol. 2, 1997, p. 116-24: <http://lawbook.by.ru/magaz/NUVS/02/18.shtml>.

<sup>177</sup> ZENKOVSKY V., *Pjat' mesjacev u vlasti: Vospominanija*, Moscou, Krutickoe patriaršee podv., 1995, p. 34-5.

Le petit institut historico-philologique de Nežin spécialisé dans la formation d'enseignants de lettres classique pour les lycées fut lui aussi réformé, pour mettre davantage l'accent sur la pédagogie appliquée. À Poltava, une université, composée d'un seul département, d'histoire et de philologie, ouvrit ses portes. L'Université Ukrainienne d'État, ouverte en octobre 1918 à Kamenec-Podil's'kij, fut particulièrement réussie. Elle fut présidée par un élève de Perec, Ivan Ohienko, ministre de l'Instruction de la république populaire d'Ukraine de janvier à avril 1919, et futur métropolite de l'église ukrainienne autocéphale, poste qu'il occupa pendant de nombreuses années (après le départ de Kiev de l'armée de Denikin, le gouvernement de la république populaire d'Ukraine s'y installa à partir de l'été 1919)<sup>178</sup>. Ohienko fut le principal artisan de la réalisation de supports pédagogiques en ukrainien pour le système d'enseignement<sup>179</sup>. Il avait également dirigé la commission d'orthographe auprès du ministère de l'Instruction sous l'hetmanat et avait été l'auteur principal des règles orthographiques ukrainiennes approuvées par cette commission le 24 mai 1918<sup>180</sup>. Peu à peu, dans les universités, à l'exception de celle de Kiev, commencèrent à se former des facultés d'histoire de l'Ukraine, de langue et de littérature ukrainiennes.

Sous l'hetmanat, dans le projet de « lois fondamentales de l'État ukrainien », l'enseignement dans toutes les langues avait été déclaré libre, mais il avait été fixé l'obligation de « savoir lire et écrire », et d'effectuer les quatre opérations arithmétiques en ukrainien; en outre l'ukrainien était déclaré langue nationale officielle. Le 3 janvier 1919, le Directoire avait entériné une nouvelle loi très succincte sur la langue nationale, qui rendait l'ukrainien obligatoire uniquement pour les institutions d'État, mais pas pour les établissements et instituts publics et privés, et en particulier, elle ne réglementait pas son usage dans l'enseignement. Enfin, le 14 février 1919, le Directoire de la République populaire d'Ukraine adopta une loi dont le projet avait été élaboré sous Skoropads'kij rendant obligatoire l'enseignement de l'ukrainien dans tous les établissements supérieurs<sup>181</sup>. Dans l'ensemble, les nouvelles autorités ukrainiennes, quelles qu'elles fussent, accordaient davantage d'attention à l'ukrainisation de l'école primaire et secondaire qu'aux universités et à la science<sup>182</sup>.

---

<sup>178</sup> ZAVAL'NJUK O. M., *Ukrajins'ka elita i tvorenja nacional'noji universitets'koji osviti: fundatori i budivnyči (1917–1920 rr.)*, Kamjanec'-Podil's'kij, « Abetka-NOVA », 2005; ZAVAL'NJUK O. M., *Istorija Kam'janec'-Podil's'kogo deržavnoho ukrajins'koho universitetu v imenah (1918–1921 rr.)*, Kam'janec'-Podil's'kij, « Abetka-NOVA », 2006.

<sup>179</sup> Sur cette réalisation d'Ohienko, consultez : LIAHOTS'KIJ V. P., *Prosvitytel': Vydavnyčo-redakcijnia dijāl'nist' Ivana Ohiënka (mitropolita Ilariona)*, Kiev, Vydavnytvo im. Oleny Telihi, 2000, p. 66-79.

<sup>180</sup> NIMCUK V. V., *Problemy ukrajins'koho pravopysu XX – počatku XXI st.*, Kyjiv, Naukova dumka, 2002; *Sélection de documents : NIMCUK V. V. et N. V. PURJAIEVA, eds., Istorija ukrajins'koho pravopysu: XVI – XX stolittja*, Hrestomatija, Kyjiv, Naukova dumka, 2004.

<sup>181</sup> JANEVS'KIJ D. B., *Polityčni systemy Ukrajinu 1917–1920 rokov: sprobi stvorenja i pričyny porazky*, Kyjiv, Duh i litera, 1993, p. 486–87 (annexe).

<sup>182</sup> VAS'KOVYC G., *Škil'nyctvo v Ukrajinu (1905-1920 rr.)*, 2<sup>e</sup> partie, Kyjiv, Mandrìvec', 1996; BOROVYK A. M., *Ukrajinizacija zahal'noosvitn'oji školi: perši kroki (1917–1920 rr.)*, Černihiv, Černihivs'ki oberehy, 2003.



Dès fin mars 1917, la société scientifique ukrainienne avait entrepris une série de démarches visant la fondation de l'Académie des sciences d'Ukraine, mais ce fut seulement sous l'hetmanat de Skoropads'kij que les choses avancèrent véritablement, ce régime ayant été plus modéré face à l'ukrainisation que le régime précédent de la Rada centrale, et bien plus modéré encore que les différents gouvernements de la République populaire d'Ukraine qui suivirent. Durant l'été 1918, le ministre Vasylenko, mentionné à plusieurs reprises ci-dessus, et son adjoint Vernadskij, minéralogiste académicien de l'Académie des sciences et dans le passé récent l'un des membres les plus éminents du parti des cadets, élaborèrent la charte et la structure de base de l'Académie, en vue de sa fondation (les 12 premiers membres de cette académie furent nommés par décret par Skoropads'kij)<sup>183</sup>. Dans la définition des principes et du mode de travail de l'Académie, Vernadskij veillait à ce que la notion d'« ukrainien » fût interprétée dans un sens large, c'est-à-dire une notion plutôt territoriale, à replacer dans un contexte socio-historique (en insistant particulièrement sur les sciences appliquées, naturelles et sociales dans le sens de « l'étude des forces productives locales »). Une telle vision des choses s'opposait à la position ethnocentrique culturelle et humaniste de Hruševs'kij, qui, en 1918, vivait à Kiev plus ou moins légalement, mais avait refusé sur le principe de travailler avec l'Académie. Peu de temps après sa mort, en 1934, Vernadskij se rappelait ainsi une discussion qu'ils avaient eue bien longtemps auparavant. Il soulignait que Hruševs'kij l'avait pressé de renoncer temporairement à la création d'une Académie ukrainienne : « Pour lui, l'Ukraine ne disposait pas de véritables scientifiques. [...] Selon lui, il était trop tôt pour fonder une Académie d'Ukraine ; dans un premier temps, la Société scientifique déjà existante suffisait et il fallait d'abord chercher à la développer. J'étais en désaccord avec ce point de vue. Je pensais que le développement de la culture ukrainienne concernait certes les Ukrainiens, mais aussi les Russes, et que la cohabitation et la participation des Ukrainiens à la constitution de la culture russe au cours des deux derniers siècles étaient un fait historique<sup>184</sup>. »

Ici se révèlent de façon claire le principe «c'est moins bien mais c'est bien à nous », que Hruševs'kij avait défendu déjà dans les années 1907-1908 dans le cadre du projet de science nationale, sous l'Empire<sup>185</sup>. Fin 1918, la société scientifique ukrainienne, sous le directoire de la République populaire d'Ukraine, tenta de tourner à son avantage la fondation de l'Académie. Un décret du Directoire du 3 janvier 1919 promulgué sur l'initiative de la direction de la société scientifique ukrainienne, introduisit dans les Statuts de l'Académie des dispositions importantes concernant la priorité des travaux en langue ukrainienne dans les éditions de l'Académie. Les seules langues étrangères

---

<sup>183</sup> ŠMEL'OV V. H. et P. S. SOHAN, eds., *Istoriija Akademiji nauk Ukrajin. 1918–1923: Dokumenty i materialy*, Kyjiv, Naukova dumka, 1993, p. 22–188; Sélection des articles : KUL'CITS'KIJ S. V., *Členy-zasovnyky Nacional'noji akademiji nauk Ukrajin: Zb. Narysiv*, Kyjiv, Institut istoriji Ukrajinjy NAN Ukrajinjy, 1998.

<sup>184</sup> VERNADS'KIJ V. I., *Dnevnyky: 1926–1934*, Moscou, Nauka, 2001, p. 354–5 (notes à partir du 30 novembre 1934).

<sup>185</sup> Le chercheur ukrainien contemporain Ihor' Hyryč défend l'équité de Hruševs'kij face à la position « semi-russe » de Vernadskij : HYRIC I. V., « Vernads'kij i polytyčne ukrajinstvo », *Hronika* 2000, vols. 57–58, 2003, p. 743–71.

autorisées étaient le français, l'allemand, l'italien, l'anglais et le latin (la somme des publications en ces langues ne devant pas dépasser le quart de la production imprimée en ukrainien); les collaborateurs de l'Académie devaient avoir une maîtrise de la langue ukrainienne, et ses membres devaient prêter serment au nouveau gouvernement<sup>186</sup>. Après l'installation au pouvoir des autorités bolchéviques et l'émigration de Hruševs'kij, dans un contexte d'aggravation rapide de la situation générale pour les instituts scientifiques, il devint évident que l'opposition des deux grandes institutions principales était nuisible ; au final, la société scientifique ukrainienne intégra l'Académie au cours du printemps-été 1921<sup>187</sup>. Dans les années 1920 et la première moitié des années 1930, il n'existait pas de parties « ukrainienne » et « russe » nettement délimitées à l'Académie des sciences pan-ukrainienne et dans les universités : certains étaient davantage orientés vers Moscou, Pétrograd et conservaient leurs anciennes fidélités, d'autres donnaient la priorité à l'ukrainisation, aux objectifs et aux intérêts locaux. Outre la fondation des structures de l'Académie et du système de l'éducation nationale, les années 1918-1919 ont également vu l'établissement de la presse nationale, de l'enseignement artistique supérieur, la création de musées et la construction de la bibliothèque nationale, à Kiev.

Dés le début des années 1920, les bolcheviks se trouvèrent devant la nécessité d'étendre leur influence au delà de leur base sociale habituelle, à savoir surtout les villes russophones et la région industrielle de Donbass, vers la campagne ukrainophone, dont la population de plusieurs millions d'habitants avait encore à se constituer en nation, ne fût ce que dans un cadre idéologique très stricte du projet soviétique<sup>188</sup>. L'école ukrainophone et la petite *intelligentsia* locale (« pétlourienne » - du nom de Pétloura -, comme on l'appelait souvent dans les documents du parti des années 1920) devaient jouer le rôle principal dans ce processus. Dans le cadre de la réforme de l'école supérieure en République soviétique (RSS) d'Ukraine (initiée par le commissaire du peuple H. Hryn'ko et son adjoint Ja. Rjappo) les universités furent transformées en des « instituts de formation publique » dispensant un enseignement plus appliqué, orienté vers la formation de pédagogues et de techniciens spécialistes, plutôt que de chercheurs<sup>189</sup>. Le 21 septembre 1920, le Conseil des commissaires du peuple de la RSS d'Ukraine adopta un décret sur la langue ukrainienne, sur l'obligation de son enseignement dans les écoles, et son

---

<sup>186</sup> Ces innovations, précisément introduites pour que l'ukrainien supplante le russe dans l'utilisation académique, furent très mal accueillies par Vernadskij, Kistjakov'skyj et Kryms'kij (ainsi que par les membres de la société scientifique ukrainienne – UNT). Cf. : HRAMOV Ju. et al, *Rannja istorija Akademiji nauk Ukraïni. 1918–1921*, Kyjiv, Manuskrjpt, 1993, p. 130–2. Il est vrai que par décision spéciale de l'assemblée générale, la publication d'ouvrages dans d'autres langues fut autorisée, dans certains cas particuliers.

<sup>187</sup> ONOPRIENKO V., O. REENT et T. ŠCEPBAN, *Ukraïjins'ke naukove tovarystvo. 1907–1921 roki*, Kyjiv, Instytut istorij Ukraïny NAN Ukraïny, 1998, p. 126; Sohan P., V. Ulianovs'kij et S. Kirjaev, *op. cit.*, p. 51–4.

<sup>188</sup> KRAWČHENKO B., *Social Change and National Consciousness in Twentieth-Century Ukraine*, New York: St Martin's Press.

<sup>189</sup> RJAPPO Ia., *Reforma vysšej školy na Ukraïne v gody revoljucii (1920–1924)*, Kharkov, Gosudarstvennoe izdatel'stvo Ukraïny, 1925. Pour en savoir plus sur Hryn'ko : LIKARČUK I. L., *Ministry osvity Ukraïny*, vol. 1 : 1917–1943, Kyjiv, Vydavets' Eshke O. M., 2002, p. 133-68.

utilisation dans les institutions d'État<sup>190</sup>. L'année suivante, l'Académie adopta de nouvelles règles orthographiques, quelque peu modifiées par rapport au projet d'Ohienko (modifications validées par le Commissaire au peuple de l'Instruction, sous la tutelle duquel l'Académie avait été placée). L'auteur de ces nouvelles règles, Kryms'kij, était également le directeur de l'Institut pour la langue scientifique, dont l'objectif était de développer la terminologie scientifique en ukrainien dans tous les domaines de recherche et d'enseignement<sup>191</sup>. Ces règles linguistiques furent reconnues par la presse de Galicie comme par les milieux universitaires, très affaiblis après l'avènement de la république de Pologne, tandis que l'université « secrète » de Lviv du début des années 1920 ne fut pas en mesure de reproduire le succès de l'éphémère université de Varsovie, du tournant du siècle (de nombreux intellectuels, finirent par croire à l'avenir de la politique « d'ukrainisation », et partirent en RSS d'Ukraine, où beaucoup d'entre eux connurent un destin tragique dans les années 1930)<sup>192</sup>.

## Conclusion

Les efforts déployés par les intellectuels nationalistes pour codifier la langue ukrainienne (dictionnaires, travaux terminologiques) et multiplier ses usages (apparition du modernisme et de l'avant-garde ukrainiens) ont neutralisé une grande partie des mesures prises par le pouvoir de Saint-Pétersbourg pour cantonner le développement de l'ukrainien à un usage « domestique », local et ethnographique. Du fait de la montée des conflits politiques et culturels en Galicie orientale (notamment autour de la fondation d'une université ukrainienne), le rôle et le poids de la culture et de la science polonaise comme repères pour la constitution d'une science ukrainienne s'affaiblirent fortement (par rapport à la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle). Dans le même temps, l'influence de la presse ukrainophone ou ukrainophile prit de l'ampleur (« Literaturno-naučnyj vestnik » en Galicie, ou encore « Ukrainskaja žizn' », par rapport à l'ancienne revue « Kievskaja starina »), il en fut de même pour les écoles nationales primaires et secondaires, après 1917, dans les régions centrales et orientales de l'Ukraine. La presse et ces écoles constituèrent un socle dont émergea une intelligentsia ukrainophone et une science nationale académique. L'insistance sur la nécessité d'avoir une science et une littérature autonomes, tout en sachant qu'elle resteraient forcément « insuffisamment » matures (ce que reconnaissaient même des partisans de l'ukrainien tels que Hrynčenko, Hruševs'kij, etc.), certes impliquait une certaine provincialisation, mais ouvrait la perspective d'une envolée vers les « hauteurs » académiques, ce qui se produisit dans le contexte de la chute de la « république des savants » de toute l'Europe, après la Première Guerre mondiale. Pour développer l'approche « situationniste » proposée par Alexeï Miller,

---

<sup>190</sup> Sur la politique nationale des bolcheviks en Ukraine jusqu'en 1922, cf. : BORYSĖNOK E., Fenomen sovetskoj ukrainizacii. 1920--1930-e gody, Moscou, Izdatel'stvo « Evropa », 2006, p. 49–71.

<sup>191</sup> Au sujet des dictionnaires terminologiques des années 1920, Cf : Kubajčuk V., op. cit., p. 130–43.

<sup>192</sup> RUBL'OV O., Zahidnoukrajins'ka intelihencija u zahal'nonaciona'lnih polityčnyh ta kul'turnyh procesah (1914–1939), Kyjiv, Instytut istorii Ukraïny NAN Ukraïny, 2004.

l'évolution autonome de l'ukrainien dans les années 1910-1920 pourrait être décrite en termes comparatifs, comme issu d'un basculement qui s'est produit dans les années 1860-1870, de la variante de développement du provençal par rapport au français vers la variante du hollandais par rapport à l'allemand en Prusse. Si, dans le premier cas, on a assisté à une absorption presque complète de la langue et de la culture « minoritaires » par la langue nationale dominante, en revanche dans le second cas, des facteurs politiques ont permis au hollandais de s'affirmer comme une langue indépendante<sup>193</sup>. Le biélorusse et le polonais sont d'autres exemples de constitution d'une « haute » culture et de sa langue, y compris dans le domaine académique, et ils illustrent une autre évolution possible et des pôles de développement différents. Pour l'Ukraine, la conservation d'un horizon « pan-impérial » de la culture russe est resté un facteur significatif pour son développement intellectuel, qui ne peut pas se résumer uniquement aux modes d'oppression et d'exploitation. La transformation des particularités régionales en traits distinctifs de nationalité, le renforcement institutionnel de la tradition académique ukrainienne et le rejet de l'idée d'une nation russe tricéphale sont autant de facteurs ayant accéléré le processus de « création de la nation », même à l'heure du soviétisme, pourtant loin d'avoir constitué un contexte favorable<sup>194</sup>.

---

<sup>193</sup> Au cours de son conflit avec Struve, l'académicien Fédor Korš a fait référence, notamment, à l'exemple du hollandais : KORŠ F. E., « K sporu ob ukrajinskoj kul'ture », *Ukrajinskaja žizn'*, n°2, 1912, p. 37–8.

<sup>194</sup> Sur la politique d'ukrainisation dans le contexte de la modernisation d'idéologie bolchévique, Cf l'ouvrage détaillé de MARTIN T., *The Affirmative Action Empire: Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923–1939*, Ithaca, Cornell University Press, 2001. Cf. article de Caroline Gauthier dans ce volume.

**Juliette Cadiot**

École des hautes études en sciences sociales, juliette.cadiot@ehess.fr

## **A grands pas vers le russe : l'égalité des langues dans les années 1920**

En novembre 1925, Joseph Staline envoie une lettre critiquant une instruction du présidium du VCIK (comité exécutif central pan russe) datant du mois précédent. Dans cette dernière, il était demandé que toute correspondance destinée VCIK se fasse en russe ou soit au moins accompagnée d'une traduction en russe. Staline au nom du Politburo condamne cette décision comme contraire aux principes d'égalité entre les différentes langues d'état reconnues dans les Républiques et à la pleine liberté pour les individus de s'adresser au centre dans toutes les langues de la RSFSR (République socialiste de la fédération soviétique de Russie) sans aucune limitation. A cette intention, Staline exige l'organisation d'un corps de traducteurs spécialisés auprès du présidium du VCIK<sup>195</sup>. Au congrès du comité central de 1937, le même Staline explique cependant : « nous avons une langue dans laquelle tous les citoyens de l'URSS peuvent plus ou moins s'exprimer, c'est la langue russe. Aussi nous sommes arrivés à la conclusion qu'elle sera obligatoire ». Le russe est passé de langue dont le statut formel ne devait pas excéder les autres à la langue de communication inter étatique. Traditionnellement ce passage a été interprété comme le signe du tournant nationaliste russe de la fin des années 1930, mais l'historiographie la plus contemporaine a au contraire souligné des éléments de continuité entre les politiques des années 20 et 30, notamment dans le fait que les langues nationales continuèrent de faire l'objet d'un soutien important de la part de l'Etat<sup>196</sup>. Dans cet article, nous voudrions moins insister sur la rupture politique que montrer la manière dont progressivement il fut reconnu au russe une place à part, en nous interrogeant sur certaines tensions qui surgirent de l'institutionnalisation de plusieurs langues dès les années 1920.

Nous avons analysé des domaines où le discours sur l'égalité des langues achoppait sur la réalité d'un pouvoir centralisé et centralisateur, obsédé par le contrôle. L'émergence du russe s'explique dès lors pas tant par l'influence d'une idéologie nationaliste, que par les conséquences de l'édification d'un état fort et autoritaire. La réalité d'un centre russophone pénétrant l'organisation sociale et économique des

---

<sup>195</sup> GATAGOVA L. S., L. KOŠEVA et L. A. ROGOVAJA, eds., *TsK RKP(b)-VKP(b) i natsional'nyj vopros*, vol. 1 : 1918-1933, Moscou, ROSSPEN, 2005, p. 351.

<sup>196</sup> Cf notamment l'article de Peter Blitstein, « Nation-Building or Russification? Obligatory Russian Instruction in the Soviet Non-Russian School, 1938-1953 », dans R. G. SUNY et T. MARTIN, *A State of Nations. Empire and Nation-Making in the Age of Lenin and Stalin*, New York, Oxford University Press, 2001, p. 253-274

territoires nationaux remettait en cause les fondements du principe d'une égalité entre les langues formellement garanties par les décisions du parti (notamment du XIIe congrès de 1923) et du gouvernement (la constitution de 1924 dans son article 34 énumérait six langues considérées comme à égalité pour l'édition des décisions et des arrêtés du gouvernement, soit le russe, l'ukrainien, le biélorusse, le géorgien, l'arménien, le turco tatar). Ce principe impliquait en effet une certaine décentralisation territoriale contraire à la constitution de l'Etat stalinien.

Malgré les forts contrastes géographiques et chronologiques, il est possible de distinguer différentes phases dans les tentatives de diffusion des langues nationales dans l'appareil d'état et du parti. Jusqu'en 1927, les directions des républiques et territoires nationaux soutinrent très largement, voire agressivement ces programmes non seulement dans le cadre de leurs républiques, mais au delà. Et le soutien du centre à ces campagnes bien qu'ambiguë était réel. A partir de 1927, la prééminence du russe comme langue de communication pan étatique ne fit presque plus l'objet de résistance. Le fait que la moindre usine pan soviétique « perdue dans une mer de paysans » fonctionna dorénavant principalement dans la langue utilisée par sa direction centrale continua certes à être remis en cause, mais très marginalement. L'absence de résolutions tentant de réglementer les domaines de l'usage du russe dans les années 1930 révèle combien le russe était passé de langue dont le statut formel ne devait pas excéder les autres à la langue de communication inter étatique.

Pour éclairer cette évolution, nous nous sommes intéressée aux tensions apparues à la charnière de deux contraintes : la nécessité pour les agences de l'Etat central de communiquer rapidement et le contexte d'affirmation des langues nationales. Nous avons étudié notamment dans le cas de la république du Tatarstan, le jeu — transformé par les mesures de diffusion des langues vernaculaires dans les administrations — des interactions au niveau le plus local entre russophones et non russophones. L'usage des traducteurs dans l'administration constitue un autre aspect du développement d'un plurilinguisme d'Etat. L'analyse des débats sur la langue de fonctionnement des filiales des institutions pan soviétiques dans les républiques comme sur la place du russe au sein de l'armée rouge permet finalement d'établir comment le russe devint la langue obligatoire d'abord des cadres bilingues, puis de l'ensemble des citoyens soviétiques.

### **L'égalité linguistique : du principe formel à la mise en œuvre**

Le régime bolchevique proclama l'égalité entre les nationalités et entre les langues. Une fois les Républiques et régions nationales constituées, les organes de gouvernement des républiques avaient la charge de promouvoir les langues nationales. Dans les cours de justice, dans les bourses de travail, à la milice, au service national, du crédit, des impôts ... tout non russophone devait être reçu, entré en contact avec les administrations sans crainte de ne pas être compris. Soucieux de reconstruire un état fort après des années de guerre civile, les autorités soviétiques voyaient dans la promotion des langues vernaculaires le moyen d'entrer en contact avec une population paysanne, souvent hostile. Ainsi elles ne s'opposaient pas aux mouvements nationaux soucieux d'étendre l'usage parlé et écrit de leurs langues -dont le développement avait pu souffrir des

politiques tsaristes de promotion du russe — et qui avaient profité des périodes d'indépendance pour les faire entrer dans l'espace public.

A partir des années 1923-24, à la suite des décisions du XII congrès, des programmes d'indigénisation ou dits de « mise en œuvre (realizacija) » des différentes langues commencèrent à se mettre en place. Ils concernaient non seulement la construction linguistique des langues — choix des alphabets, des grammaires, des manuels — pour la centaine de langues du territoire<sup>197</sup>, mais l'énoncé d'objectifs en termes de passage des activités sociales dans les langues locales. A tous les niveaux, le consensus s'établit sur le fait que la petite administration devait parler la langue des alentours<sup>198</sup>.

L'embauche au sein de l'appareil de « nationaux » devait naturellement permettre la diffusion des langues vernaculaires comme langues utilisées aussi par l'Etat, - indigénisation des cadres et diffusion des langues vernaculaires allaient de paire.

L'exemple du Tatarstan et des pratiques de la commission de la langue tatare (RJaT) attaché au gouvernement de cette république autonome permet de décrire comment localement l'exigence d'égalité créa des tensions. Ces commissions chargées de mettre en place les politiques d'indigénisation et d'imposition des langues furent organisées dans l'ensemble des régions nationales de l'URSS. La commission pour la réalisation de la langue tatare (RJaT) auprès du TCIK fut créée en 1921, -elle servit de modèle aux autres commissions du même type dans les républiques. Sa mission était de faire appliquer le décret rendant obligatoire le tatar dans toutes les institutions d'état, les organisations sociales et professionnelles, les coopératives. Le russe et le tatar étaient reconnus comme les deux langues d'état de la république autonome et le bilinguisme était un des horizons fixés par les autorités républicaines. En 1924, afin de soutenir son effort linguistique, la république tatare exigea de recevoir 388 981 roubles et 48 kopek afin de développer notamment les cours organisés par la RJaT pour former les Tatars<sup>199</sup>. Le VCIK fit néanmoins valoir l'exagération de la somme, les dépenses pour la culture et la littérature n'ayant jamais excédés 9080 roubles<sup>200</sup>.

Les différents rapports envoyés à la commission permettent de dessiner les contours des difficultés rencontrées par les locuteurs tatars dans leurs relations avec les administrations. Un des buts premier était le développement d'une communication en tatar ou dans les langues des autres minorités nationales de la république, notamment tchouvache ou krjačen, dans la basse administration. Il donna lieu à une multitude

---

<sup>197</sup> ALPATOV V. M., *150 jazykov i politika 1917-1997*, Moscou, IVRAN, 1997; SMITH M. G., *Language and Power in the Creation of the USSR, 1917-1953*, Berlin, Mouton de Gruyter, 1998; MARTIN T., *The Affirmative Action Empire*, Ithaca, Cornell University Press, 2001.

<sup>198</sup> En 1925, par exemple, 85% des soviets de villages peuplés de Tatars fonctionnaient en tatar dans la république autonome du Tatarstan, Archives nationales de la République du Tatarstan (Nacional'nyj arhiv Respubliki Tatarstan : NART), f. 732R, op. 1, d. 768, l. 40.

<sup>199</sup> Gosudarstvennyj arhiv Rossijskoj Federacii (GARF), f. 259A, op. 8b, d. 2537, l. 4. Mais généralement les demandes de subventions pour les programmes d'indigénisation étaient importantes, pour comparaison, le Daghestan demanda en 1924 une somme de 154 175 roubles pour le passage de la tenue des écritures de la République dans les langues locales. GARF, f. 1235, op. 102, d. 292, l. 56.

<sup>200</sup> GARF, f. 259A, op. 8b, d. 2537, l. 32.

d'enquêtes et demandes de renseignements statistiques sur la composition ethnique et les compétences linguistiques des personnels.

Le travail de tatarisation -fortement appuyé par les élites politiques, était organisé dans le cadre de la république. Néanmoins, les organes de gouvernement soviétiques comme le parti les observaient avec attention et les encourageaient très largement du moins au début des années 1920. En témoigne le fait que des émissaires de la commission de contrôle furent envoyés sur place pour vérifier la bonne marche de l'indigénisation. Au Tatarstan un long rapport écrit en russe, par une Russe, « incapable de s'exprimer en tatar » et envoyée par la RKI, évaluait les progrès de la tatarisation encore balbutiante. Elle y dénonçait par exemple les difficultés pour les Tatars à s'adresser aux instances militaires pour les questions de conscription ou de comptage des chevaux et elle constatait que l'état civil n'enregistrait pas la nationalité des habitants<sup>201</sup>.

L'activité de la RJaT partait du constat d'une discrimination à l'égard des non-russes qu'il s'agissait de corriger. Elle soulignait en 1924 que dans un contexte de chômage massif les Tatars avaient un moins bon accès aux bourses du travail -soit les bureaux de placement (si ces dernières avaient réussi à placer 42% des chômeurs, elles n'en avaient placé que 27,5% des Tatars)<sup>202</sup>. En outre les Tatars avaient une faible connaissance des bénéfices sociaux, comme l'assurance chômage, auxquels ils avaient normalement droits, mais qu'ils perdaient notamment en oubliant de se faire réenregistrer<sup>203</sup>. Le commissariat à la justice fut réprimandé car aucun adjoint du procureur ne parlait le tatar et aucune littérature juridique n'avait été traduite dans cette langue<sup>204</sup>. Afin de palier ces inégalités en partie liées à un différentiel de formation, le RJaT se proposait de faire pression sur les établissements d'enseignement pour qu'ils prennent un nombre conséquent de Tatars comme étudiants. Les commissions de réalisation des langues organisaient par ailleurs des cours accélérés de formation professionnelle dans les langues nationales, accompagnés de cours de russe (dans la république tatare, 450 étudiants y étaient passés de 1927 à 1930, 1500 depuis leur création). Elles devaient aussi enseigner les langues nationales aux non tatarophones (35 personnes de 1927 à 1930)<sup>205</sup>. La commission dirigée par le président du CIK du Tatarstan, Sabirov, agissait à travers un réseau de correspondants locaux, chargés de les renseigner au sein des institutions (en 1923, on compte 230 personnes liées à la commission)<sup>206</sup>. Les organisations syndicales, les entreprises pan soviétiques continuèrent à être accusées — comme en Ukraine notamment<sup>207</sup> — de participer insuffisamment à la

---

<sup>201</sup> NART, f. 732R, op. 1, d. 770, ll. 30-43v (Rapport de la collaboratrice du RKI Krasavinaja de novembre 1925).

<sup>202</sup> NART, f. 732R, op. 1, d. 768, l. 287.

<sup>203</sup> NART, f. 732R, op. 1, d. 526, l. 72v.

<sup>204</sup> NART, f. 732R, op. 1, d. 771, l. 96.

<sup>205</sup> NART, f. 732R, op. 1, d. 1307, l. 327.

<sup>206</sup> NART, f. 732R, op. 1, d. 527, l. 1.

<sup>207</sup> Sur l'Ukraine, voir l'excellent travail de T. Martin (note 3). Il éclaire magistralement et avec le plus grand détail des mesures de développement des langues et d'indigénisation sur l'ensemble de l'URSS.



réalisation de la langue tatare, véritables forteresses russophones dont l'indigénisation n'était pas soutenue par le centre soviétique<sup>208</sup>.

Les mandataires de la RJaT étaient envoyés sur place, vérifiant la bonne marche de la tatarisation des institutions dans les différents cantons. Alors que sévissait le chômage, la connaissance de la langue nationale constituait un atout. Du fait de la faible qualification générale des non russes, elle n'en était un qu'en cas de bilinguisme ou pour des emplois aux compétences limitées, très locales. Au Tatarstan, les premiers formés dans les cadres de programmes d'indigénisation furent envoyés en tant que miliciens<sup>209</sup>. La promotion de la langue tatare signifiait dans les pratiques la défense de l'emploi des Tatars et finalement la RJaT agissait comme une agence de placement dans un contexte d'instabilité de la main d'œuvre. En cas de refus des administrations ou des entreprises de recruter des Tatars, la commission faisait des rapports et s'en remettait au parti<sup>210</sup>. RJaT accusa par exemple la direction de l'usine « Moteur rouge » (*krasnyj svigatel'*) de Čistopol de chauvinisme grand russe : cette dernière n'employait que 10% d'ouvriers tatars dont la qualification n'augmentait pas et la direction ne leur avait donné aucun des 89 emplois dernièrement créés<sup>211</sup>. La pression était menée auprès des employeurs quels qu'ils soient : la société actionnaire de commerce des produits du pain et autres produits agricoles, après avoir été sermonné pour ne pas avoir répondu aux demandes de renseignements de la commission, s'engageait en 1926 à respecter la règle d'embaucher à qualification égale un Tatar et un syndiqué et en cas de réduction des effectifs, de s'efforcer de conserver les employés tatars s'ils n'étaient pas moins bien qualifiés que ceux des autres nationalités<sup>212</sup>. La société privée de la flotte maritime s'excusait pour sa part d'avoir si peu d'employés tatars (15%, soit 2 personnes), soulignant qu'elle employait néanmoins en plus de son personnel (štat), beaucoup de charretiers permanents, exclusivement des Tatars<sup>213</sup>. La commission constatait par ailleurs le manque de services offerts aux tatarophones dans les hôpitaux, les cliniques, les dispensaires, les ambulances et faisaient appel à l'embauche plus systématique par la branche régionale du commissariat à la santé de bilingues concierges d'accueil, gardes malades, infirmiers, brancardiers, employés à l'enregistrement des malades<sup>214</sup>. Les pressions exercées étaient précises, nominatives : la capacité à influencer en général les nominations aux emplois était un des objectifs de la commission<sup>215</sup>. En 1929, le parti et le

---

<sup>208</sup> NART, f. 732R, op. 1, d. 1307, ll. 328, 330.

<sup>209</sup> NART, f. 732R, op. 1, d. 770, l. 33.

<sup>210</sup> Ainsi par exemple, elle critiqua le fait qu'ayant pourtant payé 700 roubles et 900 roubles pour la formation de deux Tatars, la banque agricole et l'union industrielle du crédit agricole ne les aient pas recrutés, les laissant au chômage. NART, f. 732R, op. 1, d. 779, ll. 32-33, 35.

<sup>211</sup> NART, f. 732R, op. 1, d. 1428, l. 53 (1930).

<sup>212</sup> NART, f. 732R, op. 1, d. 768, l. 258.

<sup>213</sup> NART, f. 732R, op. 1, d. 768, ll. 254-254v.

<sup>214</sup> NART, f. 732R, op. 1, d. 771, l. 36 (1925-1926).

<sup>215</sup> Ainsi, par exemple, dans le volost de Jangulovskij, dans le canton d'Arskij, la population était à 100% tatare (1600 personnes). Le préposé aux affaires militaires n'y possédait pas la langue tatare. Aussi le

gouvernement tatar décida d'accélérer une fois encore les mesures visant l'indigénisation. Pour palier les refus des institutions de répondre aux demandes de renseignements de la RJaT, cette dernière avait constitué au sein de chaque institution même la plus locale un trinôme (trojka) de correspondants chargé d'examiner la situation de la langue tatare. Ce travail était souvent purement fictif. Ainsi, un rapport dénonçait la faible assiduité par les membres des trinômes du RJaT notamment dans la russophone capitale Kazan pour laquelle aucune liste de postes à pourvoir pour les Tatars n'avait encore été élaborée<sup>216</sup>. La commission de réalisation de la langue tatare se donna pour tâche d'établir des listes d'emplois à pourvoir par des bilingues (nomenklaturnye spiski doljnostej)<sup>217</sup> exigeant des administrations d'avoir en leur sein un nombre d'emplois réservés.

Ces activités rendaient néanmoins ces commissions impopulaires, notamment auprès des Russes et des administrations. Dans la presse, un article de 1925 dans le journal local *Kyzyl Tatarstan*, s'inquiétait des freins que la politique d'indigénisation rencontrait. La section financière du canton d'Arskij se défendit de cette critique : face à l'ambition RJaT d'agir comme une agence de placement, elle opposa l'argument du faible niveau de qualification des Tatars et l'impératif de réduction des cadres ; les travailleurs tatars recommandés par le RJaT passaient en outre leur temps à tenter d'aller dans d'autres institutions mieux payées<sup>218</sup>.

Les archives nous éclairent sur une série de micro conflits entre les Russes et les Tatars. Les premiers ressentirent mal la promotion des Tatars liée à la politique des nationalités. L'OGPU central faisait des rapports sur le ressentiment des Russes vis-à-vis de la tatarisation<sup>219</sup>. La RJaT de son côté se chargeait d'établir les faits de tensions ethniques dénonçant le chauvinisme des Russes : vexations, insultes, bagarres, refus de travailler avec les Tatars au sein de la même brigade, d'effectuer des récoltes dans les mêmes jardins. Les Tatars étaient vilipendés comme incapables d'apprendre, leur présence dans les établissements scolaires de qualité n'étant dû qu'à leur qualité de Tatars<sup>220</sup>.

L'opposition des élites russophones aux programmes de promotion des nationaux a été bien documentée et pouvait donc occasionnellement être relayé à Moscou<sup>221</sup>. En outre même les Tatars pouvaient être réticents, voire avoir peur de faire appel à la RJaT : « [...] les travailleurs tatars ont souvent peur de travailler énergiquement selon la ligne du RJaT, craignant d'être assimilés aux nationalistes, voire de faire que les travailleurs russe se désintéressent du travail, ne les identifiant pas comme leurs affaires, mais comme

---

comité central de la RJaT suggéra de le remplacer par un certain Abdulla Sabirov, ayant suivi les cours de la commission. NART, f. 732R, op. 1, d. 787, l. 83.

<sup>216</sup> NART, f. 732R, op. 1, d. 770, l. 41v; d. 1367, l. 14.

<sup>217</sup> NART, f. 732R, op. 1, d. 1307, l. 325.

<sup>218</sup> NART, f. 732R, op. 1, d. 787, ll. 34-35.

<sup>219</sup> Martin T., *op. cit.*, p. 137.

<sup>220</sup> NART, f. 732R, op. 1, d. 1428, ll. 53-54.

<sup>221</sup> Martin T., *op. cit.*, p. 136.

celles des seuls travailleurs tatars<sup>222</sup>. » L'ethnisation de conflits très quotidiens, qui était l'héritage de la fin de la période impériale et des épisodes des guerres civiles, continuait à marquer une fracture que les politiques de promotion des cadres ne comblaient que de manière incomplète. Importantes afin de faire entrer des autochtones peu intégrés à la machine d'état, elles créaient aussi des ressentiments forts au sein de la minorité russe, au Tatarstan comme dans l'ensemble des Républiques. Et la crainte de voir les Russes se désintéresser des affaires des Tatars, comme celles d'être taxés de nationalisme, montrent les limites dans lesquelles ces politiques se développaient, notamment au sein de la RSFSR où la cohabitation entre Russes et Non Russes dataient de trois siècles.

Ces développements en faveur de l'emploi des nationaux n'étaient pas propres au Tatarstan. Dans son décret le plus favorable à l'indigénisation datant d'avril 1924, le VCIK recommandait de donner sa préférence à qualification politique et professionnelle égale aux personnes connaissant les langues locales. Cette disposition se voulait non ethnique, considérant les cas de russophones apprenant les langues nationales, mais son interprétation signifia concrètement des tentatives d'embauches massives de nationaux<sup>223</sup>. Dans les républiques, des mesures radicales en faveur de l'indigénisation furent largement prises en 1923-26 — avant d'être dénoncés par le centre — notamment le renvoi de personnes (les Russes) pour les remplacer par des nationaux. Au sein de la RJaT, certains avaient exigés la possibilité de renvoyer les russophones pour les replacer par des bilingues dès 1923<sup>224</sup>. La même année, le Turkestan avait publié une loi autorisant le remplacement des Russes par des nationaux compétents, la République de Mongolie Bouriatie avait fait de même. La direction ukrainienne avait renvoyé des centaines de travailleurs en 1927, jusqu'à ce qu'une décision du Politburo de 1928 interdise la politique de refus d'embauche pour cause de méconnaissance de l'ukrainien<sup>225</sup>. Afin d'accélérer l'implantation du bachkir dans les institutions d'état, programmé par le VCIK, le gouvernement de Bachkirie proposa de modifier l'article 47 du code du travail en légalisant la possibilité de licencier les employés ne connaissant pas les langues des Républiques<sup>226</sup>. Après intervention du centre, la proposition fut abandonnée. Au Tatarstan, en 1928-29, une majoration de 10% du salaire étaient donnée aux bilingues, employés d'état, des coopératives et des entreprises. La question de l'extension de cette mesure à l'ensemble de la RSFSR fut soulevée par la section des nationalités du VCIK. Devant l'opposition d'une série de Républiques, en janvier 1929, le VCIK abandonna le projet. Mais la politique d'indigénisation continua à être menée afin de favoriser l'émergence de milieux bilingues.

---

<sup>222</sup> NART, f. 732R, op. 1, d. 768, l. 50.

<sup>223</sup> Martin T., *op. cit.*, p. 135

<sup>224</sup> NART, f. 732R, op. 1, d. 262, l. 9.

<sup>225</sup> Martin T., *op. cit.*, p. 116, 120, 137.

<sup>226</sup> GARF, f. 1235, op. 102, d. 292, ll. 19, 22, 27, 28. Au Tatarstan aussi l'article 47 du code du travail stipulait que les institutions et entreprises devaient remplacer les employés possédant une seule langue par des bilingues pour les emplois qui exigeaient la connaissance des deux langues. Les licenciés avaient le droit à une compensation. NART, f. 732R, op. 1, d. 520, l. 1.

## L'usage des traducteurs dans les administrations

Il est difficile de dresser un tableau complet de l'usage des traducteurs dans les administrations et cette question demeure absente de l'historiographie. On peut néanmoins souligner qu'aussi bien au niveau local qu'à celui des Républiques, leur usage était massif, mais mal vu. Les institutions centrales rechignaient massivement à constituer un personnel de traducteurs dans un pays pauvre qui comptait plus de 150 langues, progressivement pourvues d'écritures durant les années 1920.

En 1923, le SNK de RSFSR donna une somme importante (25 000 roubles or) pour le paiement des traducteurs des affaires passées en cassation à la cour suprême<sup>227</sup>. En 1924, le commissariat de la justice de RSFSR avait demandé au commissariat aux finances la possibilité d'engager un personnel de traducteurs pour les organes judiciaires comme d'investigation, chargé de faire et de vérifier les traductions des actes de justice. Mais les finances refusèrent, notant que l'usage des traducteurs devait se faire par contrats, selon des honoraires identiques à ceux établis pour les notaires, et que la justice devait se débrouiller avec son budget global<sup>228</sup>. Une tentative de standardisation des tarifs de traducteurs de justice fut entreprise à partir de 1924 selon une grille d'honoraires précise<sup>229</sup>. En Ukraine, les traducteurs associés aux tribunaux étaient soit intégrés au personnel, soit embauchés à l'affaire, ils faisaient aussi partie de la section du notariat et étaient en charge d'établir les documents, des copies, de les vérifier et de les traduire en russe ou en ukrainien<sup>230</sup>. Mais au niveau central selon un réflexe commun aux commissariats (cf. infra), le parquet (prokuratura) de l'URSS exigea le passage en langue russe des demandes envoyées par les organes judiciaires d'instruction. Il se plaignit qu'un certain nombre de recours en justice se fasse dans les langues nationales, tout en reconnaissant la possibilité d'envoyer des demandes de traduction urgente aux parquets des républiques<sup>231</sup>.

L'usage des traducteurs fut d'abord critiqué pour des questions de coûts. Les Républiques -du fait de la centralisation comme de l'essor des langues nationales- commencèrent à communiquer, à fournir des documents aux instances de Moscou dans des langues que ces dernières ne comprenaient pas. L'argument du coût élevé de l'embauche de traducteurs permit à beaucoup de ces institutions de refuser les impératifs de diffusion des langues nationales. Le commissariat du peuple aux affaires étrangères s'opposa ainsi à l'exigence de faire passer le secrétariat et la comptabilité de ses branches

---

<sup>227</sup> GARF, f. 259A, op. 8b, d. 1048 (Ob otpuske 25 000 zol. na oplatu perevodčikov po perevodu del, postupajuščih v porjadke kassacij v Verhovnyj sud iz avtonomnyh respublik na mestnyh jazykah).

<sup>228</sup> GARF, f. 259A, op. 8b, d. 479 (O sudebnyh perevodčikah, 1924), ll. 4, 9.

<sup>229</sup> GARF, 259A, op. 8b, d. 481 (Ob'jasnitel'nye zapiski k proektam, 1. taksy oplaty notarial'nyh dejstvij, 2. taksy oplaty tehničeskoj raboty po izgotovleniju notarial'nymi kontorami dokumentov, 3. taksy oplaty sudebnyh perevodčikov).

<sup>230</sup> GARF, f. 3316, op. 18, d. 45, ll. 26-27.

<sup>231</sup> GARF, f. 1235, op. 120, d. 6, l. 17.

situées dans les républiques dans leurs langues, son argument étant celui des dépenses occasionnées par l'introduction de traducteurs<sup>232</sup>. En 1926, le commissariat de l'armée s'était ému de la nécessité d'engager un personnel important de traducteurs afin de respecter le principe selon lequel les communications entre ses filiales et les institutions des républiques se fassent dans les langues nationales<sup>233</sup>. Le commissariat du peuple à l'agriculture de RSFSR s'était pour sa part plaint de l'absence de traducteurs au niveau des républiques en cas d'épizooties et d'épidémies<sup>234</sup>.

La question de la prise en charge des frais de traduction avait été soulevée à plusieurs reprises, notamment dans la lettre de Staline citée dans l'introduction. Elle demandait qu'au centre du gouvernement de Russie (VCIK), un personnel (état) de traducteurs soit engagé, ce qui n'a pas été fait. Contrairement à l'adjonction de Staline, au sein du VCIK, les représentants permanents des Républiques et des régions autonomes furent chargés des travaux de traduction des demandes adressées aux organes centraux par les individus. La règle selon laquelle chacun pouvait s'adresser au pouvoir soviétique dans sa langue ne fut pas remise en cause, à la fin des années 1920, elle ne concernait pas un très grand nombre de documents (pas plus d'une quinzaine par république)<sup>235</sup>. En 1927, au niveau du SNK de l'URSS, Enukidze précisa que les organes centrales ne pouvaient continuer à perdre du temps aux traductions des papiers venus des Républiques, et qu'il fallait donc envoyer ces papiers en russe. Selon lui, il ne pouvait s'agir d'inclure dans l'appareil du CIK des cadres traducteurs compétents, alors que les administrations étaient soumises à la pression de faire des économies de fonctionnement<sup>236</sup>. Utilisant le même argument, la Géorgie refusa la proposition du CIK de 1927 de traduire tous les papiers envoyés à Moscou en russe sous prétexte de n'avoir pas assez de bilingues russe géorgiens pour effectuer les travaux de traduction nécessaires dans un même contexte de réduction du personnel d'état<sup>237</sup>. Le refus des dépenses de traduction, massivement utilisé contre les langues nationales, fut retourné cette fois contre le russe.

Au niveau le plus local, l'usage des traducteurs était répandu, mais critiqué. Le premier décret sur la réalisation de la langue tatare de 1921 prévoyait d'organiser auprès des institutions un bureau de traducteurs composé de trois traducteurs dans les institutions centrales et de un ou deux dans les institutions locales<sup>238</sup>. Pour la justice, l'emploi des

---

<sup>232</sup> GARF, f. 259A, op. 10b, d. 4865, l. 15.

<sup>233</sup> GARF, f. 259A (Unpravlenie delami SNK RSFSR), op. 106, d. 4465 (O premenenii mestnyh jazykov v filialah obščesojuznyh učreždenij, 26.5.-2.11.1926 г.), l. 3.

<sup>234</sup> GARF, f. 1235, op. 102, d. 292, l. 65.

<sup>235</sup> GARF, f. 1235, op. 123, d. 215 (O perevode na russkij jazyk zajavlenij, postupajuščih vo VCIK na jazykah nacional'nostej, 1928). De 1950 à 1962, 281 213 lettres furent traduites en russe au sein du Soviet suprême. GARF, f. 7523, op. 83, d. 211, l. 2.

<sup>236</sup> GARF, f. 1235, op. 72, d. 23, l. 6.

<sup>237</sup> GARF, f. 3316, op. 17, d. 190, l. 43.

<sup>238</sup> NART, f. 732R, op. 1, d. 49, l. 3v. C'est la commission à la réalisation de la langue tatare qui sera chargée de trouver les traducteurs.

traducteurs ne devait se faire qu'en cas d'impossibilité de s'en passer<sup>239</sup>. En 1925, toujours au Tatarstan, au niveau des cantons, on trouvait des traducteurs de langue tatare dans trois institutions : à la police politique (OGPU), à la section d'investigation criminelle, dans les comptoirs de commerce<sup>240</sup>. Il était bien spécifié que le manque d'agents tatars à l'OGPU, ayant des difficultés à recruter des « tchékistes communistes tatars<sup>241</sup> », les traducteurs y étaient indispensables. Ailleurs, on employait à l'exception des comptoirs militaires, des collègues tatars chargés des travaux de traduction<sup>242</sup>. Et la commission à la réalisation de la langue tatare organisa un bureau des traductions chargés de vérifier celles des papiers officiels des institutions et organisations sociales, des tampons, des effigies, des affiches dans une période de normalisation de la langue<sup>243</sup>.

L'embauche de traducteurs était ressentie comme un échec par les administrations. Ces derniers avaient aussi mauvaise réputation, notamment parce qu'ils représentaient les anciens lettrés russophones de l'empire de Russie. En Bachkirie, l'usage massif des traducteurs notamment dans la justice fut critiqué. Un consultant envoyé pour évaluer la politique d'indigénisation espérait que l'emploi de traducteurs ne constituait qu'une mesure temporaire en attendant de l'édification d'une société bilingue. Il expliquait qu'il n'était pas bon d'avoir un intermédiaire entre la population et les institutions, que les traducteurs étaient incontrôlables, capables d'abus de toute sorte et de désinformation, citant notamment le cas des traducteurs dans le Caucase à la fin de l'Empire<sup>244</sup>.

En 1929, un rapport du parti soulignait que l'emploi de traducteurs témoignait de la faiblesse des politiques d'ukrainisation<sup>245</sup>. Les besoins de traduction devaient idéalement être comblés par l'emploi progressif dans les administrations de bilingues, nationaux possédant la langue russe ou russophones ayant appris la langue locale. L'utopie d'un fonctionnement des institutions à égalité dans deux langues rendait caduque leur emploi.

Pourtant, le besoin de traducteurs continua à se faire sentir, notamment dans les périodes où les impératifs d'indigénisation des cadres souffrirent de diverses répressions politiques ; il demeura important dans des domaines sensibles. Ainsi, par exemple, en 1933, le ministère de l'agriculture demanda l'embauche -pour aider les directions à l'observation politique des MTS et de sovkhoses d'Asie centrale, de Transcaucasie et du

---

<sup>239</sup> NART, f. 732R, op. 1, d. 49, l. 3.

<sup>240</sup> NART, f. 732R, op. 1, d. 770, l. 32v.

<sup>241</sup> Seules 5 à 6 personnes avaient été recrutées, toutes analphabètes : NART, f. 732R, op. 1, d. 526, ll. 132-132v.

<sup>242</sup> NART, f. 732R, op. 1, d. 770, l. 32v.

<sup>243</sup> NART, f. 1732, op. 1, d. 769, l. 179 (février 1926).

<sup>244</sup> GARF, f. 1235, op. 102, d. 292, l. 28 (consultant Apapov, 1924).

<sup>245</sup> Martin T., *op. cit.*, p. 92.

Kazakhstan du sud- de personnels de traducteurs<sup>246</sup>. Pour parachever la collectivisation, il s'agissait de surveiller et de réprimer toute velléité de révoltes, le travail de contrôle politique avait besoin de traducteurs dans des zones encore largement analphabètes et non russophones.

### **Quelles langues de communication étatique ? Régulations et résistances des républiques soviétiques**

L'impératif de promotion des langues vernaculaires ne s'étendit pas seulement au niveau local, certaines républiques introduisant les langues dans leurs institutions centrales et cherchant par ailleurs à appliquer dans les pratiques l'égalité entre les langues en les imposant aux agences pan étatiques soviétiques. Ici un conflit opposa les républiques soviétiques aux institutions pan soviétiques qui, fonctionnant largement en russe, refusaient de faire la place à d'autres langues dans leur travail quotidien. Au cours des années 1920, les changements de personnel institutionnel consécutifs aux politiques de promotion de cadres nationaux et de respect de la composition linguistique des localités débouchèrent sur une série d'incidents administratifs. Les agences centrales du jeune état se plaignirent de recevoir des papiers incompréhensibles, car pas écrits en russe, alors que les Républiques imposaient leur langue par une série de mesures législatives. Dans ce désordre institutionnel, un ensemble de consultations dans le cadre de l'URSS comme de la RSFSR tenta de définir les contours des usages officiels des langues, sans froisser les pouvoirs nationaux, sans remettre en cause la diffusion dans l'administration soviétique des langues parlées par les populations locales, mais en reconnaissant finalement au russe une place à part.

Le Conseil des commissaires du peuple (SNK) avait ratifié une série de régulations se trouvant en contradiction avec les décisions visant à la diffusion automatique des langues nationales prises dans les Républiques. Une directive de septembre 1923 stipulait que pour la tenue des livres de commerce, les entreprises avaient le libre choix de la langue<sup>247</sup>. Afin de protester contre le passage en ukrainien de la comptabilité des succursales de crédit, le Conseil pan russe des commissaires du peuple (VSNK) fit valoir la même année qu'institutionnellement aucune république soviétique n'avait de pouvoir direct sur un commissariat pan soviétique<sup>248</sup>. Autre exemple, le SNK avait ratifié en janvier 1925 que l'activité l'inspection du pain se ferait en russe dans toutes les républiques, notamment pour la réception des sacs de grains dans les ports, l'utilisation des langues locales n'étant obligatoire que dans la communication avec les organes locaux et la population<sup>249</sup>.

---

<sup>246</sup> GARF, f. 5446, op. 14a, d. 217 (Ob ustanovlenii v MTS i sovhozah NKZema po Srednej Azii, ZSFSR i Južnom Kazahstane štatnoj edinicy-perevodčika).

<sup>247</sup> GARF, f. 5446, op. 11, d. 2427, l. 80; f. 3316, op. 18, d. 45, l. 185.

<sup>248</sup> GARF, f. 3316, op. 18, d. 45, l. 185.

<sup>249</sup> *Ibid.*, l. 75.

Les premiers conflits importants concernèrent la question de la langue de fonctionnement des organes économiques et de crédit. Pendant l'été 1923, le comité exécutif central pan ukrainien (VUCIK) décida d'ukrainiser les filiales pan soviétiques de crédit en donnant un délai précis pour que la tenue des écritures et le personnel passent à un fonctionnement en ukrainien<sup>250</sup>. Un autre arrêté de novembre 1924 ordonnait que pour les trusts, les comptoirs des entreprises pan soviétiques, le secrétariat et la comptabilité se fassent aussi dans cette langue dans les lieux dans lesquels la population ukrainienne était majoritaire, en russe dans la correspondance avec le centre<sup>251</sup>. Début janvier 1925, l'ispolkom du district de Semipalatinsk tenta de faire passer la tenue des écritures des établissements de la Vsekobank en kazakh en se fondant sur les décisions de la République kirghize [kazakhe] de 1923-24<sup>252</sup>. La Vsekobank s'en inquiéta faisant valoir que les institutions de crédit n'étaient pas des institutions autonomes, qu'elles n'avaient pas de comptabilité publique propre et que leur plan et comptabilité étaient directement surveillés au commissariat des finances à Moscou. Enfin elle faisait référence à la circulaire de 1924.

Cette première tentative de régulation générale au sein de la RSFSR d'avril 1924 stipulait que les organes soviétiques dans les républiques devaient bel et bien fonctionner dans les langues des républiques, néanmoins, elle précisait bien que ce passage ne devait pas ralentir le travail du VCIK central avec qui la correspondance devait se faire en russe<sup>253</sup>. La Vsekobank remarquait que l'introduction des langues nationales dans les organes d'Etat ne concernait pas les banques actionnaires et les coopératives<sup>254</sup>. Le commissariat aux finances réagit en juillet 1925 par une directive proclamant que le secrétariat et comptabilité des filiales des entreprises économiques et de crédit devaient se faire dans la langue utilisée par leurs organes centrales<sup>255</sup>. Le SNK et CIK reprirent cet arrêté, précisant aussi que ces filiales devaient être capables de communiquer avec les autorités des républiques dans leurs langues nationales<sup>256</sup>. Mais ils furent critiqués par ces dernières, selon le principe que les décisions concernant la langue d'activité des institutions dépendaient des républiques<sup>257</sup>. Face au refus du commissariat aux finances d'un passage de la comptabilité dans les langues nationales, le CIK de Biélorussie constatait que les filiales étaient plus liées aux « larges masses » de la population locale qu'au centre<sup>258</sup>. Le gouvernement ouzbek insista pour que la comptabilité se fasse en

---

<sup>250</sup> *Ibid.*, l. 185.

<sup>251</sup> *Ibid.*, l. 2.

<sup>252</sup> GARF, SNK, f. 5446, op. 11, d. 2427, ll. 63-64.

<sup>253</sup> Par exemple, GARF, f. 1235, op. 102, d. 65, l. 4; Gatagova L. S., L. Košeleva et L. A. Rogovaja, eds., *op. cit.*, p. 228-230.

<sup>254</sup> GARF, SNK, f. 5446, op. 11, d. 2427, l. 25.

<sup>255</sup> GARF, f. 5446, op. 11, d. 2427, l. 23.

<sup>256</sup> GARF, f. 5446, op. 11, d. 2427, l. 57.

<sup>257</sup> *Ibid.*.

<sup>258</sup> GARF, f. 5446, op. 11, d. 2427, l. 61.



ouzbek et non en russe, précisant que seul le développement de l'ouzbek dans la tenue des écritures permettait l'emploi d'Ouzbeks, qui ne connaissaient pas le russe<sup>259</sup>.

Face aux pouvoirs des républiques, et dans un grand désordre alors qu'aucune régulation n'était clairement diffusée, les agences d'état s'opposèrent au passage de leurs activités dans les langues nationales. Et les problèmes se multiplièrent alors que l'usage des langues nationales progressait dans les administrations. En mai 1926, le commissariat aux voies de communication refusait particulièrement les initiatives visant à faire passer la comptabilité dans les langues locales, toute opération de contrôle des comptes étant centralisée à Moscou et faite en russe<sup>260</sup>. Les institutions douanières acceptaient de correspondre avec les républiques dans leurs langues, mais tous leurs livres de compte, statistiques, quittances, tarifs douaniers et correspondance avec les commissariats devaient se faire en russe<sup>261</sup>. En décembre 1926, le CIK exposait ses difficultés à suivre l'évolution des républiques, alors que leurs directions envoyaient les protocoles de réunions, les arrêtés dans les langues locales. Il n'était en outre plus possible de suivre ce travail législatif à travers les journaux officiels qui progressivement n'étaient plus publiés en russe, mais dans les langues des républiques<sup>262</sup>. Au sein du commissariat à l'intérieur, même pour les affaires impliquant les services secrets, les fonctionnaires avaient du mal à être efficaces quand ils recevaient des papiers notamment d'identification des citoyens dans des langues qu'ils ne possédaient pas<sup>263</sup>.

Les républiques ne cessèrent de 1924 à 1926 de contester les obstacles mis au passage des secrétariats des organes soviétiques dans les républiques et elles obtinrent formellement gain de cause. Pour promouvoir l'égalité, il fallait que les langues sortent des frontières des républiques et aient droit de cité dans les institutions centrales. Mais surtout, il fallait empêcher que le russe ne s'impose dans les territoires républicains, dans les entreprises les plus importants dans le cadre d'une économie soviétisée. En Ukraine, au Tatarstan, par exemple, l'usage des langues nationales fut étendu à la sphère économique nationalisée et étatisée, aux banques, établissements de crédit, aux coopératives. La centralisation économique, même au temps de la NEP, posait doublement problème aux organes centraux soucieuses de contrôler directement notamment la comptabilité de leurs établissements quelle que soit leur région d'implantation et aux gouvernements nationaux soucieux de diffuser leur langue. Les autorités centrales tentèrent de régler le problème en distinguant deux questions : celle de la langue d'activité des filiales normalement soumise à la législation républicaine et celle de la communication inter étatique. Ils tentèrent d'encadrer juridiquement cette dernière.

---

<sup>259</sup> GARF, f. 5446, op. 11, d. 2427, l. 51.

<sup>260</sup> GARF, f. 259, op. 10b, d. 4865, l. 16.

<sup>261</sup> GARF, f. 1235, op. 120, d. 6, l. 16.

<sup>262</sup> GARF, f. 3316, op. 17, d. 190, l. 61.

<sup>263</sup> GARF, f. 3316, op. 17, d. 190, l. 51 (1 mars 1927). En novembre 1926, l'OGPU avait demandé à avoir la directive de 1924 obligeant les régions à présenter le matériel des républiques avec une traduction en russe, GARF, f. 3316, op. 17, d. 190, l. 65.

L'occasion en fut donnée en 1927 par le commissariat du peuple au travail (NKT). Il s'inquiéta que la bourse du travail de Kiev lui fournisse des renseignements sur le placement des démobilisés de l'armée rouge en ukrainien. Il exigea de recevoir des informations depuis l'Ukraine avec leur traduction en russe, en se référant aux dispositions de 1924 et il fit l'erreur de qualifier le russe de langue pan union (*obščesojuznyj*)<sup>264</sup>. Des discussions s'en suivirent et s'envenimèrent avec les dirigeants ukrainiens, des consultants juristes furent sollicités pour statuer de la légalité de la demande du NKT. Reconnaissant le caractère illégal de la qualification du russe comme langue pan soviétique, car contraire à l'article 34 de la constitution de 1924 qui listait six langues à égalité (le russe, l'ukrainien, le biélorusse, le géorgien, l'arménien, le turco tatar), ils en conclurent néanmoins que les demandes de traductions en russe étaient légitimes<sup>265</sup>. Cette affaire entraîna la rédaction d'une lettre par le président du CIK Enukidze. Il décrivait une situation où les liens entre le centre et les Républiques s'étaient considérablement resserrés, où le volume des communications écrites s'était accru, mais où le travail était ralenti par la communication des documents, de réponses ou de demandes dans les langues nationales. Aussi il demandait aux gouvernements des Républiques s'ils étaient d'accord pour que leur correspondance avec le centre se fasse en russe ou avec une traduction en russe. Se dégageant du caractère non légal de la demande, l'argument était celui de la rapidité et de l'efficacité, la nécessité d'établir une correspondance immédiate entre les organes soviétiques et les Républiques, de faire des économies de temps et de moyens<sup>266</sup>. Tous les CIK républicains acceptèrent cette proposition, à l'exception de l'Ukraine et de la Géorgie. Le secrétaire du CIK ukrainien reconnu à tort que toutes les institutions d'Ukraine communiquaient en russe avec les organes de l'Union, mais il soulignait que la possibilité d'utiliser les langues nationales dans ces correspondances était un des objectifs de la politique des nationalités, visant à soutenir les langues nationales<sup>267</sup>.

Le Politburo, organe suprême du parti, statua de cette question en mai 1928<sup>268</sup>. Et finalement, en novembre 1929, une directive fut rédigée par le CIK et le SNK. Elle imposait que les filiales et autres organes pan soviétiques communiquent entre elles dans la langue du secrétariat de leurs organes centrales (soit le russe), la communication avec les administrations des républiques et leurs populations se ferait dans les langues locales, à l'exception de l'armée<sup>269</sup>.

Concrètement, les filiales des organes soviétiques dans les républiques demeurèrent russophones, d'autant plus qu'à la suite du Grand Tournant stalinien, la

---

<sup>264</sup> GARF, f. 3316, op. 17, d. 190, l. 7.

<sup>265</sup> GARF, f. 3316, op. 17, d. 190, ll 10-13.

<sup>266</sup> GARF, f. 1235, op. 72, d. 23, l. 6 (7 février 1927).

<sup>267</sup> Il demandait la mise en place d'un appareil du CIK capable d'utiliser les langues soviétiques. GARF, f. 3316, op. 17, d. 190, l. 30.

<sup>268</sup> Gatagova L. S., L. Košeleva et L. A. Rogovaja, eds., *op. cit.*, p. 566; ADIBEKOV G. M., K. M. ANDERSON et L. A. ROGOVAJA, eds., *Politbjuro CK VKP(b)- VKP (b), povestki dnja zasedanij*, vol. 1, Moscou, ROSSPEN, 2000, p. 612, 615 ; Martin T., *op. cit.*, p. 116.

<sup>269</sup> Postanovlenie CIK i SNK, GARF, f. 5446, op. 11, d. 2427, ll. 4-5.

centralisation économique se renforça de manière dramatique. Le comité central du parti ukrainien le souligna avec force en janvier 1930 : si on enlevait l'obligation de l'ukrainien pour les filiales pan soviétiques -alors que « toute l'industrie jusqu'aux usines de sucre perdues dans une mer de paysans étaient pan soviétiques »- les institutions soviétiques fonctionneraient et communiqueraient avec la population en russe, l'usage des langues locales se cantonnant aux demandes adressées par les citoyens au pouvoir central<sup>270</sup>. Le parti ukrainien soulignait aussi que cette décision s'opposait à celle du Politburo de mai 1928 qui avait accepté l'idée du passage à l'ukrainien des filiales pan soviétiques<sup>271</sup>. Et il constatait déjà les effets de la directive du CIK sur les spécialistes russophones se trouvant en Ukraine, trop contents d'exprimer leur satisfaction à l'arrêt de l'ukrainisation. Aussi le comité central ukrainien réitéra l'obligation du passage des secrétariats dans les langues locales<sup>272</sup>. Suite à cette intervention, l'orgburo du PCUS demanda à ce que la directive de 1929 soit revue avec le représentant de l'Ukraine, alors que de nouvelles tensions apparaissaient<sup>273</sup>. Au début de l'année 1931, l'inspection supérieure d'état sur la qualité industrielle demanda au centre comment réagir à l'ordre donné de passage des activités des usines dans les langues nationales. Elle se plaignit des difficultés créées par les passages constants dans la correspondance courante d'une langue à l'autre<sup>274</sup>. En 1932, elle réitéra sa demande, faisant référence à la législation ukrainienne ordonnant que pour les entreprises situées en Ukraine, le secrétariat se fasse en ukrainien<sup>275</sup>. Renvoyé à la directive de 1929, il lui fut néanmoins bien précisé que cette dernière n'avait pas été publiée et ne pouvait être diffusé.

Le russe restait la langue principale des filiales pan soviétiques et la résistance à cette tendance s'effaça, même en Ukraine dans laquelle la politique d'ukrainisation fit l'objet de constantes condamnations à la fin des années 1920, auxquelles s'ajoutèrent la collectivisation et l'extrême centralisation économique et politique. Bien plus tard, en 1950, un juriste du Soviet suprême reconnaissait que la norme avait été établie en pratique que la langue russe était la langue officielle des communications entre les républiques<sup>276</sup>, néanmoins au sein de ces dernières, russe et langues nationales continuèrent à coexister et une certaine indétermination sur leurs domaines de compétence prévalut.

---

<sup>270</sup> «En contournant formellement la question (de la langue) de la tenue des écritures interne des institutions soviétiques, par sa formule selon laquelle les filiales pan soviétiques communiquent entre elles dans la langue utilisée pour le secrétariat de leur centre, de fait le CIK a établi la seule langue russe pour les institutions et entreprises soviétiques et il a levé l'obligation d'ukrainisation pour l'appareil des institutions soviétique en USSR » (république soviétique d'Ukraine). Gatagova L. S., L. Košeleva et L. A. Rogovaja, eds., *op. cit.*, p. 631.

<sup>271</sup> *Ibid.*.

<sup>272</sup> *Ibid.*, p. 632

<sup>273</sup> *Ibid.*.

<sup>274</sup> GARF, f. 3316, op. 24, d. 643 (Ob jazykah snošenijah, 1932), l. 1.

<sup>275</sup> GARF, f. 3316, op. 24, d. 643 (Ob jazykah snošenijah, 1932), ll. 4, 5.

<sup>276</sup> GARF, f. 7523, op. 42, d. 106, l. 2.

## Langue russe et déterritorialisation dans l'Armée rouge

L'armée fut l'institution par laquelle la nécessité d'une langue d'état obligatoire, partagée par tous les citoyens, fut ouvertement exprimée. La création d'unités ethniques de l'armée rouge fut à la fois l'héritage de la prolifération des divisions nationales des temps de guerre et de guerre civiles, et celui de la politique des nationalités. L'application à l'armée des principes de cette dernière fut notamment discutée dans le cadre du XII<sup>e</sup> congrès de 1923. L'armée rouge y fut accusée d'être un outil de russification. La formation d'unités militaires nationales devait contourner cette critique. L'organisation d'académies, de lycées militaires nationaux allaient permettre à l'avenir de constituer un commandement non russe. En outre, des unités nationales étaient organisées pour encadrer une partie des soldats non russophones. Ces dernières fonctionnaient dans les langues nationales<sup>277</sup>. Pour les nationalités jamais appelées sous les drapeaux ou ayant été soumises au service militaire que très temporairement (Kazakhs, Ouzbeks, Nord Caucasiens, Iakoutes...), la constitution d'académies et le volontariat visait à former une élite militaire nationale et à populariser le service militaire. La création d'unités nationales territorialisées, demeurant dans leurs régions d'origine et soumises à une forme de service militaire allégée par rapport à celle l'armée régulière, avait pour but de familiariser les paysans à une armée rouge, considérée comme étrangère, russe et conquérante<sup>278</sup>. Dans le cadre du premier plan quinquennal, les formations nationales devaient se renforcer<sup>279</sup>.

Au sein des républiques, l'existence de formations nationales territorialisées, ou de troupes (escadrons, bataillons...) nationales étaient en effet fortement encouragée : autant de vestiges des épisodes d'indépendance, elles témoignaient de l'autonomie des pouvoirs républicains<sup>280</sup>. En 1924, à une session du CIK tatar, la RJaT exprimait bien que la meilleure manière de soutenir l'apprentissage du tatar par le soldat était la formation d'unités nationales<sup>281</sup>. Dans les unités armées de la division d'infanterie (*strelkovyik*) de Kazan, la RJaT entendait mener sa politique<sup>282</sup>. En Biélorussie, en 1925, le comité central du parti avait fait de la biélorussification de l'armée une priorité, notamment au sein du

---

<sup>277</sup> SANBORN J., *Drafting the Russian Nation*, Dekalb, Northern Illinois University Press, 2003, p. 89-91.

<sup>278</sup> REESE R. R., *Stalin's Reluctant Soldiers*, Lawrence, University Press of Kansas, 1996, p. 9-40; BERHIN I., *Voennaja reforma v SSSR (1924-1925)*, Moscou, Voenizdat, 1925.

<sup>279</sup> A la fin de 1924, les formations nationales comptaient 38 401 personnes sur 540 000 soldats de l'armée rouge. ANDERSON K. M. *et al*, eds., *Reforma v Krasnoj armii, dokumenty i materialy, 1923-1928*, vol. 1, St Pétersbourg, Letnij sad, 2006, p. 308, 556.

<sup>280</sup> Sur l'Ukraine, cf. SMOLIA V. A., ed., « *Ukrainizacija* » 1920-1930h rokiv, *peredumovi, zdobutki, uroki*, Kyiv, Nacional'na akademija nauk Ukraini, Institut istorii Ukraini, 2003, chapitre sur l'Armée.

<sup>281</sup> NART, f. 732R, op. 1, d. 527, l. 137.

<sup>282</sup> NART, f. 732R, op. 1, d. 521, p. 7.

corps armé national biélorusse. Mais il s'agissait d'aller plus loin en introduisant le biélorusse et l'apprentissage de la culture biélorusse dans toutes les formations de l'armée rouge stationnant dans leurs territoires<sup>283</sup>. Dans les républiques, l'usage des langues nationales dans les troupes présentes sur place constituait une revendication contre laquelle le commissariat du peuple à l'armée rouge et à la flotte se défendait. Ainsi, en 1926, il fit valoir qu'hors les troupes nationales territorialisées, les personnes accomplissant leur obligation militaire n'étaient pas liées par leur nationalité au lieu de répartition des troupes<sup>284</sup>.

Néanmoins, la question des difficultés liées au multilinguisme était régulièrement adressée par la hiérarchie militaire, peu satisfaite par les exigences de respect de la politique des nationalités. Dès 1924, au plenum du conseil révolutionnaire de guerre (RVS SSSR) une résolution avait été prise pour demander au CIK des républiques nationales de publier un décret d'introduction dans les écoles nationales d'un enseignement de la langue russe dans une proportion garantissant pour les officiers la possibilité de commander en russe<sup>285</sup>. Le russe demeurait obligatoirement la langue du personnel de commandement. Normalement les unités nationales fonctionnaient dans les langues nationales. Néanmoins, le manque de cadres -nationaux parlant le russe ou Russes parlant la langue nationale-, ainsi que les difficultés propres à la non normalisation écrite de beaucoup de langues, ou l'absence de traduction des termes militaires aboutissaient à conduire l'apprentissage militaire en partie en russe. Le manque des règlements, des arrêtés dans les langues nationales étaient criants. En 1926, un rapport soulignait que la traduction des ordres militaires de la langue russe à une autre langue était trop compliquée, et il préconisait que la langue du commandement et des ordres soit le russe<sup>286</sup>. Un an plus tard, en avril 1927, un rapport du conseil révolutionnaire de l'armée critiquait la tendance à l'ukrainisation des troupes, ukrainophones ou non ukrainophones, stationnées dans la République et cette politique était critiquée<sup>287</sup>. Ce rapport condamnait aussi fermement la volonté de faire passer le commandement dans les langues nationales au sein des unités régulières, mais nationales. Et il préconisait que la langue russe soit obligatoire pour leur commandement. Ce dernier devait être capable de se mouvoir partout en étant intégré dans les listes générales du personnel de l'armée. Dans la langue nationale, il ne s'agissait plus que de traduire les règlements centraux et la littérature politique et culturelle. Enfin les ordres de commandements à donner oralement dans les langues nationales furent distingués des directives écrites à faire en russe<sup>288</sup>. Parallèlement, en mai 1927, il était demandé à la direction politique de l'armée de surveiller particulièrement le profil politique des

---

<sup>283</sup> Gatagova L. S, L. Košeleva et L. A. Rogovaja, eds., *op. cit.*, p. 340.

<sup>284</sup> L'instabilité des localisations des unités militaires faisait que même l'obligation de communiquer avec les organes des républiques dans leurs langues était compliquée et exigeait de financer un appareil lourd de traducteurs, note 39.

<sup>285</sup> Anderson K. M. et al, eds., *op. cit.*, p. 696 (note 102).

<sup>286</sup> *Ibid.*, p. 563-564.

<sup>287</sup> *Ibid.*, vol. 2, p 66.

<sup>288</sup> *Ibid.*, p. 70.

membres des unités nationales<sup>289</sup>. En juin 1927, Vorosilov, commissaire du peuple à l'armée et à la flotte et président du conseil révolutionnaire de guerre, analysait le fait que les conseils militaires locaux relayaient les demandes des gouvernements des républiques d'étendre le système des unités nationales. Ces derniers faisaient valoir que des unités nationales n'avaient pas été formées pour l'ensemble des républiques nationales et qu'en outre, là où elles existaient, elles n'englobaient qu'une faible partie du contingent des appelés. Mais Vorosilov refusait ces exigences d'extension au-delà du plan prévu des unités armées nationales<sup>290</sup>. Il faisait valoir en outre qu'au sein de troupes régulières, il existait des bataillons, des escadrons nationaux<sup>291</sup>.

Finalement, 10 ans plus tard, l'armée fut l'institution par laquelle l'intégration par les élites bilingues fut remplacée par la volonté d'obliger tout non russe à devenir bilingue. Dans un contexte de suspicion généralisée, notamment à l'égard des non russes, dans le cadre de la Grande Terreur, l'existence d'unités nationales territorialisées au sein de l'armée fortement réduite depuis les années 1930 fut radicalement remise en cause. Le 3 octobre 1937, Staline fut averti de la nécessité de déplacer vers les régions européennes les divisions nationales ouzbèkes et tadjikes dont des commandants avaient été poursuivis pour activités anti soviétiques en lien avec des pays ennemis (Afghanistan, Iran, Turquie)<sup>292</sup>. Dix jours après, au plenum du Comité central, Staline déclarait : « Nous nous trouvons face au fait que les appelés dans l'armée, par exemple en Ouzbékistan, au Kazakhstan, en Arménie, en Géorgie, en Azerbaïdjan ne possèdent pas le russe. De ce fait il faut les laisser sur place et transformer nos divisions et brigades en unités territoriales. Ce n'est pas une armée. Nous n'y voyons pas une armée. Nous estimons que chaque unité de combat qu'elle soit une troupe, une brigade, ou une division, ne doit pas être une armée locale, mais l'armée de toute l'union, constituant une partie de l'armée de notre union. Que nous pouvons déplacer et devons déplacer dans les différentes régions ». Il condamnait non seulement l'existence de ces unités nationales et territoriales, mais il annonçait l'obligation d'apprendre la langue russe redéfinie comme le ferment du lien unissant les citoyens de l'URSS<sup>293</sup>. L'armée constitua bel et bien la matrice dans laquelle émergea l'idée d'une nation soviétique russophone.

---

<sup>289</sup> *Ibid.*, p. 474 (note 8).

<sup>290</sup> *Ibid.*, p. 94-95.

<sup>291</sup> Par exemple, en avril 1928, dans la commune de Bessarabie avait été créé un escadron formés de « bessarabiens » (ayant participé à la guerre civile) intégré au second corps de cavalerie. *Ibid.*, p. 491 (note 65).

<sup>292</sup> Rossijskij Gosudarstvennyj arhiv social'no-političeskoj istorii (RGASPI), f. 558, op. 11, d. 65, l. 87 : L. S. Gatagova, L. Košeleva et L. A. Rogovaja, eds. *CK RKP(b)-VKP(b) i nacional'nyj vopros*, Moscou, ROSSPEN, vol 2, à paraître 2009.

<sup>293</sup> Staline continuait : « Les Ukrainiens, appelés en Ukraine, ne doivent pas obligatoirement rester en Ukraine. Les intérêts de l'Etat peuvent impliquer de les déplacer, disons dans le Caucase, en Sibérie etc. Autrement il n'y aura pas d'armée. Il y aura une armée territoriale et nationale qui ne se déplace jamais, et qui ne fait pas partie de cette armée que constitue l'armée soviétique. » RGASPI, f. 558, op. 11, d. 1120, ll. 99-102 (Vystuplenie Stalina na plenum CK VKP (b), 12 octobre 1937), L.S. Gatagova, L. Košeleva et L. A. Rogovaja, eds., *op. cit.*, vol 2, à paraître 2009 ; Martin T., *op. cit.*, p. 458

Ainsi, en mars 1938, il est décidé de mettre fin à l'existence des unités territorialisées, chaque soldat étant susceptible dorénavant d'être envoyé indifféremment sur tout le territoire de l'URSS<sup>294</sup>. Au même moment un décret impose l'obligation du russe dans les écoles des républiques et des régions autonomes.

Et en 1940, alors que l'URSS officiellement n'était pas encore entrée en guerre, mais occupait déjà la Pologne, une grande campagne fut lancée pour organiser des cours de russe pour former les conscrits avant leur départ pour l'armée<sup>295</sup>. Lors de la conscription de l'automne 1940, il apparut que 152 766 des appelés ne possédaient pas le russe, soit plus de 10% du contingent des soldats (s'élevant à 1,4 million). Le chiffre était plus important encore<sup>296</sup> et d'après ces statistiques certaines régions apparaissaient comme majoritairement non russophones. L'absence complète du russe se fait particulièrement sentir au Caucase et en Asie centrale. Ainsi, en Géorgie, où le gouvernement avait résisté à l'imposition du russe dans les années 1920, sur le contingent des appelés en 1940, 25 507 personnes ne possédaient pas le russe<sup>297</sup>. En rapportant ces données aux effectifs de la classe d'âge masculine correspondantes du recensement de 1939, il apparaît que plus de 80% de la population masculine de la République est incapable de comprendre le russe. Les pourcentages s'élèvent à plus de 90% en Ouzbékistan, 100% au Tadjikistan, 80% en Kirghizie ou 30% au Kazakhstan (la population kazakhe y a très fortement déclinée, décimée par la collectivisation et la sédentarisation)<sup>298</sup>. La plupart de ces conscrits non russophones reçurent une formation accélérée en russe en 2 à 3 mois dans les écoles nationales avant leur départ pour l'armée. Elle fut jugée peu satisfaisante, l'apprentissage des rudiments de russe en trois mois par des locuteurs de langues souvent très éloignées du russe posait évidemment problème. Le haut commandement se plaignait en mars 1941, deux mois avant l'attaque allemande, d'avoir dans ces rangs encore 60 000 combattants de nationalité non russe ne possédant pas la langue russe<sup>299</sup>.

---

<sup>294</sup> RGASPI, f. 17, op. 3, d. 997, l. 95-97 (Postanovlenie CK VKP (b) i SNK SSSR "o nacional'nyh častjah i formirovanii RKKK), L. S. Gatagova, L. Košeleva et L. A. Rogovaja, eds., *op. cit.*, vol 2, à paraître 2009. Des unités nationales seront pourtant réintroduites dans le cadre de la guerre dès la fin de l'année 1941.

<sup>295</sup> A la suite de l'arrêté de l'Orgburo du Comité central du 6 avril 1940, du Comité central du 6 juillet 1940 et du commissariat à l'Instruction du 30 juillet 1940. Rappelons qu'officiellement l'URSS entre en guerre en juin 1941.

<sup>296</sup> Dans ces statistiques, aucun conscrit de l'Ukraine, de la Biélorussie, de la RSFSR ou de la République carélo finnoise n'était comptabilisé. Pourtant des cours de russe, pour personne ne le possédant pas ou le possédant mal, ont été mis en place dans les régions autonomes de la RSFSR, pour les Tchouvaches, les Bachkirs, les Bouriates, les Kabardino Balkars, les Kalmouks, les Maris. Pour les Ossète du Nord, les Komis, les Mordves, les Oudmourtes, la formation des conscrits se faisait uniquement en langue russe. RGASPI, f. 17, op. 117, d 125, ll. 42-44 (20 juin 1940); ll. 49-51 (23 novembre 1940); op. 162, d. 29, ll. 2-3 (31 août 1940), L.S. Gatagova, L. Košeleva et L. A. Rogovaja, eds., *op. cit.*, vol 2, à paraître 2009.

<sup>297</sup> RGASPI, f. 17, op. 117, d. 125, ll. 72-73, *Ibid.*

<sup>298</sup> Ces pourcentages ont été grossièrement estimés en confrontant le nombre de conscrits non russophones enregistrés par l'armée en 1940 au recensement de la population masculine selon la classe d'âge de 1939, POLIAKOV Iu. A., ed., *Vsesojuznaja perepis' naselenija 1939 goda. Osnovnye itogi*, Moscou, Nauka, 1992

<sup>299</sup> RGASPI, f. 17, op. 117, d.259, l.188, L. S. Gatagova, L. Košeleva et L. A. Rogovaja, eds., *op. cit.*, vol.2, à paraître 2009.

La décision de 1938 d'imposer l'apprentissage du russe à l'ensemble des Soviétiques a été justifiée par la volonté de créer une armée unifiée, déterritorialisée. A la fin des années 1930, l'anxiété face à la menace d'une guerre prochaine conduisit le gouvernement central à se pencher à nouveau sur la question de la communication interétatique et de l'efficacité de l'état dans un contexte plurilingue. L'existence de masses paysannes non russophones apparut alors comme un problème à résoudre en étendant l'exigence de bilinguisme non plus aux seuls cadres, mais à l'ensemble de la population.

## **Conclusion**

L'impératif de promotion des langues vernaculaires eut des effets tangibles sur l'intégration des non russes au système soviétique. Des mesures soutenant ces langues dans la propagande d'état, par des ressources en termes de postes, mais surtout par des programmes éducatifs massifs pour instruire des populations dans les vernaculaires a permis l'émergence progressive d'une société alphabétisée dans ces républiques selon des formes très différenciées géographiquement. Face aux demandes des républiques de soutien des langues nationales, les institutions centrales furent certes toujours réticentes, mais elles furent néanmoins soumises aux impératifs de la politique des nationalités tout au cours des années 1920. Le russe omniprésent dans la communication interétatique coexistait avec les langues nationales dominantes dans certaines républiques. L'édification d'une élite bilingue capable de servir le nouvel état en russe, de communiquer avec les populations non russophones et de ne pas froisser les sentiments nationaux exprimés dans les années révolutionnaires constituait une priorité.

A la fin des années 1930, la problématique de l'inclusion des non Russes s'était déplacée. L'exemple de l'armée est symptomatique de l'évolution des formes prises par leur intégration : la promotion générale des langues vernaculaires et la territorialisation nationale précédèrent la formation d'un état spatialement intégré. Ce fut en faisant référence à cette question que Staline décida en 1938 de rendre obligatoire le russe comme matière d'études à l'école. L'armée redevint le lieu de fabrication du nouvel état nation soviétique, gouvernant un espace où chacun pouvait-en se déplaçant-parler à ses concitoyens. Le russe fut replacé au centre de l'édification étatique, si le bilinguisme subsista dans les territoires nationaux, l'URSS se devait de constituer un espace intégré spatialement et linguistiquement, multilingue mais monolingue dans son fonctionnement central.





**Caroline Gauthier**

Caroline.Gauthier@EUI.eu

## **Consensus, différends et obstacles pratiques dans l'organisation de l'enseignement primaire en ukrainien et en biélorusse (1920-1927)**

Au début des années vingt, l'Ukraine et la Biélorussie sont des régions avec un fort taux d'analphabétisme<sup>300</sup> où l'enseignement en ukrainien et en biélorusse sont à l'état embryonnaire<sup>301</sup>. L'ukrainien et le biélorusse n'étaient pas considérés comme des langues à part entière : pour le gouvernement tsariste, elles étaient des dialectes locaux du russe, des patois, et en tant que tels, n'avaient pas leur place à l'école<sup>302</sup>. Jusqu'à la révolution de 1917, il n'existe donc pas d'école d'État ukrainienne ou biélorusse dans l'empire. Seules quelques expériences marginales et anecdotiques, rapidement écourtées, ont eu lieu<sup>303</sup>. Pourtant, ces langues sont parlées par une majorité de la population : au recensement de 1897, 72,6 % de la population d'Ukraine déclarent l'ukrainien comme langue maternelle<sup>304</sup> et 63,5 % de la population de la province du Nord-Ouest (Biélorussie) déclarent le biélorusse<sup>305</sup>. Les expériences d'enseignement dans ces langues prennent un nouvel essor entre 1917 et 1920, à l'initiative des enseignants locaux<sup>306</sup>, puis le

---

<sup>300</sup> Voir le travail de : SHEVELOV G. Y., *The Ukrainian Language in the First Half of the Twentieth Century (1900-1941): Its State and Status*, Cambridge, MA, Harvard Ukrainian Research Institute, 1989. En 1897, le recensement dénombrait 80 % d'analphabètes parmi la population ukrainienne, 88 % parmi la population biélorusse. Les entreprises de développement des écoles russes et d'alphabétisation des campagnes en russe, au début du XX<sup>e</sup> siècle autour des zemstvos, n'ont été que peu efficaces du fait du fossé linguistique qui existait dans ces régions.

<sup>301</sup> Cf. Les articles d'Alexei Miller et d'Aleksandr Dmitriev dans cet ouvrage.

<sup>302</sup> KRAWCHENKO B., *Social Change and National Consciousness in Twentieth-Century Ukraine*, Basingstoke, Macmillan Press, 1985, p. 24.

<sup>303</sup> Shevelov G. Y., *op. cit.*, p. 40-2. Pour la Biélorussie, il existe très peu de données sur les écoles en langue biélorusse avant 1917 et le tableau est donc extrêmement flou.

<sup>304</sup> La langue déclarée sur le recensement de 1897 était en fait le "petit russe" (*malorusskij*), la catégorie officielle de l'époque. Puisqu'une question sur la "nationalité" ne se retrouvait pas sur ce premier (et seul) recensement impérial, il a par la suite été fréquent de générer des statistiques sur les "nationalités" à partir des données sur la "langue maternelle", comme dans Krawchenko B., *Social Change and National Consciousness*, p. 4.

<sup>305</sup> ZAPRUDNIK J., *Belarus: At a Crossroad in History*, Boulder, Westview Press, 1993, p. 62-63.

<sup>306</sup> VASKOVICZ H., « L'enseignement en ukrainien de 1917 à 1920 », dans É. KRUBA et A. JOUKOVSKY, *Ukraine 1917-1932 : renaissance nationale*, Actes du colloque, Paris, Inalco, 1986, p. 415-31. Encore une

mouvement est progressivement repris en main par le pouvoir communiste au fur et à mesure de son installation dans ces régions (1920-1921) et de la fin de la guerre civile. Une des grandes tâches du communisme est alors de développer l'éducation de masse dans la langue maternelle des populations. Mais cette entreprise se fait progressivement. Si l'alphabétisation des campagnes est considérée comme une priorité dès 1920, dans ces régions périphériques, ce n'est finalement qu'en 1923 que la connection entre la politique scolaire et la politique des nationalités va vraiment permettre à l'entreprise de se voir dotée de moyens à grande échelle.

La politique des nationalités soviétique, inaugurée par les gouvernements indépendants aux lendemains de la révolution, est plutôt bien acceptée parmi les populations rurales ukrainophones et biélorussophones<sup>307</sup>. De nombreuses initiatives de créations d'écoles ukrainiennes et biélorusses sont mises en place dès 1917 et une partie des intellectuels est fortement engagée dans le processus. Néanmoins, des poches de résistances existent en faveur de la langue russe dans les villes, les zones industrielles et au sein des minorités (Russes, Polonais mais aussi juifs et catholiques biélorusses).

Dans le système éducatif soviétique, les enseignants comme le personnel administratif doivent maîtriser à l'oral et à l'écrit la langue de leur république. De plus, ceux qui travaillent dans les écoles des minorités doivent évidemment connaître la langue de la minorité concernée<sup>308</sup>. Les programmes d'enseignement font la part belle à l'étude des langues, de la géographie et de l'histoire locales. Néanmoins, la majorité des heures est consacrée au programme commun soviétique, élaboré par le commissariat à l'Éducation de la République fédérée de Russie (RSFSR) dès 1921<sup>309</sup>, puis révisé en 1924<sup>310</sup>. Une tension existe donc au cœur de l'enseignement entre le développement culturel et linguistique local et la création d'un corps commun de connaissances soviétique basé sur l'idéologie et l'histoire communiste. Ces tensions sont d'autant plus fortes que les directives centrales rencontrent sur le terrain des initiatives locales de développement linguistique, prises parfois en dehors de tout contrôle, et les résistances de certaines parties de la population à abandonner le russe. Elles sont aussi freinées par les contraintes fortes en moyens humains et matériels.

---

fois, très peu de données sur le développement de l'enseignement en biélorusse avant l'arrivée des communistes au pouvoir.

<sup>307</sup> Voir par exemple : DANYLENKO V. M. et al, *Ukrainizacija 1920-30-h rokov : peredumovy, zdobutky, uroky*, Kyjiv, Institut istorii Ukrainy NAN Ukrainy, 2003, p. 84-105.

<sup>308</sup> Ces obligations se sont mises en place progressivement et de manière imparfaite tout au long des années vingt.

<sup>309</sup> Voir : FITZPATRICK S., *The Commissariat of Enlightenment: Soviet Organisation of Education and the Arts under Lunacharsky (October 1917-1921)*, Cambridge, Cambridge University Press, 1970, et IL'JUŠIN I. M. et S. A. UMREJKO, *Narodnoe obrazovanie v Belorusskoj SSR, (1917-1960)*, Minsk, Gosudarstvennoe učebno-pedagogičeskoe izdatel'stvo Ministerstva prosveščeniya BSSR, 1961.

<sup>310</sup> Voir : BERELOWITCH W., *La Soviétisation de l'école russe, 1917-1931*, Lausanne, Éditions L'Âge d'Homme, 1990, et HOLMES L. E., *The Kremlin and the School: Reforming Education in Soviet Russia, 1917-1931*, Bloomington, Indiana University Press, 1991.

Dans le cadre de l'école primaire, le principal défi est la masse. Scolariser tous les enfants ukrainiens et biélorusses dans la langue de leur nationalité représente un nombre colossal d'enfants à encadrer<sup>311</sup>, mais aussi d'enseignants à trouver et former, de nouveaux livres à publier, alors même que les gens compétents *et* maîtrisant l'ukrainien ou le biélorusse sont très rares. Il y a une difficulté fondamentale à vouloir faire travailler les enseignants dans les langues vernaculaires alors qu'ils ont été formés dans les écoles tsaristes russes. Au-delà de ces difficultés pratiques existent des difficultés politiques. Alors que le centre (Moscou, Kiev, Minsk) promeut ouvertement la politique des nationalités, cette impulsion n'est pas toujours relayée aux échelons locaux (provinces, districts), où la priorité est le plus souvent donnée aux fidélités politiques. Ces résistances d'une partie des cadres du Parti et de l'administration recourent les poches de résistances qui existent au sein de la population. Le projet de nationaliser les territoires ukrainien et biélorusse se heurte au multilinguisme de ces régions : en particulier les villes et les zones industrielles largement russophones constituent autant de poches de résistances. Ce phénomène est renforcé par le manque de perspectives qu'offre la seule maîtrise des langues ukrainienne et biélorusse. En effet, l'enseignement secondaire et supérieur ne bénéficient pas du même volontarisme politique que l'enseignement primaire. Un système à deux vitesses se met en place, phénomène qui réduit les perspectives de promotion sociale des enfants maîtrisant mal le russe.

### **Les enseignants entre une impulsion centrale forte et les réalités locales**

Le développement rapide et massif de l'enseignement en ukrainien et en biélorusse dans le système scolaire primaire dépend avant tout de la disponibilité en personnel compétent. Ce sont les départements à l'Instruction de district (*uezd* puis *rajon*) qui ont pour tâche d'organiser le système éducatif local, en contact, d'une part, avec les cellules locales du Parti Communiste et, d'autre part, avec le commissariat à l'Éducation. Leurs fonctions sont multiples : ils doivent établir un lien régulier avec les enseignants répartis sur leur territoire, organiser le passage vers les nouvelles pédagogies et les nouvelles langues d'enseignement, propager la culture communiste officielle. Cette triple dimension reflète les difficultés rencontrées par l'administration pendant les années vingt. Il existe une contradiction de fond entre deux nécessités, celle d'utiliser du personnel enseignant qualifié mais formé sous un autre pouvoir et celle de s'assurer de la fidélité politique de ceux qui sont chargés de l'éducation des jeunes générations. Or cette contradiction n'est pas résolue de la même manière au sein du commissariat à l'Instruction et au sein des organes locaux du gouvernement.

Au sein des commissariats à l'Instruction se trouvent des personnages fortement engagés dans la cause nationale, aussi bien en Biélorussie qu'en Ukraine<sup>312</sup>. À la tête du

---

<sup>311</sup> En Ukraine, en 1911, environ 1 300 000 enfants étaient scolarisés; en 1924, on atteint le chiffre de 1 560 000 élèves. BACINSKI P. P., « Kerivnystvo KP (b)U procesom ukrajinizacij », dans B. M. PYSOHA, *Z istorij borot'by KPU za rozvytok narodnoji osvity 1917-1945 rr.*, Kyjiv, Vydavnystvo Kyjivs'koho Universitetu, 1965, p. 50.

<sup>312</sup> Pour plus d'éléments sur le commissariat à l'Éducation ukrainien et son engagement dans l'ukrainisation, voir : Danylenko V. M. et al, *op. cit.*

commissariat biélorusse, on trouve ainsi, de 1920 à 1926, Usevalad Ihnatŭski, ancien ministre de l'Éducation au sein du gouvernement de de la République nationale biélorusse (BNR)<sup>313</sup>, et rallié aux bolcheviks en 1919. Il est remplacé en février 1926 par son adjoint, Anton Balitski, qui occupe ce poste jusqu'en août 1929. Ces deux hommes jouent un rôle primordial dans le développement de la culture biélorusse, en étant à l'origine de presque toutes les grandes résolutions à ce sujet. Ihnatŭski est l'idéologue du Parti sur la question nationale, alors que Balitski est le grand organisateur de l'application de ces mesures<sup>314</sup>. En Ukraine, ce sont les *Borotbisty*<sup>315</sup> qui dominent au sein du commissariat à l'Éducation. Ils y trouvent là un champ d'application relativement libre pour développer leurs idées patriotiques ukrainiennes. La principale figure des cinq commissaires qui se succèdent dans les années vingt<sup>316</sup> est celle d'Oleksandr Šums'kij, en poste de 1924 à 1927 et grand défenseur de l'ukrainisation étendue à toutes les sphères de la société<sup>317</sup>.

Dès le début des années vingt, les commissariats à l'Éducation font leur possible pour rentabiliser le personnel disponible sans vraiment tenir compte de l'engagement politique. Une de leurs premières tâches est de recenser les personnes sur lesquelles ils peuvent compter dans la mise en place du nouveau système éducatif<sup>318</sup>. Des mesures sont prises pour recenser les éducateurs et les enseignants de toutes origines et qualifications<sup>319</sup>, de même que toute personne maîtrisant à l'écrit le biélorusse ou l'ukrainien. On comptabilise également le personnel pouvant enseigner dans ces langues<sup>320</sup>. Des enquêtes avec des formulaires standards sont menées sur le travail des

---

<sup>313</sup> La Belaruskaja Narodnaja Respublika (aussi appelée République populaire de Biélorussie) fut fondée en mars 1918, après la signature du traité de Brest-Litovsk et l'occupation de la zone par l'Allemagne. Après l'arrivée des bolchéviques fin 1918, puis l'occupation par la Pologne début 1919, le gouvernement fuit en exil.

<sup>314</sup> IOFE E., « Batska Belaruszacyi », *Belaruskaja Minuŭščyna*, n°2, 1995, p. 59-62. Il y est dit que Balitski parcourait la république pour se rendre compte des avancées et des problèmes sur le terrain, ce qui lui donnait un contact direct avec la population et donc un grand crédit, surtout auprès des paysans.

<sup>315</sup> Ancien parti communiste ukrainien rallié aux bolcheviks en 1919, dont les membres sont appelés ainsi du nom de leur organe de presse, Borot'bist'.

<sup>316</sup> En 1920, Serhij Hryn'ko, un ancien Borot'bist, est nommé commissaire. En 1922, il est remplacé par Volodymyr Zaton'skij, un ancien membre du parti socialiste-révolutionnaire (SR) ukrainien rallié aux Bolcheviks en 1919. En 1924, c'est Oleksandr Šums'kij, ex-Borot'bist, qui prend la tête du commissariat. Il s'oppose à partir de 1926 au Premier Secrétaire du Parti communiste ukrainien (KPU) Kaganovič, sur la question de l'ukrainisation du prolétariat et du Parti. Il est remplacé en 1927 par Mykola Skrypnyk, également ancien Borot'bist, qui sera à son tour remplacé par Zaton'skij au début des années trente.

<sup>317</sup> Pour des éléments sur le destin des personnalités engagées dans l'ukrainisation, voir les travaux de ŠAPOVAL Ju., notamment : *Ukraina 20-50-x rokov : storinky nenapysanoji istorij*, Kyjiv, Naukova dumka, 1993 et *Liudyna i systema*, Kyjiv, Institut nacional'nyh vidnosyn i politolohii Nacional'noji akademii nauk Ukrainy, 1994.

<sup>318</sup> BATALKA E., « Nacyjanal'naja palitika u halyne Narodnaj Asvety », *Vesnik BDU*, ser. 3, n°2, 1991, p. 15.

<sup>319</sup> Nacyjanal'ny Arxiv Belarusi (NAB), f. 42, vop. 1, spr. 97, l. 72.

<sup>320</sup> NAB, f. 42, vop. 1, spr. 115, l. 7.

instituteurs<sup>321</sup>. De nombreuses personnes déposent également des candidatures spontanées auprès des commissariats à l'Instruction<sup>322</sup>. Ces recensements permettent une redistribution des enseignants et du personnel administratif en fonction de leurs capacités. Le personnel le plus qualifié (études supérieures) est mis à la disposition du commissariat pour pouvoir être utilisé efficacement à l'échelle de la république, notamment en ce qui concerne la formation des autres enseignants. Au niveau local, les compétences des enseignants les plus expérimentés sont rentabilisées au sein des « écoles d'application », où l'on concentre les moyens matériels, financiers et humains pour obtenir des pôles d'excellence pédagogique devant rayonner sur les autres petites écoles<sup>323</sup>. Pour tous ces postes exigeant de hautes qualifications, le profil politique n'est que peu pris en compte. Au contraire, le pragmatisme prévaut et seul le niveau de compétence est pris en compte dans l'utilisation de ces pédagogues. Le besoin énorme en enseignants maîtrisant l'ukrainien et le biélorusse à l'écrit force le commissariat à l'Instruction à composer avec ce qui existe.

Au niveau des provinces et des districts, le tableau est un peu différent. Les organes locaux du gouvernement (cellules du Parti, comités exécutifs des soviets [Ispolkom], mais également les départements à l'Éducation) se méfient fortement du corps enseignant. Les travaux de W. Berelowitch<sup>324</sup> et L. E. Holmes<sup>325</sup> sur la RSFSR mettent bien en avant la situation conflictuelle dans laquelle se trouvent les instituteurs, dénoncés à la fois par leurs élèves, leurs collègues et les autorités locales. Les rapports des départements à l'Instruction locaux d'Ukraine et de Biélorussie confirment cette situation. Les renvois ou les mutations géographiques à leur initiative, à celle des Ispolkom ou des cellules locales du Parti Communiste sont courantes. En Ukraine, les conférences de directeurs des départements à l'Instruction de province font état de cette méfiance vis-à-vis des enseignants : leur plus grande peur est d'employer des éléments contre-révolutionnaires<sup>326</sup>. Cette méfiance se traduit également dans les retards de paiement des salaires des instituteurs, qui ne sont pas considérés comme des priorités budgétaires par les Ispolkom jusqu'en 1924<sup>327</sup>. De fait, la situation des enseignants est peu enviable, ce qui accroît d'autant plus les difficultés à trouver du personnel. Les enseignants les plus engagés dans le développement de l'école nationale sont plus

---

<sup>321</sup> NAB, f. 42, vop. 1, spr. 661, l. 109; Derzhavnij Arhiv Ukraïny (DAU), f. 166, vop. 1, spr. 10, l. 74.

<sup>322</sup> NAB, f. 42, vop. 1, spr. 95, l. 104.

<sup>323</sup> « Créer des écoles fortement liées économiquement avec les activités locales, bien financées, d'y créer de bonnes conditions matérielles de travail, d'y concentrer les meilleurs enseignants et de miser sur leur travail pour élever les activités pédagogiques au niveau qui devrait être le leur. De telles écoles doivent devenir des foyers pour la réflexion pédagogique, des concentrés de pratique et d'expérience pour la nouvelle École du Travail. » DAU, f. 166, vop. 2, spr. 545, l. 17.

<sup>324</sup> Berelowitch W., *op. cit.*

<sup>325</sup> Holmes L. E., *op. cit.*

<sup>326</sup> La NEP « réveille les ambitions contre-révolutionnaires du capital privé dans les campagnes », DAU, f. 166, vop. 2, spr. 810, l. 9.

<sup>327</sup> DAU, f. 166, vop. 2, spr. 810, l. 14.

particulièrement placés sous surveillance et font l'objet de brimades. Un des éléments essentiels de ce contrôle des enseignants est le personnage de l'instructeur.

Éléments essentiels du système éducatif, les instructeurs servent de lien entre les centres provinciaux et les écoles des villages. Leurs tâches évoluent au fur et à mesure de l'amélioration de l'organisation au cours des années vingt. Au début, ils ont un rôle de contrôle et de direction des organes administratifs mis en place à l'échelle des districts. Ensuite, à partir de 1923-1924, leur rôle évolue vers un contact direct avec les enseignants, qu'ils doivent conseiller professionnellement et contrôler. Contrairement aux enseignants, ces instructeurs sont choisis principalement en fonction de leur profil politique : leur niveau de qualification reste donc, et pendant longtemps, relativement faible, ce qui nuit à leur crédibilité auprès de ceux qu'ils doivent conseiller pédagogiquement.

Pendant les années 1921-1922, le rôle des instructeurs est surtout d'enquêter sur les structures existantes dans les campagnes et sur l'état de l'enseignement dans les districts. À ce stade, on compte environ deux instructeurs par district. Leur tâche est très lourde, car il s'agit pour eux de voyager dans les campagnes et de recenser personnel, matériel et structures dans les différentes localités. Selon les rapports, ce travail demande dix à douze mois d'activité. Des problèmes d'adéquation du personnel se posent en cours de route. De nombreux instructeurs recrutés sont incapables de mener à bien leur mission : ils manquent d'initiative ou d'organisation, rencontrent des problèmes matériels qu'ils n'arrivent pas à surmonter (manque de moyens de transports, dangers sur les routes...). Ils sont alors remis à la disposition des départements de district, où ils sont chargés de tâches plus simples<sup>328</sup>.

Cette répartition géographique des instructeurs est utilisée quand les moyens sont encore trop faibles pour faire autrement. Au fur et à mesure que l'équipe du département de la province se développe, un autre système se met en place, basé sur une spécialisation des instructeurs en fonction, non pas des types d'établissements, mais des domaines de compétences : la petite enfance, la pédagogie scientifique, les arts, l'éducation physique, l'organisation économique<sup>329</sup>... En pratique, leur rôle est surtout de promouvoir et d'expliquer les programmes et les nouvelles méthodes de travail. Les instructeurs sont ainsi souvent appelés « pédagogues-instructeurs ». Les questions de maîtrise de la langue apparaissent peu dans leurs instructions, alors même que tout le système éducatif est orienté vers ce passage à l'ukrainien et au biélorusse. Le niveau de leur qualification n'est pas toujours à la hauteur de leur tâche. Cela pose problème dans leurs relations avec les enseignants. Ceux-ci considèrent en effet les instructeurs comme inutiles, puisqu'ils sont souvent moins qualifiés qu'eux et n'ont que peu d'expérience d'enseignement. Néanmoins, cette vision des choses s'estompe à partir de 1923-24. Lors des conférences et congrès organisés au niveau des provinces (*gubernija*), les principes d'organisation de l'appareil sont constamment réexpliqués, des formations spéciales pour ces personnages sont régulièrement organisées, et le système des instructeurs devient assez rapidement

---

<sup>328</sup> DAU, f. 166, vop. 2, spr. 545, l. 15.

<sup>329</sup> DAU, f. 166, vop. 2, spr. 546, l. 12.

efficace<sup>330</sup>. Il n'en demeure pas moins que peu de directives sont données aux instructeurs pour évaluer l'aspect linguistique du travail des enseignants. Ils semblent surtout là pour promouvoir les nouvelles pédagogies socialistes. Ce manque d'implication des inspecteurs de terrain sur la question linguistique est intéressante car elle montre que les administrations locales s'intéressent moins aux questions linguistiques que les autorités républicaines centrales. En pratique, cela implique que dans les zones russophones (l'est et le sud de l'Ukraine, les grandes villes comme Kharkov ou Ekaterinoslav, la région de Po'lack en Biélorussie), de nombreuses écoles dispensent leur enseignement en russe. L'enseignement en ukrainien et en biélorusse se fait, jusque vers 1925, principalement à l'initiative des enseignants, et donc de manière très inégale suivant les régions.

Dans le travail quotidien des responsables des départements à l'Instruction locaux et des instructeurs, la politique des nationalités semble secondaire. L'évaluation des enseignants se fait ainsi clairement sur leur engagement vis-à-vis du communisme et des nouvelles pédagogies. Par contre, au niveau central, le pragmatisme est premier et les hauts responsables font appel à toutes les personnes compétentes pour réorganiser le système. Il y a donc une certaine autonomie de la base, dont les priorités et les conceptions ne suivent pas forcément le même chemin que celui des centres républicains. Dans le domaine de l'éducation, les commissariats ukrainien et biélorusse sont en effet fortement impliqués dans la politique des nationalités, mais les départements locaux ne s'attachent pas tous aux mêmes priorités. Une grande variabilité régionale existe. Il serait ainsi intéressant de réaliser des études locales sur le personnel administratif et enseignant, ainsi que sur les résultats obtenus dans les écoles concernant les langues d'enseignement.

### **Le contenu de l'enseignement : formations, programmes et manuels**

La qualité de l'enseignement est l'une des préoccupations majeures de cette période. Il ne s'agit pas seulement de changer la langue d'enseignement, mais de changer également les méthodes pédagogiques. Le niveau général des enseignants est bas, voire même très bas dans certaines régions. Le contenu de l'enseignement dépend essentiellement de trois éléments : le niveau de formation des enseignants, le suivi des programmes, l'approvisionnement en manuels. Les autorités tentent d'agir sur ces trois leviers.

La principale initiative des commissariats à l'Instruction pour améliorer et standardiser le contenu de l'enseignement est l'organisation de formations courtes pour les instituteurs, les cours de *perepodgotovka*. Leur rôle est de développer les connaissances linguistiques, de promouvoir les nouvelles pédagogies et de propager la culture politique communiste officielle.

Les formations durent quelques mois ou quelques semaines. Elles sont destinées à former le plus d'enseignants possible en un minimum de temps et pour le moindre coût. En effet, les *technikums* (lycées professionnels) et les instituts (enseignement technique

---

<sup>330</sup> DAU, f. 166, vop. 2, spr. 545, l. 15.



supérieur) sont des structures permanentes relativement lourdes à mettre en place<sup>331</sup>. Progressivement, le commissariat organise au moins un institut pédagogique dans chaque province, ainsi que des écoles pédagogiques secondaires ou supérieure dans les capitales de district et les plus grands centres de sous-district (*volost*). Mais ce sont les cours de quelques semaines qui sont les plus rapidement installés et organisés, et surtout en Biélorussie, où les moyens humains et matériels font encore plus défaut qu'en Ukraine. La formule adoptée est la mise en place de cours d'été d'un mois et demi ou deux pour les instituteurs en poste. À Minsk, différents cours supérieurs d'été d'une durée de deux mois sont ouverts à partir de 1921, avec des niveaux adaptés au niveau des enseignants : les cours pour les enseignants du secondaire sont d'un niveau plus élevé que ceux du primaire<sup>332</sup>. À partir de 1923, ils sont institués annuellement selon une formule de six semaines avec un programme bien défini<sup>333</sup>. Parallèlement, des cours de langue et de civilisation de durées variables (dix mois, un an ou trois ans) sont ouverts pour développer la maîtrise du biélorusse au sein de la population<sup>334</sup>. En Ukraine, les formations d'été sont également très développées ; leur institutionnalisation dans les grandes villes de la république date de la fin de 1920<sup>335</sup>. Deux sessions de cinq semaines sont prévues. À partir de 1921, des sessions sont organisées dans tous les districts<sup>336</sup>. Les contraintes organisationnelles sont fortes : il faut trouver localement du personnel d'encadrement capable d'appliquer les plans d'études, parvenir à concentrer moyens financiers et matériels à l'endroit prévu, et, surtout, recenser précisément tous les enseignants du district pour déterminer les éléments à former en priorité. En général, les enseignants les plus qualifiés sont envoyés dans les cours centraux (capitales des républiques ou des grandes provinces) et les enseignants moins bien formés sont gardés dans les cours de district. L'accès à ces formations est facilité pour les enseignants des campagnes par l'utilisation de quotas : ils doivent représenter au moins 80 % du nombre total des auditeurs<sup>337</sup>. Ces dispositions reflètent le fait que les écoles de campagnes sont en général moins bien pourvues en enseignants, que ce soit du point de vue quantitatif (beaucoup d'écoles sont à créer, puisque la majorité de la population y vit) ou qualitatif (les meilleurs enseignants restent dans les villes). D'autre part, il faut souligner que ces formations sont obligatoires pour les instituteurs qui y ont été envoyés, l'absentéisme étant assimilé à une faute professionnelle susceptible de sanctions disciplinaires<sup>338</sup>.

---

<sup>331</sup> BONDAR A. H, *Rozvytok suspil'noho vyhovaniya u U.S.S.R (1917-1976)*, Kyjiv, ed. Kyjivs'kij Institut, 1968, p. 267.

<sup>332</sup> NAB, f. 701, vop. 1, spr. 4, l. 72.

<sup>333</sup> NAB, f. 42, vop. 1, spr. 667, l. 2; spr. 5847, l. 12.

<sup>334</sup> KASCJUK, M. P., ed., *Narysy historyi Belarusi, častka 2*, Minsk, «Belarus'», 1995, p. 116.

<sup>335</sup> DAU, f. 166, vop. 1, spr. 15, l. 24.

<sup>336</sup> Ibid.

<sup>337</sup> NAB, f. 42, vop. 1, spr. 129, l. 4.

<sup>338</sup> NAB, f. 42, vop. 1, spr. 97, l. 50.

Ces cours organisés dans les districts ukrainiens ont pour but de toucher les quatre-vingt-quinze mille enseignants recensés en 1921<sup>339</sup>. Cent cinquante centres de formations sont organisés : soixante-douze dans les capitales de province et les capitales de district, vingt-huit dans les localités où ont déjà eu lieu des cours en 1920 ou bien à côté « d'écoles d'application » (écoles servant à mettre au point les innovations pédagogiques). Les cinquante autres cours sont créés de toutes pièces dans les villes qui possédaient auparavant un établissement d'enseignement secondaire ou une quelconque école spéciale. La localisation de ces cours n'est pas anodine : le but est de se servir au maximum des forces pédagogiques locales, déjà utilisées dans les établissements permanents, pour améliorer le niveau. En effet, les formateurs utilisés lors de ces cours sont en général détachés des institutions de formation pédagogique permanentes. Cette tactique du gouvernement ukrainien explique bien l'importance que peut avoir le niveau général de développement du système scolaire pré-révolutionnaire pour trouver des formateurs qualifiés. C'est la raison pour laquelle la Biélorussie est très pénalisée par l'absence complète d'enseignement supérieur sur son territoire depuis plusieurs siècles. Cela explique en partie les difficultés supplémentaires pour mettre en place un système permanent de formation à l'échelle du territoire – et le retard moyen de deux ans dans les mesures prises pour l'Ukraine.

Le développement de ces formations est efficace mais insuffisant pour pallier la qualification très basse des enseignants. Néanmoins, une grande variabilité régionale est encore à noter. Dans le Donbass, la situation est très problématique : un rapport d'octobre 1922 parle de 75 % d'enseignants ayant un niveau primaire, 13 % un niveau secondaire et seulement 12 % ayant fini un institut pédagogique ou une formation universitaire<sup>340</sup>. Dans la région de Vynnyca, l'étude des dossiers personnels des enseignants révèle un profil un peu meilleur pour la même période<sup>341</sup> : 85 % des enseignants ont reçu une éducation secondaire et 10 % une éducation supérieure. Au total, presque 66 % des instituteurs ont suivi une spécialité en pédagogie. Néanmoins, la majorité n'a aucune expérience dans l'enseignement (52 %) ou seulement quelques mois<sup>342</sup>. Il est intéressant de noter que, quels que soient l'âge, la formation initiale ou le nombre d'années d'expérience, une répartition paritaire homme/femme est à peu près respectée<sup>343</sup>. Ces données devraient permettre de nuancer la représentation traditionnelle de l'enseignant des années vingt sous les traits d'une jeune fille inexpérimentée, poussée là par la nécessité plus que par la vocation et qui ne reste que peu de temps dans l'enseignement<sup>344</sup>. En pratique, une grande variabilité régionale est à remarquer, en fonction de l'historique de la province et du développement économique local. Les

---

<sup>339</sup> DAU, f. 166, vop. 1, spr. 15, l. 24.

<sup>340</sup> DAU, f. 166, vop. 2, spr. 844, l. 13.

<sup>341</sup> Étude réalisée à partir des Fonds des archives régionale de Vynnyca. 281 dossiers d'instituteurs remplis entre 1920 et 1923.

<sup>342</sup> 16 % ont entre 2 et 5 ans d'expérience, 13 % entre 5 et 10 ans, 14 % entre 10 et 20 ans et un peu moins de 5 % ont plus de 20 ans d'expérience.

<sup>343</sup> Sauf pour les enseignants ayant plus de 20 ans d'expérience, où les hommes représentent 10 cas sur 13.

<sup>344</sup> Berelowitch W., *op. cit.*

rapports des départements à l'Éducation du Donbass insistent ainsi sur le fait qu'ils ont du mal à retenir les enseignants qualifiés dans les écoles car ils trouvent de meilleurs postes dans les institutions économiques et les industries, où ils sont mieux payés<sup>345</sup>. Au contraire, dans la région de Vynnyca, où la politique d'ukrainisation rencontre un engouement général, l'école est beaucoup plus valorisée parmi les intellectuels et les gens éduqués. Ils y voient une opportunité exceptionnelle de développer une école ukrainienne populaire et s'investissent fortement dans cette construction. D'autres paramètres peuvent également entrer en ligne de compte : la proximité de centres de formation, l'attitude plus ou moins conciliante des autorités locales vis-à-vis des enseignants, la capacité et/ou la volonté des Ispolkom de district à payer les salaires des enseignants de manière régulière<sup>346</sup>.

Le problème de la qualification des enseignants est encore compliqué par le niveau de maîtrise de la langue d'enseignement imposée. Dans la région de Vynnyca, seulement 55 % des enseignants recrutés entre 1920 et 1923 considèrent maîtriser correctement l'ukrainien. Les autres ne le mentionnent pas dans les langues qu'ils pratiquent, même à un faible niveau. Or, au début des années vingt, tous ces enseignants ont reçu leur formation dans l'empire russe, ce qui exclut toute formation en ukrainien ou en biélorusse. Sur cent dossiers mentionnant le lieu des études pour la période 1920-1923, seulement deux citent la Galicie, seul endroit où l'ukrainien était enseigné. Dans les deux cas, il s'agit d'études secondaires. Cela signifie que les enseignants qui disent maîtriser l'ukrainien l'ont appris par leurs propres moyens, donc dans des variantes potentiellement différentes et en auto-évaluant leur niveau. Cette situation prévaut également en Biélorussie.

La qualité de l'enseignement s'en ressent dans les années suivantes car les instituteurs maîtrisent en général mal la langue dans laquelle ils enseignent. Un rapport du Comité méthodologique scientifique du commissariat à l'Instruction biélorusse de 1926 présente la liste des erreurs et insuffisances des cours dispensés dans les écoles biélorusses<sup>347</sup>. Il stigmatise l'utilisation insuffisante de la langue littéraire et la méconnaissance de son fonctionnement, ainsi que le manque d'exigence quant à la correction logique et syntaxique de la langue utilisée par les élèves, à l'écrit comme à l'oral. Les mots ne sont pas utilisés correctement suivant le contexte, les mêmes fautes grammaticales et syntaxiques sont partout rencontrées sans que des corrections ciblées soient faites en classe pour tenter de les éradiquer. Enfin, le document critique l'attitude d'une petite partie du corps enseignant face à la biélorussification : étant hostiles au développement de l'enseignement en biélorusse, ils n'essayent pas d'intéresser leurs élèves à cette langue et en restent à une utilisation formelle.

Cette dimension linguistique n'est pas résolue au cours des années vingt car les autorités ne prennent pas de mesures à la dimension du problème. À partir de 1925-1926, les cours estivaux pour enseignants sont réorientés plus spécifiquement vers une amélioration des méthodes de travail orales et écrites, mais ils ne prennent que peu en

---

<sup>345</sup> DAU, f. 166, vop. 2, spr. 810, l. 14.

<sup>346</sup> Le problème du paiement régulier des salaires se pose de manière aiguë jusque vers 1924.

<sup>347</sup> NAB, f. 42, vop. 1, spr. 547, l. 30.

compte les problèmes de langue. Le contenu des formations est désormais beaucoup plus orienté vers l'éducation civique et politique. Les enseignants apprennent à travailler de manière plus efficace et reçoivent des directives quant à la manière de soutenir les différentes initiatives politiques et sociales du gouvernement. Ils ont des cours sur la théorie du léninisme, des explications sur la politique financière menée dans les villages ou sur le fonctionnement des comités paysans<sup>348</sup>. Les cours de langue, littérature, histoire ou géographie biélorusses et ukrainiennes deviennent minoritaires, aussi bien pour les exercices pratiques que pour les cours théoriques. Le problème de la qualification linguistique des enseignants reste donc un problème majeur jusqu'à la fin des années vingt. Il se pose avec d'autant plus d'acuité que l'État a bien du mal à pourvoir les écoles en matériel pédagogique approprié (manuels en ukrainien et en biélorusse) et que des programmes adaptés au basculement linguistique ne se mettent en place que très lentement.

En Ukraine et en Biélorussie, les premiers programmes locaux commencent à être élaborés dès 1920-1921. Ils sont mis au point localement (par les départements de district en Biélorussie, par les départements de province en Ukraine) sur la base des programmes russes et des instructions des commissariats à l'Éducation républicains. En Ukraine, un programme en ukrainien, le *Poradnyk* (« le conseiller ») est élaboré au niveau central, mais il est peu utilisé car il est inadapté au niveau des enseignants en ukrainien. Des commissions méthodologiques sont donc formées dans presque tous les départements de province pour élaborer des directives programmatiques. Ces documents ne sont pas obligatoires mais considérés comme des indicateurs auxquels on peut faire subir des changements et que l'on peut adapter aux conditions concrètes de travail<sup>349</sup>. En général, ils concernent uniquement les quatre premières années de l'école primaire<sup>350</sup>. Ils comprennent toujours des cours de langue et civilisation ukrainienne ou biélorusse, dans des proportions très importantes, et des activités manuelles et artistiques. La politique et l'éducation civique ne sont encore que peu présentes. Les écoles de sept ans, quant à elles, travaillent soit selon les programmes prérévolutionnaires russes, soit selon des programmes établis localement dans les écoles par les collectifs d'enseignants à partir des différents matériaux pédagogiques qu'ils peuvent se procurer<sup>351</sup>.

Les premiers programmes nationaux, élaborés sur la base des programmes russes, commencent à être publiés pour le début de l'année scolaire 1922-1923. Ils distinguent les enseignements par matières, mais avec plus d'illustrations et d'exercices pratiques que sous l'empire. Ces programmes sont très généraux et ne sont pas appliqués partout : les

---

<sup>348</sup> NAB, f. 42, vop. 1, spr. 541.

<sup>349</sup> Bondar A. G., *op. cit.*, p. 59.

<sup>350</sup> L'enseignement primaire, qui dure 7 ans, est séparé en deux cycles : un premier cycle de 4 ans, qui est considéré comme la base pour la scolarisation de tous les enfants, et un deuxième cycle de 3 ans, auquel n'accèdent que les meilleurs élèves. Les écoles de 4 ans (seulement le premier cycle) sont surtout situées dans les campagnes. Les écoles de 7 ans (les deux cycles complets) se trouvent presque exclusivement dans les villes.

<sup>351</sup> En l'absence de sources, il est très difficile de savoir avec quels matériels ces enseignants peuvent travailler concrètement. Il peut s'agir d'adaptations locales des programmes galiciens d'Autriche-Hongrie ou de programmes illégaux circulant avant la révolution dans les écoles ukrainiennes clandestines.

conseils pédagogiques de certaines écoles continuent à élaborer leurs propres plans d'études, introduisant des variantes importantes dans les matières proposées, dans la chronologie d'étude des différentes langues et dans le nombre d'heures de cours proposé pour chaque matière<sup>352</sup>. Les méthodes d'enseignement sont renouvelées par les programmes édités en 1924, qui préconisent l'utilisation de l'enseignement complexe<sup>353</sup>. Cette méthode est très mal acceptée par le corps enseignant, car elle pose de nombreux problèmes. Pendant la première année, elle n'est censée être appliquée que dans les villes et dans quelques écoles expérimentales de campagne. La généralisation est prévue pour l'année scolaire 1925-1926. Cependant, en pratique, l'enseignement se fonde sur le contenu des programmes édités mais conserve une séparation entre les différentes matières. Jusqu'en 1927, certaines écoles continuent à ne pas remplir le programme ou travaillent selon d'autres plans d'études<sup>354</sup>.

Parallèlement à l'élaboration des programmes, l'État entreprend de publier des manuels dans les langues locales et dans celles des minorités. Il s'agit dans un premier temps de la réédition d'abécédaires existants, puis de nouveaux livres sont progressivement créés et imprimés. Mais, dans un contexte de pénurie matérielle et financière, il existe une rivalité importante entre la production du matériel pédagogique et les éditions de journaux et livres à caractère politique. Les Éditions d'État, destinées à centraliser et à diriger toute la production et le commerce des différents types d'imprimés, sont créées en Ukraine en 1919 et en Biélorussie en 1920. La création de ces institutions suscite de fortes tensions, prises qu'elles sont entre les différentes exigences politiques, pédagogiques et linguistiques. L'approvisionnement des écoles se ressent fortement de ces rivalités.

À leur création, les Éditions d'État ukrainiennes sont placées sous la responsabilité du département à l'Agitation politique et à la Propagande du Parti. Une note du commissariat à l'Instruction se plaint de cette situation car l'impression des livres est de ce fait complètement soumise à cette autorité, au lieu d'être au service de toutes les activités de l'État. Le papier, le contrôle des moyens techniques, notamment, sont sous le contrôle exclusif du département à la Propagande. D'après l'auteur de la note, ces éditions ont été créées dans un but économique de centralisation et de gestion des moyens. Mais, dans le contexte de pénurie, elles sont devenues les instruments de la censure, qui prend la décision de trier parmi les livres et les journaux méritant d'être publiés. Fait aggravant, le département rédactionnel s'est octroyé le droit de réaliser ou de refuser les commandes du commissariat en fonction de ses moyens et des autres commandes en cours. Suite à ces discussions, les Éditions d'État passent sous le contrôle administratif du commissariat à l'Instruction à partir de 1920 mais restent financièrement indépendantes. Le commissariat est à la fois son organe directeur et son principal client<sup>355</sup>. L'action des Éditions d'État s'étend à l'échelle de la république : elles

---

<sup>352</sup> Il'jušin I. M. et S. A. Umrejiko, *op. cit.*, p. 121-2.

<sup>353</sup> Il s'agit d'un enseignement qui ne sépare plus les différentes matières mais les organise sous différents thèmes comme la nature, le travail, la société. Voir : Holmes L. E., *op. cit.*, p. 32-43.

<sup>354</sup> NAB, f. 42, vop. 1, spr. 1754, l. 22.

<sup>355</sup> DAU, f. 166, vop. 2, spr. 783, ll. 1-5.

organisent toutes les activités éditoriales, dans la capitale comme dans les provinces, déterminent les échanges avec l'extérieur, possèdent une priorité sur l'achat du papier et s'occupent de l'ouverture de dépôts et de magasins de distribution sur tout le territoire ukrainien. Les organes locaux ne sont pas dépendants du pouvoir régional : ils sont soumis aux directives républicaines. Ils réalisent une partie du plan éditorial central, afin d'alléger le travail d'impression fait à Kharkov, et desservent en plus les besoins régionaux particuliers, en fonction des directives des départements de province. Localement, des comptoirs commerciaux sont reliés à des librairies-relais à travers les districts. Leur rôle est de participer à l'inventaire systématique de tous les livres se trouvant dans la province, de les trier et de les entreposer pour utilisation et, d'autre part, d'acheminer et de distribuer les livres et les imprimés acheminés depuis le centre<sup>356</sup>.

En Biélorussie, le territoire étant trop petit pour justifier des relais locaux autres que de distribution, il n'y a d'appareil éditorial qu'à Minsk. On retrouve les mêmes tensions entre exigences politiques et exigences pédagogiques<sup>357</sup>. Il semble que les activités rédactionnelles soient attribuées au commissariat à l'Instruction mais que la réalisation des manuels reste indépendante de sa volonté. Par la suite, certainement avant 1923, les Éditions d'État passent sous la houlette du commissariat. Par contre, les activités rédactionnelles sont déjà du ressort de son collègue scientifique et littéraire, qui est l'organe du commissariat à l'Instruction responsable de la littérature scientifique et pédagogique. Il surveille l'écriture des manuels et des livres, la traduction des œuvres littéraires et politiques en biélorusse, et décide de l'édition des différents livres.

La pénurie en manuels est criante, aussi bien en Ukraine qu'en Biélorussie. Les rapports des départements locaux à l'Instruction insistent tous sur le manque de manuels appropriés<sup>358</sup>. Ce manque se fait d'autant plus sentir que les manuels existants sont en majorité des manuels russes. Dans l'attente de nouvelles productions par les Éditions d'État, les commissariats ont malgré tout entrepris de rassembler ceux qui existent déjà. C'est surtout à l'étranger que se trouvent les sources les plus intéressantes : à Varsovie et à Berlin, à Vilnius pour les livres biélorusses, à Lviv pour les livres ukrainiens. Les réquisitions auprès des opposants politiques permettent également de se procurer nombre de livres. D'autres exemplaires sont envoyés de Moscou ou achetés<sup>359</sup>.

Les livres et manuels ainsi récupérés sont répartis entre les districts, mais leur nombre est cruellement insuffisant et les ouvrages distribués sont ceux qui ne s'écoulaient pas sous l'ancien régime à cause de leur mauvaise qualité<sup>360</sup>. Parallèlement à cette distribution de manuels, des revues et matériels pédagogiques divers sont envoyés dans les bibliothèques ambulantes, créées spécialement par les départements de district

---

<sup>356</sup> DAU, f. 166, vop. 2, spr. 541, l. 50.

<sup>357</sup> NAB, f. 42, vop. 1, spr. 91, l. 118.

<sup>358</sup> Les enseignants utilisent tous les types de documents se trouvant à leur portée, même des livres religieux, au grand dam des autorités communistes locales.

<sup>359</sup> Les achats se font sur le marché, au tarif plein.

<sup>360</sup> NAB, f. 42, vop. 1, spr. 91, l. 30.

pour les instituteurs<sup>361</sup>. Une enquête menée en 1922 dans la province de Minsk permet de se faire une idée sur l'état de cette question : chaque école possède en moyenne une soixantaine de livres (entre quarante et quatre-vingts exemplaires), répartis sur une dizaine ou une quinzaine de titres. Tous ces livres sont presque exclusivement en russe, ce qui explique que la majorité des écoles ait un enseignement au moins mixte, sinon complètement en russe<sup>362</sup>. Dans un rapport du mois de février 1922 du département local du district d'Igumen, il est rapporté que les écoles sont pourvues à seulement 10 % en manuels biélorusses<sup>363</sup>. On trouve des données comparables pour l'Ukraine. Les départements des différentes provinces inondent le commissariat de demandes de manuels, mais les réponses sont souvent négatives ou en deçà des attentes. Néanmoins, l'Ukraine bénéficie d'initiatives prises avant l'arrivée des bolcheviks : entre 1917 et 1919, cinquante-neuf titres ukrainiens ont été édités. Ce travail préparatoire, couplé aux manuels ukrainiens existants en Galicie, permet au commissariat à l'Instruction de disposer d'une base documentaire plus riche qu'en Biélorussie.

Le seul moyen de pourvoir suffisamment les écoles est de développer les éditions, mais ces activités sont constamment entravées par le manque de papier et les besoins politiques en tracts, affiches, billets, livres d'éducation civique, etc., qui monopolisent les installations. C'est surtout à partir de 1922 que les activités d'édition s'intensifient. Mais les manuels en ukrainien et biélorusse restent les parents pauvres du système. Ainsi, en 1922, il n'y a qu'un seul manuel ukrainien édité ; en 1923, il y en a sept. Les trois quarts de ces livres sont destinés à l'école élémentaire<sup>364</sup>. En Biélorussie, entre les mois de décembre 1920 et décembre 1921, cinq manuels biélorussiens ont été édités, soit un total de soixante-dix-neuf mille exemplaires. Au mois de juin 1921, le commissariat à l'Instruction décide d'envoyer un représentant à Berlin pour y faire éditer les manuels nécessaires et vingt millions de roubles sont assignés à cette tâche. La même année, le Conseil des commissaires du peuple (SNK) de Biélorussie organise un concours pour l'écriture d'un nouveau manuel de biélorusse et propose des bourses pour aider les écrivains et les scientifiques<sup>365</sup>. En 1922, différentes institutions se mobilisent pour débloquent des moyens financiers et, au mois de mars, une coopérative d'édition (« Renaissance ») est créée<sup>366</sup>. Cela permet de compter, vers le mois de juin, sur cent cinquante mille nouveaux exemplaires. 1922-1923 est ainsi la première année scolaire où les écoles sont un tant soit peu pourvues en manuels biélorusses<sup>367</sup>. Parmi les manuels les plus répandus, on trouve notamment *La Langue maternelle* et la *Grammaire pour les écoles* de Losik, qui font l'objet d'une distribution à grande échelle en 1923<sup>368</sup>.

---

<sup>361</sup> NAB, f. 42, vop. 1, spr. 642, l. 16.

<sup>362</sup> NAB, f. 42, vop. 1, spr. 671, ll. 1-2.

<sup>363</sup> NAB, f. 42, vop. 1, spr. 584, l. 30.

<sup>364</sup> SHEVELOV G. Y., *op. cit.*, p. 102.

<sup>365</sup> Batalka E., *op. cit.*, p. 15.

<sup>366</sup> NAB, f. 42, vop. 1, spr. 91, l. 30.

<sup>367</sup> NAB, f. 701, vop. 1, spr. 4, l. 72.

<sup>368</sup> NAB, f. 42, vop. 1, spr. 643, I, ll. 341, 427.

Malgré les efforts éditoriaux, la pénurie de manuels ukrainiens et biélorusses est majeure jusqu'en 1926, ce qui force nombre d'écoles à travailler en russe. D'ailleurs, parmi les manuels recommandés aux instituteurs, ceux-ci tiennent une place excessivement importante : toutes les matières scientifiques (physique, chimie, botanique, biologie...), les manuels d'histoire, de géographie générale et de sciences sociales sont exclusivement en russe. Il y a obligation de faire appel au russe pour les manuels de littérature et les recueils de lecture des dernières classes (années 5 à 7)<sup>369</sup>. Or les seuls livres nouvellement écrits ne concernent que les petites classes et n'abordent que l'étude du biélorusse ou de l'ukrainien – ce qui ne pallie pas ces insuffisances. Mais ce problème est excessivement difficile à résoudre, car il faut non seulement trouver les personnes capables de créer les manuels pour toutes les classes et dans toutes les matières, mais également disposer de fonds et de matériel pour les éditer. Ainsi, le basculement linguistique complet des manuels du primaire ne sera pas résolu avant la fin des années vingt.

### Les résistances de la population

Le modèle prôné par les autorités dans le cadre de la politique des nationalités ne convient pas à tout le monde. Des poches de résistance significatives se manifestent, aussi bien en Ukraine qu'en Biélorussie. Les questions linguistiques se mêlent aux questions identitaires, économiques et religieuses, selon des schémas de pensée qui se recoupent et s'opposent. Les principaux exemples de résistance à la scolarisation en ukrainien et en biélorusse se trouvent dans les milieux ouvriers et/ou urbains, où la population est russophone. On rencontre dans ces milieux une réticence à la fois des enseignants à travailler dans une autre langue que le russe, mais également des parents d'élèves à scolariser leurs enfants dans les nouvelles langues d'enseignement.

En Ukraine, une des premières poches de résistance se trouve parmi la population ouvrière des industries et des manufactures, où les Ukrainiens sont minoritaires et s'assimilent à la majorité russophone. Le recensement de 1926 indique que 54,6 % des ouvriers sont Ukrainiens tous secteurs confondus, mais qu'ils sont seulement 37% dans les secteurs de la construction, 41,5% dans celui de l'artisanat et 43% dans l'industrie et la manufacture<sup>370</sup>. L'échec de l'ukrainisation du prolétariat est montré par les résultats d'un recensement mené en 1926 parmi les syndicats professionnels. Si les Ukrainiens représentent 42 % des membres des syndicats de l'industrie, seulement 22 % des membres peuvent suivre une conversation en ukrainien ou le lire, et 17 % peuvent l'écrire<sup>371</sup>. Cette situation a des répercussions sur la mise en place de la politique scolaire puisque les parents d'élèves s'inscrivent eux-mêmes dans ces logiques linguistiques. D'autre part, les enseignants des petites écoles primaires et les administrateurs des

---

<sup>369</sup> NAB, f. 42, vop. 1, spr. 668, ll. 14, 15, 39.

<sup>370</sup> KRAWCHENKO B., « The National Renaissance and the Working Class in Ukraine During the 1920s », dans É. Kruba et A. Joukovsky, *op. cit.*, p. 345.

<sup>371</sup> *Ibid.*, p. 347. À titre comparatif, la même source donne les chiffres suivants pour l'utilisation du russe : 72 % des membres peuvent suivre une conversation en russe, 92 % peuvent le lire et 91% peuvent l'écrire.



départements à l'Éducation de district (*rajon*) étant en majorité recrutés localement, le personnel chargé de mettre en place la politique linguistique est lui-même marqué par la prédominance du russe. Ce problème se pose principalement dans les grandes villes, que ce soit en Ukraine ou en Biélorussie.

En Biélorussie, un rapport du commissariat à l'Instruction du mois de mai 1925 mentionne que, dans les territoires nouvellement adjoints à la république<sup>372</sup>, les enseignants des villes adoptent une attitude passive, voire hostile, à la biélorussification de leurs écoles<sup>373</sup>. Élevés dans la culture russe, ils accueillent en général le passage au biélorusse comme une contrainte inévitable, qu'ils se doivent d'appliquer de façon formelle : s'ils parlent en biélorusse à l'école, ils reviennent très souvent à la langue russe en dehors du cadre de leur travail<sup>374</sup>. Non seulement cette attitude ne leur permet pas d'améliorer leur maîtrise de la langue, mais elle produit également un effet négatif sur les enfants, qui ne sont pas amenés à respecter la langue biélorusse et à l'utiliser au quotidien. D'autres rapports mentionnent que les parents demandent souvent à scolariser leurs enfants dans des écoles russes ou dissimulent la nationalité de leurs enfants. Mais les autorités locales sont rarement conciliantes<sup>375</sup>. Il arrive donc que les enfants préparent leurs leçons en russe mais doivent répondre en biélorusse quand ils sont en classe<sup>376</sup>. Pour développer l'utilisation du biélorusse, les autorités préconisent le développement du travail parascolaire, théâtre, clubs et, surtout, littérature enfantine... Mais ce type de livres n'est édité qu'en très petite quantité, ce qui en rend l'efficacité anecdotique à cette époque<sup>377</sup>.

En 1925, le cas particulier d'une école refusant absolument le biélorusse a fait couler beaucoup d'encre au sein des institutions du commissariat à l'Instruction et au sein du Parti : il s'agit de d'une des écoles des chemins de fer de sept ans de Zlobin. Apparemment, les parents des enfants de cette école étaient profondément hostiles à la biélorussification de l'école. Cette opposition a suscité de vifs débats au sein des organisations locales du parti communiste, et une commission spéciale a été créée pour étudier la situation. Lors de la réunion du 6 décembre 1925 du bureau du parti communiste du district de Bobrujsk (Babrujsk), il a été rapporté que les parents préféreraient que leurs enfants étudient en russe car, étant amenés à voyager de par leur travail, cette langue leur serait plus utile. La faute était également rejetée sur le directeur de l'école. Plusieurs mesures ont été prises pour tenter d'améliorer la situation. Tout d'abord, des campagnes d'explication ont été menées au sein de la population locale.

---

<sup>372</sup> En 1921, les frontières de RSS de Biélorussie (BSSR) recouvrent celles de l'ancienne province de Minsk. En 1924, suite à de nombreuses tractations, la RSFSR rétrocède à la BSSR des territoires habités majoritairement par des Biélorusses. Il s'agit des districts de Vitebsk, Vo'rša, Po'lack, Kalinin et Magilov (Mahilëŭ). Ces territoires sont donc touchés par la biélorussification trois ans après le reste de la république et sont les lieux de résistances à la langue biélorusse.

<sup>373</sup> NAB, f. 701, vop. 1, spr. 4, l. 22.

<sup>374</sup> *Savetskaja Belarus'*, n°81, 1926, p. 4.

<sup>375</sup> NAB, f. 701, vop. 1, spr. 4, l. 21.

<sup>376</sup> NAB, f. 42, vop. 1, spr. 51, ll. 77-8.

<sup>377</sup> NAB, f. 42, vop. 1, spr. 275, l. 165.

Ensuite, le directeur de l'école a été remplacé par un partisan convaincu de la biélorussisation. Enfin, une école russe a été ouverte parallèlement pour y scolariser les enfants de nationalité russe. Du côté du commissariat à l'Instruction, la responsabilité de cet échec a été reportée, sans plus de précisions, sur « les éléments russificateurs locaux ». La manière dont le passage au biélorusse a été appliqué, sans campagne d'information préalable et sans explications, est également fustigée. Pour pacifier la situation, il a été décidé d'introduire exceptionnellement le russe comme matière obligatoire à partir de la 2<sup>e</sup> année et, à l'avenir, d'accorder une plus grande attention à la biélorussisation des écoles des chemins de fer<sup>378</sup>.

Toujours dans le milieu des cheminots, mais en Ukraine, il est intéressant de comparer ce cas biélorusse avec un discours prononcé en juillet 1926 par le syndicat des cheminots sur l'avancement de l'ukrainisation de cette branche. Il s'avère que 70 % du personnel est ukrainien, mais que seuls 36 % parlent en ukrainien, 33 % le lisent et 29 % l'écrivent. Quant au travail de secrétariat, 26 % du personnel le mène en ukrainien, 66 % en russe et 8 % dans un mélange des deux langues<sup>379</sup>. On se retrouve donc en présence d'un milieu majoritairement russophone pour lequel la scolarisation en langue « maternelle » ukrainienne n'a que peu de sens. Par contre, du point de vue des stratégies sociales et professionnelles, le russe apparaît comme un vecteur de promotion sociale, car il faut bien rapprocher ces résistances à l'ukrainisation du milieu des cheminots du fait que l'école en biélorusse ou en ukrainien pose problème aux élèves qui envisagent de continuer des études dans l'enseignement supérieur.

En effet, la population se trouve confrontée à un problème de débouchés après une scolarisation dans les écoles ukrainiennes ou biélorusses. Si l'enseignement primaire a réussi la transition vers les nouvelles langues, ce n'est pas du tout le cas dans l'enseignement supérieur, et qui plus est dans les filières économiques et techniques. Le russe reste également indispensable et prédominant dans les administrations économiques de l'Union. Ainsi, une véritable dichotomie se met en place entre, d'une part, les domaines culturels, et, d'autre part, les domaines économiques et techniques. Tout ce qui relève des affaires culturelles (filières universitaires, administrations...) est en général favorable à la politique des nationalités et les langues ukrainienne et biélorusse y font des progrès conséquents. À l'opposé, le russe reste hégémonique dans les filières économiques et techniques de l'enseignement supérieur, les administrations économiques des républiques ou de l'Union (komsomols, syndicats, institutions économiques...); l'ukrainisation et la biélorussisation y rencontrent une résistance passive, voire active de la part des personnels en place<sup>380</sup>.

Parallèlement, il existe des résistances politiques locales à la politique des nationalités de la part des responsables communistes. Ce type de résistances se rencontre

---

<sup>378</sup> NAB, f. 701, vop. 1, spr. 196, ll. 22-4.

<sup>379</sup> GATAGOVA L. S., L. P. KOŠELEVA et L. A. ROGOVAJA, eds., *CK RKP(b)-VKP(b) i nacional'nyj vopros*, vol. 1 : 1918-1933, Moscou, ROSSPEN, 2005, p. 410. Pour comparaison avec l'utilisation du russe : 62 % des cheminots parlent le russe, 65 % le lisent et 69 % l'écrivent.

<sup>380</sup> MARTIN T., *The Affirmative Action Empire: Nations and Nationalism in the Soviet Union (1923-1939)*, Ithaca, Cornell University Press, 2001, p. 82-3.

surtout dans les parties orientales de l'Ukraine et dans les régions ukrainophones limitrophes de Russie. Ainsi, un discours du conseil à l'Instruction de nationalités non russes du commissariat à l'Instruction de RSFSR, daté de mai 1925, parle des problèmes que rencontre l'ukrainisation dans la région du Nord Caucase (Kuban), où vit une forte concentration d'Ukrainiens<sup>381</sup>. Le rapporteur souligne que bien qu'il y ait une forte population ukrainienne dans de nombreuses zones de la région, et qu'elle parle au quotidien en ukrainien, ni le Parti ni l'administration ne cherchent à développer l'ukrainisation, que cela soit par une absence totale de directives sur le sujet – ce qui laisse alors le travail d'ukrainisation à la seule initiative des enseignants – ou par une hostilité ouverte à cette politique et une répression des initiatives de la population. Ainsi, lors des rassemblements, les paysans réclament souvent des discours en ukrainien alors que les communistes présents dénoncent cette langue. Parfois, les enseignants des écoles ukrainiennes sont menacés et arrêtés, comme cet instituteur nouvellement formé dans un *technikum* pédagogique et envoyé par l'administration pour tenir une école ukrainienne qui se retrouve démis de son poste, puis envoyé en prison après avoir récité un poème de Ševčenko en public<sup>382</sup>. Ce type de résistances de la part des membres de base du Parti ou des responsables des sections locales est fortement combattu par les autorités républicaines centrales.

Des résistances existent également au sein des minorités. Les deux principaux cas sont les juifs et les catholiques et tous deux ont été largement discutés au sein des instances du Parti Communiste<sup>383</sup>.

Les membres de la petite bourgeoisie juive recherchent un enseignement en russe. Le pourcentage d'écoles fonctionnant en yiddish est nettement inférieur au pourcentage de la population de nationalité juive. Les écoles de sept ans, notamment, représentent à peine 20 % du nombre total d'établissements juifs de Biélorussie<sup>384</sup>. Or dans les villes, où réside la grande majorité de la population juive, on ne trouve presque exclusivement que des écoles de ce type, les écoles de quatre ans étant situées essentiellement dans les campagnes. Différents rapports de départements à l'Instruction de Biélorussie mentionnent que cela est dû en grande partie au choix des parents, qui s'efforcent d'éduquer leurs enfants en russe plutôt qu'en yiddish<sup>385</sup>. Face à ce désir d'intégration à la majorité, la langue maternelle étant alors considérée comme un handicap, le comportement adopté par les autorités semble assez tolérant au vu des résultats dans la création des écoles juives.

Au contraire, l'attitude est moins conciliante dans le cas des biélorusses catholiques qui cherchent à scolariser leurs enfants en polonais. Des écoles polonaises

---

<sup>381</sup> Il ne s'agit plus de la République soviétique d'Ukraine mais bien de la Russie. Néanmoins, le même type de problème se pose.

<sup>382</sup> gatagova L. S., l. p. Košeleva et L. A. Rogovaja, eds., *op. cit.*, p. 279-80.

<sup>383</sup> Pour les catholiques de Biélorussie, voir par exemple : gatagova L. S., l. p. Košeleva et L. A. Rogovaja, eds., *op. cit.*, p. 334.

<sup>384</sup> *Praktičeskoe razrešenie nacional'nogo voprosa v BSSR, 1-aja časť* : Belorusizacija, Minsk, Izdatel'stvo nacional'noj komissij CIK BSSR, 1927, p. 43.

<sup>385</sup> *Praktičeskoje razrešenije*, *op. cit.*, p. 44; NAB, f. 701, vop. 1, spr. 40, l. 75.

sont ouvertes au sein des villages de biélorusses catholiques dès 1917. Dès la fin de la guerre civile, les départements à l'Instruction interviennent. En 1921, des instructeurs polonais et biélorusses sont envoyés sur place pour décider, en accord avec les populations, de la langue d'enseignement. Si l'école scolarise une majorité d'élèves biélorusses, elle doit fonctionner en biélorusse mais conserver le polonais comme matière obligatoire ; si elle est à majorité polonaise, l'enseignement doit alors se faire en polonais, le biélorusse étant de toute façon obligatoire<sup>386</sup>. En 1924, une lettre du comité central du parti communiste de Biélorussie confirme cette attitude<sup>387</sup>. Pourtant, à moyen terme, c'est la disparition de l'enseignement en polonais chez les catholiques qui est recherchée. En 1928, le Comité central du parti communiste examine la question et se satisfait des résultats obtenus, aussi bien dans le domaine de la lutte contre le cléricanisme que dans celui de la soviétisation des biélorusses catholiques. De nouvelles résolutions sont donc prises pour aller plus loin dans la lutte contre l'influence polonaise. On commence par vérifier une nouvelle fois la proportion des élèves polonais dans les régions où cette nationalité est minoritaire d'après le recensement de 1926<sup>388</sup>. Dans les écoles scolarisant moins de quinze enfants polonais et où la population n'est pas complètement hostile à cette mesure, l'enseignement du polonais devient une matière optionnelle. Dans les écoles uniquement biélorusses, les cours de polonais sont progressivement supprimés, toujours en accord avec la population. Ils sont conservés, par exemple, en matière optionnelle dans les seules grandes classes.

## Conclusion

Que ce soit au sein des populations minoritaires ou des populations majoritaires, le rejet de l'éducation dans la langue maternelle relève essentiellement de deux attitudes différentes. Il peut s'agir d'un désir de se fondre dans la majorité en rejetant ou en cantonnant sa langue maternelle à la sphère privée. Celle-ci est alors assimilée à un handicap dans la vie sociale : c'est le cas des parents juifs, mais également de certains paysans biélorusses ou des parents d'élèves cheminots. Mais il peut s'agir également de la volonté inverse d'affirmer son particularisme culturel au sein d'une nation dans laquelle tout le monde ne se reconnaît pas : c'est le cas de l'intelligentsia des villes et des ouvriers russifiés, ainsi que des biélorusses catholiques.

Avec la mise en place de la politique des nationalités, de nouvelles identifications se sont créées autour de l'ukrainien et du biélorusse, qui gagnent un statut à part entière de langue de la sphère publique. Néanmoins, il faut bien différencier la connaissance passive

---

<sup>386</sup> NAB, f. 42, vop. 1, spr. 114, l. 26.

<sup>387</sup> NAB, f. 4, vop. 7, spr. 6, l. 1.

<sup>388</sup> Il est ici intéressant d'imaginer les tractations qui ont pu avoir lieu localement entre l'envoyé administratif et les populations locales pour déterminer qui est polonais et qui est biélorusse. Le fait de « vérifier » plusieurs fois la nationalité des habitants pour voir si elle n'aurait pas changé en l'espace de quelques années laisse entrevoir à quel point la définition des nationalités et des langues « maternelles » est peu figée mais évolue en fonction du contexte et de l'utilisation sociale qui peut en être faite. Cela montre aussi que les autorités locales en sont conscientes et peuvent jouer de cette situation.

de ces deux langues, qui peut aller de pair avec l'idée que le locuteur se fait de sa nationalité, de leur utilisation active, qui est plus circonstanciée. Le passage à l'écrit, notamment, est problématique. Une alphabétisation dans les langues vernaculaires suppose une normalisation de celles-ci au détriment des variantes régionales, ce qui peut les rendre étrangères aux yeux de ceux qui s'en servent quotidiennement. Au niveau du choix des familles, des logiques identitaires différentes existent suivant les milieux (ouvriers contre paysans, intelligentsia littéraire contre intelligentsia ouvrière, institutions locales contre institutions de l'Union...), mais d'autres nuances sont également à apporter, notamment autour des questions religieuses (les catholiques et le polonais) ou d'intégration sociale (le choix du russe par les parents juifs).

Du point de vue du commissariat à l'Instruction, les enjeux majeurs de l'époque sont, d'une part, le contrôle des enseignants pour éviter que la politique linguistique ne devienne le prétexte au développement d'un nationalisme et, d'autre part, l'amélioration de la qualité de l'enseignement à travers la formation des enseignants et le développement des éditions en ukrainien et biélorusse. Pendant les années vingt, le niveau de qualification des enseignants augmente mais la maîtrise de la langue d'enseignement reste problématique. Les enseignants ne sont pas opposés à l'ukrainisation/biélorussisation mais ils ne s'impliquent pas beaucoup dans cet aspect de leur enseignement. La surcharge de travail que représente ce changement linguistique est mal acceptée<sup>389</sup>. Au niveau des départements locaux, de fortes variations régionales persistent sur la mise en pratique de la politique des nationalités. Si les régions centrales et occidentales d'Ukraine (provinces de Kiev, de Vynnyca) et de Biélorussie (province de Minsk) obtiennent des résultats probants à tous les niveaux de la société et de l'administration<sup>390</sup>, les régions de l'est et du sud de l'Ukraine (Kharkov, Odessa, Ekaterinoslav) et du nord-est de la Biélorussie (Po'lack) continuent à utiliser largement le russe<sup>391</sup>. Jusqu'en 1927, la volonté du centre à surmonter ces difficultés et résistances locales est forte, mais le retournement lié à l'affaire Šums'kij en 1927 marque le pas de ce volontarisme en réveillant les inquiétudes des membres du Parti quant au développement des idées nationalistes dans la société<sup>392</sup>. Les répressions des années trente touchent ensuite beaucoup d'instituteurs et de pédagogues engagés dans l'ukrainisation et la biélorussisation, ce qui nuit au développement de l'enseignement dans ces langues vernaculaires et contribue à les marginaliser dans la société. Néanmoins, l'élan perdure, dans les campagnes surtout, et l'enseignement des langues ukrainienne et biélorusse est maintenu dans les écoles primaires pendant toute la période soviétique.

---

<sup>389</sup> Beaucoup d'enseignants continuent d'utiliser le russe dans leur vie privée, par exemple, même s'ils enseignent en biélorusse ou en ukrainien.

<sup>390</sup> Dans la province de Vynnyca, toutes les archives du parti communiste et de la police secrète (GPU) sont en ukrainien dès 1923-1924.

<sup>391</sup> Dans la région du Donbass, les archives des départements à l'Éducation restent majoritairement en russe jusqu'à la fin des années vingt.

<sup>392</sup> Pour des détails sur le conflit qui oppose le commissaire à l'Éducation O. Šums'kij au secrétaire du KPU L. Kaganovič, voir : Martin T., *op. cit.*, p. 212-38, et Gatagova L. S., L. P. Kozeleva et L. A. Rogovaja, eds., *op. cit.*, p. 402-4, 486-93.

## Une langue minoritaire élevée en langue d'État : le tatar en Crimée soviétique (1921-1941)

« La question nationale en Crimée,  
c'est une question avant tout tatar. »

*Krasnyj Krym*, 7 novembre 1921

Avec l'instauration de la République socialiste soviétique autonome (RSSA) de Crimée, le 18 octobre 1921, puis la promulgation de sa Constitution, le 10 novembre, le tatar devient langue d'État au même titre que le russe<sup>394</sup>. L'octroi du statut de république autonome et l'élévation du tatar étaient réclamés par les élites tatares depuis la conquête de la presqu'île par les bolcheviks à l'automne 1920. Alors que langue et territoire sont considérés par la direction du Parti comme des attributs essentiels de la nationalité, ces concessions lui permettent de montrer toute l'attention accordée à une minorité dont les porte-parole sont parvenus, grâce à l'aide du leader musulman Mirsaid Sultan-Galiev, à imposer la prééminence sur les autres populations péninsulaires, russe, ukrainienne, allemande, juive, ou grecque<sup>395</sup>. La « tatarisation » (*tatarizacija*) de la république décidée, une commission est créée puis une ordonnance promulguée le 10 février 1922<sup>396</sup>.

Ce texte de loi exige que tous les documents administratifs, les textes de lois, les supports d'information soient rédigés en tatar. À cette fin, des traducteurs et des « stagiaires » (*praktikanty*) doivent être introduits à tous les échelons de l'État et les administrations approvisionnées en fournitures (tampons, papier à en-tête, etc.). Jamais, le choix de la langue n'a fait l'objet de discussions ou de débats. L'idiome composé à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par Ismail Gaspirali, à partir du turc oghuz et du dialecte de la région

---

<sup>393</sup> Je remercie Dominique Arel, Juliette Cadiot, Félix Chartreux et Larissa Zakharova pour leurs remarques, conseils ou suggestions.

<sup>394</sup> BROŠEVAN V. M. et A. A. FORMANCUK, *Krymskaja respublika: god 1921-j (kratkij istoričeskij očerk)*, Simféropol, Tavrija, 1992, p. 122.

<sup>395</sup> Les Tatars représentent un quart de la population criméenne, les Russes et les Ukrainiens en constituent environ la moitié, le quart restant est constitué de Juifs, d'Allemands, de Grecs, de Polonais, d'Arméniens, de Karâïtes, de Bulgares ou de Tsiganes. WILLIAMS B. G., *The Crimean Tatars: The Diaspora Experience and the Forging of a Nation*, Leiden, Brill, 2001, p. 350.

<sup>396</sup> DUFAUD G., « Le Pouvoir soviétique et l'indigénisation de la République de Crimée, ou comment soumettre le nationalisme tatar criméen (1880-1922) », *Hypothèses 2005*, Paris, Publication de la Sorbonne, 2006, p. 153-7.

de Bahčisaraj, utilisé dans son journal *Terdzuman* [*L'Interprète*], fait consensus et s'impose de lui-même<sup>397</sup>. À l'époque, ce réformiste voulait susciter l'éveil de la conscience « nationale » des Turcs musulmans de Russie autour d'une culture rénovée dont le point de départ devait être l'unification linguistique<sup>398</sup>. À l'heure de la fragmentation de la communauté islamique, la langue forgée par Gaspirali incarne désormais pour les élites criméo-tatares la spécificité de leur communauté, distincte des Tatars de Kazan ou de Sibérie.

La tatarisation s'inscrit dans une série de décisions qui visent la communauté tatar dès l'automne 1920 : l'octroi d'un bureau tatar (*tatbjuro*) au sein du Parti, la publication d'imprimés en langue vernaculaire et la création d'un réseau d'écoles tatars, conformément au décret de 1918 qui garantit à chacun un enseignement dans sa langue maternelle<sup>399</sup>. Toutes ces mesures visent tout autant à se concilier la population indigène qu'à étendre l'emprise sur celle-ci. Si elles relèvent d'une nécessité de gouvernement local, elles constituent pour une partie d'entre elles le préalable à la formation d'une « haute culture » tatar de Crimée indispensable à l'avènement d'un ordre industriel soviétique<sup>400</sup>. Elles supposent l'existence de locuteurs qui maîtrisent un idiome standardisé dont ils peuvent assurer la circulation à l'échelle de la péninsule. À l'automne 1924, une conférence constate la nécessité d'imposer celui-ci sur les dialectes locaux<sup>401</sup>.

Cet article entend retracer l'histoire de la politique linguistique déployée au cours de l'entre-deux-guerres au profit des Tatars de Crimée en réponse aux orientations confirmées en 1923 par deux résolutions sur la politique des nationalités, prises à l'occasion du XII<sup>e</sup> Congrès du Parti puis lors de la IV<sup>e</sup> conférence du Comité central. L'attention portera peu sur les aspects strictement linguistiques, même si la langue fut soumise à des remaniements. Ainsi le Tatar de Crimée évolua en fonction des réformes de l'alphabet, communes à l'ensemble des langues turques de l'Union. Les questions d'orthographe et de terminologie furent discutées lors de conférences-ateliers, où certains choix faits par Gaspirali furent dénoncés sous prétexte de panturquisme au profit d'une langue réorientée vers le dialecte des montagnes, considéré comme plus authentiquement soviétique<sup>402</sup>.

---

<sup>397</sup> La Crimée a trois grands dialectes : des steppes, des montagnes et du sud très influencé par le turc oghuz. Malgré des noms proches, il ne faut pas confondre le tatar de Crimée et le tatar de Kazan qui, s'ils sont tous les deux des idiomes turciques, n'en sont pas moins différents.

<sup>398</sup> BENNIGSEN A. et C. LEMERCIER-QUELQUEJAY, *L'Islam en Union Soviétique*, Paris, Payot, 1968, p. 46. Voir également : KIRIMLI H., *National Movements and National Identity among the Crimean Tatars (1905-1916)*, Leiden, Brill, 2001, p. 32-55.

<sup>399</sup> BLITSTEIN P. A., « Stalin's Nations: Soviet Nationality Policy between Planning and Primordialism, 1936-1953 », Ph.D., University of California, Berkeley, 1999, p. 91-2. L'auteur rappelle que ce document laisse en suspens plusieurs questions, en particulier ce qu'est une langue maternelle ou le rôle du russe.

<sup>400</sup> Sur l'idée de « haute culture », voir : GELLNER E., *Nations et nationalisme*, Paris, Payot, 1989.

<sup>401</sup> HAJALI R. I., « Naučno-praktičeskie jazykovye konferencii v krymskoj ASSR v 1920-1930-e gody », *Kul'tura narodov Pričernomor'ja*, n°79, 2006, p. 92.

<sup>402</sup> Sur la latinisation des alphabets, SMITH M. G., *Language and Power in the Creation of the USSR, 1917-1953*, Berlin, Mouton de Gruyter, 1998, p. 121-42; MARTIN T., *The Affirmative Action Empire. Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Ithaca, Cornell University Press, 2001, p. 182-207. Sur

Les réformes de l'écriture ou de la terminologie sont néanmoins abordées dans cet article à travers leur impact sur les principales dispositions mises en œuvre par les autorités : l'élaboration d'une administration bilingue, la mise en place d'un enseignement universel en tatar et l'entreprise de construction culturelle autour du tatar. Ces trois aspects sont successivement présentés de façon à articuler les différents volets de la politique linguistique conduite en faveur des Tatars par une république territoriale qui dut composer avec une grande marqueterie nationale, tout en étant elle-même intégrée dans la république fédérative de Russie (RSFSR). En montrant les résistances, l'ambiguïté des dispositions ou la manière dont celles-ci purent gêner des projets prioritaires, tels la construction administrative ou le programme économique, il s'agit de donner à voir les impasses d'une politique volontariste et, ainsi, de montrer la place réelle du russe dans la RSSA.

### Édifier une administration bilingue

Afin de construire le bilinguisme d'État, le Comité exécutif central (CIK) et le Conseil des commissaires du peuple (Sovnarkom, SNK) prirent le 28 août 1923 une résolution qui, par le biais d'une série de propositions, visait « au progrès de l'ordonnance du CIK et du SNK du 10 février 1922<sup>403</sup> ». Les institutions devaient en effet pouvoir communiquer entre elles et avec la population en russe et en tatar grâce à un personnel polyglotte et des moyens matériels adaptés. Un collège de traducteurs attaché à la commission de tatarisation fut ainsi créé pour permettre « à la population tatare d'user activement de son droit de déclaration dans sa langue maternelle »<sup>404</sup>. Mais les employés firent tout autant défaut que les instruments de travail, plusieurs districts (*rajony*) manquant ou n'ayant aucune machine à écrire en tatar<sup>405</sup>. En outre, certaines administrations continuèrent à utiliser le russe, car elles étaient étroitement liées à la Russie, à l'exemple de la section régionale des finances<sup>406</sup>. Ces éléments se combinèrent avec la géographie des Russes (urbains) et des Tatars (ruraux) pour cantonner cette politique en faveur du Tatar au niveau des soviets ruraux (*sel'sovety*).

En juin 1924, le Comité exécutif central panrusse (VCIK) exigea que le nécessaire soit fait pour que, dans toute la RSFSR, les administrations utilisent les langues nationales<sup>407</sup>. En Crimée, la tatarisation devait concerner en priorité quatre districts : ceux

---

les conférences-ateliers : Hajali R. I., op. cit., p. 94-5. Voir également : Archives de l'État de Russie d'histoire politique et sociale (RGASPI), f. 17, op. 21, d. 2479, ll. 123-4 (3 août 1934) et ll. 325v-326v (23 décembre 1934).

<sup>403</sup> Archives d'État de la Fédération de Russie (GARF), f. 1235, op. 123, d. 438, l. 36 (25 septembre 1923).

<sup>404</sup> Archives d'État de la république autonome de Crimée (GAARK), f. 663, op. 1, d. 302, l. 2 (10 janvier 1924); GARF, f. 1318, op. 13, d. 7, l. 26 (24 juin 1922).

<sup>405</sup> GAARK, f. 1, op. 1, d. 358, l. 27v (26 octobre 1924).

<sup>406</sup> GARF, f. 1235, op. 119, d. 73, l. 98 (25 novembre 1924).

<sup>407</sup> GATAGOVA L. S., L. P. KOSELEVA et L. A. ROGOVAJA, eds., *CK RKP(b) i nacional'nyj vopros*, vol. 1: 1918-1933 gg, Moscou, ROSSPEN, 2005, p. 228-30.



de Yalta, Bahçisaraj, Karasubazar et Sudak, la population tatare étant majoritaire dans les trois derniers. En 1925, le CIK de Crimée répète aux comités exécutifs de ces districts (RIK) qu'ils étaient dans l'obligation de tatariser leur appareil, en commençant par les chancelleries de façon à pouvoir échanger avec les autres institutions locales<sup>408</sup>. Tout défaut de communication altérerait le fonctionnement républicain et sapait la portée symbolique de la tatarisation. L'enjeu était d'une importance telle que le CIK criméen sortit un nouveau texte pour s'assurer du bon déroulement de l'opération<sup>409</sup>. Cependant, le passage au tatar ne se fit que lentement en raison des réticences de certaines administrations : par exemple, le RIK de Yalta estima qu'il n'y avait pas lieu de convertir sa chancellerie puisque les Tatars étaient peu nombreux à Yalta<sup>410</sup>.

Nonobstant les résistances, les autorités centrales péninsulaires s'efforcèrent d'introduire des locuteurs compétents grâce à deux méthodes : l'« apprentissage » (*praktikantstvo*) et les formations de courte durée. L'apprentissage était soutenu par le VCIK par l'intermédiaire d'un décret de 1924 qui autorisait les républiques à accroître le nombre de leurs employés pour accueillir des stagiaires. Dans la péninsule, puisqu'aucun institut ne formait des administrateurs locaux, les apprentis apprenaient sur le tas<sup>411</sup>. En 1926, le Commissariat des finances disposait de huit *praktikanty* qui circulaient entre plusieurs postes à différents échelons<sup>412</sup>. L'organisation de formations courtes revenait, quant à elle, aux divers organismes péninsulaires. Elles visaient à fournir rapidement les aptitudes indispensables à l'exercice convenable d'une fonction. Entre 1925 et 1927, le CIK de Crimée forma cent treize présidents et secrétaires de soviets ruraux, ainsi que cinquante-trois personnes pour le Commissariat à l'inspection paysanne et ouvrière<sup>413</sup>.

En juillet 1926, le CIK de Crimée fut obligé de constater que la tatarisation ne concernait encore qu'un nombre limité de *sel'sovety*. Ordre fut à nouveau donné de hâter leur conversion. Mais là où la conversion des secrétariats au tatar n'était pas considérée possible, il suffisait d'effectuer un passage partiel<sup>414</sup>. L'injonction était ainsi relativisée en fonction de l'environnement social. En rendant possible le fait d'enfreindre temporairement la règle de la tatarisation, le CIK ménageait ainsi une transition plus douce vers cette dernière et diminuait les risques de frictions avec ses antennes locales. Rares étaient en effet les régions qui pouvaient se vanter de bons résultats en 1926. Seul le comité de Bahçisaraj put annoncer, en août, « que 30 des 31 *sel'sovety* tatars, sur un total de 43, utilisent la langue maternelle pour travailler<sup>415</sup> ».

---

<sup>408</sup> GARF, f. 1235, op. 123, d. 438, l. 39 (1<sup>er</sup> juin 1925).

<sup>409</sup> GARF, f. 1235, op. 123, d. 438, l. 37 (12 août 1925).

<sup>410</sup> GARF, f. 1235, op. 123, d. 438, l. 40 (sans date).

<sup>411</sup> GARF, f. 1235, op. 123, d. 438, l. 25 (1928).

<sup>412</sup> GARF, f. 1235, op. 121, d. 387, l. 17 (1926).

<sup>413</sup> RGASPI, f. 17, op. 16, d. 497, ll. 20-2 (31 octobre 1925); GARF, f. 1235, op. 123, d. 438, l. 22 (1928).

<sup>414</sup> GARF, f. 1235, op. 123, d. 438, l. 37 (7 juin 1926).

<sup>415</sup> GARF, f. 1235, op. 123, d. 438, l. 39 (12 août 1926).

Si plus de la moitié des cent trente-quatre soviets ruraux à tatariser ne l'étaient pas encore, le nombre des soviets fonctionnant en tatar progressait, bien qu'il subsista « de sérieux défauts tant du point de vue du choix de l'origine de classe des nationaux introduits dans le travail d'appareil que dans le passage des administrations à la langue maternelle, en particulier dans les soviets, dans les organes judiciaires, etc.<sup>416</sup> ». Ce furent dans les régions de Kertch, Sudak, Bahčisaraj et Feodosija que la mesure fut la mieux appliquée, au contraire de celles de Simféropol, Evpatorija et Karasubazar où les résultats étaient médiocres. En 1928, plus de la moitié des *sel'sovety* étaient convertie<sup>417</sup>. Mais les chiffres cachaient mal une réalité sur laquelle le président d'une commission du VCIK d'inspection de la RSSA criméenne portait un regard sévère, il rapportait que les règlements et les avis d'imposition étaient partout écrits en russe<sup>418</sup>. Les statistiques dissimulaient donc l'évidence, à savoir que les pratiques administratives ordinaires fonctionnaient pour l'essentiel en russe, la *lingua franca* de la RSFSR.

En 1928, les dirigeants péninsulaires ne sont donc pas parvenus à édifier un espace républicain avec deux langues, malgré les statistiques en augmentation. Les multiples textes limitaient et réorientaient les décisions vers les *rajony* et les *sel'sovety*. La situation criméenne n'était pas exceptionnelle, à cette époque, en Union soviétique, puisqu'elle était partagée par l'ensemble des républiques dites orientales, à l'image du Turkménistan où aucune des institutions centrales n'utilisait le turkmène : seules les instances locales le faisaient. À partir de ce constat, des responsables russes s'enhardirent alors, à la fin des années vingt, à proposer une russification complète des administrations<sup>419</sup>. Mais Staline mit fin à leurs velléités : pour lui, il était hors de question de revenir sur l'une des principales orientations de la politique des nationalités<sup>420</sup>.

En Crimée, la politique linguistique connut cependant un infléchissement en lien avec le redécoupage du lacis administratif au cours des années vingt<sup>421</sup>. Dans la péninsule, dix districts et trois cent dix-huit soviets ruraux furent d'abord créés, qui n'avaient pas le contenu national qu'ils acquirent à partir de 1925 où la division territoriale s'appuya sur le principe « d'une seule nationalité homogène par soviet rural<sup>422</sup> ». Ce choix se traduisit alors par une démultiplication des *sel'sovety* nationaux, de trois cent cinquante à quatre cent quarante en 1937, et des *rajony* nationaux, qui passèrent de dix à vingt-cinq : quinze russes, huit tatars, un juif et un allemand<sup>423</sup>. La définition personnelle de la nationalité dut ainsi correspondre à sa définition territoriale. Mais ce

---

<sup>416</sup> RGASPI, f. 17, op. 21, d. 2428, ll. 53-88 (décembre 1928).

<sup>417</sup> GARF, f. 1235, op. 123, d. 438, l. 26 (1928).

<sup>418</sup> RGASPI, f. 17, op. 69, d. 710, ll. 3-4 (janvier 1929).

<sup>419</sup> EDGAR A. L., *Tribal Nation. The Making of Soviet Turkmenistan*, Princeton, Princeton University Press, 2004, p. 86-8.

<sup>420</sup> XVI S"ezd VKP(b). *Stenografičeskij otčet*, Moscou, p. 55-6.

<sup>421</sup> L'objectif de la réforme est de simplifier le système administratif à quatre niveaux (*sel'sovety*, *volosti*, *uezdy* et *gubernii*) autour des *sel'sovety*, *rajony* et *okruga*. Martin T., op. cit., p. 34.

<sup>422</sup> *Materialy k dokladu pravitel'stva Krymskoj ASSR, Simféropol, 1933*, p. 93.

<sup>423</sup> GARF, f. 1235, op. 132, d. 23, l. 8 (1937). Parallèlement aux *rajony* sont également établis des soviets urbains (*gorsovety*) qui sont au nombre de six à la fin de 1932. GARF, f. 1235, op. 132, d. 23, l. 4 (1932).

dessein supposait, d'une part, que chaque individu puisse s'exprimer dans sa langue lors de ses contacts avec l'État, d'autre part, que l'utilisation du tatar fût cantonnée aux seules administrations des circonscriptions définies comme telles.

Le développement des circonscriptions nationales amena les dirigeants péninsulaires à s'interroger sur le statut du tatar et du russe. Une controverse s'ouvrit sur ce point lors du V<sup>e</sup> Congrès des soviets, au début d'avril 1927, et se prolongea deux semaines plus tard pendant une réunion du Comité régional (*obkom*) et de la Commission de contrôle. Les discussions firent ressortir une différence de point de vue qui révélait un clivage national. Si les Tatars militaient pour que la Constitution subsistât en l'état, les autres dirigeants du Parti désiraient la modifier pour garantir l'usage de toutes les langues péninsulaires. À l'issue des débats, la formule choisie reprit celle qu'avait proposée le Congrès des soviets : « Les langues usuelles (*obšeupotrebitel'nij*) dans les institutions étatiques et sociales de la RSSA de Crimée sont le russe et le tatar avec le droit pour toutes les autres nationalités d'utiliser leur langue maternelle<sup>424</sup>. » Le russe et le tatar passèrent donc d'idiomes d'État à langues usuelles tout en conservant un rang éminent vis-à-vis des autres parlars péninsulaires, l'allemand, le yiddish ou le polonais. Cet amendement eut une conséquence importante : il institua une marqueterie linguistique qui n'obligeait, en principe, personne à comprendre un individu appartenant à une communauté rurale voisine.

Dans le prolongement de cette révision constitutionnelle, l'envergure de la tatarisation fut limitée par le biais de l'ordonnance du 25 juillet 1929. Portant sur « le passage au tatar des secrétariats des administrations et des organisations dans les *rajony* et les localités où la population tatare est majoritaire », celle-ci restreignait à quelques circonscriptions le champ d'application du texte de février 1922. À l'heure de la latinisation de l'alphabet des langues turques, ce texte marqua l'abandon d'une indigénisation linguistique étendue à toute la république. Il établissait la prééminence du russe en tant que langue de communication : le cas échéant, c'était lui qui devait servir à la coordination des institutions. L'emploi du tatar est réservé au niveau local ou aux échanges avec des administrations particulières qui étaient sommées d'utiliser les caractères latins. Afin de s'assurer que le personnel puisse bien s'exprimer en tatar, les individus les plus faibles ou les plus hésitants devaient passer un examen de compétence<sup>425</sup>.

En aucun cas, en effet, la restriction de la tatarisation ne devait être synonyme d'altération, dans la mesure où la latinisation était vue comme un progrès social<sup>426</sup>. Celle-ci était obligatoire dans tous les territoires turcs de la RSFSR depuis un décret du VCIK et du Sovnarkom d'octobre 1928 qui avait validé les résolutions du congrès turcologique de 1926, mesures ensuite promues par le Comité central de toute l'Union pour le Nouvel Alphabet turc (VCK NTA)<sup>427</sup>. Selon le turcologue Bekir Çoban-Zade, la latinisation

---

<sup>424</sup> RGASPI, f. 17, op. 21, d. 2443, ll. 73-83 (compte-rendu sténographique, 31 avril 1927).

<sup>425</sup> Korenizacija apparata KrymASSR, Simféropol, 1929, p. 9-11.

<sup>426</sup> GARF, f. 1235, op. 123, d. 437, ll. 29-33 (1928).

<sup>427</sup> Martin T., op. cit., p. 188-9.

permettait de lutter contre le retard de la société tatare en lui donnant accès aux avancées occidentales et facilitait la propagation révolutionnaire en Orient, en particulier en Turquie où l'alphabet avait récemment été converti<sup>428</sup>. Incidemment, la latinisation participait de l'entreprise soviétique de décolonisation par le rejet du cyrillique, assimilé à la culture et à l'impérialisme russes. En ce sens, l'ordonnance du 25 juillet 1929 possédait une forte charge symbolique et véhiculait une profusion de sens que la pratique bureaucratique devait communiquer à chacun au quotidien. Néanmoins, ce texte suscita des complications qui freinèrent certainement la conversion des secrétariats.

De manière concrète, la latinisation fut une opération technique exigeant que tout imprimé en tatar soit rédigé en caractères latins. Dans la péninsule, sa mise en œuvre fut localement supervisée par le Comité criméen pour le Nouvel Alphabet turc (KK NTA), dont la naissance en juillet 1927 suivait de près celle du VCK NTA auquel il était rattaché<sup>429</sup>. L'action du KK NTA était secondée par la Société des amis pour le Nouvel Alphabet Turc dont les premières cellules furent fondées en 1928<sup>430</sup>. L'un et l'autre s'efforçaient d'expliquer au plus grand nombre la signification de la latinisation afin d'atténuer la violence symbolique et sociale qu'elle représentait, accentuée par les délais très courts accordés pour la conversion des signes linguistiques. Dans l'administration, les institutions eurent à peine quelques mois pour la réaliser<sup>431</sup>. Mais ce calendrier postulait des capacités financières, matérielles et humaines qui étaient inexistantes ou presque. Aussi celui-ci ne fut pas tenu.

En avril 1930, le tatar a alors « été introduit non seulement avec du retard dans les unités nationales, voire n'a été utilisé ni provisoirement ni partiellement dans la communication postale la plus rapide et dans d'autres domaines de certains *sel'sovety* et *rajony*<sup>432</sup> ». La faute en revenait aux administrations centrales et aux comités exécutifs régionaux qui ne s'étaient guère investis pour mettre en œuvre le décret de 1929 sur l'emploi du tatar par les administrations<sup>433</sup>. Plusieurs institutions n'avaient ainsi rien engagé dans ce sens. En outre, ni les présidents ni les employés de *sel'sovety* ne maîtrisaient le nouvel alphabet<sup>434</sup>. La tatarisation traîna donc, avec des retards parfois vertigineux, comme dans le *rajon* de Balaklava où plusieurs administrations n'utilisaient toujours pas le nouvel alphabet au printemps 1931<sup>435</sup>. Dans plusieurs districts, la

---

<sup>428</sup> Krasnij Krym, 9 mars 1926.

<sup>429</sup> GAARK, f. 663, op. 2, d. 626, ll. 77-81 (mars 1930).

<sup>430</sup> RGASPI, f. 17, op. 21, d. 2468, ll. 40-1 (16 février 1928).

<sup>431</sup> GARF, f. 1235, op. 123, d. 435, ll. 109-109v (28 janvier 1929) et f. 1235, op. 124, d. 29, l. 148 (26 juillet 1931).

<sup>432</sup> GAARK, f. 663, op. 2, d. 626, ll. 35-6 (20 avril 1930).

<sup>433</sup> Ibid.

<sup>434</sup> GARF, f. 1235, op. 123, d. 435, ll. 109-109v (28 janvier 1929) et f. 1235, op. 123, d. 437, ll. 58-9 (13 novembre 1929).

<sup>435</sup> GARF, f. 1235, op. 123, d. 435, ll. 109-109v (28 janvier 1929) et f. 1235, op. 124, d. 29, l. 120 (5 mars 1931); RODNEVIC B., « Korenizacija apparata v avtonomijah i rajonah nacmen'šinstv RSFSR », *Revolucija i nacional'nosti*, n°12, 1931, p. 9.

tatarisation fut même sapée, le russe y recouvrant une réelle importance, comme dans les *rajony* de Sébastopol, de Yalta, de Feodosija et de Kertch<sup>436</sup>.

Pour remédier à la situation, le CIK prit diverses dispositions. Il fit préparer un recueil législatif, éditer les règlements des *sel'sovety* et traduire les ouvrages de référence, le tout en tatar et en allemand ; les textes de loi furent vulgarisés par le biais d'un bulletin hebdomadaire publié, quant à lui, en tatar et en russe<sup>437</sup>. Les autres mesures concernaient les aspects plus logistiques. Trente-deux dactylographes furent expédiés dans les *rajony*, où certains se heurtèrent à la faiblesse du parc de machines à écrire, au nombre de trente-trois pour toute la Crimée en mars 1930. Sans outil de travail, ces dactylos se retrouvèrent sans activité, comme à Yalta pour l'une des deux personnes missionnées au RIK<sup>438</sup>. Pourtant, « dans certaines institutions, les machines à écrire à caractères latins ne sont pas suffisamment utilisées<sup>439</sup> ». Cent vingt-cinq sténos et quatre-vingts secrétaires supplémentaires furent formés, afin de faciliter la conversion des chancelleries au tatar<sup>440</sup>. Cette tournure sous-entendait que l'emploi en serait dorénavant répandu. Mais cette insinuation fut démentie par ailleurs.

En avril 1932, le CIK reconnut que « les secrétariats ne sont pas partout menés en langue indigène<sup>441</sup> ». Le tatar était certes utilisé dans l'administration, mais seulement à l'oral. À l'écrit, le russe dominait, en particulier au sein des services fédéraux ou des structures économiques et de crédit<sup>442</sup>. La latinisation a sûrement contribué à cet insuccès. Néanmoins, l'état des choses dans les circonscriptions des autres communautés criméennes en relativise le poids. Dans celles-ci, la situation était pire : bien que certains responsables essayèrent de le dissimuler, presque aucune des institutions ne fonctionnait dans l'idiome de la minorité titulaire<sup>443</sup>. Le semi-échec de l'indigénisation dans les territoires tatars s'accompagna donc d'un véritable échec ailleurs. À propos de la tatarisation, le présidium du CIK se plaignait que « ses directives catégoriques » fussent ignorées par les institutions régionales comme par les Commissariats<sup>444</sup>. Dans ces derniers, les Tatars étaient relativement bien représentés en 1932, surtout dans les Commissariats à l'éducation, à la justice et au travail. Toutefois, une partie des recrutés ne savait ni lire ni écrire dans sa langue<sup>445</sup>.

En définitive, l'échec de la tatarisation dévoilait l'incapacité des dirigeants criméens à mettre en œuvre une politique dont il était reconnu que l'issue résidait non pas

---

<sup>436</sup> GAARK, f. 663, op. 2, d. 626, ll. 35-6 (20 avril 1930).

<sup>437</sup> GARF, f. 1235, op. 123, d. 435, ll. 61-2 (27 janvier 1930).

<sup>438</sup> GAARK, f. 663, op. 2, d. 626, ll. 77-81 (mars 1930).

<sup>439</sup> GAARK, f. 663, op. 2, d. 626, ll. 35-6 (20 avril 1930).

<sup>440</sup> GARF, f. 1235, op. 124, d. 29, l. 143 (29 juillet 1931).

<sup>441</sup> GAARK, f. 663, op. 4, d. 858, l. 253 (13 avril 1932).

<sup>442</sup> POPOV E., « Korenizacija apparata – na vysšuju stupen' », *Revoljucija i nacional'nosti*, n°7, 1932, p. 54.

<sup>443</sup> GAARK, f. 663, op. 4, d. 858, l. 253 (13 avril 1932).

<sup>444</sup> GARF, f. 1235, op. 124, d. 29, l. 113 (25 juillet 1931).

<sup>445</sup> GARF, f. 1235, op. 132, d. 23, l. 46 (1932).

dans les aspects proprement linguistiques mais dans les moyens mobilisés à cet effet<sup>446</sup>. Au-delà des mesures incitatives, la tatarisation n'était ainsi que rarement soutenue par des procédures coercitives. Pourtant, à travers la vague de répressions qui a suivi le procès du président du CIK (1928), le pouvoir a montré qu'il était susceptible de les déployer lorsqu'il le jugeait nécessaire. L'offensive socialiste n'a donc en rien bousculé les tendances antérieures. Peut-être même ont-elles été renforcées : malgré les ambitions affichées par le décret de juillet 1929, les acteurs locaux se sont détournés de la conversion de l'administration en tatar pour s'orienter vers la discrimination positive des Tatars au sein de l'administration, plus facile à réaliser. En 1932, d'aucuns regrettaient néanmoins que l'indigénisation ait été réduite à des statistiques et réclamaient « un travail pour matérialiser les pourcentages<sup>447</sup> ». Une telle requête renvoie à la question de la volonté politique, mais également à celle des ressources humaines, encore limitées malgré les mesures de lutte contre l'analphabétisme.

### Alphabétiser en tatar

Lorsque les bolcheviks conquièrent le pouvoir, le taux d'analphabétisme des Tatars est l'un des plus hauts en Crimée<sup>448</sup>. À peine un tiers des Tatars sait réellement lire et écrire, malgré l'existence sous le tsarisme de structures scolaires variées. Les plus répandues étaient les écoles islamiques dont les plus conservatrices ne dispensaient qu'une instruction religieuse, en arabe. Les écoles dites « nouvelle méthode » proposaient, quant à elles, des savoirs séculiers et un enseignement du turc. Les écoles russo-tatares, établies en 1870 par le ministère de l'Instruction publique et les zemstvos, avec des cours en russe et une instruction religieuse réduite, étaient moins fréquentées en raison de la défiance qu'elles suscitaient<sup>449</sup>. Les bolcheviks, qui butèrent assez vite sur l'obstacle de l'analphabétisme, s'attelèrent donc à développer la scolarisation comme condition indispensable à la réalisation d'un ordre socialiste<sup>450</sup>.

Sous le gouvernement révolutionnaire, la lutte contre l'analphabétisme revint à la section tatare du Département à l'éducation. En décembre 1920, le *tatbjuro* lui confia des objectifs qui s'inscrivaient dans l'esprit d'un édit récent, selon lequel il fallait « modifier la physionomie des écoles populaires tatares en les rapprochant du type général des établissements soviétiques et isoler toutes celles où il y a de la religion ». À cette fin, « la partie révolutionnaire des enseignants devait être réunie dans des cours pour que leur soit

---

<sup>446</sup> Popov E., *op. cit.*, p. 55.

<sup>447</sup> *Ibid.*, p. 54.

<sup>448</sup> Seuls les Tsiganes ont un taux d'analphabétisme supérieur. Au contraire, les Karaïtes sont lettrés à 74,2 %, les Polonais à 73 %, les Allemands à 72,8 %, les Juifs à 72,6 %, les Russes à 56,3 %. Broševan V. M. et A. A. Formančuk, *op. cit.*, p. 97.

<sup>449</sup> Kirimli H., *op. cit.*, p. 21-9.

<sup>450</sup> Smith M. G., *op. cit.*, p. 35; WERTH N., « Alphabétisation et idéologie en Russie soviétique », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n°10, 1986, p. 19-35.

transmise l'expérience des organisations soviétiques de l'instruction nationale<sup>451</sup> ». L'idée était d'unifier la structure des établissements criméens autour d'un modèle unique. Le combat pour l'instruction se fit surtout contre l'islam conservateur. À travers les instances qu'elle avait investies, l'élite ralliée au nouveau régime s'efforçait de continuer l'effort poursuivi depuis Gaspirali, en moulant ses ambitions dans le cadre institutionnel et politique dont elle disposait. La résolution du *tatbjuro* donna rapidement des résultats : huit écoles tatares furent transformées ou ouvertes dès janvier 1921 dans l'*uezd* d'Evpatorija<sup>452</sup>.

Au fil des mois, les établissements scolaires soviétiques se multiplièrent, tandis qu'une commission extraordinaire pour la liquidation de l'illettrisme fut constituée<sup>453</sup>. À l'automne, le nombre d'écoles primaires était de mille vingt-trois : elles accueillaient, comme dans le reste de la RSFSR, des enfants de la première à la quatrième classe. Avec l'instauration de la RSSA, ces structures relevaient désormais du *Narkompros*, organisé autour d'administrations nationales, avec une structure tatare responsable de cinq cent dix écoles. À titre comparatif, les institutions allemandes étaient au nombre de trois cents<sup>454</sup>. La répartition des établissements tatares sur le territoire était plutôt homogène, mais le ratio élèves/école était inégal d'une région à l'autre : à Simféropol, il était le plus fort. Le réseau des écoles fut complété par quatre-vingt-dix-huit établissements secondaires qui allaient de la cinquième à la septième classe, plus rarement jusqu'à la neuvième classe. Quatre écoles secondaires tatares existaient pour, par exemple, cinq allemandes<sup>455</sup>.

Les écoles étaient servies par un corps enseignant de huit cent cinquante-trois individus. Le personnel compétent n'étant pas assez nombreux, il était prévu d'organiser des cours pédagogiques deux fois par an à Simféropol<sup>456</sup>. Pour travailler en classe, des manuels étaient acheminés depuis Constantinople<sup>457</sup>. Les autorités recouraient ainsi à la filière turque déjà utilisée par les réformistes avant le conflit, laquelle était peu après délaissée au profit de l'Azerbaïdjan où quelques milliers de livres étaient achetés<sup>458</sup>. Mais la conjoncture restait malaisée : le *Narkompros* était endetté, les enseignants n'étaient pas payés, le matériel manquait et des écoles récemment ouvertes étaient closes<sup>459</sup>. En octobre 1922, elles n'étaient plus qu'au nombre de trois cent sept pour un peu plus de onze mille élèves et quatre cent quarante-neuf instituteurs. Seule la région de

---

<sup>451</sup> RGASPI, f. 17, op. 12, d. 275, l. 49 (10 décembre 1920).

<sup>452</sup> RGASPI, f. 17, op. 13, d. 503, l. 28 (8 janvier 1921).

<sup>453</sup> PROHORCIK M. V., « Nacional'nye školy Kryma v 1920-1934 gg. », *Učenyje zapiski tavričeskogo nacional'nogo universiteta*, n°6 (45). [en ligne] : <http://www3.crimea.edu/tnu/magazine/scientist/edition6/index.htm>

<sup>454</sup> RGASPI, f. 17, op. 13, d. 502, l. 40 (14 novembre 1921).

<sup>455</sup> Broševan V. M. et A. A. Formančuk, *op. cit.*, p. 57.

<sup>456</sup> *Krasnyj Krym*, 2 novembre 1921.

<sup>457</sup> *Otčet 2-mu vsekrymskomu s''ezdu sovetov*, Simféropol, 1922, p. 33.

<sup>458</sup> ZMERZLYJ B. V., « Obespečenie učebnikami krymskotatarskih škol kryma (1920-1930 gg.) », *Kul'tura narodov Pričernomor'ja*, n°46, 2003, p. 139.

<sup>459</sup> GAARK, f. 652, op. 1, d. 7, ll. 8-8v (25 novembre 1921).

Simféropol était parvenue à conserver intact le réseau établi au cours de l'année précédente. Ailleurs, la réduction put être vertigineuse, comme dans l'*uezd* de Sébastopol où il ne subsista que douze des soixante-dix écoles<sup>460</sup>. Selon *Krasnyj Krym*, la famine, qui sévissait depuis le printemps 1921, fut un facteur aggravant<sup>461</sup>.

Avec la résorption de la crise, le lacis scolaire se redéploya, conformément à une ordonnance du *Narkompros* de la RSFSR de 1922 qui en précisa la structure. Toutefois, quelques écoles furent encore fermées pour des raisons budgétaires<sup>462</sup>. D'autres n'eurent pas d'enseignant ou ceux-ci sont mal formés<sup>463</sup>. Enfin, le public de certains établissements fut trop restreint pour en permettre la viabilité, d'où l'idée qu'il fallait les réunir plutôt que de continuer à étendre le tissu scolaire<sup>464</sup>. À la fin de 1924, le réseau scolaire tatar comptait trois cent quarante écoles qui accueillaient plus de seize mille Tatars, soit 38 % de tous les écoliers. Les établissements ne disposaient alors que du tiers des ouvrages dont elles avaient besoin<sup>465</sup>. Mais l'intention demeura de mieux pourvoir les établissements. En 1925, quinze titres furent imprimés ou en commande pour un tirage de presque quarante-trois mille exemplaires, parmi lesquels le précis de grammaire de Čoban-Zade, la première codification académique du tatar criméen<sup>466</sup>. Malgré l'intérêt qu'il représentait pour l'enseignement de la langue, le livre tarda à être édité<sup>467</sup>.

Du fait de l'indigence de l'équipement et du manque de locaux dans les villages, Osman Deren-Ajerly, président du Sovnarkom depuis mai 1924, estimait qu'il n'était pas encore possible de mettre en place une éducation de masse : « Pour l'heure, on compte proposer une instruction ouverte à tous et, après, on passera à une éducation générale<sup>468</sup>. » À terme, il s'agissait de se conformer à l'ordonnance proclamée en juillet 1924 sur l'instruction obligatoire qui en demandait l'établissement dans toute la RSFSR dans un délai de six ans. L'objectif était de scolariser toute la population d'une même tranche d'âge. Le souci d'une alphabétisation quasi universelle valait aussi pour les adultes à travers les structures de liquidation de l'illettrisme (*likbez*), en principe ouvertes à tous. Elles étaient au nombre de quatre-vingt-sept à la fin de l'année 1924. S'ils n'avaient jusqu'alors existé que sur le papier, Deren-Ajerly prétendit « que dorénavant

---

<sup>460</sup> *Otčet 2-mu vsekrymskomu s'ezdu sovetov, op. cit.*, p. 33.

<sup>461</sup> *Krasnyj Krym*, 29 octobre 1922.

<sup>462</sup> GARF, f. 1235, op. 119, d. 73, l. 77 (17 novembre 1924).

<sup>463</sup> GARF, f. 1235, op. 119, d. 73, l. 176 (20 novembre 1924) et l. 144v (30 novembre 1924).

<sup>464</sup> GARF, f. 1235, op. 119, d. 73, l. 146 (30 novembre 1924).

<sup>465</sup> GARF, f. 1235, op. 119, d. 73, l. 132 (22 novembre 1924).

<sup>466</sup> GARF, f. 5402, op. 1, d. 107, ll. 75-6 (6 mars 1926). L'ouvrage a fait l'objet d'une réédition annotée en 2003. Je donne ici la transcription du titre en russe plutôt qu'en tatar criméen. ČOBAN-ZADE B., *Naučnaja grammatika krymskotatarskogo jazyka*, Simféropol, Dolja, 2003.

<sup>467</sup> GARF, f. 5402, op. 1, d. 107, ll. 75-6 (6 mars 1926).

<sup>468</sup> GARF, f. 1235, op. 119, d. 73, ll. 4-13 (sans date précise).



les *likbezy* existent réellement », ce dont il se saisit pour souligner le zèle déployé par le gouvernement dans l'enseignement<sup>469</sup>.

Dans le secondaire, cet effort se traduisit par une élévation du nombre d'institutions tatares qui a un peu plus que doublé depuis la création de la RSSA : elles étaient au nombre de dix, sur un total de cinquante-trois<sup>470</sup>. À l'automne 1924, la décision d'indigéniser l'école de neuf ans de Bahčisaraj s'appuyait sur le constat que peu de Tatars avaient jusqu'alors eu accès au secondaire dans une région où ils étaient pourtant majoritaires. Il fut proposé de la tatariser au motif que la ville était un « centre tatar » important. Le *Narkompros* suggéra une formule qui consistait, après une instruction en tatar de la première à la quatrième classe, à enseigner en tatar et en russe en cinquième et en sixième année, puis exclusivement en russe de la septième à la neuvième classe<sup>471</sup>. Cette solution ménageait un apprentissage en langue nationale avant d'amener les élèves vers une instruction en russe : à l'issue de leur cursus scolaire, ces derniers étaient donc censés maîtriser les deux langues.

Une telle proposition correspondait au désir de la population tatar d'apprendre le russe, comme l'admettaient les participants de la conférence des communistes tatares d'octobre 1924. Pour le délégué du *rajon* de Džankoj, il fallait répondre à cette aspiration en en systématisant l'enseignement dans les écoles tatares des premier et second degrés. Les porte-parole tatares considéraient l'instruction du russe compatible avec l'indigénisation des écoles péninsulaires<sup>472</sup>. Les effets psychologiques de la *korenizacija* devaient être suffisamment solides pour que les Tatars ne se sentent pas menacés par une mesure assimilable à une forme de néocolonialisme. Celle-ci devait permettre aux enfants d'avoir non seulement accès à un savoir encore inaccessible en tatar, mais aussi à quelques-uns d'étudier dans le supérieur, en Crimée ou dans les autres républiques de la RSFSR. Mais cette réflexion sur le rôle du russe dans les écoles tatares fit long feu.

Les priorités allèrent en effet moins dans ce sens qu'en direction de l'instruction universelle, dont il était dit en 1926 qu'elle était en bonne voie<sup>473</sup>. Le 29 août 1930, une ordonnance en commandait expressément l'accomplissement pour septembre 1931. À l'heure du plan quinquennal, il s'agissait de diffuser une culture normalisatrice qui autorisait la modernisation de la péninsule. Dans la lignée des discours de Staline, le Commissaire à l'éducation assura que c'était « seulement à la condition de la liquidation de l'arriération culturelle, seulement après avoir élevé leur niveau politique et culturel, [que] les nationalités de Crimée pourront se transformer en constructeurs efficaces du socialisme<sup>474</sup> ». Malgré les complications suscitées par la latinisation, la révolution culturelle atteignit son but en scolarisant près de 90 % des enfants. En 1933, les écoles primaires tatares furent au nombre de trois cent soixante pour dix-sept écoles secondaires.

---

<sup>469</sup> *Ibid.*

<sup>470</sup> *Ibid.*

<sup>471</sup> GARF, f. 1235, op. 119, d. 73, ll. 95 (25 novembre 1924).

<sup>472</sup> *Krasnyj Krym*, 29 octobre 1924.

<sup>473</sup> GARF, f. 5402, op. 1, d. 105, l. 14 (début 1926).

<sup>474</sup> ASANOV A., « Bor'ba za vseobuč v Krymu », *Revoljucija i nacional'nosti*, n°5, 1931, p. 81.

Dans le supérieur, un cinquième des étudiants était tatar en 1934. Plus largement, la scolarisation de masse se traduit par une multiplication des structures nationales, treize nationalités possédant dorénavant leurs écoles élémentaires : Russe, Tatar, Ukrainien, Allemand, Polonais, Grec, Juif, Estonien, Arménien, Bulgare, Tchèque, Krymtchak et Karaïte<sup>475</sup>.

Pareille structure éducative était par principe fort onéreuse. Or le *Narkompros* eut beaucoup de peine à supporter les coûts d'un système pédagogique à la fois universel et différencié comme en atteste, par exemple, le manque récurrent de manuels, dont beaucoup se plaignaient au cours des années trente, même si la situation dans les écoles tatars était sans doute meilleure qu'ailleurs<sup>476</sup>. En outre, à certains égards, projets indigénisateur et modernisateur entraient en contradiction. La communication était une composante essentielle à la segmentation fonctionnelle du travail. Si l'école fournissait les savoirs qui permettaient aux individus d'occuper les emplois auxquels ils accédaient de façon plus ou moins privilégiée grâce à la *korenizacija*, celle-ci imposait dans le même temps une instruction linguistiquement différenciée. Or cela compliquait les échanges et pouvait susciter des problèmes dans les fermes collectives dans la mesure où, « si un président de kolkhoze ne comprend pas la langue nationale et si de nombreux kolkhoziens ne savent pas parler russe, alors bien sûr on aggrave la situation plutôt qu'on ne l'améliore<sup>477</sup> ».

Les conséquences de l'indigénisation expliquent, pour partie, qu'au cours des années trente, Moscou est promu le russe. En mars 1938, un décret exige que l'instruction en est obligatoire dans les écoles nationales. Au motif d'en faciliter l'étude, tous les alphabets durent alors être « cyrillisés ». Néanmoins, les langues locales durent rester au fondement de l'instruction<sup>478</sup>. Il ne s'agissait pas de rompre avec la politique de reconnaissance de la diversité nationale de l'URSS. En Crimée, les écoles tatars restèrent ainsi cet instrument d'acculturation nationale qui, au même titre que l'imprimé, la littérature ou le théâtre en tatar, était censé illustrer le caractère spécifique d'une communauté dont les autorités cherchaient à préciser les traits au cours des années trente.

---

<sup>475</sup> *Materialy k dokladu pravitel'stva Krymskoj ASSR, op. cit.*, p. 96-97; POTELAEV D., « Kadry v Kymu », *Ékonomika i kul'tura Kryma*, n°3-4, 1934, p. 115-16. Au total, le nombre d'élèves atteint presque les cent mille dans le primaire pour près de vingt-six mille dans le secondaire, tous établissements confondus. Prohorčik M. V., *op. cit.* [en ligne].

<sup>476</sup> RGASPI, f. 17, op. 21, d. 2455, l. 178 (13 mars 1937).

<sup>477</sup> RGASPI, f. 17, op. 21, d. 2450, ll. 21-3 (23 septembre 1934).

<sup>478</sup> BLITSTEIN P. A. « Nation-Building or Russification? Obligatory Russian Instruction in the Soviet non-Russian School, 1938-1953 », dans R. G. SUNY et T. MARTIN, *A State of Nations: Empire and Nation Making in the Age of Lenin and Stalin*, Oxford, Oxford University Press, 2001, p. 258-60. En Crimée, le changement d'alphabet concerne une population scolaire qui s'élève, en 1939, à un peu plus de quarante-six mille élèves. Archives d'Etat de Russie pour l'économie (RGAÈ), f. 1562, op. 336, d. 343, l. 14 (1939).

## Construire une culture nationale en tatar

Dans les mois qui suivirent la conquête de la péninsule, l'*obkom* fit paraître plusieurs périodiques, centraux et locaux. La presse fut en effet amenée à jouer rôle considérable, à la fois comme outil de propagande et instrument de relations entre les villes et les campagnes<sup>479</sup>. Les médias en langue tatare furent encouragés : le *tatbjuro* fut doté de son organe de presse, *En"i Dun'ja* [Nouveau monde], avant que le département tatar du komsomol ne publia également son propre périodique, *Jaš kuvvet* [Jeune force]<sup>480</sup>. La presse fut confiée à l'intelligentsia ralliée, à l'instar de *En"i Dun'ja* dont la responsabilité alla à Deren-Ajerly<sup>481</sup>. Afin d'accroître l'audience du journal, le bureau tatar proposa d'en augmenter les abonnements, d'acheminer rapidement les tirages dans les campagnes et d'accorder davantage de place dans ses pages au travail de Parti et à la vie des Tatars<sup>482</sup>. Toutefois, la distribution resta médiocre tout au long des années vingt<sup>483</sup>.

Les tirages de *En"i Dun'ja* s'accrurent pourtant. Ils atteignirent les mille cinq cents copies quotidiennes. Si c'était mieux que les mille exemplaires autrefois publiés irrégulièrement, les chiffres restaient en dessous des ambitions affichées : en 1925, elle n'était alors que la cinquième gazette criméenne. *Jaš kuvvet*, quant à lui, était diffusé à mille cinq cents copies de manière bihebdomadaire, tandis que son équivalent russe atteignait trois mille numéros<sup>484</sup>. À ces journaux s'ajoutait la publication de périodiques. Dans la seconde moitié de la décennie, les deux principales revues étaient *Ileri* [En avant] et *Ok"uv išleri* [Questions d'éducation] qui traitaient des questions d'éducation ou de langue et publiaient de la prose comme de la poésie. *Ok"uv išleri* rassemblait les écrivains tatars les plus reconnus, dont les œuvres articulaient des motifs nationaux et révolutionnaires<sup>485</sup>. Au-delà des belles-lettres, le *Narkompros* proposait une littérature plus accessible, faisant éditer en 1925 trente-sept titres dans la « bibliothèque paysanne » et dans la « bibliothèque de la jeunesse », pour un total de deux cent soixante mille copies<sup>486</sup>.

L'accès aux imprimés et aux livres se fit par l'intermédiaire des bibliothèques, des clubs ou des *izby-čital'ni* (centres ruraux d'éducation politique). Mais ces lieux de

---

<sup>479</sup> RGASPI, f. 17, op. 11, d. 149, l. 87 (6 février 1924).

<sup>480</sup> GARF, f. 1235, op. 132, d. 23, l. 32 (1932); BOROZDIN I., « Sovremennaja Krymskaja respublika », *Novyj vostok*, n°19, 1927, p. 116.

<sup>481</sup> RGASPI, f. 17, op. 14, d. 391, l. 87 (6 mars 1922).

<sup>482</sup> GAARK, f. 1, op. 1, d. 286, ll. 3-4 (1923).

<sup>483</sup> RGASPI, f. 17, op. 21, d. 2463, l. 16 (10 septembre 1926) et d. 2513, ll. 96-7 (20 mars 1928).

<sup>484</sup> RGASPI, f. 17, op. 16, d. 495, l. 147 (rapport d'information pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 1<sup>er</sup> avril 1925); GARF, f. 5402, op. 1, d. 105, ll. 14-14v (1926). Un autre document donne le chiffre de mille huit cents exemplaires pour *Jaš kuvvet* : RGASPI, f. 17, op. 16, d. 497, l. 22 (29-31 octobre 1925).

<sup>485</sup> JUKSEL' G. Z., « Periodizacija krymskotatarskoj žurnalistiki 1905-1914 gg. », *Kul'tura narodov Pričernomor'ja*, n°43, 2002, p. 251; URSU D. P., « Nacional'naja kul'tura v sisteme totalitarnogo gosudarstva (na primere Krymskoj ASSR) », dans E. SEJTBEKIROV, *Amet Ozenbašly, vidnyj obšestvenno političeskij dežel' Kryma, pisatel', publicist. Gody, ljudi, sud'by*, Simféropol, Krymučpedgiz, 1999, p. 21.

<sup>486</sup> Borozdin I., *op. cit.*, p. 116.

diffusion de l'écrit tout autant que de contrôle de la lecture étaient très peu nombreux dans les premiers temps de la RSSA : seuls quatorze bibliothèques et huit clubs existaient à la fin de 1921<sup>487</sup>. En 1923, le bureau tatar déplora non seulement que le nombre d'*izby-čital'ni* soit ridicule, mais aussi que peu y soit effectué. Il imagina mobiliser les enseignants ainsi que la jeunesse, tout en demandant que lui soient communiqués les besoins locaux afin de prendre les mesures nécessaires : ou bien acheter les ouvrages, ou bien les prélever de son fonds propre<sup>488</sup>. Néanmoins, en 1924, c'était encore la grande bibliothèque de Bahčisaraj qui alimentait les *izby-čital'ni* et les bibliothèques itinérantes du *rajon* en imprimés tatars<sup>489</sup>. En 1925, la péninsule possédait cent vingt *izby-čital'ni*, parmi lesquelles quatre tatars, trente bibliothèques et quatre-vingt-cinq clubs, neuf d'entre eux étant nationaux<sup>490</sup>.

La croissance de l'édition s'accompagna d'un développement des différentes structures d'accès à l'écrit, même s'il resta modeste pour les institutions autochtones. Pourtant, la propagation de l'imprimé devait venir se conjuguer à l'école pour imposer la même langue à tous les locuteurs, malgré les particularismes locaux qui continuaient de représenter un obstacle comme le révèle une discussion lors d'une réunion unitaire du Comité régional, de la Commission de contrôle et de l'*aktiv* : « Dans notre petite Crimée, nous ne pouvons avoir de journal commun, on est obligé de perfectionner davantage la langue pour que chaque Tatar puisse la comprendre<sup>491</sup>. » Dans ces conditions, *En'i Dun'ja* devait être l'un des lieux de l'élaboration de la norme linguistique et l'un des moyens de sa transmission. En l'absence de manuels, les enseignants y avaient d'ailleurs recours pour les leçons de grammaire. En 1937, l'*obkom* finit par réprouver cette pratique dans la mesure où l'orthographe et la syntaxe y étaient dorénavant jugées incorrectes<sup>492</sup>.

Les motifs de cette décision sonnaient comme un prétexte dissimulant la méfiance qui pesait sur ce journal depuis le début des années vingt. Cette méfiance était d'abord le fait des dignitaires non tatars pour qui *En'i Dun'ja* aurait été un vecteur de propagation d'idées nationalistes. Initialement, il y a deux raisons à cette suspicion : d'une part, le journal était exclusivement aux mains de Tatars ; d'autre part, il était écrit dans une langue difficile à contrôler. En 1926, cette défiance prit la forme d'une accusation franche, la direction de la gazette se voyant reprocher d'avoir relayé un appel lancé par des responsables indigènes «aux masses contre le Parti<sup>493</sup> ». Au terme des purges de 1928-1929, la méfiance s'estompa pour un temps. En 1936, la rédaction du journal fut de nouveau mise en cause, par des Tatars cette fois, pour ne pas avoir dénoncé les manifestations de nationalisme<sup>494</sup>. L'inculpation montrait, cette fois, les tensions qui

---

<sup>487</sup> RGASPI, f. 17, op. 13, d. 502, ll. 58-9 (rapport pour la période du 28 novembre au 12 décembre 1921).

<sup>488</sup> GAARK, f. 1, op. 1, d. 286, ll. 3-4 (1923).

<sup>489</sup> GARF, f. 1235, op. 119, d. 73, l. 95v (25 novembre 1924).

<sup>490</sup> Borozdin I., *op. cit.*, p. 115.

<sup>491</sup> RGASPI, f. 17, op. 21, d. 2442, ll. 241-5 (18 décembre 1926).

<sup>492</sup> RGASPI, f. 17, op. 21, d. 2455, ll. 113-14 (13 mars 1937).

<sup>493</sup> GAARK, f. 1, op. 1, d. 64, ll. 15-25 (30 janvier 1926).

<sup>494</sup> RGASPI, f. 17, op. 21, d. 2452, ll. 121-2 (18 janvier 1936).

agitaient le champ politique tatar en ces temps tourmentés où était instrumentalisée une disposition selon laquelle les imprimés devaient être autant de « propagandistes et d'agitateurs parmi les masses, qui sont liés à la masse de la classe ouvrière, parlent la langue bolchevique<sup>495</sup> ». Cette ambition trouva un prolongement dans la décision de l'*obkom* de faire traduire les grands textes du marxisme-léninisme qui ne l'avaient pas encore été<sup>496</sup>.

Si l'imprimé en langue nationale eut d'abord une fonction de propagande, ce rôle politique permit l'essor d'une prose et d'une poésie d'auteurs, soutenues par les responsables du *Narkompros* : des individus qui aspiraient à la création d'une littérature authentiquement tatare, une sorte d'incarnation du génie de la nation en conformité avec les canons doctrinaux du régime. Un phénomène similaire se joua au théâtre dramatique tatar qui fut fondé en 1923. Amet Ozen-Başly ou Umer Ipçi y rencontrèrent vite un vif succès. Ce dernier réalisa un spectacle très remarqué qui, d'après les critiques, chamboulait les codes de la composition de cette première moitié des années vingt<sup>497</sup>. La notoriété de Ipçi culmina en 1927 lorsqu'il remporta le prix de la meilleure œuvre de l'année, décerné à l'occasion du dixième anniversaire de la révolution, avec une pièce de circonstance : *Azad halk''* [*Le Peuple affranchi*] décrit la faim, l'exploitation des villageois tatars les plus pauvres par les koulaks et leur libération par le pouvoir soviétique. Fort de ce triomphe, Ipçi fut bientôt nommé à la tête de l'atelier qui s'ouvrit en 1928 afin de former des acteurs tatars<sup>498</sup>.

Le théâtre connut une activité grandissante au tournant des années trente. La péninsule comptait désormais quatre grandes scènes : deux municipales à Sébastopol et Kertch, deux d'État à Simféropol. En 1929-1930, le théâtre tatar monta dix-neuf spectacles, devant onze mille spectateurs; la saison d'après, la troupe principale joua, à elle seule, vingt-neuf pièces devant quatorze mille personnes; en 1934, soixante-six spectacles furent présentés devant un peu plus de trente mille spectateurs; en 1938, leur nombre atteignit les quarante-cinq mille. Depuis, deux autres théâtres avaient été ouverts à Simféropol. Cette croissance s'accompagna d'une multiplication des compagnies, en partie amateurs. Dix-sept d'entre elles étaient nationales en 1929, avec six cents acteurs<sup>499</sup>. Cette réussite ne satisfaisait pas toujours les attentes des dirigeants du Parti qui

---

<sup>495</sup> RGASPI, f. 17, op. 21, d. 2434, l. 35 (22 mai 1937).

<sup>496</sup> RGASPI, f. 17, op. 21, d. 2433, ll. 143-6 (21 mai 1937).

<sup>497</sup> KERIMOV I. A., « V 1923 g. byl otkryt Krymskij gosudarstvennij dramatičeskij tatarskij teatr. Rasskažite o ego dejatel'nosti, ob istokah nacional'nogo sceničeskogo iskusstva », dans Ju. I. GORBUNOV, *Krymskaja ASSR (1921-1945)*, Simféropol, Tavrija, 1990, p. 150-1.

<sup>498</sup> *Literaturnaja enciklopedija*, vol. 4, Moscou, 1930; GULÜM R., « Rituals: Artistic, Cultural, and Social Activity », dans E. A. ALLWORTH, *The Tatars of the Crimea: Return to the Homeland: Studies and Documents*, 2<sup>nd</sup> ed., Durham, Duke University Press, 1998, p. 87-8.

<sup>499</sup> Kerimov I. A., *op. cit.*, p. 145-7 et 152-3; AIRČINSKAJA R., « Nezaveršennyj al'bom (hronika arhivnyh dannyh o krymskotatarskikh kul'turnyh učreždenijah 1923-1944 gg. »), dans E. SEITBEKIROV, *Repressirovanoe pokolenie krymskotatarskikh obščestvenno-političeskikh dejatelej, podvižnikov nauki i kul'tury*, Simféropol, Krymučpedgiz, 2001, p. 153.

infectivaient le Commissariat à l'éducation et les institutions locales, sermonnés pour ne pas avoir su voir tout le potentiel mobilisateur du théâtre<sup>500</sup>.

La critique épargna la direction du théâtre tatar puisque, était-il dit, le *Narkompros* ne l'avait pas informée des directives : elle avait donc ignoré comment agir. Désormais, toute l'attention devait aller à « la consolidation et au développement d'un théâtre tatar national par la forme, prolétaire par le contenu ». Cette formule figée, à la signification jamais réellement éclaircie par Staline, permit à l'*obkom* d'exiger la mise en conformité dogmatique du théâtre, qui « doit forger son style artistique sur la base de son répertoire idéologique ». À cette fin, il devait s'appuyer sur « les milieux prolétaires » et lutter contre les « influences nationalistes bourgeoises »<sup>501</sup>. Ces prescriptions étaient aussi floues que l'expression qui les portait. Elles disaient quand même une chose : à la condition que le national fut soumis au socialisme, l'institution n'était pas menacée. De fait, une ordonnance fut promulguée en 1933 par le présidium du CIK afin de lui accorder un édifice propre. Son ouverture fut prévue le 14 novembre 1934, pour l'anniversaire de la conquête de la péninsule<sup>502</sup>. À travers cette date, l'épanouissement de la culture tatare était directement associé à la victoire bolchevique.

L'inauguration était donc censée symboliser ce qui était enseigné à tous les élèves ou diffusé depuis 1921. Surtout, l'octroi d'un bâtiment autonome devait venir attester de l'attention portée à une culture tatare qui devait être façonnée en collaboration avec l'Institut de la construction nationale et culturelle : un nom qui manifestait la conception soviétique selon laquelle la nation était une réalité historique élaborée par des acteurs individuels ou collectifs. Cette idée soutint la politique des nationalités depuis le début des années vingt. Si le pouvoir avait un temps cru l'indigénisation menacée par le nationalisme, celui-ci avait officiellement été expurgé. Aussi, le soutien aux cultures indigènes retrouva une actualité dont témoigna le premier Congrès des écrivains soviétiques de 1934 où l'un des thèmes majeurs fut la popularisation des classiques non russes<sup>503</sup>. Le développement national s'accompagna d'une multiplication des symboles et des représentations qui furent autant d'éléments de légitimité, dans un contexte où la classe perdait de sa force, à la fois comme paradigme explicatif et instrument de façonnement social<sup>504</sup>.

En Crimée, l'application apportée pour attribuer à la nation les éléments l'autorisant à se connaître comme telle suscita un regain d'inquiétude vis-à-vis du danger nationaliste<sup>505</sup>. La construction culturelle n'en fut pas moins poursuivie. Au printemps 1937, l'*obkom* décida ainsi de bâtir un opéra et un ballet tatars<sup>506</sup>. Comme la RSSA fut

---

<sup>500</sup> RGASPI, f. 17, op. 21, d. 2517, l. 237 (26 mai 1931).

<sup>501</sup> Ibid.

<sup>502</sup> GAARK, f. 663, op. 5, d. 9, l. 4 (20 mai 1933).

<sup>503</sup> Martin T., op. cit., p. 444.

<sup>504</sup> MARTIN T., « Modernization or Neo-Traditionalism? Ascribed Nationality and Soviet Primordialism », dans S. FITZPATRICK, *Stalinism. New Directions*, Londres, Routledge, 2000, p. 357.

<sup>505</sup> RGASPI, f. 17, op. 21, d. 2452, l. 85 (18 janvier 1936).

<sup>506</sup> RGASPI, f. 17, op. 21, d. 2488, ll. 6-7 (31 mai 1937).

incapable d'assumer le poids financier de l'institution, le président du Conseil des commissaires du peuple Abduraim Samedinov et le secrétaire du Comité régional Lavrentij Kartvelišvili sollicitèrent personnellement Staline et Viatcheslav Molotov. Leur missive comportait un préambule qui tirait le bilan de la politique nationale et culturelle telle que leurs prédécesseurs l'avaient mise en œuvre. Ils jugeaient que peu avait été fait, ce qui avait abouti « à l'oubli du vieux legs littéraire et musical tatar ». Les tentatives réalisées pour l'exhumer auraient été faites en dépit du bon sens puisqu'« un héritage turc a été attribué à la poésie épique criméenne<sup>507</sup> ». Or tout exercice de stylisation nationale devait désormais valoriser les éléments véritablement tatars au détriment de ceux jugés étrangers.

Molotov transmet la missive de Samedinov et de Kartvelišvili au Comité de l'Union pour l'art dont le président indiquait, à l'automne, qu'aucune suite ne pouvait être donnée à la requête<sup>508</sup>. Ce refus condamnait le projet d'opéra et de ballet tatars : après quelques mois, le Conseil des commissaires du peuple criméen décida de l'abandonner. Ne subsista finalement que « la création d'un atelier théâtral dans le cadre du théâtre dramatique tatar, au nombre de vingt personnes, avec le transfert gracieux de l'équipement de l'opéra<sup>509</sup> ». Cet échec fut lié à l'absence de soutien du centre qui estimait ne pas avoir à s'engager financièrement, malgré les signaux qu'il avait envoyés vers les périphéries en faveur de l'élaboration et de l'expression nationales. Par conséquent, en octobre 1939, le Comité régional requiert plus modestement de la Direction péninsulaire aux affaires artistiques qu'elle élabora un récit épique criméotatare<sup>510</sup>.

## Conclusion

En définitive, l'impression domine que le russe était presque partout utilisé dans l'administration et que la langue enseignée à l'école n'était sans doute pas un tatar standardisé. Cela tenait largement aux faibles ressources mobilisées pour la politique langagière conduite en faveur des Tatars. À certains égards, ces limites étaient liées au désintérêt des autorités, comme pour la tatarisation de l'administration : cette mesure phare du programme national était largement négligée, quoique les chiffres publicisés sur le nombre de nationaux dans l'administration prétendaient le contraire ; jamais les organes répressifs ne furent mobilisés pour la réaliser, témoignant ainsi de son caractère accessoire. Afin de pallier les difficultés, certains acteurs utilisèrent des expédients, à l'instar des pédagogues qui eurent recourt à la presse pour enseigner le tatar. Ces pratiques sont difficiles à mettre au jour. En tout état de cause, elles invitent à ne pas conclure trop vite à l'échec de la politique linguistique. Il conviendrait sans doute mieux de suggérer l'existence d'une variété de situations, qui autorisent des stratégies personnelles fondées sur la maîtrise du russe et du tatar. De même, il faut souligner les phénomènes d'identification de la population à un idiome imposé comme l'un des

---

<sup>507</sup> Ibid.

<sup>508</sup> Ibid., l. 53 (26 novembre 1937).

<sup>509</sup> GAARK, f. 652, op. 11, d. 11, l. 81 (28 février 1938).

<sup>510</sup> RGASPI, f. 17, op. 21, d. 2508, ll. 147-9 (28 octobre 1939).

principaux attributs nationaux par le biais de l'école, de l'imprimé, du théâtre ou des pratiques administratives, ce que révèle *a posteriori* l'épisode de la déportation collective.

Celle-ci survint en mai 1944, peu de temps après la reconquête de la péninsule par les troupes soviétiques. En Asie centrale, l'enseignement primaire se déroula en russe ou dans l'idiome de la république où les déportés étaient installés. Plus généralement, les exilés ne disposaient d'aucune institution culturelle qui fasse vivre leur langue et leur culture, rejetées dans le domaine privé. Or les témoignages montrent l'importance accordée à la langue en tant qu'attribut national et révèlent l'intériorisation de la politique linguistique menée par les bolcheviks à partir des prémisses réformistes<sup>511</sup>. Ce fut seulement à partir de 1956 que les Tatars bénéficièrent de concessions culturelles en Ouzbékistan par le biais desquelles la langue jouit d'une reconnaissance limitée. Mais du temps de l'Union soviétique, ils ne recouvrirent jamais pleinement leurs droits nationaux. Aujourd'hui, les porte-parole tatars essaient vainement d'obtenir que le criméo-tatar soit reconnu, comme le russe et l'ukrainien, langue d'État de la nouvelle république de Crimée, créée au sein de l'Ukraine indépendante. Alors que les Tatars y disposent d'écoles, d'un institut pédagogique et d'une faculté à l'université de Simféropol, l'instruction en criméo-tatar nourrit chez la population tatare un débat qui rappelle les discussions des années vingt : l'enseignement dans cette seule langue n'est-il pas un obstacle pour les élèves désirant poursuivre leurs études ou pour les diplômés recherchant des emplois rémunérateurs ?<sup>512</sup>.

---

<sup>511</sup>Voir par exemple: ALTAN M. B., « Structures: The Importance of Family — A Personal Memoir », dans Allworth E. A., *op. cit.*, p. 100-1.

<sup>512</sup> LECLERC J., « Crimée ». *L'Aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLFQ, Université Laval [en ligne]: <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/EtatsNsouverains/crimee.htm>





## Zeev Levin

Zeev Levin, Chaim Rosenberg School of Jewish Studies,  
Tel-Aviv University, levinzv@gmail.com

### **Un cas d'étude de la politique soviétique en matière de langues dans les républiques orientales : transformations et adaptations de la langue des Juifs de Boukhara (1917-1938)**

Comme partout ailleurs en Union soviétique, la révolution communiste a profondément bouleversé les sociétés de l'Asie centrale. Pour étudier ces bouleversements, la recherche historique se consacrait habituellement à étudier la crise économique, la politique intérieure, la limitation des libertés ou les persécutions politiques. Avec le présent article, nous allons tenter de démontrer en quoi les transformations de la langue d'un groupe minoritaire ont pu influencer, tout au long des années vingt et jusqu'à la fin des années trente, l'histoire de l'un de ces groupes minoritaires de l'Asie centrale.

La plus grande partie des Juifs de Boukhara vivait sur le territoire de la république soviétique de l'Ouzbékistan. Selon la doctrine soviétique des nationalités, elles étaient toutes égales au regard du droit national et avaient en principe la possibilité, et même le devoir, de parler dans leur langue propre. Si l'on reprend l'image de l'Union soviétique comme un appartement communautaire, utilisée par Yuri Slezkine, où différentes nations habitaient, les Juifs de Boukhara avaient droit à un espace dans la pièce réservée aux Ouzbeks, et ils devaient le partager avec plus de quatre-vingts autres groupes nationaux (si l'on se réfère au recensement national de 1926). Chacun de ces groupes devait avoir la jouissance de ses propres « chambres » dans la pièce communautaire qu'ils occupaient dans l'ensemble plus vaste de l'appartement communautaire. La complexité d'une telle situation eut une profonde influence sur la « politique de la liberté des langues » voulue par l'État soviétique<sup>513</sup>.

Comme nous l'avons souligné, le régime communiste s'était certes donné pour but de protéger les langues des minorités mais il tenta aussi, dans le même temps ou selon des chronologies décalées, de maintenir les nations composant l'Union soviétique à

---

<sup>513</sup> Cette idée de représenter l'Union soviétique comme un appartement communautaire a été inaugurée par Issak Zelenski, secrétaire du bureau du Parti Communiste pour l'Asie centrale en 1924. Pour un exposé de cette politique, voir : SLEZKINE Y., « The USSR as a Communal Apartment, or How a Socialist State Promoted Ethnic Particularism », *Slavic Review*, vol. 53, 1994, p. 414-52; MARTIN T. *The Affirmative Action Empire: Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Ithaca, Cornell University Press, 2001.

l'écart de toute influence de cultures « étrangères ». Au tout début des années vingt, il a ainsi encouragé le développement des nationalismes au niveau local. Pendant toutes ces années, le gouvernement central n'intervint que très peu dans la révision des langues nationales et dans leur transcription écrite, tout ce travail faisant partie intégrante de l'entreprise de construction nationale. Les initiatives des militants régionaux pour la latinisation des écritures nationales furent au début prises en compte. Cette démarche était alors considérée comme progressiste et pouvant faciliter l'apprentissage de la langue proprement dite, développer l'aptitude à lire d'autres langues linguistiquement proches et elle était également censée permettre de tracer une frontière entre les nouvelles cultures « socialistes » et leur modèle traditionnel – et ce, surtout dans le cas des nations musulmanes et de la culture musulmane. En 1927, on dénombrait plus de cinquante projets de latinisation portés par ces militants. En 1928, face à ce chaos linguistique, le gouvernement central dut intervenir pour peser en faveur d'une unification des différentes écritures, avec l'introduction des lettres majuscules et de voyelles communes, la révision des mots d'origine étrangère (les mots d'origines perse ou arabe dans le cas des langues de l'Asie centrale,) et l'introduction de mots « internationaux » qui étaient censés créer des liens entre les différentes langues nationales en usage dans l'Union soviétique<sup>514</sup>.

Nous cherchons dans cet article à examiner les changements formels et substantiels apportés à la langue utilisée par les Juifs de Boukhara et le rôle et l'influence qu'ils ont pu jouer pour ce groupe et pour leur reconnaissance comme groupe national à part entière de la république soviétique d'Ouzbékistan. Nous pensons que la politique qui a mené à ces transformations reposait tout autant sur le « tout pour l'Union » de la politique soviétique des nationalités que sur la conception politique des juifs en Union soviétique ou que sur des considérations spécifiques à l'Asie centrale.

Afin de comprendre en quoi les Juifs de Boukhara d'Asie centrale étaient uniques et comment leur langue s'est développée, nous voudrions décrire en quelques lignes les caractéristiques de leur communauté et de leur environnement. Les premiers documents attestant de la présence d'une communauté juive dans la ville de Boukhara remontent au X<sup>e</sup> siècle. L'origine géographique de ses membres est inconnue, bien que certains spécialistes pensent qu'ils soient venus d'Iran. Mille ans de présence dans la région ont permis à la communauté juive de s'intégrer à leur environnement et d'en assimiler la culture. Toutefois, les différences religieuses l'ont aussi tenue à l'écart des populations musulmanes. Les juifs ont adopté le folklore et les coutumes régionales, les traditions culinaires, vestimentaires et la langue. Les femmes de cette communauté sortaient rarement de leur cour, étaient mariées jeunes et portaient le *paranja* (voile) en public. Les hommes, quant à eux, étaient polygames et payaient le *kalym* (somme versée aux parents de la fiancée). Mais s'ils avaient en grande partie assimilé la culture locale, ils ne s'étaient pas totalement intégrés à la population et vivaient dans des *mahala* (quartiers) distincts. Privés de certains droits, les juifs étaient considérés comme inférieurs aux

---

<sup>514</sup> Pour la ligne politique soviétique sur la latinisation, voir : SMITH M. G., *Language and Power in the Creation of the USSR, 1917-1953*, Berlin, Mouton de Gruyter, 1998, p. 130-8. Pour le cas particulier de l'Ouzbékistan, voir : FIERMAN W., *Language Planning and National Development: The Uzbek Experience*, Berlin, Mouton de Gruyter, 1991, p. 81-96.

musulmans. Néanmoins, leurs communautés parvenaient à vivre de façon autonome en fournissant leurs propres services. Installées dans les villes centrales de la région, elles se consacraient essentiellement à l'artisanat et au commerce<sup>515</sup>.

Le terme de « Juifs de Boukhara » est issu de la terminologie législative créée par le régime tsariste pour les juifs. Il désignait les juifs natifs de la région (*tuzemnye*) et originaires du khanat de Boukhara, situé le long de la frontière sud du Turkestan russe et ayant pour capitale Boukhara. Après la révolution communiste de 1917, la région fut en grande partie rattachée à la république soviétique d'Ouzbékistan, formée en 1924.

Au milieu des années vingt, la communauté juive de Boukhara comptait environ vingt mille personnes, dont la majorité vivait dans les grandes villes du tout nouvel Ouzbékistan. Cette petite minorité (0,5 % de la population totale) représentait pourtant la deuxième ou la troisième communauté autochtone du pays vivant dans les grandes villes. Citadins pour la plupart, les Juifs de Boukhara étaient en général beaucoup plus éduqués que le reste de la population : presque dix fois plus, avec un taux d'alphabétisation de 30 % contre 3,5 %. Même au sein de la population urbaine, leur taux d'alphabétisation était deux fois plus élevé que celui de la population autochtone non juive<sup>516</sup>.

En raison de leur taux d'alphabétisation important et/ou de leurs valeurs morales, les juifs ont traditionnellement misé sur l'éducation, à tel point que le nombre d'inscriptions de Juifs de Boukhara dans les écoles nationales était plus élevé que celui des autres minorités, pour les enfants comme pour les adultes. D'après les registres soviétiques datant d'août 1926, 1 726 étudiants fréquentaient vingt et une écoles juives nationales de premier degré. Ce chiffre est nettement supérieur à ceux des autres minorités du pays : 1 665 Tadjiks dans quarante-trois écoles, 1 065 Kazakhs dans vingt-quatre écoles et seulement 99 Ouïghours pour une seule école<sup>517</sup>. Les cours que suivaient la grande majorité des étudiants juifs de Boukhara étaient dispensés dans leur langue

---

<sup>515</sup> Sur les origines de la communauté juive boukhariote, voir : ZAND M., « Bukharan Jews », *Encyclopedia Iranica*, vol. 4, p. 183–92. Sur les « chala », les Juifs convertis à l'islam, et les relations entre Juifs et Musulmans, voir : BABAHANOV I., « K voprosu o proisozhdenii gruppy evreev-musul'man v Buhare », *Sovetskaja Ètnografi ja*, vol. 3, 1951, p. 161–2. Sur les activités des Juifs dans l'Ouzbékistan prérévolutionnaire, voir : RABICH R., « Predprinimatel'naja dejatel'nost' buharskih evreev v dorevoljucionnom Turkestane », dans I. DVORKIN et T. VYSENSKAJA, *Evrei v Srednej Azii prošloe i nastojaščee. Ekspedicii, issledovanija, publikacii. Sbornik naučnyh trudov*, Saint-Pétersbourg, Peterburgskij evrejskij universitet, 1995, p. 92–110.

<sup>516</sup> « Central'noe Statističeskoe Upravlenie SSSR », *Vsesojuznaja perepis' naselenija 1926 goda*, vol. 15, Moscou, 1928, p. 8-9. En 1928, les statistiques officielles dénombrent 27 000 Juifs de Boukhara en Ouzbékistan, ce qui représente un peu plus de 0,5 % de la population totale du pays (4,7 millions). Néanmoins, en raison de leur concentration urbaine dans les grandes villes de Samarcande (10 000) et Boukhara (8 000), leur nombre relatif y atteint près de 10 % de la population urbaine, ce qui fait d'eux la deuxième minorité par la taille, après les Tadjiks. Voir les Archives républicaines centrales d'État d'Ouzbékistan (UzRMDA), f. R-86, op. 1, d. 5267, l. 130. D'autres sources parlent de 50 000 Juifs en Ouzbékistan, et de 15 000 à Samarcande. Bien que les autorités soviétiques n'aient pas tendance à manipuler les chiffres lorsque cela ne servait pas leurs intérêts, ces chiffres officiels sont à prendre avec précaution.

<sup>517</sup> À cette époque, les Juifs de Boukhara et les Ouïghours représentaient chacun environ 0,5 % de la population ouzbèke, les Tadjiks environ 20 % et les Kazakhs 2 %, voir : UzRMDA, f. R-86 op.1 d. 5267, ll. 270-3.

maternelle, ce qui n'était pas le cas des autres minorités<sup>518</sup>. La présence de ces juifs dans les écoles *likbez* (*likvidatsiia bezgramotnosti*, « d'éradication de l'illettrisme ») était également très forte. En 1926, 2 778 étudiants juifs adultes de Boukhara y étaient inscrits. Cela signifie que plus de 20 % de cette population juive adulte suivaient des cours, ou tout au moins était inscrit dans les écoles *likbez*. Comparés aux autres minorités ethniques, les juifs représentaient 7,5 % du nombre total d'étudiants dans les écoles *likbez* d'Ouzbékistan, tandis que les Tadjiks et les Ouzbeks totalisaient respectivement 8,7 et 7,4 %<sup>519</sup>. Ces données montrent que les juifs de Boukhara étaient bien plus alphabétisés que ne l'étaient les autres autochtones.

L'ensemble de la population juive de l'Union soviétique, en tant que « minorité sans terre », représentait un problème pour l'idéologie nationale soviétique. Un problème que le gouvernement a rapidement résolu en créant plusieurs territoires juifs au sein de l'Union soviétique, dans lesquels la population juive pouvait affirmer son « identité nationale ». Dans le cadre de cette politique, une région nationale spécifique fut également attribuée en Ouzbékistan aux juifs de Boukhara. En 1930, un soviet national (*Sel'sovet*) fut organisé dans un kolkhoz nouvellement peuplé de juifs de Boukhara dans la région de Mirzo-Čul, et il prit le nom du secrétaire du bureau du parti communiste d'Asie centrale (*Sred-Az-Buro*), Zelenski<sup>520</sup>.

Malgré leur fort taux d'alphabétisation et contrairement à leurs frères ashkénazes, les juifs boukhariotes furent plus ambivalents envers le régime soviétique et leur recrutement y fut assez lent. Ce fait s'explique probablement par le malaise qu'éprouvait leur communauté face à la propagande antireligieuse ainsi que le mode de vie athéiste dont devaient faire preuve les membres du Parti. Et parmi ceux qui désirèrent adhérer au Parti, bon nombre ne furent pas acceptés en raison de leur origine sociale « non prolétaire ». Les déclarations officielles mises à part, le parti communiste ne fit pratiquement rien pour les recruter. Cette pratique fut condamnée dans les pages de *Pravda vostoka*, le principal journal du Parti en Asie centrale<sup>521</sup>. Début 1929, une étude statistique du Parti Communiste ouzbek affirmait que sur les trente-six mille membres que comptait le Parti, seuls cent quinze (0,3 %) étaient des juifs de Boukhara<sup>522</sup>.

---

<sup>518</sup> Sur 2 950 étudiants juifs de Boukhara, 2 766 étudiaient dans leur langue maternelle en 1928, contre 69 Ouïghours sur 651 et 6 623 Tadjiks sur 9 715. Cela pourrait expliquer pourquoi les juifs préféraient vivre dans les grandes villes, car elles étaient capables de leur apporter une éducation nationale, un service généralement non dispensé dans les zones rurales, voir : UzRMDA, f. R-86, op. 1, d. 5266, ll. 57-9.

<sup>519</sup> UzRMDA, f. R-86, op. 1, d. 5266, ll. 286-90.

<sup>520</sup> Sur les définitions soviétiques du « problème national juif » et sur ses causes, voir PINKUS B., *The Jews of the Soviet Union: The History of a National Minority*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988, p. 52-6 ; GITELMAN Z., *Jewish Nationality and Soviet Politics: The Jewish Sections of the CPSU, 1917-1930*, Princeton, Princeton University Press, 1972, p. 485-510. Sur la politique nationale envers les Juifs boukhariotes en Ouzbékistan, voir LEVIN Z., « How It All Began: Bukharan Jews and the Soviets in Central Asia, 1917-1932 », in I. BALDAUF, M. GAMMER et T. LOY, *Bukharan Jews in the 20th Century: History, Experience and Narration*, Wiesbaden, Reichert-Verlag, 2008.

<sup>521</sup> SVIRSKII, « Iskriwienie nac politiki », *Pravda vostoka*, n°34, 12 février 1929.

<sup>522</sup> BEZRUKOVA N. T., *Kommunističeskaja partija Uzbekestana v cifrah. Sbornik statističeskikh materialov, 1924-1977 gg.*, Tachkent, « Ouzbekistan », 1979, p. 44.

## Comment nommer la langue juive de Boukhara ?

Au fil des siècles, les juifs d'Asie centrale avaient adopté et intégré les langues des régions où ils vivaient. La plupart d'entre eux habitant des villes où la langue tadjike prédominait, leur dialecte local mélangeait des mots et des expressions tadjiks et hébreux. Au XIX<sup>e</sup> siècle, une vague d'immigration juive en provenance de Perse et d'Afghanistan vint enrichir le vocabulaire. Cette influence prit une telle ampleur qu'au début des années vingt, l'utilisation de mots persans relevait d'un registre de langue élevé. Répartis sur bon nombre de villes d'Asie centrale, les juifs de Boukhara ont également été influencés par une grande diversité de dialectes parlés à cette époque par les principales autres ethnies du pays, de langue tadjike et ouzbèke. Après la colonisation de l'Asie centrale par la Russie, le russe était devenu la langue administrative. Ainsi, les langues locales absorbèrent de nombreux mots des nouveaux colons, et celle des juifs de Boukhara ne fit pas exception<sup>523</sup>.

Des années durant, cette langue demeura la langue de l'usage oral pour une minorité qui utilisait l'écriture hébraïque. Finalement, le premier livre imprimé dans cette langue fut publié à Vienne en 1883. Depuis lors, et jusqu'à la révolution communiste, plus de cent vingt titres, des ouvrages religieux pour la plupart, furent édités à Jérusalem<sup>524</sup>.

Le premier dictionnaire publié par les juifs de Boukhara, en 1906, ne tenait pas compte de l'existence d'une langue juive de Boukhara unique et il proposait uniquement des traductions en farsi. Un changement majeur survint en 1910 avec la création d'un premier journal. Initiative privée d'un marchand juif de Farghona, Rakhamim Davidbaev, et baptisé *Rakhamim* (du prénom de son fondateur, qui signifie « merci » en hébreu), ce journal était écrit dans la langue juive locale et utilisait l'alphabet hébreu. Il définissait cette langue comme du « *lafzi farsi* », un « jargon persan ». Ce journal fut pionnier par le fait d'écrire non seulement sur la religion mais également sur les événements politiques et économiques mondiaux, empruntant et introduisant ainsi de nombreux mots empruntés du russe<sup>525</sup>.

---

<sup>523</sup> ILHAMOV A. ed., *Etničeskij Atlas Uzbekistana*, Tachkent, IOOFS-Uzbekistan, 2002, p. 290-4.

<sup>524</sup> Des lettres écrites en persan et en alphabet hébreu, datant du X-XII<sup>e</sup> siècles, ont été retrouvées à la Genizah du Caire. Sur les premières œuvres écrites des Juifs de Boukhara, voir : POZAILOV G., « Leshe'lat ha-matsav ha-rukhani shel yehudei bukhara e'rev haga'to shel khakham yosef maman », ABA, n°1, 2007, p. 8-9; YA'RI A., *Sifrei yehudei bukhara*, Jérusalem, 1942, p. 19-25; ZAND M., « Notes on the Culture of the Non-Ashkenazi Jewish Communities under Soviet Rule », dans Y. RO'I et A. BEKER, *Jewish Culture and Identity in the Soviet Union*, New York, New York University Press, 1991, p. 388.

<sup>525</sup> Ce dictionnaire comportait des mots simples traduits dans six langues (hébraïque, russe, turcique, arabe, persan et français). Voir : PINKHASOV S., *Sefer milim shisha*, Jerusalem, 1908. Sur le rôle du russe dans l'Union soviétique, voir : DESERIEV Ju., *Razvitie mladopis'mennyh jazykov narodov SSSR*, Moscou, Gosudarstvennoe učebno-pedagogičeskoe izdadel'stvo, 1958, p. 216-27, et : Zand M., « Notes », p. 384-5. Sur les similitudes avec d'autres langues d'Asie centrale, voir : Ilhamov A., ed., *op. cit.*, p. 292-4. Pour une comparaison avec des situations similaires concernant la langue turkmène au Turkménistan, voir : EDGAR A. L., *Tribal Nation: The Making of Soviet Turkmenistan*, Princeton, Princeton University Press, 2004, p. 148-53.

Après la révolution, en 1920, un nouveau journal, *ROSTA* (abréviation de l'Agence télégraphique russe formant le mot tadjik « *Rost* », qui signifie « vérité ») vit le jour à l'initiative du nouveau régime soviétique en place. La langue utilisée y fut baptisée « langue persane pour les juifs autochtones » ; ailleurs, elle a été nommée la langue des « juifs autochtones », tandis que le premier livre scolaire pour les juifs soviétiques de Boukhara appelait leur langue « tadjike ». « Juif de Boukhara » et « langue des Juifs de Boukhara » sont les termes de base que nous avons retenus dans cet article ; ils ne furent acceptés qu'en 1935, quelques années avant qu'ils ne soient bannis par le régime. Toutes ces divergences quant à la nomination même de cette langue montrent l'insécurité dans laquelle se trouvaient ses défenseurs<sup>526</sup>.

### **Premiers débats : quelle langue doit être considérée comme la langue des juifs de Boukhara ? (1917-1923)**

Au début des années vingt, tout un débat se développa sur le statut de la langue juive de Boukhara. Certains militants soviétiques remirent en question l'existence même d'une langue unique parmi les Juifs de Boukhara. Ils déclaraient que la langue des Juifs de Boukhara constituait un jargon tadjik et que, par conséquent, les Juifs de Boukhara devaient être traités comme des membres de la nationalité tadjike. D'un autre côté, les Tadjiks ne voulaient pas être identifiés à des juifs, et les Juifs de Boukhara, quant à eux, ne voulaient pas être considérés autrement que comme faisant partie de la religion et de la nation juive. Ces derniers affirmaient que leur langue n'était pas une langue nationale mais une langue avant tout orale, tandis que la seule langue nationale qu'ils reconnaissaient comme leur était l'hébreu. La proclamation de l'hébreu comme leur langue nationale n'était pas nouvelle. Déjà, en juin 1917, à la conférence sioniste russe, les représentants des Juifs de Boukhara avaient adressé la question. En 1920, l'hébreu fut accepté par les autorités soviétiques comme langue officielle des Juifs de Boukhara. De la même manière et au même moment, il fut adopté comme langue nationale des Juifs de Géorgie, qui utilisaient le géorgien comme langue parlée dans leur pratique quotidienne mais qui cherchaient une « identification nationale » les distinguant de la langue géorgienne. Parallèlement, la langue officielle des juifs ashkénazes d'URSS était le yiddish. La proclamation de l'hébreu comme langue nationale fut annulée quelques années plus tard par des militants du Parti Communiste (qui assimilaient l'hébreu au mouvement sioniste et à la religion juive) et par certains militants locaux qui éprouvaient

---

<sup>526</sup> Voir la une de : *Rakhamim*, n°1 (14-05-1910); Rakhmin Badalov, Rafiqi Kudaqon, (Tachkent-Samarcande, 1926); les unes de : BM (3-10-1934) et (24-8-1935). À cette époque, même le mot « langue » a été changé, passant de « *zabon* », à dominance persane, au local « *zuvun* ». Pour la liste des langues « latinisées », voir : GATAGOVA L., L. KOSELEVA et L. ROGOVAJA, eds., *TsK RKP(b)-VKP(b) i nacional'nyj vopros*, vol. 1 : 1918-1933, Moscou, ROSSPEN, 2005, p. 721. M. Zand a choisi d'utiliser le terme « judéo-tadjik » pour se référer à la langue des Juifs boukhariotes, dénomination reprise à la bibliothèque Lénine à Moscou. Voir : Zand M., « Notes », p. 400-8. L'origine et la « nature » de cette langue continue d'être l'objet de débats aujourd'hui encore, voir : MOSEEV I., « O jazyke buharskih evreev », dans I. PRIEV et al, *Buharskie evrei: judaizm, tradicii, istorija, kul'tura, včera, segodnja, zavtra*, Vsemirnyj kongress buharskih evreev, Jérusalem, 2003.

bien des difficultés pratiques à enseigner une langue que la plus grande partie de la population ne parlait pas. Dans ces années, le Parti était en guerre contre toute idéologie alternative. Aussi l'usage de l'hébreu se raréfia dans l'ensemble de l'Union soviétique ainsi qu'au sein de la communauté juive ashkénaze d'URSS. À partir de 1923, les écoles hébraïques d'Ouzbékistan furent fermées et transformées pour enseigner dans la langue juive de Boukhara en utilisant l'alphabet hébreu, comme cela avait été le cas auparavant<sup>527</sup>.

### **Latinisation et soviétisation de la langue juive de Boukhara (1924-1938)**

Dans le cadre des profonds changements qui bouleversaient le quotidien des citoyens de l'Union soviétique, la socialisation des langues minoritaires tenait une place importante. Parallèlement, les langues (en particulier écrites) étaient utilisées par le régime comme outil de propagande de masse et afin que cet outil devienne encore plus performant, le gouvernement dut élever le niveau d'alphabétisation de la population, en particulier des minorités de l'Union soviétique. Pour assurer l'efficacité de ces campagnes de propagande, le régime cherchait à les réaliser dans le plus grand nombre de langues possible. Dans ce contexte, certains « petits peuples » et minorités, qui possédaient leur langue « nationale » au sein des républiques soviétiques mais ne disposaient pas de leur système d'écriture propre, furent pourvus d'un système écrit, créé spécialement pour eux. En outre, les langues étaient considérées comme des vecteurs culturels (et religieux dans certains cas), et cela a poussé le régime à les modifier pour les intégrer aux réalités soviétiques.

À la fin des années vingt et tout au long des années trente, le régime mit en place une politique à deux volets pour éduquer les masses et éradiquer l'illettrisme. Afin, notamment, d'accélérer le processus en Asie centrale, des réformes du système écrit – avec notamment la latinisation – furent initiées et elles correspondaient en partie aux intérêts nationaux locaux. Cette action ne poursuivait pas uniquement le but idéologique consistant à dresser une barrière culturelle entre le passé et le présent, et, dans le cas précis des nations de l'Asie centrale, entre l'héritage islamique et les attaques menées contre la religion. L'objectif était également plus pragmatique et visait à simplifier le processus de production de la presse, et de pouvoir ainsi réduire le budget alloué aux administrations et aux particularités typographiques nationales.

Le second aspect de cette politique était axé sur la capacité de l'État à censurer et à contrôler l'imprimerie. Dans ce cadre, le gouvernement désirait injecter dans les langues existantes des mots ayant une signification et un contenu socialistes. Ce contenu devait se démarquer de « l'ancien », qui, aux yeux des dirigeants, était corrompu par des

---

<sup>527</sup> Sur l'hébreu pour les Juifs de Boukhara, voir : POZAILOV G., *Mi-bukhara le –yerushalaim*, Jerusalem, Misgav Yerushalayim, ha-Makhon le-heker moreshet Yahadut Sefarad ve-ha-Mizra, 1995. Pour l'hébreu et les Juifs de Géorgie, ELIHASHVILI N., *Haehudim hagruzim bigruzia ubeerets Israel*, Tel Aviv, Cherikover, 1975, p. 70. Sur la politique linguistique dans la jeune république soviétique d'Ouzbékistan, voir : Ilhamov A., ed., *op. cit.*, p. 290-4.



connotations religieuses et capitalistes. Les nouveaux mots étaient habituellement d'origine russe, ce qui entraînait une russification des langues et une, soviétisation du contenu des différents textes imprimés<sup>528</sup>.

Depuis le début des années vingt, la latinisation des écritures turques faisait par ailleurs l'objet de débats, autant parmi les linguistes locaux que parmi les orientalistes soviétiques. Et contrairement aux militants azéris, il semble que les Ouzbeks n'aient pas désiré latiniser leur alphabet mais qu'ils y furent entraînés par l'ensemble des nations turques<sup>529</sup>.

Ainsi, la campagne de latinisation visait non seulement à simplifier l'écriture dans l'Union soviétique mais encore à transformer la substance des livres existants en les socialisant. Cela fut réalisé par le biais de la création d'une nouvelle terminologie soviétique destinée à unir tous les citoyens de l'URSS : tandis que la majeure partie de ces mots provenait de la terminologie russe, certains mots et locutions des langues originales en furent bannis comme ayant une connotation, directe ou « cachée », religieuse ou rappelant les anciennes structures sociales.

Cependant, du point de vue du gouvernement central, la réforme de l'écriture (initiée dans la seconde moitié des années vingt jusqu'à la fin des années trente) ne signifiait pas seulement un changement d'alphabet, mais elle se devait également d'avoir un contenu socialiste. L'une des conséquences de cette politique et du développement de ce processus fut de mener, en 1939, à la « cyrillisation » de la plupart des écritures nationales de l'Union soviétique. Cette mesure visait à réduire le fossé entre les différentes langues pour les rapprocher de la langue dominante : le russe<sup>530</sup>.

La langue des Juifs de Boukhara a suivi un processus similaire tout au long des années vingt et trente. Comme nous l'avons vu précédemment, cette langue utilisait l'alphabet hébreu. Les premières adaptations se sont donc attelées à « simplifier » cette écriture par l'élimination des lettres « doubles » et « inutiles » qui étaient proches par leur sonorité et absentes de la phonétique tadjike, des terminaisons (voir tableau 1 en appendice) et des mots, d'origine hébraïque ou persane classique, que la population se plaignait de ne pas comprendre et des lettres hébraïques comme ט « *tet* », צ « *tsadik* » et כ « *vet* ». L'usage du ה « *hey* » fut limité. Après simplification, *Roshnoii*, le titre du journal juif de Boukhara, fut transformé en *Roshnohi*, alors que « *hey* » était toujours présent dans des mots comme « *Seh* » (trois) ou « *Chehar* » (quatre).

Sans grande surprise, les réformateurs n'ont formulé aucune critique à l'encontre des nombreux mots empruntés au russe et présents à l'époque à la fois dans la langue

---

<sup>528</sup> Fierman W., *op. cit.*, p. 74-80.

<sup>529</sup> Pour les premiers essais de latinisation en Ouzbékistan, voir : Fierman W., *op. cit.*, p. 81-4. Pour l'Azerbaïdjan, voir : Martin T., *op. cit.*, p. 186-90.

<sup>530</sup> Sur le processus de latinisation dans l'Union soviétique, voir : D'IAKOV, « Itogi i perspektivy latinizacii i unifikacii » dans K. ALAVERDOV et S. M. DIMANSHEIN, *Jazik i pis'mennost' narodov SSSR*, Moscou, VCK, 1933, p. 171-7 ; GRANDE B., « Unifikacija alfavitov », dans N. NURMAKOV, *Alfavit Oktjabrja. Itogi vvedenija novogo alfavita sredi narodov RSFSR*, Moscou-Leningrad, Izdatel'stvo « Vlast' sovetov », 1924, p. 14-27 ; IAKOVLEV N., « Itogi latinizacii alfavitov v SSSR », *Revoljutsija i pis'mennost'*, vols. 4-5, 1932, p. 25-43.

écrite et parlée, un fait qui traduisait en fait la fin de la campagne visant à russifier les langues orientales dans leur forme et à les soviétiser dans leur substance. Un autre exemple de domination culturelle : à partir de la fin de l'année 1929, la date du calendrier juif disparut de la première page des journaux au profit de la seule date du calendrier grégorien<sup>531</sup>.

Parallèlement à ces mesures, une nouvelle forme de transformation de la langue, appuyée par les autorités, était en marche : la campagne de latinisation. Initiée en Azerbaïdjan en 1920, il fut décidé au congrès turcologique de toute l'Union, à la fin de 1926, qu'elle serait une réforme obligatoire pour tous les peuples turcs. Les Juifs de Boukhara et les Tadjiks n'étaient pas représentés à cette conférence (leurs langues n'appartenaient pas au groupe turc), mais il était prévu qu'ils devraient suivre la réforme adoptée par le groupe majoritaire de la république. En ce qui concerne la langue juive de Boukhara, cette campagne commença au début de l'année 1927. Alors que la latinisation était une réforme acceptable pour les langues turques (elle participait au développement d'un nationalisme local, qui exigeait un système écrit unique et qui, en outre, pouvait être présenté comme une participation à l'union panturque soviétique ou du moins au processus de modernisation de la langue turque), elle ne pouvait concerner la langue des Juifs de Boukhara. La latinisation ne signifiait pour eux qu'un pas de plus dans le processus de l'assimilation culturelle, alors même qu'ils tentaient d'y résister pour préserver leur identité et que l'écriture en hébreu en constituait l'un des derniers symboles.

Le groupe des minorités nationales fonctionnait comme un comité au sein du gouvernement ouzbek. Au début de l'année 1927, il demanda à l'imprimerie nationale ouzbèke (Uz-GIZ : *Uzbekskoe Gosudarstvennoe Izdatel'stvo*) de ne plus travailler qu'avec un nouvel alphabet latin. Cette demande fut présentée avant que la réforme de l'alphabet ne fût adoptée, voire même ratifiée. Les machines de l'imprimerie nationale n'avaient pas été adaptées à la réforme, et la production de la plupart des livres scolaires fut suspendue pendant deux ans, jusqu'à fin 1929<sup>532</sup>. Néanmoins, le journal juif de Boukhara *Bairoqi Mihnat* (« la bannière du travail ») n'arrêta l'impression des articles en alphabet hébreu qu'après le mois de juin 1932. La même année, les lettres capitales furent introduites et intégrées dans leur forme latinisée dans la langue des Juifs de Boukhara (voir tableau 2)<sup>533</sup>.

---

<sup>531</sup> Pour comparer ce processus avec la réforme turkmène, voir : Edgar A. L., *op. cit.*, p. 164; avec la réforme ouzbèke, voir : Fierman W., *op. cit.*, p. 64-8.

<sup>532</sup> Sur la demande de publication en alphabet latin à partir du 2 février 1927, voir : UzRMDA, f. R-86, op. 1, d. 4508, l. 10. Dans son article, M. Zand avance que la latinisation a débuté en 1929, et a pris fin en 1931-1932. M. Zand n'aborde que les changements géographiques apportés par la latinisation, et a probablement fondé ses hypothèses sur l'apparition de l'alphabet latin dans les quotidiens, voir : Zand M., « Notes », p. 403. .

<sup>533</sup> Sur la demande, datée du 2 février 1927, pour publier des ouvrages composés en lettres latines, voir : UzRMDA, f. R-86, op. 1, d. 4508, l. 10. Les écritures arabe et hébraïque ne comprenant pas de lettres majuscules, elles n'étaient pas évidentes à utiliser dans la transcription latine pour les Juifs de Boukhara et pour les Ouzbèkes, voir : Fierman W., *op. cit.*, p. 85.

## Discuter des buts et de la substance de la langue des Juifs de Boukhara

En juin 1930, une première conférence des « militants de la culture juive de Boukhara » se tint à Samarcande (capitale de l'Ouzbékistan à l'époque). L'appellation officielle de la conférence est trompeuse, car une conférence similaire avait été organisée à Samarcande au moins un an auparavant (sans doute en 1928), une conférence qui fut probablement plus restreinte et dont le résultat, selon les dires d'un de ses participants, fut nul<sup>534</sup>.

Le statut de la langue des Juifs de Boukhara fut le thème principal de cette conférence de 1930. Contrairement à des conférences similaires tenues par des militants de la culture turque, les questions de forme (l'alphabet et ses lettres) n'y furent pas discutées. Il semble qu'à cette époque, la question de la latinisation constituait un fait donné et qu'elle ne se discutait plus. Nombre de militants pour la culture, juifs et non juifs, venaient de certaines villes centrales d'Ouzbékistan et de républiques voisines, telles que la Biélorussie et l'Ukraine. Un représentant du journal juif tat caucasien *Zakhmatkesh*, imprimé au Daghestan en langue judéo-tat (elle aussi latinisée), était présent à cette conférence. On peut s'étonner de l'absence de représentant officiel de la fédération de Russie (à part celui du Daghestan). Ceci n'est bien sûr pas le fruit du hasard, mais s'inscrit dans une politique délibérée du gouvernement soviétique : présenter les transformations de chaque pays comme une volonté « souveraine » des peuples à l'échelle nationale, et non comme un fait imposé du haut par la Russie<sup>535</sup>.

Les représentants des Juifs de Boukhara incluaient des membres du Parti Communiste et des militants de la culture nationale, comme des instituteurs, des auteurs et éditeurs des journaux des Juifs de Boukhara ou des écrivains. Tous ces « militants culturels » étaient issus de la classe « bourgeoise » (*burgua*) et d'un milieu traditionnel et religieux. Cette réforme les coupait de tout contact avec leur héritage religieux, national et culturel, les rapprochait de la culture tadjike, et on ne pouvait que s'interroger sur leur soutien à cette campagne de latinisation et de soviétisation de leur langue.

Cette conférence représentait une opportunité unique pour discuter de la constitution d'une forme nationale pour les Juifs de Boukhara. Elle s'intéressa aux questions centrales sur le caractère unique de la langue des Juifs de Boukhara et de ses différences d'avec le tadjik, c'est-à-dire qu'elle posa la question de savoir si « la langue (et les Juifs de Boukhara) avait le droit ou non à l'autodétermination ? ». Si tel était le cas, quel dialecte devait être utilisé pour la langue des Juifs de Boukhara comme fondement à la langue écrite et à quelles sources les mots nouveaux devaient-ils puiser ? Si l'on en juge par les questions soulevées, ces interrogations restaient ouvertes pour les

---

<sup>534</sup> Voir la déclaration de clôture prononcée par M. Egudaev le 14 juin 1930 : UzRMDA, f. R-410, op. 1, d. 3, l. 26. Malheureusement, aucun document n'a été trouvé sur le contenu des débats ou sur les décisions prises.

<sup>535</sup> Pour comparer avec le désengagement des autorités soviétiques dans le processus initial de la latinisation dans la région du Caucase, et ce bien que l'administration des « nouveaux alphabets » ait déménagé de Bakou à Moscou en 1930, voir : Martin T., *op. cit.*, p. 186-90.

linguistes de l'époque, malgré le fait que, comme nous l'avons vu précédemment, la langue avait déjà été reconnue en 1923 et que sa latinisation avait commencé en 1927.

Les participants à cette conférence se divisèrent. Certains ne reconnaissaient que des différences marginales entre les langues tadjike et juive de Boukhara. Les représentants tadjiks du Tadjikistan, les juifs de Boukhara, venus de Boukhara et de Samarcande, et certains représentants azéris et turkmènes (probablement envoyés par la section d'Agitation du Parti au nom de l'internationalisme) défendirent la similarité des deux langues. En général, ils affirmèrent que leurs différences n'étaient dues qu'à des différences de prononciation de mêmes mots et sons. Ils demandèrent de resserrer les contacts entre ces langues et de les fondre dans un dialecte de « Boukhara dominant » (le moyen tadjik)<sup>536</sup>. Un représentant juif du Kishka-Daria, président du conseil de la ville, déclara quant à lui que lorsqu'il visitait les campagnes habitées par des Tadjiks, il ne pouvait les comprendre<sup>537</sup>. Il tenta par cet exemple de défendre l'opinion opposée selon laquelle les deux langues en questions étaient totalement différentes et ne pouvaient être comprises par le groupe opposé<sup>538</sup>. Le contraste entre ces deux visions prouve, une fois encore, que les arguments avancés à la conférence et brandis par les orateurs s'appuyaient sur l'idéologie. Si les langues étaient si proches, alors la question de l'autodétermination et du droit même à l'existence des Juifs de Boukhara comme groupe ethnique et national distinct des Tadjiks pouvait à nouveau être posée. Bien que cette question n'ait pas été posée ouvertement, elle était en toile de fond de tous les débats et questions de cette conférence. Ce problème étant intrinsèquement lié à la détermination des minorités nationales, mais les intervenants étaient bien conscients du fait qu'ils pouvaient éventuellement être accusés de « chauvinisme national ».

Lors de cette même conférence, Evgenij Polivanov (1891-1938), illustre orientaliste et linguiste russe, qui vivait à l'époque à Samarcande, affirma dans un discours que le système grammatical de la langue juive de Boukhara étant en voie de développement, il était dès lors fondamental de créer un système unifiant la grammaire orale et la grammaire écrite, et de publier un dictionnaire susceptible de surmonter les problèmes de syntaxe et de grammaire (d'autres langues d'Asie centrale connaissaient alors les mêmes problèmes). Pour Polivanov, ces difficultés auraient dû être en partie résolues par la latinisation de l'alphabet, qui visait à simplifier le processus d'apprentissage de la langue. Il souligna que l'objectif de la conférence était d'adopter un système permettant de créer une langue littéraire qui serait comprise par la grande majorité des Juifs de Boukhara, et non d'y ajouter des strates plus profondes encore qui ne feraient qu'accroître les difficultés déjà nombreuses rencontrées par les enseignants et les étudiants<sup>539</sup>. L'opinion de Polivanov était partagée par Aaron (Aharon) Saidov,

---

<sup>536</sup> UzRMDA, f. R-410, op. 1, d. 3, ll. 20-3.

<sup>537</sup> UzRMDA, f. R-410, op. 1, d. 3, l. 15.

<sup>538</sup> UzRMDA, f. R-410, op. 1, d. 3, l. 15.

<sup>539</sup> Polivanov fut l'un des plus éminents linguistes de son temps en URSS. Il fit partie des créateurs des « nouvelles langues » pour les Azéris, Yakoutes et Ouzbeks, et fut le premier à écrire et traduire en russe l'épopée kirghize *Manas*. Au début des années trente, il fut persécuté et déshonoré en raison de son opposition à la théorie de Nikolaj Marr. Il fut arrêté et exécuté durant les purges de 1938 ; pour son discours à cette conférence, voir : UzRMDA, f. R-410, op. 1, d. 3, ll. 15-19.

éditeur du journal juif de Boukhara *Bairoqi Mikhnat*, pour qui le principal objectif des militants culturels était d'éradiquer l'illettrisme dans le grand public et non d'ajouter de nouvelles strates dans la langue. Il pensait que la langue écrite devait être comprise par tout un chacun et devait donc se rapprocher le plus possible de la langue orale. Mais le problème était qu'il existait plusieurs formes parlées<sup>540</sup>.

En conclusion, la conférence statua que la langue littéraire des Juifs de Boukhara serait celle du journal juif boukhariote *Bairoqi Mikhnat*. Ce journal avait la responsabilité de mener à bien la réforme grammaticale et stylistique et de la présenter aux masses. Il devait éliminer l'usage de mots d'origine arabe, persane ou hébraïque (« des mots que les masses ne pouvaient comprendre »), assurer l'emprunt de nouveaux mots à la langue russe pour que ces derniers correspondent aux autres langues d'Asie centrale et pour les unifier. Ainsi, ce journal national, suivant naturellement les changements constants de style et de grammaire, devenait officiellement le générateur d'une langue nationale. En outre, la conférence déclara que la langue des Juifs de Boukhara serait désormais, et officiellement, la « langue des Juifs d'Asie centrale », le terme de « Boukhara » n'ayant pour eux qu'une connotation régionalement limitée et qui n'avait plus lieu d'être<sup>541</sup>.

Au même moment, approximativement, que cette conférence de Samarcande, des discussions similaires se tenaient à Moscou sur le statut du yiddish, la langue des juifs ashkénazes. Les débats y étaient, là aussi, menés par des militants juifs pour la culture, comme l'éditeur d'un quotidien yiddish, *der-Emes* (« la Vérité »), Moyshe Litvakov, et quelques représentants régionaux. Mais ici, Litvakov, un membre haut placé du Parti, s'opposa fermement à l'utilisation de mots russes en yiddish, se heurtant ainsi aux représentants régionaux qui affirmaient que le registre de langue des journaux n'était pas à la portée du plus grand nombre. Ces derniers réclamèrent le lancement de la latinisation de l'alphabet yiddish, afin de substituer des préfixes et suffixes russes aux préfixes et suffixes allemands, et d'introduire des mots modernes issus des langues parlées, dont bon nombre étaient d'origine russe et devaient remplacer les termes allemands<sup>542</sup>.

Comme pour la conférence de Samarcande sur les Juifs de Boukhara, le dernier mot revint au militant du Parti et éditeur du journal national. En outre, dans le cas du yiddish, les considérations du Parti contre la russification étaient fondées sur des perspectives plus larges, tenant compte des nombreux juifs d'Europe et des États-Unis qui parlaient cette langue<sup>543</sup>.

---

<sup>540</sup> Sur les remarques finales d'Aaron Saidov, voir : UzRMDA f. R-410, op. 1, d. 3, l. 25.

<sup>541</sup> Voir : UzRMDA, f. R-410, op. 1, d. 3, ll. 2-3; ll. 4-5. Pour la même politique concernant cette fois les autres langues « turques », voir : Smith M. G., *op. cit.*, p. 135.

<sup>542</sup> Sur les transformations et les adaptations du yiddish, voir : ESTRAIKH G., « Pyrrhic Victories of Soviet Yiddish Language Planners », *East European Jewish Affairs*, vol. 23, 1993, p. 28-30.

<sup>543</sup> Il convient de noter que la population juive ashkénaze d'Union soviétique, en raison de transformations internes, faisait partie des minorités les plus russifiées. Par exemple, un sondage réalisé en 1920 à Tachkent a montré que la communauté juive ashkénaze formait un groupe très éduqué, avec un taux d'alphabétisation en russe de 79 %, ce qui représente environ 2 % de plus que la population russe de la ville, voir « Naselenie g. Taškenta po perepisi 1920 g. », *Bjulleten' central'nogo statističeskogo upravlenija Turkestan'skoj Respubliki*, n°22, 1922, p. 1.

## Les résultats sur la langue et la réforme du texte

Depuis le début des années trente, le Parti accentuait son contrôle sur les écrits en s'assurant qu'ils correspondaient bien à la ligne du Parti. Les censeurs s'acquittaient de cette tâche en traquant les sens cachés, critiquant les auteurs et coupant les textes déviants de la ligne officielle. En 1931, une pièce de théâtre de Haimov fut ainsi censurée parce qu'elle représentait des travailleuses en train d'organiser des meetings durant leurs heures de travail ; toujours en 1931, un livre de *likbez* de l'écrivain Mulokandov fut censuré car l'une de ses histoires ayant pour cadre la collectivisation des campagnes ne montrait pas la résistance des *bays* (riches propriétaires terriens d'Asie centrale)<sup>544</sup>.

Sans entrer davantage dans le détail des changements et des transformations immenses qu'a connues l'écriture de la langue juive de Boukhara au cours des années vingt et trente, nous pouvons l'étudier en examinant les nombreuses formes prises par ce slogan, incontournable à l'époque : « Prolétaires de tous les pays, unissez vous ! ».

On aurait pu penser que ce slogan, essentiel, serait fixé dès la mise en place du régime soviétique. En réalité, du moins en ce qui concerne la langue juive de Boukhara, sa forme (vocabulaire et syntaxe) fut modifiée pas moins de dix fois entre 1920 et 1930. La série de changements la plus importante (sept sur dix) fut réalisée sur une période relativement courte (1926-1930) (cf. tableau 3)<sup>545</sup>.

Les multiples changements apportés à la grammaire et au vocabulaire étaient problématiques pour les enseignants, car ils ne pouvaient suivre le rythme, et ils ont entraîné une pénurie de manuels scolaires en général et tout particulièrement des manuels remis à jour. D'autres « langues en développement » de l'Asie centrale ont rencontré des difficultés similaires. En comparaison, la langue russe dominante demeura plus stable dans sa grammaire et dans son vocabulaire, et cela contribua à sa primauté dans les établissements d'éducation supérieure, et en particulier parmi les minorités nationales<sup>546</sup>.

Comme l'illustre bien l'exemple ci-dessus, le processus de finalisation de la réforme grammaticale ne fut pas complet avant 1930. En fait, ce processus ne parvint à son terme qu'au mois d'août 1934 avec l'organisation de conférences supplémentaires sur le sujet de la langue. Ce fut seulement à ce moment que la « formulation finale de la grammaire de la langue juive de Boukhara » fut faite. Les règles de grammaire de base furent publiées dans le journal national en octobre 1934<sup>547</sup>. Mais malgré cette déclaration, le processus d'adaptation et de formulation de la grammaire continua pendant toute la seconde moitié des années trente, en s'attachant particulièrement aux « nouveaux »

---

<sup>544</sup> Sur les exclusions d'écrivains juifs de Boukhara, voir le rapport Uz-Giz du 2 juillet 1931 dans : UzRMDA, f. R-410, op. 1, d. 3, ll. 1-7.

<sup>545</sup> Sur une réflexion plus approfondie des transformations de la langue, voir : RZEHAK L., « The Linguistic Challenge: Bukharan Jews and Soviet Language Policy », dans I. BALDAUF, M. GAMMER et T. LOY, *op. cit.* (chapitre 3).

<sup>546</sup> Ilhamov A., ed., *op. cit.*, p. 290-4.

<sup>547</sup> « Az maaruzaji J. Kalontatuf dar konferentsijaji orfografijaji zaboni jahudhoi mahali », BM 210 (21-10-1934) 2-4.

termes russes nouvellement introduits et qui étaient toujours écrits de plusieurs manières différentes. Par exemple, l'appellation du journal juif de Boukhara *U'ktiabr* (« Octobre ») fut changée en *Oktiabr* dans la seconde moitié des années trente. Un dictionnaire ouzbek-boukhariote, ne comptant que de cent pages, fut publié en 1936<sup>548</sup>.

Bien avant la révolution, le russe avait influencé la langue des Juifs de Boukhara (comme nous l'avons vu plus haut à propos du premier journal juif de Boukhara). Ce processus perdura pendant les années vingt et trente, et les journaux juifs de Boukhara jouèrent le rôle d'« agents culturels ». Par exemple, fin 1928, le journal national juif de Boukhara titrait en une : « *Daiiesh 3 000 Roshnai* » (« *Daiiesh* » est une expression d'argot russe pour mettre au défi [« chiche ! »] et un slogan soviétique très populaire, qui signifiait : « Peut-on atteindre un tirage de trois mille exemplaires ? »). *Roshnai*, qui signifie « lumière », fut le premier nom du journal (entre 1925 et 1930). Il fut changé pour *Bairoqi Mikhnat* (« Bannière du labeur ») en 1930, car les membres du Parti estimèrent que l'ancien titre ne sonnait « pas assez soviétique ». Les modifications ne se sont pas arrêtées au nom, puisque, en 1935, la police de caractère du titre du journal fut changée pour se rapprocher de celle de la *Pravda* de Moscou<sup>549</sup>.

L'influence exercée continuellement sur la langue parlée fut, sans grande surprise, plus importante encore sur la langue écrite. Ce fait est parfaitement illustré par la transcription d'un discours de 1932 réalisé par l'un des militants pour l'éducation juive de Boukhara. Ce discours fut tenu lors d'une conférence des militants pour l'éducation, en langue juive de Boukhara, devant une audience parlant cette langue. La transcription de ce discours montre que quasiment un mot sur deux utilisé par cet intervenant est un mot russe, ou d'origine russe, adopté par la langue juive de Boukhara, et adapté pour lui donner l'apparence d'un mot autochtone ; par exemple, le mot russe « *vopros* » (« question ») devient au pluriel « *voproshoi* », et le verbe russe « *vydvigat'* » (« promouvoir ») devient « *vydvigat' kard* ».<sup>550</sup>

Ce phénomène ne fut pas isolé et ne se cantonna pas à la seule langue juive de Boukhara : on le retrouve également dans d'autres langues régionales. L'usage du russe dans les langues d'Asie centrale prit une telle ampleur qu'il fut critiqué dès le début des années 1930 par le Bureau Central du Parti Communiste, qui y vit un symptôme de colonialisme culturel et de « chauvinisme grand-russe » – phénomène qui ne fit que s'accroître durant la décennie suivante<sup>551</sup>.

Nous répétons ce que nous avons dit précédemment : la latinisation et la soviétisation de la langue des juifs de Boukhara détruisit sa forme nationale unique, sa

---

<sup>548</sup> BADALUV R. et J. KALONTARUV, *Luqati Uzbeki-Jahudigi*, Tachkent, Gosizdat UzSSR, 1936.

<sup>549</sup> *Roshnai*, 52 ( 27-11-1927). Pour le changement de police de caractère, comparer les titres de BM avant et après : BM, 148 (11-8-1935).

<sup>550</sup> Sur la partie publiée du discours en question, voir : RZEHAK L., *Vom Persischen zum Tadschikischen. Sprachliches Handeln und Sprachplanung in Transoxanien zwischen Tradition, Moderne und Sowjetmacht (1900-1956)*, Wiesbaden, Reichert-Verlag, 2001, p. 282.

<sup>551</sup> Sur l'usage des mots russes, voir : LYTKIN V., « O literaturnom jazike nacmen'shinstv », *Prosveščenie nacional'nostej*, vol. 1, 1931, p. 73-7. Edgar affirmait qu'au Turkménistan, l'usage des mots russes était perçu comme un signe de culture et de distinction, voir : Edgar A. L., *op. cit.*, p. 92.

structure comme sa substance. On peut ainsi noter la baisse rapide du tirage de *Bairoqi Mihnat*, le journal des Juifs de Boukhara, après l'achèvement de la latinisation : en 1933, année de son plus fort tirage, il sortait à sept mille exemplaires ; il ne tirait plus qu'à cinq mille exemplaires en 1935 et cessa de paraître. Tous les autres journaux (ouzbeks et tadjik) virent leur tirage augmenter. Il semble que les lecteurs visés par *Bairoqi Mihnat* avaient perdu tout intérêt et toute confiance dans ce journal, peu différent dans sa forme et dans son contenu des autres journaux qui étaient tous utilisés pour la propagande soviétique. Les seules informations concernant leur groupe national étaient devenues rares et inintéressantes, et elles se consacraient exclusivement aux membres du Parti et aux héros prolétaires socialistes<sup>552</sup>.

### Conclusions et conséquences

Les Juifs de Boukhara étaient considérés, depuis le début des années vingt, comme l'une des minorités nationales les plus alphabétisées et les plus éduquées d'Asie centrale. Ils présentaient un plus haut taux d'alphabétisation, un plus grand nombre d'écoles et d'étudiants et n'étaient pas catalogués comme « culturellement arriérés » dans la liste des nationalités (contrairement à toutes les autres nationalités présentes dans cette région)<sup>553</sup>.

Les années vingt et les années trente sont d'une réalité économique et sociale des plus complexes. Elles sont également celles d'une renaissance de la langue juive de Boukhara. Elle est enseignée dans au moins trente écoles nationales. Près de mille titres de livres (la plupart traduits du russe) sont publiés dans cette langue et des quotidiens, des journaux et quelques magazines sont régulièrement imprimés et distribués dans toute l'Asie centrale. Les Juifs boukhariotes n'avaient jamais connu un tel essor culturel, et ils ne l'ont jamais retrouvé depuis<sup>554</sup>.

La langue juive boukhariote a été officiellement modifiée quatre fois, de 1920 à 1938, dans un contexte global d'« hostilité » : du dialecte juif boukhariote écrit en alphabet hébreu, on est tout d'abord passé à l'hébreu ; puis, en 1923, la langue reprend sa forme originale ; en 1924, l'alphabet hébreu est simplifié ; vers la fin des années vingt, l'alphabet est latinisé ; la grammaire est révisée en 1934 ; elle perd enfin son statut de langue officielle nationale en 1938, lorsque le parti communiste décide que les juifs de Boukhara n'ont plus besoin d'une langue nationale et peuvent être assimilés aux Tadjiks.

Les juifs boukhariotes n'étaient donc pas répertoriés dans la liste dite de l'« arriération culturelle » et leur taux d'alphabétisme était proche de celui des Géorgiens ou des Arméniens. On ne peut dès lors qu'être perplexe et se demander pourquoi cette langue a subi de tels changements. Leur tradition en termes d'écriture et d'édition était

---

<sup>552</sup> Le tirage des journaux était indiqué dans les copies quotidiennes.

<sup>553</sup> Pour cette liste des « nationalités culturellement arriérées » datée de 1932, voir : Martin T., *op. cit.*, p. 167.

<sup>554</sup> SAIDOV A., « Desjatiletie "Bajraki Mihnat" », *Tribuna*, vol. 14, 1935, p. 22-3.



certes moins développée que chez ces derniers mais l'on peut penser que si le but avait réellement été de développer leur niveau d'éducation, il était dès lors beaucoup plus efficace de ne pas bouleverser ainsi les règles d'écriture déjà existantes. La réforme des langues turques avait été menée à bien à force de négociations et d'adaptations aux intérêts locaux mais dans le cas des juifs de Boukhara, et depuis l'abolition, en 1923, de l'hébreu comme langue nationale, la démarche fut radicalement différente. La simplification et la latinisation de l'écriture hébraïque détruisirent la « forme nationale » de cette langue et la conduisirent à une plus grande assimilation avec la langue tadjike. On retrouve à ce niveau les implications contenues dans la théorie du « *sbliženie* » (rapprochement) et du « *slijanie* » (fusion) avec la soviétisation du contenu comme de la forme<sup>555</sup>.

Le changement radical de la politique soviétique en matière de politique nationale en direction de l'« internationalisation » – menant *de facto* à la russification et à la limitation du caractère unique de la nationalité – se traduit par la persécution des « chauvins nationalistes » et par les grandes purges staliniennes de la fin des années trente. En 1938, la langue des juifs de Boukhara ne se voit plus reconnaître le statut de langue nationale d'un groupe national reconnu comme tel et les structures d'édition, les journaux, les écoles ou toute autre forme d'activité culturelle sont anéantis. De nombreux militants culturels parmi les plus en vue sont arrêtés et subissent les purges en raison d'une attitude dite « nationaliste », qui était encore, quelques années auparavant, soutenue, initiée et encouragée par les autorités de l'État (mais il est vrai que cette politique a concerné l'ensemble des nations de l'Union)<sup>556</sup>.

En 1939, les dernières langues nationales encore présentes en Asie centrale subissent à nouveau une transformation et doivent cette fois-ci se « cyrilliser ». Les juifs de Boukhara ayant perdu leur propre système scolaire, ils envoyaient leurs enfants dans les écoles russes de préférence aux écoles tadjikes – ce choix étant d'ailleurs celui fait par des responsables locaux du Parti –, cela ayant pour effet de les russifier davantage et de cantonner l'usage de la langue nationale au seul cercle familial (où, quoi qu'il en soit, elle restait indemne des abus de la propagande du Parti). En 1939, un journaliste russe en reportage dans la vieille ville de Samarcande relate que la plupart des jeunes de la communauté juive de la ville peuvent d'ores et déjà tenir couramment une conversation en russe mais que leurs parents rencontrent par contre beaucoup plus de difficultés dans cet exercice<sup>557</sup>. Le russe offrait plus de perspectives pour poursuivre des études supérieures ou obtenir un emploi, le tadjik étant considéré (et cela est encore plus vrai en Ouzbékistan) comme une langue qui n'ouvrait aucun horizon. Et ceux qui restaient attachés à une éducation tadjike devaient la plupart du temps partir pour le Tadjikistan voisin (ce pays, détaché de l'Ouzbékistan, devint une république socialiste à part entière en 1929).

---

<sup>555</sup> BENNIGSEN A. et S. E. WIMBUSH, *Muslim National Communism in the Soviet Union*, Chicago, University of Chicago Press, 1979, p. 103.

<sup>556</sup> Pour les changements de « National » à « Internationalisme soviétique », voir : Martin T., *op. cit.*, p. 344-72.

<sup>557</sup> MIHAJLOV V., « Sovremennyi judaizm », *Antireligioznik*, vol. 3, 1941, p. 14.

Les juifs de Boukhara sont de nos jours dispersés de par le monde et seule une poignée d'entre eux vit encore en Asie centrale. La plupart de leurs journaux ou de leurs ouvrages sont publiés en russe et les dernières générations ne comprennent plus que difficilement leur langue « nationale ». À en juger par toutes ces conséquences, la russification des juifs de Boukhara a été parfaitement menée à bien, non pas parce qu'elle leur fut imposée mais bien aussi parce qu'ils l'ont choisie.

**Tableau 1** : L'« Aleph-Bet » hébreu transformé, tel qu'il apparaît dans un manuel scolaire daté de 1924. L'ancien système s'appelait « hébreu » et le nouveau, de façon surprenante, est appelé « nouveau tadjik »<sup>558</sup>.

**אליף בית**

נווי תאג'יכ'י:                      עיברית:

א	ו	ל	פ	א	ה	ס	צ
א	ז	מ	פ	ב	ט	נ	ץ
ב	ה	ס	ף	ב	י	ז	ק
ו	י	נ	ק	ג	כ	ס	ר
ג	כ	ז	ר	ד	כ	ע	ש
ד	כ	ס	ש	ה	ך	פ	ש
ה	ך	ע	ת	ו	ל	פ	ת
				ז	מ	ך	ת

נקודות:    ם   ן   ף   ץ   ך   ם   ן   ף   ץ

<sup>558</sup> Source : BADALOF R., *Homlohi nav*, Tashkent, Turkestanskoe Gosudarstvennoe Izdatel'stvo, 1924, p. 56.

**Tableau 2 :** Tableau de translittération écrite de l'hébreu vers le latin tel que relevé, pour les années trente, dans le journal *Bairoqi Mihnat*.

**אליה-ביתי לאתיני**

əlef bəti nəvi əivrijani həmin  
 çaji bə sasi latini,  
 אליה ביטי נאבי עיברייאני המינוגאיי  
 באאסאסי לאטיני

א	ב	ב	ג	ד
a	b	v	g	d
ה	ז	ח	ט	כ
h	z	h'	j'	k
ל	מ	נ	ס	ע
l	m	n	s	o
פ	ק	ר	ש	
p	f	q	r	s
ת	א	ב	ג	ד
t	a	e	i	u
ו	ז	ח	ט	כ
v	z	c	ç	z
ק	ל	מ	נ	ס
q	həvli	əilm		עילמ

**Tableau 3** Variations sur : « Prolétaires du monde entier »

« Prolétaires du monde entier »	Nom et date du journal <sup>559</sup>	
מיחנת כשאני רוהי זמין המראה שוויתאן	<i>רֹאסֶת</i> - Rost Dec 1920	1
רנג בראני רוהי גיהאן בא הם פייבנד שוויתאן	<i>רֹאסֶת</i> - Rost Jun 1921	2
רנג' בראני רוהי ג'האן באהם פיוונדת	<i>רֹאשְנֹהי</i> - Roshnohi Jul 1926	3
רנג' בראני רוהי ג'האן באהם פיוונדיד	<i>רֹאשְנֹהי</i> - Roshnohi Jun 1927	4
פראליטר האי רוהי ג'האן באהם פיוונדיד	<i>רֹאשְנֹי</i> - Roshnoi Dec 1927	5
פראליטר האי תמאמי דונייא יך שוויד	<i>רֹאשְנַי</i> - Rošnjaji Aug 1928	6
פראליטר האי תמאמי דונייא יך שוויד	<i>רֹאשְנַי</i> - Rošnjaji Sep 1928	7
proletar hoji tamomi dunjo jak şaved	<i>רֹאשְנַי</i> - Rošnjaji Mar 1929	8
paroletarhoji tamomi dunjo jak şaved	<i>Bajroqi miĥnat</i> Jun 1930	9
proletarhoji tamomi dunjo jak şaveton	<i>Bajroqi Mihnat</i> Oct 1934	10

<sup>559</sup> Noter les différentes orthographes pour les titres de journaux, elles reflètent les transformations apportées à la langue écrite.



**Larissa Zakharova**

Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen,  
EHESS, larisazakharova@gmail.com

**À la recherche des cadres nationaux.  
La langue d'instruction en Carélie en tant qu'instrument  
de discrimination positive, 1945-1964<sup>560</sup>**

À l'été 1954, le Conseil des ministres de la République soviétique socialiste carélo-finnoise (RSSCF), la seizième des républiques de l'URSS, située au nord-ouest du pays et possédant une frontière commune avec la Finlande, adopte une résolution « Sur les mesures pour améliorer l'enseignement dans les écoles non russes ». Cet intitulé cache la décision d'interdire l'enseignement en finnois dans les écoles caréliennes (qui gardent tout de même la dénomination d'« écoles nationales ou non russes »). Dès la rentrée des classes en septembre 1954, l'enseignement dans ces écoles doit ainsi se faire en russe, même si les leçons du finnois restent encore dans les programmes scolaires, et ce jusqu'en 1958. Deux ans plus tard, en 1956, le statut de la République carélo-finnoise est abaissé : elle retrouve le statut de république autonome qu'elle avait avant 1940 et perd le qualificatif national « finnoise ».

À travers ces mesures, la politique soviétique des nationalités et des langues vise à russifier les Caréliens. Certains événements du « second stalinisme » avaient renforcé l'impression de cohérence et le caractère systématique de la politique d'assimilation en Carélie. Plusieurs vagues de déplacements vers la Carélie d'habitants des régions centrales de la Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie avaient été menées en 1949<sup>561</sup>, aboutissant à la recomposition nationale de la population de la république au profit des Russes. Le pourcentage des groupes nationaux titulaires devient progressivement insignifiant. D'après le recensement de 1926, sur 260 600 habitants de la République

---

<sup>560</sup> Je remercie Juliette Cadiot, Alexei Miller, Olga Iljuha, Grégory Dufaud, Dominique Arel et tous les participants du séminaire de Juliette Cadiot et de la conférence sur la politique des langues en Russie et URSS pour leurs questions, commentaires et remarques sur les précédentes versions de ce papier.

<sup>561</sup> Selon une instruction du Conseil des ministres de la RSFSR du 4 juin 1949, qui suit une ordonnance du Conseil des Ministres (Sovmin) de l'URSS du 18 mai 1949, il fallait « faire déplacer volontairement en 1949 en RSSCF 2 200 familles de kolkhoziens et d'autres habitants des zones rurales et urbaines pour les employer dans les entreprises du ministère de l'Industrie forestière et de papier de l'URSS et dans les kolkhozes de la RSSCF, y compris 500 familles de la région de Voronej, 200 de la région de Vladimir, 300 de celle de Gorki, 300 de celle de Moscou et 150 de la RSSA de Bachkirie. Puis, en complément aux familles déplacées à la suite de la résolution du Sovmin de l'URSS du 11 février 1949, il faut déplacer 300 familles de la région de Koursk, 150 de la région de Riazan et 300 familles de la RSSA de Tchouvachie. Donner du bétail aux gens. » : Gosudarstvennyj arhiv Rossijskoj Federacii (GARF), f. A 259 (Sovmin de la RSFSR), op. 6, d. 5681 (Sur le déplacement des kolkhoziens et d'autres habitants à la RSSCF, à Leningrad et dans la région de Velikie Luki en 1949, 24 août 1948-11 juillet 1950), l. 70.

carélo-finnoise, 99 700, soit 38,3 %, sont caréliens, 2 500, soit 1 % sont finnois et 8 600, soit 3,3 %, sont vepses. En 1956, sur les 615 000 habitants, 110 000, soit 18 %, sont caréliens et vepses, et 13 000, soit 2,2 %, sont finnois. Ainsi, les autres nationalités, essentiellement les Russes, représentaient 80 % de la population de la république<sup>562</sup>. C'est justement ce déséquilibre démographique qui est mentionné, avec les liens économiques intenses entretenus avec Leningrad, comme motif au changement de statut de la république<sup>563</sup>. Hormis la réhabilitation partielle des peuples déportés, la déstalinisation semble donc avoir peu concerné la politique des nationalités et des langues : comme dans les années d'après-guerre, le peuple russe est toujours considéré sous Khrouchtchev comme le grand frère des autres peuples, le premier parmi les égaux, et la langue russe reste la langue de communication nationale et d'échanges inter-républicains.

Néanmoins, les intentions assimilationnistes, voire discriminatoires envers les autochtones sont compensées par les demandes réitérées des dirigeants de la république pour que des places hors concours soient accordées aux élèves issus des écoles caréliennes dans les grandes universités de Russie (essentiellement à Moscou, à Leningrad et à Arkhangelsk). Leur but est de former des cadres nationaux pour occuper les positions clés dans l'administration. En mai 1958, Léonid Lubennikov, secrétaire du Comité régional, s'adresse au Comité central pour demander d'ajouter soixante-dix places aux cinquante déjà accordées aux autochtones dans les universités de la RSFSR. Le secrétaire du Comité Central (CK) du Parti d'URSS, Piotr Pospelov, accepte en prétextant la pénurie, dans la République soviétique socialiste autonome de Carélie (RSSAC), de spécialistes indigènes diplômés avec seulement 27 spécialistes autochtones travaillent dans l'industrie forestière, 22 dans l'agriculture, 6 pour les chemins de fer et 4 dans l'industrie de cellulose et de traitement de bois. Dans le secteur médical, on ne trouve que 3 Caréliens sur les 816 employés ayant une instruction supérieure. Il s'avère également qu'il n'y a que très peu d'enseignants caréliens, finnois ou vepses. Le besoin en cadres disposant d'une instruction supérieure était jusqu'alors comblé par les spécialistes russes – mais ceux-ci préfèrent quitter la Carélie pour revenir dans leurs régions d'origine<sup>564</sup>. Pour résoudre le problème de l'instabilité de la main d'œuvre, les dirigeants locaux décident de procéder à la discrimination positive et de forger les cadres nationaux.

Après la dégradation du statut de la république, le dirigeant du Parti défend donc les principes d'indigénisation. Au premier regard, ce retour à l'un des principes de la politique des nationalités des années vingt peu sembler surprenant dans le contexte de russification des années cinquante, mais une analyse approfondie des archives permet d'affirmer que la politique de russification menée en Carélie dans les années cinquante

---

<sup>562</sup> POKROVSKAJA I. P., *Naselenie Karelii*, Petrozavodsk, Karelija, 1978, p. 73; Rossijskij Gosudarstvennyj arhiv novejšej istorii (RGANI), f. 5 (Appareil du CK KPSS), op. 31 (Département des organes du Parti des républiques de l'Union), d. 30, l. 75; GARF, f. A 385 (Présidium du Conseil suprême de la RSFSR), op. 26, d. 102 (Documents sur l'insertion de la RSSAC dans la RSFSR à la suite de la transformation de la RSSCF en RSSAC, 6 avril-14 juin 1956), l. 19.

<sup>563</sup> GARF, f. A 385, op. 31, d. 59, l. 36.

<sup>564</sup> RGANI, f. 5, op. 37 (Département de la science, des écoles et de la culture du CK KPSS de la RSFSR), d. 33, l. 45.

était paradoxalement le principal instrument de la nouvelle campagne d'indigénisation<sup>565</sup>. Pourquoi les dirigeants de Carélie négligent-ils alors l'importance de l'enseignement en langue locale, et même tout simplement la connaissance de la langue locale, tandis que les chefs d'autres républiques soutiennent l'importance de leurs langues nationales, à l'instar des autorités azerbaïdjanaises ou lettones qui refusent d'adopter, en 1958, la thèse 19 de la loi sur l'éducation<sup>566</sup> puis augmentent, en 1959, le nombre d'heures pour l'enseignement de la langue nationale<sup>567</sup>?

Pour répondre à cette question, nous allons tenter de définir les étapes, les motivations et les objectifs de la politique des langues en Carélie. Nous allons analyser en premier lieu la place et le statut du finnois face aux enjeux d'indigénisation. Nous suivrons ensuite l'imprégnation progressive du russe en tentant de répondre à certaines questions : quels étaient les meneurs de la politique des langues ? Qui prenait les décisions et quelles logiques suivaient-ils ? Comment les politiques du centre s'imbriquaient-elles avec les décisions prises localement ? Quels étaient les objectifs poursuivis par le centre, les dirigeants la république, les experts en linguistique et les parents d'élèves ?

## Le rôle du finnois en Carélie

Avant la révolution de 1917, les habitants de Carélie appartenaient à deux aires dialectales. Le dialecte du Sud, influencé par le russe, se distinguait considérablement de la langue parlée dans le Nord et du finnois, et les habitants du Sud et du Nord de la république ne se comprenaient quasiment pas<sup>568</sup>. Après la révolution, le choix des langues officielles est fondé sur des critères bien spécifiques car, suite à l'intervention des Finlandais rouges émigrés, le finnois devient, à côté du russe, la deuxième langue d'État. La bonne maîtrise du finnois par les habitants de la république est alors considérée comme un facteur devant faciliter l'exportation de la révolution en Finlande mais elle est

---

<sup>565</sup> Quelques travaux révèlent la complexité et l'ambiguïté de la politique des nationalités dans la période d'après-guerre où les tendances à l'indigénisation côtoient la lutte contre le nationalisme : YEKELCHYK S., « Stalinist Patriotism as Imperial Discourse: Reconciling the Ukrainian and Russian 'Heroic Past', 1939-45 », *Kritika*, vol. 3, 2002, p. 51-80; YEKELCHYK S., « The Civic Duty to Hate: Stalinist Citizenship as Political Practice and Civic Emotion (Kiev, 1943-53) », *Kritika*, vol. 7, 2006, p. 529-56; YEKELCHYK S., « Ukrainskaja istoričeskaja pamjat' i sovetskij kanon : kak opredeljalos' nacional'noe nasledie Ukrainy v stalinskiju epohu », *Ab Imperio*, n°2, 2004, p. 91-123. Aleksandr Pyžikov, quant à lui, affirme que l'indigénisation, ou l'ethnisation, de l'appareil de la nomenclature du Parti et de l'État et de l'intelligentsia locale se renforce à partir des années 1960 : PYZIKOV A. V., *Hruščevskaja ottepel'*, Moscou, Olma-press, 2002, p. 178.

<sup>566</sup> Cette thèse 19 de la loi sur l'éducation offrait aux parents le choix de la langue d'enseignement pour leurs enfants.

<sup>567</sup> NAHAYLO B. et V. SVOBODA, *Après l'Union soviétique. Les peuples de l'espace post-soviétique*, Paris, PUF, 1994, p. 135.

<sup>568</sup> KANGASPURO M., « Karelian Resistance to Finnish Korenizatsija Policy in Soviet Karelia in the 1920s and 30s », *Studia Slavica Finlandensia*, vol. 17, 2000, p. 89.



également susceptible de sensibiliser les Caréliens à la propagande bourgeoise émanant de Finlande. Ces deux aspects reviennent de façon récurrente dans les débats sur l'apprentissage du finnois en Carélie.

Malgré la résistance des Caréliens et des Russes à l'usage de la langue « finno-carélienne » dans les systèmes de l'éducation et de l'administration, Moscou, séduite par les promesses du social-démocrate finnois Edvard Gylling d'organiser une république soviétique scandinave en s'appuyant sur le piémont carélien, soutient son initiative pour imposer le finnois en Carélie. Le Carélien Vasilij Kudžiev, également membre du Comité révolutionnaire de guerre, tient quant à lui à l'officialisation de la langue russe, au motif que la majorité des Caréliens parlent russe, et il est envoyé à Omsk en 1922<sup>569</sup>. Paradoxalement, l'obligation de parler le finnois dans l'administration et dans l'éducation s'appelle la « carélisation ». Cette ambiguïté est à l'origine de complications dans la politique des langues menée en Carélie pendant la période soviétique. Quand les idées romantiques d'une diffusion de la révolution à partir de la Carélie ne sont plus d'actualité au début des années trente, cette volonté d'imposer le finnois est comparée à la russification forcée en Ukraine et elle est qualifiée de « chauvinisme grand-finnois ». Suite à la résolution du Conseil des nationalités du Comité central exécutif (CIK) du 13 mai 1931 « Sur la langue des Caréliens de l'URSS », qui entérine la politique d'indigénisation tout en promouvant la véritable carélisation à la place de la finnisation, Dmitri Bubrikh, spécialiste des langues finno-ougriennes, commence à travailler sur la création de la langue littéraire carélienne. Il doit prendre en compte les trois dialectes caréliens répandus dans la république (le carélien du Nord, plus proche du finnois, le carélien du Sud, où des emprunts sensibles sont faits à la langue russe, et le dialecte lude, proche de la langue parlée par les Vepses) et la langue parlée par les Caréliens de Tver, incompréhensible pour les Finnois. Le degré de ressemblance entre le finnois et le carélien suscitent des débats influencés par la situation politique : si les Finnois défendent l'idée que le carélien n'est qu'un dialecte du finnois, Bubrikh soutient, lui, que ces deux langues ont autant de ressemblance entre elles que le russe et le polonais<sup>570</sup>.

En 1935, les communistes finnois venus de Finlande sont privés de leurs postes à la direction de la république et sont par la suite réprimés<sup>571</sup>. Cette décision s'inscrit dans une série de mesures dirigées contre la population finnoise sur l'ensemble du territoire de la république. Au printemps 1930, en 1935, 1936, 1937 et 1942, les Finnois sont déportés par vagues successives des zones frontalières de la région de Leningrad vers l'Asie Centrale, la Sibérie et d'autres régions de la RSFSR<sup>572</sup>. En 1936, le carélien est introduit

---

<sup>569</sup> BARON N., « Regional'noe konstruirovanie Karel'skoj avtonomii », *Ab Imperio*, n°2, 2002, p. 297-8; KAUPPALA, P., « Formirovanie i rascvet avtonomnoj sovetskoj Karelii, 1918-1929 gg. Zabytyj uspeh rannesovetskoj nacional'noj politiki », *Ab Imperio*, n°2, 2002, p. 324.

<sup>570</sup> Baron N., « The Language Question and National Conflict in Soviet Karelia in the 1920s », *Ab Imperio*, n°2, 2002, p. 352.

<sup>571</sup> KANGASPURO M., « Bor'ba za jazyk v respublike Karelia, načalo 1930-h gg. », *Ab Imperio*, n°2, 2002, p. 347-8.

<sup>572</sup> SUNI L., « Ingermanlandskie finny », dans T. VIHAVAINEN et I. TAKALA, *V sem'e edinoj: nacional'naja politika partii bol'shevikov na Severo-Zapade Rossii v 1920-1950-e gody*, Izdatel'stvo Petrozavodskogo Universiteta, Kikimora Publications, Aleksanteri Instituutti, 1998, p. 70-6.

comme troisième langue républicaine. En septembre 1937, et alors même que le travail de Bubrikh n'a pas abouti, le Politburo ordonne que le finnois soit remplacé par le carélien comme langue d'enseignement dans les écoles. En 1938, l'usage du finnois est complètement interdit. Commencent alors les tentatives de cyrillisation de la langue carélienne.

Cependant, l'institutionnalisation de la langue du groupe national titulaire de la république échoue. Le finnois reprend ses droits comme deuxième langue d'État après la guerre de 1939-40 avec la Finlande et la formation de la République fédérale (*sojuznaja*) carélo-finnoise, le prétexte avancé étant l'annexion des terres finlandaises<sup>573</sup>. Un grand programme d'enseignement du finnois est mis en place et se donne pour objectif de rendre bilingues (russophones et finnophones) les dirigeants à tous les échelons. Les premiers étudiants de la nouvelle faculté de la langue finnoise ouverte, le 4 octobre 1940, à l'université de Petrozavodsk sont les chefs des administrations<sup>574</sup>.

Au début de la guerre contre l'Allemagne, la Carélie compte 686 000 habitants : 300 000 à 400 000 sont évacués à l'est et presque 100 000 mobilisés dans l'armée. Il reste donc, approximativement, 85 000 habitants, dont 46 000 Russes, sous occupation allemande.<sup>575</sup> À terme, la politique des occupants vise à annexer la Carélie à la Finlande. Si les Caréliens sont censés être de bons citoyens, il est en revanche prévu que les Russes soient déplacés en Russie à l'issue de la guerre. En attendant, 22 000 Russes sont enfermés dans les camps et les 24 000 Russes laissés en liberté sont regroupés dans les villages russes placés sous surveillance. La population finno-ougrienne est, elle, privilégiée et bénéficie de rations alimentaires, de salaires élevés et de distributions de

---

<sup>573</sup> Selon l'accord de paix du 12 mars 1940, la frontière soviéto-finlandaise s'est éloignée de Leningrad vers la Finlande d'une distance de 150 km. L'URSS a inclus l'isthme de Carélie avec la ville de Vyborg (Viipuri) et le golfe de Vyborg avec ses îles; la côte nord-ouest du lac de Ladoga avec les villes de Keksgolm, Sortavala, Suojärvi; quelques îles dans le golfe de Finlande; le territoire aux alentours de la ville de Kuolajarvi, une partie des presqu'îles Rybačij et Srednij dans la mer de Barents. Presque toute la population de ces territoires a été évacuée vers la Finlande. Seulement un peu plus de 2000 personnes qui sont restées essentiellement à Suojärvi ont été déportées dans trois villages de peuplement spéciaux: dans les districts (*rajony*) de Prjažinskij, de Kondopožskij et de Kaleval'skij. KORABLEV N. A. et al, eds., *Istorija Karelii s drevnejših vremen do naših dnei*, Petrozavodsk, Periodika, 2001, p. 588, 590. Les deux premiers de ces *rajony* vont devenir par la suite l'objet de l'inspection du ministère de l'Éducation au sujet de la réussite du passage des écoles nationales à l'enseignement en russe. Voir infra.

<sup>574</sup> LAINE A., *op. cit.*, p. 232-46.

<sup>575</sup> En 1933, le gouvernement républicain a organisé un recensement national qui a évalué la population à 339 400 habitants, dont 58,1% des Russes, 31,6% des Caréliens, 3,4% des Finnois, 2,4% des Vepses et 4,5% d'autres. La croissance de la population était essentiellement due aux grands chantiers d'industrialisation qui ont attiré la main d'œuvre (y compris forcée et étrangère comme les Finnois des États-Unis): le canal de la mer Blanche, la station hydro-électrique Kondopožskaja, ou des travaux forestiers. Selon le recensement de 1939, la population de la République s'élevait à 468 900 habitants. Les Russes représentaient 63,2%, les Caréliens 23,2%, les Finnois 1,8%, les Vepses 2% et d'autres 9,8%. Ainsi, la hausse était disproportionnellement russe, toujours liée au développement économique, tandis que la baisse de la part des Finnois (de 11 700 en 1933 jusqu'à 8 300 en 1939) s'explique par le fléau des répressions. La croissance de la population entre 1939 et 1941 s'explique par le changement de la frontière et le déplacement de la population sur les nouveaux territoires. LAINE A., *op. cit.*, p. 232-46 ; LALLUKKA S., « Štrihi k etničeskoj karte Severo-Zapada Rossii (1926-1959 gg.) », dans T. VIHAVAINEN et I. TAKALA, *op. cit.*, p. 49-55 ; POKROVSKAJA I. P., *Naselenie Karelii*, Petrozavodsk, 1978, p. 73.

terres. Quand, en juin 1944, l'Armée rouge reprend la Carélie, 3,6 % de la population civile part avec les Finlandais. Ceux qui restent sont poursuivis pour collaboration. Le 31 août 1944, le Comité Central du Parti examine le projet de déportation en masse des Caréliens et d'autres peuples finno-ougriens en Sibérie mais Staline se prononce en personne contre ce projet en affirmant que beaucoup de Caréliens ont participé à l'effort de guerre et qu'ils ne peuvent donc pas être comparés aux Tatars de Crimée. Les terres allouées aux occupés sont cependant réquisitionnées au profit des kolkhozes. Nombreux sont ceux qui regrettent le départ des Finlandais. Ceux qui reviennent de l'évacuation sont frappés par les conditions relativement favorables des occupés. Les conflits sont alors nombreux. Néanmoins, la lutte antifinnoise ne s'exprime que par des campagnes idéologiques menées contre certaines manifestations des « états d'esprit malsains » et les dirigeants locaux se préoccupent tout autant de la reconstruction de l'économie de la république que de la restauration de ses spécificités nationales. L'installation en Carélie des Finnois-Ingriens (*finny ingermanlandcy*) autrefois déportés de la région de Leningrad participe à ces tentatives d'établir un équilibre ethnique<sup>576</sup>. À défaut de langue carélienne normalisée, la promotion de la langue finnoise dans l'immédiat après-guerre s'inscrit également dans cette tendance à rétablir la république. Ainsi, la langue finnoise, pourtant langue officielle de l'État bourgeois voisin, garde son statut de langue de la république dans la Constitution de la Carélie (elle le conservera jusqu'à la disparition de l'Union soviétique) et la question de la création de la langue littéraire carélienne ne se pose plus.

### **Première étape : indigénisation par la maîtrise du finnois**

Vers la fin de la guerre, dans une atmosphère de patriotisme exalté, les dirigeants de la république carélienne reprennent explicitement une ligne indigénisatrice à travers la « finnisation » des Caréliens. La maîtrise de la langue finnoise leur paraît être un instrument essentiel pour permettre aux indigènes d'obtenir une formation et une qualification professionnelle. Elle pourrait être en même temps un indicateur fort des résultats de cette politique : si les postes clés sont occupés par les spécialistes parlant finnois, les objectifs de l'indigénisation sont atteints.

Dès le début de l'année 1945, le Commissaire à l'Instruction, I. Beliaev, dans son rapport au président du Conseil des Commissaires du Peuple (SNK) de Carélie, Stefanikhin, parle de la nécessité urgente d'avoir des cadres nationaux pour reconstruire l'économie de la république. Pour appuyer son propos, il s'alarme de la baisse du nombre d'écoles nationales, considérées comme un creuset où sont formés les spécialistes dont la Carélie a un besoin vital. Pendant la guerre, dans le contexte général de réduction du réseau scolaire, le nombre d'écoles non russes chute quasiment du tiers. Selon les plans de la reconstruction, le nombre de ces établissements doit doubler dès le

---

<sup>576</sup> *Ibid.*

début de l'année scolaire 1945/46 par rapport à l'année scolaire précédente et on doit en compter cent quatre-vingt en 1950/51<sup>577</sup>.

Les plans des années d'après-guerre prévoient donc le développement du réseau des écoles nationales, mais le Commissaire à l'Éducation estime par ailleurs que le nombre des élèves sortant de ces écoles dans les années 1946 et 1947 devrait être médiocre, car les Caréliens rentrant de l'évacuation continuent leur instruction en russe. Pour combler les lacunes dans les quotas prévus pour les nationaux dans les établissements de l'enseignement professionnel et supérieur et compenser ainsi le manque de spécialistes autochtones, Beliaev propose que le finnois soit une matière obligatoire à partir de la quatrième année pour les classes comptant des élèves non russes suivant leur scolarité en russe. Les enfants russes sont quant à eux dispensés de l'enseignement du finnois<sup>578</sup>. Le bilinguisme n'est donc prévu que pour les autochtones. Vu le manque d'enseignants, Beliaev doit ainsi faire une entorse à la règle selon laquelle tout l'enseignement dispensé dans les écoles nationales doit s'effectuer en finnois de la première à la dernière année.

Pour former des cadres locaux ayant une bonne maîtrise du finnois et les promouvoir à des postes élevés dans différents secteurs, il faut résoudre plusieurs problèmes liés au fonctionnement des écoles non russes et les pourvoir, avant tout, en enseignants qualifiés et en matériels pédagogiques. À la fin de la guerre, l'insuffisance de cadres pédagogiques s'explique par le fait d'une partie des enseignants qui travaillaient auparavant dans les écoles caréliennes ne sont pas revenus après l'évacuation. Malgré l'ordre du commissariat à l'Instruction de la RSFSR, plusieurs régions (Čeljabinsk, Sverdlovsk, Jaroslavl, Arkhangelsk et Vologda) ne laissent pas partir les professeurs caréliens du secondaire. Ainsi, au début de l'année scolaire 1944/45, il manque 199 enseignants dans les écoles non russes de la république<sup>579</sup>. Pour cette raison, et même en 1950, le niveau de qualification des professeurs reste encore très bas<sup>580</sup>. L'école

---

<sup>577</sup> Nacional'nyj Arhiv Respubliki Karelija (NARK), f. 1192 (Ministère de l'Instruction de la RSSCF), op. 2, d. 493 (Réseau d'écoles et le contingent des élèves dans toutes les écoles de l'éducation générale et nationales en 1945), ll. 1-3, 25, 31, 32, 74, 80; op. 3, d. 40 (Données statistiques sur le réseau et le contingent des écoles non russes. Curriculum de l'école, le 20 septembre-le 31 octobre 1946), ll. 22-3; d. 205a (Procès-verbaux du Conseil d'enseignement et de méthode du Ministère, des informations sur son travail. Note sur le réseau et le contingent des élèves des écoles nationales, le 18 mai 1949-le 8 août 1950), l. 60.

<sup>578</sup> NARK, f. 1192, op. 3, d. 40, l. 11. À l'échelle de l'Union soviétique, c'est seulement le 9 mai 1955, suite au dispositif adopté par le Conseil des ministres de l'URSS et signé par Boulganine, que, dans les républiques de l'Union, les enfants étaient dispensés de l'apprentissage de la langue de la nation titulaire à la condition que cette langue ne soit pas leur langue maternelle et que l'enseignement dans leur école ne se déroulat pas dans cette langue : NARK, f. 1192, op. 3, d. 676 (Résolutions et dispositifs du Conseil des ministres de l'URSS, le 1<sup>er</sup> février-le 30 décembre 1955), l. 46.

<sup>579</sup> NARK, f. 1192, op. 2, d. 493 (Le réseau d'écoles et le contingent des élèves dans toutes les écoles de l'éducation générale et nationales en 1945), ll. 1-3, 25, 31, 32, 74, 80.

<sup>580</sup> NARK, f. 1192, op. 3, d. 205a (Procès-verbaux du Conseil d'enseignement et de méthode du Ministère, des informations sur son travail. Note sur le réseau et le contingent des élèves des écoles nationales, le 18 mai 1949-le 8 août 1950), l. 63.

pédagogique et le département de la langue finnoise de l'Institut d'enseignants d'État carélo-finnois sont appelés à compenser ces insuffisances<sup>581</sup>.

D'autre part, l'absence de structures d'édition capables de publier des manuels en finnois complique la reconstruction des écoles nationales. Les supports pédagogiques sont édités à Leningrad, mais avec des retards et en nombre insuffisant<sup>582</sup>. Bien que le Parti, au niveau local, se soucie de la publication de manuels rédigés en finnois pour les écoles nationales, et malgré la publication, en Carélie, de manuels en finnois, les objectifs ne sont pas remplis à la fin des années quarante et au début des années cinquante. Les maisons d'édition n'ont pas de traducteurs et les manuels destinés aux classes supérieures sont traduits du russe par les professeurs de la république<sup>583</sup>. Enfin, les livres destinés à l'école élémentaire et les manuels de langue et de littérature finnoise sont rédigés par des enseignants de la république. Ils sont discutés et approuvés lors de réunions périodiques du Conseil d'enseignement et de méthode du ministère de l'Éducation.

Les conflits et les désaccords soulevés lors de ces réunions portent sur le juste rapport entre le « contenu socialiste et la forme nationale » des textes des manuels. Les auteurs des ouvrages de littérature rédigés en finnois les composent à partir d'extraits de textes du folklore carélien et de classiques finlandais. Or les membres du Conseil défendent l'idéal de la pureté de la langue finnoise. Ils estiment que la réception des légendes en dialectes caréliens est difficile et ils exigent de retravailler celles-ci selon les normes de la langue littéraire finnoise ; par ailleurs, le contenu de ces textes ne leur paraît pas convenir aux idéaux de l'éducation soviétique et de la morale socialiste. Ainsi, lors de la réunion du 20 avril 1949 consacrée au manuscrit d'une anthologie pour la cinquième classe des écoles nationales, son auteur est accusé d'avoir établi de mauvaises proportions entre les œuvres de la littérature soviétique (17 %), finnoise (25 %), carélo-finnoise (28 %) et russe classique (30 %)<sup>584</sup>. Un membre du Conseil, l'inspecteur des écoles S. S. Hattunen, propose de remplacer des textes « pessimistes », qui « montrent la situation difficile du peuple finnois », par des textes soviétiques contemporains et de remplacer des contes « sans valeur éducative », des chansons et des proverbes vieillis par des « chansons pétillantes de vie, nourries<sup>585</sup> ». Dans les manuels, les pédagogues locaux tiennent à mettre en valeur la culture nationale et à en préserver les spécificités, même s'ils encourent le risque d'être dénoncés pour déviation bourgeoise nationaliste. La culture nationale se devant d'être socialiste dans son contenu, l'apolitisme et « l'absence d'esprit de parti » (*bespartijnost'*) sont sévèrement critiqués. Les textes des écrivains soviétiques traduits en finnois et appartenant à la culture unique soviétique sont appelés à remplacer progressivement la littérature locale.

Ces exigences sur le contenu des supports pédagogiques en compliquent la préparation. Il faut traduire en finnois un volumineux corpus d'écrits russes et cela

---

<sup>581</sup> NARK, f. 1192, op. 3, d. 205a, l. 61.

<sup>582</sup> NARK, f. 1192, op. 2, d. 493, ll. 1-3, 25, 31, 32, 74, 80.

<sup>583</sup> NARK, f. 1192, op. 3, d. 205a, ll. 1-2, 10.

<sup>584</sup> NARK, f. 1192, op. 3, d. 205a, ll. 36-7.

<sup>585</sup> *Ibid.*

demande beaucoup plus de travail que de rédiger des manuels à partir d'une sélection de textes en finnois. Et si ce travail reste plus ou moins surmontable pendant les premières années de cette entreprise, il s'avère par la suite impossible de traduire pour les lycéens tous les classiques russes au programme<sup>586</sup>. Au second semestre de l'année scolaire 1953/54, le chef de la direction des écoles du ministère de l'Instruction de la république, le Finnois Talonpoika, décide d'abolir l'enseignement de la littérature en finnois en huitième classe, ces œuvres devant être apprises lors des cours de littérature russe<sup>587</sup>. Ainsi, la russification/soviétisation des manuels rend obsolète le principe « national par la forme, socialiste par le contenu ».

En 1945, Beliaev lance l'idée d'ouvrir les départements nationaux et les cours préparatoires pour les Caréliens avec un enseignement en finnois dans des écoles professionnelles et des universités. Si les élèves russes sont dispensés de l'apprentissage de la langue finnoise, celle-ci doit devenir une discipline obligatoire pour tous les étudiants des instituts et des universités. 50 % des places de l'école doctorale de l'université d'État doivent être réservées aux nationaux<sup>588</sup>. Le finnois est donc reconnu comme obligatoire pour tous les spécialistes qualifiés, mais les linguistes n'en continuent pas moins de débattre sur les rapports et la proximité qu'entretiennent les différents dialectes caréliens entre eux ou avec le russe et le finnois. Le carélien est-il une langue à part ou un dialecte du finnois ? Est-il plus proche du russe ou du finnois ? La politique des langues en Carélie dépend des réponses données à ces questions. Lors de la réunion de juin 1952, à Moscou, de la section finnoise de la conférence consacrée à la linguistique, l'intervention de A. A. Beliakov, auteur de l'atlas dialectologique de Carélie, provoque des discussions agitées et les participants n'hésitent pas à porter des accusations personnelles. A. A. Beliakov est ainsi critiqué parce que son opinion n'aurait pas évolué depuis 1937, date de son élaboration d'un alphabet cyrillique pour le carélien. L'idée centrale de l'exposé de Beliakov est que le finnois et le carélien se sont progressivement éloignés au cours de leur évolution et que les Caréliens n'ayant pas de langue littéraire, le russe reste pour eux la langue la plus proche. Un linguiste d'origine finnoise, I. I. Sukiajnen, s'oppose à la thèse de Beliakov en rappelant que la poésie épique *Kalevala* est une preuve suffisante de la parenté qu'entretiennent le carélien et le finnois et de l'existence d'une langue littéraire chez les habitants de l'isthme. Selon lui, les Caréliens du Sud parlent sans difficulté le finnois littéraire et il prévoit que cette langue deviendra leur langue maternelle dans les quinze ans à venir. Deux autres participants à la conférence, E. S. Gardin et V. V. Gudkova, polémiquent avec Beliakov et proposent de prendre, avant tout, en compte la grammaire des dialectes caréliens car cette dernière prouve, d'après eux, l'appartenance des Caréliens au groupe balte-finnois des langues finno-ougriennes. La pénétration du lexique russe dans le carélien ne signifie donc pas qu'il y ait eu un rapprochement entre ces deux langues. Beliakov, seul, acculé, finit par donner raison à ses opposants, en répliquant tout de même que les Caréliens ont

---

<sup>586</sup> NARK, f. 1192, op. 3, d. 410v (Matériaux pour le Ministère de l'Instruction de la RSSCF. Plans d'édition des manuels pour les écoles nationales. Information sur l'état du travail sur les manuels originaux pour les écoles nationales de la république, 1951-52), l. 8.

<sup>587</sup> NARK, f. 1192, op. 3, d. 410a (Programmes pour les écoles non russes, 1951), l. 43.

<sup>588</sup> NARK, f. 1192, op. 2, d. 493, ll. 1-3, 25, 31, 32, 74, 80.

besoin de connaître et le russe et le finnois<sup>589</sup>. Quelques années plus tard, cette dernière affirmation aurait structuré le débat, mais au tout début des années cinquante, la langue nationale est encore considérée comme le facteur indispensable de la discrimination positive en faveur des Caréliens.

### ***Des résultats de la promotion du finnois vers de nouveaux objectifs***

Malgré les efforts déployés pour le développement des écoles nationales et l'attention inlassable que les autorités républicaines portent à la scolarité des futures spécialistes nationaux, les résultats sont décevants. Et la volonté de renforcer le statut symbolique du finnois en tant qu'expression forte de la culture nationale et instrument de la promotion des cadres reste lettre morte.

Bien que les plans pour l'immédiat après-guerre aient prévu une croissance rapide du réseau des écoles non russes, leur nombre baisse en septembre 1946, et ce essentiellement à cause de la réduction du nombre d'écoles secondaires. On relève pourtant que 2615 élèves sont scolarisés dans 43 écoles mixtes comportant des classes non russes<sup>590</sup>. Les plans prévus pour l'année scolaire 1945/46 ne sont réalisés qu'en 1949/50. Mais au début des années cinquante, le nombre d'écoles non russes recommence à chuter.

Suite à une inspection des écoles non russes, les fonctionnaires du ministère de l'Instruction se disent frappés par le nombre insignifiant d'élèves qui les fréquentent. Si dans les écoles russes, les classes primaires comptent en moyenne 21 enfants, ce taux de fréquentation tombe à 5 élèves pour les écoles non russes<sup>591</sup>. Dans un tel contexte, l'enseignement, quasiment individualisé, devrait donner de meilleurs résultats mais le taux de réussite dans les établissements nationaux est très faible<sup>592</sup>. L'expression orale et écrite des élèves en russe et en finnois est « très pauvre en vocabulaire, criblée de fautes et de dialectismes<sup>593</sup> ». Le ministère assume sa part de responsabilité dans cet échec : « Nous ne nous occupons pas suffisamment en profondeur de ces écoles, nous les fournissons mal en enseignants et en manuels, nous contrôlions faiblement le travail des enseignants et des directeurs des écoles<sup>594</sup>. » Et fournir des enseignants pour des classes en si petit nombre apparaît désormais comme du gaspillage. D'ailleurs, les professeurs capables d'enseigner en finnois, quelque soit la matière, sont très rares dans la république car les départements spécialisés en finnois des établissements pédagogiques ne forment

---

<sup>589</sup> NARK, f. 1192, op. 3, d. 477 (Procès-verbaux des réunions de la section de la langue finnoise à la conférence scientifique sur les questions de linguistique, les 7-28 juin 1952), ll. 1-5.

<sup>590</sup> NARK, f. 1192, op. 3, d. 40 (Données statistiques sur le réseau et le contingent des écoles non russes. Curriculum de l'école, le 20 septembre-le 31 octobre 1946), ll. 22-3.

<sup>591</sup> NARK, f. 1192, op. 3, d. 480 (Compte rendu du Ministère et les informations sur le travail des écoles non russes pendant l'année scolaire 1952-53, 1953-le 21 août 1954), l. 3.

<sup>592</sup> NARK, f. 1192, op. 3, d. 480, l. 1.

<sup>593</sup> NARK, f. 1192, op. 3, d. 480, l. 33.

<sup>594</sup> NARK, f. 1192, op. 3, d. 480, l. 2.

que des enseignants de langue et de littérature. Pour cette raison, en 1954, sur les 526 professeurs enseignant dans les écoles non russes, 204 n'ont pas de qualifications appropriées, une partie d'entre eux maîtrisant leur matière d'enseignement mais ne maîtrisant pas suffisamment le finnois et l'autre partie maîtrisant la langue mais non la matière à enseigner. De plus, le potentiel de futurs enseignants pour les écoles nationales est assez modeste<sup>595</sup>.

Les écoles non russes ne sont donc pas parvenues à forger des cadres nationaux. Les enfants ayant un niveau trop bas de connaissances n'ont pas accès aux établissements d'instruction supérieure et professionnelle, mais même avec d'excellents résultats, les élèves sortant de la septième classe ne peuvent entrer que dans les écoles pédagogiques qui dispensent des cours en finnois et forment les futurs enseignants des écoles nationales maternelles et primaires. Ceux qui achèvent les écoles nationales secondaires complètes ne peuvent continuer leur éducation en finnois que dans les départements de langue finnoise de l'université d'État de la république et de l'Institut pédagogique. Les facultés dites « nationales » d'histoire, de biologie et de géographie de cet institut sont formellement destinées aux représentants du groupe national titulaire, mais tout l'enseignement y dispensé en russe<sup>596</sup>. Les tentatives faites pour entrer dans des facultés spécialisées, où les cours sont donnés en russe, se soldent en général par un échec, les adolescents échouant aux examens d'admission<sup>597</sup>. Ainsi, au lieu d'être promus aux postes demandant une haute qualification, les nationaux sont enfermés dans le cercle étroit des écoles nationales, dont les meilleurs élèves n'ont d'autre choix que de devenir enseignants.

Les parents qui saisissent bien la conjoncture inscrivent leurs enfants dans les écoles russes. Si 9,1 % des élèves de la république fréquentent en 1950 les écoles nationales, ce pourcentage tombe à 6,8 % en 1954<sup>598</sup>. Les fonctionnaires du ministère de l'Instruction expliquent la réduction du nombre d'écoles nationales par le refus des parents d'y inscrire leurs enfants<sup>599</sup>. Les enfants de l'intelligentsia n'apprennent pas tous le finnois et sur les vingt Caréliens et Finnois membres du Comité régional du Parti et députés du Soviet régional, seuls 8 font apprendre le finnois à leurs enfants. 12 enseignants caréliens et finnois choisissent aussi de ne pas faire apprendre cette langue à leurs enfants<sup>600</sup>. La faute en est aussi imputée aux comités de Parti dans les *rajony* qui, soi-disant, « n'expliquent pas à la population la signification politique de l'éducation des

---

<sup>595</sup> NARK, f. 1192, op. 3, d. 480, l. 5.

<sup>596</sup> NARK, f. 1192, op. 3, d. 480, ll. 32-3.

<sup>597</sup> NARK, f. 1192, op. 3, d. 480, l. 5; f. 630 (Ministère de l'Instruction de la RSSAC), op. 3, d. 604 (Matériaux concernant les écoles non russes, 1960), l. 9.

<sup>598</sup> NARK, f. 1192, op. 3, d. 480, l. 3.

<sup>599</sup> NARK, f. 630, op. 3, d. 604, l. 9.

<sup>600</sup> Archives d'Etat de Carélie pour l'histoire contemporaine (KGANI), f. 3 (Comité régional du Parti de Carélie), op. 9, d. 98 (Notes de rapports et d'information des instructeurs du département, des activistes du Parti, du ministère de l'Instruction de la RSSAC sur la direction de l'école par le Parti, sur le réseau scolaire, l'état du travail d'éducation, la réussite des élèves, les cadres pédagogiques, l'enseignement du finnois... 1.01-22.09.1958), l. 52



enfants dans les deux langues d'État<sup>601</sup> ». Le ministère de l'Instruction essaie bien d'inventer de nouvelles stratégies pour imposer l'apprentissage du finnois à des nationaux, ces derniers déployant de leur côté des tactiques d'évitement : à partir de l'année scolaire 1953/54, des leçons de finnois sont organisées pour les enfants caréliens et finnois scolarisés dans les classes russes de certaines écoles<sup>602</sup>. Jusqu'en 1958, le système de l'éducation dans les républiques part donc du principe, déjà établi sous Staline, que les enfants non russes doivent fréquenter les écoles nationales. En réalité, ce principe est souvent bafoué par les parents qui décident eux-mêmes de l'école où placer leurs enfants, en fonction des opportunités de promotion sociale offertes<sup>603</sup>. Cette approche pragmatique des parents est vite instrumentalisée par les fonctionnaires du ministère qui proposent de revenir sur la politique des langues : ils jugent que si les parents d'élèves et les élèves en expriment eux-mêmes le désir, il faut soutenir « l'aspiration légale et progressive des Caréliens et des Finnois d'étudier fondamentalement la langue russe et de s'initier à la culture du grand peuple russe », « la plus avant-gardiste dans le monde<sup>604</sup> ». Constatant l'échec de l'entreprise d'indigénisation par le biais de la promotion de la langue nationale, le ministère de l'Instruction déclare, en 1954, que la langue finnoise n'est pas utilisée et qu'elle n'a pas d'avenir dans la république.

La série d'inspections des écoles nationales menée en 1954 est décisive : elle prépare la résolution du Conseil des ministres de la république sur le passage de ces écoles à un enseignement en russe. La nécessité d'un tel changement figure explicitement dans le compte rendu du ministère de l'Instruction consacré au fonctionnement des écoles nationales et elle est présentée comme le fruit de discussions organisées avec les parents, les élèves, les directeurs et les enseignants des écoles, qui se prononceraient unanimement pour le passage à l'enseignement en russe<sup>605</sup>.

Les priorités et la hiérarchie des langues se trouvent donc renversées : la langue finnoise est dorénavant étudiée à la fois comme deuxième langue et comme matière particulière à partir de la seconde classe. Le nombre d'heures consacrées à l'étude du russe augmente considérablement<sup>606</sup>. La conséquence en est que l'enseignement du finnois est réduit et de nouveaux objectifs sont définis : les nationaux sont toujours attendus aux postes prestigieux dans les différents secteurs publics mais la langue russe est devenue la clé de leur réussite. Ainsi, bien avant 1958, des écoles hybrides apparaissent en URSS, des écoles non russes où toutes les matières sont enseignées en russe et où la langue nationale n'est plus enseignée que comme une matière parmi d'autres. Les fonctionnaires du ministère modèlent ainsi le nouveau profil trilingue des jeunes nationaux : ils sont censés maîtriser le carélien, langue maternelle réservée à la

---

<sup>601</sup> NARK, f. 1192, op. 3, d. 480, l. 32.

<sup>602</sup> NARK, f. 1192, op. 3, d. 569b (Matériaux sur les écoles carélo-finnoises, le 4 juillet -octobre 1953), l. 3.

<sup>603</sup> NARK, f. 1192, op. 3, d. 480, ll. 32, 35.

<sup>604</sup> NARK, f. 1192, op. 3, d. 480, ll. 1. 3-4.

<sup>605</sup> NARK, f. 1192, op. 3, d. 480, l. 10.

<sup>606</sup> NARK, f. 1192, op. 3, d. 480, ll. 6-9.

communication dans la sphère privée, apprendre le russe et acquérir des connaissances en finnois.

## **Deuxième étape : l'indigénisation par le biais de l'obligation progressive de parler russe**

### ***Le travail préparatif et le mûrissement de la décision sur la russification***

Bien que le renversement des priorités dans l'éducation confronte les autorités et les enseignants à de nouvelles difficultés, ces dernières paraissent tout de même moins importantes que dans l'immédiat après-guerre. Cela est en partie dû au travail effectué depuis l'adoption de la loi de 1938 introduisant le russe comme matière obligatoire dans toutes les écoles nationales de l'URSS. Le nouveau programme part de l'idée que la plupart des enfants nationaux maîtrisent peu ou prou le russe. L'ordonnance de 1954 affirme s'appuyer sur l'expérience positive de quelques écoles ayant déjà introduit l'enseignement du russe dès la première classe pendant 1948/49, mais, dans les faits, elle encourage certaines méthodes pratiquées depuis les années 1930 « en violation de la politique officielle<sup>607</sup> », notamment les leçons de conversation en russe pour les débutants. Ainsi, la loi de 1938 a finalement préparé le passage au russe dans l'instruction primaire et secondaire, les enseignants du russe en Carélie ayant cherché pendant toutes ces années une méthode appropriée qui assurerait un réel bilinguisme. Suite à la résolution de 1949 sur l'enseignement obligatoire du russe en première classe, un support de dix-huit cours est mis à la disposition des enseignants qui n'ont pas d'expérience de l'apprentissage du russe pour des non-Russes. Ce support a pour objectif d'inculquer un vocabulaire élémentaire de russe aux enfants caréliens et finnois et ce afin d'anticiper les difficultés ultérieures. La méthode qu'elle préconise est très simple, essentiellement orale : les élèves doivent nommer des objets montrés par l'enseignant et ils doivent ensuite répéter le terme, d'abord en cœur puis individuellement, et répondre à des questions simples censées enraciner le vocabulaire acquis<sup>608</sup>.

### ***Instruments et étapes de la russification***

Ce travail préparatoire ne concerne que l'enseignement du russe. Avant la publication de la résolution de 1954, le ministère de l'Instruction avait suggéré des mesures censées faciliter la russification complète des écoles de la république. Ces mesures, approuvées par le Conseil des ministres carélien, portent sur les manuels et sur les enseignants. Les

---

<sup>607</sup> Blitstein Peter A., « Nation-Building or Russification? Obligatory Russian Instruction in the Soviet Non-Russian School, 1938-1953 », dans R. G. SUNY et T. MARTIN, *A State of Nations: Empire and Nation-Making in the Age of Lenin and Stalin*, Oxford, Oxford University Press, 2001, p. 256.

<sup>608</sup> NARK, f. 1192, op. 3, d. 212 (La Méthode d'élaboration des leçons d'éducation primaire des enfants non russes, 1949), ll. 1-2.

manuels ne posent pas beaucoup de problèmes car il suffit d'en fournir aux écoles nationales pour toutes les matières, à l'exception des langues et des littératures russe et finnoise, utilisées dans les écoles russes – cela contribuant incidemment à la standardisation de l'enseignement. Comme les écoles nationales suivaient déjà un cursus identique aux écoles russes, il suffit de traduire les manuels utilisés dans ces écoles et les programmes peuvent être quasiment conservés en l'état<sup>609</sup>. Il faut tout de même réécrire les supports pour les leçons de langues. Les objectifs à long terme sont ambitieux : au bout de deux ans, les écoles nationales caréliennes doivent introduire les programmes de langue et de littérature russe adoptés dans les écoles russes. Or la mise en place et la réorientation des cadres pédagogiques demandent, elles, beaucoup plus d'efforts.

La préparation aux nouvelles conditions se fait dans une urgence extrême. Le passage au russe étant prévu dès la rentrée des classes de 1954, il faut que tout soit mis en place pendant l'été : l'Institut d'augmentation de la qualification des enseignants assure la coordination des cours ; les enseignants parlant mal russe doivent suivre des cours de deux mois à partir du 20 juin ; et des cours de mise à niveau des enseignants en russe et en finnois des classes primaires et secondaires sont également prévus. À part ces mesures *ad hoc*, l'Institut et l'école pédagogique doivent modifier et/ou introduire les cours de méthode d'enseignement du russe et du finnois dans les écoles nationales et il est prévu que tous les enseignants du russe se réunissent chaque trimestre pour discuter et échanger leurs expériences. Ceux d'entre eux qui n'ont pas d'instruction supérieure sont appelés à suivre les cours par correspondance de l'Institut pédagogique. Les inspecteurs de la Direction des écoles de Carélie et les spécialistes de l'Institut d'augmentation de la qualification des enseignants doivent se mettre en contact avec l'Institut des écoles nationales de l'Académie des sciences pédagogique de la RSFSR pour profiter de l'expérience d'autres écoles nationales de la RSFSR<sup>610</sup>.

Ces idées sont systématisées dans la résolution du Conseil des ministres de la RSSCF datée du 12 août 1954 « Sur les mesures pour améliorer l'éducation des enfants dans les écoles non russes de la république ». Cette résolution prévoit la redistribution des cadres pédagogiques, l'augmentation des qualifications pour 50 % de ceux travaillant dans les écoles non russes, la restructuration des écoles nationales pour restreindre le nombre d'écoles et de classes aux effectifs trop réduits. Le département de langue et de littérature finnoise de l'Institut pédagogique est renommé « département du finnois et du russe<sup>611</sup> ». Mais ces mesures paraissent avoir peu d'effet et, un an plus tard, le 12 juin et le 6 octobre 1955, le nouveau ministre de l'Instruction, N. Dil'denkin, édite encore deux ordres qui reprennent la plupart des objectifs avancés par les textes précédents et il est évident que les enseignants des écoles nationales éprouvent encore les plus grandes difficultés à enseigner en russe<sup>612</sup>.

---

<sup>609</sup> NARK, f. 630, op. 3, d. 604 (Matériaux concernant les écoles non russes, 1960), l. 10.

<sup>610</sup> NARK, f. 1192, op. 3, d. 480, ll. 18-19, 24-5.

<sup>611</sup> NARK, f. 1192, op. 3, d. 583 (Résolutions et instructions du Conseil des ministres de la RSSCF, le 1<sup>er</sup> juillet-le 31 décembre 1954), ll. 60-2.

<sup>612</sup> NARK, f. 1192, op. 3, d. 480, ll. 108-110; d. 681 (Ordres du ministre de l'Instruction de la RSSCF, le 1<sup>er</sup> septembre-le 29 décembre 1955), l. 87.

L'application de la loi de 1938 n'a pas entraîné l'apparition d'une méthode unique pour l'enseignement du russe dans les écoles non russes. En revanche, sous Khrouchtchev, les pédagogues et les linguistes de l'Institut des écoles nationales près l'académie des Sciences pédagogiques de la RSFSR, à Moscou, cherchent une méthode commune qui permettrait d'apprendre efficacement le russe dans toutes les écoles non russes. Ils travaillent de manière autonome, sans concertation avec les experts locaux de l'éducation qui tentent, eux, de préserver leur indépendance lors de l'élaboration des programmes, des méthodes et des cursus en s'appuyant pour cela sur les particularités linguistiques de leur république.

La loi de 1958 a un impact beaucoup plus profond en Carélie que dans les autres républiques de l'Union. Le finnois y est ainsi déclaré matière facultative, même dans les écoles nationales<sup>613</sup>. Dans sa résolution du 26 avril 1958, le Conseil des ministres de Carélie évoque et reprend les fondements de la 19<sup>e</sup> thèse de la loi khrouchtchévienne s'appliquant à toute l'Union soviétique, et il explique la nécessité d'une telle mesure en invoquant l'opinion des parents, la surcharge en travail des enfants, et la prédominance et la supériorité de la culture russe sur la culture carélienne<sup>614</sup>. Cette résolution met ainsi fin aux batailles linguistiques en donnant officiellement raison à Beliakov et aux partisans des théories de la fin des années trente défendant l'idée que le russe est plus proche du carélien que ne l'est le finnois. Leur réactualisation permet aux tendances russificatrices de l'emporter sous la tutelle de Beliaev, président du Conseil des ministres, pourtant grand défenseur, dans l'après-guerre, de l'indigénisation par le biais de la langue finnoise.

À partir de 1959, la distinction entre deux types d'écoles en Carélie disparaît définitivement, puisqu'elles fonctionnent autour de programmes communs. Les cours du finnois sont proposés en dehors du programme et le titre d'école non russe n'est plus attaché qu'à la composition nationale de leurs élèves. L'homogénéisation et la standardisation de l'enseignement marquent réellement la disparition des spécificités nationales, la langue perdant son rôle de marqueur symbolique de la culture nationale et la promotion sociale des Caréliens, ses signes de visibilité nationale.

La chronologie de la politique des langues appliquée au système d'éducation en Carélie se retrouve en décalage avec les autres régions de l'Union, et même de la RSFSR. Les dirigeants de la Carélie, en adoptant des mesures plus radicales que celles préconisées par le centre, font de leur république un cas particulier dans la politique des langues. Mais, derrière un ordre apparent, les mêmes difficultés se retrouvent : dans leur effort pour russifier les écoles nationales, les décideurs politiques oublient que le russe n'est pas la langue maternelle des Caréliens et que cela freine la scolarité des enfants de cette république. Les dirigeants de la république tentent pourtant de faire des aménagements, interviennent dans ce sens auprès des dirigeants de la RSFSR et il est à relever que Beliaev, président du Conseil des ministres carélien, demande à son homologue russe d'ajouter une heure supplémentaire de russe pour toutes les années, de

---

<sup>613</sup> NARK, f. 630, op. 3, d. 604, l. 90.

<sup>614</sup> NARK, f. 630, op. 3, d. 227 (Résolutions et dispositifs du Conseil des ministres de la RSSAC), l. 91.

la cinquième à la dixième classes des écoles nationales, afin d'aider les enfants à apprendre cette langue<sup>615</sup>.

### **Résultats de la russification**

Les fonctionnaires du ministère de l'Instruction de la RSFSR sont tenus informés des résultats médiocres de l'entreprise de russification des écoles nationales en Carélie. Les bilans, peu encourageants, d'une inspection menée dans les *rajony* de Prjažinskij et de Kaleval'skij (les fonctionnaires du ministère de l'Instruction y ont assisté à plus d'une centaine de cours) sont consignés dans un rapport daté de l'année 1959. Ces districts ont été choisis parce qu'ils sont peuplés en majorité par les Caréliens et les Finnois. Les problèmes d'intégration sociale de cette population sont liés, en partie, à la ségrégation territoriale. En 1959, les Caréliens sont concentrés dans trois *rajony* sur les treize que compte la république : dans Kaleval'skij, ils représentent 58,6 % des habitants, dans Oloneckij 57,4 %, et dans Prjažinskij 42,6 % (les Finnois pesant 14,1 % dans ce dernier *rajon*). Dans tous les autres *rajony*, le poids des Caréliens ne dépasse pas 22 %. Enfin, si les Russes sont citadins, 69 % des Caréliens habitent dans les zones rurales<sup>616</sup>.

L'inspection met en évidence les réelles difficultés rencontrées par les enfants autochtones et les explique par les différences entre le russe et le carélien. Mais cette dernière explication ne cadrant pas avec l'idée conventionnellement de mise, à cette époque, sur le rapprochement progressif des deux langues, les inspecteurs ne peuvent donc pas se contenter de critiquer les résultats de la russification des écoles caréliennes, sous peine de sembler remettre en question cette politique. Se conformant aux grandes traditions de la bureaucratie soviétique, ce n'est qu'après avoir approuvé l'impact positif des résolutions de 1954 et de 1958 et mentionné la progression des taux de réussite dans les écoles nationales<sup>617</sup> que les inspecteurs relativisent ces données et reconnaissent que les résultats de la russification ne sont tout à fait satisfaisants que dans les écoles où les enfants caréliens comprennent bien le russe à leur rentrée en première classe. Saisissant bien l'enjeu de la politique, ces fonctionnaires proposent de mélanger davantage les enfants russes et caréliens pour faciliter l'assimilation de ces derniers grâce à « un nécessaire environnement linguistique russe<sup>618</sup> ».

Par ailleurs, au 1<sup>er</sup> janvier 1960, on dénombre encore 87 écoles où les élèves sont tous caréliens et 7793 nationaux fréquentent les écoles non russes de la république<sup>619</sup>. Les

---

<sup>615</sup> NARK, f. 630, op. 3, d. 741 (Correspondance concernant les écoles non russes, le 4 mai-le 21 décembre 1961), l. 19.

<sup>616</sup> LALLUKKA S., « Štrikhi k etničkoj karte Severo-Zapada Rossii (1926-1959 gg.) », dans Vihavainen T. et I. Takala, *op. cit.*, p. 60.

<sup>617</sup> NARK, f. 630, op. 3, d. 462 (Information sur la question de l'expérience de travail des 1<sup>re</sup>-5<sup>e</sup> classes des écoles non russes de la RSSAC en russe, selon le curriculum, les programmes et les manuels des écoles russes, le 22 décembre 1959), l. 4.

<sup>618</sup> NARK, f. 630, op. 3, d. 462, l. 5.

<sup>619</sup> NARK, f. 630, op. 3, d. 604, l. 12.

inspecteurs admettent que le nombre de Caréliens ne comprenant pas du tout le russe en rentrant à l'école est encore assez élevé. Dans la pratique, et malgré les déclarations sur l'utilisation des programmes et des manuels russes dans les écoles nationales, les professeurs veillent avant tout à ce que leur travail soit efficace et commencent par scolariser les enfants caréliens qui ne parlent pas russe dans leur langue maternelle. À l'école primaire, l'expression orale et écrite en russe des nationaux souffre de nombreuses erreurs dues à la superposition de la langue maternelle. Comme certaines consonnes russes (telles que ž, š, šč, z, b, d, g, f, h) et le y dur sont absents en carélien, les enfants font beaucoup de fautes dans les mots qui contiennent ces lettres. De la même manière, en raison de l'absence de genres et de prépositions en carélien, les enfants assimilent difficilement leur usage en russe<sup>620</sup>. Ces erreurs persistant jusqu'en septième classe, les inspecteurs affirment que les élèves caréliens ne répondent pas aux exigences des programmes des écoles russes<sup>621</sup>.

Si la décision de russifier des écoles repose sur l'argument que les Caréliens ont des difficultés pour apprendre le finnois, il s'avère que l'éducation en russe ne permet pas de résoudre ce problème<sup>622</sup>. Pour toutes ces raisons, de nombreux enfants caréliens redoublent et les inspecteurs expliquent cet échec scolaire par l'absence d'une méthode spécifique d'enseignement du russe aux indigènes. Les programmes et les manuels russes s'avèrent inappropriés pour l'éducation des Caréliens. L'abécédaire est constitué des mots courts mais ils sont incompréhensibles et difficiles à prononcer, même pour les enfants caréliens qui ont une certaine pratique de la langue russe. De plus, l'apprentissage des sons ne prend pas en compte les spécificités du système sonore de la langue maternelle des élèves. Il y a également les contraintes idéologiques qui pèsent sur la rédaction des manuels de lecture. Le premier texte proposé aux élèves, « Comment V. I. Lénine faisait ses études », est bien plus complexe que les textes suivants : il est long, composé des phrases imbriquées, truffé de mots compliqués et difficiles à expliquer à des enfants de première année. Enfin, l'accent, en carélien, tombe toujours sur la première syllabe et le fait que les accents ne soient pas marqués dans ces livres les rend encore moins accessibles<sup>623</sup>.

Les enseignants confrontés à ces difficultés insistent sur la nécessité d'éditer des supports pédagogiques spécifiques qui prendraient en compte les particularités de l'enseignement du russe aux Caréliens. Les inspecteurs soutiennent cette initiative et exigent que le ministère de l'Instruction de la république fasse publier un abécédaire spécial du russe destiné aux Caréliens, des livres où les accents soient marqués et les mots accessibles, des dictionnaires raisonnés et des méthodes élaborées reposant sur l'expérience des meilleurs professeurs. Ils proposent également de fournir aux écoles une documentation sur l'enseignement du russe aux non-Russes éditée à Moscou et basée sur les méthodes pédagogiques pratiquées dans les différentes républiques. Pour préparer les enfants caréliens à l'éducation en russe, les inspecteurs suggèrent de commencer

---

<sup>620</sup> NARK, f. 630, op. 3, d. 462, l. 8.

<sup>621</sup> NARK, f. 630, op. 3, d. 462, l. 9.

<sup>622</sup> NARK, f. 630, op. 3, d. 604, l. 9.

<sup>623</sup> NARK, f. 630, op. 3, d. 462, ll. 12-13.

l'initiation de cette langue dès la maternelle<sup>624</sup>. En 1960, une instruction est élaborée pour évaluer le niveau de connaissances en russe des enfants rentrant en première classe<sup>625</sup>. Les informations recueillies grâce à cet instrument doivent permettre de dresser un tableau du niveau de bilinguisme chez les petits Caréliens en fonction de la région d'habitation, de la composition nationale, de l'accès aux émissions de télévision et de radio en russe, et du rôle de la scolarisation en maternelle.

Les inspections menées dans les années suivantes montrent que les difficultés restent les mêmes : en 1963, il y a toujours des enfants qui ne comprennent pas le russe à leur rentrée à l'école primaire<sup>626</sup>. Les mesures extrêmes voulues par les dirigeants caréliens pour mettre en œuvre leur projet de russification compliquent la scolarisation des nationaux et ne jouent pas en faveur de l'indigénisation. La russification, censée atténuer les différences entre les Russes et les représentants de la nation titulaire pour égaliser les chances, n'infléchit pas l'usage du carélien par les nationaux. Les inspecteurs remarquent l'importance de la langue maternelle pour la socialisation des Caréliens, ils parlent toujours entre eux dans leur langue maternelle<sup>627</sup>. Même si dans les années cinquante et soixante, et malgré les efforts des dirigeants pour dépouiller les autochtones de tout signe de distinction, les Caréliens préservent encore la fonction de leur langue maternelle comme marqueur fort de l'identité nationale, cette situation va ensuite changer progressivement. Selon les données de l'enquête linguistique réalisée au début des années soixante-dix, les Caréliens âgés de 20 à 24 ans ne parlent plus à leurs enfants dans leur seule langue maternelle ; en revanche, 80 % de ces derniers ne leur parlent qu'en russe et 20 % utilisent les deux langues. Seul 1,2 % des Caréliens âgés de 35 à 39 ans utilise la langue maternelle pour parler aux enfants contre 12,5 % des Caréliens de plus de 60 ans<sup>628</sup>. Les jeunes parents des années soixante-dix font donc consciemment le choix de parler à leurs enfants en russe pour leur donner des clés de la réussite sociale et professionnelle, adhérant ainsi au projet russificateur du régime.

## Conclusion

La politique des langues menée en Carélie pendant le Dégel suivant la mort de Staline est traversée par l'un des grands enjeux de l'après-guerre : la promotion des autochtones à des postes importants dans différents secteurs. Mais les instruments de cette discrimination positive changent au tout début du gouvernement de Khrouchtchev et la langue finnoise, jusqu'alors soutenue par les dirigeants, s'efface en faveur du russe.

---

<sup>624</sup> NARK, f. 630, op. 3, d. 462, ll. 14-21.

<sup>625</sup> NARK, f. 630, op. 3, d. 604, ll. 67-70.

<sup>626</sup> NARK, f. 630, op. 3, d. 1001 (Matériaux concernant le travail des écoles non russes. Enseignement du russe et du finnois dans les écoles non russes, 1963), l. 32.

<sup>627</sup> NARK, f. 630, op. 3, d. 462, l. 3; d. 604, l. 12.

<sup>628</sup> GUBOGLO M. N., *Sovremennye etnojazykovye processy v SSSR. Osnovnye faktory i tendencii razvitiia nacional'no-russkogo dvujazyčija*, Moscou, Nauka, 1984, p. 205.

Imposer le russe comme langue principale correspond aux contours généraux du projet sur la fusion des peuples – et les Caréliens se retrouvent à l'avant-garde de ce dessein – et elle est soutenue par les autochtones qui considèrent le russe comme utile pour l'ascension sociale de leurs enfants.

L'analyse du rapport de forces et des mécanismes de prise de décision sur le passage à l'instruction en russe dans les écoles nationales montre que l'impulsion est formellement donnée par des autorités locales, même si elle pouvait être téléguidée de Moscou. Elles agissent en accord avec les préférences de la population et tiennent compte de la faible popularité des écoles finnophones. Par ailleurs, on peut remarquer, en comparant la résolution d'avril 1958 du Conseil des ministres de la RSSCF avec la 19<sup>e</sup> thèse de la loi khrouchtchévienne sur l'éducation de novembre 1958, qu'une partie du texte de ces deux ordonnances est identique, mot pour mot, et cela permet de supposer que l'initiative législative carélienne sert de matrice, ou au moins d'un champ expérimental, pour préparer la réforme fédérale.

Ainsi, les tendances à vouloir promouvoir les nationaux se poursuivent à l'aide des instruments disponibles : des enseignants russophones compétents et des manuels en russe. Or, le remplacement d'une langue étrangère (le finnois) par une autre (le russe) ne peut pas améliorer radicalement le taux de réussite dans les écoles nationales. La première inspection menée après le passage aux programmes russes révèle la situation déplorable de la formation des enfants non russes, du fait de l'absence de méthodes spéciales d'enseignement du russe aux autochtones. Quelle que soit la stratégie de la discrimination positive adoptée – éducation en finnois ou en russe –, les Carélophones restent en marge dans la république, n'ayant pas de possibilités d'accéder aux postes importants et posent le problème de leur intégration sociale. Les recensements de 1959 et de 1970 montrent que par le pourcentage de personnes ayant fait les études supérieures, les Caréliens occupent une des dernières places parmi les onze nationalités autochtones des républiques autonomes de la RSFSR.

Les linguistes sont en position de médiateurs : ils sont obligés d'adapter l'argumentation scientifique à la conjoncture politique, en expliquant les décisions des dirigeants sur la russification des écoles nationales à l'aide de l'idée du rapprochement des langues russe et carélienne. La politisation de la question de la langue, les souvenirs des répressions récentes dans le milieu des linguistes empêchent les innovations dans la méthodologie de l'enseignement des langues.

C'est seulement dans les années quatre-vingt-dix que les langues nationales en Carélie reviennent au centre des préoccupations des dirigeants locaux et de diverses associations. Le vepse est ainsi normalisé et enseigné dans les écoles et deux universités caréliennes sont mises en place dans le cadre du programme du « développement des écoles finno-ougriennes » destiné à rétablir le bilinguisme. Les actions du gouvernement carélien visent à restaurer et à préserver le patrimoine linguistique. Depuis 1991, près de vingt actes législatifs ont paru sur la protection des droits linguistiques. Une loi et un programme de soutien aux langues carélienne, vepse et finnoise ont été adoptés pour l'année scolaire 2004/2005. Ils prévoient de renforcer les fonctions socio-culturelles de ces langues, de soutenir les mass-médias et les établissements scolaires qui utilisent ces langues, de publier des manuels, des ouvrages, des dictionnaires en carélien, vepse et finnois et de financer les recherches linguistiques. Ces mesures s'expliquent par les



difficultés que rencontrent les écoles nationales. Selon les premiers bilans de cette politique tirés en 1996, les enseignants constatent que ces écoles nationales ne parviennent pas à améliorer les compétences linguistiques des élèves. Ce constat est confirmé par les résultats des enquêtes menées parmi les Caréliens et les Vepses en 2002. Même si les textes officiels affirment que certaines matières sont enseignées en langues finno-ougriennes dans les écoles nationales, il n'existe aucun manuel en langues finno-ougriennes pour ces mêmes matières. Selon les appréciations des enseignants, moins de 5 % d'élèves sont réellement bilingues. Dans la hiérarchie du prestige, c'est le finnois qui emporte la première place dans le choix des élèves et des parents, ces derniers considérant que cette langue ouvre davantage de perspectives professionnelles<sup>629</sup>.

---

<sup>629</sup> KLEMENT'EV E., « Sovremennaja jazykovaja situacija i nacional'naja škola », dans T. S. KLEEROVA et S. P. PASIUKOVA, *Sovremennoe sostojanie i perspektivy razvitija karel'skogo, vepsskogo i finskogo jazykov v Respublike Karelia. Materialy naučno-praktičeskoj konferencii 31 oktjabrja 2002 g.*, Petrozavodsk, Periodika, 2004, p. 15-21.

**Xavier Le Torrivelec**

Centre franco russe de recherches en sciences humaines, Moscou  
xavier@letorrivellec.fr

## **La langue des enfants soviétiques**

### **Langues, éducation et société en Volga-Oural (de 1938 aux années soixante)<sup>630</sup>**

Des historiens contemporains ont interrogé et mis en perspective l'idée communément admise selon laquelle les prédécesseurs de Gorbatchev auraient mené une politique volontaire de « russification ». Ils ont souligné, au contraire, que les dirigeants de l'État soviétique ont soutenu les langues nationales, notamment contre des projets visant à imposer le russe comme la langue principale d'enseignement<sup>631</sup>. Mais leurs travaux ne sont pas allés au-delà de la période stalinienne et nous voudrions, dans cet article, réviser le concept de « russification » en élargissant leur analyse aux transformations de la société soviétique d'après-guerre. Considérant les langues comme des vecteurs de communication irréductibles aux aléas politiques, nous nous intéresserons à la manière dont les locuteurs ont résisté ou se sont appropriés les décisions politiques concernant les mesures de régulations linguistiques. En analysant les dynamiques a priori contradictoires de promotion d'une langue russe commune et de reconnaissance des langues parlées, nous entendrons, derrière les revendications des communautés locales, les échos d'une russification par le bas. Les pratiques de diglossie, courantes parmi les élites de l'époque tsariste, se sont diffusées après la Seconde Guerre mondiale parmi l'ensemble des non-Russes de la région Volga-Oural sur la base du besoin de s'émanciper des cultures villageoises monolingues.

Carrefour de langues finno-ougriennes (oudmourte, mordve, komi, mari), turciques (tatar, bachkir, tchouvache) et slaves (russe, ukrainien), la région Volga-Oural permet d'aborder toute une série de questionnements sur l'organisation du

---

<sup>630</sup> Cet article est issu d'études de terrain soutenues par le projet ANR « Comment parler en public ? La politique des langues dans l'Empire de Russie et en URSS » et coordonnées par Juliette Cadiot (CERCEC). Je remercie Fairuza Garipova, Julaj Juldašbaev et Ildar Gabdrifikov pour leur précieuse collaboration.

<sup>631</sup> BLITSTEIN P., « Nation-Building or Russification? Obligatory Russian Instruction in the Soviet Non-Russian School, 1938-1953 », dans R. G. SUNY et T. MARTIN, *A State of Nations. Empire and Nation-Making in the Age of Lenin and Stalin*, New York, Oxford University Press, 2001, p. 267.

multilinguisme<sup>632</sup>. Sa complexité relève autant de singularités historiques (avec des populations finno-ougriennes plus russifiées que les populations turcophones) que linguistiques (à la différence des langues finno-ougriennes, les langues turciques sont mutuellement compréhensibles). Dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, la région fut soumise à une série d'expérimentations linguistiques. Porté par des lettrés polyglottes, un courant réformiste tatar introduisit des matières séculières dans les madrasas de la région. Mais les élèves musulmans qui manifestèrent en 1906 pour obtenir plus d'heures de russe se heurtèrent à l'hostilité des représentants de l'islam officiel<sup>633</sup>. L'assimilation linguistique des allogènes de l'Orient russe étant impensable aux yeux des administrateurs tsaristes, des missionnaires orthodoxes furent chargés d'en faire de loyaux sujets du tsar et ils transcrivirent leurs langues orales en langues écrites en cyrillique sous la férule de Nikolaj Il'minskij. Des écoles russo-nationales furent créées, fonctionnant en russe et dans les langues nationales<sup>634</sup>. En Volga-Oural, la préservation des langues vernaculaires a imposé l'épreuve du multilinguisme aux dirigeants soviétiques.

Notre enquête porte sur l'évolution du système éducatif, lieu privilégié d'interaction entre le politique et le social, dans la région Volga-Oural entre 1938 et les années soixante. Les demandes du centre y ont varié. Plutôt extensives, avant la guerre, quand Staline exigeait que tous les non-Russes parlent un peu le russe, elles devinrent intensives quand ceux-ci durent le parler couramment pour faire carrière. En fonction du degré de bilinguisme de leur population allogène, les élites des républiques de la région Volga-Oural résistèrent avec plus (chez les turcophones) ou moins (chez les finno-ougriens) de conviction. À partir des problèmes concrets posés par la formation des enseignants ou le débouché des élèves, nous montrerons que la politique éducative lancée en 1938 échoua à élever le niveau de russe des non-Russes jusqu'à ce que les conditions matérielles, liées à l'urbanisation, et juridiques, après la réforme de 1958, permettent aux parents de manifester leur préférence pour le russe. En croisant les matériaux d'histoire orale avec ceux des archives centrales et locales, nous retracerons les positionnements successifs de trois acteurs principaux : les autorités centrales<sup>635</sup>, les autorités locales<sup>636</sup> et les populations non russes.

---

<sup>632</sup> Zone de peuplement scythique, la région Volga-Oural fut longtemps dominée par l'État musulman des Bulgars de la Volga. Après la prise de Kazan en 1552, la Moscovie étendit sa domination le long de la Volga sur des peuples aussi divers sur le plan linguistique que sur le plan religieux.

<sup>633</sup> MUHAMETŠIN R., *Tatary i islam v XX veke*, Kazan, Fen, 2003, p. 101.

<sup>634</sup> Employé dans les écoles confrériques et de zemstvo du district scolaire de Kazan, l'enseignement primaire en langue vernaculaire fut étendu en 1899 aux écoles paroissiales. DOWLER W., « The Politics of Language in Non-Russian Elementary Schools in the Eastern Empire, 1865-1915 », *Russian Review*, vol. 54, 1995, p. 522.

<sup>635</sup> Ministère de l'Instruction, Narkompros puis Minpros de la RSFSR; Comité central, CK; Académie des sciences pédagogiques, APN.

<sup>636</sup> Comité régional du Parti, Obkom; Ministère de l'Instruction, Minpros, et ses agences locales, rajONO dans les districts ruraux et gorONO dans les villes.

## Les années trente : l'État soviétique face au multilinguisme

Les bolcheviks se voulurent « anti-impérialistes » pour désarmer les nationalismes. En 1918, un décret du Narkompros garantit à chacun le droit à une éducation dans sa langue maternelle. Pour assurer l'égalité entre les langues, Lénine exigea que le russe ne soit pas obligatoire dans les « écoles nationales<sup>637</sup> ». Dans les nouvelles républiques nationales, l'indigénisation visait à remplacer les fonctionnaires russes par des allogènes parlant le russe. Pendant que l'on finançait la production littéraire, théâtrale et cinématographique en langues vernaculaires, des commissions de « réalisation » de ces langues devaient implanter leur usage au sein des administrations régionales. Mais dans un contexte d'inégalité entre les langues<sup>638</sup>, la pénurie de locuteurs compétents et le déséquilibre dans la répartition géographique des populations russes (plutôt urbaines) et allogènes (très majoritairement rurales) limitèrent l'indigénisation aux seuls conseils ruraux (*sel'sovety*) dans la région Volga-Oural.

La décision fut prise, en juillet 1930, d'instaurer une éducation obligatoire pour les enfants de 8 à 11 ans en URSS. Hormis l'alphabétisation des adultes, le nombre d'enfants scolarisés passa de douze millions à plus de trente millions entre 1928 et 1939 et, à la veille de la guerre, plus de soixante-dix langues servaient de langues d'instruction dans les écoles soviétiques<sup>639</sup>. Toutes les républiques d'URSS assuraient une instruction en langue maternelle à leurs minorités, mais les républiques de l'Union allèrent plus loin en exigeant que tous les élèves apprennent la langue de la nationalité éponyme. Parmi les républiques autonomes de la Fédération russe (RSFSR), seul le Tatarstan fit de même en imposant un apprentissage du tatar dans les écoles tchouvaches. Quant au russe, il commença à être enseigné à partir de 1934 dans les écoles nationales de la RSFSR<sup>640</sup>. Mais du fait des réticences de certains pédagogues, dont l'influente épouse de Lénine, les cours de russe ne débutaient qu'en 2<sup>e</sup> classe, lorsque les élèves étaient âgés de 9 ans<sup>641</sup>.

---

<sup>637</sup> Les expressions « écoles non russes » (*nerusskie školy*) et « écoles nationales » (*nacional'nye školy*) renvoyaient aux écoles n'utilisant pas le russe comme langue d'enseignement.

<sup>638</sup> En 1923, le bachkir fut doté d'une forme écrite sur la base du dialecte le plus éloigné du tatar, langue écrite compréhensible par les Bachkirs. La latinisation des langues turciques, imposée en octobre 1928 par un décret du Sovnarkom, exacerba les tensions entre élites tatar et bachkire. Les Tatars s'y opposaient fermement du fait de leur position dominante dans l'édition en alphabet arabe. OLIVANOV E. D., « Osnovnye formy grafičeskoj revoljucii v tureckih pis'mennostjah SSSR », *Novyj Vostok*, n° 23/24, 1928, p. 324. À l'inverse, le Comité exécutif de Bachkirie décida en mars 1929 d'accélérer le passage à l'alphabet latin. Le résultat fut notamment une réduction du tirage du journal *Baškortostan* de 10 000 à 3 600 exemplaires en 1930. Les autorités durent autoriser d'urgence l'usage des typographies en alphabet arabe pour éditer les documents officiels. USMANOV N. V., « Iz istorii vvedenija janalifa v Baškirii », dans S. A. PANARIN, *Rossija i Vostok: problemy vzaimodejstvija*, Moscou, Institut vostokovedenija RAN, 1993, p. 34.

<sup>639</sup> SIMON G., « Nationalismus und Nationlitätenpolitik in der Sowjetunion. Von der totalitären Diktatur zur nachstalinischen Gesellschaft », *Osteuropa und der internationale Kommunismus*, vol. 16, 1986, p. 67.

<sup>640</sup> *Sbornik prikazov i rasporjaženij po Narkomprosu RSFSR* 26 (10 sept. 1935), p. 9-11, cité dans Blitstein P., *op. cit.*, p. 254.

<sup>641</sup> Jusque dans les années soixante, des enseignants exprimèrent leurs craintes sur les dommages psychologiques liés à l'imposition d'une langue étrangère à de trop jeunes enfants, d'où probablement la

À partir du milieu des années trente, le reflux des idéaux révolutionnaires affaiblit la force du slogan sur l'égalité des langues et le contexte international imposa une approche plus fonctionnaliste de la langue comme vecteur d'unité et d'efficacité de l'État. En octobre 1937, Staline évoqua, lors d'un plénum du Comité Central (CK) la nécessité de rendre obligatoire l'enseignement du russe dans toutes les écoles soviétiques. Et alors que la répression s'abattait sur les cadres nationaux dans le cadre de la Grande Terreur, une campagne fut lancée contre les « nationalistes bourgeois », accusés de saboter l'enseignement du russe. Ainsi le fait que « dans beaucoup d'écoles rurales de Bachkirie, le russe n'était pas enseigné du tout » servit d'argument aux purges<sup>642</sup>.

À l'échelle de l'URSS, le russe devenait la langue commune : le CK adopta, le 13 mars 1938, une résolution « Sur l'enseignement obligatoire du russe dans les écoles des républiques et des régions nationales<sup>643</sup> ». Ce texte confirmait par ailleurs le droit à une instruction en langue maternelle<sup>644</sup>. Selon Peter Blitstein, la version finale de cette résolution marquait la défaite des partisans d'une russification totale des écoles non russes<sup>645</sup>. Elle perpétuait l'ambiguïté apparente de la politique soviétique des langues, organisée autour de la promotion simultanée du russe et des langues nationales.

Même si l'intention de russification a parfois prévalu<sup>646</sup>, les garanties obtenues sur les langues maternelles provoquèrent, dans un contexte de désorganisation générale, une baisse temporaire du nombre d'heures de russe dans les écoles nationales de la RSFSR. Les autorités centrales avaient mené une campagne de grande ampleur, mais par suite du manque de moyens alloués, les déclarations d'intention ne débouchèrent sur aucun changement réel immédiat<sup>647</sup>. Dans une note de septembre 1940 confirmant un rapport antérieur du Gosplan, le nouveau commissaire de l'Instruction de la RSFSR, V. Potemkin, reconnaissait que la formation des professeurs non russes restait « très insuffisante » et critiquait l'incapacité des autorités locales à pourvoir leurs instituts

---

publication à cette époque d'inédits de Nadežda Krupskaja sur le sujet. KRUPSKAJA N. K., *Izbrannnye pedagogičeskie proizvedenija*, Moscou, Prosveščenie, 1968, p. 89.

<sup>642</sup> *Pravda*, 20 février 1938.

<sup>643</sup> Rossijskij Gosudarstvennyj arhiv social'no-političeskoj istorii (RGASPI), f. 17, op. 3, d. 997, ll. 103-7.

<sup>644</sup> Des instructions diffusées auprès des milieux enseignants mettaient en garde contre les « risques du passage à un enseignement en russe dans les écoles primaires », *Učitel'skaja Gazeta*, 1<sup>er</sup> août 1938.

<sup>645</sup> Les leaders des républiques nationales convinquirent Ždanov de ne pas augmenter le nombre d'heures de russe. Mais le facteur déterminant fut, selon Blitstein, la mise en garde de Staline contre toute tentative « de faire du russe une langue d'instruction et non plus un sujet d'étude ». Blitstein P., *op. cit.*, p. 258.

<sup>646</sup> En Bachkirie, plusieurs écoles maries, tchouvaches et mordves passèrent à un enseignement en russe après la 5<sup>e</sup> classe et, le 14 avril 1938, le Sovnarkom décida d'organiser, pendant l'été, des cours de russe pour les professeurs des villages. Central'nyj Gosudarstvennyj arhiv obščestvennyh ob''edinenij Respubliki Baškortostan (CGAOO), f. 122, op. 18, d. 623, ll. 260-1.

<sup>647</sup> Des inspections révélèrent le manque de professeurs qualifiés parlant correctement le russe. Un mois avant la rentrée de 1938, le ministre bachkir de l'Instruction demandait à Moscou d'envoyer 127 professeurs de langue et de littérature russes. CGAOO, f. 122, op. 18, d. 618, ll. 4-6. Dix enseignants de russe furent envoyés de l'oblast de Kujbyšev à l'institut pédagogique d'Oufa. RGASPI, f. 17, op. 114, d. 863, ll. 181-8, à paraître dans *CK RKP (b) i nacional'nyj vopros*, vol. 2, Moscou, ROSSPEN, 2009.

pédagogiques en étudiants allogènes<sup>648</sup>. Parallèlement, la cyrillisation, lancée depuis la seconde moitié des années trente, notamment pour faciliter l'apprentissage du russe par les non-Russes, ajouta à la confusion<sup>649</sup>. L'introduction des nouveaux alphabets dans la région Volga-Oural servit de prétexte à une réactivation des rivalités ethniques qui intensifièrent le désordre<sup>650</sup>.

### **1948, improvisations autour de l'enseignement du russe dans les écoles nationales**

La tension restait vive entre les partisans de la protection des langues vernaculaires et ceux qui voulaient imposer l'usage du russe. Les préparatifs de guerre attisèrent d'autant plus le problème linguistique que, en juillet 1940, un rapport au CK indiquait que beaucoup de recrues ne parlaient pas russe. Le ministre Potemkin demanda plusieurs fois au CC d'autoriser l'enseignement du russe dès la 1<sup>re</sup> classe. En février 1943, G. F. Alexandrov, chef du bureau de la propagande au CK, proposa de remplacer les cours de langues étrangères par des cours de russe. Malenkov, candidat membre du Politburo, lui répondit en septembre 1945 que cette mesure était « prématurée<sup>651</sup> ». La question revint sur le bureau du CC en 1946, portée par les républiques de RSFSR et, au cours de l'été 1947, un débat s'engagea dans le journal *Učitel'skaja Gazeta* pour savoir à partir de quelle classe il était possible d'introduire les cours de russe. Lors d'une réunion du 29 juillet 1948, le nouveau ministre russe de l'Instruction, A. A. Voznesenskij, proposa de rendre facultatives les langues étrangères « pour que les élèves aient plus de temps pour le russe<sup>652</sup> ». Son projet fut soutenu par N. N. Jakovlev (à la tête du

---

<sup>648</sup> Blitstein P., *op. cit.*, p. 261.

<sup>649</sup> La question de l'accessibilité au russe fut évoquée lors du débat qui précéda l'adoption, le 23 novembre 1939, par le présidium du soviet suprême de Bachkirie d'une résolution en faveur du cyrillique. SAFIN F., *Ėtnopolitičeskoe razvitie Baškortostana v XX veke, sociolingvističeskij aspekt*, Kazan, Magarif, 2004, p. 248. La cyrillisation des langues des peuples du Nord avait débuté en 1935. Celle des langues du Caucase du Nord avait suivi la décision prise le 7 avril 1936 par l'Obkom de Kabardino-Balkarie. Le tchouvache et les langues finno-ougriennes de la région Volga-Oural, transcrites en cyrillique à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le demeurèrent malgré des tentatives de latinisation entre 1928 et 1932. Seules les langues oudmourte et komie, passées à l'alphabet latin en 1930, revinrent au cyrillique en 1938. FRINGS A., *Sowjetische Schriftpolitik zwischen 1917 und 1941, Eine handlungstheoretische Analyse*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2007, p. 371. Le 5 mai 1939, le présidium du Soviet suprême du Tatarstan adopta l'alphabet cyrillique et la campagne s'acheva en 1940 avec la cyrillisation des langues d'Asie centrale MARTIN T., *The Affirmative Action Empire: Nations and Nationalism in Soviet Union, 1923-1939*, Ithaca, Cornell University Press, 2001, p. 429.

<sup>650</sup> En janvier 1941, les responsables bachkirs demandèrent de pouvoir modifier certaines lettres de leur alphabet après que les autorités tatares eurent ajusté le leur sans en avoir informé ni le Narkompros ni l'Institut des Alphabets de l'Académie des Sciences. GARIPOVA F., *Opyt jazykovogo stroitel'stva v respublike Baškortostan*, Oufa, Gilem, 2006, p. 67.

<sup>651</sup> Selon Blitstein, ces précautions tenaient au souci des plus hauts dirigeants soviétiques d'éviter le sujet polémique des langues d'instruction. Blitstein P., *op. cit.*, p. 263.

<sup>652</sup> Gosudarstvennyj arhiv Rossijskoj Federacii (GARF), f. 2306, op. 71, d. 126.

département des écoles du CK depuis 1943) et par la plupart des républiques autonomes, notamment celles qui manquaient d'enseignants en langues étrangères. Mais l'opposition des républiques de l'Union et les critiques de F. F. Sovetkin (chargé des écoles nationales à l'Académie des sciences pédagogiques, APN) eurent raison de ces velléités de russification<sup>653</sup>.

Du fait de la diversité ethnolinguistique de l'URSS, la résolution de 1938 avait créé un clivage entre les républiques de l'Union, attachées à un enseignement en langue nationale, et les républiques de la RSFSR, soucieuses pour la plupart de se rapprocher des standards russes. Ces dernières, insatisfaites du *statu quo*, gèrent séparément leurs problèmes communs. En 1949, la demande du gouvernement de Mordovie d'introduire des cours de russe dès la 1<sup>re</sup> classe fut acceptée du fait que « les Mordves cohabitent depuis longtemps avec les Russes<sup>654</sup> ». D'autres républiques autonomes voulurent bénéficier du même traitement. Sagid Alibaev<sup>655</sup>, ministre bachkir de l'Instruction, proposa de réduire de quatorze à douze le nombre d'heures de langue maternelle par semaine et d'une heure celles de mathématiques pour offrir, « sans frais supplémentaires », trois heures de russe pendant le 2<sup>e</sup> semestre de la 1<sup>re</sup> classe<sup>656</sup>. Le 13 novembre 1950, une résolution du Conseil des ministres (Sovmin) de la RSFSR confirma le nouveau programme des écoles nationales de Bachkirie<sup>657</sup>. Mais les demandes des autres républiques furent refusées au motif que l'enseignement du russe ne devait commencer qu'à partir de la 2<sup>e</sup> classe<sup>658</sup>. Rejetant la responsabilité du « désastre des écoles nationales » sur les instances fédérales, les autorités locales critiquèrent l'APN pour sa faible implication dans le travail d'édition des manuels de russe et d'aide à l'élaboration des programmes<sup>659</sup>. Pour palier ces insuffisances et renforcer le niveau des écoles nationales, un Institut des Écoles nationales (INŠ) fut créé en 1950 au sein de l'APN<sup>660</sup>.

---

<sup>653</sup> Jakovlev fut remplacé par L. S. Dubrovina lors d'un remaniement du CK en 1948 et Voznesenskij fut exécuté en 1949 dans le cadre de l'affaire de Leningrad. Blitstein P., *op. cit.*, p. 266.

<sup>654</sup> GARF, f. 2306, op. 71, d. 763, l. 3.

<sup>655</sup> Né en 1903 dans le district méridional de Kujurgazinskij, il fut directeur d'école à la fin des années 1920. Diplômé de l'académie de Formation communiste de Moscou en 1932, il fut instructeur au département des écoles de l'Obkom de Bachkirie (1932-37) puis ministre de l'Instruction (1946-54). Après avoir mené les grandes réformes éducatives, il dirigea l'institut pédagogique de Sterlitamak (1955-60) avant de prendre la tête de la filiale bachkire de l'INŠ.

<sup>656</sup> GARF, f. 2306, op. 71, d. 779, l. 2.

<sup>657</sup> GARF, f. 2306, op. 71, d. 779, l. 6.

<sup>658</sup> GARF, f. 2306, op. 71, d. 135, l. 4.

<sup>659</sup> Depuis le refus, en 1938, de la proposition de Tjurkin, commissaire russe à l'Instruction, de centraliser l'édition des manuels scolaires, ceux-ci étaient rédigés et imprimés sur place après avoir été vérifiés par l'APN. En février 1948, les nombreux problèmes techniques (notamment le manque de caractères d'imprimerie adaptés) avaient incité le Sovmin de la RSFSR à renforcer le rôle de l'APN. GARF, f. 2306, op. 71, d. 135, l. 2.

<sup>660</sup> Les 27 collaborateurs de cet institut s'occupaient plus spécifiquement de l'enseignement du russe et des langues maternelles dans les écoles nationales. GARF, f. 2306, op. 72, d. 5209, l. 27.

Cette institutionnalisation accompagna un changement majeur du discours sur les langues. Après s'être penché sur la loi, les alphabets et les emplois du temps, le régime stalinien s'attaquait à la pédagogie du russe : il fallait concevoir autrement son enseignement pour en favoriser la diffusion. La publication dans la *Pravda* du 20 juin 1950 d'un article de Staline, « Du marxisme en linguistique », représente un moment clé de la politique des langues. Critiquant Nikolaj Marr pour avoir « détaché la pensée de sa matière naturelle, le langage », Staline estimait que « la linguistique soviétique [n'avait] pas assumé ses tâches pratiques » et qu'il fallait donc revenir à la grammaire pour perfectionner l'enseignement des langues. La théorie stalinienne devint la référence obligée des projets de réforme qui se multiplièrent à partir de l'été 1950<sup>661</sup>. Des séminaires pédagogiques soutenus par l'INS mirent l'accent sur la grammaire comparée avec l'idée que les non-Russes auraient moins de mal à apprendre le russe si ses règles de grammaire étaient systématiquement comparées à celles de leur langue maternelle. Le travail sur la composition même de la langue devait aussi servir de vecteur à la russification.

### **Les années cinquante dans les régions de RSFSR : *monolinguismes et contraintes éducatives***

Jusqu'au milieu des années soixante, la priorité de l'Obkom bachkir était la construction d'écoles dans les zones reculées de Bachkirie. Quand ils évoquent, dans leurs plaintes, les tempêtes de neige, les crues des rivières, les attaques de loups et les dizaines de kilomètres que leurs enfants devaient parcourir pour ne pas arriver en retard à l'école, les villageois retiennent difficilement leur colère face à l'inaction du ministère<sup>662</sup>. Les demandes étaient fréquentes d'ouvrir une école primaire dans tel ou un tel village ou de créer un pensionnat (*internat*) dans un village doté d'une école moyenne<sup>663</sup>. Le système scolaire reposait sur deux types d'écoles : dans les plus petits villages, les écoles primaires (*načal'nye*) accueillaient les enfants de la 1<sup>re</sup> à la 4<sup>e</sup> classe ; les écoles moyennes (*srednie*) prenaient le relais de la 5<sup>e</sup> à la 10<sup>e</sup> classe dans les villages plus importants et les chefs-lieux de district (*rajcentry*).

En Bachkirie, il faut distinguer entre les langues turciques et finno-ougriennes, parlées dans les zones rurales, et le russe, langue des élites urbaines. À l'échelle de la RSFSR, on constatait, au début des années cinquante, une forte corrélation entre composition ethnique et langues d'instruction<sup>664</sup>. Quand un tiers des élèves non russes de

---

<sup>661</sup> En septembre 1950, l'institut pédagogique d'Oufa invita 2 000 professeurs sans formation à des cours du soir d'apprentissage du russe. CGAOU, f. 122, op. 26, d. 463, l. 47-53.

<sup>662</sup> Une résolution de l'Obkom de Bachkirie fut adoptée le 10 décembre 1960 pour accélérer la construction d'écoles en Bachkirie, CGAOU, f. 122, op. 66, d. 293, l. 45.

<sup>663</sup> CGAOU, f. 122, op. 53, d. 101, l. 9.

<sup>664</sup> En 1951, sur les 5 018 écoles de Bachkirie, 2 869 étaient des écoles nationales (soit 53 % pour 55 % de non russes dans la république) : 890 écoles bachkires (31 % pour 35 % de Bachkirs parmi les non-russes), 1 507 écoles tatares (52 % pour 40 % de Tatars), 150 écoles tchouvaches (5,2 % pour 5,7 % de Tchouvaches) 178 écoles maries (6,2 % pour 4,8 % de Maris), 45 écoles oudmourtes et 45 écoles mordves.



la RSFSR étudiaient dans des écoles russes (ceux qui résidaient en ville ou dans des villages russophones), ce taux était de 12 % en Bachkirie et inférieur à 9 % dans les zones rurales de la région Volga-Oural<sup>665</sup>. La langue d'enseignement était la langue maternelle des enfants dans les petits villages, où les enseignants étaient souvent recrutés sur place. Dans les villages pluriethniques, la langue majoritaire servait de langue d'enseignement<sup>666</sup>. Si le russe n'était pas toujours la langue d'instruction dans les écoles des *rajcentry*<sup>667</sup>, il l'était dans les écoles urbaines, majoritairement fréquentées par des russophones. La fragmentation des écoles en fonction du critère ethnique imposait l'usage exclusif du russe dans les universités de la région Volga-Oural fréquentées par des élèves éduqués dans une dizaine de langues<sup>668</sup>.

Les responsables locaux disposaient d'une relative autonomie en matière d'éducation et les contraintes liées aux réalités multiethniques pesaient lourd sur leurs épaules. Diffuser le russe dans les enclaves monolingues où le travail agricole ne requérait pas de vocabulaire spécifique en russe était une tâche particulièrement ardue<sup>669</sup>. Dès 1946, le ministre Alibaev constatait l'échec des mesures prises depuis 1938 : alors qu'un tiers des écoles nationales ne proposaient toujours pas de cours de russe, dans les autres, seuls 29 % des élèves de 10<sup>e</sup> classe avaient réussi l'examen de sortie (*attestat*) en russe et avaient pu intégrer l'enseignement supérieur<sup>670</sup>. Interrogés sur cet échec, les responsables des rajONO évoquèrent la faible qualification des enseignants : dans les écoles moyennes, sur huit cent trente-cinq professeurs de russe, six cents n'avaient pas de formation supérieure en 1949<sup>671</sup>. Puisque les élèves turcophones étaient rares dans les instituts pédagogiques d'Oufa et de Sterlitamak<sup>672</sup>, la région manquait cruellement de

---

Calculs effectués à partir de JULDAŠBAEV B. H., *Baškiry i Baškortostan, XX vek: ètnostatistika*, Oufa, Kitap, 1995, p. 32.

<sup>665</sup> GARF, f. 2306, op. 71, d. 779, l. 2.

<sup>666</sup> Langue de communication des habitants tatars et oudmourtes du village de Šav'jady, le tatar était la langue d'instruction à l'école. KOROSTELEV A. D., ed., *My i kak Udmurty, i kak Čuvaši...*, *vzaimnaja social'no-kul'turnaja adaptacija v ètničeski smešnyh selenija h. Sbornik statej*, Moscou, RUDN, 2007, p. 131.

<sup>667</sup> « J'ai étudié en tatar dans mon village natal et quand mes parents se sont installés au *rajcentr*, j'ai fréquenté une école tatar. Le village était coupé en deux, un quartier bachkir et un quartier tatar avec deux écoles et deux langues d'enseignement. » Fanija Gafarovna (née en 1939), Oufa, 02/09/06.

<sup>668</sup> Les seules exceptions étaient les départements de langues nationales des universités et des instituts pédagogiques. Garipova F., *op. cit.*, p. 92.

<sup>669</sup> Il y avait des exceptions à cette mauvaise connaissance du russe. Une bibliothécaire a pu étudier à Oufa parce que son village natal était voisin d'un village ukrainien : « Souvent, nous allions leur rendre visite. C'est pourquoi nous parlions mieux le russe que dans d'autres villages bachkirs. » Oufa, 18/08/06.

<sup>670</sup> CGA00, f. 122, op. 26, d. 463, l. 9.

<sup>671</sup> CGA00, f. 122, op. 29, d. 582, l. 78.

<sup>672</sup> En 1947, on comptait 92 Bachkirs et 114 Tatars sur les 597 étudiants de l'institut pédagogique d'Oufa et la plupart avaient dû passer l'examen d'entrée dans leur langue : « Les Tatars et les Bachkirs sont incapables de relater les événements historiques en russe. Ils ont appris la chimie dans leur langue et certains refusent de répondre aux questions posées en russe. » CGA00, f. 122, op. 28, d. 582, l. 14. Chargés de former les enseignants des écoles russes, ces instituts (dont des filiales seront ouvertes dans les

professeurs parlant à la fois le russe et la langue maternelle des enfants. Il était d'autant plus facile de recruter du personnel sans qualification que beaucoup d'inspecteurs ne parlaient pas russe<sup>673</sup>. Selon Gizitdin Irgalin, inspecteur dans les années cinquante, les enseignants chargés des cours de russe étaient souvent les épouses des principaux responsables locaux (directeurs de l'école ou du kolkhoze)<sup>674</sup>. De nombreux témoignages détaillent l'indigence du russe enseigné dans les écoles villageoises : la prononciation de l'enseignant était souvent défectueuse et les explications faites en langue maternelle. Enseigné deux heures par semaine dans les petites classes (quatre heures à partir de la 4<sup>e</sup> classe), le russe était une langue étrangère pour des enfants qui parlaient leur langue entre eux pendant les cours de russe.

Un autre problème souvent évoqué dans les rapports ministériels était celui de l'édition des manuels en langues nationales<sup>675</sup>. Tous les ans, les écoles non russes de la RSFSR avaient besoin de quatre cents titres tirés à plus de cinq millions d'exemplaires. Et depuis le début de la standardisation des programmes en 1927, chaque manuel devait être vérifié à Moscou<sup>676</sup>. Si les contraintes variaient selon les lieux<sup>677</sup>, le nombre élevé de groupes ethniques compliquait un travail d'édition qui dépendait aussi de l'orientation idéologique du moment. En juin 1950, les collaborateurs de l'Institut bachkir de langue et de littérature durent rédiger de nouveaux manuels de russe en bachkir pour les écoles bachkires de la RSFSR. Ceux-ci devaient être conformes à la nouvelle théorie linguistique, purgés de toute déviation nationaliste et renforcer le patriotisme régional<sup>678</sup>. La procédure d'édition était longue et compliquée. Les rajONO et gorONO définissaient d'abord les besoins de leur circonscription pour chaque langue et pour chaque école. Centralisée au ministère local de l'Instruction, l'information était transmise aux ministères des républiques concernées qui prenaient en charge la rédaction et l'impression des manuels dans leur langue de nationalité. Par exemple, les manuels en tatar pour les vingt-cinq mille élèves de 1<sup>re</sup> classe des écoles tatars de Bachkirie étaient rédigés à Kazan et imprimés par la maison d'édition du Tatarstan, *Tatgosizdat*. Après vérification du contenu à Moscou (APN) et en cas d'avis favorable, les manuels devaient

---

villes de Sibaj, Kumertau, Beloreck et Salavat entre 1967 et 1972) ne proposaient pas de cours intensifs de russe.

<sup>673</sup> Rapport sur les écoles de Bachkirie, 1947-48, GARF, f. 2306, op. 71, d. 911, l. 2.

<sup>674</sup> Interview menée à Oufa, 04/09/2006.

<sup>675</sup> L'histoire orale permet de relativiser certaines exagérations propres à la nature administrative des documents d'archives. Des témoignages insistent sur le caractère bénin du problème des manuels : « Souvent, on se servait des journaux ou de vieux manuels. On arrivait à se débrouiller car on parlait la langue des enfants. » Fanija Kudaševa (enseignante dans une école villageoise tatare), Oufa, 19/09/07.

<sup>676</sup> FITZPATRICK S., *Education and Social Mobility in the Soviet Union, 1921-1934*, Cambridge, Cambridge University Press, 1978, p. 18.

<sup>677</sup> Les manuels étaient indispensables dans les régions isolées du Grand Nord où les distances empêchaient la tenue de réunions pédagogiques. Les manuels édités dans les six langues reconnues du Daghestan devaient être imprimés à Moscou. Réunion des ministres de l'Instruction de la RSFSR. GARF, f. 2306, op. 72, d. 4523, l. 45 (18 janvier 1955).

<sup>678</sup> Le ministre Alibaev critiquait souvent le manque d'informations sur la Bachkirie dans les manuels imprimés à Kazan pour les élèves tatars de Bachkirie. CGA00, f. 611, op. 38, d. 2, l. 158.

être expédiés en nombre suffisant à la région demandeuse et distribués dans les écoles avant la rentrée des classes<sup>679</sup>. L'absence de ressources financières influait sur la qualité des manuels et l'effet était parfois désastreux : « Les manuels en oudmourte étaient en mauvais papier. Les enfants russes avaient de plus beaux livres que les Oudmourtes et ils ne manquaient pas de le leur faire remarquer<sup>680</sup>. »

### **1953-1958, libéralisation et cacophonies dans la défense des langues nationales**

Après la mort de Staline, l'instabilité du rapport de forces entre prétendants au poste suprême (Khrouchtchev et Malenkov) et élites républicaines favorisa les tendances décentralisatrices dans un régime en voie de libéralisation. En octobre 1953, le Sovmin de la RSFSR établit des instituts régionaux de qualification des enseignants (*Institut Usoveršenstvovanija Učitelej*, IUU) pour faciliter la diffusion du savoir-faire pédagogique<sup>681</sup>. Le problème de la mobilité sociale fut reconsidéré. Il constituait aussi, en Volga-Oural, un problème linguistique lié à l'« arriération » des non russophones, populations essentiellement rurales et bénéficiant d'un enseignement de moindre qualité et encore amputé en termes d'horaires. On entra dans une nouvelle phase de la politique des langues : les non-Russes ne devaient plus apprendre des rudiments de russe mais assurer, par une bonne maîtrise de cette langue, leur égalité sociale avec les russophones.

Pour former des cadres nationaux parlant parfaitement le russe, il fallait améliorer le travail des treize mille écoles nationales de la RSFSR, où étudiaient, en 1955, plus d'un demi-million d'élèves<sup>682</sup>. Dans sa résolution du 13 mars 1954, le Ministère de l'Éducation (Minpros) de la RSFSR fixait deux objectifs : élaborer sur place de nouveaux programmes scolaires et opérer un rapprochement avec les écoles russes. Le volume horaire des matières principales (mathématiques, histoire, physique et chimie) devait être le même dans les deux types d'écoles, russes et nationales<sup>683</sup>. Le ministère fédéral voulait « remettre de l'ordre » en supervisant l'opération<sup>684</sup>, mais il acceptait que le contenu des programmes soit défini sur place : « Le nombre d'heures de russe ne saurait être le même dans les écoles tatares et oudmourtes puisque les enfants tatars qui entrent à l'école ne

---

<sup>679</sup> En septembre 1949, Alibaev n'avait reçu que 57 %, 23 % et 14 % des manuels en tatar, en oudmourte et en mari. CGA00, f. 122, op. 29, d. 587, ll. 67-72.

<sup>680</sup> Olga Berestova (ancienne professeur de russe dans une école oudmourte), Iževsk, 26/08/08.

<sup>681</sup> GARF, f. 2306, op. 72, d. 3682, l. 14.

<sup>682</sup> GARF, f. 2306, op. 72, d. 4523, l. 4.

<sup>683</sup> GARF, f. 2306, op. 72, d. 3725, l. 2.

<sup>684</sup> Il fallait aussi « réduire l'écart entre les républiques » et faciliter le travail des écoles nationales situées à l'extérieur des républiques concernées. Peu de temps auparavant, de hauts responsables de plusieurs régions de RSFSR s'étaient plaints à Moscou des nouveaux programmes qu'ils avaient reçus de Kazan pour les écoles tatares de leur région. GARF, f. 2306, op. 72, d. 3682, l. 12.

connaissent pas un mot de russe alors que les Oudmourtes en maîtrisent déjà plusieurs centaines<sup>685</sup>. »

Des arbitrages difficiles s'imposaient au vu de l'extrême variété des écoles nationales, où l'instruction en langue maternelle s'échelonnait de la 2<sup>e</sup> à la 10<sup>e</sup> classe<sup>686</sup> et où l'enseignement des langues maternelles n'était pas partout assuré dans les grandes classes. Lors de la réunion du 8 août 1954, la demande de Makarov (responsable du département des écoles nationales au ministère) d'assurer des cours de langue maternelle au-delà de la 7<sup>e</sup> classe fut rejetée par les ministres oudmourte et tchouvache<sup>687</sup>. Le même jour, expliquant qu'il faudrait « revenir sur certains acquis », il critiqua le maintien d'un enseignement en langue maternelle jusqu'en 10<sup>e</sup> classe dans de nombreuses écoles tatares et bachkires « étant donné leur faible taux de réussite par rapport aux autres écoles nationales<sup>688</sup> ». Pour dégager des heures supplémentaires et rapprocher les cursus, il fit deux propositions aux ministres de la RSFSR : rendre facultatif l'enseignement des langues étrangères et passer à onze années d'études dans les écoles nationales (soit rallonger d'un an le cursus par rapport aux écoles russes)<sup>689</sup>. La plupart des ministres défendirent l'idée d'un rapprochement sous le motif que « les parents nous demandent que le programme des écoles nationales diffère le moins possible de celui des écoles russes »<sup>690</sup>. Seuls les ministres tatar et bachkir affirmèrent une autre priorité : garantir un enseignement en langue maternelle. Leur problème était d'abord l'avenir des écoles nationales : « Les élèves non russes préfèrent intégrer les écoles russes et de plus en plus de classes russes se créent dans les écoles nationales<sup>691</sup>. »

Dès la rentrée 1954, Alibaev, ministre de l'Instruction de Bachkirie, autorisa l'enseignement de certaines matières en russe dans les grandes classes des écoles nationales<sup>692</sup> mais il diminua aussi le nombre d'heures de russe en introduisant des cours obligatoires de langues étrangères. Fatyma Mustafina, qui lui succéda en 1955, fut moins conciliante sur les langues d'instruction. Le maintien des écoles bachkires était l'objectif

---

<sup>685</sup> GARF, f. 2306, op. 72, d. 3682, l. 17.

<sup>686</sup> Les membres des 44 nationalités de RSFSR pouvaient étudier dans leur langue maternelle jusqu'en 10<sup>e</sup> classe dans les écoles tatares et bachkires; jusqu'en 7<sup>e</sup> classe dans les républiques de Yakoutie, de Mordovie, d'Oudmourtie, de Tchouvachie, de Bouriatie, des Komi, d'Ossétie, de Kabardino-Balkarie, de Touva, de l'Altai et de Khakassie; jusqu'en 4<sup>e</sup> classe dans les écoles du Daghestan, de Tcherkessie et d'Adygué; et jusqu'en 2<sup>e</sup> classe pour les écoles du Grand Nord (Nenets, Hantys, Mansi, Evenks, Nanajs, Koriaks, Tchouktches et Eskimos). GARF, f. 2306, op. 72, d. 3725, l. 6 (Intervention du ministre de l'Instruction de la RSFSR, I. A. Kairov, 22 juillet 1954).

<sup>687</sup> GARF, f. 2306, op. 72, d. 3682, l. 26.

<sup>688</sup> Qu'il ait adouci sa remarque par un compliment sur le travail éditorial mené à Kazan est révélateur de la valeur accordée au « modèle tatar ». GARF, f. 2306, op. 72, d. 3682, l. 16.

<sup>689</sup> « Les élèves des écoles non russes de RSFSR étudient trois langues, c'est lourd et cela explique leur faible niveau en russe. » *Ibid.*

<sup>690</sup> GARF, f. 2306, op. 72, d. 5209, l. 25 (Intervention du ministre d'Ossétie du Nord lors de la réunion du 8 août 1954).

<sup>691</sup> GARF, f. 2306, op. 72, d. 3682, l. 3 (Selon Valiullina (ministre tatar de l'Instruction), 8 août 1954).

<sup>692</sup> CGA00, f. 122, op. 33, d. 702, l. 3.

que se fixait en 1956 celle qui est présentée aujourd'hui comme une patriote : « C'est un fait que les enfants fréquentent moins les écoles nationales. Pour inciter les parents à y laisser leurs enfants, il faudrait que les diplômés de ces écoles puissent entrer plus facilement à l'université<sup>693</sup>. » Sa réflexion reflète son parcours personnel<sup>694</sup> et éclaire sa demande de recruter davantage de « bachkirophones » dans les universités d'Oufa par un système de quotas d'entrées dont ils seraient les bénéficiaires<sup>695</sup>. En août 1957, sa proposition d'inclure des cours en bachkir dans les universités fut rejetée<sup>696</sup>, mais elle obtint que l'institut pédagogique et les universités techniques accueillent hors concours des élèves bachkirs de plusieurs districts du sud<sup>697</sup>. S'il avait fallu, comme avant 1957, parler russe pour intégrer l'institut du pétrole, Murtaza Rahimov (né en 1934 dans un village du district de Kugarčinskij) ne serait jamais devenu directeur d'usine et, en 1993, premier président de la république du Bachkortostan. Dans cette région, les politiques de discrimination positive continuaient de constituer un moyen essentiel d'action pour l'intégration sociale des non-russophones.

Les responsables de Kazan expliquaient eux aussi le déclin des écoles tatares par la différence de niveau avec les écoles russes<sup>698</sup> mais, pour assurer un avenir aux écoles tatares et un débouché à leurs élèves, ils exigèrent, au nom du principe d'égalité, que les écoles tatares maintiennent le tatar comme langue d'instruction et bénéficient du même programme que les écoles russes : « Il faut absolument que les écoles tatares aient le même programme que les écoles russes<sup>699</sup>. » Cet alignement provoqua une diminution du nombre d'heures de russe que Valiullina, la ministre tatare, justifia le 14 mai 1956, lors d'une réunion des ministres de l'Instruction de la RSFSR, en invoquant la théorie de Staline<sup>700</sup> et les « pétitions d'intellectuels en faveur d'une meilleure transmission de

---

<sup>693</sup> GARF, f. 2306, op. 72, d. 6478, l. 2.

<sup>694</sup> Née en 1913 dans un village bachkir de l'oblast de Kujbyšev, Mustafina réussit à intégrer l'institut pédagogique d'Oufa (1930-1933), enseigna dans une école bachkire de Beloreck, dirigea le département des universités à l'Obkom (1951-1955), avant de devenir ministre de l'Instruction (1955-1971).

<sup>695</sup> L'accès à l'enseignement supérieur était un défi quasi impossible à relever pour les candidats non russophones : en 1955, seuls 16 des 693 étudiants de l'institut d'aviation et 5 des 155 étudiants de l'institut du pétrole étaient bachkirs. CGA00, f. 122, op. 29, d. 587, l. 10.

<sup>696</sup> Refus motivé, lors de la réunion de l'Obkom du 12 août 1957, par le manque de professeurs d'université maîtrisant les langues nationales et par l'impossibilité d'organiser des groupes parallèles d'étudiants pour chacune des six langues d'instruction employées en Bachkirie. CGA00, f. 122, op. 33, d. 702, l. 9.

<sup>697</sup> Trente élèves à l'institut d'agriculture, 20 à celui du pétrole, 25 à ceux de médecine, d'aviation et à l'institut pédagogique. CGA00, f. 122, op. 33, d. 747.

<sup>698</sup> Selon la ministre Valiullina : « Cette année il n'y a plus que 1 400 écoles tatares contre 1 600 l'an dernier. En ville, les enfants fréquentent les écoles russes. Or il y a une forte migration de populations qui viennent travailler dans les usines. Mais cette diminution marque surtout un profond changement culturel. Les enfants maîtrisent de mieux en mieux le russe et ils peuvent suivre les cours dans les écoles russes où l'enseignement est de meilleure qualité. » GARF, f. 2306, op. 72, d. 5209, l. 8 (14 mai 1956).

<sup>699</sup> *Ibid.*

<sup>700</sup> « Nous avons aligné les cours de russe et de tatar de telle sorte qu'il soit plus facile pour les élèves d'apprendre la grammaire tatare, ce qui facilite l'apprentissage du russe. » GARF, f. 2306, op. 72, d. 5209, l. 7.

l'héritage culturel tatar<sup>701</sup> ». Cela se passait quelques semaines après la lecture du « Rapport secret » et l'envoi par de hauts responsables tatars de demandes officielles pour que le Tatarstan obtienne, avec le statut de république de l'Union<sup>702</sup>, le droit de faire passer en tatar les examens d'entrée à l'université. Favorable à la nationalisation du système éducatif tatar, Valiullina proposait d'en finir avec la politique de discrimination positive : « Il ne faut pas introduire une année d'études supplémentaires dans les écoles tatares. Il ne faut pas y rendre facultatif l'enseignement des langues étrangères. Il faut exiger exactement la même chose des enfants tatars que ce que nous demandons aux enfants russes. Il faut mettre fin aux privilèges par nationalité pratiqués depuis quarante ans<sup>703</sup>. »

L'allocation centralisée des ressources favorisant les phénomènes de jalousie, cette prise de position fut mal accueillie par les autres ministres<sup>704</sup> : comment les anciens leaders de l'indigénisation pouvaient-ils exiger une égalité de traitement avec les Russes tout en maintenant un enseignement en langue nationale ? Le débat rebondit en 1956 lorsqu'il fallut choisir entre Oufa et Kazan pour y installer l'INŠ. Voulu par le ministre russe E. Afanassenko, ce transfert devait le « rapprocher des problèmes concrets rencontrés par les écoles nationales ». Si le consensus fut général contre Kazan, ce n'était pas seulement pour éviter que « l'INŠ ne s'occupe que des écoles tatares<sup>705</sup> ». C'était une remise en cause du « modèle tatar » dont l'influence fut dénoncée par plusieurs ministres<sup>706</sup> et reconnue par le directeur de l'INŠ<sup>707</sup>. En mai 1958, une filiale de cet institut fut ouverte à Oufa<sup>708</sup>.

Entre 1953 et 1958, la libéralisation politique renforça la fragmentation du territoire soviétique. En 1956, tandis que les républiques de l'Union confirmaient, lors de la conférence de Tachkent, leur attachement à un enseignement en langue maternelle, le

---

<sup>701</sup> *Ibid.* Tandis que plusieurs intellectuels, dont N. Fattah, voulaient interdire aux enfants tatars d'étudier dans les écoles russes, des émissions en tatar – *Azattyk* (Liberté), dont la première avait eu lieu le 11 décembre 1953 – condamnaient la russification sur les ondes de Radio Liberté. ŠIŠKINA D., « Nikomu i v golovu ne prihodilo, čtoby Radio svoboda veščalo i po tatarski », *Èho vekov*, n°2, 2007, p. 44-54.

<sup>702</sup> Les demandes formulées en ce sens par les écrivains G. Kaššaf, N. Fattah et A. Eniki furent relayées par de hauts responsables du Parti. HAPLEHAMITOV R. B., *Tatarskaja tvorčeskaja intelligencija i vlast' (1944-1965 gg.)*, Avtoreferat, Kazan, Institut istorii im. Mardžani, Akademii nauk Respubliki Tatarstan, 2008, p. 22.

<sup>703</sup> GARF, f. 2306, op. 72, d. 5209, l. 8.

<sup>704</sup> Selon le ministre d'Oudmourtie : « Si le nombre d'écoles tatares diminue, c'est qu'il n'y a pas assez d'heures de russe dans ces écoles : 61 heures n'est rien et les élèves ne veulent pas y rester. » GARF, f. 2306, op. 72, d. 5209, l. 26 (14 mai 1956).

<sup>705</sup> GARF, f. 2306, op. 72, d. 5209, l. 25.

<sup>706</sup> Selon le ministre de Bouriatie : « Il fut un temps où l'institut prenait les écoles tatares comme modèle de ce qu'il fallait faire ailleurs et les programmes étaient fixés selon un point de vue tatar sans tenir compte des spécificités des autres républiques. » GARF, f. 2306, op. 72, d. 5209, l. 27 (14 mai 1956).

<sup>707</sup> « C'est vrai que nous avons travaillé sur les méthodes d'enseignement du russe en nous inspirant de ce qui se faisait dans les écoles tatares. » GARF, f. 2306, op. 72, d. 5209, l. 28 (14 mai 1956).

<sup>708</sup> Après la création d'une APN de RSFSR au début des années soixante, plusieurs filiales de l'INŠ furent ouvertes dans les autres républiques de Russie, dont le Tatarstan.

front du refus de la russification s'élargit aux républiques tatare et bachkire, préoccupées par l'avenir de leurs écoles nationales. Leur souci d'assurer un débouché aux élèves éduqués en langue maternelle resta incompris là où le taux de bilinguisme était plus élevé. Mais à travers cette contestation du « modèle tatar », c'est la question taboue des langues d'instruction qui était posée. Comme Dubrovina, responsable du département des écoles au CK, l'avait admis dès 1954, le compromis de 1938 était dépassé<sup>709</sup>. L'ultime tentative du Minpros de la RSFSR pour « améliorer l'enseignement du russe » sans toucher aux langues d'instruction consista, le 21 janvier 1957, à renforcer le rôle de l'INŠ, à créer des « écoles de l'amitié » (dotées de classes parallèles russe / langues nationales) et à faciliter le partage des expériences pédagogiques : le premier numéro du journal *Russkij jazyk v nacional'noj škole* parut en 1957, rapidement doté d'équivalents bilingues au Tatarstan (*Sovetskaja škola*) et en Bachkirie (*Učitel' Baškirii*). Mais en mai 1958, la baisse du nombre d'écoles tatars fut à nouveau dénoncée lors d'un plénum de l'Obkom du Tatarstan. Finalement, précédant la réforme de novembre 1958, la crise des écoles nationales a déterminé les modalités d'une réforme qui peut se lire comme le souci du pouvoir central de trancher le nœud gordien des inégalités ethnolinguistiques en court-circuitant les autorités régionales. Comme nous allons le voir, Khrouchtchev libéra, à travers une politique volontariste et au nom du même principe d'égalité, un mouvement de fond vers les écoles russes.

### **1958, Khrouchtchev et la liberté de choix linguistique**

Au printemps 1957, le nouveau premier secrétaire lança son défi aux États-Unis. Parmi les mesures prises pour surmonter le retard technologique de l'URSS, la loi du 24 décembre 1958 instaura une scolarité unifiée de huit ans. Adoptées le 12 novembre 1958 par le CK, les thèses de Khrouchtchev sur les « liens entre l'école et la vie » voulaient remédier à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée en valorisant le travail manuel et garantir un traitement égal aux élèves soviétiques en revenant sur l'idée d'un retard de certaines nationalités par rapport à d'autres. Le souci populiste de l'égalité est au cœur de l'article 19 du décret du 12 novembre :

« Dans les républiques de l'Union, les élèves des écoles nationales doivent étudier trois langues : leur langue maternelle, le russe et une langue étrangère. En RSFSR, les élèves russes n'ont à étudier que le russe et une langue étrangère<sup>710</sup>. Cette situation est injuste car offrant un avantage aux enfants russes scolarisés en Russie qui ont plus d'heures à

---

<sup>709</sup> « Sur la question du passage à un enseignement en russe, la ligne officielle est la résolution de 1938. Mais quand la question fut soulevée au CK, la réponse était qu'il faut aller dans cette direction si cela répond aux attentes de la population. » GARF, f. 2306, op. 72, d. 3682, l. 32.

<sup>710</sup> Cet argumentaire avait été, presque mot pour mot, celui de Makarov lors de la réunion du 14 mai 1956. GARF, f. 2306, op. 72, d. 5209, l. 6.

consacrer aux autres matières. La question doit donc être posée d'accorder aux parents le droit d'envoyer leurs enfants dans une école où la langue de leur choix est enseignée<sup>711</sup>. »

La réforme reposait sur le principe « démocratique » du libre choix parental. Désormais, les parents pouvaient officiellement envoyer leurs enfants dans une école russe ou non russe<sup>712</sup>. L'article 19 surprit d'autant plus les dirigeants des républiques de l'Union que des discussions étaient en cours sur l'introduction d'une scolarité d'une durée de neuf ans dans les écoles nationales. Après de laborieuses tractations, l'article fut retiré du texte fédéral et chaque république put ne pas l'adopter<sup>713</sup>. Les directions de l'Estonie et de la Lettonie estimèrent que l'étude de leur langue devait être exigée de tous les élèves nationaux. Le premier ministre d'Azerbaïdjan exigea que l'azéri soit enseigné à tous les enfants résidant en Azerbaïdjan. L'éviction, en 1959, des premiers secrétaires letton et azerbaïdjanais constitua un signe très clair en direction des républiques favorables au *statu quo ante*<sup>714</sup>. Posant les limites de leur capacité de blocage, Khrouchtchev rétablit un rapport de forces favorable au centre. Longtemps décrite comme un « coup porté aux langues non russes<sup>715</sup> », la réforme de 1958 tient une place à part dans l'historiographie sur la politique des langues en URSS.

Provoquant certaines résistances, le processus de transition, fluctuant selon les républiques, posa problème dans celles où les langues vernaculaires restaient vivantes comme pierres angulaires du système éducatif<sup>716</sup>. En Bachkirie, première république autonome de la RSFSR à adopter le décret de novembre 1958, certains cadres éducatifs demandèrent le passage progressif à un enseignement en russe pour « familiariser les

---

<sup>711</sup> Cité par BILINSKY Y., « The Soviet Education Laws of 1958/59 and Soviet Nationality Policy », *Soviet Studies*, vol. 14, 1962, p. 139.

<sup>712</sup> Dans les républiques de l'Union, le russe n'était en principe plus obligatoire dans les écoles nationales, bien que cette clause ne fut pas appliquée, et les langues des nationalités concernées n'étaient plus obligatoires dans les écoles russes. Les parents pouvaient refuser que leur enfant étudie le russe et si le choix était fait d'une école russe, ils pouvaient décider s'il étudierait ou non la langue nationale. KIRKWOOD M., « Glasnost, « The National Question » and Soviet Language Policy », *Soviet Studies*, vol. 43, 1991, p. 64.

<sup>713</sup> Bilinsky Y., *op. cit.*, p. 144.

<sup>714</sup> SMITH J., « Republican Authority and Khrushchev's Education Reform in Latvia and Estonia, 1958-1959 », dans O. MERTELSMANN, *The Sovietization of the Baltic States (1940-1956)*, Tartu, Kleio, 2003, p. 13.

<sup>715</sup> À partir d'une analyse sémantique des discours du XXII<sup>e</sup> congrès, Isabelle Kreindler avait conclu que « l'accent fut placé sur la fusion plus que sur le développement des cultures nationales ». KREINDLER I., « Changing Status of Russian in the Soviet Union », *International Journal of Sociology of Languages*, vol. 33, 1982, p. 12. Sans traiter spécifiquement de la réforme, Blitstein évoque 1958 comme le moment à partir duquel « le régime s'est engagé en faveur de la russification ». Blitstein P., *op. cit.*, p. 267.

<sup>716</sup> « J'habitais un village bachkir isolé. Les cours étaient en bachkir et, à la fin des années soixante, on a essayé d'introduire des classes en russe. Ce fut un échec. Notre jeune professeur a dû finalement nous parler en bachkir pour que l'on y comprenne quelque chose. » Šaura Murtazina (né en 1936), Oufa, 17/09/06.



enfants avec le vocabulaire et permettre aux enseignants de finir leur programme<sup>717</sup> ». Le Tatarstan était confronté au même problème : « Dans les 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> classes, les élèves ne maîtrisent pas assez bien le russe pour suivre des cours dans cette langue. Dans certains cas, on a dû revenir à un enseignement en tatar<sup>718</sup>. » Les réactions parfois émotionnelles des responsables tatars<sup>719</sup> attirèrent des critiques acerbes de la part de Moscou<sup>720</sup>. Quant aux républiques plus russifiées ou plus diverses linguistiquement, elles ne rencontraient pas ce genre de difficultés<sup>721</sup>.

Le facteur décisif dans la diffusion du russe fut l'application du principe de libre choix parental. Les témoignages convergent sur le rôle central des revendications parentales. Selon Šamil Aminov, ancien directeur d'école<sup>722</sup> :

« À Staroturaevo, l'instruction était en tatar mais on proposait quelques cours en russe ou avec un peu de vocabulaire en russe. Les parents voulaient que leurs enfants parlent russe et ils le répétaient lors des réunions de parents d'élèves et quand ils rencontraient un membre du rajONO. On s'arrangeait. Cela a commencé à aller mieux dans les années soixante, quand les enseignants formés dans les instituts pédagogiques sont arrivés. Ils étaient meilleurs. Ils parlaient couramment leur langue et le russe<sup>723</sup>. »

Les pétitions contenues dans les archives du ministère de l'Instruction attestent de la pression exercée par les parents pour ouvrir des classes russes<sup>724</sup>. Dans une région bachkire où 91 % des écoles étaient rurales en 1965 (scolarisant 59,2 % des élèves)<sup>725</sup>, la teneur et l'impact de ces demandes dépendaient des conditions locales et notamment des

---

<sup>717</sup> Lors d'une réunion du 4 mai 1965 de l'APN RSFSR, Muhamedov, de la filiale bachkire de l'INŠ, évoqua la plainte du directeur de l'école du village de Davlikanov où les mathématiques étaient enseignées en russe : « Comme nos élèves ont été éduqués en bachkir jusqu'en 9<sup>e</sup> classe, l'enseignante est obligée de répéter, de simplifier et elle n'a pas le temps de finir le programme. » GARF, f. 584, op. 1, d. 71, l. 26.

<sup>718</sup> Hasanov (directeur de la filiale tatar de l'INŠ). GARF, f. 584, op. 1, d. 71, l. 5 (4 mai 1965).

<sup>719</sup> « Nous n'introduisons pas le russe parce que la population aime le russe. La population aime sa langue maternelle. Mais les parents souhaitent que leurs enfants parlent le russe. Et que faisons nous ? Nous ne répondons pas à leurs attentes et nous abîmons leur langue parce que les enfants se mettent à parler un jargon russo-tatar. » *Ibid.*

<sup>720</sup> Černikov (directeur de l'INŠ) répondit à Hasanov : « Comment allons-nous accueillir ces élèves à l'université de Moscou s'ils sont revenus à un enseignement en tatar ? » GARF, f. 584, op. 1, d. 71, l. 28.

<sup>721</sup> El'cov, ministre de l'Instruction du Daghestan : « Chez nous, c'est plus simple qu'au Tatarstan. La réalité multilingue nous impose le passage à un enseignement en russe. » GARF, f. 584, op. 1, d. 71, l. 34 (4 mai 1965).

<sup>722</sup> Né en 1935 dans le village de Tarkazy, Šamil' Aminov fut directeur de l'école de Staroturaevo (1956-1963), responsable du rajONO du district de Tujmazinskij (1963-69) et enseignant à l'institut pédagogique de Bebej.

<sup>723</sup> Village d'Ermekeevo, 12/08/08.

<sup>724</sup> Arhiv Ministerstva Obrazovanija Respubliki Baškortostan (AMORB), f. 798, op. 9, d. 6208.

<sup>725</sup> MUSTAFINA F. H., *Razvitie vseobščego srednego obrazovanija v BASSR, 1917-1978*, Oufa, Baškignizdat, 1979, p. 107.

ressources à la disposition des villageois. Dans les villages éloignés, plus homogènes linguistiquement, la pression sociale en faveur du russe était trop faible pour favoriser la transition. Ce n'était plus le cas quand le lien à la vie urbaine se resserrait, notamment dans les villages des régions plus développées ou mieux desservies où la population locale exprimait ouvertement le besoin du russe<sup>726</sup>.

Les arrangements étaient innombrables dans un contexte où le manque de cadres aiguësait la concurrence entre villages<sup>727</sup>. Recruter un enseignant capable d'enseigner sa matière en russe n'était pas à la portée de tous les directeurs d'écoles. Celui du village de Čekmaguš décida, en octobre 1965, après une réunion de parents d'élèves, de passer à un enseignement complet en russe après la 5<sup>e</sup> classe : « Beaucoup au rajONO désapprouvaient ma décision. Mais je connaissais quelqu'un au Minpros de Bachkirie. Il était mon *zemljak* (« pays »). Je suis allé le voir, il m'a aidé et, en 1966, une jeune Tatare professeur de maths est arrivée au village. Elle parlait très bien russe. Un an plus tard, je l'épousais<sup>728</sup>. » Outre les liens personnels et l'autorité du directeur d'école, le statut du village était décisif : les *rajcentry* et les villages dotés de station de machines et tracteurs (MTS) recevaient plus de jeunes professeurs car les élites locales y relayaient les demandes en faveur du russe. Au-delà des inégalités entre villages, l'accès à la langue russe reflétait la différenciation sociale à l'intérieur du village : les membres de l'intelligentsia (professeurs, médecins, ingénieurs) parlaient russe entre eux<sup>729</sup>, disposaient d'ouvrages en russe dans leur bibliothèque et « envoyaient leurs enfants dans les classes russes. Les classes nationales étaient la plupart du temps fréquentées par les enfants des kolkhoziens<sup>730</sup>. » Ces tensions accentuaient le ressentiment interethnique lié aux inégalités régionales : la résolution de l'Obkom bachkir du 17 janvier 1958 exigeant que « les analphabètes soient éduqués dans leur langue maternelle<sup>731</sup> » exacerba le décalage entre les villages bachkirs de l'Oural, où le manque de cadres était patent et qui

---

<sup>726</sup> « Il arrivait souvent que les parents d'un enfant ne parlant pas un mot de russe viennent nous voir en disant : "Prenez-le dans une classe russe." Un an après, il parlait russe car, à la différence des petits villages, il y avait des enfants russes dans la cour de récréation et cela motivait les autres. » Zilja Sal'manova (enseignante à l'école du *rajcentr* du district de Tujmazinskij), village d'Ermekeevo, 04/08/08.

<sup>727</sup> « Chaque république et souvent chaque école procède à sa façon. Là où les profs parlent russe, les cours sont en russe. » G. V. Živago, de l'IUU de Balkarie, 4 mai 1965. GARF, f. 584, op. 1, d. 71, l. 15). Décisives, les circonstances locales aboutissaient à des situations parfois cocasses : Farid Naderšin a fréquenté l'école bachkire de son village natal de Kinzja-Abuzovo, situé à cheval entre la Bachkirie et l'oblast de Čkalov. Lorsqu'il est entré en 5<sup>e</sup> classe, il a choisi l'école de la partie du village située de l'autre coté de la frontière où l'enseignement était assuré en russe. Orenbourg, 06/08/08.

<sup>728</sup> M. Enikeev, village de Čekmaguš, 09/09/06.

<sup>729</sup> « Je parlais couramment russe grâce aux visites des amis russophones de mon père. Les autres enfants ne parlaient pas russe car, dans le village, on parlait tout le temps tatar. » Rustem Sulejmanov (né en 1933), village de Kuzeevskij, 09/09/06.

<sup>730</sup> Ildar Gabdrafikov (ethnologue ayant vécu dans un *rajcentr* au début des années 1970), Oufa, 12/08/06.

<sup>731</sup> CGA00, f. 122, op. 33, d. 881, l. 58.

connaissaient un taux élevé d'analphabétisme<sup>732</sup>, et les districts tatarophones de l'ouest mieux dotés en classes russes.

Insistons finalement sur le caractère éminemment conjoncturel du processus de russification. Réaffirmé lors du XXII<sup>e</sup> congrès du PCUS (mai 1961), le principe de libre choix devait, pour s'exercer en faveur du russe, se plier à d'incontournables réalités linguistiques<sup>733</sup>. Le passage au russe comme langue d'instruction ne fut ni simultané ni homogène : les écoles caréliennes y sont passées dès la 1<sup>re</sup> classe en octobre 1954, les écoles kalmoukes au début des années soixante et les écoles bouriates en 1960 sur décision de l'Obkom<sup>734</sup>. Certaines langues vernaculaires servirent plus longtemps : jusqu'en 1962, les Tchouvaches purent étudier dans leur langue jusqu'en 7<sup>e</sup> classe<sup>735</sup> ; la Iakoutie et la république de Touva maintinrent jusqu'au milieu des années soixante un enseignement en langue maternelle jusqu'en 8<sup>e</sup> classe<sup>736</sup>. En 1965, les trois cent quarante-huit écoles mordves et les cinquante-trois écoles tatares de Mordovie étaient passées au russe<sup>737</sup>. La transition fut plus graduée dans les républiques tatar et bachkire, où un enseignement en langue maternelle fut parfois maintenu dans les écoles moyennes. Au Tatarstan, un large spectre d'écoles tatares fut préservé<sup>738</sup>. En Bachkirie, le passage au russe, plus intégral, se prolongea sur deux décennies : à la fin des années soixante-dix, le russe était la langue d'instruction dans toutes les écoles nationales de Bachkirie à partir de la 5<sup>e</sup> classe. Notons que la situation n'a guère évolué depuis dans les écoles villageoises de cette république<sup>739</sup>.

### Les années soixante : vers un bilinguisme urbain

---

<sup>732</sup> En 1958, 6 % dans le district de Salavat et plus de 7 % dans celui de Mečelinsk. CGA00, f. 122, op. 33, d. 881, ll. 56-61.

<sup>733</sup> Lors de la conférence de Tachkent de 1962, les langues turciques furent distinguées des langues finno-ougriennes et des méthodes différentes furent proposées pour l'enseignement du russe dans chaque cas. GARF, f. 584, op. 1, d. 26, l. 9. Les innovations pédagogiques émanaient de spécialistes œuvrant dans un contexte de professionnalisation du champ scientifique et à la pointe de ce travail d'« ethnopédagogie », les filiales de l'INS éditèrent des manuels de russe spécifiques pour chaque langue nationale. Entre 1963 et 1976, la filiale bachkire de l'INS publia 36 manuels, 26 brochures pédagogiques et 4 dictionnaires de russe. Mustafina F. H., *op. cit.*, p. 103.

<sup>734</sup> NAMŽILOV C. N., « Jazykovaja situacija v Respublike Burjatija », dans T. B. KRJUŠKOVA, *Jazykovye problemy Rossijskoj Federacii i zakony o jazykah*, Moscou, Institut Jazykoznanija RAN, 1994, p. 155.

<sup>735</sup> GUSEV D. I., « Razvitie kul'tury narodov Povolž'ja i Prikam'ja v period stroitel'stva kommunizma », *Voprosy istorii*, vol. 4, 1977, p. 51.

<sup>736</sup> ALPATOV V. M., *150 jazykov i politika, 1917-1997*, Moscou, Institut Vostokovedenija RAN, 1997, p. 114.

<sup>737</sup> GARF, f. 584, op. 1, d. 71, l. 30.

<sup>738</sup> Des écoles où le tatar était la langue d'instruction jusqu'en 10<sup>e</sup> classe et des écoles où l'enseignement était en russe à partir de la 5<sup>e</sup> classe avec le tatar en option.

<sup>739</sup> Regina vit à Usman-Tašly et ne parle russe que quand elle accompagne ses sœurs étudiantes à Oufa. En août 2007, après avoir suivi sa scolarité en langue maternelle, elle entra en 5<sup>e</sup> classe et devait étudier en russe dans l'école moyenne de son village tatar.

Quand quarante-sept langues servaient en 1962 de langues d’instruction en RSFSR, il n’en restait plus que dix-sept en 1982<sup>740</sup>. En Bachkirie, le taux d’élèves instruits en russe passa de 51 % en 1951 à 67 % en 1974<sup>741</sup>. Touchant tous les groupes ethniques<sup>742</sup>, cette hausse est à rapporter aux changements socioculturels induits par la modernisation soviétique. Permise par l’éducation de masse<sup>743</sup>, la russification fut la compréhension par des secteurs de plus en plus étendus de la société de la place centrale qu’y occupait le russe. Si les parents s’engagèrent pour cette langue, c’est qu’ils ressentaient moins le besoin d’une éducation dans une langue domestique. Quand parler russe devint « synonyme de prestige social, symbole des lumières face aux ténèbres des langues vernaculaires<sup>744</sup> », les nouveaux moyens de communication furent les vecteurs de diffusion d’une langue commune et de normes de comportements adaptées. Plus nombreuses et plus fréquentées, les salles de cinéma hiérarchisaient leurs publics en proposant des films doublés en russe là où cela s’avérait nécessaire<sup>745</sup>. Le russe acquit une très bonne image de marque quand la télévision fit son apparition dans les villages au milieu des années soixante : « On invitait les voisins à la regarder. Le prestige du russe était immense. D’excellents dessins animés ont permis à des générations d’enfants d’apprendre le russe. Dans les années soixante-dix, la télévision s’est installée à l’école<sup>746</sup>. »

Le nouveau contexte de forte mobilité sociale explique le désir des parents d’éduquer leurs enfants dans la langue offrant le plus d’opportunités de carrières. Réservé aux élites dans les zones rurales, le russe devint un outil d’ascension sociale au sein d’un espace marqué par une fluidité accrue dans l’usage des langues<sup>747</sup>. L’exercice d’une liberté de choix linguistique révèle l’ampleur du phénomène d’ouverture au monde caractéristique des campagnes soviétiques au milieu des années soixante. Les kolkhoziens reçoivent, avec leur premier passeport, le droit de se déplacer, ils perçoivent

---

<sup>740</sup> KUZNECOV G. D., « Nacional’nye školy RSFSR v sovremennyh uslovijah », *Sovetskaja Pedagogika*, n°11, 1982, p. 12.

<sup>741</sup> CGA00, f. 122, op. 189, d. 266, l. 3.

<sup>742</sup> Entre 1965 et 1978, le nombre d’élèves étudiant en langue maternelle diminua de 26 % pour les Bachkirs, 54 % pour les Tatars, 30 % pour les Oudmourtes et 70 % pour les Tchouvaches. Voir tableau 1.

<sup>743</sup> En Russie, le taux d’alphabétisation est passé de 28,4 % en 1897 à 98,5 % en 1959. En 1897, 1,03 % de la population avait bénéficié d’une éducation secondaire contre 44,1 % en 1970 et 57 % en 1979. COMRIE B., G. STONE et M. POLINSKY, eds., *The Russian Language in the Twentieth Century*, Oxford, Clarendon Press, 1996, p. 8.

<sup>744</sup> Ramil Bikbulatov (professeur à BGU), Oufa, 25/08/06.

<sup>745</sup> NIKIFOROV Ju. N., ed., *Obščee i nacional’no-osobennoe v stroitel’stve socializma i kommunizma*, Oufa, Bašknigizdat, 1972, p. 169.

<sup>746</sup> Šamil’ Aminov.

<sup>747</sup> Après avoir vécu dans un village bachkir, l’historien Julaj Absaljamov partit en 1963 à Leningrad avec ses parents : « Au début, c’était difficile parce que je ne parlais pas un mot de russe. Après quelque temps, je pouvais le parler couramment. Quand cinq ans plus tard, nous sommes rentrées au village, mes amis ne parlaient pas russe et je me suis remis au bachkir. » Oufa, 12/08/06.

un salaire et commencent à s'enrichir. Avec les premières voitures et l'augmentation du nombre de mariages mixtes, le besoin concret d'une langue de communication émerge dans les villages<sup>748</sup>. Le bilinguisme permet de s'extraire de sa communauté d'origine et le cas soviétique est représentatif du phénomène général des minorités linguistiques refusant une éducation en langue maternelle<sup>749</sup>. En ce sens, la montée des pratiques de diglossie est inséparable du processus d'urbanisation qui renforça la position du russe et diminua proportionnellement la valeur d'usage des langues vernaculaires<sup>750</sup>.

Pour les villageois, la vie en ville était une mise à l'épreuve dans un milieu impersonnel souvent hostile. L'impression de « ne pas être à sa place » se prolongeait sur le terrain linguistique : dans les agglomérations russophones, l'usage public des langues nationales était stigmatisé. Les parents ne voulaient pas voir leurs enfants moqués à cause de leur accent et même les intellectuels nationaux préféraient envoyer leurs enfants dans les écoles russes<sup>751</sup>. Voyant leur réputation entamée, les écoles nationales accueillaient de moins en moins d'élèves. En 1972, Oufa ne comptait plus que trois écoles avec des classes tatares et deux écoles où l'on enseignait le bachkir (l'école n° 1, de statut républicain, et l'école municipale n° 20, ouverte en 1968 sur une initiative privée<sup>752</sup>). Ce déficit posait des problèmes d'intégration pour les enfants non russes qui « continuaient à penser dans leur langue<sup>753</sup> ». Et pendant que les rares écoles nationales restaient sous contrôle<sup>754</sup>, les écoles russes profitaient du prestige relatif du russe : activités extrascolaires (olympiades, festivals) et laboratoires de langue bien équipés.

Précipitant les processus sociolinguistiques en cours, la modernisation urbaine modifia la signification sociale des registres de langue. De nombreux ethnolectes se

---

<sup>748</sup> Aujourd'hui, dans le village russe de Nižnetroickij, les vendeuses du magasin parlent russe avec les quelques habitants oudmourtes qui parlent oudmourte entre eux. Les habitants du village voisin d'Usman-Tašly ne communiquent entre eux qu'en tatar mais ils utilisent le russe quand ils se rendent dans le village tchouvache de Novoturaevo, situé à 23 kilomètres, où l'on entend parler tchouvache au magasin.

<sup>749</sup> EDWARDS J., *Multilingualism*, Londres, Routledge, 1994, p. 107.

<sup>750</sup> Pour l'ensemble des républiques de RSFSR, la part de la nationalité titulaire dans les villes passa de 18 à 30 % entre 1959 et 1989. GUBOGLO M., *Ètnopolitičeskaja mozaika Baškortostana*, vol. 1, Moscou, IEA, 1992, p. 65.

<sup>751</sup> Pratique dénoncée par le professeur Faseev lors du plénum de l'Obkom tatar en 1958 : « Les enseignants des écoles tatares qui incitent les parents à y mettre leurs enfants placent les leurs dans les écoles russes. Au rajcentr d'Agryzskij, sur 39 enseignants tatares, 2 ont mis leurs enfants à l'école tatare. » *Èho vekov*, n°3/4, 2000, p. 76.

<sup>752</sup> Cette école, qui comptait 30 élèves en 1969, fut ouverte après une campagne de pétitions lancée par deux intellectuels bachkirs : Agišev (linguiste à l'Institut d'histoire) et Iskušin (professeur de physique). Ce dernier fut choqué de constater, à son retour d'Ouzbékistan, que le bachkir n'était pas enseigné dans les écoles d'Oufa. Julaj Absaljamov.

<sup>753</sup> Lors d'un contrôle effectué en 1965 par le Minpros de la BASSR dans l'école n°75 d'Oufa (où 60 % des élèves étaient bachkirs ou tatares et où le programme était celui des écoles russes), il apparut que le faible niveau en russe était à l'origine de 40 % des redoublements. GARF, f. 584, op. 1, d. 71, l. 24.

<sup>754</sup> « En 1971, j'enseignais l'histoire à l'école n° 1 d'Oufa. Un inspecteur envoyé par le CC entra dans une colère noire lorsqu'il remarqua que le portrait de Salavat Julaev était plus grand que celui de Lénine. » Julaj Absaljamov.

formèrent dont l'étude reste à faire<sup>755</sup>. En retour, la connaissance active et non plus passive du russe par les non-Russes influa sur le russe parlé par ceux dont c'était la langue maternelle. Pour prendre acte de ces changements, le linguiste Viktor Vinogradov proposa, en 1964, une réforme de l'orthographe russe<sup>756</sup>. Le développement socio-économique s'accompagnait d'une homogénéisation culturelle autour d'une unité « nationale » soviétique. Dans ce contexte, le russe devint un marqueur identitaire, le critère distinctif du « peuple soviétique, nouvelle communauté historique des peuples ». Énoncée en 1969 lors du XXIV<sup>e</sup> congrès, la formule reconnaissait au russe un rôle clé dans la formation d'une nationalité soviétique<sup>757</sup>. Depuis que Khrouchtchev l'avait déclaré « seconde langue maternelle » de tous les citoyens soviétiques, et alors que le taux de bilinguisme progressait régulièrement<sup>758</sup>, les controverses ethnolinguistiques se multiplièrent en URSS comme exutoires au danger que le russe faisait peser sur l'avenir des langues vernaculaires<sup>759</sup>.

## Conclusion

Si les années soixante furent celles d'une diffusion massive du russe parmi les populations non russes de Volga-Oural, ce fut moins l'accomplissement du projet lancé en 1938 que l'effet des bouleversements de la société soviétique. À tout le moins, l'urbanisation a fourni les conditions qui manquaient aux efforts réactualisés, tous les dix ans, en faveur du bilinguisme. Soumis aux demandes conservatoires des républiques de

---

<sup>755</sup> Au sein des familles turcophones installées en ville dans les années soixante, la langue maternelle est souvent employée entre les époux. Des mots russes s'y mêlent quand les parents s'adressent à leurs enfants.

<sup>756</sup> Ses propositions concernaient notamment la question des consonnes redoublées dans la notation des noms propres étrangers. TJURIAN L., « Po povodu predloženij po usoveršenstvovaniju ruskoj orfografii », *Russkij jazyk v škole*, n°6, 1964, p. 31-2.

<sup>757</sup> En 1975, un démographe proposa pour le recensement de 1979 que « ceux qui estiment que leur langue maternelle est le russe mais ne se considèrent pas comme de « vrais Russes » puissent indiquer qu'ils sont de nationalité soviétique ». KOZLOV V. I., *Nacional'nosti SSSR*, Moscou, Statistika, 1975.

<sup>758</sup> Lors du recensement de 1970, 49 % des non-Russes d'URSS avaient indiqué qu'ils parlaient russe couramment. MAKSIMOV G. M., ed., *Vsesojuznaja perepisi' naselenija 1970 goda*, Moscou, Statistika, 1976, p. 196. Ils étaient 62,2 % en 1979 et, en 1989, 78,5 % des Bachkirs, 83,4 % des Tatars et 96,3 % des Mordves déclaraient parler couramment russe. *Itogi Vsesojuznoj perepisi naselenija 1989 goda*, Moscou, Statistika, 1993, p. 143.

<sup>759</sup> En 1971, le linguiste Sunik établit une liste des langues d'URSS en voie de disparition. SUNIK O. P., « Nekotorye problemy jazykovogo stroitel'stva v SSSR », *Voprosy jazykoznanija*, vol. 6, 1971, p. 28. Le débat engagé en 1962 entre Oufa et Kazan pour savoir si le bachkir était ou pas un dialecte tatar s'exacerba dans les années soixante-dix avant de se politiser dans les années quatre-vingts. MAHMUDOVA, L. T., « O tatarskikh govorah severo-zapadnyh rajonov BASSR », dans L. T. MAHMUDOVA, *Materialy po tatarskoj dialektologii*, Kazan, Tatarskoe knižnoe izdatel'stvo, 1962, p. 57-76. En 1978, alors que des manifestants défilaient à Tbilissi contre la non-reconnaissance du géorgien comme langue officielle dans la nouvelle Constitution, d'autres protestaient en Abkhazie contre la domination du géorgien, obligatoire pour entrer à l'université. HEWITT B. G., « Aspects of Language Planning in Georgia (Georgian and Abkhaz) », dans J. COBARRUBIAS et J. A. FISHMAN, *Progress in Language Planning: International Perspectives*, Berlin, Mouton Publishers, 1983, p. 133.

l'Union et aux demandes de russification de certaines républiques de RSFSR, le gouvernement soviétique a louvoyé en imposant l'enseignement du russe dans les écoles des premières (1938) et en essayant de défendre les langues vernaculaires contre la volonté des secondes (1954).

La politique de promotion du russe et de préservation des langues nationales a perduré jusqu'à la fin de la période soviétique. Cependant, les écoles nationales étaient déjà en crise lorsque Khrouchtchev permit aux parents de faire valoir leur préférence pour le russe. Au-delà des intentions des autorités centrales et régionales, la russification volontaire suivait son cours. En 1958, la législation ne fit que s'ajuster à la réalité d'une société multilingue tournée vers la « modernité » du russe. Avec la déstructuration des communautés d'appartenance, le monolinguisme a cédé la place au bilinguisme des sociétés ouvertes. Parallèlement, la modernisation linguistique a renforcé les craintes sur la pureté et l'avenir des langues vernaculaires. Dans les années soixante-dix, les élites nationales dénoncèrent en russe les conséquences de la russification<sup>760</sup>. À la fin des années quatre-vingts, le Tatarstan prit la tête d'un mouvement de protestation en plaçant la langue au cœur de son nouveau projet national. Durant les années quatre-vingt-dix, l'apprentissage des langues nationales fut remis en valeur dans les républiques nouvellement souveraines de la région Volga-Oural<sup>761</sup>.

Compte tenu de sa diversité ethnique, la Bachkirie a d'abord privilégié une approche multiculturelle et favorisé les écoles des minorités nationales. En 1999, le bachkir fut reconnu, avec le russe, comme langue officielle de la république du Bachkortostan. Depuis la recentralisation de 2000, les efforts du président Rakhimov pour préserver les acquis de la souveraineté sont présentés par Il'dus Ilišev, sociologue du multiculturalisme devenu ministre de la Politique nationale, comme « le seul moyen de sauver la langue bachkire<sup>762</sup> ». Et c'est à l'initiative de ce dernier que, le 1<sup>er</sup> septembre 2006, l'apprentissage du bachkir fut exigé pour tous les élèves. Mais la « bachkirisation » de la Bachkirie n'aura pas lieu. Si la réforme provoque des mécontentements<sup>763</sup>, elle est surtout inappliquée : quand le cours de bachkir n'est pas facultatif, il n'est pas noté. Le reflux des langues nationales n'est pas d'actualité sur le territoire de l'ancien gouvernorat d'Oufa. Mais si l'on croise encore à Usman-Tašly des vieilles femmes qui ne parlent pas russe, le russe est pour longtemps la langue des enfants de Russie.

---

<sup>760</sup> En 1978, l'écrivain bachkir Ajdar Halim écrivait dans le journal moscovite *Družba narodov* que « l'amour de sa terre natale se transmet par la langue du cœur. Sans sa langue maternelle, l'enfant est comme un migrant sur sa terre natale ».

<sup>761</sup> La loi de 1993 imposa l'étude du tatar à tous les élèves résidant au Tatarstan. À Kazan, le taux de Tatars étudiant dans les écoles tatares passa de 0,1 % en 1990 à 26,4% en 1996. MUSINA R. N., « Contemporary Ethnosocial and Ethnopolitical Processes in Tatarstan », dans L. DROBIŽEVA, *Ethnic Conflict in the Post-Soviet World: Case Studies and Analysis*, New York, M. E. Sharpe, 1996, p. 198.

<sup>762</sup> ILIŠEV I. G., « Nation-Building and Minority Rights in Post-Soviet Russia: The Case of Bashkortostan », dans Y. RO'I *Democracy and Pluralism in Muslim Eurasia*, New York, Frank Cass, 2005, p. 323.

<sup>763</sup> « Il faut récupérer sur d'autres matières les deux heures hebdomadaires consacrées au bachkir et les élèves qui étudient en tatar jusqu'en 5<sup>e</sup> classe confondent les deux langues. » Zalifa Muhametšina (enseignante d'histoire), Usman-Tašly, 03/08/08.

**Tableau 1** Nombre d'élèves par langue d'instruction en Bachkirie de 1949 à 1979

<b>Langues d'instruction</b>	<b>1949/1950</b>		<b>1965/1966</b>		<b>1978/1979</b>	
	nombre d'élèves	en pourcentage	Nombre d'élèves	En pourcentage	nombre d'élèves	en pourcentage
russe	310 866	50,4	581 002	63,2	496 858	75,1
tatar	200 858	32,4	190 439	20,7	80 041	12,1
bachkir	66 010	10,7	106 088	11,2	74 303	11,2
tchouvache	16 925	2,7	17 145	1,8	3 161	0,4
oudmourte	3 939	0,6	6 383	0,6	1 588	0,2

Source : URAKSIN Z. G., *Razvitie obščestvennyh funkcij baškirskogo literaturnogo jazyka*, Oufa, Institut d'histoire, 1987, p. 47.





## **Volodymyr Kulyk**

Institut de recherches politiques et ethno-nationales de l'Académie nationale  
des sciences d'Ukraine, v\_kulyk@hotmail.com.

### **Orthographe et identité : le rôle des médias dans l'échec de la réforme orthographique de l'ukrainien de 2001**

La réforme orthographique, destinée à « purifier » la langue nationale « souillée » par l'action des gouvernements précédents, fait partie des mesures de ce que l'on a appelé le « paquet de réformes », mis par ailleurs en œuvre dans de nombreux pays par les élites post-impériales. À l'instar d'autres mesures du même ordre, elle ne visait pas seulement la langue, mais aussi, et même avant tout, ses locuteurs : l'objectif recherché par ses instigateurs était de faire évoluer l'identité linguistique et, partant, nationale des individus composant la société, c'est-à-dire de couper tout lien les unissant à l'ancien empire et de renforcer leur dévouement au nouvel État indépendant. De telles réformes ont fait l'objet de nombreux travaux d'études sur des processus nationaux à l'œuvre dans différents pays, et notamment dans ceux issus de la chute du bloc soviétique. Toutefois, ces travaux donnent souvent l'impression que la « véritable orthographe nationale » (et cela concerne d'autres éléments constitutifs de la langue) a été imposée sans aucun problème notable grâce à l'action concertée des élites. Ces études n'accordent que peu de place aux divergences de points de vue au sein de l'élite, tant sur la finalité de cette mesure que sur les moyens à mettre en œuvre pour l'appliquer, et elles ne se penchent pas davantage sur les contradictions entre certains discours officiels, contradictoires. Ce sont ces deux lacunes que nous souhaiterions tenter de combler, en partie, par le présent article.

Ce travail s'intéresse à la campagne médiatique menée contre la réforme de l'orthographe ukrainienne, annoncée à la fin de l'année 2000 alors qu'elle en était encore au stade de la préparation et qui fut finalement abandonnée. Contrairement à la majorité des autres mesures prises en Ukraine par le gouvernement (du moins avant la démocratisation des médias qui a suivi la Révolution orange de la fin de l'année 2004), cette annonce a dès le début suscité un vif intérêt de la part des médias, qui ont relayé un débat animé où les opposants à la réforme tenaient le haut du pavé. Cette mobilisation des médias peut s'expliquer en partie par la volonté de quelques oligarques et magnats de la presse de discréditer le premier ministre d'alors, Victor Iouchtchenko, en le présentant comme l'ambassadeur d'une réforme néfaste pour la société. Mais le débat a quitté le terrain strictement politique pour soulever de véritables questions de fond sur le visage qu'il convenait de donner à l'ukrainien et à l'identité ukrainienne dans l'Ukraine post-soviétique. Ces questions de fond existaient déjà avant le début de la campagne médiatique, mais elles se posaient alors au sein d'un cercle relativement étroit de personnalités des milieux scientifiques et culturels. C'est par l'examen de cette première étape d'affrontement sur le terrain de l'orthographe que commence le présent article, car cet examen est nécessaire pour comprendre le débat qui s'ensuivit entre des journalistes, des experts et les lecteurs/télé spectateurs interviewés.

## Le fondement idéologique du débat sur l'orthographe ukrainienne

Pendant deux siècles, les fondements idéologiques régissant les normalisations orthographiques et autres règles linguistiques instaurées par des élites intellectuelles de la nation ukrainienne naissante se sont articulées autour de la volonté de se rapprocher de la langue parlée par le peuple, en premier lieu par la paysannerie. Dans la réglementation lexicale, cette orientation s'est exprimée par la résistance aux emprunts à d'autres langues et à la formation de mots nouveaux n'existant pas dans le discours populaire. Ce phénomène limita les possibilités d'expression de concepts abstraits et entraîna la conservation des particularités régionales qui entravaient l'unification et la normalisation de la langue dans toute l'Ukraine et empêchaient, tout particulièrement, de surmonter les différences entre les idiomes de l'Ukraine russe (puis soviétique) et ceux de la Galicie<sup>764</sup>. Lors de l'élaboration de l'orthographe, cette orientation populaire pesa en faveur d'un système phonétique plutôt qu'étymologique, tant dans l'Ukraine de la région du Dnipro [Dniepr] qu'en Galicie, et cela eut encore pour effet d'assurer la domination du dialecte le plus répandu dans chacune de ces deux régions et d'entraîner l'apparition de deux traditions orthographiques différentes.

Après la levée de l'interdiction portant sur les publications en ukrainien dans l'empire russe et, surtout, après l'effacement temporaire des frontières entre les deux parties de l'Ukraine pendant la période de lutte pour l'indépendance qui a suivi la révolution de 1917, l'élaboration d'une orthographe commune est apparue comme une véritable nécessité aux yeux de l'élite, qui aspirait à l'unification de la nation. Cependant, cette nécessité devait être conciliée avec les attentes des Ukrainiens de la région du Dnipro et de celles des Galiciens, qui souhaitaient conserver une proximité de la langue avec leurs populations respectives. Considérant la région du Dnipro comme la partie principale du pays et donc, dans un certain sens, comme la « véritable » Ukraine, les Galiciens étaient prêts à davantage de concessions, comme le démontrent en particulier les « règles orthographiques » de Kysylev'skij en 1922. En outre, les « principales règles de l'orthographe ukrainienne », établies par Ohienko, Kryms'kii et Tymčenko sous l'hetmanat et mises en œuvre dans les premières années du régime soviétique, furent exclusivement basées sur la tradition orthographique de la région du Dnipro<sup>765</sup>. Néanmoins, la réforme lancée pendant la période de l'ukrainisation entendait élaborer

---

<sup>764</sup> SHEVELOV G. Y., *The Ukrainian Language in the First Half of the Twentieth Century (1900-1941): Its State and Status*, Cambridge, MA, Harvard Ukrainian Research Institute, 1989.

<sup>765</sup> Shevelov G. Y., op. cit.; HORNJATKEVYC A., « The 1928 Ukrainian Orthography », dans J. A. FISHMAN, *The Earliest Stage of Language Planning: The "First Congress" Phenomenon*, Berlin, Mouton de Gruyter, 1993, p. 293-303; NIMČUK V. V., « Peredne slovo », dans V. V. NIMČUK et N. V. PURJAEVA, *Istorija ukrajins'koho pravopysu: XVI – XX stolittja. Hrestomatija*, Kyjiv, Naukova dumka, 2004, p. 5-26.

une véritable orthographe commune à toute la nation, obtenue moyennant certains compromis des emprunts aux deux systèmes orthographiques.

Cette stratégie fut mise en oeuvre en 1927, à Kharkov, lors d'une conférence sur l'orthographe à laquelle participèrent des chercheurs et des personnalités du monde culturel de la République socialiste soviétique (RSS) d'Ukraine et d'Ukraine occidentale (Galicie). Dans les grandes lignes, la nouvelle orthographe qui en découla en 1928 était axée sur la tradition de l'Ukraine orientale, mais l'orthographe des termes empruntés privilégiait les normes galiciennes. Il est très vraisemblable que les linguistes et leurs éminences grises au gouvernement de la RSS d'Ukraine étaient moins préoccupés par le caractère populaire de la future norme que par son orientation européenne et qu'ils cherchaient à établir une correspondance plus exacte des emprunts ukrainiens faits à l'Europe occidentale avec leurs originaux. Les règles orthographiques en vigueur en Galicie et dans la région du Dnipro étaient différentes parce que la majorité des mots d'origine antique ou empruntés à l'Europe occidentale entraient dans le vocabulaire ukrainien par l'intermédiaire du polonais, alors que le russe était la langue d'emprunt sur les territoires dépendant de l'empire<sup>766</sup>. En outre, pour les emprunts au latin et aux langues d'Europe occidentale, la nouvelle orthographe préconisait la mouillure de la lettre л<sup>767</sup> ainsi que la transcription du g par la lettre r et non par la lettre г. Les seules deux lettres г et r, translittérant respectivement les lettres latines h et g, démarquaient déjà la nouvelle orthographe ukrainienne de l'orthographe russe<sup>768</sup>.

Ce compromis déboucha sur la réforme de 1928. Il était dicté par l'idéologie nationaliste de l'unité de la nation (et d'unité de la langue, en tant que reflet de la nation et moteur de sa force) et il n'a pas eu pour seul effet de distinguer davantage l'ukrainien du russe. Il a également imposé aux deux communautés un système linguistique assez illogique et éloigné de la langue parlée, et qu'elles ont eu des difficultés à s'approprier et à utiliser. George Y. Shevelov a même qualifié cette réforme de « forme malsaine » de normalisation, « où les linguistes, au lieu de sélectionner des éléments réellement

---

<sup>766</sup> Dans les mots d'origine grecque, il fallait donc transcrire la lettre grecque ϑ par τ et non par φ ; le η par e et non par i ; le β par б et non par в. Il fallait désormais écrire, par exemple, *етер* [*eter* – « éther », N.D.T.] à la place de l'orthographe de vigueur en Ukraine de l'est ; *ефир* [*efir*] ; *хемія* [*hemija* – « chimie », N.D.T.] et non plus *хімія* [*himija*] ; *Тебу* [*Teby* – « Thébé », N.D.T.] à la place de *Фіву* [*Fivy*], etc.

<sup>767</sup> (*лямпа* [*ljampa* – « lampe », N.D.T.], et non *лампа* [*lampa*] ; *кляса* [*kljasa* – « classe », N.D.T.], et non *клас* [*klas*])

<sup>768</sup> (*галерія* [*galerija* – « galerie », N.D.T.] au lieu de *галерея* [*halereja*], *Гамбург* [*Hamburg* – « Hambourg », N.D.T.] à la place de *Гамбург* [*Hamburh*]), qui utilisait volontiers dans les deux cas la lettre г, et ce bien que le h latin soit souvent également transcrit par la lettre cyrillique х (*Голландія* [*Gollandija* – « Hollande », N.D.T.], *Гамбург* [*Gamburg* – « Hambourg », N.D.T.], mais *Хельсинки* [*Hel'sinki* – « Helsinki », N.D.T.], *холл* [*holl* – « hall », N.D.T.]). Enfin, l'orthographe des noms propres germaniques diffère également de la convention ukrainienne de la région du Dnipro, en ce sens que les diphtongues ei et eu, très répandues en allemand, devront être transcrites, conformément à leur prononciation allemande, par ай et ой (*Швайцарія* [*Švajtsarija* – « Suisse », N.D.T.], *Фройд* [*Frojđ* – « Freud », N.D.T.]), et non par ей, un usage erroné devenu la norme en russe (*Швейцарія*, [*Švejsarija* – « Suisse », N.D.T.], *Фрейд* [*Freid* – « Freud », N.D.T.]). Shevelov G. Y., *op. cit.*; Hornjatkevyc A., *op. cit.*

existants dans la langue, se sont accordés le droit de créer leur propre langue<sup>769</sup> ». Pour lui, cette réforme linguistique était vouée à l'échec, en particulier « dans un contexte où l'intelligentsia est bilingue, tandis que le reste de la population, commençant seulement à s'adapter à l'ukrainisation, fait preuve d'un faible niveau d'instruction<sup>770</sup> ». Les auteurs de ce compromis espéraient « qu'après cinq ou dix ans, tout ce qui dénote à présent [...] paraîtrait habituel et serait intégré<sup>771</sup> ». D'ailleurs, si cette orthographe était restée inchangée, elle aurait été, avec le temps, très certainement adoptée par la majorité de la population, comme l'a finalement été l'orthographe, pourtant tout aussi illogique et artificielle, qui l'a remplacée.

Dès 1933, prenant pour prétexte les protestations des enseignants contre la réforme orthographique de 1928, le régime décida d'abolir ce système et d'en introduire un nouveau, en adoptant cette fois pour principe la tradition de la région du Dnipro et la ressemblance avec le russe. Selon ce principe, notamment, les règles russes de transcriptions des termes empruntés furent suivies à la lettre, jusque dans ses contradictions notoirement connues (par exemple : *Гамбург* [*Gamburg* – « Hambourg », mais *Хельсінкі* [*Hel'sinki* – « Helsinki », N.D.T.] ; *орфографічний* [*orfografičnyj* – « orthographique », N.D.T.], mais *ортогональний* [*ortogonal'nyj* – « orthogonal », N.D.T.]). La distinction entre les lettres *г* et *г*, sans équivalent en russe comme dans la tradition populaire ukrainienne de la région du Dnipro, fut corrigée d'une manière radicale par la suppression pure et simple de cette deuxième lettre dans l'alphabet<sup>772</sup>. La dénégation d'une orthographe « nationaliste » n'était que l'un des pions de la nouvelle politique linguistico-nationale du régime stalinien. Cette politique prévoyait des modifications de l'ukrainien même, par l'introduction, entre autres, de termes semblables ou identiques au russe (ce rapprochement faisait plus que compenser les mesures d'« éloignement » prises par les linguistes dans les années vingt). Elle se caractérisait également par un changement de la réglementation de l'*utilisation* de la langue, c'est-à-dire par une interruption du processus d'ukrainisation et un retour progressif du russe aux endroits précis où l'ukrainien commençait à le supplanter, ainsi que par une répression des linguistes, appelée à s'inscrire dans la durée, des écrivains et d'autres acteurs culturels et politiques « nationalistes<sup>773</sup> ». Le rapprochement avec la langue russe sera le leitmotiv des deux réformes ultérieures de l'orthographe ukrainienne, en 1946 et en 1960, mais elles n'eurent guère de portée significative (la nécessité de la réforme de 1960 a même été officiellement justifiée par l'instauration de nouvelles règles orthographiques en russe)<sup>774</sup>.

---

<sup>769</sup> Shevelov G. Y., *op. cit.*, p. 219.

<sup>770</sup> *Ibid.*, p. 133.

<sup>771</sup> NIMČUK V. V., *Problemy ukraïjns'koho pravopysu XX – pochatku XXI st.*, Kam'janets'-Podil'skyj, Kam'janets'-Podil'skyj derzhavnyi pedahohichnyi universitet, 2002, p. 20.

<sup>772</sup> Hornjatkevyc A., *op. cit.*

<sup>773</sup> Shevelov G. Y., *op. cit.*

<sup>774</sup> Hornjatkevyc A., *op. cit.*; Nimčuk V. V., *Problemy ukraïjns'koho pravopysu*.

Pendant plus de cinquante ans, de la fin de la campagne d'ukrainisation des années 1920 jusqu'à l'aube de la Pérestroïka, le principal argument du discours scientifique sur le lexique ukrainien a été la lutte contre des tentatives réelles ou supposées de « détacher » l'ukrainien du russe. Cet argument étouffait les quelques interventions publiques des partisans d'une conservation du lien avec la « langue du peuple », voire même d'un retour au système orthographique interdit dans les années trente. Parallèlement, le caractère univoque du discours public et son orientation « internationaliste » a suscité les critiques d'une partie de l'élite intellectuelle vivant en Ukraine, ainsi que des acteurs culturels et politiques émigrés à l'Ouest et de la diaspora : ils ne voyaient dans cette évolution du contenu de la langue ukrainienne qu'une russification systématique. Ce point de vue inébranlable les empêchait de prendre conscience des « hésitations » de la politique officielle et de la résistance de nombreux écrivains, traducteurs, rédacteurs ou membres d'autres professions en mesure de préférer des mots et des tournures relevant de l'« ukrainien pur » (ou, pour ses opposants, de l'ukrainien « archaïque » ou « nationaliste ») et de permettre ainsi leur maintien/renouveau dans le système linguistique. Obnubilés par la volonté des autorités de rapprocher l'ukrainien du russe, les opposants au régime adoptaient une logique symétriquement opposée : pour eux, la réglementation linguistique ne donnait pas lieu à une compétition entre différentes propositions idéologiquement justifiées mais à une lutte implacable entre le familier et l'étranger, entre le bien et le mal.

En matière d'écriture, pour les Ukrainiens de tendance nationaliste, l'orthographe voulue par la réforme de 1928 est devenue le symbole du « familier » et du « bien », justement parce qu'elle avait été abolie par ce pouvoir qu'ils considéraient comme l'« étranger » et le « mal ». La suppression de cette orthographe par le régime soviétique au profit de règles plus proches du russe a eu aussi pour effet de la réhabiliter aux yeux de l'élite galicienne, pourtant mécontente, au départ, du compromis adopté. Cela explique que cette orthographe a été appliquée de façon plutôt constante dans les publications des Ukrainiens émigrés, et, sous leur influence, de la diaspora (à l'exception d'un nombre négligeable de prosoviétiques). Il n'est pas surprenant qu'en Ukraine même, au moment de la Pérestroïka, de nombreux acteurs scientifiques et culturels l'aient considérée comme la « véritable orthographe ukrainienne ». Par son usage, les effets de la politique de russification seraient surmontés, l'on commençait à envisager un « retour » à un système interdit et à une normalité détruite. En 1990, l'objectif des nouvelles règles orthographiques – les premières en soixante ans – ne fut pas de rapprocher davantage l'ukrainien du russe mais, au contraire, de défaire en partie le rapprochement antérieur. La mesure la plus visible fut la réintégration de la lettre *r* [« *g* », N.D.T.] dans l'alphabet (même si la réforme proposait d'en réduire la portée à une poignée de mots authentiquement ukrainiens et ne concernait pas les emprunts). Dans les années quatre-vingt-dix, grâce aux relations apaisées entre le gouvernement d'Ukraine, les émigrés et la diaspora, la société ukrainienne a pris conscience de la fracture entre ces deux grandes variantes orthographiques et linguistiques et de la nécessité de la surmonter. L'élite nationaliste considérait cette fracture comme le signe d'une scission de la nation et en rejetait la responsabilité sur la politique anti-ukrainienne de l'empire soviétique. Dès 1990, les participants au congrès de l'Association internationale des études ukrainiennes recommandèrent d'adopter des règles orthographiques communes à tous les Ukrainiens. La Commission orthographique se fit l'avocate de cette proposition auprès de l'Académie

des Sciences et, en juin 1994, le gouvernement créa une Commission nationale ukrainienne chargée de l'orthographe et réunissant des chercheurs de l'Ukraine et des chercheurs issus de la diaspora<sup>775</sup>.

Toutefois, les conditions favorables pour un retour à l'orthographe de 1928 n'étaient pas réunies. Il est notamment apparu parmi les linguistes professionnels une orientation conservatrice prônant le maintien des règles établies au cours de l'ère soviétique. Les partisans du changement – tel Vasyl' Nimčuk, chercheur éminent et futur directeur de l'institut de la Langue ukrainienne de l'Académie des Sciences d'Ukraine (NANU) – estimaient que « les spécialistes étaient en droit, non seulement de simplifier et de clarifier les règles orthographiques, mais aussi de raviver des éléments de la langue ukrainienne qui, sous le régime totalitaire, avaient été injustement relégués au second plan, confinés à des usages marginaux ou purement et simplement interdits pour des raisons politiques<sup>776</sup> ». Aux yeux des réformateurs, le fait que plusieurs générations d'Ukrainiens aient été habitués à la norme en vigueur ne constituait pas un argument suffisant pour justifier son maintien. Ce qui leur importait était le rôle identitaire de l'orthographe, et non sa fonction de communication.

Parallèlement, les conservateurs, dont le plus en vue était le directeur de l'Institut de linguistique de la NANU, Vitalij Rusanivs'kyj, accusaient leurs opposants de vouloir changer non seulement les règles d'*écriture* mais aussi celles de la *prononciation*, -que l'écriture devait transcrire. Cela revenait pour eux à vouloir imposer au peuple une langue qui lui était étrangère<sup>777</sup>. Des représentants des autres disciplines n'étaient pas en reste. Le directeur de l'Institut d'Archéologie de la NANU, Petro Toločko, qualifiait de grave menace pour la pérennité et l'usage actif de l'ukrainien les tentatives aussi bien de retour à l'orthographe de 1928 qu'au lexique galicien du début du XX<sup>e</sup> siècle conservé par la diaspora (dont les polonismes étaient à ses yeux bien plus inacceptables que les russismes de l'ukrainien de l'est). Toločko attribuait ces tentatives à l'influence de la diaspora occidentale, à qui il ne reconnaissait pas le droit d'intervenir dans l'élaboration de la langue ukrainienne de référence, estimant que, pour gommer les différences entre les deux variantes de la langue, il fallait adopter celle qui « était le fruit d'une longue évolution en Ukraine<sup>778</sup> ».

Les défenseurs de l'orthographe en vigueur et de la langue familière au grand public privilégiaient le rôle de communication de l'orthographe de préférence à sa fonction identitaire. Ils s'étaient aussi ralliés à une autre tradition d'identification que celle des réformateurs. Par leurs prises de position, ils alimentaient la réaction négative d'une partie conservatrice et prosoviétique de la société ukrainienne contre la tendance, - émergente lors des premières années de l'indépendance-, à réorienter la langue littéraire

---

<sup>775</sup> Nimčuk V. V., *Problemy ukrajins'koho pravopysu*.

<sup>776</sup> *Ibid.*, p. 78.

<sup>777</sup> RUSANIVS'KYJ V. M., « Stosunok 'proektu' do real'noho ukrajins'koho pravopysu », *Movoznavstvo*, n°6, 2002, p. 92-8.

<sup>778</sup> TOLOČKO P. P., *Hto abo shho zahrozhue ukrajins'kij movi?* Kyjiv, Orijanj, 1998, p. 12. Nous constatons qu'une telle approche exclut de facto la Galicie de l'Ukraine : la Galicie comme la diaspora devaient, sans conditions, adopter le résultat de l'« évolution » de décennies soviétiques.

vers une prétendue langue de la Galicie et de la diaspora d'outre-Atlantique. Ces personnes ne savaient rien, ou ils se gardaient bien de les évoquer, des formes utilisées autrefois dans la région du Dnipro – éliminées par la répression et aujourd'hui oubliées en Ukraine – et ils s'efforçaient de déguiser l'origine des « innovations » des réformateurs. Pour certains représentants des élites intellectuelles et pour une partie de la population influencées par ceux-ci, les propositions des réformateurs ne constituaient pas un *retour aux sources* mais plutôt une *intrusion étrangère* (dirigée par la Galicie, ou pire, par la diaspora) et/ou la destruction d'une institution établie.

Le parti communiste ukrainien, orienté vers l'électorat prosoviétique, appela également à se ranger derrière ce point de vue. Dans le programme qu'il présenta aux élections de 1998, cette formation politique fit la promesse que « l'ukrainien se verrait offrir l'essor qu'il mérite et serait purifié de l'emprise de la langue de la diaspora ». Cette purification de la langue réformée par les nationalistes devait s'accompagner d'un changement de statut de l'ukrainien : il ne serait plus la seule langue officielle du pays et partagerait à nouveau cette place avec le russe<sup>780</sup>. La volonté de limiter l'usage de l'ukrainien en faveur du russe et de « rapprocher » les deux langues était partagée par d'autres partis politiques, dont les centristes, sympathisants du président de l'époque, Léonid Koutchma. Ils ne pouvaient cependant pas se permettre d'adopter ouvertement cette position qui allait à l'encontre du discours officiel.

Les changements orthographiques sont longtemps restés marginaux par rapport aux modifications lexicales et stylistiques, moins sujettes à la normalisation. La résistance des principaux linguistes conservateurs entravait les évolutions. Après la déclaration de l'indépendance, aucune réforme radicale de « dérussification » n'a eu lieu : les nouvelles règles orthographiques de 1993 ressemblaient plutôt à une version corrigée des précédentes. La Commission orthographique nationale ne soutenait pas la proposition d'un retour à l'orthographe de 1928. Elle élaborait encore de nouvelles règles qui clarifiaient et simplifiaient les précédentes mais ne les changeaient pas en substance<sup>781</sup>. La longueur de la durée de transition vers une orthographe « véritablement ukrainienne » a poussé ses partisans à introduire de leur propre chef des éléments de l'orthographe de 1928 dans leurs livres, revues et même dictionnaires, ce qui a eu pour effet de créer une atmosphère de chaos orthographique et a renforcé la mobilisation d'une partie des intellectuels et de la population qui préférait voir s'imposer une norme linguistique obligatoire pour tous.

Cependant, à la fin des années quatre-vingt-dix, la situation de l'orthographe évolua avec l'arrivée d'un partisan des changements, Nimčuk, au poste de directeur de l'Institut de langue ukrainienne du NANU. Un groupe de travail fut alors formé. Ce groupe, composé de linguistes d'instituts académiques et d'écoles supérieures de Kiev, prépare un « projet des nouvelles règles orthographiques » qui ne se contentait pas de simplifier les règles d'orthographe mais réintégrait également certaines normes de 1928 – comme toutes les règles énoncées ci-dessus concernant les mots d'origine étrangère

---

<sup>780</sup> Peredvyborča prohrama (Komunistyčnoj partiji Ukraïny), 1998, dans *Politychni partiji Ukraïni*, Kyjiv, « K.I.S. », 1998, p. 111.

<sup>781</sup> Nimčuk V. V., *Problemy Ukraïns'koho pravopysu*.



(pendant la période de transition, ce projet proposait de considérer comme justes les deux écritures, « ancienne » et « nouvelle »). En août 1999, le projet fut publié pour prendre le pouls de l'opinion publique et être évalué par les spécialistes. Selon les affirmations de Nimčuk, ces derniers avalisèrent la majeure partie des changements proposés<sup>782</sup>. Les conservateurs, avec Rusanivs'kyj à leur tête, tentèrent néanmoins d'empêcher l'entérinement officiel du projet en initiant la fondation d'une commission spéciale chargée de son « étude » hébergée par l'Académie des Sciences<sup>783</sup>. Mais les partisans des changements trouvèrent un appui de poids en la personne de Mykola Žulyns'kyj, vice-Premier Ministre chargé des questions de la politique dans le domaine des sciences humaines dans le gouvernement de Victor Iouchtchenko, formé à la fin de l'année 1999. Fin décembre 2000, le projet des nouvelles règles orthographiques fut validé par le conseil attaché aux questions de politique linguistique auprès du président ukrainien, conseil chapeauté par Žulyns'kyj en personne. Ce conseil recommanda à la Commission nationale orthographique d'examiner les propositions de changement avant le 15 février 2001. Mais cette recommandation de Žulyns'kyj déclencha le lancement d'une intense campagne dans les plus grands médias, jusque-là restés indifférents aux questions d'orthographe. La société ukrainienne réagit vivement à cette campagne. Ces réactions, majoritairement négatives, poussèrent Iouchtchenko et Koutchma à renoncer à l'adoption du projet.

### **Le contexte et la structure de la campagne médiatique de la fin de l'année 2000 au début de l'année 2001**

Avant d'analyser la présentation médiatique des changements envisagés, il convient de décrire le contexte politique de la campagne. Fin 2000 et début 2001, l'Ukraine traversait l'une des crises politiques les plus profondes de son histoire récente. Cette crise avait été provoquée par la divulgation d'enregistrements de conversations tenues au sein du cabinet du Président de l'époque, Koutchma, et qui prouvaient l'implication de celui-ci dans plusieurs actes criminels (en particulier dans l'enlèvement et le meurtre du journaliste Georgij Gongadze). Ce « scandale de la cassette » a donné lieu à un soulèvement d'une rare ampleur au sein de la population, et la démission de Koutchma est exigée. Cette crise a également pour arrière-plan la lutte que se livre les oligarques fidèles à Koutchma et le Premier Ministre Iouchtchenko, celui-ci cherchant contrecarrer leur enrichissement en exerçant une politique plutôt transparente et d'orientation sociale. Il s'est assuré le soutien de la société avec cette politique, mais elle est perçue comme une menace par ces oligarques et par le Président. L'effet de surprise passé, et en ayant la certitude qu'Iouchtchenko est l'un des instigateurs du « scandale de la cassette », Koutchma et les oligarques ripostent par toute une série d'actions visant à le discréditer et à l'écarter du pouvoir. En avril 2001, ils réussissent à obtenir la démission du

---

<sup>782</sup> *Ibid.*

<sup>783</sup> KOZYRS'KYJ V. et V. ŠENDEROV'S'KYJ, « De zh movna konstytucija ? », *Urjadovyj kur'er*, n°16/8, 2000, p. 3.

gouvernement. Cela ne suffit cependant pas pour discréditer Iouchtchenko. Il reste très populaire au cours des quatre années suivantes, jusqu'à son élection à la tête de l'État en 2004.

Pour les médias, cette crise politique fut à la fois une opportunité et une épreuve. Certes, ils profitèrent, pour un temps, de la possibilité de critiquer les actions de très hauts fonctionnaires, et les hommes politiques durent désormais tenir compte de ces critiques. Mais, d'un autre côté, à cause de l'évolution des normes journalistiques et des attentes du public, la majorité des journalistes se révélèrent incapables de concilier les exigences de la société avec celles de leurs propriétaires, aussi ils abusèrent de leur liberté de parole en fonction de leurs propres orientations politiques ou des ordres donnés par leurs chefs politiques. Dans les médias « oligarques », en particulier, les critiques du pouvoir, qui visèrent pourtant essentiellement le président, se transformèrent en attaques sans fard et parfois brutales contre le gouvernement dirigé par Iouchtchenko. Pour ces médias, l'intention du gouvernement de réformer l'orthographe ne constituait certes pas ce qu'il faisait de pire, mais cela restait l'une des preuves les plus criantes de sa lubie de réformes inutiles, voire dangereuses<sup>784</sup>.

Leur opposition au projet de réforme avait aussi un fondement idéologico-culturel. Ce qui a suscité la défiance des politiques oligarques et des médias sous leur contrôle à l'égard du gouvernement d'Iouchtchenko a été, d'une part, sa politique économique et sa popularité parmi la population, mais également sa volonté de mettre en œuvre l'ukrainisation dans certains domaines publics où, suite à la position ambivalente du régime de Koutchma, le russe conservait une position dominante.

La présentation que les médias ont faite du projet de réforme de l'orthographe peut être qualifiée de « *panique morale* » ou de « *crise du discours* ». Ces deux conceptualisations de la production par le discours, notamment médiatique, d'une anomalie représentée comme une menace pour le public et la société entière, ont été reprises d'analystes occidentaux des années soixante/soixante-dix et quatre-vingt/deux mille<sup>785</sup>. La *structure du discours* elle-même, sur le sujet de la réforme, se différenciait de façon surprenante de la présentation classique que faisaient les médias de la plupart des sujets comparables, qu'ils soient linguistiques ou politiques. Conçus pour le grand public, les journaux et les émissions télévisées avaient pour habitude de ne mentionner qu'une seule fois un événement et de ne plus jamais y revenir. En outre, à l'apogée du

---

<sup>784</sup> Nous ne disposons d'aucune preuve sur le fait que ce soudain acharnement au sein des médias ait sciemment eu pour but de discréditer le Premier Ministre et d'éclipser le « scandale de la cassette », comme l'ont déclaré par la suite plusieurs partisans d'Iouchtchenko et de la réforme. Mais ces médias hostiles au Premier Ministre n'auraient pas pu choisir de meilleur moyen pour parvenir à cette fin.

<sup>785</sup> COHEN S., *Folk Devils and Moral Panics: The Creation of the Mods and Rockers*, Oxford, Martin Robertson, 1972; HALL S. et al, *Policing the Crisis: Mugging, the State, and Law and Order*, London, Macmillan, 1978; ASTROFF A. J. et A. K. NYBERG, « Discursive Hierarchies and the Construction of Crisis in the News: A Case Study », *Discourse & Society*, vol. 3, 1992, p. 5-23; HAY C., « Narrating Crisis: The Discursive Construction of the 'Winter of Discontent' », *Sociology*, vol. 30, 1996, p. 253-77; HIER S. P. et J. L. GREENBERG, « Constructing a Discursive Crisis: Risk, Problematization and *Illegal Chinese* in Canada », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 25, 2002, p. 490-513.

« koutchmisme », la passivité de la présentation médiatique (« simple message ») comme le caractère unique de la couverture de la plupart des « événements » sélectionnés pour être diffusés ont conduit à ce qu'ils soient perçus comme normaux, c'est-à-dire acceptables et, par conséquent, ne nécessitant aucune attention particulière ou inquiétude des lecteurs et des téléspectateurs, et encore moins une quelconque réaction de leur part. Pratiquement tout ce que faisait le pouvoir, et à plus forte raison en haut lieu, était, dans le meilleur des cas pris en note, et dans le pire des cas, lu ou entendu et aussitôt oublié, pour passer sans plus de transition à un autre « message » tout aussi peu critique<sup>786</sup>.

Les médias ont adopté la même approche pour relater les actions de nombreuses institutions gouvernementales et publiques. Le refus de problématiser ces activités leur assurait l'autorité d'agents de production de l'ordre et du savoir. En revanche, pour la réforme orthographique, les journalistes ont refusé de soutenir sans mot dire le droit des linguistes académiciens et du gouvernement à produire eux-mêmes le savoir sur ce qu'il était juste ou non d'écrire et à en rendre l'application obligatoire.

Dès les premières communications sur le projet de réforme (que l'on doit certainement plus au fait qu'il concernait un membre du gouvernement, Žulyns'kyj, qu'à un véritable intérêt des journalistes pour les questions d'orthographe), on observa un esprit critique inhabituel de la part des principaux médias. Il est vrai que certains médias relayaient cette information sans s'éloigner du discours classique réservé à *l'information sur le pouvoir*, tandis que d'autres publications et chaînes télévisées complétaient, voire même modifiaient cette information en parlant d'*examen du principal problème*, de *présentation du conflit*, voire, dans certains cas, d'*anomalie risible* et de *responsabilité d'action* (toutes les expressions relevées sont de l'auteur). Par exemple, dans un sujet diffusé par la chaîne de télévision 1+1 le 26 décembre 2000, l'importance de débattre du problème fut expliquée par l'affirmation selon laquelle, bientôt, « les Ukrainiens sauront avec quelle orthographe il faudra vivre au XXI<sup>e</sup> siècle ». En adoptant un tel traitement de l'information, les médias présupposaient un intérêt pour l'orthographe de la part de tous les citoyens, voire imposaient cet intérêt (tous les citoyens apparaissant d'ailleurs comme « vivant » avec la langue ukrainienne). Dans ce sujet comme dans bien d'autres, le caractère conflictuel de la question de l'orthographe était illustré, d'une part, par la présentation de la position des initiateurs de la réforme, et, d'autre part, par celle de leurs opposants, leur position ne paraissant d'ailleurs pas moins crédible (car ils comptaient eux-aussi dans leur rangs des académiciens et d'autres personnalités semblant faire autorité en la matière, l'incongruité de certains d'entre eux, par exemple l'académicien Toločko, dont la spécialité était bien éloignée de la linguistique, n'étant pas relevée). Dans certains textes, comme, par exemple, dans un court communiqué paru dans le journal *Pravda Ukrainy* daté du 27 décembre 2000, la responsabilité d'un homme en particulier, Žulyns'kyj, était soulignée. On lui attribuait d'avoir initié la réforme pour des motifs inavouables : « Le sens de ce qui se passe est clair : l'homme doit démontrer que

---

<sup>786</sup> KULYK V., « Mova pro movu: Normalizacija ambivalentnosti », *Krytyka*, vol. 5, 2004, p. 19-24 et vol. 6, p. 4-11; KULYK V., « Constructing Common Sense: Language and Ethnicity in Ukrainian Public Discourse », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 29, 2006, p. 281-314.

son travail est en pleine effervescence. Il est difficile de trouver pour cela un moyen plus efficace que de réformer la langue. »

Dans beaucoup de publications, ce fut par le biais de *parallèles* ironiques entre la proposition de norme et les règles existantes que le projet de réforme fut présenté. Il était dépeint comme une hérésie, qu'aucune personne saine d'esprit ne pourrait accepter, ce qui donnait paradoxalement la possibilité de récuser la nouvelle norme en invoquant la règle existante et dispensait d'examiner le fond et les motivations des changements. Ce que les journalistes mettaient en évidence et condamnaient avant tout était le caractère inhabituel des normes proposées, bien que pour les journalistes et pour beaucoup de lecteurs/téléspectateurs ces normes aient pu paraître non pas inhabituelles mais parfaitement nouvelles. Le cas le plus flagrant d'ignorance a été révélé par l'indignation de nombreux auteurs quant à la déclinaison du mot *пальто* (*pal'to* - « manteau », N.D.T.) : ils ne savaient pas que, selon les règles orthographiques ukrainiennes, et à la différence du russe, ce mot était déclinable depuis plusieurs décennies déjà. En partant du principe implicite d'une similitude entre les normes orthographiques de l'ukrainien et du russe, les journalistes de certaines publications russophones ont décrit les propositions de changement dans l'orthographe ukrainienne par analogie avec les règles russes : pour eux, une tournure inacceptable selon la norme russe devait conditionner son caractère inacceptable en ukrainien. Rappelons que toutes ces problématisations sur la réforme proposée ont été déployées dès les premières communications à son sujet, parfois dans un ou deux paragraphes seulement.

La principale caractéristique de la structure du discours médiatique fut que, peu de temps après la première communication sur la question de la réforme, survint une deuxième occurrence, puis une troisième, etc. En l'espace d'un mois et demi de campagne (de la fin du mois de décembre 2000 au début du mois de février 2001), ce nombre atteignit huit occurrences dans certains médias. La majorité de ces contenus n'était pas basée sur une quelconque information nouvelle (actions de protestation ou de soutien, déclaration d'une personnalité, etc.) qui aurait pu justifier un retour sur ce sujet, à plus forte raison une si grande attention portée à cette question. Il est arrivé que les médias créent ou suscitent eux-mêmes l'information (par exemple, la publication préalable à un article d'une lettre de lecteur demandant des précisions sur le projet de réforme). Mais pour beaucoup de rédacteurs, il était tout simplement évident et nécessaire de suivre l'examen d'une question qui semblait indiscutablement être d'actualité. Sous couvert d'un simple *reflet* de l'intérêt du public, la longueur et l'intensité inhabituelles de la couverture médiatique accordée à ce thème ont en réalité significativement *renforcé* cet intérêt. La prise d'initiative des journalistes et des rédacteurs est particulièrement évidente : ils ont non seulement donné la possibilité de s'exprimer à tous ceux qui le souhaitaient (ce qui a d'ailleurs suscité la volonté, chez certains, de s'exprimer) mais ils ont également interviewé des experts en la matière, ou présentés comme tels, interrogé différentes personnalités faisant référence sur cette question (présentée comme largement examinée et controversée) et des citoyens lambda censés représenter l'opinion publique. Ils ont même clairement invité les lecteurs et les télésectateurs à faire part de leur point de vue aux journalistes, et, par leur intermédiaire, à tous les lecteurs/télésectateurs.

Habituellement, les médias ukrainiens de l'époque relataient principalement les actions du pouvoir dans un format et un cadre bien précis : des messages courts qui

trouvaient leur place dans les pages « actualités » des journaux et des émissions télévisées. Une telle localisation attribuait à l'événement relaté une signification dont la véracité générale ne pouvait être mise en doute, et justifiait également la brièveté de l'exposé et l'absence de commentaires. Une telle façon de procéder pouvait passer pour une preuve d'objectivité mais, parallèlement, elle privait le lecteur/télespectateur de toute possibilité de replacer l'information dans un contexte plus large et donc de l'interpréter d'une quelconque manière. Ce genre de médiatisation reposant sur le communiqué bref a été utilisé au début de la campagne, avec l'annonce de la réforme, et à la fin, lorsque la décision du Président de différer son entrée en vigueur a été rendue publique.

Dans l'intervalle, les médias ont innové : délaissant la forme du court message informatif, ils ont eu recours à des articles ou à des reportages télévisés replaçant la question dans son contexte, voire même affichant une présentation clairement subjective. En outre, les journaux ont publié des interviews de décideurs sur la question de l'orthographe ou de personnalités présentées comme des spécialistes en la matière (chercheurs, écrivains, professeurs, hommes politiques, etc.). Ils ont également consacré des articles à différents spécialistes et publié des lettres de lecteurs exprimant différentes opinions sur le projet de réforme et sur le déroulement de son examen. Sur les plateaux de télévision, les pendants à ces articles ont pris la forme de discussions entre journalistes et participants/spécialistes ; les courriers des lecteurs ont fait place à des appels de télespectateurs souhaitant poser des questions et faire des remarques aux invités ou à des messages défilant en bas de l'écran. Ces nouvelles formes d'information ont été combinées dans des talk-shows où des personnalités impliquées dans le projet de réforme, des experts et des « représentants » de l'opinion publique étaient invités, et les télespectateurs pouvaient, dans les limites fixées par la rédaction, se joindre au dialogue par le biais du téléphone ou par texto. Le fait même que la réforme orthographique ait été traitée par autant d'angles de vue démontre son importance de premier plan, d'autant plus que de nombreux médias ne s'étaient jamais intéressés à des questions linguistico-culturelles (les considérant comme secondaires et/ou intéressant peu le grand public). Certains n'avaient encore jamais expérimenté les différents formats médiatiques que nous venons d'évoquer.

Ces nouvelles figures de style médiatique laissaient toute latitude pour manipuler l'avis des « experts » et de l'« opinion publique ». À ce jeu, les médias qui ont le mieux réussi furent ceux qui étaient contre la réforme. Le fait même de procéder à l'analyse de la finalité et des modalités des propositions de normes avec la participation du grand public a été très significatif, en ce sens qu'il a fait naître l'idée inébranlable que chacun doit avoir le droit de s'exprimer sur ces décisions. Par un effet de dominos, cette conviction a non seulement compromis toute tentative de la part des spécialistes pour faire valoir le caractère référent de leur opinion, mais a même, dans une certaine mesure, disqualifié ces opinions, inaccessibles à l'entendement du grand public, assez peu instruit dans son ensemble. En résumé, en légitimant l'analyse d'une question, chasse gardée traditionnelle des spécialistes, par des profanes on a abouti à une remise en cause de la position d'autorité des détenteurs de la connaissance en matière linguistique. Cette évolution de la position des médias et de la société sur les questions linguistiques a fonctionné sur le principe des vases communicants : la limitation du rôle des érudits s'accompagne d'une hausse de la contribution de la communauté de tous les locuteurs, et en premier lieu des journalistes, qui s'érigent en représentants et en défenseurs de

l'opinion de l'ensemble de la communauté. Paradoxalement, bien que les opposants à la réforme soient de fervents militants de l'inviolabilité des normes existantes, la baisse de crédibilité des spécialistes mina l'institution de l'orthographe officielle, dont ces mêmes spécialistes avaient la garde.

### Arguments et idéologie du discours médiatique

Nous allons à présent détailler les principaux *arguments* développés contre la réforme, ainsi que les *assertions* et les *valeurs* qui les sous-tendaient. Le principal argument peut être formulé ainsi : la réforme n'est utile à personne, sauf à ses instigateurs qui y voient un moyen de servir leurs ambitions personnelles et de plaire à la diaspora. Cet argument montre que les opposants à la réforme ne voyaient pas et n'envisageaient pas que ses partisans puissent œuvrer à la renaissance, à la reconnaissance de la « validité historique » d'une orthographe modifiée de façon autoritaire sous le régime soviétique, ou encore qu'ils se prononçaient pour l'autosuffisance de la langue, libérée de l'influence du russe, enfin qu'ils visaient l'unicité de l'Ukraine et de sa diaspora. À la fin des années quatre-vingt-dix, les principes ethno-nationalistes de la « renaissance nationale » – formulés à la fin des années quatre-vingt par le programme du parti Roukh, empruntés ensuite par le président Kravtchouk qui les a mis au cœur de sa « construction de l'État » – n'étaient plus d'actualité dans l'idéologie gouvernementale, qui considérait les éléments ethnoculturels comme des attributs plutôt que comme le fondement d'un État indépendant<sup>787</sup>. Cette évolution a été ressentie par les instigateurs de la réforme. Elle se refléta dans leur discours : ils ne reconnaissaient pas clairement leurs motivations idéologiques et insistaient avant tout sur les motifs philologiques qui régissaient leur réforme, en particulier sur la simplification des normes et l'effacement de leurs différences<sup>788</sup>. Or ce furent justement ces motivations idéologiques que dénoncèrent et condamnèrent leurs opposants, accusant les réformateurs de sabotage et de mensonge.

Les opposants à la réforme réfutèrent la nécessité d'un retour aux règles orthographiques de 1928. Leur critique s'articula autour de deux arguments principaux : l'impopularité de ces normes après leur entrée en vigueur dans les années 1920 et l'impossibilité de revenir en arrière dans le développement de la langue plusieurs décennies après l'abrogation de ces règles. Le premier argument était fondé sur deux allégations : l'usage adopté par les masses primait sur les aspirations des élites et l'efficacité de la communication prévalait sur la valeur identitaire de la langue. Cette priorité de l'opinion du peuple sur les idées des politiques et des érudits fut présentée comme une évidence par les opposants, mais, dans le même temps, le peuple ne se vit reconnaître que des préoccupations pratiques sur cette question de l'utilisation de la langue et aucunes quant à sa pureté ou à son authenticité. Les critiques n'abordèrent également presque pas une hypothèse sous-entendue par le second argument : celle de la légitimité et du caractère naturel des changements survenus dans la langue ukrainienne

---

<sup>787</sup> Kulyk V., « Constructing Common Sense ».

<sup>788</sup> Cf. l'interview de V. V. Nimčuk : « Ukraïjna moloda » (« l'Ukraine est jeune ») du 17 janvier 2001.

sous le régime soviétique. Certes, ils ne parlèrent pas de la ressemblance avec la langue russe comme d'un avantage pour la langue ukrainienne et, par conséquent, n'approuvèrent pas ouvertement la politique soviétique de rapprochement des deux langues. Cependant, pour eux, l'idée de réhabiliter un système orthographique supprimé dans le passé était digne d'être qualifiée de « pure démarche politique » visant à « s'éloigner encore davantage de la Russie<sup>789</sup> ». Par contre, la *conservation* de la langue en l'état était présentée comme idéologiquement neutre, motivée par de pures considérations linguistiques, et constituant donc le seul choix valable.

Par leur silence sur le sujet, les médias disqualifièrent d'emblée les valeurs d'un retour à l'orthographe réprimée et d'une réparation des dommages subis par l'ukrainien pendant la période de la russification soviétique. De même, la nécessité de prendre en compte, d'une manière ou d'une autre, la diaspora fut écartée d'une façon claire et catégorique. Bien avant le début de la campagne médiatique, les détracteurs de la réforme – et tout particulièrement Toločko et Rusanivs'kyj – s'étaient déjà fait l'écho de la thèse selon laquelle ses instigateurs privilégiaient la langue de la diaspora d'outre-Atlantique<sup>790</sup>. Pendant la campagne médiatique, les détracteurs eurent de nombreuses occasions pour marteler cette thèse auprès d'un large public, soit dans leur présentation du conflit, soit dans leur discours sur sa responsabilité : ils furent présentés comme les gardiens de la vérité scientifique ouvrant les yeux de l'interviewé et du lecteur sur les véritables intentions des instigateurs de la réforme. Les journalistes appuyèrent cette thèse de façon plus ou moins ouverte et active. Après un tel rabâchage, cette thèse ne fut plus attribuée à aucun auteur et tomba dans le domaine public, servant dès lors d'argument fiable à qui en avait besoin. Les souhaits de la diaspora apparurent comme inutiles pour le peuple ukrainien que cette conception confinait dans l'espace (post)-soviétique. Rusanivs'kyj qualifia l'adaptation de l'ukrainien « aux coutumes des émigrés » d'« humiliation pour les cinquante millions d'Ukrainiens », mais on peut noter qu'il ne considérait pas la conservation des « coutumes » imposées par les russificateurs soviétiques comme une humiliation. Tout en se défendant de tout conformisme envers la diaspora, Žulyns'kyj assura : « Nous ne nous préoccupons en aucune manière de la diaspora<sup>791</sup>. » La campagne médiatique eut pour résultat d'imprimer dans la conscience collective l'idée qu'il était temps de sonner le glas de l'utopie, caressée par le gouvernement et la société, d'une unité de tous les Ukrainiens à travers le monde, c'est-à-dire de l'interprétation de la nation ukrainienne, du moins en partie, dans son sens ethnoculturel.

Ainsi privée de la gloire d'être l'une des composantes de la renaissance nationale (une notion que les médias centristes ne pensaient pas possible de rejeter ouvertement), la réforme orthographique fut présentée par ses détracteurs comme le fait d'une poignée de linguistes et de leur chaperon au gouvernement, Žulyns'kyj, qui tentait d'imposer en force à l'Ukraine une orthographe étrangère et absurde. Les journalistes hostiles à la réforme parvinrent à leur accoler cette image de parasites fourbes avec le concours

---

<sup>789</sup> *Kievskie vedomosti*, 16 décembre 2001.

<sup>790</sup> Toločko P. P., *op. cit.*, p. 12-13.

<sup>791</sup> *Holos Ukrainy* 23 février 2001.

d'académiciens eux-mêmes anti-réformistes et présentés comme les détenteurs de la vérité sur la réforme et les réformateurs. Prétextant apporter une réponse à la demande du public, les journaux et les chaînes de télévision, relatèrent le « chamboulement » initié par Žulyns'kyj au sein de la Commission orthographique comme s'il s'agissait d'une véritable enquête policière. Le remaniement de la commission, -les opposants au changement auraient été mis au placard-, aurait ouvert la voie à une « révolution » de l'orthographe mise en place rapidement et dans le secret. Ainsi, les opposants à la réforme se virent auréolés et hissés au rang de résistants et de gardiens du véritable savoir scientifique. Ils affirmèrent que Žulyns'kyj et ses coreligionnaires n'étaient pas francs lorsqu'ils avançaient que la réforme entraînerait seulement des changements mineurs dans l'orthographe existante, destinés à en simplifier les règles. Ils déclarèrent également, et les journalistes répétèrent et amplifièrent cette prétendue vérité, que les modifications concerneraient des milliers de mots et que, par conséquent, tous les ouvrages, dictionnaires, manuels scolaires ou livres, y compris les classiques de la littérature ukrainienne, publiés après la réforme deviendraient obsolètes<sup>792</sup>. Ainsi, les intentions des réformateurs se révéleraient dévastatrices non seulement d'un point de vue économique (car la réimpression de tant d'ouvrages nécessiterait des sommes d'argent énormes), mais également intellectuel (car la réforme priverait les Ukrainiens de l'accès à leur patrimoine culturel).

L'argument selon lequel la réforme de l'orthographe ukrainienne empêcherait des millions d'Ukrainiens d'utiliser et de maîtriser correctement leur propre langue fut l'un des instruments les plus efficaces utilisés par les anti-réformistes. Cet argument parvint, dans une large mesure, à neutraliser celui des partisans de la réforme, pour qui combattre la réforme revenait à lutter contre la langue même, à s'opposer à son affranchissement du joug impérial et à son retour à une position dominante dans la société. En fait, un grand nombre de personnes favorables à un tel renforcement craignaient en revanche que des changements radicaux apportés à la langue ukrainienne n'empêchent le renforcement de sa diffusion, en rendant plus difficile sa maîtrise pour des citoyens prêts à faire des efforts dans ce sens, mais seulement jusqu'à un certain point. Le fait que de telles opinions furent exprimées par des personnes souhaitant indiscutablement une élévation du rôle social de la langue ukrainienne a renforcé le poids de l'argumentaire des détracteurs de la réforme.

Pour justifier leur scepticisme, les journalistes se retranchèrent souvent derrière le jugement négatif du « peuple », du moins présenté comme tel en s'appuyant sur des lettres ou des appels adressés à leur rédaction ou encore sur des discussions avec des amis ou des voisins. La « relation ambiguë » à la réforme, mise en évidence par le débat, fut pour les journalistes un argument suffisant, car derrière cette ambiguïté se profilait le signe d'un conflit menaçant aux yeux des conservateurs. Les journalistes critiques face à la réforme partirent du postulat selon lequel la conservation du *statu quo* ne provoquerait pas de conflit. Par conséquent, il a semblé logique que les opposants à la réforme aient attendu, voire même exigé des autorités qu'elles empêchent sa mise en œuvre. Aussi la décision du Président de reporter la réforme à 2002 et de prolonger son examen fut interprétée comme une instruction visant à l'abandonner. Aussi les chaînes de télévision

---

<sup>792</sup> *Kievskie vedomosti*, 16 janvier et 26 janvier 2001.



opposées à la réforme n'ont plus du tout traité la question de l'orthographe après cette décision du président, et les journaux, même ceux qui avaient fait paraître des interventions pro-réforme, se limitèrent désormais à un ou deux articles critiques pour clore le débat.

Le sujet de l'avenir de l'orthographe est ensuite revenu dans les pages des publications spécialisées et de quelques journaux grand public qui s'intéressent en permanence aux sujets linguistiques (tels que *Den'* et *Dzerkalo tyžnja*). La mise en pratique concrète des changements proposés, à laquelle une partie de ses partisans a recours face au refus des autorités de les implanter au niveau national, se limite essentiellement à quelques livres et revues réservés à l'intelligentsia. Dans l'esprit du grand public, ou pour le moins de ceux qui avaient entendu parler de toute cette histoire dans les médias ou par ouï-dire, il n'est plus resté que le vague souvenir d'une tentative d'introduction de l'orthographe aberrante de la diaspora par certains nationalistes, ainsi que la conviction inébranlable qu'il ne fallait pas toucher aux règles établies.

## Conclusion

L'intensité des débats -sans précédent pour cette période- et l'esprit critique inhabituel dont les médias ukrainiens ont fait preuve lors de la présentation du projet de réforme des règles orthographiques proposé par le gouvernement nous permet de conclure à l'implication des propriétaires des médias et des chefs oligarques dans ces événements. Un objectif politique probable de la campagne médiatique fut de discréditer Žulyns'kyj, membre du gouvernement à l'origine du projet de réforme et, par effet de ricochet, le chef du gouvernement, Iouchtchenko, afin d'obtenir leur démission, ou du moins de les empêcher de mettre en œuvre une politique qui déplaisait aux oligarques. Bien que ce soit avant tout l'action socio-économique du gouvernement qui ait braqué les forces oligarques, pour beaucoup de ses détracteurs, le gouvernement affichait également une position inacceptable en faveur d'un renforcement du rôle de l'ukrainien dans la société, position en vertu de laquelle le gouvernement avait pris l'initiative de réformer l'orthographe.

Cependant, ce serait une erreur de ne voir dans le refus de la réforme orthographique qu'une opposition politique au gouvernement et de réduire les critiques des journalistes à une simple exécution des ordres de leurs chefs. Selon nous, les fondements de l'opposition à la réforme étaient principalement d'ordre idéologico-culturels. Les journalistes ne se sont pas contentés de relayer des avis extérieurs mais ont exprimé leur propre opinion. Pour beaucoup de politiques, de journalistes et de lecteurs/téléspectateurs, il était réellement inutile de revenir à des règles oubliées depuis longtemps et de prendre en considération la langue de la diaspora. Ces personnes n'avaient aucune envie d'utiliser des mots inhabituels et disgracieux à leurs yeux et elles percevaient le danger de voir baisser le niveau de connaissances et d'utilisation de l'ukrainien. Toutefois, il est également vrai que le refus d'une orthographe nouvelle traduisait pour (une partie de) ces personnes le refus de quelque chose de plus large : celui d'une langue étrangère et/ou d'une identité étrangère. Les arguments avancés par les détracteurs de la réforme penchent plutôt en faveur d'un conservatisme de la

conception d'une « ukrainité » née de la RSS d'Ukraine, et non en faveur d'une conception renouvelée en vertu des principes du mouvement national-démocratique de la fin des années quatre-vingt et du début des années quatre-vingt-dix avec l'avènement des États nationaux, sur le modèle desquels ce mouvement aspirait à construire la nouvelle Ukraine. Pourtant, le retour d'un patrimoine culturel perdu sous le régime soviétique, le refus d'une ressemblance imposée avec la langue et la culture russes et l'unité de tous les Ukrainiens du monde étaient les piliers de ce projet de renouvellement de l'identité ukrainienne.

Bien sûr, le refus de certaines de ses composantes ne signifiait pas obligatoirement le rejet en bloc de cet idéal de renouveau de ce projet ukrainien. Certaines des personnes qui émettaient ainsi des critiques sur la réforme orthographique considéraient l'introduction de mots ukrainiens inhabituels pour la majorité des locuteurs comme un obstacle à la diffusion de l'ukrainien. Mais on peut supposer que certains y voyaient aussi une menace pour la situation privilégiée du russe et de ses locuteurs et ont sciemment utilisé la campagne contre la réforme de l'orthographe comme un moyen pour discréditer toutes leurs démarches pour tenter de mettre en œuvre une ukrainisation. Toutefois, pour un nombre assez élevé de personnes inquiétées par l'éventualité de la réforme, celle-ci a agi comme un révélateur inconscient de « menaces plus profondes et moins socialement acceptables » touchant à un changement, réel ou anticipé, de leurs pratiques linguistiques et, par conséquent, de leur identité ethnoculturelle<sup>793</sup>. Les Ukrainiens souhaitant conserver la situation héritée de l'époque soviétique ont, en critiquant le projet d'introduction d'une *orthographe* étrangère et absurde, exprimé partiellement leur rejet d'une *langue* perçue comme étrangère et absurde (primitive, provinciale et non adaptée à la civilisation moderne).

Cependant, là encore, cela ne veut pas dire que l'opposition d'une partie significative de la société à la modification de la langue ukrainienne soit avant tout la traduction d'une opposition à l'évolution de son statut. Selon nous, la raison principale de la désapprobation massive d'une réforme de l'orthographe est à trouver dans la généralisation de l'affirmation selon laquelle la pérennité des normes constitue la condition *sine qua non* de leur vulgarisation et de leur respect. Les médias étaient les plus à même de convaincre les gens plus ou moins instruits et plus ou moins russophones que l'opinion de ceux-ci sur l'orthographe ukrainienne était fondée et méritait l'attention des linguistes et des autorités. Une telle légitimation de l'opinion des masses (avec le renforcement du rôle des journalistes en tant que représentants de cette opinion) a entamé la crédibilité des détenteurs d'un savoir spécialisé sur la langue, et donc de l'institution même de la norme linguistique dont ces spécialistes ont la charge.

Les affirmations et les présuppositions qui ont eu cours dans la campagne de discréditation de la réforme orthographique *reflétaient* et *entretenaient* la relation ambivalente de la population avec les questions ethnoculturelles et poussait dans le même temps l'opinion publique vers la conservation d'une situation héritée de l'URSS et vers le

---

<sup>793</sup> On retrouve la thèse développée par Deborah Cameron sur les conservateurs britanniques qui disaient des jeunes voyous [*muggers*] venant troubler la *tranquillité* des rues ce qu'ils n'osaient pas dire de l'ensemble des immigrés noirs qui venaient troubler l'*apparence* habituelle de ces rues. Voir CAMERON D., *Verbal Hygiene*, New York, Routledge, 1995.

rejet d'une transformation de l'identité ukrainienne dans l'État post-soviétique. Du fait de la mise en avant de l'inutilité pour le peuple de ces normes inhabituelles, et ce même si elles correspondent à une tradition et visent l'unicité de l'Ukraine et de la diaspora, il n'a été proposé au public de ne s'interroger que sur l'aspect pratique et sur l'efficacité de l'utilisation de la langue, et non sur son authenticité et sa pureté. Il y a eu une prééminence de la fonction de communication de la langue sur sa fonction identitaire. En outre, le retour à une orthographe réprimée sous le régime soviétique et l'accès au souhait de la diaspora occidentale étant prétendument inadmissibles pour le peuple, cela signifiait que la conception soviétique de la langue et de la nation ukrainiennes étaient inviolables, et cela s'est donc traduit par un mouvement encore plus accentué de l'opinion publique en faveur d'une idéologie conservatrice et pro-russe (Slaves de l'est). Ainsi, l'orientation claire de l'opinion en faveur d'une *conservation en l'état* de la langue ukrainienne a conduit à un soutien implicite de la *conservation de son utilisation habituelle* (limitée en raison du rôle prépondérant du russe) et même de la *définition soviétique de la nation et du peuple ukrainiens*, conception selon laquelle l'unicité du mode de vie prévaut sur l'unicité de la langue et les traditions ethniques. Voilà pourquoi on peut avancer l'idée que dans cette campagne menée contre une orthographe étrangère, les élites des sphères médiatique et politique ont réussi conjointement à conserver une identité populaire ukrainienne héritée du soviétisme et à rejeter ou, du moins, à étouffer des évolutions de l'identité auxquelles la population, sous l'influence de l'élite de la première décennie d'indépendance, adhérait pourtant déjà en partie. Ce retournement conservateur est, dans une large mesure, caractéristique de la politique linguistico-culturelle et du discours officiel des années suivantes, jusqu'à la Révolution orange, qui a marqué le début d'une nouvelle ère où l'Ukraine a véritablement fait volte-face sur ces questions.

Françoise Dauce

Université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand  
daucef@yahoo.fr

## Encadrer le pluralisme ethnique La mission ambiguë des écoles ethno-culturelles à Moscou

A la fin des années 1980, l'émergence de revendications ethno-culturelles dans les républiques fédérées de l'Union soviétique et dans les républiques autonomes de la RSFSR a été bien documentée<sup>794</sup>. Parmi ces revendications, l'enseignement des langues minoritaires et la nationalisation des *curricula* scolaires ont fait l'objet d'études approfondies<sup>795</sup>. Hors des territoires nationaux, où les populations de nationalité non-russe sont nombreuses, la *perestroïka* a aussi permis la formulation de revendications linguistiques<sup>796</sup>. A Moscou, la *glasnost* favorise l'expression des minorités nationales (estimées à 10% de la population moscovite lors du recensement de 1989)<sup>797</sup>, qui, inspirées par l'émancipation des territoires nationaux, revendiquent des droits culturels. En dépit des difficultés posées par l'absence d'institutions locales susceptibles de relayer leurs demandes<sup>798</sup>, elles créent des associations militant notamment pour la reconnaissance des langues nationales et l'ouverture d'écoles les enseignant. Ces

---

<sup>794</sup> SUNY R. G., *The Revenge of the Past. Nationalism, Revolution, and the Collapse of the Soviet Union*, Stanford, Stanford University Press, 1993; SMITH G., *The Nationalities Question in the Post-Soviet States*, New York, Longman, 1996; BEISSINGER M. R., *Nationalist Mobilization and the Collapse of the Soviet State*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002; GORENBURG D. P., *Minority Ethnic Mobilization in the Russian Federation*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

<sup>795</sup> GRANEY K. E., « Education Reform in Tatarstan and Bashkortostan: Sovereignty Projects in Post-Soviet Russia », *Europe-Asia Studies*, vol. 51, 1999, p. 611-32; CARMICHAEL C., « Coming to Terms with the Past: Language and Nationalism in Russia and Its Neighbours », dans S. BARBOUR et C. CARMICHAEL, *Language and Nationalism in Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2000 ; ROPER S. D., « The Politicization of Education: Identity Formation in Moldova and Transnistria », *Communist and Post-Communist Studies*, n°38, 2005, p. 501-14; VEINGUER A. A. et H. H. DAVIS, « Building a Tatar Elite. Language and National Schooling in Kazan », *Ethnicities*, vol. 7, 2007, p. 186-207. Etc.

<sup>796</sup> 41 nationalités en Russie disposent d'une autonomie territoriale (des dizaines d'autres nationalités n'en bénéficient pas). Concernant les 41 nationalités titulaires, elles regroupent 17,7 millions de personnes dont 55% résident effectivement dans "leur" autonomie. Cela signifie que 8 millions de personnes se trouvent hors de « leur » territoire et que leur condition est semblable à celle des nationalités non-titulaires. CODAGNONE C. et V. FILIPPOV, « Equity, Exit and National Identity in a Multinational Federation: The 'Multicultural Constitutional Patriotism' Project in Russia », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 26, 2000.

<sup>797</sup> Ètničeskaja karta Moskvy, dans M. Ju. MARTYNOVA et N. M. LEBEDEVA, *Molodež' Moskvy: adaptacija k mnogokul'turnosti*, Moscou, Rossijskij universitet družby narodov, 2007, p. 20.

<sup>798</sup> Gorenburg estime en effet que les régions soviétiques où l'ethnicité a été le plus fortement institutionnalisée (républiques de l'union et autonomes) sont celles qui ont développé le plus fort nationalisme. Gorenburg D., op. cit.

demandes s'inscrivent dans un cadre fédéral devenu favorable à la reconnaissance des identités culturelles. En 1992, l'Etat russe adopte une nouvelle loi sur l'enseignement, reconnaissant le droit de chaque citoyen à bénéficier d'un enseignement dans sa langue, et en 1996 une loi sur les autonomies nationales-culturelles, permettant la création d'associations nationales hors de tout cadre territorial, est votée par la Douma. Cette législation fédérale est complétée par des textes juridiques locaux élaborés par la mairie de Moscou. Cette dernière autorise l'ouverture d'écoles publiques avec une composante ethno-culturelle et les finances, mettant des bâtiments municipaux à leur disposition. Dans les années 1990, ces choix institutionnels, visant surtout à atténuer les risques de décomposition politique liés au développement des nationalismes régionaux, sont présentés, plus ou moins explicitement, comme participant d'un multiculturalisme libéral inspiré des pratiques occidentales. Il s'agit alors de moderniser une politique des nationalités soviétiques, discréditée par la chute du régime qui la portait. Derrière cette volonté modernisatrice, cependant, la nouvelle politique nationale connaît des hybridations avec le modèle soviétique précédent. Cette influence du passé se renforce à la fin des années 1990 dans le cadre du retour à la « verticale du pouvoir » et à la « dictature de la loi » annoncé par le Président Poutine. Au discours libéral multiculturel succède un retour à une gestion des nationalités insistant sur la nécessité de renforcer l'Etat et son unité par le patriotisme. Dans ce contexte, le discours sur les écoles ethno-culturelles à Moscou évolue dans un sens plus assimilationniste, auquel les écoles répondent en tentant de trouver une voie médiane privilégiant, au quotidien, les solidarités domestiques sur les revendications politiques<sup>799</sup>.

### **La libéralisation ethno-culturelle à Moscou**

Au milieu des années 1980, la scolarisation des enfants à Moscou s'effectue dans les établissements publics de la ville qui appliquent les programmes soviétiques d'enseignement. Aucun établissement public, et *a fortiori* privé, ne présente à l'époque de spécialisation nationale même si certaines écoles offrent quelques cours optionnels de formation dans les langues maternelles des minorités de l'Union. A la fin des années 1930, en effet, les écoles nationales ont été fermées dans la capitale. La *perestroïka* gorbatchévienne permet l'élaboration de revendications ethno-culturelles portant sur l'enseignement des langues minoritaires dans la capitale. Il s'agit alors de permettre à des minorités russisées de renouer avec leur langue maternelle et de conserver leur héritage linguistique. Si le précédent des écoles nationales de l'avant-guerre est évoqué (« Après près de 50 ans d'intermède, les écoles nationales ont commencé à renaître<sup>800</sup> »), la création d'écoles ethno-culturelles se fait initialement dans l'urgence et ne peut guère s'appuyer sur des structures institutionnelles et sociales depuis longtemps disparues.

---

<sup>799</sup> Ce chapitre est fondé sur l'étude de documents d'archives de la *perestroïka*, sur l'analyse des textes politiques et législatifs post-soviétiques ainsi que sur des entretiens avec des responsables d'écoles ethno-culturelles, d'associations nationales et des fonctionnaires de l'administration moscovite entre 2005 et 2008.

<sup>800</sup> LOGASOVA B. R., *Moskva. Dom nacional'nostej*, Moscou, GU MDN, 2003, p. 104.

## **Une brève histoire des écoles ethniques à Moscou**

L'histoire des écoles ethniques à Moscou à l'époque soviétique reste à écrire. Cependant, quelques grands repères méritent d'être évoqués. En URSS, l'essentiel de la législation sur les langues nationales a été élaborée pour les républiques et les territoires nationaux. Lénine a très tôt renoncé à une reconnaissance déterritorialisée des autonomies nationales-culturelles, sur le modèle austro-marxiste élaboré au début du siècle. Officiellement, le fédéralisme soviétique combinait l'ethnicité avec le territoire. Cependant, durant les vingt premières années de son existence, il permit le maintien, voire le renforcement des droits des différentes minorités extraterritoriales dispersées dans le pays. Durant les années 1920, dans le cadre de la NEP, l'existence de groupes nationaux constitués fut tolérée à Moscou, représentant souvent un héritage de l'Ancien Régime. Depuis le 17-18<sup>e</sup> siècle, en effet, des écoles lituaniennes, polonaises ou allemandes fonctionnaient dans la capitale. Selon le recensement de 1926, la population moscovite était composée à 88 % de Russes et 12 % de non-Russes (dont 6 % de juifs)<sup>801</sup>. Dans le cadre de la politique soviétique des nationalités, un système élaboré d'institutions nationales urbaines fut organisé : clubs nationaux, écoles, brigades de travail, dortoirs...<sup>802</sup>. En 1936, on comptait onze écoles non-russes (cinq écoles tatares, une école allemande, des écoles élémentaires (*nepol'nye srednye*) juive, mordve, lituanienne, anglaise et polonaise). Huit écoles étaient autonomes et trois dépendaient d'une école russe (l'école polonaise et deux écoles élémentaires tatares). Il existait, de plus, neuf classes séparées au sein d'écoles russes pour l'enseignement de l'assyrien, du tzigane et du tatar. Deux cent neuf enseignants travaillaient dans ces écoles nationales<sup>803</sup>. Deux mille neuf cent quatre vingt sept élèves étaient scolarisés au sein de cent une classes, dont mille cinq cent dix huit Tatares, sept cent soixante et onze Allemands, cent trente deux Lituaniens, quatre vingt Polonais, cinquante Assyriens...

Dans la seconde moitié des années 1930, le pouvoir soviétique priva progressivement les groupes ethniques à Moscou de toute reconnaissance officielle<sup>804</sup>. L'affaiblissement des institutions nationales dans les villes russes commença avec la division de la RSFSR entre un espace russe, où les minorités nationales n'avaient pas de statut distinct et un espace non-russe constitué des républiques autonomes et des *oblast* autonomes de la RSFSR<sup>805</sup>. Avec l'adoption de la Constitution de 1936, le processus de rapprochement des cultures nationales et de constitution d'une nouvelle société soviétique s'accéléra. En 1937, un arrêté du Conseil des commissaires du peuple de

---

<sup>801</sup> COLTON T. J., *Moscow: Governing the Socialist Metropolis*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 1998, p. 157.

<sup>802</sup> MARTIN T., « The Russification of the RSFSR », *Cahiers du monde russe*, vol. 39, 1998, p. 107.

<sup>803</sup> Chiffres donnés par le Portail d'information du Département de l'éducation de Moscou dans l'article : 3000 učaščijsja stolicy izučajut russkij jazyk kak inostrannij (3000 élèves de la capitale étudient le russe comme langue étrangère), Mosinform, 20 juin 2006 :[http://www.mosedu.ru/ru/portal/news/news\\_detail.php?ID=22040](http://www.mosedu.ru/ru/portal/news/news_detail.php?ID=22040)

<sup>804</sup> KUTAFIN O. E., *Rossiskaja avtonomija*, Moscou, Prospekt, 2005, p. 723.

<sup>805</sup> Martin T., « The Russification of the RSFSR », p. 108.

l'URSS (*Sovnarkom*) de l'URSS souligna l'influence néfaste des associations nationales, ce qui conduisit à la fermeture de nombreuses bibliothèques, maisons d'éditions, écoles, clubs nationaux<sup>806</sup>. En décembre 1937, le Politburo adopta un décret qui abolit les écoles et les institutions culturelles de certaines minorités dites de diaspora, soumises à une intense répression au moment de la Grande Terreur (Allemands, Polonais, Finnois, Estoniens, Lettons...). A Moscou, en conformité avec la décision du Conseil des commissaires du peuple (*Sovnarkom*), les activités des associations ethno-culturelles semblent avoir été interdites et, dans les quatre ans qui suivirent, toutes les écoles ethniques supprimées<sup>807</sup>. Les Tatars de Moscou les plus âgés se souviennent encore de l'école tatar qui fonctionnait dans l'immeuble Assadoulaev, au numéro 8 de *Malij tatarskij pereulok*. Alia Abdullaevna Baranikova, 80 ans passés, explique : « Quand j'étais petite, je vivais avec mes parents au n° 2 de *Malij tatarskij pereulok*. C'était le quartier (*raion*) des Tatars. Mes sœurs ont étudié à l'école tatar de la maison Assadoulaev. Mais l'école a été fermée avant la seconde guerre mondiale. Toutes les écoles nationales ont été fermées avant la guerre. Je n'ai pas pu étudier ma langue à Moscou<sup>808</sup> ». Dans les années 1960, profitant du dégel khrouchtchévien, des réseaux nationaux informels se recréèrent. Dans le domaine éducatif, par exemple, un jardin d'enfant clandestin juif fut ouvert<sup>809</sup>. Mais il ne disposait d'aucune existence officielle et publique.

### **La reconnaissance du pluralisme culturel**

Avec la *perestroïka*, de nouvelles lois sur les nationalités et sur les langues sont adoptées à la fin des années 1980. Elles se situent dans la continuité de la législation précédente. Cependant, dans un contexte de développement des revendications nationales, elles font l'objet d'une interprétation plus libre des acteurs nationaux qui s'en saisissent. En 1989, la loi fédérale soviétique sur « Les langues des peuples de l'URSS » précise les principes de la politique des langues (*jazykovaja politika*) en URSS. Dans l'une de ses premières variantes, conservée dans les Archives d'Etat de la Fédération de Russie (GARF), cette loi était intitulée « Loi sur le libre développement et sur l'égalité d'utilisation des langues des peuples de l'URSS » (*O svobodnom razvitii i ravnopravnom ispol'zovanii jazykov narodov SSSR*<sup>810</sup>). Dans sa version définitive, elle reconnaît aux citoyens soviétiques le droit d'étudier leur langue à l'école ou au sein d'associations nationales (*nacional'nye*

---

<sup>806</sup> Logašova B. R., *op. cit.*, p. 91, citant GAVRILOVA I. N., *Demografičeskaja istorija Moskvy*, Moscou, Fast Print, 1997, p. 185.

<sup>807</sup> KAVELINA E., « In the Spirit of Tolerance: Ethno-Cultural Education », Intervention scientifique, Conférence : International Legal Guarantees for the Protection of National Minorities and Problems in their Implementation, with Special Focus on Minority Education, Conseil de l'Europe, Strasbourg, octobre 2006 : [http://www.coe.int/t/e/human\\_rights/minorities/4\\_intergovernmental\\_co-operation\\_\(dh-min\)/PDF\\_RussSem\\_Presentation\\_Elena\\_Kavelina\\_eng.pdf](http://www.coe.int/t/e/human_rights/minorities/4_intergovernmental_co-operation_(dh-min)/PDF_RussSem_Presentation_Elena_Kavelina_eng.pdf)

<sup>808</sup> Entretien avec Alia Abdullaevna Baranikova, professeur de tatar, 30 mai 2006.

<sup>809</sup> D'après le témoignage d'un responsable de l'association Memorial

<sup>810</sup> Postanovlenie prezidiuma Verhovnogo soveta SSSR, 20.10.1989. Gosudarstvennyi arkhiv Rossiiskoi Federacii (GARF), f. 9654, op.7, d. 1204, l. 35.

*obščestva*). Une autre loi en préparation alors était intitulée « Loi sur le libre développement national des citoyens de l'URSS vivant hors des frontières de leur formation nationale-territoriale ou n'en ayant pas sur le territoire de l'URSS<sup>811</sup> ». Ce texte préparatoire, même s'il ne fut jamais adopté, témoigne de la volonté explicite de voir appliquer les possibilités de libre développement de l'activité associative au domaine national. Les minorités nationales s'étaient déjà emparées dans le nouveau contexte de la glasnost' des textes soviétiques permettant la réactivation d'une vie associative et politique pour appuyer leurs revendications ethno-linguistiques et nationales, comme en témoignent la vitalité des regroupements nationaux dans les pays baltes ou dans le Caucase<sup>812</sup>.

La RSFSR, qui déclare sa souveraineté le 12 juin 1990, reconnaît les droits nationaux des minorités ethniques. L'égalité des différentes langues est affirmée dans la loi « Sur les langues des peuples de la RSFSR » adoptée en 1991. Dans ce texte, les langues de tous les peuples habitant le pays sont considérées comme un héritage culturel et historique protégé par l'Etat. Ce dernier doit garantir la souveraineté linguistique de chaque peuple, indépendamment de son nombre et de sa position juridique ainsi que la souveraineté linguistique de chaque personne indépendamment de son appartenance raciale ou nationale ou de son domicile (art. 2.2). La loi fédérale sur l'éducation de 1992 protège et développe les écoles des cultures nationales (ethniques) et l'enseignement des traditions culturelles régionales. Elle prévoit l'existence d'un tronc commun d'enseignement pour l'ensemble de la Fédération (unique pour tous les établissements), une composante régionale (ethnique) dont le contenu est déterminé par les sujets de la Fédération et une composante propre à l'école<sup>813</sup>.

La Constitution de 1993 reconnaît le droit à chacun d'utiliser sa langue maternelle, de choisir sa langue de communication et d'éducation. La sociologue Ol'ga Ščedrina y voit un révélateur d'un projet politique multiculturaliste : « En Russie, on observe des éléments de multiculturalisme et de pratiques socio-culturelles multiculturalistes. [...] La Constitution de 1993 reconnaît le droit à la protection des langues maternelles et le droit des petits peuples (art. 68 et 69). L'article 26 protège le libre choix de la langue de communication, d'éducation et de création<sup>814</sup>. » En effet, comme dans le projet multiculturaliste, tel qu'il a pu apparaître en Occident, l'Etat russe s'engage en faveur de la promotion de la diversité culturelle en rupture avec le modèle assimilationniste<sup>815</sup>. Certains responsables russes, comme Valerij Tiškov, ministre des nationalités du Président Eltsine, puis directeur de l'Institut d'ethnologie de l'Académie

---

<sup>811</sup> *Ibid.*

<sup>812</sup> BEISSINGER, M., *Nationalist Mobilization and the Collapse of the Soviet State*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

<sup>813</sup> Zakon RF « Ob obrazovanii », 10.07.1992, n°3266-1.

<sup>814</sup> ŠČEDRINA O. V., « Vozmožna li mul'tikul'turnaja model' integracii migrantov v Rossii? », *Sociologičeskie issledovanija*, n°11, 2004, p. 73.

<sup>815</sup> DOYTČEVA M., *Le multiculturalisme*, Paris, La Découverte, 2005, p. 15.



des sciences, ont pu reprendre à leur compte des éléments du discours multiculturaliste<sup>816</sup>. Il importe cependant d'examiner comment sont exercés ces droits dans la pratique quotidienne.

### **L'exercice des droits ethno-culturels à Moscou**

A Moscou, dans un contexte fédéral devenu favorable aux revendications culturelles, les premières initiatives dans le domaine de l'enseignement des langues nationales sont spontanées et plus ou moins improvisées. Si les lois sur les langues et les écoles nationales existent au niveau de l'Union et de la RSFSR, il n'y a pas de texte au niveau de Moscou. Les administrateurs moscovites, les militants nationalistes et les promoteurs des écoles nationales doivent donc inventer leurs propres règles. Comme l'explique un responsable de l'école juive de Moscou évoquant les dernières années de la *perestroïka* :

« C'était une période de respiration libre (*svobodnoe dyhanie*), une période de démocratie libre. Les associations nationales ont commencé à agir très activement. Certaines écoles nationales ont été créées à cette période [...] Tout était alors très simple à Moscou. Il suffisait de faire une demande, de définir un programme, de trouver un lieu et le Gouvernement de Moscou donnait l'autorisation d'ouvrir une école [...] Il n'y avait pas de conception des écoles nationales, pas de principe selon lequel toutes les nationalités devaient ouvrir leur propre école. Tout était très flexible<sup>817</sup>. »

Lorsque l'on étudie la (ré)apparition des écoles nationales à Moscou durant la *perestroïka*, il convient, derrière les rationalisations politiques *a posteriori*, de faire une place à l'imprévu. Présentée comme une innovation majeure de la mairie de Moscou et comme une revendication centrale des associations nationales, la notion d'école ethno-culturelle est aussi le fruit de nécessités conjoncturelles. A la fin des années 1980, la notion d'école avec une composante ethnique et culturelle est inventée dans l'urgence. En effet, la première école a ouvert après l'arrivée des Arméniens victimes du tremblement de terre en 1988 puis l'arrivée des Azéris<sup>818</sup>. Dirigée par Ofélia Arakelian, elle est installée dans les locaux du centre de rééducation « Leninskie gori » pour scolariser les enfants victimes du tremblement de terre. Dans ce cas précis, il ne s'agit pas tant de satisfaire des revendications nationales que de répondre à une demande urgente d'accueil de personnes déplacées. En 1991, suite à une décision du Département de l'éducation de la ville de Moscou, l'école est transformée en Centre d'enseignement des cultures nationales en général. Au départ, elle a assuré une formation en russe pour les enfants de réfugiés arméniens puis des cours sur la culture et la langue nationales ont été ajoutés. L'école n°1650 est généralement présentée comme « la première école nationale à

---

<sup>816</sup> V. Tiškov a effectué des recherches au Canada dans les années 1970 et 1980, qui lui ont permis de se familiariser avec la théorie du multiculturalisme. TISKOV V. A., *Rekviem po ètnosu*, Moscou, Nauka, 2003, p. 237.

<sup>817</sup> Entretien de l'auteur avec un représentant de l'école juive de Moscou, 30 janvier 2007.

<sup>818</sup> Entretien de l'auteur avec une représentante de l'association *Ètnosfera*, 31 mai 2006.

Moscou<sup>819</sup> ». « Presque toutes les écoles nationales qui existent à Moscou aujourd'hui (arménienne, polonaise, coréenne et beaucoup d'autres) sont les descendantes de l'école n°1650, qui a débuté avec des cours de langue et de culture nationale périscolaires (*voskresnye zanjatija*)<sup>820</sup>. »

L'institutionnalisation des écoles avec une composante ethno-nationale est ensuite progressive. Une représentante de l'association moscovite *Ėtnosfera* explique : « Au début, il y a eu des expérimentations. Il n'y avait pas de lois. Ce genre d'établissements n'existait pas. Du temps de l'URSS, il y avait des cours facultatifs mais pas d'écoles en tant que telle<sup>821</sup>. » Après l'école arménienne, la seconde école nationale qui ouvre est une école russo-coréenne. Puis le département de l'éducation de la mairie de Moscou soutient l'ouverture d'une école juive. Suivent l'école russo-arménienne puis l'école russo-géorgienne n°223. Dans l'école russo-arménienne n°1110, seuls étaient accueillis initialement des enfants arméniens arrivés après le conflit du Haut-Karabakh puis ont été accueillis des enfants vivant à proximité de cette école. Les enfants lituaniens sont accueillis dans l'école russo-lituanienne n°1247. Ce sont surtout des enfants issus de mariages mixtes qui étudient le lituanien<sup>822</sup>. Les écoles ethno-culturelles « sont toutes différentes et spécifiques en fonction des pays concernés. En général, elles portent un double nom (école russo-arménienne, russo-coréenne...) <sup>823</sup> ».

A la fin des années 1980, le concept d'école nationale suscite l'intérêt des associations ethno-culturelles nouvellement créées dans la capitale. Nées de l'initiative personnelle de quelques militants, ne disposant ni de locaux, ni de statuts, elles acquièrent progressivement suffisamment de légitimité pour prétendre à une reconnaissance officielle de la mairie de Moscou. En 1989 et 1990, entre 80 et 90 organisations sont créées<sup>824</sup>. Le soutien aux écoles nationales constitue l'un de leurs champs d'investissement. Elles s'emparent du concept d'école ethno-culturelle pour en faire l'une de leurs revendications principales<sup>825</sup>. Pour ne prendre que l'exemple des Tatars, l'association *Tugan Tel* a ainsi joué un rôle important dans l'ouverture des classes de tatar à Moscou. Comme l'explique l'association, « Le nom de la société, *Tugan Tel*, signifie dans sa traduction russe « langue maternelle » [...]. Sans langue, il n'y a pas de nation. [...] C'est pourquoi le but principal de la société a été et reste la renaissance de la langue par le biais de la participation à la création de lieux éducatifs péri-scolaires et scolaires [...] <sup>826</sup>. » En 1994, une école du soir d'enseignement du tatar a été créée qui comptait deux classes. En 1998, l'école tatar n°1186 a ouvert avec le soutien de la mairie.

---

<sup>819</sup> Voir le site de l'école : <http://www.schoolofelia.com/main.php?sec=2>

<sup>820</sup> [http://press.alledu.ru/publication\\_print/432/529](http://press.alledu.ru/publication_print/432/529)

<sup>821</sup> Entretien de l'auteur avec une représentante de l'association *Ėtnosfera*, 31 mai 2006.

<sup>822</sup> 3000 učaščijsja stolicy izučajut russkij jazyk... *art.cit.*

<sup>823</sup> Entretien de l'auteur avec un ancien responsable de la politique nationale à Moscou, 30 mai 2006.

<sup>824</sup> *Ibid.*

<sup>825</sup> *Ibid.*

<sup>826</sup> Texte officiel de *Tugan Tel* du 20 novembre 2002

## Les paradoxes de la consolidation des droits culturels

Tout au long des années 1990, la législation sur les droits nationaux se développe, tant au niveau fédéral que moscovite, et permet l'institutionnalisation des écoles ethno-culturelles. Paradoxalement, à la fin des années 1990, l'achèvement de l'édifice juridique dans ce domaine semble s'accompagner d'un désintérêt progressif pour l'exercice des droits culturels dans la capitale et d'une révision du projet politique qui les accompagne. De 1988 à 1998, quarante six établissements publics avec une composante ethno-culturelle (trente huit établissements d'enseignement général, cinq jardins d'enfants et deux écoles du soir)<sup>827</sup> ouvrent à Moscou (sur un total d'environ mille sept cent écoles). Officiellement, environ 40 000 enfants (sur 750 000 enfants scolarisés dans la capitale) bénéficient d'un enseignement national dispensé par 3 000 enseignants<sup>828</sup>. Après 1998, cependant, aucun établissement ethno-culturel nouveau n'a ouvert dans la capitale.

### **Les développements de la législation sur les droits ethno-culturels**

Tout au long des années 1990, les dispositions législatives sur les droits nationaux sont amendées et complétées. Dans le domaine associatif, les droits des associations ethno-culturelles sont progressivement précisés. Les multiples associations nationales qui ont vu le jour à la fin des années 1980 ont profité des dispositions générales des lois sur les associations à but non lucratif de 1990 et de 1995. Mais le statut associatif général ne satisfait totalement ni l'Etat, ni les représentants des nationalités. D'une part, le pouvoir politique accorde une attention toute particulière aux groupements nationaux et souhaite se doter d'instruments de contrôle plus formalisés. De l'autre, Valerij Tiškov explique que les représentants des associations de minorités nationales ne voulaient pas se satisfaire d'un statut d'organisation non-gouvernementale (NPO)<sup>829</sup>. En avril 1996, la Conception de la politique nationale de la Fédération de Russie (*Koncepcija Gosudarstvennoj Nacional'noj Politiki Rossijskoj Federacii*) est adoptée par le Conseil des ministres sur proposition du ministère des nationalités. Ce texte vise à introduire la notion d'autonomie nationale culturelle pour assurer une protection des différences ethno-culturelles et des intérêts des individus relevant d'une nationalité non-titulaire ou résidant hors de leur territoire national<sup>830</sup>. Cette conception offre un compromis entre

---

<sup>827</sup> La liste des écoles ethno-culturelles publiques à Moscou est disponible sur le site <http://www.etnosfera.ru>. A cela s'ajoutent les écoles ethno-culturelles privées (*ne-gosudarstvennye*) au statut souvent flou. Voir : LIISOVSKAJA E. et V. KARPOV, « The Perplexed World of Russian Private Schools: Findings from Field Research », *Comparative Education*, vol. 37, 2001, p. 43-64. Cet article, fondé sur l'exemple de Saint-Pétersbourg, y recense 8 écoles ethniques privées (1 géorgienne, 1 arménienne, 1 tatare, 1 balte, 2 allemandes et 3 juives).

<sup>828</sup> Kavelina E., *op. cit.*

<sup>829</sup> TISKOV V. A., « Antropologija NPO », *Neprikosnovenij Zapas*, n°39, 2005:

<http://www.nz-online.ru/index.phtml?aid=25011308>

<sup>830</sup> *Ibid.*

l'autonomie nationale territoriale et l'autonomie dé-territorialisée. Les « Autonomies nationales-culturelles » (NKA) sont présentées comme un complément au principe d'autonomie nationale territoriale<sup>831</sup>. En 1996, la loi sur les autonomies nationales-culturelles les définit comme suit :

« L'autonomie nationale-culturelle dans la Fédération de Russie est une forme d'auto-détermination nationale-culturelle, se présentant comme une union sociale de citoyens de la Fédération de Russie, liés entre eux par une appartenance ethnique définie (*etničeskij obščnost'*), sur la base de leur auto-organisation volontaire afin de résoudre de façon autonome les questions de conservation de leurs traditions, de développement de leur langue, de leur éducation et de leur culture nationale ».

Grâce à la loi de 1996, les NKA ont un statut plus favorable que les associations à but non lucratif. Elles peuvent recevoir un soutien (financier ou logistique) de l'Etat pour remplir leur mission de développement des langues nationales (art.4). Elles peuvent aussi créer des lieux d'enseignement. Elles représentent les intérêts de leur groupe national auprès des institutions législatives et exécutives. Un chapitre entier de la loi sur les NKA est consacré à la conservation, au développement et à l'utilisation de la langue nationale (chap. III). Le droit des citoyens à la libre utilisation de leur langue est réaffirmé ainsi que le soutien financier de l'Etat à l'enseignement des langues nationales.

### ***Les évolutions de la politique ethno-culturelle à Moscou***

A Moscou, les autorités municipales s'appuient sur les textes fédéraux pour développer leur propre politique ethno-culturelle, notamment en matière éducative. En dépit d'une législation officiellement favorable aux activités ethno-culturelles, le discours libéral des années 1990 est progressivement infléchi dans un sens plus interventionniste. Une hybridation avec le modèle soviétique antérieur se développe dans la gestion des questions nationales. La reconnaissance du pluralisme culturel s'accompagne d'une volonté de l'encadrer par un discours idéologique unique, faisant appel au renforcement de l'Etat et à la mobilisation patriotique. Cette hybridation est d'autant plus facile que la plupart des responsables de la politique nationale à Moscou, que ce soit dans l'administration ou dans les écoles, sont des représentants de la période soviétique.

Les écoles primaires et secondaires (jusqu'à la 11<sup>ème</sup> classe) dépendent de la mairie qui décide de leur ouverture ou fermeture et les finance. C'est donc à ce niveau local que se jouent les nouvelles relations nationales autour de l'école. Tout au long des années 1990, la mairie favorise le développement des écoles nationales et institue des privilèges financiers pour leurs enseignants<sup>832</sup>. La politique des langues nationales à Moscou est menée conjointement par le Département de l'éducation de la ville et par le Département des nationalités. En 1997, la mairie de Moscou adopte un texte sur les

---

<sup>831</sup> *Ibid.*

<sup>832</sup> Entretien de l'auteur avec une représentante de l'association *Ėtnosfera*, 31 mai 2006.

établissements d'enseignement avec une composante ethno-culturelle (nationale)<sup>833</sup> qui promeut le développement des langues et des cultures nationales. Les écoles avec une composante ethno-culturelle sont des institutions publiques, qui appliquent les programmes fédéraux d'enseignement mais qui enseignent aussi les langues, l'histoire et les cultures nationales. Elles sont accessibles à tous les enfants, indépendamment de leur lieu de résidence et de leur appartenance ethnique. Elles reçoivent les manuels pour les leçons ethno-culturelles des républiques ou des Etats où ces langues sont enseignées. Les justifications politiques avancées dans le cadre de cette disposition moscovite témoignent d'une certaine ambiguïté du texte. D'une part, le législateur y affirme que : « les cultures ethniques doivent favoriser le développement de la personnalité des enfants », « les responsables des écoles avec une composante ethnique doivent respecter les principes démocratiques (*na principah demokratičnosti*), d'ouverture (*otkrytosti*), de libre développement de la personnalité (*svobodnoe razvitie ličnosti*) ». D'autre part, le texte fixe des objectifs patriotiques et pan-russes aux établissements ethno-culturels : « Les écoles avec une composante ethnique doivent développer la personnalité des enfants en harmonie avec leur héritage national dans le cadre culturel russe », elles doivent aussi favoriser « la culture civique et l'amour de la patrie et de la famille (*vospitanie ljubvi k Rodine i sem'e*) ». Cette double dimension (individualiste et patriotique) semble témoigner de l'infléchissement qui se dessine à cette période. En 1998, le gouvernement de Moscou adopte un programme de développement de l'enseignement ethno-culturel (national) pour la période 1998-2000. Il ne sera suivi d'aucun autre texte pour les périodes suivantes. A partir de la fin des années 1990, le contexte social et politique dans la capitale évolue en faveur d'un contrôle administratif et politique accru sur les activités ethno-culturelles, en rupture avec la libéralisation observée au début de la décennie.

Du côté de la mairie de Moscou, les principaux responsables de l'éducation sont en poste depuis les années 1980. Jusqu'en 2007, la présidente du Comité de la ville à l'éducation est Ljubov Kezina. Elle a été, du côté de l'administration, le principal artisan de l'ouverture des écoles ethno-culturelles. Née en 1938, elle a exercé des fonctions locales dans les différentes instances du Parti tout au long des années 1970 et 1980. En 1986, elle prend la tête de la Direction de l'éducation (*narodnoe obrazovanie*) du Comité exécutif de la ville de Moscou (*Mosgorispolkom*) et demeure en charge des questions d'enseignement à la mairie de Moscou jusqu'en 2007. Ljubov Kezina est très connue des directeurs d'écoles nationales. La plupart d'entre eux ont commencé leur carrière alors qu'elle était déjà en charge de l'éducation à la période soviétique. Ce sont des représentants de minorités nationales mais ils enseignaient en russe dans les écoles publiques soviétiques. Ce ne sont pas des nouveaux venus mais au contraire des *insiders* de longue date<sup>834</sup>. Leurs bonnes relations avec l'administration de la ville en général et

---

<sup>833</sup> Položenie ob obrazovatel'noj škole s étnokul'turnym komponentom obrazovanija v g. Moskve, 19 août 1997, n°653.

<sup>834</sup> Cette situation n'est pas propre aux écoles nationales. En général, les responsables d'école après la chute de l'URSS sont restés ceux qui avaient été sélectionnés par le Parti avant 1991. Cette continuité limite les possibilités de réforme du système scolaire, mais n'empêche pas tout changement, dans un contexte où les responsables d'écoles ont du combler le vide né de l'affaiblissement de l'Etat et du déclin des ressources publiques. MANN D. et V. BRILLER, « School Administration in Russia: Centralization versus

avec Ljubov Kezina, en particulier, ont été déterminantes dans l'ouverture de leurs écoles par des décrets municipaux (*prikazy*). Parmi les 8 écoles que nous avons visitées, 7 d'entre elles sont aujourd'hui dirigées par les directeurs qui les ont créées. Ils sont ainsi à la tête de leur école depuis une quinzaine d'années. Ils étaient généralement enseignants dans le système soviétique scolaire traditionnel avant l'ouverture de leur école.

Des évolutions sont aussi notables dans l'évolution du personnel associatif. La loi sur les Autonomies nationales-culturelles (NKA), appliquée à Moscou, permet la création d'associations officielles représentant les nationalités ainsi que l'apparition de groupes de travail entre la mairie et les associations. Cette institutionnalisation permet à la mairie de Moscou de stabiliser, voire de contrôler, ses relations avec les acteurs nationaux non-gouvernementaux<sup>835</sup>. Un Conseil consultatif inter-ethnique (*Meznacional'nij konsul'tativnij soviet – MKS*) est créé qui permet aux NKA de travailler avec la mairie. Environ 100 organisations nationales y sont représentées. Ce conseil regroupe les Organisations sociales nationales (*Nacional'noe obščestvennoe obedinenie — NOO*) créées en vertu de la loi sur les organisations sociales ainsi que les NKA qui sont apparues après 1996. A la différence du début des années 1990, qui avaient vu la constitution spontanée d'associations animées par des militants indépendants, les NKA nouvellement créées semblent étroitement contrôlées par les autorités municipales. Les responsables de ces associations affirment « ne pas faire de politique ». Leurs activités sont essentiellement folkloriques. Le cas de la NKA tatar, qui a été fondée en 1997, l'illustre. Son président Rasim Akčurin est un ancien général des troupes de fusées stratégiques du ministère de la Défense. Les autorités municipales sont venues le chercher pour le placer à la tête de la NKA tatar. Au milieu des années 1990, c'est surtout son frère qui est connu en tant que cardiologue du Président Eltsine (il a réalisé son opération du cœur). La famille Akčurin symbolise à la fois la culture tatar et la loyauté au pouvoir politique russe. Rasim Akčurin présente son engagement à la tête de la NKA tatar comme un devoir plutôt que comme un choix personnel militant. Le discours du Président de la NKA tatar présente un contraste fort avec le discours des membres de l'association *Tugan Tel* au début des années 1990. Aujourd'hui, cette première association continue à exister aux côtés de la NKA tatar mais semble en recul et marginalisée par les autorités municipales. Chacun reconnaît son rôle historique mais souligne son déclin. Vladimir Zamuruev, vice-président du Comité pour les relations sociales et interrégionales à la mairie de Moscou, explique que *Tugan Tel* est une association « fortement nationaliste. Il y a trois ou quatre personnes qui exploitent ce thème. Ce n'est pas beaucoup de gens. [...] Ils veulent jouer le rôle de porte-parole des Tatars mais ils n'ont pas de mandat pour ça. Les NKA sont plus légitimes<sup>836</sup>. » Du côté de la mairie de Moscou, la loyauté des NKA est préférée au militantisme national des associations non-gouvernementales.

---

Decentralization », dans A. HARGREAVES et al, *International Handbook of Educational Change*, Dordrecht, Pays Bas, Kluwer Academic Publishers, 1998, p. 790-806.

<sup>836</sup> Entretien de l'auteur avec Vladimir Ivanovič Zamuruev, Vice président du Comité pour les relations sociales et interrégionales (Zam. Predstatel' Komiteta obščestvennyh i mezregional'nyh svjazej), 30 mai 2006

Les administrateurs de la ville, les enseignants et les responsables associatifs partagent aujourd'hui une culture commune. Les directeurs d'établissements ethno-culturels insistent sur leur apolitisme et sur leur loyauté à l'égard de la ville. Comme l'explique la directrice de l'école tatare, « dans notre école, on enseigne la culture nationale tatare parce que c'est nécessaire pour la paix spirituelle. Ce n'est absolument pas du nationalisme (*net nacionalizma*)<sup>837</sup> ». Les enseignants des écoles nationales souscrivent au discours officiel sur les nationalités élaboré par le gouvernement de Moscou. Cette inflexion s'inscrit dans un cadre politique plus général de renforcement de l'Etat au détriment des libertés individuelles. O. Ščedrina constate que la Russie abandonne progressivement le modèle multiculturel pour s'orienter vers un modèle intégrateur. Elle met ces évolutions en lien avec la montée des tensions interethniques (violences contre les Caucasiens) dans le pays. A l'automne 2003, l'Institut de sociologie RAN a conduit, à la demande du gouvernement de Moscou, une recherche sur les relations interethniques dans la capitale montrant notamment une montée de la « migrantophobie » chez les jeunes<sup>838</sup>. Parmi les remarques relevées par les interviewés, plusieurs portaient sur la langue « Si on vit en Russie, on doit parler russe », « ils ne veulent pas apprendre notre langue, ils ne veulent pas connaître notre culture ». L'opinion publique semble ainsi vouloir donner la priorité au modèle assimilateur. Dans ce contexte, entre multiculturalisme et assimilation, O. Ščedrina suggère que « l'un des compromis possibles consiste à organiser les structures administratives selon des principes multiculturels, les administrateurs intervenant directement auprès des populations pluriethniques. Il s'agit alors de diffuser l'idéologie multiethnique le long de la verticale de l'administration jusqu'au niveau local<sup>839</sup>. »

### **Les nouveaux arrangements autour des écoles nationales**

Les années 2000 sont consacrées à la redéfinition du rôle éducatif des écoles avec une composante ethno-culturelle dans une logique de plus en plus assimilationniste. Cette dernière se caractérise par un renforcement de l'enseignement de la langue russe, par la folklorisation des identités ethniques et par le développement de programmes patriotiques laissant peu de place à la libre expression culturelle. Cependant, en dépit des contraintes juridiques et des limites politiques posées à leur activité, les écoles ethno-culturelles à Moscou constituent des lieux d'apprentissage originaux, que le cadre officiel ne parvient pas réellement à unifier. Les écoles sont très différentes et s'approprient et transforment les règles qui leur sont fixées.

#### ***Des équilibres linguistiques en évolution***

Les autorités moscovites insistent sur l'importance de l'enseignement du russe dans les écoles ethno-culturelles. En 2005, Ljubov' Kezina, explique ainsi que :

---

<sup>837</sup> Entretien de l'auteur avec un responsable de l'école tatare, 31 mai 2006.

<sup>838</sup> Ščedrina O. V., *op. cit.*, p. 72.

<sup>839</sup> *Ibid.*, p. 74.

« [...] ces écoles ne sont pas des écoles nationales (*ne nacional'nye*) mais avec une composante ethno-culturelle. C'est le département de l'éducation qui les ouvre à la demande de différents groupes nationaux et centres culturels. [...] Dans toutes les écoles, le programme en langue russe et le plan de base d'étude à Moscou sont appliqués. Seulement 5 heures sont consacrées à l'étude de la langue, de l'histoire, de la littérature, des traditions, des danses de telle ou telle nationalité<sup>840</sup>. »

Dans cet entretien, la représentante de la mairie de Moscou fixe clairement les limites du « national » dans les écoles avec une composante ethno-culturelle. Ce que confirme son adjoint : « Les enfants y font leurs études de base en russe et étudient en plus leur langue maternelle (*rodnoj jazik*). [...]. Les heures d'enseignement ethno-culturelles sont facultatives<sup>841</sup>. »

Depuis le début des années 2000, l'accent mis sur l'enseignement du russe est renforcé par l'arrivée de migrants non-russophones dans la capitale. La population de la capitale s'est en effet transformée. Selon le recensement de 2002, les Russes constituent désormais 84,6% de la population (contre 89,7 en 1989) et une augmentation de tous les autres groupes nationaux recensés dans la capitale est sensible (à l'exception des juifs)<sup>842</sup>. Les fonctionnaires locaux à Moscou insistent sur le rôle des écoles ethno-culturelles dans l'accueil des migrants qui ne connaissent pas le russe. D'après un fonctionnaire de la mairie de Moscou, le principal problème consiste à enseigner le russe aux nouveaux arrivants (venant d'Ouzbékistan, du Tadjikistan, du Vietnam, de Chine...)<sup>843</sup>. Ce changement social est officiellement invoqué pour justifier l'attention croissante portée à l'enseignement du russe dans les écoles ethno-culturelles. Si le début des années 1990 a été marqué par la volonté de restaurer un enseignement en langues nationales à Moscou pour satisfaire les besoins des minorités non-russes mais russophones vivant sur place, ces dernières se détournent aujourd'hui des établissements nationaux (leur préférant des établissements plus prestigieux) et sont remplacées par des populations migrantes. Ce changement social est officiellement invoqué pour justifier l'attention croissante portée à l'enseignement du russe dans les écoles ethno-culturelles. Ces dernières se transforment ainsi en lieux de russification progressive. Dans l'école juive, beaucoup d'enfants viennent de Géorgie et sont des juifs des montagnes (*Gornij evrej*). Ils parlent géorgien et sont arrivés en raison des migrations économiques de leurs parents. A l'école juive de Moscou, ils apprennent à la fois le russe et l'hébreu. A l'école arménienne, certains enfants sont de nouveaux arrivants qui ne parlent pas russe. Comme l'explique une enseignante, l'école arménienne aide les enfants à intégrer leur nouveau pays<sup>844</sup>. Les

---

<sup>840</sup> Priorityty. Otlíčnaja škola. Interview de Ljubov' Kezina. 12 septembre 2005. [http://mosedu.ru/ru/portal/news/news\\_detail.php?ID=19804](http://mosedu.ru/ru/portal/news/news_detail.php?ID=19804)

<sup>841</sup> Entretien de l'auteur avec Vladimir Ivanovič Zamuruev, Vice président du Comité pour les relations sociales et interrégionales (Zam. Predsetatel' Komiteta obščestvennyh i mezregional'nyh svjazej), 30 mai 2006.

<sup>842</sup> *Etničeskaja karta Moskvy*, p. 20.

<sup>843</sup> *Ibid.*

<sup>844</sup> Entretien de l'auteur avec un responsable de l'école arménienne, Moscou, 29 janvier 2007.



directeurs d'écoles ethno-culturelles insistent donc sur l'importance de l'enseignement du russe. Comme l'explique la directrice de l'école arménienne : « Toutes les leçons sont en russe à l'exception de la langue, de la littérature, de l'histoire et de la géographie arménienne qui ont lieu en arménien<sup>845</sup>. » Cette attention renforcée pour l'enseignement du russe s'inscrit dans le cadre fédéral. En 2005, la loi « Sur la langue d'Etat de la Fédération de Russie » insiste sur le rôle de la langue russe comme langue de communication « permettant de renforcer les liens interethniques des peuples de la Fédération de Russie au sein d'un Etat plurinational unifié<sup>846</sup> ».

### ***Les libertés de langage***

En dépit de la vigilance apportée à l'enseignement du russe, les écoles ethno-culturelles semblent constituer des espaces de liberté linguistique. Les enfants des écoles azérie et arménienne, interviewés par Elena Nikišina, affirment que la plupart des enseignants se conforment aux règles de l'enseignement en russe : « Les professeurs exigent que nous parlions russe. Quand j'entre dans la salle de russe, je salue notre professeur, je lui dis "barev dzez" [bonjour] en arménien. Et elle me dit : "Ne me parle pas arménien. Tu es dans la salle de la langue russe. Tu dois parler russe !" » (Viktorija – Arm.). Mais il y a bien sûr des cas de transgression de ces règles. Dans les petites classes, lorsque les enfants ne maîtrisent pas du tout le russe, les cours généraux, contrairement aux directives fédérales, sont généralement dispensés dans leur langue nationale. Les enseignants, qui maîtrisent les deux langues, privilégient leur langue maternelle dans la communication avec les élèves, notamment hors des heures de cours. Dans les couloirs, les enfants parlent entre eux leur langue maternelle. Dans les deux écoles, on peut voir pendant la pause, par exemple, des professeurs s'adresser aux élèves en langue nationale. Les interviewés de l'école arménienne disent que les mathématiques leur sont enseignées parallèlement en deux langues, contrairement au règlement : « Ça, c'est pour mieux comprendre » (Samvel – Arm.). D'après certains interviewés de l'école azérie, les enseignants se permettent parfois de passer en azéri quand ils se fâchent<sup>847</sup>.

Théoriquement, l'éducation dans les écoles avec une composante ethnoculturelle est organisée de telle manière que les enfants issus des minorités nationales doivent passer les mêmes examens et sont évalués au cours de ces examens d'après la même grille que les enfants russes. Cela ne concerne pas les matières enseignées dans le cadre d'une composante ethnoculturelle mais toutes les matières enseignées en russe et notamment le russe. L'observation et les entretiens réalisés par Elena Nikišina ont démontré qu'il existe un décalage assez grand entre la manière dont le russe est enseigné dans ces écoles en réalité et les exigences émises par les structures officielles :

---

<sup>845</sup> *Ibid.*

<sup>846</sup> Federal'nij zakon RF o gosudarsvennom jazyke RF, n°53, 7 juin 2005. Le texte de cette loi est disponible à l'adresse : <http://www.rg.ru/2005/06/07/yazyk-dok.html>

<sup>847</sup> NIKISINA E., *Le rôle du langage dans le processus d'intégration (à partir de l'exemple des communautés azérie et arménienne de Moscou)*, Mémoire de recherche en sociologie, Moscou, CUF, 2007.

« On a assisté à la leçon de littérature russe en neuvième année dans l'école arménienne, il s'est trouvé que la maîtrise du russe, chez les enfants auxquels il reste deux années avant la fin des études secondaires, n'est pas suffisante pour comprendre *Eugène Onéguine*, ni pour arriver à écrire sous la dictée à un rythme normal. Cela fait penser que beaucoup d'enfants n'obtiennent pas le niveau de russe nécessaire pour passer à la fin l'Examen Commun d'Etat en russe (*Edinij gosudarstvennij ékzamen - EGE*)<sup>848</sup>. »

Si les écoles ethno-culturelles continuent à être fréquentées, en dépit de résultats scolaires qui peuvent sembler inférieurs aux exigences fédérales, c'est qu'elles offrent probablement aux enfants qui y sont scolarisés un service que ne peuvent leur offrir les écoles classiques. La relative liberté qui règne dans l'utilisation de la langue assure un confort linguistique et social aux enfants qui y étudient.

### ***Patriotisme versus nationalisme***

Depuis le début des années 2000, les écoles ethno-culturelles développent, comme l'ensemble des établissements d'enseignement en Russie, une mission d'éducation au patriotisme<sup>849</sup>. Cette mission est conçue en conformité avec les Programmes d'instruction patriotique de l'Etat russe pour les périodes 2001-2005 et 2006-2010<sup>850</sup>. Cette éducation semble avoir deux objectifs : limiter, d'une part, l'expression souverainiste des nationalités minoritaires qui vivent dans le pays et, d'autre part, lutter contre le développement d'un nationalisme russe xénophobe qui s'est traduit par une recrudescence des agressions racistes dans le pays depuis le début des années 2000. En 2001, les rédacteurs du projet patriotique écrivaient : « Des processus objectifs et subjectif ont aggravé la question nationale. Le patriotisme tend à se transformer en nationalisme. Le sens de l'internationalisme s'est beaucoup affaibli. L'indifférence, l'égoïsme, l'individualisme, le cynisme [...] se sont répandus dans l'opinion publique<sup>851</sup>. » Pour répondre à ces difficultés, l'Etat prévoit des activités destinées à promouvoir les cultures traditionnelles comme mode d'éducation patriotique. Les différences culturelles sont présentées comme des « différences de forme » (vêtements, musiques, gastronomie...) qui s'agrègent pour fonder l'unité de l'Etat russe sur le contenu. La folklorisation de la diversité culturelle est présentée comme une reconnaissance des différences ethniques dans le pays permettant ensuite leur intégration commune au sein de l'Etat sur la base du patriotisme. Ces orientations (en parallèle avec l'évolution du rôle linguistique des écoles ethno-culturelles désormais orientées vers

---

<sup>848</sup> *Ibid.*

<sup>849</sup> Voir par exemple : SNIREL'MAN V., « Rossijskaja škola i nacional'naja ideja », *Neprikosnovennij zapas*, n°6, 2006.

<sup>850</sup> Pravitel'stvo RF. Postanovlenie ot 16.02.2001 « O gosudarstvennoj programme « Patriotičeskoe vospitanie graždan RF na 2001-2005 gody » : [http://www.llr.ru/razdel3.php?id\\_r3=73](http://www.llr.ru/razdel3.php?id_r3=73), et Gosudarstvennaja programma « Patriotičeskoe vospitanie graždan RF na 2006-2010 gody » :

[http://www.patriot-rf.ru/law/norm/fed/patriot\\_2006-2010.html](http://www.patriot-rf.ru/law/norm/fed/patriot_2006-2010.html)

<sup>851</sup> *Ibid.*

l'enseignement du russe à des enfants de migrants) empruntent fortement à l'approche folklorique héritée du passé soviétique. Elle exclut toute réflexion politique sur les droits culturels et débouche sur un discours intégrateur et unificateur. Le programme d'éducation patriotique pour 2006-2007 indique : « L'éducation patriotique prend en compte la composition multi-nationale de la Fédération de Russie et le multiplicité des cultures nationales et ethniques qui en découle. Nous sommes de plus en plus conscients que le caractère plurinational de notre pays [...] permet le progrès matériel et spirituel de notre société<sup>852</sup>. »

Dans ce contexte de développement du discours patriotique, les écoles ethno-culturelles de Moscou se voient chargées, en conformité avec les *curricula* élaborés par la mairie de Moscou, de valoriser les traditions folkloriques des minorités qu'elles représentent. Outre les enseignements de langues, les écoles ethno-culturelles dispensent un enseignement de « civilisation » (sous l'intitulé « Culture et ethnos » par exemple). Cet enseignement est fortement folklorisé. Les professeurs des écoles ethno-culturelles sont très fiers de leurs groupes de danseurs, de leurs costumes nationaux, de leurs musées rassemblant des objets ethniques. Ils les présentent volontiers à leurs visiteurs. Cet engouement pour les activités folkloriques n'est pas nouveau. L'Etat soviétique finançait la culture folklorique de masse, les ensembles de danse, les musées ethniques et toutes les autres productions folkloriques des groupes nationaux<sup>853</sup>. Cette insistance sur le folklore national contribue à la consolidation des stéréotypes nationaux (y compris des stéréotypes liés au folklore russe), fondés sur une vision essentialiste de l'ethnicité. Officiellement, en partageant leurs cultures folkloriques, les jeunes Russes de toute origine doivent en tirer des leçons de tolérance et apprécier la diversité<sup>854</sup>. Il s'agit de renforcer l'unité et de l'amitié entre les peuples (*družby narodov*) de la Fédération de Russie selon les termes officiels<sup>855</sup>.

### ***Les déclinaisons domestiques du patriotisme***

Si le discours patriotique est bien présent dans les programmes officiels des écoles ethno-culturelles, il disparaît souvent dans la vie quotidienne derrière des considérations beaucoup plus familiales et communautaires. Un symbole permet d'illustrer cette idée. Dans le musée patriotique de l'école polyculturelle d'Ofélia Arakelian, tous les héros de la Seconde guerre mondiale présentés sur les affiches sont des héros arméniens. Au centre, une affiche est consacrée au propre père de la directrice, qui était officier durant la seconde guerre mondiale. On assiste ainsi à une appropriation personnelle de la notion de patriotisme. Les relations familiales sont très présentes dans le fonctionnement des écoles

---

<sup>852</sup> Gosudarstvennaja programma « Patriotičeskoe vospitanie graždan RF na 2006-2010 gody » : [http://www.patriot-rf.ru/law/norm/fed/patriot\\_2006-2010.html](http://www.patriot-rf.ru/law/norm/fed/patriot_2006-2010.html)

<sup>853</sup> SUNY R. G. et T. MARTIN, *A State of Nations*, Oxford, Oxford University Press, 2001, p. 67.

<sup>854</sup> BLUM D. W., « Official Patriotism in Russia. Its Essence and Implications », *PONARS Policy Memo*, n°420. décembre 2006 : [http://www.csis.org/media/csis/pubs/pm\\_0420.pdf](http://www.csis.org/media/csis/pubs/pm_0420.pdf)

<sup>855</sup> Gosudarstvennaja programma « Patriotičeskoe vospitanie graždan RF na 2006-2010 gody » : [http://www.patriot-rf.ru/law/norm/fed/patriot\\_2006-2010.html](http://www.patriot-rf.ru/law/norm/fed/patriot_2006-2010.html)

ethno-culturelles. Dans plusieurs établissements, les directrices emploient leurs proches à différents postes administratifs ou pédagogiques. Leurs filles peuvent ainsi être assistantes ou enseignantes. Leurs enfants ou leurs petits-enfants sont aussi scolarisés dans l'école. Cette dimension familiale est ensuite élargie progressivement à l'école dans son ensemble. Les écoles ethno-culturelles à Moscou sont généralement de petits établissements, installés dans d'anciens jardins d'enfants. Elles accueillent entre 200 et 600 enfants (quand les écoles classiques en accueillent près d'un millier). Les directrices d'école présentent souvent leur établissement comme une "grande famille". Elles considèrent les enfants comme leurs enfants (*moi deti*), différenciés de leurs propres enfants (*moi sobstvennye deti*). La directrice de l'école tatar explique que son école "est une école familiale (*semejnaja škola*)<sup>856</sup> ». La directrice d'une école explique qu'elle a du adopter deux enfants dont les parents étaient décédés et qui n'avaient pas de famille à Moscou. Les responsables insistent sur les relations pacifiques qui règnent entre les enfants. Cette dimension familiale n'est pas spécifique aux écoles ethno-culturelles (elle est aussi notable dans les autres établissements scolaires) mais elle est importante car elle permet aux écoles de dépasser les clichés folkloriques pour intégrer des enfants étrangers sur une base individuelle. A titre d'exemple, la responsable de l'école arménienne explique ainsi : "Nous avons des enfants de différentes nationalités. Nous accueillons les enfants arméniens en majorité mais il y a des enfants d'autre nationalité. Nous avons des Tchétchènes, des Yezides, et même un Turc. C'est un bon garçon, il s'appelle Ali<sup>857</sup>." » Le souci domestique permet d'affaiblir au quotidien les tensions suscitées par la présence de l'enfant turc dans l'école arménienne et de dépasser une conception fondamentalement essentialiste de l'identité nationale.

### ***L'autonomie religieuse sous couvert de folklore***

Officiellement, les écoles ethno-culturelles sont laïques. Dans le texte du gouvernement de Moscou de 1997, des cours de religion peuvent être introduits mais il s'agit d'enseigner les bases spirituelles de la culture nationale. La liberté de culte est garantie et les écoles sont indépendantes des institutions religieuses. Les directeurs d'école défendent officiellement ces principes. La visite des écoles ethno-culturelles surprend cependant par la place qu'y occupent les symboles religieux. Dans le hall d'entrée de l'école géorgienne, une grande statue du Christ accueille les visiteurs et la directrice de l'école est très fière de la petite chapelle qui a été construite dans la cour de l'école. L'école juive est officiellement séculière mais tous les enfants y portent la kippa (obligatoire). Comme l'explique son directeur : « Nous avons des contacts avec la synagogue. Nous y emmenons parfois les enfants, ou bien les rabbins viennent chez nous et nous font des lectures. Nous participons aux célébrations. Nous avons différents contacts<sup>858</sup>. » Dans cette école, une salle est réservée aux traditions et ressemble fortement à une pièce de prière. Dans l'école tatar, la plupart des enfants étudient aussi

---

<sup>856</sup> Entretien de l'auteur avec un responsable de l'école tatar, 31 mai 2006.

<sup>857</sup> Entretien de l'auteur avec un responsable de l'école arménienne, 29 janvier 2007.

<sup>858</sup> Entretien de l'auteur avec un responsable de l'école juive, 30 janvier 2007.

l'arabe pour des motifs religieux. Certains enseignants de tatar enseignent au Collège musulman de Moscou. Ainsi, sous couvert de culture nationale, la religion occupe une place importante dans les écoles avec une composante ethnique. Cette présence du religieux introduit une différence significative avec la période soviétique, quand la religion était bannie des écoles. Manifestement, ces pratiques religieuses dans les écoles sont tolérées par la mairie de Moscou, dans la mesure où elles ne débouchent pas sur des revendications de nature politique.

## Conclusion

L'étude de la politique des langues à Moscou montre une tension permanente entre la volonté de favoriser le plurilinguisme et la crainte d'alimenter de la sorte une résurgence de revendications politiques à l'égard de l'Etat. En effet, l'enseignement des langues nationales est conçu comme un droit culturel individuel sans débouché politique communautaire (nationalisme). L'enseignement des langues maternelles est une concession accordée dans le parcours de vie des citoyens, permettant de satisfaire un besoin intime ou de progresser sur la voie de l'intégration dans la société russe. Il ne s'agit pas de renforcer les attachements communautaires mais, au contraire, de les encadrer en les reconnaissant et en les contrôlant. La politique des langues contemporaine se situe bien dans le prolongement de la politique soviétique des nationalités, dans ses épisodes les plus « libéraux » toutefois. Selon l'historien Yuri Slezkine, elle évoque ainsi la doctrine léniniste selon laquelle « le plus sûr moyen d'unifier dans le contenu est de diversifier dans la forme. En promouvant les cultures nationales et en créant des autonomies nationales, des écoles nationales et des cadres nationaux, les bolcheviques ont vaincu la méfiance des nationalités et atteint les auditoires nationaux<sup>859</sup>. » Elle se situe aussi dans la continuité de la politique éducative menée par Khrouchtchev après 1958. Si la dimension idéologique de l'éducation en langue nationale a disparu, elle a été remplacée par une attention croissante portée à l'unité de l'Etat, dans le cadre d'un développement du discours patriotique officiel. Il n'y a pas forcément de contradiction entre le développement des cultures nationales et d'une culture patriotique russe. En France, les travaux de J.F. Chanet<sup>860</sup> et de A.M. Thiesse<sup>861</sup> insistent sur le développement conjoint de deux patriotismes, local et national, pensés comme complémentaires. En Russie, le programme d'éducation patriotique explique : « Prenant racine dans l'amour pour sa « petite Patrie » (*malaja rodina*), les sentiments patriotiques se développent jusqu'au niveau étatique, jusqu'à l'amour pour sa grande Patrie (*Otečestvo*)<sup>862</sup>. » La

---

<sup>859</sup> SLEZKINE Y., « The USSR as a Communal Apartment, or How a Socialist State Promoted Ethnic Particularism », *Slavic Review*, vol. 53, 1994, p. 420.

<sup>860</sup> CHANET J. F., *L'école républicaine et les petites patries*, Paris, Aubier, 1996.

<sup>861</sup> THIESSE A. M., « Les deux identités de la France », *Modern & Contemporary France*, vol. 9, 2001, p. 9-18.

<sup>862</sup> « Koncepcija patriotičeskogo vospitanija graždan RF », Moscou, 2003 : [medianet.yartel.ru/CMS/docs/do/concept\\_patriot.doc](http://medianet.yartel.ru/CMS/docs/do/concept_patriot.doc)

reconnaissance de la diversité ethno-culturelle s'insère dans un dispositif politique général conçu sur un mode vertical et non plus sur le mode horizontal des solidarités intra-communautaires. Cependant, la puissance publique en Russie n'est aujourd'hui plus en mesure de contrôler (si elle l'a jamais été) le quotidien de ses citoyens. Les pratiques religieuses et familiales au sein des écoles ethno-culturelles sont ainsi en contradiction avec les principes d'assimilation et de laïcité des établissements scolaires publics. Ces pratiques quotidiennes sont tolérées par les autorités locales car elles n'enfreignent pas la loi de l'apolitisme. Elles restent dans des limites politiques acceptables pour l'Etat mais témoignent tout de même des changements intervenus en Russie depuis la chute de l'URSS.

**Silvia Serrano**

Université d'Auvergne, Clermont-Ferrand  
serrano.sil@gmail.com

## **Déclin du russe et politiques linguistiques en Géorgie indépendante postsoviétique**

Le 12 août 2008, Nicolas Sarkozy, président en exercice de l'Union européenne, négociait à Moscou un cessez-le-feu mettant fin à la guerre éclairée qui avait éclaté entre la Russie et la Géorgie suite à la tentative de Tbilissi de reprendre par la force le contrôle de Tskhinvali, la capitale de l'Ossétie du Sud. Les autorités russes ont rapidement contesté le texte original en français signé par le président géorgien Mikheil Saakachvili, ainsi que sa traduction anglaise, tel qu'il a été rendu public, affirmant que l'accord mentionnait non pas la sécurité et la stabilité *en* Abkhazie et Ossétie du Sud, mais *de* ces entités<sup>863</sup>. Au-delà du contexte diplomatique spécifique dans laquelle elle s'inscrit, cette anecdote illustre l'une des implications des tensions très grandes entre les deux Etats : que les relations bilatérales butent désormais sur « problème de traduction » témoigne de la désaffection envers l'ancienne langue officielle de l'Union soviétique.

Pourtant, dans la Géorgie devenue indépendante en 1991, l'emploi du russe comme langue véhiculaire semblait devoir s'imposer plus qu'ailleurs en raison d'une forte présence de minorités (29,9 % en 1989) dont c'était la seule langue commune. Or c'est au contraire l'un des Etats issus de l'URSS où il a le plus disparu de l'espace public. Pour comprendre cet apparent paradoxe, il convient de replacer la question linguistique dans le contexte plus général de la formation de l'Etat Nation au sortir d'un empire multiethnique. La langue est un marqueur de la nation, et ce d'autant plus, dans le cas du géorgien, qu'elle n'entretient aucune parenté avec les autres langues parlées dans la région<sup>864</sup>. Elle est donc un signe d'altérité et à ce titre, elle a été très fortement investie par le discours nationaliste.

---

<sup>863</sup> “Un problème de traduction à l'origine d'incompréhensions entre Russes et Géorgiens”, *Le Monde*, 6 septembre 2008. Le texte peut être consulté sur le site du ministère géorgien de la Réintégration, <http://www.smr.gov.ge/en/home>, consulté le 20 octobre 2008.

<sup>864</sup> Le géorgien appartient à la famille des langues kartvéliennes, totalement différente des autres familles linguistiques présentes au Caucase : langues indo-européennes ou indo-iraniennes (russe, arménien, ossète), langues turciques (azéri, koumyk, etc.), langues du Caucase du Nord-Est (avar, darguin, tchéchéne, etc.), langues du Caucase du Nord-Ouest (tcherkesse, kabarde, abkhaze, etc.). Il n'y a pas d'intercompréhension entre le géorgien et les autres langues kartvéliennes (le svane, le laze, le mingrélien par exemple). Le développement du géorgien est indissociable de la diffusion du christianisme. Après l'introduction d'un alphabet propre au Vème siècle, la traduction de la Bible et les Ecritures, le géorgien devient la langue liturgique de l'Eglise et au Xème siècle, l'hagiographe Guiorgui Mertchoulé définissait la « Géorgie »

Or, un héritage de la politique soviétique des nationalités est la valorisation du fait ethnique<sup>865</sup>. Tandis que les catégories « ethnie » et « nation » constituaient les éléments structurant des scènes publiques postsoviétiques, la « nation titulaire »<sup>866</sup> géorgienne, a cherché à s'assurer le monopole de la légitimité dans la construction de l'Etat et à affirmer sa prééminence par rapport aux autres groupes. L'« hétérogénéité ethnique » qui induisait une incertitude sur l'identité nationale, constituait une menace pour celle-ci. La notion même de Géorgie multiethnique, qu'elle soit lue comme un atavisme impérial<sup>867</sup> ou comme le signe d'un inachèvement de la nation, était rejetée au profit d'une vision développementaliste de la formation de l'Etat-Nation.

Ce cadre conceptuel rend difficile de penser le multilinguisme. Toutefois, l'idéal implicite d'une unification linguistique qui passerait par l'éviction de l'espace public de l'ensemble des langues autres que le géorgien bute sur plusieurs obstacles. La nécessité de prendre en compte la situation existant *de facto* et de préserver un *modus vivendi* avec les minorités, apparaît vitale après la perte de contrôle des territoires ossètes et abkhazes en 1992 et 1993<sup>868</sup>. Mais parallèlement, l'intégration des minorités ne pouvait constituer un horizon politique dans la mesure où l'ethnie, définie par une mythique origine commune, reste le ressort identitaire principal. Enfin, les injonctions qui ont émané de l'extérieur ont également compté, le respect des minorités nationales, par exemple, était l'une des conditions à l'entrée au Conseil de l'Europe.

C'est cette triple contrainte qui va peser sur la gestion des langues, atténuant parfois l'effet de l'investissement nationaliste et déterminant des politiques publiques aux objectifs parfois contradictoires, mais qui se soldent par la disparition progressive de la *lingua franca*, dont il conviendra de mesurer les conséquences sur les pratiques et les nouveaux défis qu'elle pose. Le système éducatif, en tant que fabrique de la nation, permet de mesurer les ambiguïtés des politiques menées ainsi que les effets qu'elles produisent.

---

comme « les vastes territoires dans lesquels le service religieux est célébré en géorgien et où toutes les prières sont dites en langue géorgienne ».

<sup>865</sup> LARUELLE M. et C. SERVANT, eds., *D'une édification à l'autre : socialisme et nation dans l'espace (post)communisme*, Paris, Éditions Petra, 2008.

<sup>866</sup> Selon la terminologie soviétique.

<sup>867</sup> On pense par exemple à Andreï Sakharov qualifiant la Géorgie comme un « mini-empire » dans un discours au premier congrès des députés du peuple de l'URSS, dans SAHAROV A., *Mir, Progress, prava čeloveka*, Leningrad, Sovetskij pisatel', 1990, p 115.

<sup>868</sup> L'évolution de la situation linguistique en Abkhazie -et, dans une moindre mesure, en Ossétie du Sud-présente des singularités qui mériteraient en tant que telles un article spécifique. Toute étude sérieuse dans ce domaine nécessiterait des recherches sur le terrain, impossibles à mener à partir de la Géorgie. Les données citées dans le présent chapitre ne tiennent donc pas compte de ces deux entités. En novembre 2007, les autorités de facto d'Abkhazie ont adopté une loi sur la langue d'Etat, qui rend notamment obligatoire l'usage de l'abkhaze dans les sessions parlementaires et toutes les réunions gouvernementales d'ici 2010, alors que le russe est aujourd'hui la langue administrative de facto.



## Identité nationale et mobilisations linguistiques

L'intégration à l'Empire tsariste puis à l'URSS a entraîné la russification partielle de la Géorgie, mais aussi, en raison des fortes mobilisations contre celle-ci, des ambiguïtés du projet assimilationniste russe, puis des politiques d'indigénisation, le renforcement et la modernisation du géorgien. Pourtant, la défense de la langue alimenta les mobilisations nationalistes à l'époque soviétique.

Les tentatives de remise en cause du statut privilégié des langues titulaires dans les Républiques, base de la politique d'indigénisation, ont donné lieu à une opposition, comme le montrent les réactions à la réforme de l'éducation. L'article 19 de la loi sur la langue du 22 décembre 1958 revenait sur l'obligation pour les enfants d'apprendre la langue de la république. Elle a provoqué une forte résistance en Lettonie et en Azerbaïdjan qui a entraîné des purges dans les appareils du parti<sup>869</sup>. En Géorgie, pour des raisons qui tiennent au contexte intérieur et à la répression de la manifestation contre la déstalinisation de 1956<sup>870</sup>, il faut attendre la réforme constitutionnelle de 1978 pour qu'émerge une forte mobilisation en défense de la langue.

La fin des années Mjavanadzé se caractérisent par une nouvelle offensive en faveur d'une meilleure connaissance du russe<sup>871</sup>. Les recensements témoignent en effet d'une résistance à l'assimilation linguistique. En 1970, à Tbilissi, 56,4% des Géorgiens ne parlaient pas le russe couramment, ce qui constitue le pourcentage le plus élevé parmi les nations titulaires résidant dans une capitale républicaine, à l'exception d'Erevan<sup>872</sup>. Le nombre d'heures de cours du russe augmente, ainsi que l'usage de cette langue dans l'enseignement des autres disciplines. Selon le ministre de l'Éducation géorgien, les manuels d'enseignement supérieur devaient tous être en russe, de même que les thèses. L'écrivain Revaz Djaparidzé fait un discours remarqué à 8<sup>e</sup> congrès des Écrivains géorgiens en avril 1976 contre l'érosion du géorgien<sup>873</sup>. Ce sont toutefois les menaces que faisaient peser sur le géorgien les avantages supplémentaires qu'il est prévu d'accorder au russe lors l'adoption de la nouvelle constitution et qui suscitent la mobilisation. L'organe officiel *Zaria Vostoka* publie le projet le 24 mars 1978. L'article 75 de la nouvelle constitution prévoyait une remise en cause du statut de la langue titulaire, en garantissant

---

<sup>869</sup> En 1956, le soviet suprême d'Azerbaïdjan avait adopté une loi qui fait de l'azerbaïdjanais la seule langue d'Etat de la république. SMITH J., « Republican Authority and Khrushchev's Education Reform in Estonia and Latvia, 1958-59 », dans O. MERTELSMANN, *The Sovietization of the Baltic States, 1940-1956*, Tartu, Kleio, 2003.

<sup>870</sup> Des manifestations eurent lieu à Tbilissi du 3 au 6 mars 1956. La répression par l'armée soviétique fit plusieurs centaines de victimes.

<sup>871</sup> Vasil Mjavanadzé a été premier secrétaire du Parti Communiste de Géorgie de 1953 à 1972. Il fut remplacé par Edouard Chevarnadzé.

<sup>872</sup> SUNY R. G., *The Making of the Georgian Nation*, Bloomington, Indiana University Press, 1988, p. 300.

<sup>873</sup> SUNY R. G., « On the Road to Independence: Cultural Cohesion and Ethnic Revival in a Multinational Society », dans R. G. SUNY, *Transcaucasia, Nationalism and Social Change. Essays in the History of Armenia, Azerbaijan, and Georgia*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1996, p. 393.

l'utilisation du russe dans les administrations<sup>874</sup>. Des débats publics s'engagent avant la session du Soviet suprême de la République socialiste soviétique de Géorgie (RSSG) qui devait se réunir le 14 avril pour approuver la constitution. Les journaux publient des tribunes d'intellectuels, par exemple de l'académicien et linguiste Akaki Chanidzé, demandant le maintien en l'état de l'article de l'ancienne constitution. Des pétitions sont signées à l'université de Tbilissi et dans d'autres établissements d'enseignement supérieur en faveur de sa proposition. Dans les jours qui précèdent la session, des tracts sont distribués qui appellent à des manifestations en défense du géorgien comme langue d'Etat.

Le 13 avril, lors d'une réunion des recteurs de l'université, Edouard Chévardnadzé, premier secrétaire du parti communiste de Géorgie, leur demande de dissuader les étudiants d'organiser des manifestations, en rappelant la répression de 1956. Un régiment des troupes du ministère de l'Intérieur est mobilisé, mais un cortège d'environ 10 000 personnes se rend de l'université au siège du gouvernement en scandant des slogans en faveur de la « langue maternelle » ou en récitant des poèmes géorgiens. Les autorités proposent comme solution de compromis que le géorgien soit la « langue républicaine ». Mais la foule scande « d'Etat ». La session du Soviet suprême est retransmise dans la rue, les manifestants écoutant Chévardnadzé expliquer que le texte a été longuement mûri en tenant compte des conseils de Moscou. Finalement, les députés décident de ne pas amender l'article 75, décision saluée par des scènes d'enthousiasme dans la rue et par une auto-ovation de quinze minutes par les députés eux-mêmes. Comme la foule est réticente à se disperser, Chévardnadzé lit l'article 75 qui maintient le statut du géorgien comme langue d'Etat, et dont le texte complet a ensuite été publié dans *Zarja Vostoka*<sup>875</sup>.

La mobilisation autour de la langue n'est pas l'apanage des milieux dissidents. La manifestation avait été organisée, par les enfants de l'intelligentsia, notamment par la fille du directeur des studios cinématographiques, Tamriko Tchkhéidzé, alors étudiante de 3<sup>e</sup> année d'histoire, non par le groupe d'initiative de défense des droits de l'homme ni par le Groupe de Helsinki, et personne n'a été sanctionné pour y avoir participé<sup>876</sup>.

Il y a bien convergence, sur la question linguistique, entre un « nationalisme officiel » et la plateforme des dissidents. Les uns et les autres partagent une vision sacralisée de la langue nationale, qui alimente le messianisme du nationalisme contemporain. Ainsi, le dissident et premier président de la Géorgie postsoviétique Zviad Gamsakhourdia consacre un commentaire au texte datant du 10<sup>e</sup> siècle, *Louange et glorification de la langue géorgienne*, de l'hymnographe Ioané Zossimé, qui assure que

---

<sup>874</sup> ALEKSEEVA L., *Istorja inokomyslija v SSSR*, Benson, Vermont, Khronika Press, 1984, ch. 7 : « Gruzinskoe nacional'noe dviženija », accessible en version électronique sur le site de Memorial. <http://www.memo.ru/history/diss/books/alexeeva/chapter7.htm>. Consulté le 28 mai 2007. Voir également : ZUBKOVA E. Ju., « Vlast' i razvitie etnokonfliktnoj situacii v SSSR. 1953-1985 gody », *Otečestvennaja istorija*, n°4, 7/8, 2004, p. 3-39.

<sup>875</sup> «Hronika tekuščih sobytij» (HTS), New York, Izdatel'stvo «Hronika», 1978, n°49, p. 82-84, accessible sur le site de Memorial, <http://www.memo.ru/history/diss/chr/index.htm>.

<sup>876</sup> Seule une personne, Avtandil Imnadzé, a été interpellée pour l'avoir filmée.

le géorgien est la langue du Jugement Dernier, et revendique en son nom la « Mission spirituelle de la Géorgie<sup>877</sup> ». Cette interprétation n'est pas le propre des milieux ultranationalistes : elle est reprise dans les prêches du Patriarche-Catholikos qui y voit un « trésor national » et rappelle qu'elle sera celle du Jugement Dernier<sup>878</sup>.

Les revendications linguistiques émergeront de nouveau dans les années 1980. Fruit d'un travail conjoint entre l'institut scientifique d'Etat pour la langue, l'université de Tbilissi, l'Union des écrivains, le présidium de la Société Roustaveli (une organisation indépendante créée en 1987 pour promouvoir la culture géorgienne) et les ministères, un programme sur la langue paraît dans sa version finale en août 1989. Il vise à étendre l'usage du géorgien, sans toutefois donner aucune date butoir pour son apprentissage et ni préciser les modalités de communication avec des non-Géorgiens dans les administrations. L'apprentissage du géorgien devenait obligatoire dans les écoles<sup>879</sup>.

### Des mobilisations linguistiques concurrentes

Il est immédiatement perçu comme une menace par les minorités nationales. Les protestations les plus véhémentes émanent de Vladislav Ardzinba, lui-même linguiste, et alors directeur de l'Institut de la langue, de la littérature et de l'histoire d'Abkhazie. La question linguistique devient l'un des enjeux des mobilisations nationalistes concurrentes.

Les premières victimes des affrontements géorgiano-abkhazes seront liées à la question linguistique. En juillet 1989, les heurts qui suivent le transfert du secteur géorgien de l'université abkhaze de Soukhomi sous la juridiction de l'université de Tbilissi font 22 morts. Des troubles éclatent également en Ossétie du Sud, quand Adaemon Nykhas, le Front Populaire d'Ossétie du Sud, demande que l'ossète soit déclaré langue d'Etat<sup>880</sup>.

La question linguistique témoigne des antagonismes entre les différentes nations vivant en Géorgie. Les revendications linguistiques émanant des minorités sont perçues à Tbilissi comme une menace supplémentaire qui pèserait sur le géorgien. Cette perception renvoie aux politiques menées au 19<sup>e</sup> siècle. En effet, face aux tentatives des nationalistes géorgiens d'œuvrer à l'unification et au renforcement du géorgien<sup>881</sup>, l'administration

---

<sup>877</sup> Titre d'un texte de 1990, republié dans GAMSAXURDIA Z., *Cerilebi, esseebi*, Tbilissi, Xelovneba, 1991. Il avait déjà marqué le linguiste géorgien Nikolaï Marr, et sa théorie de la langue japhétique proto-kartvélienne.

<sup>878</sup> Voir par exemple le prêche d'Ilia II reproduit dans *Sak'art'velos respublika*, 27 août 1999.

<sup>879</sup> JONES S. F., « The Georgian Language State Program and its Implications », *Nationalities Papers*, vol. 23, 1995, p. 535-630.

<sup>880</sup> Des « Fronts populaires » regroupant de larges pans de la société civile et parfois les partis communistes locaux apparaissent dans plusieurs républiques soviétiques (Républiques baltes, Ukraine, Moldavie) dans la seconde moitié des années 1980 pour soutenir la perestroïka et promouvoir des revendications nationales.

<sup>881</sup> La Société pour la diffusion de l'alphabétisme parmi les Géorgiens, créée en 1879, contre les politiques de russification en ouvrant des écoles gratuites en géorgien dans différentes régions, et cherche à promouvoir l'unification linguistique, encore très imparfaite, et contribue à renforcer le géorgien. La

tsariste « joue » la promotion des langues locales contre le géorgien. Ainsi, le recteur du district scolaire du Caucase, K. Ianovski, décide d'utiliser le mingrélien pour l'apprentissage du russe dans les écoles de Mingrélie et commande la création d'un alphabet mingrélien basé sur le cyrillique et la traduction de prières en mingrélien<sup>882</sup>. A l'époque soviétique, la généralisation progressive de la connaissance du russe parmi les Abkhazes et, dans une moindre mesure, les Ossètes, se fera au détriment de l'usage du géorgien, qui perd le statut de langue de culture<sup>883</sup>.

Au contraire, en Abkhazie, ce sont les attaques des communistes géorgiens contre l'abkhaze et leurs tentatives d'asseoir la primauté du géorgien qui sont restées dans la mémoire collective. En effet, dès 1938, le géorgien devenait obligatoire dans les écoles abkhazes, et l'abkhaze est la cible des attaques de Lavrenti Béria, chef du NKVD, la police secrète, et originaire de Géorgie. Entre 1944 et 1952, toutes les écoles en abkhaze ont été fermées, les émissions de radio et les publications en abkhazes interdites. Il faut attendre la mort de Béria pour que la politique linguistique change. A plusieurs reprises, les Abkhazes cherchent alors à renforcer le statut de leur langue.

Ces revendications sont légitimées par l'existence d'administrations autonomes. D'ailleurs, l'abkhaze sera reconnu comme langue d'Etat en Abkhazie dans la constitution de 1995, un principe qui ne sera jamais remis en cause. Toutefois, dans la mesure où la construction fédérale met en danger le projet d'un Etat géorgien unitaire, il y aura une volonté de circonscrire le fédéralisme à l'Abkhazie, l'excluant dans tous les autres cas. Après l'indépendance, les revendications émanant des minorités, y compris sur la question des droits linguistiques, seront perçues de manière très différente selon qu'elles peuvent revêtir un caractère territorialisé – et peuvent donc constituer les prémices de revendications à l'autonomie- ou non.

### **Les pratiques linguistiques au moment de l'accession à l'indépendance**

La situation qui domine à l'effondrement de l'URSS peut être qualifiée de multilinguisme hétérogène. Les politiques soviétiques ont eu pour conséquence un renforcement du géorgien et sa prééminence inédite dans l'histoire nationale : en 1979, 86% des titres des journaux, et 83% des journaux en circulation dans la république, étaient en géorgien, en 1985, 91% des livres publiés étaient en géorgien et en 1989, 98,2% des Géorgiens

---

Géorgie est ainsi l'un des rares territoires non-russes à disposer d'un réseau d'écoles géorgiennes à la veille de la Révolution, voir par exemple : REISNER O., *Die Schule der georgischen Nation*, Berlin, Reichert, 2005.

<sup>882</sup> GRDZELIDZE T., M. GEORGE et L. VISCHER, *Witness Through Troubled Times: A History of the Orthodox Church of Georgia, 1811 to the Present*, London, Bennett & Bloom, 2007, p. 156. Après la soviétisation, le mingrélien est reconnu comme dialecte, puis comme langue, y compris d'enseignement en 1926.

<sup>883</sup> En 1979, seulement 2,1% des Abkhazes parlaient géorgien, tandis que 74% d'entre eux parlaient couramment russe. Ce dernier chiffre s'explique notamment par le fait que les Géorgiens d'Abkhazie parlent surtout mingrélien. Jones S. F., « The Georgian Language »; Suny R. G., « On the Road to Independence », p. 390. Les Ossètes vivant hors d'Ossétie du Sud sont généralement kartvélophones.

considéraient le géorgien comme leur langue maternelle<sup>884</sup>. En revanche, la part des Géorgiens maîtrisant le russe était faible : en 1970, seule 8,3 % de la population rurale et 26,3% de la population urbaine<sup>885</sup>. En 1989, à peine 32% de la population géorgienne maîtrisait le russe comme langue seconde<sup>886</sup>.

Parallèlement, les minorités nationales constituaient une part importante de la population de la République. Les communautés vivaient bien souvent les unes à côté des autres plus qu'ensemble, avec des opportunités réduites de mélange, et des modalités d'échange routinisées (peu d'exogamie, etc.). Or leur connaissance du géorgien était souvent limitée. Ainsi, lors du recensement de 1979, 31,4 % des Ossètes, 15,5% des Russes, et 13,7% des Arméniens indiquaient une connaissance du géorgien comme langue seconde<sup>887</sup>. La communication était d'autant plus difficile que les langues appartiennent à des familles linguistiques différentes et que les différents alphabets rendent même la lecture des noms propres impossible.

Durant la période soviétique, tout était linguistiquement dédoublé ; dans les administrations, dans les entreprises cohabitaient des russophones et kartvélophones, mais les chiffres globaux cachent de très profondes disparités régionales, selon que la population est localement mélangée ou non. Dans le premier cas, la communication intercommunautaire était rendu possible par le bi- ou le multilinguisme d'au moins l'une des communautés ou par le recours au russe. Ainsi à Tbilissi, en 1970, la part des Géorgiens se disant bilingues monte à 41,1 %<sup>888</sup>, et il n'était pas rare que les habitants de la capitale comprennent trois, voire quatre langues (le russe, le géorgien, leur langue maternelle, par exemple l'arménien, et parfois celle de leurs voisins, par exemple le kurde). Autre exemple : dans le district de Tsalka, la langue commune pratiquée par les populations rurales grecques, arméniennes, azéries et géorgiennes a longtemps été le turc<sup>889</sup>.

La situation est bien différente dans les régions ethniquement homogènes, où domine alors la langue du groupe majoritaire (généralement, mais pas toujours, géorgien) et où le multilinguisme n'est en usage que si ce groupe n'est pas géorgien : se développe alors un bilinguisme langue maternelle-langue russe. La Djavakhétie, au sud, présentait

---

<sup>884</sup> JONES S. F., « Georgia: The Long Battle for Independence », dans M. REZUN, *Nationalism and the Breakup of Empire. Russia and its Periphery*, Westport, Praeger Publishers, 1992, p. 73-96.

<sup>885</sup> Suny R. G., « On the Road to Independence », p. 390.

<sup>886</sup> «Raspredelenie naselenija Gruzinskoj SSR po naibolee mnogočislennym nacional'nostjam i jazyku», dans *Itogi vsesoiuznoj perepisi naselenija 1989 goda, Tom VII – nacional'nyj i jazykovyj sostav naselenija, vozrast, uroven' obrazovanija, sostojanie v brake lic otdel'nyh nacional'nostej*, Moscou : Statkomitet SNG, 1991-1993, microfiche.

<sup>887</sup> GACHECHILADZE R., *The New Georgia, Space, Society, Politics*, London, UCL Press, 1995. En 1989, la proportion des Arméniens disant parler couramment le géorgien monte à 20%, «Raspredelenie naselenika», op. cit.

<sup>888</sup> Suny R. G., « On the Road to Independence », p. 390.

<sup>889</sup> Observations de terrain à Tsalka en 1989 et 2004. Cette situation a changé après le départ organisé des Grecs, eux-mêmes turcophones, dans les années 1990. Selon le recensement de 2002, 55% de la population du district était arménienne, 22% grecque, 12% géorgienne et 9,5% azérie.

un cas extrême puisque la population arménienne y constituait plus de 90 % de la population : en l'absence de contacts fréquents avec des Géorgiens, les deux seules langues pratiquées y étaient le russe et l'arménien.

Au-delà de la politique soviétique de respect des droits linguistiques des minorités, le degré de maîtrise du géorgien pour les minorités, et du russe pour les Géorgiens dépendait principalement de ce contexte local déterminé par des facteurs démographiques, économiques et géographiques (intégration au marché géorgien ou orientation vers la république voisine). Ainsi, les Ossètes vivant en Kakhétie parlaient géorgiens, de même que les Azéris de Chida Kartlie (à l'ouest de Tbilissi), où les villages étaient mélangés, mais pas ceux de Kvémo Kartlie (à l'est), où le peuplement est plus compact.

C'est le pragmatisme qui dictait bien souvent les comportements individuels et les pratiques administratives. Les documents destinés à l'administration (programmes et dotations horaires des écoles, par exemple) étaient généralement rédigés en russe, de même que la correspondance administrative républicaine, alors que les papiers administratifs destinés à des usagers ou produits par eux telles les requêtes (*zajavlenija* et *zaprosy*, de leur appellation russe), les actes notariaux étaient en géorgien ou même en langue vernaculaire. Par exemple, les registres d'état civil étaient tenus indifféremment dans toute langue écrite par les habitants et tout au long de la période soviétique, il n'est pas rare de trouver des formulaires officiels bilingues russe-géorgien, mais remplis dans une autre langue, tel l'arménien<sup>890</sup>.

### **Des politiques publiques entre affirmation identitaire et gestion quotidienne du multilinguisme**

L'accession à l'indépendance fournit aux autorités géorgiennes la possibilité de définir elles-mêmes les politiques à mener, et donc d'œuvrer à la consolidation de la géorgianisation entamée à l'époque soviétique. Celle-ci est d'ailleurs favorisée par les évolutions des années 1990, conflits ethniques et bouleversements politiques et économiques entraînant des mouvements de population qui renforcent le poids relatif de la nation titulaire dans les régions contrôlées par Tbilissi<sup>891</sup> : les minorités nationales ne constituaient plus que 16,7% de la population selon le recensement de 2002, contre 29,9% en 1989 (voir tableau)<sup>892</sup>. Les conflits et les difficultés ont poussé une part non

---

<sup>890</sup> Archives régionales d'Akhaltikhé, par exemple, actes du Revkom du mazra de Akhaltikhé, 1921-1923, f. 1 (archives 11), op. 10, d. ? ; Soviet rural d'Atsqura 146, 1,2, 4-6-1930-18-8-1931; Kniga protokolov/ okmebis tsigni, 1963, réunion du comité exécutif du village de Pamach, 15-1-1963/27-9-1963, f. 35, (archives 228), op. ?, d. 2. Les données sont incomplètes en raison de l'archivage imprécis des documents.

<sup>891</sup> Plus de 200 000 Géorgiens sont contraints de quitter l'Abkhazie, plus de 100 000 Ossètes fuient la Géorgie, tandis que le discours nationaliste de Gamsakhourdia, les difficultés d'intégration et la crise économique incitent les minorités à émigrer, souvent en Russie.

<sup>892</sup> Les chiffres de 2002 ne tiennent pas compte de la population d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, où le recensement n'a pas été effectué. En raison du faible niveau de population dans ces territoires

négligeable de la population à émigrer, cette évolution étant particulièrement marquée dans le cas des minorités russophones. Plus de 80% des Russes ont quitté le pays, ainsi qu'une part importante des Arméniens de Tbilissi.

Cependant, l'administration des langues butait sur un obstacle : comment construire l'Etat national avec des ressources et des instruments –y compris conceptuels – hérités des politiques impériales ? L'attitude face au russe en est une illustration. Celui-ci a été doublement fragilisé d'une part, du fait qu'il était perçu comme la langue de l'ancien empire et à ce titre comme une menace et d'autre part, car il était dépourvu de la légitimité accordée aux langues minoritaires telles qu'elles ont été encouragées par la politique soviétique des nationalités. Dans ces conditions, la géorgianisation a pu viser l'élimination du russe de l'espace public sans rechercher nécessairement la disparition du plurilinguisme ou à imposer l'unilinguisme.

En outre, les impératifs de construction nationale sont entrés en tension avec les impératifs de construction de l'Etat. En fait, les autorités ont toujours oscillé entre deux objectifs contradictoires, la nécessité de gérer le plurilinguisme pour faire fonctionner l'Etat<sup>893</sup>, et la volonté de l'éradiquer pour construire un Etat national. Les politiques linguistiques n'ont donc jamais trouvé leur autonomie par rapport à d'autres champs de l'action publique, s'assimilant plutôt à différentes mesures réparties dans le cadre de différentes politiques publiques (réforme de l'Etat, éducation, justice, etc.), avec d'autant moins de chances de s'inscrire dans un programme ciblé que la question, très politisée, était sujette à des controverses que personne ne voulait voir resurgir publiquement. Elles ont oscillé entre idéologie et gestion, avec parfois un hiatus important entre ce qui est annoncé et mis en œuvre.

### **Sous Gamsakhourdia et Chévardnadzé : arrangements informels et faiblesse des politiques « positives »**

Les objectifs affichés à l'accession à l'indépendance sont d'ordre identitaire : surtout déclaratifs, ils visent à affirmer la primauté symbolique du géorgien dans la nouvelle République plus qu'à éliminer ou même gérer le multilinguisme. En outre, les enjeux de pouvoir liés à la langue étaient plus faibles que dans d'autres cas, les élites géorgianophones étant déjà en position dominante. En réalité, les mesures de promotion de langue officielle ont été plus timides que dans bien d'autres cas –Etats baltes, mais même Arménie et Azerbaïdjan- et ont longtemps buté sur la faiblesse de l'Etat. Le fort investissement symbolique contraste avec la modération des législations adoptées en matière linguistique. Un décret du Soviet Suprême dominé par les nationalistes de juillet 1991 autorisait l'usage du russe et de l'arménien dans le district d'Akhalkalaki de la

---

sécessionnistes, cependant, leur inclusion au recensement géorgien n'aurait augmenté que de deux ou trois pourcent la proportion des groupes non-géorgiens.

<sup>893</sup> Dans certaines régions peuplées de minorités, la grande majorité de la population ne comprend pas le géorgien. Voir : KORTH B., A. STEPANIAN et M. MUSKHELISHVILI, « Language Policy in Georgia with a Focus on the Education System », CIMERA Project Report, avril 2005. Accessible à [http://www.cimera.org/en/projects/ind\\_projects.htm](http://www.cimera.org/en/projects/ind_projects.htm).

région de Djavakhétie<sup>894</sup>. Même sous Gamsakhourdia, aucune disposition ne lie l'acquisition de la citoyenneté à la connaissance du géorgien : ni dans la Loi sur la citoyenneté de juin 1991, ni dans la Constitution de 1991, contrairement à la Lituanie<sup>895</sup>. Ce ne sera pas non plus le cas dans la Constitution de 1995, ni dans aucun texte postérieur. Selon l'article 8 de la Constitution, le géorgien est la langue d'Etat, avec l'abkhaze en Abkhazie<sup>896</sup>. Des dispositions concernant les langues sont également inscrites dans les lois sur l'éducation (Loi du 27 juin 1997), qui stipule que le géorgien, ainsi que l'abkhaze en Abkhazie, sont les langues d'instruction dans les écoles, et sur le service public (Loi du 31 novembre 1997), qui fait du géorgien la langue des documents officiels et de l'armée. Adoptée au terme d'une longue campagne contre les affichages en russe, la loi sur la publicité du 12 février 1998 stipule que les inscriptions et panneaux peuvent être en d'autres langues à condition d'être traduits ou transcrits en géorgien<sup>897</sup>.

Toutefois, à la différence de l'Arménie ou de l'Azerbaïdjan, aucune législation ne porte spécifiquement sur les questions linguistiques<sup>898</sup>. La Chambre de la Langue d'Etat, créée dans les premières années de l'indépendance, avait été chargée d'élaborer une loi sur la langue qui devait réguler de manière détaillée les usages des langues, mais la controverse a été telle qu'elle n'a finalement pu être adoptée<sup>899</sup>. Dans la première version, toutes les langues autres que le géorgien étaient appelées langues « étrangères », à la suite des protestations des minorités nationales, elles avaient été re-qualifiées de « langues non-étatiques »<sup>900</sup>. Rien n'était dit sur les conséquences d'une mauvaise connaissance du géorgien, ni ce qu'est un niveau de connaissance acceptable, tandis que les obligations de l'Etat en matière de formation linguistique restaient très indéterminées<sup>901</sup>. Les polémiques soulevées ont amené les autorités à renoncer.

---

<sup>894</sup> « Georgia's Armenian and Azeri Minorities », Crisis Group Europe Report, n°178, 22 novembre 2006.

<sup>895</sup> Jones S. F., « The Georgian Language State Program ».

<sup>896</sup> En revanche, l'ossète n'est pas concerné, le statut des langues des districts autonomes étant inférieur à celui des républiques autonomes. En novembre 2007, tel que mentionné plus haut (note 6), le parlement abkhaze a adopté une loi sur la langue d'Etat en Abkhazie, qui prévoyait que d'ici 2010, toutes les réunions gouvernementales et les sessions parlementaires se déroulent en abkhaze, et non en russe, comme c'est le cas aujourd'hui.

<sup>897</sup> Les textes de loi peuvent être consultés sur le site du Parlement géorgien : <http://www.parliament.ge/>

<sup>898</sup> En Arménie, la loi en vigueur, qui date de 1993, dispose que l'arménien est la langue nationale, interdit l'usage d'autres langues dans l'administration et même sur les panneaux de signalisation, les affiches publicitaires, les étiquetages, etc. En 2002, en Azerbaïdjan, était adoptée une loi très offensive en faveur de l'azéri, manifestement motivée par la persistance relative du russe. Voir : SERRANO S., « Les Russes du Caucase du Sud. Du malheur d'avoir un empire (et de le perdre) », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 39, 2008, p. 121-147.

<sup>899</sup> Entretien téléphonique avec son président Lévan Gvindilia, Tbilissi, avril 2006.

<sup>900</sup> Cette conception est profondément ancrée : Elene Tevdoradze, présidente de la commission parlementaire pour les Droits de l'Homme et pour l'Education civique, considérait que seul l'abkhaze pouvait être considéré comme langue autochtone, ni l'arménien ou l'azéri. Korth B., A. Arnold et M. Muskhelishvili Marina, *op. cit.*

<sup>901</sup> D'autres points étaient critiqués : ainsi, l'article 11 stipulait que « chaque citoyen de Géorgie est obligé de connaître le géorgien ». Or on peut obliger à apprendre, mais pas à connaître une langue.



Parallèlement, les tentatives de promotion du géorgien se heurtaient à de nombreux obstacles financiers, matériels et psychologiques. Ainsi, dès la fin des années 1990 se mettent en place différents programmes visant à l'apprentissage du géorgien, dans le système éducatif et de formation pour adultes. En fait, ces programmes sont souvent restés sur le papier, faute de ressources. Dans certains cas, ce sont des ONG qui suppléent à la mission de l'Etat. Ainsi, une association culturelle russophone donne des cours de géorgien pour adulte, grâce à des fonds OSCE<sup>902</sup>.

Devant l'incapacité ou le peu de zèle à mener à bien des politiques efficaces de promotion du géorgien, le maintien des institutions de gestion du multilinguisme héritées de l'Union soviétique apparaissait comme un moindre mal. Les autorités s'en sont accommodées et ne les ont pas remises frontalement en cause. Les « écoles nationales », les organisations culturelles « nationales », les théâtres, ou la presse écrite, n'ont jamais été interdits.

Alors même que l'Etat est trop faible pour imposer des règles contraignantes pour les populations, la volonté de ne pas heurter de plein fouet les sensibilités contradictoires a entraîné une « préférence pour le flou ». La législation n'était que partiellement appliquée, les pratiques en usage venant longtemps adoucir les clauses trop restrictives. Ce sont en général des usages et arrangements implicites qui, sous Gamsakhourdia ou Chévardnadzé, ont régi le fonctionnement quotidien des administrations. Ainsi, l'usage du russe s'est maintenu dans les administrations. Un décret signé par Chévardnadzé aurait autorisé l'usage du russe dans la correspondance administrative. Illustration du règne de l'informel : alors que les personnes interrogées ont toutes confirmé à l'auteur l'existence de ce décret, y compris, par exemple, la présidente de la commission parlementaire pour l'intégration nationale, personne n'a été en mesure d'en fournir une copie, ni même d'en retrouver la date<sup>903</sup>. Sa remise en cause par l'équipe du président Saakachvili a d'ailleurs par la suite suscité une grogne importante.

Le fonctionnement de la justice peut fournir une illustration de la gestion du non-bilinguisme par un Etat faible. En théorie, seul le géorgien doit y être pratiqué, des interprètes assurant la traduction pour les non-russophones. En réalité, en Djavakhétie par exemple, dans les tribunaux, la langue orale est l'arménien, tous les documents intermédiaires sont en arménien ou en russe, mais les documents finaux en géorgien<sup>904</sup>. Dans d'autres cas, le manque de traducteurs amène à repousser durant des années les procès<sup>905</sup> ou à les mener sans possibilité pour les prévenus de comprendre ce qu'il s'y dit. La situation la plus courante est celle d'audiences se déroulant en géorgien avec un passage au russe dans les questions adressées directement aux inculpés ou aux témoins

---

<sup>902</sup> Entretien avec A. Bejenceva, présidente de l'association Jaroslavna Tbilissi, avril 2007.

<sup>903</sup> Entretien avec E. Tevdoradzé, août 2004. Selon le International Crisis Group, il s'agirait d'un décret signé par Chévardnadzé en 1995, mais rapporté en tant que décret n°312 du 12 août 2006. « Georgia's Armenian and Azeri Minorities », *op. cit.*.

<sup>904</sup> WHEATLEY J., « The Status of Minority Languages in Georgia and the Relevance of Models from Other European States », Working Paper, n°26, European Center for Minority Issues, mars 2006. Accessible à [http://www.ecmi.de/download/working\\_paper\\_26.pdf](http://www.ecmi.de/download/working_paper_26.pdf).

<sup>905</sup> Observations de procès, Tbilissi, 2005-2006-2007.

non-géorgianophones. Les procès-verbaux sont en géorgien, ainsi que l'ensemble du dossier, et les inculpés doivent signer des documents qu'ils ne comprennent pas<sup>906</sup>.

L'organisation des élections est tout aussi erratique. Lors des élections de janvier 2004 qui ont mené Saakachvili à la présidence, certains bureaux de vote des districts à majorité non géorgienne avaient reçu les listes de candidats en russe, mais les formulaires des procès-verbaux étaient tous en géorgien. Les commissions électorales les ont donc remplies en se fiant aux anciens formulaires datant des élections précédentes de novembre 2003, sans être capables de s'assurer que les textes correspondaient. Parmi les membres de la commission centrale de district, seule une personne pouvait lire le géorgien, et s'assurer que les documents étaient remplis convenablement. Comme ce n'était pas le cas – un inconnu se trouvait ainsi avoir recueilli plus de 90 % des suffrages, car il figurait dans les formulaires sur la ligne sur laquelle était M. Saakachvili en novembre 2003- la nuit a été passée à ré-écrire tous les procès-verbaux de l'ensemble des bureaux de vote<sup>907</sup>.

### **Consolidation de l'Etat et renforcement des politiques linguistiques**

L'arrivée au pouvoir de M. Saakachvili marque un tournant, dans la mesure où un nouveau référentiel s'impose, moins marqué par les pratiques soviétiques de gestion des nationalités, et plus soucieux d'un renforcement des moyens d'action de l'Etat. En outre, ce reflux du russe, sensible dès les années 1990 et en partie imputable aux phénomènes migratoires – entre 1989 et 2002, 80% des Russes ont quitté la Géorgie- a été accueilli avec satisfaction et interprété comme le signe tangible de l'éloignement de l'ancienne métropole coloniale, tandis que l'apprentissage de l'anglais répondait aux nouvelles orientations de politique extérieure et à la volonté d'un arrimage géopolitique à l'Ouest. S'il est trop tôt pour mesurer les effets à long terme sur les comportements linguistiques, ce volontarisme débouche sur des tensions importantes avec les minorités nationales.

L'heure n'est plus seulement à l'affirmation de la nation, mais de l'Etat national, que la nouvelle équipe cherche à moderniser et rendre plus efficace. Les modes de représentation de cet Etat sont influencés par des projections extérieures, par l'expérience historique géorgienne<sup>908</sup>, mais aussi par les catégories soviétiques. Ainsi, le modèle invoqué par les acteurs politiques est toujours celui des Etats Nations sans multilinguisme. Quand le président de la commission parlementaire pour l'Education, Nodar Grigalachvili, rejette par exemple toute approche fédérale ou toute introduction du bi- ou trilinguisme dans certaines régions en faisant référence aux Etats européens monolingustiques, il justifie cette position en expliquant qu'il serait impensable qu'un Etat

---

<sup>906</sup> Observations procès, novembre 2007.

<sup>907</sup> Observations personnelles, commission centrale de district, Akhalkalaki, janvier 2004.

<sup>908</sup> Le fédéralisme intra-géorgien, qui avait pourtant de très puissants partisans au début du siècle en Géorgie, y a été totalement disqualifié par les usages qu'en a fait le régime soviétique.

européen ouvre des écoles ou se contraigne à traduire les documents administratifs « pour un groupe d'immigrés <sup>909</sup> ».

La nouvelle offensive s'exprime par l'adoption de plusieurs textes législatifs et réglementaires ainsi que par un zèle accru dans l'application de la législation existante. Ainsi, la loi sur « les institutions du gouvernement local » adoptée en décembre 2005, prévoit que tous les documents administratifs soient rédigés en géorgien et que les langues des minorités ne soient utilisées qu'à l'oral<sup>910</sup>. Les consignes tendent à effectivement raréfier l'usage du russe dans la correspondance administrative. La question de fond se pose toutefois dans les mêmes termes que sous Chévardnadzé : les fonctionnaires non-géorgiens ne maîtrisent pas mieux le géorgien qu'auparavant. Dans certains cas, la centralisation de l'administration dans la capitale régionale a été une solution pour pallier l'impossibilité des administrations locales de fonctionner en géorgien<sup>911</sup>. Pourtant, les réformes de la fonction publique menées tambour battant par la nouvelle équipe mènent à sa géorgianisation. Les salariés de la justice, de la police, de l'éducation doivent passer des tests de langue pour être recrutés ou même reconduits dans leurs fonctions. Ne sont plus nommés que les cadres parlant géorgien, c'est-à-dire souvent des Géorgiens. Dans certains cas toutefois, comme celui des tests organisés par le ministère de la Santé pour les médecins en 2006, les candidats pouvaient avoir un interprète, si bien que certains issus des minorités ont pu les réussir<sup>912</sup>.

Cette politique a entraîné des tensions grandissantes qui témoignent d'une crainte réelle des minorités de se voir totalement marginalisées, mais également de l'engagement symbolique toujours fort dans la langue. En Djavakhétie, les organisations arméniennes *Vikr* et *Djavakh* demandent que l'arménien soit la deuxième langue nationale<sup>913</sup>.

## Pratiques linguistiques actuelles et stratégies d'adaptation

Le paysage linguistique de la Géorgie a profondément changé depuis les quinze dernières années. L'une des évolutions les plus visibles et les plus rapides après l'accession à l'indépendance est l'éviction des langues minoritaires de l'espace public, et plus particulièrement du russe. C'est en tant que langue impériale, et donc de la langue de communication inter-ethnique qu'il s'affaiblit, tandis qu'il tend à n'être plus parlé que par les quelques dizaines de milliers de Russes restés en Géorgie.

A la fin de la période soviétique, le russe était la langue maternelle des Russes et de certaines minorités ethniques pour qui il représentait la langue de l'intégration à

---

<sup>909</sup> Britta K., A. Stepanian et M. Muskhelishvili, *op. cit.*.

<sup>910</sup> « New Law Harms Interests of National Minorities (Georgia) », *Regnum/Russian News*, 20 décembre 2005.

<sup>911</sup> « Georgia's Armenian and Azeri Minorities », *op. cit.*.

<sup>912</sup> « Georgia's Armenian and Azeri Minorities », *op. cit.*.

<sup>913</sup> « Groups in Akhalkalaki Want Armenian as Official Language », *Civil Georgia*, 16 mars 2006.

l'empire et de la promotion sociale (le géorgien leur apparaissant trop lié aux Géorgiens). De nombreux Arméniens, Grecs, Abkhazes et Ossètes faisaient ainsi le choix de scolariser leurs enfants dans des écoles russophones, au point souvent de perdre la maîtrise de la langue d'origine<sup>914</sup>. Avec l'indépendance, le russe n'est plus « rentable » en termes d'intégration sociale ou d'opportunité économique. Les stratégies des populations changent donc. La méconnaissance de la langue officielle expose les foyers unilingues à des difficultés quotidiennes, nombreux ont jugé plus aisé d'émigrer que de s'insérer dans des réseaux relationnels avec des groupes avec lesquels ils ne peuvent pas communiquer<sup>915</sup>. Avec la fermeture des bases militaires russes, c'est la dernière niche d'emploi en russe qui a disparu. L'usage local du russe tend ainsi à se réduire aux populations ethniquement slaves<sup>916</sup>. Les personnes originaires de Géorgie émigrées en Russie constituent le seul vivier de population russophone non russe, les seules d'ailleurs à chercher à promouvoir la russophonie : ce sont des Géorgiens installés en Russie qui ont financé la restauration du théâtre Griboïedov de Tbilissi<sup>917</sup>. Mais en l'absence de politique volontariste de la part de Moscou, les réseaux diasporiques peinent à maintenir une présence du russe.

Peu à peu les écriteaux en russe disparaissent pour laisser place à des panneaux en géorgien, parfois en anglais, plus rarement en turc. Situation inédite : il n'est pas rare que des citadins de souche abordent des passants géorgiens pour leur demander de leur lire les annonces immobilières ou offres d'emploi qu'ils sont désormais incapables de déchiffrer<sup>918</sup>. Les russophones sont parfois réticents à s'exprimer en russe en public, qu'il s'agisse là de réflexes d'autocensure ou qu'ils craignent à juste titre les remarques de la part de passants<sup>919</sup>.

La visibilité moindre contribue à une baisse des pratiques. Les quotidiens ou hebdomadaires russophones publiés en Géorgie ont arrêté toute diffusion ou n'ont plus qu'un tirage confidentiel. Les populations russophones de Géorgie préfèrent lire la presse russe, encore accessible dans les grandes villes, et surtout, regarder les programmes de télévision émettant de Russie<sup>920</sup>.

---

<sup>914</sup> Barbara Anderson et Brian Silver notaient déjà que quand le russe devenait la langue maternelle, la langue d'origine disparaissait rapidement. Voir : ANDERSON B. A. et B. D. SILVER, « Population Redistribution and Ethnic Balance in Transcaucasia », dans R. G. Suny, *op. cit.*, p. 481-506.

<sup>915</sup> Certains auteurs ont ainsi montré le lien entre émigration et méconnaissance de la langue. Voir : SVANIDZE G. et D., « Emigracija iz Gruzii i eë pričiny (rezul'taty sociologičeskogo oprosa) », dans A. ISKANDERIAN, *Migracii na Kavkaze*, Erevan, Kavkazskij Institut SMI, 2003.

<sup>916</sup> Les Ukrainiens de Géorgie sont russophones, et les différents groupes slaves longtemps peu différenciés. Certes, le russe ne disparaît pas uniformément partout : il se maintient mieux dans certaines régions, telles l'Adjarie, ou dans les périphéries où les plaques des rues sont par exemple restées en russe que dans les centres villes, où la campagne contre l'affichage en russe dans les années 1990 a vite porté ses fruits.

<sup>917</sup> Entretien avec Nikolaj Svensickij, directeur du théâtre Griboïedov, Tbilissi, avril 2007.

<sup>918</sup> A Tbilissi, les russophones peuvent avoir des notions de géorgien oral qui leur permettent de comprendre une conversation sans toutefois connaître l'alphabet.

<sup>919</sup> Entretien avec A. Bejenceva, présidente de l'association Jaroslavna Tbilissi, avril 2007.

<sup>920</sup> Serrano S., « Les Russes du Caucase du Sud », p. 121-147.

L'usage du russe ne résiste que dans certaines situations particulières, et notamment parmi les groupes professionnels qui vivent des échanges avec les autres pays de la CEI : il est resté la langue de la correspondance diplomatique dans l'espace postsoviétique, la langue utilisée dans les relations d'affaires avec d'autres anciens citoyens soviétiques, des ONG en relations avec les ONG de la CEI, c'est la langue des *Čelnoki* (petits commerçants migrants), des chansons pop des restaurants et des *maršroutki* (taxis collectifs).

A mesure que les minorités en perdent la maîtrise, le russe recule en tant que *lingua franca*. C'est donc le bilinguisme des populations géorgiennes, et le plurilinguisme des minorités non russes qui sont menacés.

Si à Tbilissi, c'est l'ensemble des langues parlées, tel l'arménien et l'azéri, qui disparaît de l'espace public, la situation paraît plus complexe à l'échelle du pays. La langue du groupe majoritaire à l'intérieur d'une communauté territorialisée a tendance à devenir la langue hégémonique : c'est le cas de l'arménien en Djavakhétie, parlé y compris par les populations géorgiennes et russes. Les langues minoritaires les plus pratiquées (arménien, azéri) ont proportionnellement tendance à se renforcer, le russe étant le plus grand perdant. En Samtskhé-Djavakhétie (une région regroupant les deux districts principalement arméniens de Djavakhétie et des districts avec une population géorgienne plus importante), moins de 50% de la population dit pouvoir mener une conversation en russe<sup>921</sup>.

Il existe aujourd'hui un consensus, y compris parmi les minorités, sur la nécessité de maîtriser le géorgien. 95,3% de la population pense que tous les citoyens de Géorgie devraient parler géorgien (94% en 2002 et 91,9% en 2003)<sup>922</sup>. La part des minorités parlant couramment le géorgien est passée de 19,5 % en 1979 à 31% en 2002<sup>923</sup>. Toutefois, les politiques volontaristes de géorgianisation n'ont pour l'heure eu des effets notables que dans certains cadres, notamment dans les villes où les échanges intercommunautaires sont exceptionnellement importants (Tbilissi, peut-être Marnéouli ou Gardabani).

## **Former en géorgien ou former des Géorgiens ?**

Ces contradictions des politiques de géorgianisation et la complexité des stratégies d'adaptation individuelles et collectives sont reflétées dans les politiques scolaires. Dès

---

<sup>921</sup> Etude effectuée en 2005 par ACT Marketing Research and Consulting (<http://www.act.ge>) pour le ministère de l'Education.

<sup>922</sup> Sondage de SUMBADZE N., « Georgian Public Opinion Barometer 2006 », Tbilisi Institute for Policy Studies, 2006.

<sup>923</sup> WHEATLEY J., « Implementing a Framework Convention for the Protection of National Minorities in Georgia: A Feasibility Study », ECMI Working Paper, n°28, octobre 2006.

l'accession à l'indépendance, les autorités cherchent à renforcer le géorgien comme langue d'enseignement. Mais s'agit-il, en formant en géorgien, de former des Géorgiens ? En réalité, la nature du projet national a évolué: le rêve affiché à l'époque de Gamsakhourdia est l'avènement d'une Géorgie pour les Géorgiens, au détriment des autres groupes ethniques dans une conception génétique qui exclue toute assimilation. Avec l'arrivée au pouvoir de Saakachvili, le discours change et l'intégration citoyenne est officiellement prônée. Mais ce nouveau référentiel néo-jacobin se traduit dans les faits par des politiques de promotion de l'ethnie titulaire. Et si la diffusion du géorgien semble plus grande, les non géorgianophones sont encore un peu plus fragilisés.

Les « écoles nationales », c'est-à-dire des établissements où l'enseignement se faisait totalement ou partiellement dans la langue des « nationalités<sup>924</sup> », existaient dans l'ensemble de l'Union soviétique, même si leur proportion était plus importante dans les républiques de Transcaucasie<sup>925</sup>.

En Géorgie, en 1990, l'enseignement était prodigué dans six langues, le géorgien, le russe, l'abkhaze, l'ossète, l'arménien et l'azerbaïdjanais<sup>926</sup>. En outre, il n'y avait pas de dépréciation systématique des écoles ou secteurs géorgiens, comme c'était le cas pour les écoles non russophones dans certaines républiques et certaines étaient jugées prestigieuses. Le pourcentage de Géorgiens effectuant leurs études en géorgien était donc important (68% des élèves en 1990), tandis que la part d'entre eux fréquentant l'école russe était faible (6,9 % en 1989). Les « écoles russes » étaient principalement fréquentées par les minorités, et plus massivement par celles qui n'avaient pas d'école dans leur langue propre. 40 % des Arméniens fréquentaient l'école russe contre 81 % des Kurdes ou 96 % des Grecs<sup>927</sup>.

La question de leur maintien s'est posée dès l'indépendance. S'il n'est pas exclu que le climat xénophobe du début des années 1990 ait pu entraver le fonctionnement de certains établissements, elles n'ont officiellement pas été remises en cause, et en 1992, 551 écoles nationales fonctionnaient encore. Tous les textes adoptés ultérieurement pérennisent leur existence formelle. La loi de 1997 stipule que « sur recommandation des organes locaux, l'Etat crée à l'intention des citoyens de Géorgie dont le géorgien n'est pas la langue maternelle, les conditions d'ouverture de secteurs ou d'établissements scolaires de base ou généraux dans lesquels l'enseignement est dispensé dans leur langue maternelle, les plans d'étude et les programmes étant établis par le ministère de l'Instruction de la Géorgie<sup>928</sup> ».

---

<sup>924</sup> Le terme d'école nationale (« écoles où la langue d'enseignement n'est pas le géorgien ») recouvre plusieurs réalités : (a) écoles où l'enseignement se fait en langue « maternelle » durant toute la scolarité ; (b) écoles où l'enseignement ne se fait dans la langue « maternelle » que durant quelques années ; (c) écoles où l'enseignement se fait en géorgien ou en russe, avec quelques leçons de la langue nationale. Ces différents types d'enseignement coexistent parfois dans les mêmes établissements.

<sup>925</sup> Anderson B. A. et B. D. Silver, *op. cit.*, p. 481-506.

<sup>926</sup> En septembre 1990, fonctionnaient 90 écoles avec un enseignement en ossète en Ossétie du Sud, plus de 70 avec un enseignement en abkhaze en Abkhazie, Gatchechiladzé, *op. cit.* p.56, p 85-88.

<sup>927</sup> Gatchétiladzé, *op. cit.* p.56.

<sup>928</sup> Article 4 de la loi sur l'enseignement de 1997. Consultable sur le site du Parlement géorgien :

Le maintien de ces écoles s'est toutefois doublé d'une contrainte d'apprentissage du géorgien. Le gouvernement Gamsakhourdia, sans s'attaquer au principe même d'un enseignement dans les langues non-officielles, a cherché à renforcer l'apprentissage du géorgien, qu'il rend obligatoire dès la seconde classe dans les écoles non kartvélophones. Cette obligation est réitérée dans la loi de 1997, qui le déclare « langue d'enseignement » (ainsi que l'abkhaze en Abkhazie) et en rend l'apprentissage nécessaire pour obtenir des diplômes géorgiens. A cet effet, des moyens financiers spécifiques ont même été débloqués sous Chévardnadzé pour offrir des conditions privilégiées aux enseignants de géorgien qui acceptaient de travailler dans les « écoles nationales », sans grand impact toutefois. D'autre part, l'ouverture de classes en géorgien dans les « écoles nationales » est encouragée, la loi prévoyant qu'elles peuvent être créées, avec l'accord du ministère de l'Instruction, dès que le nombre de postulants le permet.

Enfin, dans toutes les écoles, les dotations horaires pour le géorgien ont augmenté, au détriment du russe<sup>929</sup>. Ainsi, il y avait 42 heures de russe dans les écoles géorgiennes en 1988-1989, comparativement à 36 heures en 1990-1991, et 29 heures en 1991-1992<sup>930</sup>. En outre, l'ensemble du matériel pédagogique et les manuels ont peu à peu été imposés en géorgien<sup>931</sup>.

Les considérations pratiques – l'impossibilité de démanteler d'un coup tout le système - et politiques – la crainte de la réaction des minorités nationales - ne sont pas les seules à expliquer la tolérance envers les « écoles nationales ». Dans un contexte de privatisation de pans entiers du système éducatif, celles-ci restaient sous le contrôle de l'Etat. Cela permettait d'éviter que la formation des enfants issus des minorités ne passe sous la dépendance exclusive des Etats voisins<sup>932</sup>.

Surtout, le cadre mental des dirigeants successifs, et leurs représentations de la question nationale s'en accommodaient bien. En effet, l'existence d'écoles où les minorités pouvaient étudier dans leur langue était cohérent avec la conception ethniciste de la Nation des proches de Gamsakhourdia, mais également largement répandue dans

---

[http://www.parliament.ge/index.php?lang\\_id=GEO&sec\\_id=69&kan\\_det=det&kan\\_id=43](http://www.parliament.ge/index.php?lang_id=GEO&sec_id=69&kan_det=det&kan_id=43) (consulté le 14 février 2008)

<sup>929</sup> Le décompte des dotations horaires, tel qu'il apparaît sur les « plans d'étude », est assez complexe: il s'agit des horaires hebdomadaires, que l'on additionne par année pour obtenir la dotation horaire sur l'ensemble de la scolarité.

<sup>930</sup> Pour un exposé plus complet des mutations des programmes, voir : SERRANO S., « L'école de l'Etat-Nation en Géorgie et les minorités », *Revue du monde arménien moderne et contemporain*, vol. 4, 1998, p. 43-65.

<sup>931</sup> Un décret présidentiel du 8 mai 1996 stipule que « le ministère de l'Instruction de Géorgie [...] doit garantir, pour les écoles non-géorgiennes, l'édition de nouveaux manuels de langue géorgienne, d'histoire de la Géorgie et de géographie de la Géorgie en 1996-1997, et d'ici 1999, la traduction et l'édition des autres manuels pour les cinquième, sixième et septième classes », et que des fonds soient débloqués à cet effet.

<sup>932</sup> Même si ceux-ci conservaient une influence importante – les enseignants étant souvent diplômés d'universités arméniennes ou azerbaïdjanaises.

l'entourage de Chévardnadzé, et partagé au sein même des minorités<sup>933</sup>. Pour les zviadistes, il n'y a rien que de normal à ce qu'un Arménien étudie en arménien ou un Azéri en azerbaïdjanais. En revanche, l'enseignement en russe était insupportable, non seulement parce qu'il dépravait les nations essentialisées d'un de leurs attributs jugés naturels, la langue, mais aussi parce que, ce faisant, il les constituait en auxiliaires de l'empire russe. La russification linguistique des minorités ethniques était jugée particulièrement pernicieuse en ce qu'elle renforçait les liens de celles-ci avec la Russie, alimentant la crainte d'une "cinquième colonne" peu loyale envers le nouvel Etat national.

La cible principale des politiques en matière d'éducation a donc été le russe, en tant que langue de l'empire dépassant le cadre strictement ethnique dans lequel il aurait été acceptable qu'il se cantonne, et dont l'éradication a été un objectif implicite. L'instrument de cette lutte a été la promotion des autres langues parlées, les « langues maternelles » légitimées par le cadre ethnique. La pérennité des « écoles nationales » devait permettre d'enrayer la fuite des minorités vers les écoles russophones. L'un des premiers décrets pris par le gouvernement, à l'initiative du ministre de l'Instruction, contraignait les élèves à effectuer leurs études dans une école où l'apprentissage s'effectuait dans leur « langue maternelle »<sup>934</sup>. Même si ce décret n'a jamais été réellement appliqué, la philosophie qui l'inspire a par la suite suscité bien des inquiétudes de la part des minorités, renouvelées à chaque modification législative. Ainsi, à l'adoption de la nouvelle loi, les représentants des minorités ethniques, lors d'une réunion de la commission parlementaire des Droits de l'Homme, exprimaient leur crainte que leurs enfants ne soient désormais plus autorisés à fréquenter les écoles en langue géorgienne<sup>935</sup>.

En effet, l'attitude des minorités a été ambivalente suivant les périodes, les régions, et la perception des intérêts individuels et collectifs. Si certaines associations ont su et savent mobiliser autour de la défense des « langues maternelles », notamment dans les régions où les non Géorgiens sont majoritaires, à mesure que la méconnaissance du géorgien est apparue comme un obstacle infranchissable à toute intégration, les familles non géorgiennes ont été de plus en plus enclines à scolariser leurs enfants dans les écoles géorgiennes. A de rares exceptions, les difficultés à obtenir des manuels<sup>936</sup>, le départ des enseignants russophones, la fin de la formation d'enseignants arméniens et azerbaïdjanais autochtones ont entraîné une baisse considérable du niveau des « écoles nationales », raison supplémentaire de les éviter. Enfin, en l'absence d'accords bilatéraux, les

---

<sup>933</sup> Sur les représentations nationales, voir : Laruelle M. et C. Servant, eds., *op. cit.* et notamment SERRANO S., « Les minorités face à l'État national, une nouvelle place à négocier : le cas de la Géorgie », p. 251-285.

<sup>934</sup> Entretien avec le ministre de l'Instruction de Gamsakhourdia, Elizbar Djavelidzé, 1993.

<sup>935</sup> *Rezonansi*, 30 décembre 1997.

<sup>936</sup> Il est désormais possible d'importer des manuels des Etats voisins à condition qu'il n'en existe pas en Géorgie. Il existe des accords avec l'Azerbaïdjan et avec l'Arménie, mais pas avec la Russie sur les manuels. Des tentatives récurrentes ont été faites de traduire dans les langues des minorités les manuels d'enseignement géorgiens. Les premiers à avoir été traduits (mais peu utilisés dans les écoles car très onéreux) étaient les manuels d'histoire. Les manuels des autres disciplines sont en passe d'être aujourd'hui traduits pour l'ensemble des classes.



programmes n'ont jamais été harmonisés, si bien que les diplômés des écoles nationales n'ont bien souvent pas d'autres solutions que de poursuivre leurs études supérieures dans le pays dont la langue de leur enseignement est la langue officielle.

### **Les écoles nationales à l'heure de la réforme de l'éducation**

La réforme de l'éducation menée par l'équipe de Mikheil Saakachvili est présentée par ses partisans comme emblématique de la volonté de changement et de modernisation de l'Etat. Le ministre de l'Education nommé au lendemain de la « Révolution des Roses », Kakha Lomaïa, était l'ancien directeur du Conseil de l'Open Society du philanthrope George Soros, et la réforme fut menée sous la houlette de la Banque Mondiale. Un nouveau cadre législatif a été rapidement élaboré, tant pour l'éducation supérieure que pour l'éducation secondaire (lois adoptées en 2004 et 2005). S'il ne remet pas frontalement en cause les écoles non kartvélophones, l'heure est bien au passage à un « espace éducatif unifié<sup>937</sup> », c'est-à-dire, géorgianisé.

En 2005, le nombre d'« écoles nationales » restait important (450), mais leur fréquentation avait fortement diminué. Les « secteurs » se sont multipliés : dans les villes ou bourgs multiethniques, notamment à Tbilissi, les enfants se retrouvent désormais dans les mêmes écoles, où la langue de cour de récréation est le géorgien. En outre, la liste des disciplines dont l'enseignement est obligatoirement en géorgien augmente progressivement. Depuis 2005, en théorie, c'est le cas de l'histoire, la géographie et l'instruction civique, et ce dans toutes les écoles publiques, la mise en pratique de cette règle étant conditionnée à la présence dans l'école d'enseignants capables de parler géorgien.

La géorgianisation forcée n'est pas l'objectif, mais un effet parmi d'autres de la réforme. Elle ne vise pas explicitement le démantèlement des « écoles nationales », mais elle les rend inadaptées aux nouvelles réalités. La légitime volonté de rompre avec les pratiques héritées de l'époque soviétique dans le projet de modernisation de l'Etat ont entraîné l'abandon des règles informelles qui venaient auparavant compenser le déni du multiculturalisme des élites nationales. En outre, les politiques de renforcement de l'Etat, conçu comme un Etat national et centralisé, ont eu des effets d'autant plus pervers qu'elles ont été menées avec rigidité par des cadres souvent ignorants des réalités de leur pays. La conséquence en a été la disqualification des minorités rejetées du système éducatif et la montée des tensions.

Les autorités cherchent à rétablir le contrôle public du système éducatif, notamment en restreignant le nombre d'instituts privés qui avaient proliféré depuis le début des années 1990. Cela entraîne la fermeture de certains établissements gérés par des minorités ou dépendant *de facto* des Etats voisins. Ainsi, la police financière géorgienne ferme en Samtskhé-Djavakhétie plusieurs établissements arméniens jugés

---

<sup>937</sup> Entretien avec le responsable de l'enseignement secondaire au ministère de l'Education, M. Djanachia, décembre 2006.

illégaux, tels des filiales de l'Université de Droit et d'Economie de Erevan, et un centre d'examen de l'Université Movses Khorenatsi, au prétexte qu'elles n'avaient pas de licence du ministère de l'éducation<sup>938</sup>.

Les nouveaux textes en vigueur prévoient la mise en place d'un système de tests nationaux anonymes à l'entrée des établissements supérieurs, portant sur quatre disciplines : langue et littérature géorgiennes, langue étrangère, mathématique et « aptitude générale ». L'objectif recherché est l'élimination de la corruption des commissions de sélections universitaires. Mais leur introduction obligatoire a toutefois mis fin aux rares expérimentations qui avaient réellement œuvré à l'intégration des étudiants non géorgiens dans le système éducatif kartvélophone. Ainsi, depuis la fin des années 1990, la filiale de l'Université d'Etat de Tbilissi à Akhaltsikhé, la capitale régionale de Samtskhé-Djavakhétie, admettait les étudiants non kartvélophones venant des « écoles nationales » sans poser la connaissance du géorgien comme un préalable. Cette solution permettait aux étudiants arméniens de concilier une éducation secondaire dans la langue de leur choix (arménien ou russe) avec l'acquisition de la langue officielle et l'obtention d'un diplôme géorgien désormais indispensable pour trouver un emploi qualifié dans le pays. Cet arrangement a été condamné au moment même où en sortaient les premières promotions d'étudiants arméniens.

L'introduction des tests a eu d'autres effets pervers. En dépit d'épreuves simplifiées de géorgien pour les élèves des « écoles nationales », en 2005, année de leur introduction, ils se sont soldés par une catastrophe pour les minorités. Sur 32 000 candidats potentiels, seuls vingt six Azéris ont réussi les tests, et seuls trois Arméniens de Djavakhétie<sup>939</sup>. Suite aux aménagements introduits en 2006, les résultats ont été légèrement meilleurs, puisque trente et un Arméniens de Djavakhétie et vingt cinq Azéris de Kvémo Kartlie les ont réussis<sup>940</sup>.

L'un des changements introduits en 2006 autorisaient les étudiants de toutes les « écoles nationales » à choisir le russe comme langue étrangère, et passer les épreuves d'histoire et de géographie en russe. Le favoritisme relatif dont a bénéficié le russe par rapport aux autres langues minoritaires tranche avec les politiques zviadistes. Ce sont des considérations pratiques qui ont pris le dessus, mais dans un contexte où la dé-russification est tellement poussée que cette langue n'est plus perçue comme une menace pour le géorgien. Le département de littérature slave de l'Université de Tbilissi périclité, aucun étudiant de première année n'ayant pu s'y inscrire car aucun n'a réussi l'épreuve de géorgien<sup>941</sup>. La répartition des langues étrangères au test d'entrée est particulièrement significative : les candidats à choisir le russe n'avaient été que 8000 contre 17 000 à choisir l'anglais<sup>942</sup>. La conviction semble partagée que celui-ci est amené à remplacer le

---

<sup>938</sup> RFE/RL, 6 janvier 2006.

<sup>939</sup> « Georgia's Armenian and Azeri Minorities », *op. cit.*.

<sup>940</sup> Selon la responsable d'une ONG de formation pour non kartvélophones, il s'agit toutefois principalement d'enfants issus de couples mixtes ou ayant été scolarisé en géorgien. Entretien avec A. Bejenceva, présidente de l'association Jaroslavna Tbilissi, avril 2007.

<sup>941</sup> Entretien avec A. Bejenceva, Tbilissi, avril 2007.

<sup>942</sup> 5000 choisissent l'allemand, 1200 le français. Entretien avec M. Djanachia, décembre 2006.

russe, selon une dynamique parallèle au glissement géopolitique et au changement de tutelle. Le rapprochement avec l'Occident, la modernisation et l'entrée dans la mondialisation entraîneraient ainsi le passage d'un plurilinguisme à un bilinguisme géorgien-anglais. Les enquêtes auprès des populations mettent en lumière des pratiques linguistiques très éloignées de ces représentations idéalisées. Ainsi, moins de 3% de la population dit pouvoir mener une conversation en anglais<sup>943</sup>. Les politiques scolaires révèlent les ambiguïtés du projet national géorgien : si l'ambition affichée est de construire une nation citoyenne, intégrant l'ensemble des populations de Géorgie, dans les faits, la catégorie pertinente reste la nation ethnique.

## Conclusion

Influencés par un modèle d'Etat nation qui nie la légitimité du multiculturalisme, les élites géorgiennes ont été réticentes à penser des formes de plurilinguisme compatibles avec la construction d'un Etat indépendant. Les minorités, dont la majorité partageait une conception ethnique de la nation héritée de la période soviétique, n'étaient pas mieux armées pour élaborer des modèles alternatifs. Menacées par la nationalisation du pays, elles ont bien souvent été poussées à émigrer. C'est autant l'absence de politique visant la promotion du bi-ou du plurilinguisme, que la force d'un référentiel partagé qui a conduit à l'éviction du russe, puis peu à peu des autres langues de l'espace public. Mais il n'est pas certain que cette géorgianisation constitue un progrès dans la construction de l'Etat indépendant, comme ces partisans l'imaginent. En l'absence de mécanismes efficaces de gestion du plurilinguisme, il contribue à l'exclusion *de facto* d'une part importante de la population de la vie publique, à l'atomisation de la société entre différents groupes, et entrave l'établissement d'un Etat de droit.

---

<sup>943</sup> Étude effectuée en 2005 par ACT Marketing Research and Consulting (<http://www.act.ge>) pour le ministère de l'Education.

**Tableau 1** Les nationalités en Géorgie, 1989-2002

<b>Nationalité</b>	<b>1989</b>	<b>2002<sup>944</sup></b>
Géorgiens	3 787 393 (70.1%)	3 661 173 (83.8%)
Abkhazes	95 853 (2.6%)	3 527 (0.1%)
Azerbaïdjanais	307 556 (5.7%)	284 761 (6.5%)
Arméniens	437 211 (8.1%)	248 929 (5.7%)
Russes	341 172 (6.3%)	67 671 (1.8%)
Ossètes	164 055 (3.0%)	38 028 (0.9%)
Kurdes and Yézides	33 331 (0.6%)	18 329 (0.4%)
Grecs	100 324 (1.9%)	15 166 (0.3%)
Ukrainiens	52 443 (1.0%)	7 039 (0.2%)
Total population	5 400 841	4 371 535

---

<sup>944</sup> Le recensement n'a pas été effectué en Abkhazie (sauf dans la vallée de Kodori) ni en Ossétie du Sud.



## Glossaire

### *Divisions géographiques*

BNA :	Belaruskaja Narodnaja Rèspublika, République nationale biélorusse
Gubernija :	gouvernements –provinces sous l’empire de Russie, puis dans les premières années de l’URSS
Oblast’ :	provinces
RSFSR :	Rossijskaja Sovetskaja Federativnaja Socialističeskaja Respublika, République socialiste soviétique de la Fédération de Russie
RSSA :	Avtonomnaja Sovetskaja Socialističeskaja Respublika, République socialiste soviétique autonome
RSSAC :	Karel’skaja Avtonomnaja Sovetskaja Socialističeskaja Respublika, République soviétique socialiste autonome de Carélie
RSSCF :	Karelo-Finskaja Sovetskaja Socialističeskaja Respublika, République soviétique socialiste carélo-finnoise
RSSG :	Gruzinskaja Sovetskaja Socialističeskaja Respublika, République socialiste soviétique de Géorgie

### *Institutions d’Etat de l’Empire de Russie*

DDDII :	Departament Duhovnyh Del Inostrannyh Ispovedanij, Département des affaires spirituelles des cultes étrangers
MVD :	Ministersvo Vnutrennyh Del, ministère de l’Intérieur

### *Institutions du Parti communiste*

Politburo :	Bureau politique, direction du Parti communiste
CK :	Central’nyj Komitet, Comité central
Obkom :	Oblastnoj komitet, Comité régional du parti
KPSS :	Komunističeskaja Partija Sovetskogo Sojuza, Parti communiste d’Union soviétique
KPU :	Komunistyčna partija Ukraïni, Parti communiste d’Ukraine

### *Institutions de l’Etat soviétique*

APN :	Akademija pedagogičeskikh nauk, Académie des sciences pédagogiques
BGU :	Baškiskij Gosudarstvennyj Universitet, Université d’État Bachkire
CIK :	Central’nyj ispol’nitel’nyj Komitet, Comité exécutif central de l’URSS, organe suprême du pouvoir législatif de l’URSS, remplacé en 1936 par le Soviet suprême
INŠ :	Institut nacional’nyh škol, Institut des écoles nationales
Ispolkom :	ispol’nitel’nyj komitet, comité exécutif, administration locale
IUU :	Institut usoveršenstvovanija učitelej, Institut de qualification des enseignants
KK NTA :	Krymskij Komitet novogo tjurkского alfavita, Comité criméen pour le Nouvel Alphabet turc

- Minpros : Ministersvo Prosveščeniya, Ministère de l'Instruction  
 MTS : Mašino- traktornaja stancija, station de machines et de tracteurs  
 NEP : Novaja ekonomičeskaja politika, Nouvelle politique économique  
 NK RKI, RKI, Rabkrin :  
 Narodnyj komissariat Raboče-krets'jankoj inspekcii SSSR, Inspection  
 ouvrière et paysanne, commission de contrôle  
 NKT : Narodnyj kommissariat truda, Commissariat du peuple au travail,  
 ministère du travail  
 OGPU : O'bedinennoe Gosudartsvennoe političeskoe upravlenie, direction  
 politique unifiée d'Etat, police politique, ancêtre du KGB  
 RIK : Rajispolkom : rajonnyj ispolnitel'nyj komitet, Comité exécutif du soviet  
 de district  
 SNK, Sovnarkom :  
 Sovet Narodnyh Komisarov, conseil des commissaires du peuple,  
 gouvernement soviétique  
 Sovmin : Sovet ministrov, Conseil des ministres  
 TCIK : Central'nyj ispol'nitel'nyj Komitet Tatarstan, comité exécutif central du  
 Tatarstan  
 VCIK : Vserossijskij Central'nyj ispol'nitel'nyj komitet, Comité exécutif central  
 panrusse, organe suprême du pouvoir législatif de la RSFSR  
 VCK NTA: Vsesojuznyj Central'nyj Komitet novogo tjurkskogo alfavita, Comité  
 central de toute l'Union pour le Nouvel Alphabet turc  
 VUCIK : Vseukrajniskij central'nyj ispol'nitelnyj Komitet, Comité exécutif central  
 pan ukrainien

### ***Fédération de Russie***

- CEI (SNG) : Sodružestvo Nezavisimyh Gosudarstv, Comité des Etats Indépendants  
 NKA : Nacional'no-kul'turnaja avtonomija, Autonomies nationales-culturelles  
 NOO : Nacional'naja obščestvennaja organizacija, Organisations sociales  
 nationales  
 Mosgorispolkom :  
 Moskovskij gorodskoj ispolnitel'nyj komitet, Comité exécutif de la ville  
 de Moscou  
 MKS : Mežnacional'nyj konsultativnij sovet, Conseil consultatif inter-ethnique

### ***Glossaire des archives***

- AMORB : Arhiv Ministerstva Obrazovanija Respubliki Baškortostan, Archives du  
 ministère de l'éducation de la république du Baskortostan  
 CDAVO : Central'nyj deržavnyj arhiv vyščih organiv Vladi ta upravlinnja Ukraini,  
 Archives centrales des plus hautes organes du pouvoir d'Etat d'Ukraine  
 CDIAK : Central'nyj Deržavnyj Istoričnij Arhiv Ukraini, Kyijv, Archives historiques  
 centrales d'État d'Ukraine de Kiev  
 CGAOO : Central'nyj Gosudarstvennyj arhiv obščestvennyh ob''edinenij Respubliki  
 Baškortostan, Archives centrales d'état des organisations sociales de la  
 République du Baskortostan

- GAARK : Gosudarstvennyj arhiv Avtonomnoj Respubliki Kryma, Archives d'État de la république autonome de Crimée
- GARF : Gosudarstvennyj arhiv Rossijskoj Federacii, Archives d'Etat de la Fédération de Russie
- KGANI : Karel'skij Gosudarstvennyj arhiv novejšej istorii, Archives d'Etat de Carélie pour l'histoire contemporaine
- LVIA : Lietuvos valstybės istorijos archyvas, Archives historiques nationales de Lituanie, Vilnius
- NARB: Nacioanal'nyj Arhiv Respubliki Belarus', archives nationales de Biélorussie
- NARK : Nacional'nyj arhiv Respubliki Karelija, Archives nationales de la République de Carélie
- NART : Nacional'nyj arhiv Respubliki Tatarstan, Archives nationales de la République du Tatarstan
- OR RGB : Otdel rukopisej Rossijskoj gosudarstvennoj biblioteki, Section des manuscrits de la Bibliothèque d'Etat de Russie
- RGAÈ : Rossijskij Gosudarstvennyj arhiv èkonomi, Archives d'Etat de Russie pour l'économie
- RGIA : Rossijskij Gosudarstvennyj istoričeskij arhiv, Archives historiques d'Etat de Russie
- RGANI : Rossijsskij Gosudarstvennyj arhiv novejšej istorii, Archives de l'Etat de Russie d'histoire contemporaine
- RGASPI : Rossijskij Gosudarstvennyj arhiv social'no-političeskoj istorii, Archives de l'Etat de Russie d'histoire sociale et politique
- UzRMDA : Ūzbekiston Respublikasi Markazij Davlat Arhivi, Archives républicaines centrales d'État d'Ouzbékistan





# Bibliographie

## La Russie impériale

### Sources occidentales

- BEAUVOIS D., *Le Noble, le Serf et le Revizor : La noblesse polonaise entre le tsarisme et les masses ukrainiennes*, Paris, Éditions des archives contemporaines, 1985.
- BEAUVOIS D., *Pouvoir russe et noblesse polonaise en Ukraine : 1793—1830*, Paris, CNRS, 2003.
- CADIOT J., « Russia Learns to Write. Slavistics, Politics, and the Struggle to Redefine Empire in the Early 20th Century », *Kritika*, vol. 9, 2008, p. 135-67.
- CREWS R., « Empire and the Confessional State: Islam and Religious Politics in Nineteenth-Century Russia », *American Historical Review*, vol. 108, 2003, p. 50-83.
- DOLBILOV M., « Russification and the Bureaucratic Mind in the Russian Empire's Northwestern Region in the 1860s », *Kritika*, vol. 5, 2004, p. 245-71.
- DOLBILOV M., « The Russifying Bureaucrats' Vision of Catholicism: The Case of Northwestern krai after 1863 » », dans A. NOWAK, *Russia and Eastern Europe: Applied "Imperiology"/Rosja i Europa Wschodnia: "imperiologia" stosowana*, Cracovie, Arcana, 2006.
- DOLBILOV M., « Russifying Bureaucracy and the Politics of Jewish Education in the Russian Empire's Northwest Region (1860s-1870s) », *Acta Slavica Iaponica*, vol. 24, 2007, p. 112-43.
- DOWLER W., « The Politics of Language in Non-Russian Elementary Schools in the Eastern Empire, 1865-1915 », *Russian Review*, vol. 54, 1995, p. 516-38.
- FRINGS A., *Sowjetische Schriftpolitik zwischen 1917 und 1941, Eine handlungstheoretische Analyse*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2007.
- HALTZEL M., « Russification in Education », dans E. C. THADEN et al, *Russification in the Baltic Provinces and Finland 1855–1914*, Princeton, Princeton University Press, 1981, p. 168–79.
- KAPPELER A., *La Russie, Empire multiethnique*, Paris: IRENISE/Institut d'Etudes Slaves, 1994.
- KAPPELER A., « 'Great Russians' and 'Little Russians': Russian-Ukrainian Relations and Perceptions in Historical Perspective », *The Donald W. Treadgold Papers*, n°39, 2003.
- LAZDA P., « The Phenomenon of Russophilism in the Development of Latvian Nationalism in the 19<sup>th</sup> Century », dans A. LOIT, *National Movements in the Baltic Countries during the 19<sup>th</sup> Century*, Stockholm, Almquist & Wiksell, 1985, p. 129-35.

- LOHR E. E., *Nationalizing the Russian Empire: The Campaign Against Enemy Aliens during World War I*, Cambridge, MA., Harvard University Press, 2003.
- MILLER A. I., *The Romanov Empire and Nationalism*, Budapest, Central European University Press, 2008.
- MILLER A. I., *The Ukrainian Question. Russian Nationalism in the 19th Century*, Budapest, Central European University Press, 2003.
- MILLER A. I., «The Value and the Limits of Comparative Approach to the History of Contiguous Empires on the European Periphery», dans K. MATSUZATO, *Towards Imperiology: From Empirical Knowledge to Discussing the Russian Empire*, Sapporo, Slavic Research Center, 2007.
- MILLER A. I. and O. OSTAPCHUK, «The Latin and Cyrillic Alphabets in Ukrainian National Discourse and in the Language Policy of Empires», dans G. KASIANOV and P. THER, *A Laboratory of Transnational History: Ukraine and Recent Ukrainian Historiography*, Budapest, Central European University Press, 2009.
- PIPES R., «Peter Struve and Ukrainian Nationalism», *Harvard Ukrainian Studies*, vols. 3-4, 1979–1980.
- PLOKHY S., *Unmaking Imperial Russia: Myhailo Hrushevsky and the Writing of Ukrainian History*, Toronto, University of Toronto Press, 2005.
- REISNER, O., *Die Schule der georgischen Nation*, Berlin, Reichert, 2005.
- STALIŪNAS D., *Making Russians: Meaning and Practice of Russification in Lithuania and Belarus after 1863*, Amsterdam, Rodopi, 2007.
- SUBAČIUS G., «Development of the Cyrillic Orthography for Lithuanian in 1864-1904», *Lituanus*, vol. 51, 2005, p. 29–55.
- VUL'PIUS R., *Nationalisierung der religion: Russifizierungspolitik und ukrainische nationsbildung 1860-1920*, Wiesbaden, Harrassowitz, 2005.
- WEEKS T. R., *Nation and State in Late Imperial Russia: Nationalism and Russification on the Western Frontier, 1863–1914*, DeKalb, Northern Illinois University Press, 1996.
- WEEKS T. R., «Religion and Russification: Russian Language in the Catholic Churches of the 'Northwest Provinces' after 1863», *Kritika*, vol. 2, 2001, p. 87-100.
- WEEKS T. R., «Russification and the Lithuanians, 1863-1905», *Slavic Review*, vol. 60, 2001, p. 96–114.
- WERTH P. W., «From Resistance to Subversion: Imperial Power, Indigenous Opposition and their Entanglement», *Kritika*, vol. 1, 2000, p. 21-43.
- WERTH P. W., *At the Margins of Orthodoxy: Mission, Governance and Confessional Politics in Russia's Volga-Kama Region 1827-1905*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 2002.

WERTH P. W., « Schism Once Removed: Sects, State Authority, and the Meanings of Religious Toleration in Imperial Russia », dans A. MILLER et A. RIEBER, *Imperial Rule*, Budapest, Central European University Press, 2004.

### **Sources en langues slaves**

“Alfavit, jazyj i natsional’naia identičnost’ v rossijskoj imperii,” *Ab Imperio*, n°2, 2005 [Articles de Remy, Glembotski, Vul’pius, Dolbilov, Tokt et Staliunas].

ČEBOTAREVA B. G., « « Rusifikacija » nemeckoj skoly v pribaltijskikh gubernijah (xix v.) », *Voprosy Istorii*, n°12, 2004, p. 41-56

DOLBILOV M. et A. MILLER, eds., *Zapadnye okrainy Rossijskoj imperii*, Moscou, Novoe literaturnoe obozrenie, 2006.

DOLBILOV M., « Prevratnosti kirillizacii: zapret latinicy i bjurokatičeskaja rusifikacija litovcev v vilenskom general-gubernatorstve v 1864-1882 gg. », *Ab Imperio*, n°2, 2005, p. 272-80.

GYRYČ I., « M. Hruševs’kij ta V. Antonovyč: tvorči kontakti ta suspil’no-politični pohljadi », dans *Akademija pam’jati profesora Volodymyra Antonoviča. Dopovidi ta materjali*, Kyjiv, Institut ukrajins’koji arheohrafiji NAN Ukrajin, 1994.

HASIMOTO N., « Učebnaja politika Rossijskoj imperii v zapadnyh gubernijah i « pol’skij vopros » (konec XVIII – načalo XIX veka) », dans K. MATSUZATO, *Social’naja transformacija i mežëtničeskie otnošeniya na Pravoberežnoj Ukraine: 19-načalo 20 vv.*, Moscou, ROSSPEN, 2005.

KAPPELER A., « Mazepincy, malorossy, hohly: ukraincy v ètničeskoj ierarhii Rossijskoj imperii », dans A. I. MILLER, V. F. REPRINCEV et B. N. FLORIA, *Rossija – Ukraina: istorija vzaimootnošenij*, Moscou, Škola « Jazyki russkoj kul’tury », 1997.

KATKOV M. N., *Sobranie peredovyh statej « Moskovskih vedomostej » 1869 god.*, Moscou, Izdatel’stvo S. P. Krotkovi, 1897.

MOJSEENKO V., « Pro odnu sprobu latinizaciji ukrajins’kogo pis’ma », *Nezaležnij kul’turoložičnij časopis*, n°9, 1997, p. 140-47.

NAZAROVA E., « Russkij jazyk kak instrument rusifikacii/obruseniya ostzejskogo kraja v politike vlastej i predstavlenijah obščestvennosti rossijskoj imperii: xix vek », *Istoričeskij put’ litovskoj pis’mennosti. Sbornik materialov konferencii*, Vilnius, Institut de la langue lituanienne, 2005, p. 260-90.

OSTAPCUK O. A., « Izmenenie gosudarstvennyh granic kak faktor formirovanija jazykovoju situacii na Pravoberežnoj Ukraine na rubeže XVIII–XIX vv. », dans L. E. GORIZONTOV, *Regiony i granicy Ukrainy v istoričeskoj retrospektive*, Moscou, OOO « Strategiâ », 2005.

STALIUNAS D., « Možet li katolik byt’ russkim? O vvedenii russkogo jazyka v katoličeskoe bogosluženie v 60-x godah XIX v. », dans P. S. KABYTOV, P. W. WERTH et A. I. MILLER, *Rossijskaja imperija v zarubežnoj istoriografii. Raboty poslednih let. Antologija*, Moscou, Novoe Izdatel’stvo, 2005, p. 570-88.

- STALIUNAS D., « Identifikacija, jazyk i alfavit Litovcev v Rossijskoj nacional'noj politike 1860-h godov », *Ab Imperio*, n°2, 2005.
- TOKT S., « Latinica ili kirillica: problema vybora šrifta v beloruskom nacional'nom dviženii vo vtoroj polovine XIX – načale XX veka », *Ab Imperio*, n°2, 2005.
- TOLOČKO O. P., « Dvi ne zovsim akademični diskusiji (I.A. Lynnyčenko, D.I. Bagalij, M.S. Hruševs'kij) », *Ukrajins'kij arheografičnij šoričnyk*, n.s., n°2, 1993, p. 92–103.
- USPENSKI B. A., « Nikolaj I i pol'skij jazyk (jazykovaja politika rossijkoj imperii v otnosenii carstva pol'skogo: voprosy grafiki i orfografii) », dans B. A. USPENSKI, *Istoriko-filologičeskie očerki*, Moscou, Jazyki slavjanskoj kul'tury, 2004, p. 123-55.
- VULPIUS R., « Jazykovaja politika v rossijskoj imperii i ukraïnskij perevod biblii (1860-1906) », *Ab Imperio*, n°2, 2005, p. 191-224.
- ZASZTOWT L., *Kresy 1832-1864. Szkolnictwo na ziemiach litewskich i russkich dawnej rzeczypospolitej*, Varsovie, Instytut Historii Nauki PAN, 1997.

## La construction soviétique

### **Sources occidentales**

- BERELOWITCH W. 1990. *La Soviétisation de l'école russe, 1917-1931*, Lausanne, Éditions L'Âge d'Homme.
- BLITSTEIN P. A. « Nation-Building or Russification? Obligatory Russian Instruction in the Soviet Non-Russian School, 1938-1953 », dans R. G. SUNY et T. MARTIN, *A State of Nations, Empire and Nation Making in the Age of Lenin and Stalin*, Oxford, Oxford University Press, 2001.
- CADIOT J., *Le laboratoire impérial: Russie-URSS 1860-1940*, Paris, CNRS, 2007.
- EDGAR A. L., *Tribal Nation: The Making of Soviet Turkmenistan*, Princeton, Princeton University Press, 2004.
- ESTRAIKH G., « Pyrrhic Victories of Soviet Yiddish Language Planners », *East European Jewish Affairs*, vol. 23, 1993, p. 25-37.
- FIERMAN W., *Language Planning and National Development: the Uzbek Experience*, Berlin, Mouton de Gruyter, 1991.
- FITZPATRICK S., *Stalinism. New Directions*, Londres, Routledge, 2000.
- FITZPATRICK S., *The Commissariat of Enlightenment: Soviet Organisation of Education and the Arts under Lunacharsky (October 1917-1921)*, Cambridge, Cambridge University Press, 1970.

- FITZPATRICK S., *Education and Social Mobility in the Soviet Union, 1921-1934*, Cambridge, UK, Cambridge University Press, 1979.
- GITELMAN Z., *Jewish Nationality and Soviet Politics: The Jewish Sections of the CPSU, 1917-1930*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 1972.
- HIRSCH F., *Empire of Nations: Ethnographic Knowledge and the Making of the Soviet Union*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 2005.
- HOLMES L. E., *The Kremlin and the School: Reforming Education in Soviet Russia, 1917-1931*, Bloomington, Indiana University Press, 1991.
- KRAWCHENKO B., *Social Change and National Consciousness in Twentieth-Century Ukraine*, New York, St Martin's Press, 1985.
- MARTIN T., « The Russification of the RSFSR », *Cahiers du Monde russe*, vol. 39, 1998, p. 99-118.
- MARTIN T., *The Affirmative Action Empire: Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Ithaca, Cornell University Press, 2001.
- PINKUS B., *The Jews of the Soviet Union: The History of a National Minority*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.
- REESE R. R., *Stalin's Reluctant Soldiers*, Lawrence, University Press of Kansas, 1996.
- SANBORN J., *Drafting the Russian Nation*, Dekalb, Northern Illinois University Press, 2003.
- SHEVELOV G. Y., *The Ukrainian Language in the First Half of the Twentieth Century (1900-1941): Its State and Status*, Cambridge, MA, Harvard Ukrainian Research Institute, 1989.
- SLEZKINE Y., « The USSR as a Communal Apartment, or How a Socialist State Promoted Ethnic Particularism », *Slavic Review*, vol. 53, 1994, p. 414-52.
- SMITH J., *The Bolsheviks and the National Question, 1917-23*, New York: St. Martin's Press, 1999.
- SMITH M. G., *Language and Power in the Creation of the USSR, 1917-1953*, Berlin, Mouton de Gruyter, 1998.
- WASKOWYCZ H., « L'enseignement en ukrainien de 1917 à 1920 », dans *Ukraine 1917-1932 : renaissance nationale*, Actes du colloque, Paris, 1982, p. 415-431.

### **Sources en langues slaves**

- ALPATOV V. M., *150 iazykov i politika, 1917-2000 : sociolingvističeskie problemy SSSR i postsovetskogo prostranstva*, 2<sup>nd</sup> ed., Moscou, Institut vostokovedenija RAN, 2000.
- BONDAR A. D., *Rozvytok suspil'noho vyhovannija v Ukraïjns'kij RSR (1917-1976)*, Kyjiv, 1968.

- BORYSĚNOK E., *Fenomen sovjetskoj ukrainizacii. 1920--1930-e gody*, Moscou, Izdatel'stvo « Evropa », 2006.
- DANYLENKO V. M., *Ukrainizatsija 1920-30-kh rokov : peredumovy, zdobytki, uroki*, Kyjiv, Institut istorii Ukrainy NAN Ukrainy, 2003.
- GARIPOVA F., *Opyt jazykovogo stroitel'stva v respublike Baškortostan*, Oufa, Gilem, 2006.
- GATAGOVA L. S., L. KOŠELEVA et L. A. ROGOVAJA, eds., *CK RKP(b)-VKP(b) i nacional'nyj vopros*, vol. 1 : 1918-1933, Moscou, ROSSPEN, 2005.
- GATAGOVA L. S., KOŠELEVA et L. A. ROGOVAJA, eds., *CK RKP(b)-VKP(b) i nacional'nyj vopros*, vol. 2 : Moscou, ROSSPEN, 2009.
- NIMČUK V. V. et N. V. PURJAIEVA, eds., *Istorija ukrajins'kogo pravopysu: XVI – XX stolittja. Hrestomatija*, Kyjiv, Naukova dumka, 2004.
- ŠAPOVAL Ju., *Ukrajna 20-50-x rokov : storinky nenapisanoi istorii*, Kyjiv, Naukova Dumka, 1993.

## Les années d'après-guerre

### **Sources occidentales**

- BARON N., « The Language Question and National Conflict in Soviet Karelia in the 1920s », *Ab Imperio*, n°2, 2002, p. 349-60.
- BILINSKY Y., « The Soviet Education Laws of 1958-1959 and Soviet Nationality Policy », *Soviet Studies*, vol. 14, 1962, p. 138-57.
- HEWITT B. G., « Aspects of Language Planning in Georgia (Georgian and Abkhaz) », dans J. COBARRUBIAS et J. A. FISHMAN, *Progress in Language Planning, International Perspectives*, Berlin, Mouton Publishers, 1983.
- KANGASPURO M., « Karelian Resistance to Finnish Korenizatsiia Policy in Soviet Karelia in the 1920s and 30s », *Studia Slavica Finlandensia*, vol. 17, 2000.
- KREINDLER I., « THE Changing Status of Russian in the Soviet Union », *International Journal of the Sociology of Language*, vol. 33, 1982.
- NAHAYLO B. et V. SVOBODA, *Après l'Union soviétique. Les peuples de l'espace post-soviétique*, Paris, PUF, 1994.
- PIKHOIA R. G. *URSS : histoire du pouvoir. t. 1 : Quarante ans d'après-guerre*, Longueuil, Québec : Éditions Kéruss, 2007.
- SMITH J., « Republican Authority and Khrushchev's Education Reform in Latvia and Estonia, 1958-1959 », dans O. MERTELSMANN, *The Sovietization of the Baltic States (1940-1956)*, Tartu, Kleio, 2003.

- SMITH J., « The Battle for Language: Opposition to Khrushchev's Education Reform in the Soviet Republics, 1958-59 », présenté au congrès national AAASS, Washington, DC, 2006.
- SUNY R. G., *The Making of the Georgian Nation*, Londres, Taurus, 1989.
- YEKELCHYK S., « The Civic Duty to Hate. Stalinist Citizenship as Political Practice and Civic Emotion (Kiev, 1943-53) », *Kritika*, vol. 7, 2006, p. 529-56.
- ZASLAVSKY V., *The Neo-Stalinist State: Class, Ethnicity, and Consensus in Soviet Society*, Armonk, NY, M. E. Sharpe, 1982.
- ZUBKOVA E., *Russia after the War: Hopes, Illusions, and Disappointments, 1945-1957*, Armonk, NY, M. E. Sharpe, 1998.

### **Sources en langues slaves**

- BARON N., « Regional'noe konstruirovaniye Karel'skoj avtonomii », *Ab Imperio*, n°2, 2002, p. 279-308.
- GUBOGLO M. N., *Etnopolitičeskaja mozaika Baškortostana*, vol. 1, Moscou, IEA, 1992.
- KOZLOV V. I., *Nacional'nosti SSSR*, Moscou, Statistika, 1975.
- LALLUKKA S., « Štrikhi k etničkoj karte Severo-Zapada Rossii (1926-1959 gg.) », dans T. VIHAVAINEN et I. TAKALA, *V sem'e edinoj: nacional'naja politika partii bol'shevikov na Severo-Zapade Rossii v 1920-1950-e gody*, Izdatel'stvo Petrozavodskogo Universiteta, Kikimora Publications, Aleksanteri Instituutti, 1998.
- SUNIK O. P., « Nekotorye problemy jazykovogo stroitel'stva v SSSR », *Voprosy jazykoznanija*, vol. 6, 1971.
- ZUBKOVA E. Ju., « Vlast' i razvitie etnokonfliktnoj situacii v SSSR. 1953-1985 gody », *Otečestvennaja istorija*, n°4/7-8, 2004, p. 3-39.

## **Le post-soviétisme**

### **Sources occidentales**

- BEISSINGER M. R., *Nationalist Mobilization and the Collapse of the Soviet State*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.
- CARMICHAEL C., « Coming to Terms with the Past: Language and Nationalism in Russia and its Neighbours », dans S. BARBOUR et C. CARMICHAEL, *Language and Nationalism in Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2000.
- GORENBURG D. P., *Minority Ethnic Mobilization in the Russian Federation*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.



- GRANEY K. E., « Education Reform in Tatarstan and Bashkortostan: Sovereignty Projects in Post-Soviet Russia », *Europe-Asia Studies*, vol. 51, 1999, p. 611-32.
- JÄRVE P., « Language Battles in the Baltic States, 1989-2002 », dans F. GRIN et F. DAFTARY, *Nation-Building, Ethnicity and Language Politics in Transition Countries*, Flensburg, Germany, European Center for Minority Issues, 2003, p. 73-106.
- JONES S. F., « The Georgian Language State Program and Its Implications », *Nationalities Papers*, vol. 23, 1995, p. 535-630.
- KIRKWOOD M., « Glasnost, « The National Question » and Soviet Language Policy », *Soviet Studies*, vol. 43, 1991.
- KULYK V., « Constructing Common Sense: Language and Ethnicity in Ukrainian Public Discourse », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 29, 2006, p. 281-314.
- LAITIN D. D., *Identity in Formation: The Russian-Speaking Population in the Near Abroad*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 1998.
- ROPER S. D., « The Politicization of Education: Identity Formation in Moldova and Transnistria », *Communist and Post-Communist Studies*, n°38, 2005, p. 501-14.
- SERRANO S., « Les Russes du Caucase du Sud. Du malheur d'avoir un empire (et de le perdre) » et « Les Russes de l'étranger proche et la question de la « diaspora » », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 39, 2008, p. 121-47.
- SERRANO S., *Géorgie, sortie d'empire*, CNRS éditions, Paris, 2007.
- SMITH G., ed., *The Nationalities Question in the Post-Soviet States*, New York, Longman, 1996.
- SUNY R. G., *The Revenge of the Past: Nationalism, Revolution, and the Collapse of the Soviet Union*, Stanford, Stanford University Press, 1993.
- VEINGUER A. A. et H. H. DAVIS, « Building a Tatar Elite. Language and National Schooling in Kazan », *Ethnicities*, vol. 7, 2007, p. 186-207.
- WHEATLEY J., « The Status of Minority Languages in Georgia and the Relevance of Models from Other European States », *ECMI Working Paper*, No. 26, 2006. Available at [http://www.ecmi.de/download/working\\_paper\\_26.pdf](http://www.ecmi.de/download/working_paper_26.pdf).

### **Sources en langues slaves**

- KULYK V., « Mova pro movu: Normalizacija ambivalentnosti », *Krytyka*, vol. 5, 2004, p. 19-24, et vol. 6, p. 4-11.
- NIMCUK V. V. et N. V. PURJAEVA, eds., *Istorija ukrajins'koho pravopysu: XVI – XX stolittja. Hrestomatija*, Kyjiv, Naukova dumka, 2004.

ŠCEDRINA O. V., «Vozmožna li mul'tikul'turnaja model' integracii migrantov v Rossii?», *Sociologičeskie issledovanija*, n°11, 2004.

TISKOV V. A., «Antropologija NPO», *Neprikosnovenij Zapas*, n°39, 2005.

TISKOV V. A., *Rekvjem po etnosu*, Moscou, Nauka, 2003.